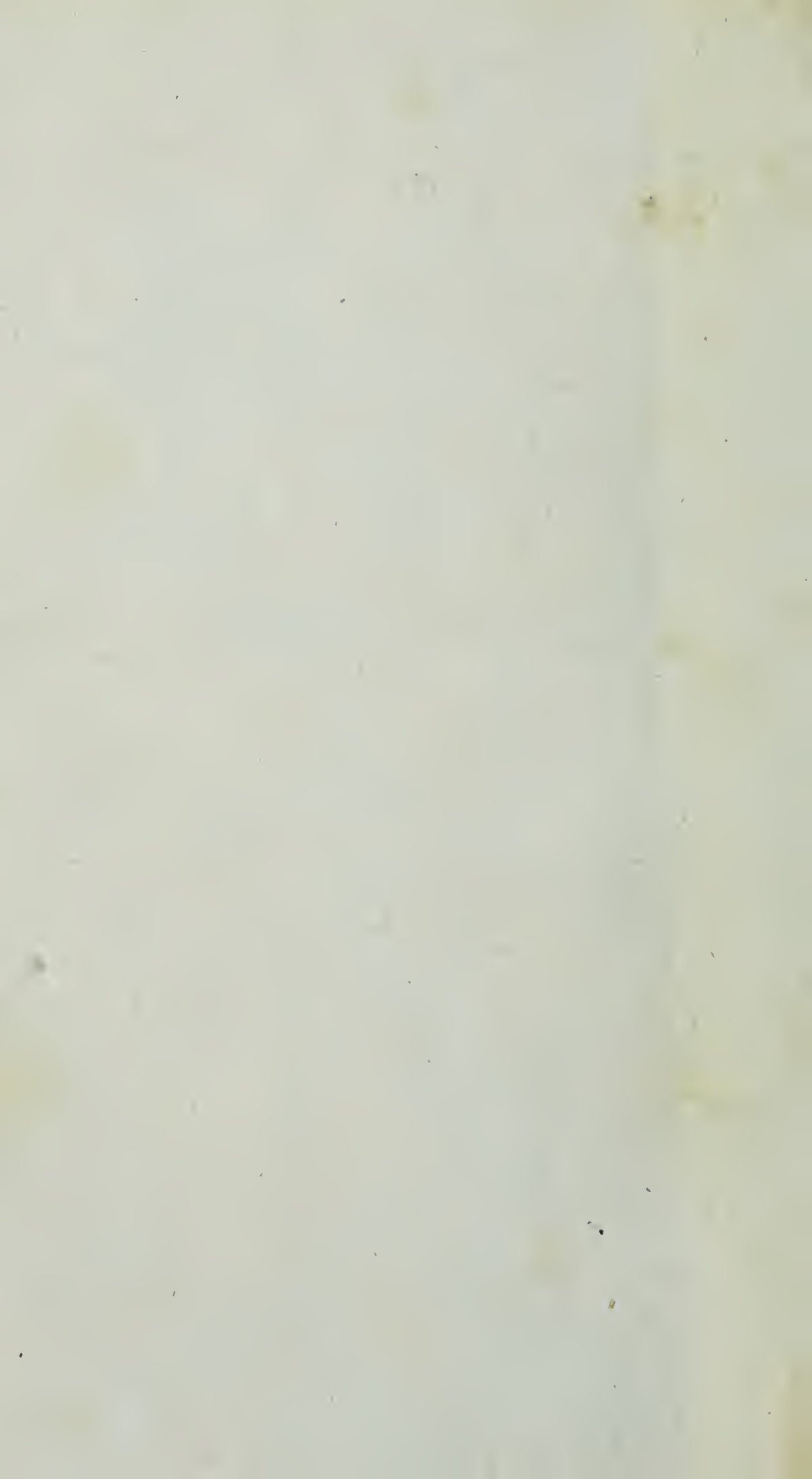




BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE.



RENNES. — IMPRIMERIE DE CH. CATEL ET C^{ie},
rue du Champ-Jacquet.



BULLETIN
ARCHÉOLOGIQUE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE.

(CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.)

ANNÉE 1852.

QUATRIÈME VOLUME.

RENNES,
LIBRAIRIE DE VERDIER.

PARIS,
LIBRAIRIE ARCHÉOLOGIQUE DE VICTOR DIDRON,
RUE HAUTEFEUILLE, 13.

THE

THE

THE

THE

THE

THE

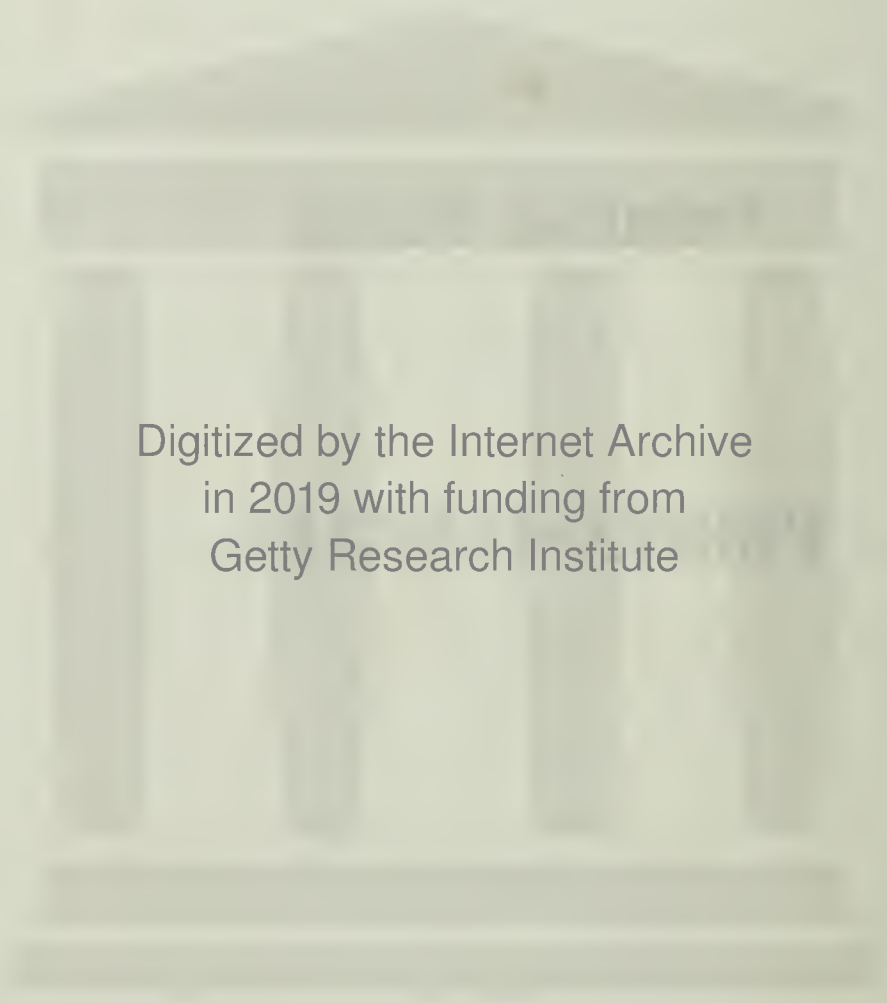
THE

THE

THE

PREMIÈRE PARTIE.

PROCÈS-VERBAUX.



Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Getty Research Institute

ASSOCIATION BRETONNE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

PROCÈS-VERBAUX

DU CONGRÈS DE NANTES.

(7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 septembre 1851)

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

Commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie.

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE O. DE SESMAISONS, *directeur*.

Dimanche 7 septembre, huit heures du matin.

Sommaire. — Ouverture du Congrès. — Discours de M. de Blois, directeur de la Classe d'Archéologie de l'Association Bretonne.

Sont assis au bureau : M. le *Préfet* de la Loire-Inférieure ; M. *Huette*, adjoint, remplaçant M. le maire ; M. *O. de Sesmaisons*, représentant du peuple, directeur de l'Association Bretonne ; M. *A. de Blois*, représentant du peuple, directeur de la Classe d'Archéologie ; M. *L. de Kergorlay*, secrétaire-général de l'Association ; M. *de Madec*, trésorier ; M. *Renoul*, adjoint ; et M. le *Recteur de l'Académie* de Nantes.

On remarque dans la salle, parmi un grand nombre d'hommes notables de la ville, M. le comte *d'Audiffret*, receveur-général de la Loire-Inférieure ; M. l'abbé *Fournier*, curé de Saint-Nicolas, ancien représentant ; M. *Allard*, colonel du génie ; M. *Ferdinand*

Favre : M. *Rieffel*, directeur honoraire de l'Association Bretonne ; M. *Nau*, président de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure, etc.

Après les discours d'ouverture prononcés par M. *Olivier de Sesmaisons*, directeur de l'Association Bretonne, M. *de Kergorlay*, secrétaire-général, et de *Madec*, trésorier, discours qui concernent exclusivement la classe d'Agriculture, M. *Aymar de Blois*, président de la Classe d'Archéologie, prononce l'allocution suivante :

« Messieurs ,

« Il est d'usage que le concours de la Classe d'Archéologie à ces solennelles séances soit constaté par quelques paroles prononcées en son nom. C'est pour me conformer à cet usage que j'élève la voix à la suite des discours auxquels vous venez d'applaudir.

« Il y a aujourd'hui plus de six ans que le département de la Loire-Inférieure recevait, pour la première fois, l'Association Bretonne dans cette même cité, dont l'accueil aimable et prévenant demeure présent aux souvenirs de ceux qui en furent honorés.

« La Classe d'Archéologie venait de recevoir alors l'organisation à l'abri de laquelle elle s'est étendue et a jeté ses racines ; mais encore naissante, elle n'avait pu prendre que de bien faibles développements. Si dans trois départements voisins elle avait déjà pour auxiliaires des Sociétés affiliées, elle ne comptait sur ce territoire qu'un seul adhérent. Ce membre qui s'était uni à nos premiers efforts, je n'ai pas besoin de le nommer ; vous reconnaissez ce confrère si zélé, si laborieux, si fidèle à nos rendez-vous.

« Mais, le dirai-je, Messieurs, on nous laissait craindre que notre entreprise ne trouvât pas à Nantes les sympathies qui l'avaient encouragée ailleurs. Aussi étions-nous heureux de pouvoir vous adresser notre appel sous les auspices et en présence de l'homme éminent pour qui ce serait peu d'avoir, en quelque sorte, créé la science monumentale, si sa vie n'était consacrée à en populariser l'étude et à recueillir dans les provinces cette activité féconde qui les anima dans d'autres temps.

« Combien nos défiances n'étaient-elles pas téméraires ! Non ;

jamais notre voix, et peut-être celle de M. de Caumont lui-même, ne furent mieux entendues.

« A peine la session du Congrès qui nous avait réunis dans cette enceinte était-elle terminée, que la Société d'Archéologie de la Loire-Inférieure se constituait, qu'elle admettait dans ses rangs des hommes d'élite distingués, les uns par l'étude et la variété de leurs connaissances, les autres versés dans la pratique de l'art. Grâce aux ressources et aux facilités de communication que devait offrir une riche et importante cité, cette Société est devenue plus nombreuse qu'aucune de ses rivales. Elle n'a cessé de prospérer par son activité et son union, et elle a pu, secondée par l'autorité, recueillir de précieux débris d'art dans un musée que nos autres départements auront peut-être encore longtemps à vous envier.

« Si je rappelle ces progrès, ce n'est pas pour y chercher un texte à des éloges dont nos dignes confrères n'ont pas besoin, mais parce que ces souvenirs nous reportent aux jours que nous avons passés près d'eux il y a six ans. Ces souvenirs nous plaisent encore, parce qu'ils attestent aussi combien les antiques traditions sont toujours chères aux enfants de la Bretagne.

« Cette impulsion, que nous ne faisons que transmettre, qui de province en province s'est aujourd'hui communiquée à toute la France, et qui se fait sentir même dans la Capitale, n'aura-t-elle pour effet que de venger d'un injuste oubli une civilisation dédaigneusement méconnue, et d'ouvrir une nouvelle carrière à l'étude ? La France, fière de ses libertés, mais toujours agitée par l'esprit d'innovation, ne pourrait-elle trouver, en jetant ses regards vers le passé, la cause de cette instabilité qu'elle redoute ? Non, ce n'est pas assez qu'un savant mécanisme permette de faire sentir partout l'action du pouvoir souverain ; ce n'est pas assez que ses actes aient été discutés dans une assemblée librement élue ; il faut encore que le sentiment des intérêts communs rattache chaque groupe de population au centre dont émane la vie par les mêmes liens qui, dans l'ancienne organisation municipale, unissaient le chef de famille à la cité, comme la cité était unie à la province. C'est sur ces bases que reposaient dans les cœurs le respect de l'autorité et l'amour de la patrie, qui assuraient la stabilité de ces institutions.

« Puissent ainsi les institutions qui fixeront le sort de la France

être empreintes de ces conditions de durée ! Mais si ces vœux tardent à se réaliser, ne nous décourageons pas dans la carrière.

« Qu'il nous suffise de travailler à étendre au loin le domaine des connaissances historiques ; qu'il nous suffise de voir les monuments du moyen âge protégés contre les ravages du temps et les mutilations de l'ignorance et du vandalisme ; qu'il nous suffise de voir s'achever ceux que la piété de nos pères nous avait légués imparfaits. La ville de Nantes n'offre-t-elle pas enfin l'exemple d'une nouvelle basilique qui s'élève à l'aide des plus généreux sacrifices, et reproduit à nos yeux les formes simples et majestueuses du XIII^e siècle ?

« Vous avez pensé, Messieurs de la Société d'Archéologie de la Loire-Inférieure, qu'une publication périodique de nos travaux contribuerait à exciter l'émulation parmi nous. Ce sont surtout vos observations renouvelées à diverses reprises qui nous ont décidé à éditer cette collection, parvenue déjà à son deuxième volume. Vous en avez apprécié le mérite, et vous vous associez à nous pour remercier MM. de la Borderie et Delabigne-Villeneuve des soins laborieux et éclairés qu'ils continuent de donner à cette publication. Permettez-moi de vous rappeler aussi qu'elle est une charge pesante pour nos ressources financières et de la recommander à votre sollicitude.

« Je finis en priant les autorités de cette ville et du département d'agréer les remerciements de la Classe d'Archéologie, pour l'hospitalité obligeante qu'elles ont bien voulu lui préparer. »

Ce discours est accueilli par d'unanimes applaudissements.

Après l'élection du bureau de la Classe d'Agriculture, M. de Blois annonce que la même opération pour la Classe d'Archéologie est renvoyée à la séance de lundi matin.

La séance est levée à dix heures.

L'un des secrétaires de la Classe d'Archéologie,

A. DE LA BORDERIE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

PREMIÈRE SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. A. DE BLOIS. — M. A. DE LA BORDERIE, *secrétaire*.

Lundi 8 septembre 1851, huit heures du matin.

M. *Aymar de Blois*, directeur, prend place au bureau, assisté de MM. *de la Borderie*, secrétaire; *Delabigne-Villeneuve*, trésorier de la Classe d'Archéologie, et *Th. Nau*, président de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure.

On procède aux élections du bureau pour la session du Congrès. Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants :

Président — M. *Vincent AUDREN DE KERDREL*, représentant d'Ille-et-Vilaine.

Vice-Présidents { MM. Le comte d'AUDIFFRET, receveur général de la Loire-inférieure.
L'abbé FOURNIER, curé de Saint-Nicolas, ancien représentant.
VANDIER, membre de la Société Académique.

Secrétaires { MM. ARMAND d'IZARN, membre de la Société Française.
L'abbé ROUSTEAU, professeur d'Archéologie.
EUGÈNE TALBOT, agrégé de l'Université.
CH. LIVET, membre de la Société Archéologique.

En l'absence de M. *Audren de Kerdrel*, MM. *d'Audiffret*, *Vandier* et *Fournier* prennent place au bureau. La présidence est déférée à M. *Vandier*. M. *Armand d'Izarn* remplit les fonctions de secrétaire.

M. *Nau* demande la fixation des excursions archéologiques.

M. *Bizeul* propose une visite aux édifices et antiquités de la ville de Nantes.

M. *René de Cornulier* propose à cet effet la nomination d'une commission spéciale. Après plusieurs incidents, l'Assemblée décide qu'une excursion aura lieu jeudi 11 septembre au château de Goulaine, à celui de Clisson, et s'il y a lieu à Tiffauges.

MM. *René de Cornulier*, *Bizeul* fils et A. *Guéraud* veulent bien se charger de préparer tout ce qui concerne le voyage.

M. de *la Borderie*, secrétaire de la Direction, donne lecture des questions du programme.

Programme des questions proposées pour le Congrès provincial de Bretagne.

PREMIÈRE PARTIE. — ARCHÉOLOGIE.

1. Signaler et décrire les monuments celtiques du département de la Loire-Inférieure, en rapportant les traditions populaires qui s'y rattachent.

2. Quelle était l'importance de la ville de Nantes sous les Romains ? — Décrire les diverses antiquités romaines qui y existent encore ou que l'on y a découvertes en différents temps.

3. Signaler et décrire les voies et établissements romains (villes, camps, *villas*, etc.) dont il reste des vestiges sur le territoire actuel du département de la Loire-Inférieure.

4. Signaler et décrire les édifices religieux à *date certaine* existant dans ce même département, dont les caractères peuvent servir à fixer la marche de l'art en Bretagne du XI^e au XVI^e siècle.

5. Histoire et description des édifices religieux et civils élevés dans la ville de Nantes, du XI^e au XVI^e siècle (inclusivement), soit qu'ils existent encore, soit qu'ils aient été détruits.

6. Architecture militaire du moyen âge. — Histoire et description des anciens châteaux et enceintes urbaines existant dans le département de la Loire-Inférieure.

7. Présenter au Congrès la carte monumentale du département de la Loire-Inférieure.

8. Examiner de quelle manière et *avec quel succès* s'est exercée jusqu'à ce jour, dans notre province, l'action des Sociétés archéologiques et du gouvernement touchant la conservation des monuments historiques. — Indiquer (s'il y a lieu) les mesures à prendre pour rendre cette action de plus en plus efficace.

9. Signaler et décrire les vitraux anciens et les anciennes peintures murales existant dans les églises ou autres édifices du département de la Loire-Inférieure.

10. Signaler et décrire les principaux morceaux de sculpture, soit en bois, soit en pierre, existant dans le même département, tels que tombeaux, autels, rétables, fonts baptismaux, stalles, bahuts, etc.

11. Existe-t-il aux archives départementales de la Loire-Inférieure des documents relatifs à la construction du tombeau de François II par Michel Colombe? — Les présenter au Congrès.

12. Signaler et décrire les anciennes pièces d'orfèvreries, telles que châsses, reliquaires, calices, chandeliers, croix processionnelles, etc., existant en Bretagne et particulièrement dans le département de la Loire-Inférieure.

13. Faire connaître les documents concernant les artistes bretons, architectes, peintres, sculpteurs, orfèvres, etc., depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque moderne.

14. Quelles modifications pourrait-on désirer, au point de vue de l'art et de l'histoire, dans les vêtements et ornements sacerdotaux, l'orfèvrerie et le mobilier des églises?

15. Quel rôle doit jouer la peinture dans la décoration des églises? Serait-il bon de l'appliquer à la statuaire?

16. Quelle est l'importance des collections d'objets d'art, publiques ou particulières, formées dans le département de la Loire-Inférieure? — En donner, autant que possible, des catalogues raisonnés.

17. Faire connaître l'importance et la situation actuelle des archives départementales, municipales, paroissiales, judiciaires, particulières ou autres existant en Bretagne, et spécialement dans le département de la Loire-Inférieure.

DEUXIÈME PARTIE. — HISTOIRE.

18. Faire la géographie des pays de Nantes et de Retz à l'époque romaine.

19. Quels renseignements les documents écrits en langue galloise, et spécialement les bardes, pourraient-ils nous fournir sur la lutte des Bretons insulaires contre les Anglo-Saxons? — Mettre ces indications en rapport avec celles qu'on trouve d'autre part dans les documents saxons et latins.

20. Quels ont été le mode et le caractère de l'établissement des Bretons insulaires en Armorique ? Cet établissement résulte-il d'une conquête violente, comme on l'a prétendu, ou bien s'est-il, au contraire, opéré pacifiquement ?

21. Le diocèse de Nantes n'a-t-il point subi, depuis le ^{vi}^e siècle, quelques variations dans ses limites ? — Indiquer le nom et l'étendue des archidiaconés et des doyennés entre lesquels il se subdivisait ; donner la nomenclature aussi complète que possible des divers établissements religieux (collégiales, abbayes, prieurés, chapelles, maladreries, couvents d'hommes et de femmes, maisons de l'ordre du Temple, etc.) qui y ont existé.

22. Quelles ont été, aux différentes époques de l'histoire, les limites du comté de Nantes et celles des principaux fiefs ou *pays* qu'il renfermait, tant en-deçà qu'au-delà de la Loire ?

— Présenter au Congrès : 1^o le glossaire topographique du comté nantais au moyen âge ; 2^o la liste, par ordre de communes et d'arrondissements, des noms de lieux bretons qu'on trouve encore actuellement dans le département de la Loire-Inférieure.

23. Indiquer les diverses races étrangères qui ont occupé ou envahi le pays de Nantes du ^v^e au ^{ix}^e siècle ; déterminer l'époque, le théâtre et l'importance de leurs établissements et de leurs invasions.

24. Duquel des dialectes bretons l'idiome de Batz, près Guérande, se rapproche-t-il le plus ? Quelles traditions se rattachent aux populations qui parlent cet idiome ?

25 Tracer l'histoire des invasions normandes en Bretagne, en recherchant quelle influence elles ont pu avoir sur le développement des institutions politiques de la nation bretonne.

26. A quelle époque remontent les plus anciennes corporations d'arts et métiers dont on trouve trace en Bretagne ? — Faire connaître tous les documents et renseignements que l'on pourra découvrir sur l'histoire de ces sortes d'associations dans les différentes villes de notre province.

27. Faire l'histoire des origines et des développements successifs du commerce de la ville de Nantes.

28. Faire l'histoire littéraire du pays nantais, en y comprenant l'histoire de l'imprimerie à Nantes, et un essai de bibliographie nantaise.

MM. les membres du Congrès sont ensuite invités à faire connaître quelles sont les questions que chacun se propose de traiter.

Ce classement a lieu dans l'ordre suivant :

1^{re} Question. — MM. Bizeul et Carissan. — M. Halleguen donnera la statistique monumentale du département du Finistère.

2^e Question. — MM. Bizeul et Vandier.

3^e Question. — M. Bizeul. — M. Halleguen offrira ses recherches sur les établissements romains, camps, voies du département du Finistère. — M. Delabigne-Villeneuve annonce des notes de M. de Bréhier (de Josselin) relatives à cette question.

4^e Question. — M. l'abbé Rousteau promet quelques notes verbales. — M. Guéraud se fait aussi inscrire. — M. Demangeat promet des éclaircissements sur le monastère de Déas.

5^e Question. — Cette question, qui formerait une histoire de la ville de Nantes au moyen âge, sera traitée par les mêmes orateurs.

6^e Question. — Architecture militaire : M. Bizeul pour la ville de Blain ; M. A. d'Izarn pour celle de Guérande. M. Allard, colonel du génie, ancien député, a promis un travail sur le château de Nantes.

7^e Question. — Carte monumentale de la Loire-Inférieure. — M. Bizeul demande la mise à exécution définitive de ce travail, si souvent entrepris et encore inachevé.

8^e Question. — M. Lafage et M. du Vautenet ont des notes intéressantes sur cette question.

9^e Question. — Vitraux, peintures, etc. M. l'abbé Rousteau pour les églises rurales. M. Armand d'Izarn sur les débris de vitraux de la cathédrale de Nantes. — MM. Faucheur, Nau et Driollet promettent des renseignements partiels.

10^e Question. — MM. Nau, Driollet, l'abbé Rousteau.

11^e Question. — M. Ramet, archiviste de la préfecture. On cite à ce sujet un travail de M. Lambon de Lignim de Tours. Cette question est réservée.

12^e Question. — MM. Delabigne-Villeneuve, l'abbé Rousteau, Th. Nau.

13^e Question. — MM. de la Borderie, d'Izarn, Delabigne-Villeneuve.

14^e Question. — MM. l'abbé Rousteau, du Vautenet, Lafage et Faucheur.

15^e Question. — MM. Lafage, du Vautenet, A. d'Izarn et Nau.

16^e Question. — Cette question, qui comprend la visite aux diverses collections de la ville, sera traitée par des compte rendus. — M. Nau est chargé de préparer ce qui concerne la visite des diverses collections.

17^e Question. — Archives. MM. Bizeul, Ramet et A. Guéraud donneront quelques indications sur celles de Nantes ; M. Delabigne-Villeneuve sur celles de Rennes ; M. de la Borderie sur celles de Vitré ; M. Aymar de Blois sur celles de Quimper.

18^e Question. — M. Bizeul donnera la géographie du pays de Retz ; M. Demangeat celle de l'archidiaconé de la Mée.

19^e Question. — Cette question est réservée.

20^e Question. — MM. Demangeat, de la Borderie, Halleguen et Lafage.

21^e Question. — MM. Demangeat et d'Izarn.

22^e Question. — MM. Bizeul et Demangeat.

M. Talbot promet le glossaire du comté nantais. MM. A. d'Izarn et Carissan présenteront quelques observations.

23^e et 25^e Questions. — MM. Demangeat et Fabre. — M. Bizeul indiquera les races qui ont occupé le pays à diverses époques. — M. de la Borderie traitera de l'invasion saxonne et normande.

24^e Question. — M. Audren de Kerdrel, M. Talbot, M. Aymar de Blois.

26^e Question. — Corporations. — MM. de la Borderie, Delabigne-Villeneuve et Demangeat. — M. d'Izarn signale un livre intitulé : *Arrêts et règlements des diverses corporations de la ville de Nantes*.

27^e Question. — MM. de la Borderie et Delabigne-Villeneuve.

28^e Question. — M. Talbot s'occupe d'une histoire littéraire de la ville de Nantes.

M. Guéraud promet des notes sur l'imprimerie et la bibliographie.

Aucune question en dehors du programme n'est proposée.

Les séances sont fixées pour le matin à sept heures et demie ;

Les séances générales le soir à sept heures précises.

La séance est levée à dix heures.

Le secrétaire,

A. D'IZARN.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

DEUXIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. VANDIER, *vice-président*. — M. E. TALBOT, *secrét.*

Lundi 8 septembre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Antiquités romaines de Nantes : le Bouffai ; enceinte de la cité ; divers objets recueillis dans les fouilles exécutées en 1850. — Édifices religieux à date certaine, du ^x^e au ^{xv}^e siècle. — Critiques des restaurations inintelligentes et des constructions de mauvais goût.

L'ordre du jour appelle la question n^o 2 du programme, ainsi conçue : « Quelle était l'importance de Nantes sous les Romains ? — Décrire les diverses antiquités romaines qui y existent encore, ou que l'on y a découvertes en différents temps. »

M. Vandier, président, ayant une communication à faire sur cette question, M. d'Audiffret occupe le fauteuil de la présidence.

M. Vandier commence par déclarer qu'il lui a été impossible, faute de temps, de traiter la première partie de la question. Quant à la seconde, il la divise en trois chapitres, et entre ainsi en matière :

Chapitre I^{er}.

DÉMOLITION DU BOUFFAI.

Au mois de mars 1847, sur l'invitation de M. Chaper, alors préfet, la Société Archéologique de la Loire-Inférieure nomma une commission pour surveiller la démolition du Bouffai, con-

stater les découvertes qu'elle pourrait amener, sauver de la destruction les objets d'antiquité qui pourraient se rencontrer. Le rapport de la commission, lu dans la séance générale du 3 décembre, approuvé par la Société, fut déposé aux archives de la préfecture, ainsi qu'aux archives de l'Archéologie.

Une importance incontestable a dû s'attacher au château du Bouffai ; cependant les historiens n'en ont donné aucune description. Conan-le-Tort le construisit en 990. Il lui donna la forme quadrilatère ; il le fortifia de quatre tours. D'après des calculs approximatifs, le château occupait une surface d'environ 2,000 mètres carrés. Le Bouffai devint le siège de l'autorité, la résidence des comtes de Nantes, parfois la résidence des ducs de Bretagne.

Quelle fut sa disposition primitive, ses appropriations, son style, son ornementation, ses dépendances ? — On l'ignore. — Il a disparu sans laisser de traces : il n'a laissé qu'un souvenir.

A quelle époque cessa-t-il d'être la résidence des comtes ou des ducs ? — Autre question, sinon insoluble, du moins obscure.

On peut, en effet, fixer un point. On peut indiquer, comme probable, la date de 1286. A cette époque, suivant les Cartulaires de Marmoutier, les ducs dépossédèrent les évêques du château de Nantes. Comme le château de Nantes commandait la Haute-Loire, les ducs durent le préférer au château du Bouffai, qui ne commandait que la Basse-Loire.

Quels changements suivirent l'abandon du Bouffai ? — Nous ne le savons pas. — Les écrivains sont muets à cet égard.

Nous savons seulement que le Bouffai fut affecté à l'administration de la justice ; qu'en 1477 on y ajouta une première salle d'audience, puis une seconde vers la fin du xvi^e siècle, ou au commencement du xvii^e. Nous savons aussi qu'en 1661 on éleva la tour polygonale de l'horloge sur une vieille tour sans fondations, ce qui n'empêcha pas les architectes de donner 49 mètres de hauteur à leur construction, chargée de supporter le poids, l'ébranlement d'une cloche de plus de 8,000 kilogrammes.

Le Bouffai avait été élevé sur une partie de l'enceinte romaine,

Au temps des Romains, la Loire, selon une opinion accréditée, coulait plus au Midi. Ce ne fut qu'en 561 que l'évêque saint Félix lui creusa le lit qu'elle suit aujourd'hui. Même en supposant la Loire éloignée, le point choisi par les Romains était un excellent

point pour la défense. Une ligne était protégée par l'*Erdre* du côté de l'Ouest, en remontant au Nord ; une autre ligne était protégée par la *Seil* du côté du Midi, en remontant à l'Est.

Conan-le-Tort, qui avait de plus la Loire, dut préférer ce lieu pour y construire son château du Bouffai. C'est là, en face du pont d'Aiguillon, à l'angle de la rue de la Poissonnerie, à l'intersection des lignes romaines, que se voyait encore, en 1847, une vieille tour qui a fixé l'attention. Cette tour ne paraissait pas ce qu'elle était ; une ceinture de pierre l'environnait. On la vit apparaître avec surprise après la démolition de la ceinture.

Du côté de la rue de la Poissonnerie, la tour formait une portion de cercle prolongée au-delà du diamètre. Du côté de la cour du château, un mur droit unissait ses deux extrémités curvilignes. C'était la forme du fer à cheval, ou mieux d'un arc à corde tendue. Le corps de la tour était de construction romaine : — petit appareil, — assises de briques, — ciment ; — nul doute à cet égard ; ce qui était douteux, ce qui est demeuré douteux, c'est que des mains romaines eussent accompli l'œuvre.

Un glacis, cinq contre-forts, trois embrasures, ajoutaient à la grâce, à la solidité de ce petit monument. Evidemment le glacis était de construction primitive. Le doute était permis à l'égard des contre-forts et des embrasures.

D'un autre côté, pourquoi l'enveloppe murale ? Dans quel temps avait-on bâti cette enveloppe ?

Reproduire ici les discussions, les calculs, les hypothèses, serait hors de propos. Je ne décris pas ; j'indique. Du reste, tout est minutieusement consigné dans le rapport. Au moyen d'une simple opération géométrique, on peut rendre à la tour sa forme extérieure, remettre sous les yeux ses divisions intérieures.

Quelques mots sur ces divisions.

On voyait dans la partie supérieure de la tour trois cellules exiguës, ne pouvant contenir qu'un homme, sans communication entre elles, sans communication avec l'intérieur. On n'a su quelle destination assigner à ces cellules. Au niveau du sol de la cour se trouvait le cachot connu sous le nom de cachot des condamnés à mort.

En creusant, on rencontra deux autres cachots dont l'existence n'était pas soupçonnée. L'un avait une porte, un escalier noyé dans les terres ; l'autre avait pour unique accès une large

pierre mobile à la voûte. Ni l'air, ni la lumière ne pénétraient dans ces lieux; les murs étaient noirs, humides, rugueux, horribles.

Les divisions intérieures étaient formées par des murs d'âges différents, tous moins anciens que les murs de la tour, dont l'origine est restée à l'état de problème.

Les autres démolitions n'ont offert qu'un intérêt secondaire.

On a trouvé, à différentes profondeurs, en creusant une couche épaisse de remblais successifs, des substructions, des murs de soutènement assis sur des terres de rapport, de fortes pièces de bois de chêne réduites à l'état pâteux. On a trouvé des tuiles, des ardoises, du sable de carrière; des ossements d'animaux, des poteries, verroteries, scories; divers ustensiles en bois, en terre cuite; quelques inscriptions sans valeur, indiquant une première pose de pierre. On a trouvé des médailles, des monnaies, la plupart frustes, appartenant à différents pays, à différents siècles, généralement dépourvues d'un véritable intérêt.

La destruction était consommée, lorsqu'à quelque temps de là on fit de nouvelles fouilles dans un point voisin du quai. A 8 mètres 32 centimètres de profondeur au-dessous du sol de l'ancienne cour du Bouffai, dans un mur moderne qui coupait à angle droit le mur romain de l'Est, du côté du quai, on trouva cinq fragments de sculpture, en assez bon état de conservation.

Ces sculptures, malheureusement tronquées, représentent des guerriers romains. Elles sont au musée d'Archéologie, où elles peuvent ouvrir le champ aux conjectures savantes ou ingénieuses.

Chapitre II.

RECHERCHES DES ANTIQUITÉS DE NANTES.

En octobre 1850, M. Colombel, maire de Nantes, invita la Société d'Archéologie à rechercher les antiquités de la ville. Cette invitation, preuve de sympathie pour la science archéologique, fut accueillie avec empressement. Une commission se livra immédiatement aux investigations propres à remplir le but indiqué.

Le rapport fut divisé en deux parties :

Epoque romaine ;

Epoque moyen âge ; renaissance.

Je suivrai le même ordre.

I. Epoque romaine.

1. L'ingénieur Fournier avait indiqué le gisement de onze colonnes de granit, remarquables par leurs proportions. La commission demanda des fouilles dans le lieu où devaient se trouver ces colonnes. Nous verrons dans le troisième chapitre ce qui est résulté de cette demande.

2. On voit dans l'angle Nord-Ouest du jardin de l'évêché les restes d'une porte de ville, appelée jadis porte Saint-Pierre. En creusant sous cette porte, en 1805, on découvrit des pierres funéraires, des inscriptions romaines. L'une de ces inscriptions ne fut pas enlevée; on s'arrêta devant une difficulté d'extraction. Ce qu'on ne fit pas par tiédeur peut-être, nous le ferions par zèle.

Une seconde fouille a été demandée sur ce point. Suivant Fournier, cette fouille promettrait d'heureux résultats.

3. Deux murs supposés romains, à 75 mètres de distance l'un de l'autre, s'aperçoivent sur une ligne infléchie, allant de la cathédrale au château. Selon toute apparence, ces deux murs appartenaient à l'enceinte romaine. Une troisième fouille a été réclamée au pied de ces deux tronçons.

La commission vit un triple avantage dans cette fouille :

- 1^o S'assurer de l'origine des murs ;
- 2^o Amener la découverte d'objets antiques ;
- 3^o Déterminer le périmètre de la cité romaine avec une plus complète certitude.

4. Dans un but identique, la commission a demandé une quatrième fouille dans la rue du Refuge, dans l'enceinte du couvent de ce nom.

Dans la rue, dans le couvent, on voit deux portions de murs romains, qui, par leur direction, annoncent n'en avoir formé qu'un au temps de l'occupation. Il y a forte présomption qu'il en était ainsi; il y aurait certitude, ce qui vaut mieux.

5. Une ancienne tour, d'origine inconnue, s'élevait encore, il n'y a qu'une trentaine d'années, dans la rue Garde-Dieu, entre la maison n^o 3 d'un côté, la maison n^o 7 de l'autre. Une cinquième fouille a été proposée, dans l'intention de déterminer le mode de construction de cette tour. A quelques mètres se trouve un mur romain dont il serait bon de vérifier la direction. Il est probable que cette direction est celle du Refuge à l'église Saint-Léonard.

6. Un autel romain ou cippe funéraire, en granit d'une seule pièce, de 1 mètre 25 centimètres de longueur, était resté dans une cour depuis plus de quarante ans. La dureté de la matière a résisté aux injures de l'air, mais non au marteau de l'homme, qui avait transformé ce petit monument en auge. Les deux principales faces du cippe portent chacune une tête entourée d'une auréole. On croit distinguer des vases au-dessous des têtes. Cet objet est maintenant la propriété du musée d'Archéologie.

7. Les vestiges d'un mur romain se font remarquer dans les fossés du château. Ce fragment est un trait d'union entre deux sections de l'enceinte romaine qui va nous occuper.

8. En rapprochant d'anciennes études des études récentes de la commission, on peut, sans crainte de beaucoup errer, décrire l'enceinte romaine. Quelques courbes ignorées, en les supposant sans compensations entre elles, pourraient nuire à l'exactitude mathématique, sans altérer sérieusement le résultat du calcul général.

Déterminer les limites de la cité romaine, c'est fournir une page intéressante à l'histoire de Nantes, un motif d'argumentation sérieuse à son historien.

Traçons ces limites.

Plaçons nous au Bouffai, au pied de la vieille tour dont il a été parlé, ayant le pont d'Aiguillon en face. De ce point de départ, portons-nous à l'Est, en remontant la Seil, aujourd'hui la Loire; suivons le quai, la rivière à droite, jusqu'au château. Là, tournons à gauche, vers le Nord, traversons le château, laissant à gauche le bastion Mereœur, à droite la tour voisine, demeure actuelle du colonel de l'artillerie. Franchissons les fossés, suivons les murs qui bordent le quinconce du cours Saint-Pierre, laissons à gauche le chevet de la cathédrale, gagnons l'extrémité nord du jardin de l'évêché, où était jadis la porte Saint-Pierre. En cet endroit, inclinons un peu vers le Nord-Ouest; traversons une petite portion de la place Louis XVI, la rue Royale ou du Département, puis gagnons l'ancienne porte du Trépied, ayant à quelques pas, sur notre droite, la place de la Préfecture ou du Département. Passons près des Cordeliers ou du Refuge, suivons une ligne à peu près parallèle à la rue Garde-Dieu, descendons à l'église Saint-Léonard, arrêtons-nous à la petite porte du jardin de la mairie. Là, changeons de direction; tournons à gauche,

vers le Midi; longeons le jardin de l'Hôtel-de-Ville, à l'Est par rapport à nous; parcourons la rue Saint-Léonard, la rue des Carmes, la rue de la Poissonnerie.

A l'extrémité de la rue de la Poissonnerie, en face du pont d'Aiguillon, nous retrouverons notre vieille tour du Bouffai, d'où nous étions partis.

L'enceinte sera tracée.

Au moyen de lignes, reportons l'enceinte sur le plan de la ville. Nous lui trouverons un périmètre de 1665 mètres, un peu plus d'un kilomètre et demi. Nous lui trouverons une superficie ou contenance de 188,591 mètres carrés, environ 19 hectares.

Appliquons ensuite sur le plan, autant de fois qu'il sera nécessaire, une figure calquée sur l'enceinte romaine; nous trouverons que cette enceinte n'était qu'environ la 34^e partie de ce qu'est la ville aujourd'hui, ne comprenant pas dans son étendue les vastes jardins ou tenues qui la bordent dans plusieurs directions. On a bien compris que cette appréciation du 34^e n'est pas une appréciation rigoureuse, mais simplement approximative.

9. En terminant cette première partie du second chapitre, je rappellerai un fait qui mettra en évidence, sous le point de vue de la conservation des objets d'antiquité, la nécessité d'un Musée d'Archéologie.

En 1805, 1806, 1807, des fouilles furent faites à Nantes. On trouva une foule d'objets appartenant à l'époque romaine. Ces objets furent déposés dans des lieux où l'on n'avait point mission de classer, de soigner, d'abriter, de cataloguer; dans des lieux où, relativement à ces précieux débris, il n'existait ni ordre, ni méthode, ni responsabilité. Qu'arriva-t-il? — Ce qui devait arriver. — La plupart des objets ont disparu. L'énonciation de ce fait dispense de toute réflexion.

II. *Epoque moyen âge. — Renaissance.*

J'indiquerai brièvement les objets signalés par la commission comme devant enrichir notre collection archéologique, soit par la possession de ces objets, soit par leur reproduction fidèle.

Rue de la Juiverie, n° 9. — Une porte du x^v^e siècle, délicatement sculptée, type de l'art il y a 400 ans.

Même rue, n° 11. — Deux bas-reliefs exprimant une pensée

symbolique, pensée devenue obscure par la disparition d'un troisième bas-relief qui devait en compléter le sens.

Rue Jussieu, n° 10. — Une autre porte sculptée du xvi^e siècle, portant, dit-on, le chiffre de Diane de Poitiers, travail recommandable par le fini de l'exécution.

Chaussée de la Madeleine. — Une grotte de la Vierge, monument expiatoire de Gilles de Retz, perpétuant la mémoire d'un fait historique.

Hôtel-Dieu. — Un petit vaisseau ponté, château de poupe très-élevé, proue très-saillante, appartenant à un siècle reculé, placé sur le clocher de l'hospice, pouvant répandre quelque lumière sur certains points obscurs de l'architecture navale.

Rue Richebourg, n° 21. — Une pierre sculptée, datée 1595, avec cette inscription : « *Intellige priusquam discutias,* » allusion, selon la tradition, à une erreur de la justice criminelle, erreur qui coûta la vie à trois hommes innocents, condamnés comme coupables.

Petit séminaire. — Beaux fragments de vitraux peints, du xvi^e siècle, remarquables par la couleur, l'ordonnance des groupes, le choix des sujets, la disposition d'ensemble, les détails d'exécution, jadis placés à la collégiale Notre-Dame.

Cloître des Carmélites. — Inscriptions à l'extérieur des fenêtres, pouvant offrir de l'intérêt au point de vue de l'histoire religieuse de la ville.

Sceaux de l'abbaye des Couëts. — Possédés par M Berthou de la Galissonnière, objets qui, de même que les cachets, les inscriptions, les chartes, servent à établir des faits, à rectifier des erreurs.

Pierres à la cathédrale. — Pierres antiques, de formes, de natures différentes, avec ou sans inscriptions; modèles de moulures, de sculptures, d'ornementations, trouvées dans une crypte de Saint-Pierre.

Collégiale Notre-Dame (1). — Débris précieux du style renaissance; écussons, clef de voûte remarquable; on croit reconnaître dans la chapelle Saint-Thomas le ciseau de Michel Colombe.

Chartreuse de Nantes. — Il ne subsiste de ce monument que le souvenir. Il occupait l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la Vi-

(1) Devenue propriété particulière.

sitation, mais il en existe *une vue à vol d'oiseau* à la Grande-Chartrreuse de Grenoble. Avec le secours de cette vue, on pourrait reconstruire le quartier Saint-Donatien tel qu'il était anciennement.

Eglise des Cordeliers. — Trois écussons assez bien conservés, quoique peints à l'extérieur des murs. Deux sont *écartelés de Rieux et de Bretagne*, avec un écusson en abyme, *d'azur aux trois fasces d'or brochant sur le tout*. Le troisième écusson est : *Rieux plein*. Les trois forment une *Litre*.

Eglise Saint-Vincent. — Sortie du domaine public pour entrer dans le domaine privé. Le sanctuaire offre des détails intéressants.

Cloître des Saintes-Clares. — Sans avoir d'indications précises à donner sur ce cloître, la commission a invité l'administration municipale à en faire dessiner les parties importantes avant que sa destruction ne s'accomplisse.

Chapelle des Irlandais. — Gracieux spécimen de l'architecture du *xv^e* siècle, ayant autant de droits que le cloître des Saintes-Clares à être reproduit par le crayon.

Château de Nantes. — L'édifice le plus intéressant après Saint-Pierre, le moins connu cependant.

On y remarque particulièrement :

Deux salles aux voûtes croisées d'ogive, aux moulures ondulées du *xv^e* siècle, travail simple, noble, élégant, solide ;

La tour centrale, élancée, gracieuse, dominant au loin, image de la puissance de ses anciens maîtres ;

Le vieux logis à façade décorée, sorte de chef-d'œuvre de l'architecture du *xv^e* siècle ;

La tour du fer à cheval, plus connue sous les deux noms de Chapelle, de Poudrière, ayant une salle dans le genre des deux autres salles dont il a été parlé.

Voilà le fruit d'une visite de quelques heures. Ces notions superficielles ne suffisent pas. Quelles étaient les distributions ? l'usage des différentes parties ? Quels ont été les changements successifs qui ont dû s'opérer ? Où se sont accomplis plusieurs événements mémorables ? Où était la chapelle témoin de l'hymen de la bonne duchesse Anne ? Où les ducs de Bretagne logeaient-ils les hôtes illustres à qui tant de fois ils ont donné l'hospitalité ? Où le roi Henri IV signa-t-il l'Edit de Nantes ? Où le cardinal de Retz passa-t-il ses jours de captivité ?

En s'adressant ces questions, la commission a éprouvé un regret,

mais elle a pu concevoir une espérance, eelle d'obtenir du comité historique des arts et monuments une monographie dont l'absence est généralement sentie, généralement regrettée. Un vœu a été exprimé; il sera peut-être exaucé (1).

Chapitre III.

FOUILLES DANS LA RUE DU PORT-MAILLARD.

Au commencement de décembre 1850, sur la proposition de M. le maire, le conseil municipal accorda des fonds pour faire des fouilles dans la rue du Port-Maillard. L'élévation des eaux de la Loire fit ajourner les travaux, qui ne s'ouvrirent que le 10 juillet 1851, sous la direction de M. Driollet, architecte de la ville, sous l'inspection d'une commission archéologique.

La tranchée fut creusée au point précis où Fournier place le gisement de onze colonnes de granit, d'une seule pièce, d'un mètre de diamètre. Ces colonnes sont rangées parallèlement à un mur qu'il désigne, à une profondeur déterminée. Dès le second jour, un mur fut mis à découvert; ce mur différait de celui indiqué. C'était une première difficulté. Une seconde difficulté était celle-ci : Les colonnes, dit Fournier, sont *en avant du mur* qui traverse la rue. Mais qu'entend Fournier? Est-ce à droite? Est-ce à gauche? Est-ce en montant la rue? Est-ce en la descendant? Nous l'ignorons. Il fallait se décider. Nous prîmes sur la droite en remontant la rue, donnant 11 mètres de longueur à la tranchée.

Le 16 juillet, à 2 mètres 30 centimètres au-dessous du pavé, nous trouvâmes onze pierres en granit, neuf rangées parallèlement au mur, deux placées en travers de celles-ci. Ce n'étaient pas les colonnes que nous cherchions. Quatre de ces pierres sont des bornes milliaires; quatre autres n'ont pas de formes régulièrement acéusées; trois d'entre elles portent des inscriptions latines. Toutes furent transportées au musée d'Archéologie.

Les inscriptions sont d'une explication difficile, les caractères sont frustes pour la plupart; il manque des mots par suite du bris

(1) Depuis ces lignes écrites, M. le colonel du génie, Allard, a bien voulu me communiquer une notice intéressante sur les fortifications et le château de Nantes; notice que M. le colonel, cédant à une invitation pressante, a consenti à lire à la tribune du Congrès.

des pierres. Ces inscriptions réclament une étude spéciale, dont M. Bizeul s'est déjà occupé.

En restituant une lettre (*cette lettre est un N.*), en ajoutant un mot (*ce mot est CÆSARI*), M. Bizeul a lu ce passage :

CAIO PIOESUVIO TETRICO NOBILISSIMO CÆSARI.

Il devenait inutile de continuer notre tranchée en remontant la rue. Nous étions parvenus à 3 mètres 50 centimètres de profondeur, 0 mètre 17 centimètres au-dessous des indications de Fournier. Nous ouvrimus une seconde tranchée dans la direction opposée. L'équivoque *en avant du mur* cessait, la droite, la gauche étant explorées.

Le 22 juillet, les travaux se poussèrent avec vigueur. Le lendemain soir, nous devions parvenir aux colonnes. L'espoir paraissait fondé ; il fut décevant : des pluies abondantes survinrent dans la nuit ; le ciel prit un aspect orageux ; les eaux, non contenues par l'aqueduc démolí, coulaient rapidement dans la tranchée, menaçant d'entraîner les terres. La sûreté des maisons parut compromise ; l'autorité fit combler immédiatement. Tout fut fini : nous avions sombré dans le port.

Cependant l'insuccès de la fouille ne pouvait pas se proclamer. En effet, nous retirions de cette fouille :

- 1º Plusieurs pierres intéressantes ;
- 2º Plusieurs inscriptions ;
- 3º Une médaille en bronze de l'empereur Constance-Chlore ;
- 4º Un fragment de colonnette ;
- 5º Des briques, qui du reste se trouvent en profusion dans l'enceinte romaine, comme on y trouve aussi presque partout des traces d'incendie.

Si nous eussions trouvé les onze colonnes, nous n'aurions peut-être en pour salaire qu'une satisfaction de curiosité. Aurions-nous dégagé les colonnes de dessous les maisons ? Aurions-nous osé ce qu'on n'osa pas en 1797 ? Aurions-nous eu onze beaux monolithes ? Hélas ! non, car à la page 50 de son manuscrit, Fournier dit positivement que les colonnes furent coupées pour livrer passage à l'aqueduc.

Il ne dit rien de cette section dans le procès-verbal rapporté textuellement à la page 249 de son ouvrage. C'est ce procès-verbal qui nous avait servi de guide.

De nouveaux renseignements nous ont permis de bien préciser le gisement des onze colonnes. Nous les léguons à nos successeurs; ils sont avec le rapport aux archives de la Société. Ceux qui entreprendront une nouvelle fouille pourront planter sans hésitation leurs deux jalons extrêmes.

Après avoir effleuré l'un des côtés de la 2^e question du programme, avec l'aide des rapports des commissions, il me reste à rappeler le nom des commissaires : MM. Nau, président ; Bizenl, président d'honneur ; Hnette, trésorier ; Amouroux, d'Arondel, Bourgerel, Castagnait, René de Cornulier, Carissan, Demangeat, Donillard jeune, Driollet, Foulon, Grandsire, Ar. Guéraud, Le Ray, général Marion de Beaulieu, Pradal, l'abbé Rousteau, Rathouis, Trottreau, Verger père, baron de Wismes.

Je ne puis rien dire des autres travaux de la société : ce n'est pas ici le lieu d'en parler. Je puis dire seulement qu'elle veut le progrès de la science en collaboration avec l'Association Bretonne, dont elle tire son origine, dont elle est une subdivision.

Après cette lecture, qui est accueillie par de vifs applaudissements et ne provoque aucune observation, la parole est à M. l'abbé *Rousteau* sur la question n^o 4, à savoir : « Signaler et décrire les édifices religieux à *date certaine* existant dans le département de la Loire-Inférieure, dont les caractères peuvent servir à fixer la marche de l'art en Bretagne du XI^e au XVI^e siècle. »

M. l'abbé *Rousteau* déclare que ses communications ne pourront être de longue étendue, parce que l'article n'a pas de développements possibles, surtout si l'on est forcé de se renfermer strictement dans les termes de la question. Il croit toutefois pouvoir s'en écarter un peu en parlant d'édifices non-seulement à date certaine, mais à date probable. Au nombre de ces derniers, il faut ranger la cathédrale de Nantes. Travers a dit : « Guérech toucha les revenus de l'église de Nantes...., il s'en servit pour réparer la cathédrale qu'il fit rebâtir dès ses fondements, *a fundamentis*. » Comme Guérech mourut en 998, il s'ensuivrait qu'il aurait rebâti la cathédrale dans les dernières années du X^e siècle. Cependant, Travers n'indique pas de date certaine. Il dit, il est vrai, que la cathédrale a été détruite ; mais rien ne justifie cette assertion ; et comme on reconnaît dans le chœur de la cathédrale actuelle un style du X^e siècle, et que, d'autre part, il y a silence complet, dans

la suite de l'histoire de Nantes, sur une destruction de la cathédrale, n'est-il pas permis de conclure que nous avons aujourd'hui sous les yeux une bonne partie de la cathédrale de Guérech ?

L'abbaye de Saint-Gildas des-Bois et le chœur du même édifice peuvent être assignés au ^x^e siècle ; ils sont de 1012, date certaine.

L'église de Sainte-Marie existait en 1060 ; elle a pu être bâtie avant cette année, mais elle appartient naturellement au ^x^e siècle.

Saint-Jacques a une inscription en chiffres arabes qui porte 1180 ; c'est une preuve convaincante qu'elle est antérieure au ^{xiii}^e siècle : car il est à croire qu'à l'époque où cette date a été inscrite, c'était sur des documents certains.

Les Jacobins ont été fondés par André de Vitré, en 1228. Un rapprochement avec l'église de Saint-Michel, aujourd'hui le Refuge, consacrée le 22 septembre 1232, démontre que le premier de ces édifices a tout le caractère du ^{xiii}^e siècle. Dans la forme primitive de l'église Saint-Michel, altérée plus tard par des constructions faites du côté de la rue des Marchands, on sent un art régulier, sûr de lui même, marchant avec logique et avec goût. Les fenêtres ont des moulures d'un style fort remarquable, et du genre de celles de l'abbaye de Redon et de l'église de Machecoul, d'où l'on doit conclure que tous ces édifices appartiennent à la même époque. Il existe aussi dans l'église des Jacobins une particularité remarquable : ce sont les meneaux composés d'arcs très-simples, reproduits encore à Redon et à Machecoul, et nulle part ailleurs ; ce qui conduirait à croire que c'est un caractère architectonique essentiellement breton.

Si on ne peut assigner de date précise à l'Eglise de Batz et à Notre-Dame-des-Mûriers, toujours est-il certain qu'elles existaient en 1428.

Une date certaine, c'est celle de l'église de Bourgneuf, consacrée par cette inscription :

« Dame de bon port suys nommée
Aine au dimanche consacrée
De may estant le quatorzième
Lan mil cccc cent cinquante oustième
Arthur due de Bretaigne lors
René et Anne de Rays seignors
Raoul Moreau, rector, maistre escole
Chanoine de Nantes, Dieu le absolle. »

L'église du Croisic est aussi d'une date certaine, 1462 ; mais il est à remarquer que cette église n'est point d'un seul jet ; elle est même défectueuse en quelques parties, quoique d'un caractère curieux. Les fenêtres ont des meneaux droits, avec des arcades découpées comme au ^{xv}^e siècle, ornées de moulures ondulées et fondues dans une colonne cylindrique : rien de plus solide que ce système de construction, qui se rencontre à Guérande, à Saint-Julien-de-Vouvantes, à Saint-Herblain.

M. de la Borderie s'enquiert auprès de *M. l'abbé Rousteau* et de ceux qui connaissent Guérande, si l'église des Jacobins existe encore dans cette ville. On a retrouvé depuis peu la date de la construction, qui est de 1408, et celle de la consécration, qui est de 1441.

M. l'abbé Rousteau répond que cette église est détruite.

M. de la Borderie, relevant quelques-unes des observations faites par *M. l'abbé Rousteau* dans le cours de son intéressante communication, déclare qu'il ne partage pas son avis sur la marche progressive de l'architecture en Bretagne. Il pense qu'elle fut plus lente que ne le croit l'honorable professeur d'archéologie.

M. l'abbé Rousteau se replie sur cette objection que la Bretagne, et notamment la Loire-Inférieure, se trouvaient placées dans le voisinage de provinces déjà fort avancées, et que par conséquent elles pouvaient participer à leurs progrès dans l'art architectural.

M. du Vautenet appuie les observations de *M. de la Borderie* par un exemple emprunté à l'église de Saint-Dié.

M. de la Borderie persiste à croire qu'il faut apporter quelques modifications aux assertions trop nettes de *M. l'abbé Rousteau*.

M. Aymar de Blois demande s'il y a moyen de fixer avec certitude la date de la construction de la cathédrale de Nantes par Guérech : quelques écrits l'attestent ; mais on peut douter encore que ce que nous voyons du chœur soit de cette époque. Il y aurait eu, en effet, singulier progrès dans l'architecture, car le relevé des dates des plus anciens édifices construits en ce genre ne donne que les millésimes de 1020, 1030, et l'un des plus remarquables à tous égards, l'église abbatiale de Sainte-Croix de Quimperlé, n'est que de 1082. Peut-être alors faut-il craindre de s'avancer trop, en fixant au ^x^e siècle la construction de la cathédrale de Nantes. Voilà au moins le doute qu'émet *M. de Blois* en se fondant sur la conformité avec l'abbatiale de Quimperlé.

M. l'abbé Fournier ne voit point que cette considération puisse empêcher de croire que Guérech ait construit la cathédrale de Nantes à la date indiquée : il a pu commencer l'édifice, continué plus tard.

M. de Blois convient qu'il y a là, en effet, quelque difficulté à sortir d'embarras, faute de documents précis; mais il se peut faire que l'édifice ayant d'abord été construit, des améliorations survenues dans l'art architectural, des moyens plus sûrs et plus hardis de jeter des voûtes, de lancer des arcades, aient fait abandonner le premier plan, jeter à bas les parties déjà construites, et recourir à de nouvelles méthodes.

M. l'abbé Rousteau pense que lorsque Guérech songea à faire construire la cathédrale, il la voulut tout d'abord solide; et si les modèles lui manquaient en Bretagne, il avait dans le voisinage Saint-Martin de Tours, édifice d'une assiette ferme et hardie. Dans l'Orléanais, à Germiny-les-Prés, il existe une église de 806, dont la voûte est pleine de force et d'une grande vigueur de jet. Enfin, si on a pu conserver quelque souvenir de la première construction de Guérech, comment s'est évanoui le souvenir de la seconde?

M. de la Borderie dit que ce n'est pas le seul exemple de cathédrales reconnues pour appartenir à un siècle bien déterminé, sans que rien fixe la date de leur construction : telle est la cathédrale de Dol.

M. Rousteau persiste dans son opinion.

La parole est à *M. Lafage*, pour une communication sur la question suivante : « Examiner de quelle manière et avec quel succès s'est exercée jusqu'à ce jour, dans notre province, l'action des sociétés archéologiques et du gouvernement touchant la conservation des monuments historiques. — Indiquer (s'il y a lieu) les mesures à prendre pour rendre cette action de plus en plus efficace.

M. Lafage critique avec une certaine vivacité la rareté des réunions des membres de l'association dans le département du Finistère. Nul moyen n'est offert aux associés de se communiquer leurs travaux, de faire ensemble des recherches qui puissent aider au mouvement et au progrès de la science archéologique.

M. le Président fait observer à l'orateur qu'il n'a point à s'expliquer sur un mode d'action déterminé, mais qu'il vient ici faire part à l'Assemblée d'un résultat d'études et de travaux.

M. Lafage continue à se plaindre de l'état de souffrance où est laissée l'Association dans plusieurs localités.

M. de Blois regrette qu'il en soit ainsi. Pendant qu'il a été chargé de la direction des travaux de la Société archéologique dans le Finistère, il a essayé de leur imprimer une bonne impulsion collective. Maintenant, son changement de résidence le met dans l'impossibilité d'agir ainsi.

M. de la Borderie combat avec quelque amertume les reproches de *M. Lafage*; après quoi il divise ses observations en deux parties, l'une adressée aux destructeurs, l'autre aux restaurateurs ou reconstituteurs. Le procès des destructeurs est fait depuis longtemps : quant aux autres vandales, puisqu'il est d'usage de les appeler ainsi, on ne saurait trop flétrir leur conduite. L'action de l'archéologie sur le développement de l'art chrétien et religieux, sur le retour aux pures méthodes architecturales du moyen âge ne saurait être méconnue. Ainsi, c'est chose heureuse de voir à Nantes s'élever, dans le meilleur goût du ^{xiii}^e siècle, une charmante basilique, qui fait l'admiration des visiteurs et la gloire de celui qui en a provoqué, qui en poursuit chaque jour la construction : c'est chose non moins heureuse que de voir l'application du style roman à la restauration de la jolie église de Saint-Jacques. Il y a du bon aussi dans l'église de Sainte-Anne, moins belle que les précédentes, mais d'un caractère assez correct et assez pur. Cela vaut mieux que ce je ne sais quel style néo-latin, informe, sans valeur, sans idée, à l'usage de certains architectes contemporains. Mais cette influence même qui s'exerce avec tant de bonheur impose aussi la nécessité de combattre d'autres tendances, les tendances des restaurations inintelligentes, ou des constructions précipitées.

L'auteur se livre alors avec une franchise toute bretonne à une attaque vive, spirituelle et presque toujours fondée, d'abord contre la grande impatience de jouir de son œuvre, qui est le caractère de notre temps, et ensuite contre l'influence de la centralisation administrative en matière d'art architectural. Il relève spécialement et avec une verve moqueuse les méprises grotesques commises par certains comités attachés au ministère de l'intérieur, qui, faute de connaissances locales, se sont lancés dans des anachronismes plaisants ou dans des disparates choquantes. Il insiste surtout sur la restauration malencontreuse du portail de

l'église de Saint-Ouen de Rouen , qu'un des membres de l'Association (1) aimerait mieux voir inachevé qu'achevé comme il l'est. *M. de la Borderie* ajoute quelques mots sur Vitré, dont le château et les constructions féodales ont été depuis trente ou quarante ans le point de mire sur lequel s'est exercé l'esprit démolisseur des administrations qui s'en sont occupées.

Cette improvisation, écoutée avec le plus vif intérêt, trouve un contradicteur dans *M. A. Guéraud*, en ce qui concerne les comités des monuments historiques et le conseil des bâtiments. Ces comités sont composés d'hommes savants, habiles; et loin de les annuler comme le demande *M. de la Borderie*, il faudrait les multiplier.

M. de la Borderie remercie *M. Guéraud* de lui donner gain de cause. Il n'entend point, en effet, détruire les comités; il veut, au contraire, les étendre, les rendre régionaux, locaux; mais l'exemple de Saint-Ouen est écrasant, et les assertions contraires de *M. Guéraud* ne sauraient l'ébranler.

M. de la Gournerie parle en faveur des comités, dont on peut sans doute critiquer la constitution, mais non blâmer l'existence : ils rendent d'utiles services, que personne ne saurait contester.

M. de Vautenet demande que l'on formule un vœu à cet égard.

M. de la Borderie fait quelques observations relatives à ces deux demandes.

La séance est levée à dix heures.

L'un des secrétaires,

EUGÈNE TALBOT.

(1) *M. Al. Ramé*. — Voy. son remarquable et piquant mémoire intitulé : *L'art et l'archéologie au XIX^e siècle*. — *Achèvement de Saint-Ouen de Rouen*. Paris, librairie archéologique de Victor DIDRON, rue Hautefeuille, 13. — 1851.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

TROISIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. VANDIER. — M. L'ABBÉ ROUSTEAU, *secrétaire*.

Mardi matin , 9 novembre 1851.

Sommaire. — Voies romaines dans le département de la Loire-Inférieure.
— Discussion sur la véritable position de l'abbaye de Déas.

Le procès-verbal de la séance du matin précédent est lu et adopté.

M. *Bizeul* a la parole sur la troisième question du programme, ainsi conçue : « Signaler et décrire les voies et établissements romains (villes, camps, villas, etc.) dont il reste des vestiges dans le département de la Loire-Inférieure. » — Avant d'aborder cette question, il comble une lacune laissée par M. l'abbé *Rousteau* dans les renseignements qu'il a donnés sur la question 4. A la liste d'églises de date certaine ou grandement probable qui a été communiquée hier, il faut ajouter l'église de Béré, fondée en 1056, et celle de Melleray, qui est de 1182.

Après ces communications vient la lecture du travail plein de science et d'intérêt, par lequel M. *Bizeul* répond à la question qui est à l'ordre du jour. Ce remarquable travail sera imprimé au *Bulletin de l'Association*.

M. *Demangeat* est invité à donner lecture d'un mémoire pour lequel il s'est fait inscrire : l'objet qu'il se propose de mettre en lumière, c'est la véritable position de l'Abbaye de Déas. — Il combat d'abord l'opinion commune qui la place à *Saint-Philbert-de-Grand-Lieu*. Ses moyens de preuves se réduisent à ceux-ci :

1^o Il croit pouvoir affirmer que le nom, depuis longtemps perdu,

de *Déas*, n'a jamais été donné à Saint-Philbert par les gens du pays. Il est du moins manifeste qu'à l'heure qu'il est, il n'y est plus connu, et c'est le sort des noms anciens de beaucoup d'autres localités, par exemple du *Mont-Scobrit*, qui fut autrefois Saint-Viaud : le nom de *Déas*, du reste, ne se retrouve plus nulle part.

2^o *M. Demangeat* remarque que le pape Célestin II, dans une bulle de 1119, dans laquelle sont détaillées les possessions de l'abbaye de Tournus, ne fait nulle mention de la dénomination de *Déas* à propos de Saint-Philbert, et se contente de dire « *in Nannetensi monasterio Sancti-Philiberti.* » Il pense que si ce monastère eût alors porté ce nom, le pontife l'eût infailliblement indiqué de cette manière.

3^o Il cite un Capitulaire de Louis-le-Débonnaire à la date de 819, où ce prince concède à Arnould, abbé du monastère de l'île d'Her, la permission de faire venir de la rivière de Boulogne un cours d'eau pour l'usage du nouveau monastère qu'il vient de construire à *Déas*, et de lui faire traverser une route royale qui s'y trouve, à condition qu'il fera construire un pont sur le cours d'eau pour que les voyageurs n'en éprouvent aucun obstacle.— Il remarque donc à ce propos : d'abord que maintenant Saint-Philbert n'a qu'une route départementale, laquelle n'existe que depuis une vingtaine d'années. Ce n'est évidemment pas celle dont il s'agit dans le Capitulaire de Louis-le-Débonnaire, et il n'hésiterait pas à dire qu'il n'y a jamais eu aucune voie, aucun chemin dans les environs du monastère de Saint-Philbert auxquels puissent convenir les noms de *Strata* ou *Calciata*, employés dans la pièce précitée. — En second lieu, il croit devoir supposer d'après ce document, qu'outre la rivière naturelle il dut exister à *Déas* un canal d'une certaine largeur, une véritable rivière artificielle dont on doit certainement retrouver à notre époque les traces dans le lieu occupé par cette abbaye, de quelque nom qu'on le désigne actuellement. Or, ne rencontrant rien de ces dispositions dans la topographie actuelle de Saint-Philbert, il ne peut plus se résoudre à y reconnaître *Déas*.

4^o *M. Demangeat* trouve encore dans le récit qu'Ermentaire nous a laissé de la translation des reliques de Saint-Philbert, et des miracles opérés sur son tombeau, plusieurs particularités à l'appui de sa thèse.

Ainsi, la troisième station où s'arrêtèrent les précieuses re-

liques, dont le nom avait paru être indiqué *Paulus*, mais a été reconnu plus tard pour être en réalité *Palus*, est un lieu où on est obligé de dresser une tente pour y reposer le saint corps, et qui est d'ailleurs désigné par le mot *Locus*. Ce n'est donc point un lieu habité, et le mot de *palus* n'est ici qu'un nom générique et ne peut signifier qu'un *marais*. Il ne faut plus dès lors y reconnaître le bourg de Paulx, situé sur la route de Beauvais à Saint-Philbert, mais un marais quelconque. Or il ne s'en trouve point avant Saint-Philbert.

M. l'abbé Rousteau observe qu'il est vrai pourtant qu'Ermentaire dit : *Tendimus ire in locum receptioni præparatum, qui Palus nuncupatur*; ce qui ne laisse guère lieu, ce semble, à la supposition que *palus* soit un nom générique et non un nom propre. Il est vrai aussi que *Fulco*, moine de Tournus, auquel, encore qu'il n'ait pas dans la question toute l'autorité d'un contemporain, on ne peut raisonnablement refuser pourtant une certaine valeur, dit : *Deveniunt in villam, cui nomen est Palus*.

M. Demangeat n'en persiste pas moins dans son argumentation, et continue :

Ermentaire raconte qu'un pauvre, voulant visiter le tombeau de saint Philbert, se traîna jusqu'à la Loire. Il demanda au patron du bateau de le passer; mais comme il n'avait point d'argent, le patron refusa. Le bateau arrivé au milieu du fleuve, le patron est surpris par le sommeil et perd son gouvernail. Au même instant le bateau s'arrête, et malgré les efforts des rameurs, reste immobile, comme s'il était sur une grève. Alors ceux qui étaient sur le bateau, rentrant en eux-mêmes, pensent qu'ils subissent ce châtement pour avoir dédaigné le pauvre. Ils se décident donc à retourner vers lui, et aussitôt le bateau semble courir de lui-même sans avoir besoin d'une force étrangère. Arrivés à l'endroit d'où ils sont partis, ils font embarquer le pauvre, et alors traversent le fleuve avec la plus grande rapidité. — *Assumens autem pauperculum gubernator ipsius navis ad optatum deduxit locum, et quid sibi propter istius pauperis aspernationem accidisset innotuit. Iste sanitati est redditus, typo quidem laborabat quartano. Ille vero, orationibus peractis, quem exhaustum gravi adduxerat morbo, sanum reduxit, transque ripam posuit jam dicti fluminis. M. Demangeat* ne eroit pas vraisemblable que ce patron, sous l'impression que produit naturellement la vue d'un miracle, et que doit produire aussi, dans une âme qui

se sent coupable, et à laquelle Dieu manifeste sa colère, le besoin de la conjurer, ait abandonné son bateau pendant un espace de temps aussi considérable que celui qu'il lui fallait pour franchir deux fois une distance de 21 kilomètres, — la moindre qui se trouve entre Saint-Philbert et la Loire, — et qu'il ait pu le laisser à la garde de ceux qui y faisaient l'office de rameurs. — En second lieu, en traduisant « *assumens pauperculum deduxit*, » par : « prenant le pauvre sur ses épaules, il le porta, » il se croit d'une exactitude irréprochable. On lui objecte qu'on peut fort bien donner une explication toute autre du passage dont il s'appuie, et notamment du mot *deduxit*, dont le vrai sens n'est pas « il le porta, » mais « il le conduisit. »

M. Demangeat ne pense pas pouvoir accepter cette interprétation, et croit même que, pour le retour, le malade, quoique désormais rendu à la santé, a dû refaire la route sur le dos de son guide, *reduxit*. Dès lors M. Demangeat pense avoir droit de s'écrier : « Est-il possible que le même patron porte et reporte le pauvre sur ses épaules, c'est-à-dire fasse 42 kilomètres chargé d'un pareil fardeau?..... »

Enfin, il rappelle cet autre fait d'une dame du Mans, qui, voulant aller au tombeau du saint, débarque au port de Rezé, lequel n'est éloigné que de 8 milles de Déas, « *ad portum, qui Reciatus dicitur, distans a monasterio octo milliariis*. » Cette distance ne lui paraît pas convenir à Saint-Philbert.

M. Bizeul pense le contraire. Il fait observer que depuis Lyon, en allant vers le Nord, les mesures itinéraires étaient évaluées en lieues (*leugæ*) ; que la lieue gauloise revenait à la moitié d'une de nos grandes lieues ; que par conséquent sur une distance de 21 kilomètres, 5 lieues et un quart de poste, ce qui revient assez à 4 grandes lieues, il y a 8 lieues gauloises, et par conséquent huit de ces colonnes appelées *milliaires*.

M. Demangeat prévoit, du reste, des objections sérieuses et s'efforce d'y répondre. Ainsi vient une Charte de Henri 1^{er} datée de 1059, laquelle parle d'un monastère qu'il appelle Déas et dont il nomme les dépendances. Ces dépendances sont Corcoué, Saint-Lumine et la Limousinière, dont la bulle citée de Calixte II, à la date de 1119, attribue également la possession à un monastère de Saint-Philbert, situé dans le diocèse de Nantes. Voici le texte de la charte de Henri 1^{er} : *In episcopatu nannetico monas-*

terium quod vocatur Deas, cum ecclesiis sibi pertinentibus Corcoiaco, Sancto-Luminio, Lemovicena et aliis olim a bonis hominibus collatis. — « Un monastère appelé Déas, situé dans le diocèse de Nantes, avec les églises qui lui appartiennent, Corcoué, Saint-Lumine, la Limousinière, et autres qui lui ont été données par des hommes pieux. »

M. Demangeat prétend découvrir dans ce texte l'assertion que l'abbaye de Déas aurait été fondée par plusieurs, ce qui est historiquement faux, puisque, d'après le Capitulaire de Louis-le-Débonnaire, elle a été fondée par un seul, l'abbé Arnaud. D'où il conjecture que c'est une erreur de la chancellerie de France, à l'époque de Henri I^{er}, qu'il faut relever ici. Il croit pouvoir affirmer qu'à cette époque le nom de *Déas* était certainement oublié depuis plus de 200 ans, et qu'il n'a pu être appliqué au monastère de Saint-Philbert que par des hommes qui n'étaient pas localistes, habitant à Tournus ou à Paris, c'est-à-dire à cent ou deux cents lieues de Saint-Philbert, et d'après une opinion erronée, comme l'esprit de système en produit tous les jours.

On lui objectera en second lieu que, d'une part, il est certain que l'abbaye de Tournus a possédé Déas, et qu'elle a également possédé Saint-Philbert, qu'il n'existe d'ailleurs aucune trace de cette possession simultanée. On pourrait ajouter, qu'on ne connaît dans le diocèse de Nantes aucun autre lieu, certainement possédé par elle, qui ait pu être Déas. *M. Demangeat* répond que cela ne donne pas un droit de conclure, parce que l'abbaye de Tournus, après avoir perdu la possession de l'une, sans qu'il lui en reste trace, a bien pu entrer en possession de l'autre, d'autant que le nom du monastère de Déas disparaît, dit-il, complètement après les invasions normandes, et qu'il ne se trouve plus tard qu'une fois et par erreur renouvelé, pour être appliqué au monastère de Saint-Philbert. Après avoir conclu, pour cette première partie de sa thèse, que Saint-Philbert ne saurait être Déas, il entreprend de démontrer cette seconde proposition : *C'est Vue qui en réalité a dû être l'abbaye de Déas.* — Voici ses preuves :

A consulter d'abord les conditions topographiques, il ne voit rien dans toutes les particularités signalées par les divers documents historiques qui ne puisse convenir à Vue. — Ainsi, cette route qu'il croit devoir contester à Saint-Philbert, il la retrouve parfaitement à Vue, et ce n'est pas une simple route départe-

mentale, c'est une *route nationale*, qui y a toujours existé. — Il reste néanmoins à savoir si elle existait au ix^e siècle, et si c'est celle dont parle Louis-le-Débonnaire. — Il n'est pas impossible, du reste, de retrouver Vue dans une proximité suffisante de la Boulogne, car si le principal cours d'eau qui passe à Vue ne porte pas ce nom, qui maintenant, du moins, est uniquement attribué à la rivière de Saint-Philbert, il n'en est pas moins, dit-il, géographiquement une même chose avec la Boulogne, et même Cassini lui a donné dans sa carte le nom de *Fossé de la Boulogne*. — Quant à un pont, Vue en possède un aussi bien que Saint-Philbert; mais de plus, dans les nombreux cours d'eau qui traversent la commune et viennent se jeter dans celui-là, il serait aisé d'en trouver un qui (supposé que Déas ait été Vue) représentât assez bien le canal creusé par les moines de Déas pour le service de leur monastère, chose où la science vient se briser quand il s'agit (après neuf siècles, il est vrai) de Saint-Philbert. — Du reste, il est facile de retrouver dans le voisinage de Vue, sur la ligne qui s'étend de cette localité jusqu'à Ampennes, c'est-à-dire *Beauvoir*, le marais, d'ailleurs contestable, du récit d'Ermentaire.

Ampennes est bien Beauvoir; *M. Demangeat* le reconnaît. Les moines auraient pu prendre une ligne plus directe et venir par eau. Mais en fuyant les Normands, ils ont dû éviter la Loire dont les Normands étaient maîtres; ce qui ne les empêchera pas, du reste, de venir chercher leur habitation, pour le temps de leurs excursions, sur les bords mêmes de la Loire. En attendant, pour le trajet de leur fuite, ils gagneront Beauvoir, le point du continent le plus éloigné des atteintes ennemies avec lequel il leur soit facile d'ailleurs de communiquer. Il s'agit donc de retrouver sur cette ligne les différentes stations mentionnées dans les auteurs, et les distances présumables qui les séparent. Le nombre des miracles opérés dans la translation du corps de saint Philbert fournit à cet égard à *M. Demangeat*, sur les temps d'arrêt et sur la mesure des espaces franchis, des appréciations que repousse en particulier *M. de Cornulier*.

La seconde station du reste, selon *M. Demangeat*, ce sont les chaumes de Machecoul, et la troisième *Palus*, c'est le marais de Vue. Si on lui objecte que le marais est situé tout auprès, et qu'il n'y avait vraiment pas lieu de passer la nuit sous une tente, lors-

qu'il était si facile d'y arriver le soir même, il répond que sans doute le but des moines était de faire leur entrée de la manière la plus solennelle, et d'arriver à cet effet d'heure à célébrer la messe, le rite le plus important du culte catholique. — Après cela, l'histoire de ce pauvre que le patron de la barque *porte sur ses épaules* depuis la Loire jusqu'à Déas, et *rapporte ensuite de la même manière* jusqu'à la Loire, lui paraît s'expliquer admirablement au moyen de son hypothèse : et pour la dame du Mans, qui du port de Rezé parcourt 8 milles pour arriver au même but, 29 kilomètres, après tous ses calculs faits, lui semblent assez bien représenter 8 milles. Ainsi, les titres topographiques de Vue sont nombreux, comme on le voit. — Viennent maintenant ses titres traditionnels.

M. Demangeat est obligé d'avouer qu'il n'existe pas l'ombre d'une tradition que Vue ait jamais été un monastère, ni qu'il ait jamais appartenu à l'abbaye de Tournus, ni que le corps de saint Philbert y ait jamais reposé. Mais l'absence d'une pareille tradition ne prouve rien à ses yeux, et tout cela peut bien n'en avoir pas moins eu lieu. — Vue, du moins, est sous le vocable de Saint-Philbert, et s'il a cette infériorité sur Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, qu'il ne porte pas le nom du saint, qu'importe? Vertou, fondé par saint Martin, porte-t-il le nom de saint Martin? — Enfin, le pèlerinage de Vue, qui a lieu, il ne sait pourquoi, le 28 juillet, jour de la fête de sainte Anne, est le pèlerinage le plus fréquenté du diocèse.

De toutes ces observations, *M. Demangeat* conclut, avec une conviction qui n'est pas généralement partagée, que Saint-Philbert ne saurait être Déas, qu'on ne peut plus douter que c'est Vue qui fut autrefois ce monastère. Pour arriver à cette conclusion, il ne cherche même pas à tirer parti du nom de l'île *Adet* située dans la commune de Vue, nom qui a tant de rapport avec *Adéas* ou *Deas*, pourvu qu'on le modifie légèrement. Cela lui paraît superflu, et déjà il est à même de dire, en parlant d'un des étiers de Vue : Il a été creusé par les religieux du monastère de Déas, dans le but d'avoir un canal navigable au joignant de leur monastère, car l'église paroissiale de Vue, autrefois l'église du monastère, était, il y a environ cent ans, sur le bord même de l'étier.

M. de la Borderie a la parole. Les conclusions de *M. Deman-*

geat contre la valeur de la Charte de Henri 1^{er} lui semblent tout à fait irrégulières. — Personne ne sait et ne peut dire où en était en 1059 la tradition sur la véritable situation de Déas, et par conséquent ne peut affirmer qu'il était déjà passé sur cette tradition 200 ans d'oubli. Il est à croire, au contraire, que la chose était beaucoup plus claire que M. Demangeat ne le suppose arbitrairement, c'est-à-dire sans la plus légère preuve.

M. de la Borderie fait remarquer, du reste, qu'il est étrange qu'on vienne rejeter le témoignage de la chancellerie de Henri 1^{er}, sous prétexte que ce prince vivait 100 ou 200 ans après la destruction du monastère de Déas, qui n'est prouvée nulle part avoir été définitive, en argumentant de ce que ceux qui dressaient l'acte pouvaient bien se tromper, — et qu'on ait ensuite la prétention, sans autres preuves que des conjectures plus ou moins hasardées, de redresser ces prétendues erreurs 900 ans après, comme si nous étions beaucoup plus infaillibles.

M. Rousteau ajoute que la tradition existe d'ailleurs dans le pays que le corps de saint Philbert y a reposé autrefois ; il ajoute que cette croyance existait même à l'époque du xiii^e siècle quelque part. Car quand, vers l'an 1220, il est parlé d'un monastère appelé *Sancti-Philiberti de Bolonio*, personne ne peut hésiter à reconnaître là Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Or, Michel, abbé de Saint-Florent, auteur de la *Chronique de Saint-Florent*, lequel mourut en 1220, attribue aux moines de Saint-Philbert sur la Boulogne (*Monachi Sancti-Philiberti de Bolonio*), la translation des reliques du saint à Cunault à l'époque de l'invasion des Normands.

M. Rousteau fait observer en outre qu'il n'y a pas lieu de s'étonner que le pèlerinage de Vue se célèbre le 28 juillet, jour de Sainte-Anne. Cela s'explique en ce que, de mémoire d'homme du moins, jamais Saint-Philbert n'a été le but de ce pèlerinage. Il a toujours eu lieu en l'honneur de sainte Anne, à laquelle seule a été dédiée d'abord la chapelle que les pèlerins vont visiter. Cette chapelle est devenue l'église paroissiale, lorsque l'ancienne eut été détruite.

M. Nau annonce que des visites archéologiques auront lieu dans la journée chez M. Mauduit, chez M. Houdet, chez M. Pradal, et au cercle des Beaux-Arts. — La séance est levée.

L'un des secrétaires, ROUSTEAU.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

QUATRIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. VANDIER. — M. CH. LIVET, *secrétaire*.

Mardi soir, 9 septembre 1851.

Sommaire. — Modifications à introduire au point de vue de l'art et de l'histoire, dans la forme des vêtements et ornements sacerdotaux, dans l'orfèvrerie et le mobilier des Eglises. — Polychromie architecturale; application de la peinture à la statuaire; discussion sur ce point.

En l'absence de *M. Talbot*, secrétaire, chargé de rédiger le procès-verbal de la séance d'hier, *M. d'Izarn* donne lecture de ce compte rendu, qui soulève une observation de la part de *M. l'abbé Rousteau*.

Le procès-verbal dit : « On a reconnu dans le chœur de la cathédrale de Nantes le style du *x^e* siècle. » *M. l'abbé Rousteau* n'a pu exprimer cette pensée ; on ne connaît guère les caractères de l'architecture du *x^e* siècle proprement dit ; mais, d'une part, on sait que Guérech a construit une cathédrale à la fin du *x^e* siècle ; d'autre part, on ne trouve aucune trace de la destruction de cette cathédrale : cette cathédrale, dans laquelle nous reconnaissons les caractères du *xi^e* siècle, serait donc celle de Guérech.

Réserve faite pour la rectification de *M. l'abbé Rousteau*, le procès-verbal est adopté.

M. le Président ouvre la discussion sur la 14^e question, ainsi conçue : « Quelles modifications pourrait-on désirer, au point de vue de l'art et de l'histoire, dans les vêtements et ornements sacerdotaux, l'orfèvrerie et le mobilier des églises ? »

M. l'abbé Rousteau donne lecture d'un mémoire sur cette ma-

tière. Son travail n'est pas moins intéressant par la sagesse des vues, l'à-propos et la modération des modifications qu'il propose, que par le charme ingénieux de la composition. En voici le résumé :

Les Anglais, sous l'influence et l'impulsion de l'Archéologie, prenant pour point de départ la science d'un passé liturgique, provoquent la réforme dans le présent de tous les objets du culte extérieur qu'on trouve dans les églises. Gardons-nous, sur ce terrain sacré, de marcher trop vite et sans respect. On demande partout des changements, parce que nos usages ne sont plus ceux de nos ancêtres liturgiques. On invoque la tradition; mais la tradition n'est pas l'immobilité; elle marche, altérant des choses qu'elle avait reçues altérées, et si éloignée à son arrivée de son point de départ, qu'on ne peut s'y reporter tout d'un coup sans remonter anneau par anneau jusqu'à l'origine. Entre tant d'époques plus ou moins modifiées, laquelle choisir ?

Pour les vêtements, d'abord, sera-ce celle où chacun d'eux séparément a fait sa première apparition dans la liturgie ? La logique le voudrait; mais le goût, mais l'appropriation, l'impossibilité même de revenir à l'exacte vérité de ces costumes, tout s'y oppose. — Pour les meubles, voudrait-on revenir au temps où sur l'autel nu l'œil s'arrêtait en vain, sans que la foi y trouvât la représentation vivante du Christ ? — En général, tout ce qui est appropriation dans l'état actuel des choses est assez irréprochable; nous n'avons à reprendre que ce qui vient du goût, parce que le goût est arbitraire.

Que si donc, au point de vue de l'art, nous revenons à la question des vêtements, nous blâmerons, avec le savant auteur du mémoire, et ce *dessous* si disgracieux, cet inflexible *bougran*, ces *chappes* si roides, qui nuisent aux mouvements du prêtre et ne servent qu'à faire valoir le travail de l'ouvrier. D'autre part, on ne peut admettre que le costume de l'officiant devra être strictement en rapport d'antiquité avec son église; poussez un peu ce principe, nous n'aurons plus dans nos vieilles églises de ces saints comme saint Vincent-de-Paul ou François-de-Sales, qui ont eu le malheur de naître trop tard. Plutôt point de réforme, qu'une réforme si opposée à l'esprit de l'Église.

Mais si au lieu d'une réforme radicale on se borne à de légères modifications, il n'est plus besoin d'une haute intervention pour

les régler c'est par là qu'il faut commencer. Il est certaines parties du vêtement dont l'œil de l'art et du goût sait reconnaître les défauts ; changeons-les, sans oublier la chasuble. — La mitre exécutée par M. Lassus, d'après l'inspiration du P. Arthur Martin, est irréprochable de forme, seulement la couleur violette qu'on y a adaptée n'est justifiée par aucun usage. L'étole a été modifiée d'une manière trop hardie et trop brusque. La chasuble, telle qu'on l'a faite, ne se prête pas assez aux mouvements du prêtre; mais on est entré dans une bonne voie, espérons que l'exemple donné par les évêques de Paris, de Rennes, de Nantes et d'Angers sera suivi.

M. l'abbé Rousteau aborde la question des autres objets du culte, meubles et instruments.

Ici trois points attirent l'attention : ce sont la dimension qui doit être en certains rapports avec l'homme, comme unité de mesure, plutôt qu'avec l'église; puis la forme qui ne sera ni celle de la période romane, ni celle d'une période plus ancienne, et qui se réglera sur les exigences contemporaines; enfin le style, qui doit prendre le caractère du monument.

A ces observations, dont une sèche analyse n'a pu conserver la tournure vive et piquante, *M. l'abbé Rousteau* ajoute en terminant : « Il est temps enfin de réparer ce délaissement dont nous avons outragé les arts de nos pères, mais que nous expions rudement par la stérilité et la pauvreté où nous sommes tombés depuis cet abandon. »

De nombreux applaudissements accueillent cette lecture. *M. Faucheur*, inscrit pour la même question, est absent. *M. Lafage* prend la parole : il pense qu'il y a moins à faire pour les vêtements que pour le mobilier, produit presque toujours de l'arbitraire et du caprice.

M. du Vautenet a exposé sur le bureau, à l'appui de la lecture qu'il doit faire, un grand nombre de dessins où les membres du congrès, sur l'invitation de M. le président, ont pu admirer une richesse, un fini d'exécution dignes de tout éloge.

M. du Vautenet communique ensuite à l'assemblée un travail remarquable sur la question qui occupe le congrès (1).

(1) Ce mémoire important sera publié *in extenso* dans le *Bulletin de l'Association Bretonne*.

L'auteur constate le retour du goût vers l'architecture ogivale, et la défaite déjà commencée du préjugé qui a repoussé jusqu'ici le style ogival en lui déniaut une origine théorique. Un habile architecte anglais, Pugin, a publié sur la question des vrais principes de l'art du xiii^e siècle un savant traité où est préconisée l'imitation absolue des formes artistiques du moyen âge : M. du Vautenet se propose d'arriver, par la critique des opinions de l'auteur anglais, à la solution de la question posée par le congrès.

L'influence de la forme architecturale sur l'ornementation mobilière est un fait qui se présente à toutes les époques de l'art, excepté pourtant au xiii^e siècle, où les données traditionnelles se perpétuent pendant l'époque ogivale et réagissent sur elle au lieu d'en subir l'influence. Ainsi, on obstrua les grandes ouvertures gothiques par des meneaux et des verrières de couleur afin d'obéir à la tradition des cryptes ; ainsi les formes et l'ornementation mobilière du xii^e siècle se reproduisirent au xiii^e. — Toutes les tentatives faites dans le but de mettre d'accord avec le monument lui-même les ornements d'une église sont plus rationnelles que l'imitation absolue des formes de tradition purement byzantine. — Cette critique ne porte pas cependant sur les vêtements sacerdotaux dont « la forme actuelle a subi une déviation si déraisonnable, qu'on a peine à retrouver l'origine traditionnelle, si peu artistique que toute modification en est désirable.

Nul doute, ajoute l'auteur, que de belles étoffes brodées en soie pure, avec des dessins en camayeu, ajustées avec ampleur, engendrant des plis souples dont la forme actuelle n'est plus que la silhouette, seraient bien préférables à tout ce clinquant de lames dorées et argentées, mêlées de coton et de soie, dont on fabrique les tissus des chapes et des chasubles, des dalmatiques, des étoles et des manipules. » L'auteur approuve M. Pugin quand celui-ci réclame, pour l'aube, le retour à la forme et aux ornements symboliques des siècles primitifs, quand il déclare que les vêtements doivent être souples et molleux, faits de soie tissée, quand il condamne l'ornementation vestiaire moderne, éclatante sans richesse, sans signification artistique ou symbolique.

M. du Vautenet, partisan de ces réformes, termine son mémoire en regrettant que M. Pugin n'ait pas assez tenu compte, dans ses projets de modifications à opérer, des nécessités de la li-

turgie, autres maintenant qu'aux premiers siècles, surtout depuis l'institution tardive de la dévotion au Saint-Sacrement.

Aucune observation ne s'élève sur ce mémoire : L'ordre du jour appelle la 15^e question, ainsi conçue : « Quel rôle doit jouer la peinture dans la décoration des églises ? Serait-il bon de l'appliquer à la statuaire ? »

M. Nau, inscrit le premier pour traiter cette question, laisse la parole à *M. du Vautenet*, qui s'exprime ainsi :

Le rôle que doit jouer la peinture dans la décoration des églises est une question fort controversée ; toutefois, il faut reconnaître que l'usage en est traditionnel, primordial même. Les Egyptiens et les Grecs ont pratiqué la polychromie, et nos premières basiliques, construites sous l'influence gréco-byzantine, furent couvertes de peintures mosaïques dans lesquelles la liturgie donne à chaque couleur une expression symbolique qui autorise l'usage de la polychromie architecturale.

Les mêmes motifs pourraient s'appliquer à la sculpture colorée ; mais l'emploi qu'on en a fait au moyen âge est si barbare, que le bon goût et la raison ne la peuvent reproduire sans discernement.

Ici l'auteur donne les règles d'après lesquelles serait possible la coloration de la sculpture. « La coloration de la sculpture, dit-il, ne devrait jamais sortir des bornes de l'à peu près, c'est-à-dire que les teintes plates les plus légères sont celles qui conviennent le mieux, sans jamais approcher de l'intensité réelle. Les chairs, en particulier, colorées d'une teinte jaune très-pâle et très-rompue, ne doivent affecter aucune des demi-teintes grises ou rosées de la nature ; les draperies, dans la gamme la plus affaiblie, conserver l'indication plutôt que l'opposition des teintes différentes ; enfin éviter toutes les teintes entières, parce que les reliefs positifs de la sculpture apportent, par la façon dont ils s'éclairent, des modifications importantes sur la couleur locale dont il faut absolument tenir compte pour l'effet général et l'harmonie, sans laquelle les saillies des bas-reliefs prennent ou perdent une valeur qui en altère la correction. »

Nous n'avons plus cet art de la coloration des monuments, art dont le sentiment est toute la théorie, et à qui il a fallu pour fleurir le ciel de la Grèce. L'Italie ancienne l'a négligé ; l'Italie moderne ne l'a employé qu'avec sobriété. En France, un essai

important de polychromie a été fait au Louvre pour atténuer l'effet criard des teintes blanches sur les toiles anciennes qu'elles écrasent et éteignent.

Les Grecs n'employèrent la polychromie que pour masquer la diversité des matériaux et conserver l'unité des lignes, le plus ordinairement pour donner plus de relief à l'ornementation des frises. Les Romains semblent avoir peu apprécié la polychromie et l'avoir méprisée, la considérant plutôt comme enjolivement que comme ornement.

Héritier de l'art romain plus que de l'art grec, l'art moderne considère l'architecture polychrome comme un système plus ou moins spécieux, mais généralement repoussé. Le ^{xiii}^e siècle semblait l'avoir empruntée à la tradition byzantine, pour donner plus de relief aux découpures sur des fonds de couleur intense, pour absorber la lumière sur les grandes surfaces réfléchissantes, décorer de guirlandes les colonnettes des piliers dont les chapiteaux sculptés étaient enrichis de filets dorés sur des fonds teintés, de manière à donner plus de relief à l'ornementation végétale. Mais les essais malheureux tentés à la Sainte-Chapelle de Paris et à Saint-Denis ont prouvé que l'imitation au ^{xix}^e siècle des arts du ^{xiii}^e, doit tenir compte des progrès de la civilisation et se modifier selon les mœurs et les besoins du temps. C'est ainsi que la nécessité de la lumière a fait remplacer par des verres blancs les verrières, qui ne permettaient pas la lecture dans un livre de prières.

Appliquée à la statuaire, la polychromie devient une question encore plus délicate : l'imitation trop vraie de la nature est un écueil dont il est facile de juger le danger par l'effet que produisent les figures de cire, d'autant plus horribles qu'elles approchent plus de la vérité.

Ce mémoire, riche de règles si pleines de goût, d'observations si sages, est accueilli par de vifs applaudissements, qui montrent que l'Assemblée sait rendre justice à cette excellente étude.

M. Lafage annonce qu'il a peu de chose à dire. En effet, il se borne à demander que les tableaux placés dans les églises soient disposés de façon à ne pas dérober aux regards des sculptures non moins intéressantes, et à repousser la coloration des statues, qui prendraient un air marionnette, inadmissible dans une église.

M. l'abbé Rousteau a la parole. Il donne, sur la même question, lecture d'un mémoire qui soulève une vive discussion. *M. Rousteau* avait parlé des statues des saints de la Barre, qui se trouvent près d'Angers, et avait vanté l'effet produit par ces statues peintes.

M. Thomas Louis, sculpteur, a vu ces statues ; il pense que les saints de la Barre doivent leur mérite à la pâleur de la teinte dont ils sont revêtus.

M. du Vautenet, relevant une autre assertion de *M. l'abbé Rousteau*, fait observer que les Romains n'ont jamais appliqué la polychromie à la statuaire ; il pense que l'imitation complète de la nature donnerait le besoin de la vie ; l'œil trompé demanderait plus encore : les statues ainsi peintes deviendraient des monstres hideux.

M. Rousteau répond par un fait : les statues des saints de la Barre sont peintes ; elles lui ont paru très-belles. Cette appréciation est chose de sentiment, qui peut varier selon les personnes.

M. de Cornulier cite les souvenirs d'un voyage en Espagne. Il a vu des statues polychromes où la couleur appliquée au marbre produisait un effet tout autre que sur le plâtre. Il a remarqué à Séville un *Ecce Homo* dans ces conditions : le peintre avait été sobre de détails sanglants, de meurtrissures : l'effet était saisissant. A Séville encore, dans la chapelle de la Charité, on voit une sorte de procession qui suit le corps du Christ, porté au tombeau par cinq personnages. Le Christ, peint d'une couleur très-pâle, contraste avec les autres personnages peints d'une couleur plus vive, et ceux-ci avec les personnes de la suite qui ont reçu une couleur de moins en moins vive, graduée par la perspective : cet ensemble est du meilleur effet.

M. du Vautenet n'entend pas repousser d'une manière absolue la coloration des statues ; ce qu'il blâme, c'est l'excès de la vérité dans l'imitation de la nature : les excès malheureux du moyen âge plaident à l'appui de sa thèse.

M. de la Gournerie combat aussi l'opinion de *M. l'abbé Rousteau*. Il ne eroit pas que l'art soit l'imitation complète de la nature. Le peintre veut-il qu'on ne retrouve pas la toile sous ses couleurs, le sculpteur qu'on ne reconnaisse plus le marbre sous son ciseau ? Ce qu'ils veulent l'un et l'autre, c'est inspirer un sentiment ou une passion qu'ils éprouvent. Et pour rattacher ce principe à la

question de la sculpture polychrome dans les églises, le fidèle cherche-t-il à être trompé, à voir un saint exactement vrai, auquel manque seulement la vie? Non; il veut une statue qui inspire à ceux qui la voient les sentiments de sainteté, de recueillement pieux qu'éprouvait le statuaire qui l'a faite.

M. l'abbé Rousteau reprend sa thèse : l'artiste doit se proposer d'imiter la nature dans les limites du possible, qui ne vont jamais jusqu'à l'illusion. Il cite un fait : à la procession de la Fête-Dieu, une statue peinte fut portée par la ville : il n'y eut qu'un sentiment, qu'un cri : « Qu'elle est belle ! »

M. Thomas. La peinture sur bas-relief n'est pas supportable, et on l'a vu par le mauvais effet qu'elle produisait dans le plus beau peut-être des bas-reliefs de Jean Goujon, *le Christ au tombeau*.

M. Rousteau n'avait pas parlé des bas-reliefs, genre de sculpture de convention, auquel il est convenu de ne pas appliquer les couleurs.

M. de la Gournerie complète ce qu'il avait dit d'abord sur l'imitation de la nature par l'art. Tous les arts, dit-il, se touchent; les mêmes principes sont vrais dans tous. Un exemple pris dans la comédie peut appuyer un principe qui s'applique à la peinture ou à la sculpture. Molière, dans ses comédies, n'a pas introduit des caractères d'une vérité exagérée; il a outré certains caractères, mais dans une limite que son goût et son génie lui fixaient; l'imitation trop vraie de la nature ne se ferait pas plus remarquer sur la scène que dans un salon; on ne saisirait pas toujours le caractère, l'effet cherché ne serait pas obtenu. De même, pour la peinture et la sculpture.

L'ordre de la discussion appelle *M. Nau*, qui répond aux observations de *M. du Vautenet* et de *M. Rousteau*. Il fait observer que dans les temples peints des Grecs, les statues devaient l'être, et qu'elles l'étaient en effet, parce que l'artiste avait voulu augmenter non la vérité d'imitation, mais la richesse de son œuvre : c'est ce qu'on a vu par le Jupiter Olympien, où évidemment l'ivoire du visage et l'or du manteau ne contribuaient qu'à la richesse.

M. Rousteau revient sur les paroles de *M. de la Gournerie*; il prétend que l'exagération dans l'art ne va qu'au ridicule, et qu'on rira d'une imitation exagérée comme on rit de Molière.

M. de Blois prend alors la parole. La question, dit-il, est devenue une question d'esthétique. A ce sujet, il faut remarquer

que tous les sculpteurs et tous les peintres savent fort bien que l'art ne doit pas reproduire la nature telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être : c'est l'avis de Raphaël. Suivons ce principe ; laissons l'individu pour prendre les généralités.

Ainsi, autre chose fera le peintre dans un portrait, autre chose dans un tableau. Il suffit de cette double considération pour affirmer que l'imitation du peintre ou du statuaire s'écarte de la nature pour se rapprocher de l'idéal. Pour revenir à l'exemple déjà cité des figures de cire, on ne peut nier qu'elles ne soient repoussantes quand elles ont tout, excepté la vie : les teintes plates des chairs, les joues auxquelles manque le coloris de la vie sont d'un effet repoussant. En général donc, malgré quelques demi-succès isolés, il faut user sobrement du coloris en l'appliquant à la statuaire, et dans cet art comme dans les autres, éviter l'imitation servile de la nature.

M. du Vautenet insiste sur le point déjà abordé par *M. Nau* que les statues grecques étaient polychromes par la variété, par le choix des différentes matières, et non dans un but d'imitation.

M. Rousteau abandonne cette question : quand il a parlé de l'imitation de la nature, il a voulu parler non pas de la reproduction d'un individu tel quel, pris sans choix, mais d'un type choisi ; étant donné ce type, rendez-le aussi vivant que possible.

M. de la Gournerie se rallie à l'autorité éloquente de *M. de Blois*. Il abandonne à *M. Rousteau* le nom de Molière, et cite d'autres noms que l'admiration universelle a consacrés : tous, ils ont exagéré un peu la figure de leurs héros pour les rapprocher de l'idéal ; ils ont exagéré dans la mesure indiquée, en donnant du relief aux traits importants.

La discussion est terminée. *M. de la Borderie* a la parole pour des communications relatives aux publications de la Société, dont le retard s'explique par les délais mêmes qu'ont apporté les auteurs de mémoires dans l'envoi des pièces nécessaires à la rédaction des procès-verbaux. D'ailleurs, la commission de publication a déjà fait preuve de zèle, puisque deux volumes ont paru et qu'un troisième est en cours de publication.

La séance est levée à onze heures moins un quart.

L'un des secrétaires,

CH. L. LIVET.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

CINQUIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENTE DE M. VANDIER. — M. L'ABBÉ ROUSTEAU, *secrétaire*.

Mercredi 10 septembre, huit heures du matin.

Sommaire. — Géographie romaine du Finistère. — Statistique des monuments celtiques du Finistère et de la Loire-Inférieure.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Aubinais prend la parole. Il vient essayer de fortifier les conclusions de *M. Demangeat*, dans son travail du jour précédent, par les renseignements qui suivent : — Vue, dit-il, s'est appelé *Véas*. C'est une lettre à changer pour avoir *Déas*. Du reste, l'île *Adet* ou *Adais*, dans de vieux titres, est appelée *Adéas*. — Relativement à la translation des reliques de saint Philbert, *M. Aubinais* a d'ailleurs un système qui lui est particulier : voici comme il trace son itinéraire. — La barque dans laquelle on apporta les reliques de saint Philbert s'arrêta, selon Ermentaire, *ad furcas*. *M. Aubinais* y reconnaît aisément Pornic, dont le port, dit-il, a précisément cette forme. Cette voie, pour arriver à Vue, est bien plus directe, et sur la ligne de Pornic à Vue il ne manque pas de lieux où l'on pourrait reconnaître *Am-pennes* et *Varinnæ*.

A propos de la deuxième question relative à la géographie romaine dans la Loire-Inférieure, conformément à l'usage du Congrès d'étendre à toute la Bretagne les questions portées au programme, *M. Halléguen* présente un essai de géographie romaine du Finistère sur la grande carte de Cassini et sur une carte ordinaire du département (1).

(1) Il convient de lire d'abord ce qui a trait à la géographie celtique, question 1^{re} du programme, page 57. C'est l'ordre naturel, et celui du plan de l'auteur ; mais il a dû suivre l'ordre du jour des séances du Congrès.

Voici comment il a procédé pour dresser ces cartes : il a relevé d'abord lui-même sur le cadastre de l'arrondissement de Châteaulin les indications romaines suivantes :

Castel, *Castellic*, *Castellou*, *Hastellou*, *Hastel*, *Cast*, *Castric*, *Kergastel*, *Trégastel*, *Coz-Castel*, *Pont-ar-Chastel*. — *Strat*, *Streat*, *Stret*, *Kerstrat*. — *Rome*, *Keromen*, *Romain*, *Romanat*. — *Sall*, *Zall*, *Salou*, *Saliger*. — *Hent-Aës*, *Keraës*, *Caraes*. — *Voden*, *Vouden*, synonyme de *Castel* en plusieurs endroits.

Les indications *Castel* et *Strat* sont les principales, comme on sait : les autres sont bonnes aussi, mais infiniment moins fréquentes.

Après avoir été vérifiées sur les lieux en grande partie, ces indications ont été ensuite relevées, sur tout le cadastre du département, par un employé de cette administration très-intelligent et consciencieux. Beaucoup de celles-ci ont été encore vérifiées, surtout pour les arrondissements de Quimper et de Quimperlé, ou contrôlées par ce qui a été déjà écrit sur les antiquités romaines du Finistère.

Pour éviter autant que possible quelque double emploi, il n'a été compté qu'une indication par section cadastrale, quelque souvent qu'elle s'y répêât dans les noms de parcelles.

« Toutes ces vérifications et comparaisons, continue *M. Halleguen*, m'ont démontré la valeur des indications citées et l'exactitude des données cadastrales. J'aurais pu admettre cela d'emblée, mais j'ai poussé le scrupule à ce point : je le dis afin que la manière dont j'ai observé donne confiance dans les résultats obtenus, et indique aux critiques la voie à suivre pour les contester sérieusement. Aussi la concordance des témoignages me donne-t-elle le droit d'étendre les conclusions au reste du département et à *fortiori* à toute la Bretagne, puisque nous sommes au bout de la terre des Gaules.

On compte ainsi dans le Finistère 536 camps romains ou *Castels*, dont 151 dans l'arrondissement de Brest, 112 dans celui de Morlaix, 161 dans celui de Châteaulin, 84 dans celui de Quimper, 28 dans celui de Quimperlé.

Non content de relever les camps romains par commune et par canton, j'ai pointé sur la carte de Cassini, toutes les fois que j'ai pu y retrouver les villages, les indications romaines énumérées plus haut; puis, m'aidant des travaux de mes devanciers, j'ai tracé

par ces jalons des lignes qui m'ont donné les voies déjà connues ou soupçonnées, et beaucoup de voies nouvelles plus ou moins importantes. Telles sont les deux cartes que j'ai l'honneur de présenter au Congrès Breton.

Il résulte de toutes ces recherches que la géographie actuelle, routes et villes, est en général la même qu'à l'époque gallo-romaine; il n'y a guère de changé que leur importance relative. Notre réseau de routes est au fond celui des Romains, rectifié au temps du duc d'Aiguillon et sous l'Empire, modifié, retouché encore par la Restauration et le gouvernement de Louis-Philippe. Cela est vrai, non-seulement de nos grandes routes venant de la Haute-Bretagne, en allant d'une mer à l'autre, de l'Océan à la Manche, mais encore des routes départementales et vicinales reliant entre eux les centres de population. Il suffira de citer ici Carhaix, Lanmeur et ses environs, Locquirec près de Cozyodet, Morlaix, Saint-Pol et Roscoff, Kerilien près de Lesneven et *Geso-Cribates*, *Porz-Liogan*, Brest, Landerneau, Landevennec et le Faou, Châteaulin, la presqu'île de Crozon, Douarnenez et ses environs, le cap Sizun et la pointe du Raz, Pont-l'Abbé et Loctudy, Quimper-Loc-Maria, Concarneau, Quimperlé.

Ainsi se trouve assimilée l'Armorique au reste de l'ancienne Gaule, dans laquelle on ne s'occupe guère plus que de tracer exactement les voies romaines à côté des routes actuelles. Je ne pourrais faire cela que pour un carré de 10 lieues de côté, de Pleyben à la mer, du Faou à Locronan: si mes honorables collègues veulent bien se partager ainsi le département, nous aurons bientôt tout le réseau gallo-romain. Je me ferai un plaisir de leur communiquer les données que je possède.

Quant aux routes du moyen âge, féodales ou duciales, je ne les nie pas, je désire qu'on m'en montre; mais jusqu'ici, dans le réseau armoricain si complet, je les cherche en vain.

Les camps se partagent en deux grandes divisions: les uns sont placés aux abords des routes et des villes qu'ils commandent; ce sont ordinairement ceux de la conquête et de la domination; les autres, situés en vue de la mer et sur le bord des rivières, sont plutôt des camps de défense, de protection. Ils gardaient les côtes, les ports et havres contre les pirates du Nord, les terribles Northmans; là se tenaient sans doute les légions maritimes. Il y en a sur tout le littoral et sur toutes les rivières du pays

Cela explique que les légendaires fassent descendre les saints et les fugitifs de l'île de Bretagne et de l'Hibernie sur tant de points différents de nos côtes, havres ou ports qu'on croyait imaginaires; ce qui prouve encore qu'ils ont plus de valeur historique qu'on ne leur en accorde généralement. Il est curieux de remarquer que ces hameaux sont encore habités, comme au temps de Procope, par des pêcheurs, des laboureurs et des marchands.

L'observation et la comparaison des lieux m'ont amené à penser que la vraie situation de la capitale des Osismiens, *Vorganium*, a été méconnue jusqu'ici. La critique des auteurs m'a confirmé dans ce sentiment. Tout ce qu'on a de plus positif, étymologie, position maritime, tradition historique et populaire, état archéologique du pays, tout concourt à prouver que *Morgan*, *Vorganium*, *Osismii*, *Chris*, *Keris* est la même ancienne ville qui a existé dans la baie de Douarnenez, et dont les vestiges sont encore bien reconnaissables à Douarnenez et aux environs.

Là se voit, en face de Douarnenez et de son île Tristan, de l'autre côté de la baie, le port de *Morgat*, dans l'anse de ce nom. *M. Bourassin* y placerait même la ville d'*Is* : c'est à examiner.

À côté de Douarnenez est l'anse de *Riz* aux ruines romaines sous le sable de la grève, et deux villages du même nom : au-dessus de l'anse, d'autres ruines romaines appelées *Château de Grallon*.

Comme *Vorganium* est la traduction latine de *Morgan*, *Ker-is* est le nom breton (*Keris* pour *Kersiz*) d'*Osismii*, nom du peuple donné à la capitale.

Chris pour *Keris* est le pendant de *Venetis*. Dans l'anonyme de Ravenne, Σισμίοι, *Sismii* est la traduction de *Siz*, nom celtique de nos ancêtres, du *cap* et de l'île de *Sizun*, près de leur capitale. Je ne vois pas d'autre étymologie satisfaisante qui porte quelque jour dans les ténèbres de nos origines.

Carhaix est bien *Vorgium*, ou *Goré*, comme l'indique sa position, et non *Vorganium*. Pourquoi prêter une erreur de plus à la carte de Peutinger, qui est, dit-on, assez riche en ce genre? *Vorgium* a dû être la ville stratégique, ce que Carhaix est resté depuis : *Vorganium*, *Keris*, étant la capitale gallo-romaine, résidence ensuite des chefs bretons et des premiers évêques, s'il y en a eu dans la Basse-Armorique, avant les Bretons. Le siège épiscopal de Quimper, plus ancien que ceux de Léon et de Tréguier,

tire de *Keris* son nom de *Corisopitensis*, qui ne se comprend pas autrement.

L'existence de Grallon, fondateur de cet évêché, prouvée par *M. de la Borderie*, est encore un document à l'appui de cette détermination, puisqu'une tradition constante y place sa capitale. Quant à l'engloutissement de celle-ci, il n'a de fabuleux que le récit biblique de la légende ; car cet engloutissement continue encore aujourd'hui, et les *philosophes qui rient de la fabuleuse ville d'Is* feraient mieux d'en venir voir les dernières traces avant que la mer ne les emporte. Cela se voit tous les jours dans la baie de Douarnenez.

Des voies romaines arrivent en ce point des autres capitales armoricaines : Nantes, Vannes, Rennes, Corseul.

Les camps abondent aux environs. En vingt endroits, autour de la baie, sont des ruines romaines.

Tels sont les résultats principaux de mes études sur la géographie romaine du pays des Osismiens dans le Finistère, et que je ne puis qu'énoncer ici. »

M. Demangeat fait observer que le *Vorganium* indiqué par Peutinger ne lui paraît pas situé près de la mer, et que par conséquent ce serait pour lui un motif de conclure pour Carhaix ; quant à la vérification des distances, il ne faut pas se fier à l'opinion de Peutinger.

M. Bizeul ne partage pas cette idée et se propose de développer plus tard ses motifs.

M. de Blois dit qu'il aime à encourager les efforts de l'auteur du mémoire précédent ; il n'admet pas toutes ses inductions, mais il reconnaît dans son œuvre le mérite précieux d'avancer le tracé de la Bretagne romaine. Il signale à ce propos, d'après les remarques de *M. de la Monneraye*, certaines particularités qui peuvent mettre sur la voie des ruines romaines. Il paraît que fréquemment les noms de *Bouexière*, *Buissière* ou *Buzit* en breton coïncident avec des débris romains. Il essaie de l'expliquer, autant que possible, en rappelant que dans les habitations romaines un peu confortables, ayant les dépendances désirées et en particulier des jardins, le buis jouait un très-grand rôle. Et on croit que dans certaines localités les plants de buis sauvage qui y existent ont cette origine.

Vient la seconde question à l'ordre du jour ; c'est la première

du programme : « Signaler et décrire les monuments celtiques du département de la Loire-Inférieure, en rapportant les traditions populaires qui s'y rattachent. »

Il est d'abord donné lecture d'une lettre de *M. de Brehier* de Josselin, qui signale l'existence d'une *Roche-aux-Fées* dans la commune d'Herbignac, sur le bord de la route de Guérande à Pontchâteau. Ses débris gisent sur la partie la plus élevée d'une petite lande nommée *Riolo*. Ce monument, au sujet duquel *M. de Brehier* n'a recueilli aucune tradition dans le pays, forme une équerre : la plus grande partie des tables horizontales ont disparu, mais il reste encore assez de supports verticaux pour qu'on puisse observer la forme primitive : ce sont deux *Roches-aux-Fées* ordinaires dont l'une s'appuie à angle droit sur l'extrémité de l'autre, qui n'a pas d'ouverture.

La lettre de *M. de Brehier* donne ensuite la description d'une ancienne enceinte fortifiée, située dans la commune de Pierric, sur la limite des départements de la Loire-Inférieure et d'Ille-et-Vilaine. Un gros ruisseau nommé Le Cher, qui forme en cet endroit la ligne séparative, passe au pied de cette enceinte, connue dans le pays sous le nom de *Château de Rainefort*. On y retrouve la disposition analogue à celle de plusieurs enceintes semblables décrites par M. de Caumont (*Cours d'Antiquités monumentales*, tom. V).

C'est d'abord un large monticule en cône tronqué ou motte, entourée de fossés profonds et larges de 5 mètres; le centre de cette motte, qui peut avoir 35 mètres de diamètre, est très-déprimé; de sorte qu'elle offre un plateau entouré de talus qui ont encore presque partout 10 mètres d'élévation, et rempli de pierres amoncelées, au milieu desquelles on a retrouvé, en fouillant, quelques vestiges de fondations de murailles. Au Nord et au Sud se trouvent deux énormes brèches de 15 mètres d'ouverture; dans cet espace, le fossé est comblé par les terres formant une rampe en pente douce. — A cette première enceinte vient se rattacher extérieurement une demi-lune ou fer à cheval circonscrit par des talus beaucoup moins élevés que les précédents. Une voie romaine passe assez près de là. *M. de Brehier* croit que c'est celle qui va de Rennes à Blain et qu'a décrite *M. Bizeul*.

Vis-à-vis cette première enceinte, de l'autre côté du Cher, et par conséquent sur le territoire du département d'Ille-et-Vilaine,

existent d'autres ouvrages qui paraissent se relier à l'emplacement du château décrit, et destinés à concourir à la défense du passage de la rivière où il y a un gué. Ce ne sont plus guère que des talus peu apparents : toutefois, on y distingue facilement une plate-forme circulaire de médiocre étendue, entourée de fossés à demi-comblés, et couverte de bois; au centre de cette enceinte se trouve une cavité circulaire très-profonde. — Près de cette plate-forme on remarque quelques autres vestiges de talus.

M. Bizeul, qui a un mémoire à lire sur la question posée, fait instance pour que *M. Halléguen* donne le résultat de ses recherches en ce genre pour le département du Finistère. Il espère qu'on trouvera dans ces communications un modèle à suivre pour le département de la Loire-Inférieure.

M. Halléguen remercie *M. Bizeul* de sa bienveillance, et de l'intérêt qu'il veut bien porter à ses recherches. Il explique brièvement au Congrès la carte celtique du Finistère, qu'il a l'honneur de lui soumettre.

C'est la statistique, aussi complète qu'il a pu la faire, des monuments celtiques, reportée sur une carte du Finistère divisée en cantons. Son but est d'arriver à connaître approximativement le degré de population, et la distribution de celle-ci dans les différentes zones du pays des Osismiens avant la conquête romaine.

Les bases de cette statistique sont les indications relevées dans les noms des parcelles du cadastre du département et dans les auteurs, MM. de Fréminville, de Courcy, de la Pylaie, etc., et le *Bulletin de l'Association Bretonne* (pour la marche suivie, voir la géographie romaine, question 2^e, page 52). Pour éviter toute chance d'erreur, il n'a compté non plus qu'une indication par section cadastrale.

« Les noms relevés sont *Menhir*, *Mensao*, *Dolmen*, *Peulven*, *Menledan*, *Rumen*, *Menguen*, *Mentoul*, *Menson*, ar *Meun*. Les trois premiers noms sont en immense majorité. J'ai négligé, à tort peut-être, les mots *Mein*, *Méan*, qui pourraient être des *Cromlech*, des *Carneillou*, des enceintes druidiques. Un autre saura, s'il le veut, éviter cette erreur après s'en être assuré.

Parmi les monuments celtiques peu connus, je citerai en Dinéault deux souterrains placés en vue de la grande montagne celtique du *Ménéhom*. L'un est au village de *Kérédan*, dans une

garenne nommée *Goarem Menhir* (le menhir y est encore auprès du souterrain), comprise elle-même dans une vaste enceinte qui paraît celtique. Ce souterrain se compose de deux grottes réunies par une galerie que la charrue a rouverte. Le village de *Kerédan* est non loin de l'Aulne, en face de *Baut* et de *Toulancoat*, en Quimberch. Sur le bord de la rivière au-dessous de *Kerédan*, dans les terres de *Lanviau*, est un *Castel* adossé à un énorme rocher. Ce souterrain a été respecté, à ma prière, par les propriétaires de la garenne. L'autre, au contraire, qui était à *Ty-ar-Gall*, plus près du *Ménéhom*, a été comblé.

Je citerai encore en *Poullan*, au village de *Lesconan*, un genre de Grottes-aux-Fées, que forment des pierres fichées obliquement dans le sol, de manière à s'incliner l'une vers l'autre et à se rencontrer par la pointe. L'une d'elles a 20 mètres de longueur; on peut aller d'un bout à l'autre. Les gens du pays les appellent *Ty-ar-c'houriquet*.

Enfin à Glomel, près du réservoir du canal de Nantes à Brest, beau travail moderne, est un grand *Menhir* que j'appellerai l'obélisque, parce que, selon M. de la Boissière, il aurait au moins le poids de l'obélisque de Luxor (*voy. GLOMEL*, dans *Ogée*).

Revenons à la géographie Celtique. Je compte dans le Finistère, qui ne comprend pas tout le pays des Osismiens, jusqu'à 727 monuments celtiques : 266 dans l'arrondissement de Châteaulin, 155 dans l'arrondissement de Brest, 123 dans celui de Quimper, 53 dans celui de Quimperlé, 130 dans celui de Morlaix.

On peut voir, d'après cette carte, que la population osismienne était assez forte et assez également répartie sur le sol, — beaucoup plus qu'on ne le croit en général. Toutes les parties habitables du pays devaient être plus ou moins occupées. Tous les cantons, presque toutes les communes accusent de ces monuments qui ne peuvent pas être évidemment tous ceux qui ont jadis existé; leur nombre actuel ne peut que donner une idée de ce qu'ils étaient dans ces temps reculés.

L'avantage, quoique faible, reste aux côtes sur l'intérieur des terres; telle est d'ailleurs la répartition ordinaire de la population dans tous les pays. Cependant l'arrondissement de Châteaulin, qui est central, est de beaucoup le plus riche; il est vrai qu'il est montagneux.

A ces preuves, on pourrait ajouter les fontaines sacrées si nom-

breuses et répandues partout ; il en existe plusieurs dans chaque paroisse. Mais ceci entraînerait trop loin pour le moment et veut être traité à part. Je dirai seulement ici que ce nouvel ordre de preuves confirme pleinement les précédentes, ce qui sera plus tard justifié tout au long.

Le pays des Osismiens méritait donc par le chiffre, comme par le courage de ses habitants, l'honneur que lui ont fait ses vainqueurs en le couvrant de monuments militaires, en le perçant de routes de tous côtés pour le dominer plus facilement et le civiliser en même temps, ce qui était le plus sûr moyen de dompter cette forte race. »

M. Bizeul proclame que *M. Halléguen* vient de tracer une ligne à suivre, et donne à son tour son travail, qui vient répondre directement à la question du programme. Il annonce qu'il avait projeté plusieurs cartes monumentales : chacune des époques aurait la sienne, où les monuments qui en relèvent seraient inscrits.

Il s'agissait donc également de dresser une carte celtique ; ce projet n'est pas accompli, on doit en attendre l'exécution de l'avenir.

Il donne ensuite de vive voix quelques détails sur les monuments de ce genre qu'il a trouvés dans le pays breton de la Loire-Inférieure, et fait lire un travail sur les monuments celtiques du pays de Retz, avec les légendes qui les accompagnent. On retrouvera ce travail intéressant au *Bulletin de l'Association*.

M. Bizeul reconnaît qu'une foule de monuments seraient à signaler encore, et il demande en grâce que chacun veuille faire connaître à cet égard ce qu'il connaît lui-même.

M. Aubinais fait observer que souvent ces monuments existent sans être connus même dans la localité. C'est ainsi qu'une propriété située dans la forêt de Princé, et appelée *Pierre-Levée*, donnait par son nom à soupçonner l'existence de quelque curiosité de ce genre ; et, par le fait, un bois très-épais de la dépendance ayant été coupé, on y découvrit un menhir. La même chose est arrivée à Frossay, dans une propriété appelée le Pin.

La séance est levée à dix heures et demie.

L'un des secrétaires,

ROUSTEAU.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

SIXIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENTE DE M. L'ABBÉ FOURNIER. — M. CH. LIVET, *secrétaire*.

Mercredi 10 septembre, sept heures du soir.

Sommaire. — Château de Nantes et de Blain. — Fortifications de Guérande.

L'assemblée, plus nombreuse que les jours précédents, compte plusieurs dames dans les rangs des assistants.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté.

La 1^{re} question appelée par l'ordre du jour est la 6^e, ainsi conçue : « Architecture militaire du moyen âge. — Histoire et description des anciens châteaux et enceintes urbaines existant dans le département de la Loire-Inférieure. »

M. le colonel du génie *Allard* a la parole pour la lecture d'un mémoire sur le château de Nantes ; il regrette l'imperfection d'un travail fait en quelques jours, sur les vives instances de plusieurs membres de l'Association.

Il est difficile d'analyser le mémoire si fourni, si plein de faits, de M. le colonel *Allard*, de le suivre dans sa marche rapide à travers les siècles, dans ses descriptions auxquelles il rattache des dates précises, dans la rectification qu'il oppose à certaines notices sur le château de Nantes, dans ses appréciations des travaux faits et à faire, enfin dans les jugements qu'il porte sur l'importance du château à diverses époques. L'assemblée ne partage pas les sentiments trop modestes de M. le colonel *Allard* sur cette savante étude, et accueille par de vifs applaudissements ce mémoire si intéressant, qui doit être inséré plus tard dans les Mémoires de la Société.

M. Vandier a la parole, et lit un rapide aperçu sur les richesses archéologiques placées dans le musée nouveau dont il a accepté la direction.

Vient ensuite la lecture d'un mémoire de M. Bizeul, riche de recherches érudites sur le château de Blain, mémoire qui trouvera sa place, *in extenso*, dans le *Bulletin de l'Association Bretonne*.

La parole est donnée à M. Armand d'Izarn, pour la lecture d'un fragment de notes sur Guérande et ses environs.

« La presqu'île située entre la Loire et la Vilaine, dit M. d'Izarn, offre aux voyageurs de nombreuses sources d'intérêt. Culture du sol, monuments, costumes différents de ce qu'on a vu ; c'est un pays à part. On y retrouve, plus qu'en aucune autre partie de la France, des traces du passé : les usages, les mœurs ont survécu et reportent aux âges écoulés. L'aspect du pays a quelque chose de particulier : Ce sont des marais offrant la culture du sel, ou des landes à perte de vue ; quelques arbres rares et chétifs, dont la séve lutte, impuissante contre le vent de mer, un sol de granit, de vastes grèves aux dunes sablonneuses ; et pourtant ce pays a quelque chose d'attachant ! On y accourt pour le visiter ; ceux qui y sont nés aiment à y vivre, ou reviennent y mourir.

« Après Méans et Donges, aux vastes tourbières, on rencontre Saint-Nazaire, dont le clocher incliné par le vent semble se projeter au-dessus des eaux. A gauche, on aperçoit un *dolmen* druidique au pied d'un calvaire chrétien. De ce point l'œil embrasse l'embouchure de la Loire. Une activité nouvelle règne au pied de ce monument, débris immobile d'un autre âge. L'homme y lutte contre les éléments pour construire un bassin à flot, présage encore incertain pour cette bourgade d'un nouvel avenir.

« La route se dirige au Nord : à l'horizon, une ligne bleue, c'est l'Océan. Des côtes nombreuses ralentissent la marche. On laisse sur la droite Lesnérac, qu'indiquent deux pavillons de briques. Puis on arrive à Escoublac, pauvre village, une fois déjà englouti par les sables, et rebâti à quelque distance. Ce fait a donné lieu à un livre intitulé : *Un village sous les sables*.

« Bientôt vous laissez à droite Bissin, avec son bois protégé par une ceinture de pins maritimes, et son *Menhir* dans un champ de froment ; Villeneuve, joli castel, reste du *xvi^e* siècle, et qui conserve sa fuie seigneuriale ; Kerfur, maison blanche à la limite du marais. Dans le lointain, c'est Saillé, agglomération de mai-

sons , entourant son église , où fut bénie une union ducale ; le Pouliguen , petit port , rendez-vous de baigneurs ; Batz et le Croisic , aux clochers élevés , servant de phare et de guide aux marins qui naviguent sur ces côtes.

« Enfin se présente Guérande au bout d'un long faubourg. A l'extrémité est un vaste édifice aux fenêtres étroites. Construit en 1646, par les ursulines de Nantes , pour instruire la jeunesse ; il sert encore aujourd'hui de collège.

« Guérande est entourée d'une ceinture de murailles flanquées de dix tours semi-rondes , subsistant encore aujourd'hui. La seconde enceinte et tous les ouvrages avancés ont été détruits ; les fossés mêmes ne reparaissent que par endroits , encore sont-ils à demi-comblés. Selon l'usage , on fait remonter cette ville aux Romains , que les Armoricains en chassèrent en 448 , disent les historiens , sous la conduite de Saint-Germain d'Auxerre. On l'appelait alors Grannone , *Grannona* , d'après Valois. L'étymologie de Guérande viendrait , selon quelques-uns , des mots celtiques : *Guen*, *wen* (blanc) et *rann* (part, domaine, héritage). Nous n'affirmerons rien à cet égard : cette étymologie , du reste , peut avoir sa vraisemblance. Cette ville fut très-florissante au moyen âge et jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Elle était la seconde du comté nantais , siège d'un gouvernement à juridiction royale , avec subdélégation et communauté de ville. Les villes du Croisic et de la Roche-Bernard en dépendaient. La communauté de ville députait aux États de Bretagne soixante-treize juridictions hautes , moyennes et basses justices , ressortaient à son siège.

« L'Église y avait de nombreuses fondations : un couvent de Jacobins , un d'Ursulines , deux hôpitaux. Les Jacobins ou Dominicains furent établis par le duc Jean V , en 1409 , sur les bulles du pape Benoît XIII. Leur couvent , dont le prince posa la première pierre , était situé au faubourg Bizienne , en dehors des fortifications. Quatorze paroisses relevaient du siège de Guérande. La ville elle-même en avait trois : Saint-Aubin , Saint-Michel , au faubourg de ce nom , et Notre-Dame-la-Blanche (1). La première seule a sur-

(1) « Cette église fut construite en l'année 1348 , par Jean IV , comte de Montfort. Ce gracieux édifice , de 24 mètres de longueur sur 7 de largeur , se compose d'une nef unique , formée de cinq arcades à colonnes engagées dans les murs latéraux , posées sur des piédestaux et couronnées de chapiteaux d'un bon style , simples , mais élégants. Une charpente à nu recouvre le vaisseau. Des arra-

vécu, du moins pour l'usage du culte (1). C'est un monument digne d'intérêt et d'études, réunissant dans sa construction deux époques distinctes, l'époque romane et l'époque ogivale de la fin du x^ve siècle. Cet édifice était l'objet spécial de ces notes.

« N'ayant point étudié Guérande sous le rapport stratégique et de défense, pardonnez-nous, Messieurs, de ne point vous parler ici courtines, bastions, casemates, escarpes et contrescarpes. Nous confessons humblement sur ce point notre incompetence. Nous nous contenterons d'essayer de vous donner de ses tours et de ses murailles une simple description. Sa brièveté vous fera, nous l'espérons, pardonner ce qu'il y a d'insuffisant dans cette esquisse, dont le trait est à peine arrêté.

« Guérande a quatre portes percées dans sa ceinture de murs ;

chéments existant dans la partie du chœur semblent indiquer que cette partie du moins fût voûtée.

« Deux arceaux indiquent le chœur terminé en pans coupés, dont le chevet, aujourd'hui mutilé, est occupé par une large porte donnant passage aux charriots et aux fourgons ; triste usage auquel est abandonné cet édifice. L'extérieur est revêtu de granit. Au Sud est une porte simple, mais élégante, de forme ogivale. Les fenêtres sont étroites, entourées d'une simple moulure épannelée et fermées par un cintre où l'ogive se distingue à peine. La façade est plus récente : elle offre une porte à linteau plat, surmonté d'un fronton cintré portant le cachet du dernier siècle.

« C'est dans ce sanctuaire que, le 6 avril 1380, Macé Raguenel, l'abbé de Saint-Melaine et l'abbé de Blanche-Couronne, conjointement avec le sire de Laval et le vicomte de Rohan, ratifièrent le traité de paix entre Jean IV, duc de Bretagne, comte de Montfort et de Richemont, et le roi de France. »

(1) « On a prétendu que Guérande avait été le chef-lieu d'un évêché ; et, en effet, on voyait encore, avant la révolution de 1792, dans l'église de Saint-Aubin, des mitres et des crosses sculptées en relief. Une rue de la ville porte encore le nom de rue de l'Evêché, et ce palais ne fut détruit qu'en 1680, à la requête de l'évêque de Nantes, M. de Beauveau.

« Voici ce qui a donné lieu à cette opinion : En 850, Actard était évêque de Nantes ; ce prélat soutenait les prétentions de la France. Nominoë, mécontent, le chassa de son siège et en pourvut Gislard ; mais, en 855, ce prince étant venu à mourir, Erispoë, son fils et son successeur, rétablit Actard dans ses droits. Gislard, se trouvant sans siège, vint à Guérande, où il trouva des adhérents et conserva une juridiction jusqu'à sa mort, en 895. Une sentence avait été prononcée contre lui par des évêques assemblés, et il fut condamné à passer le reste de ses jours dans le cloître de Saint-Martin de Tours ; mais il n'y obtempéra pas. — C'est cette juridiction qui devint l'origine de l'*archidiaconé de Lamée*.

elles s'ouvrent assez régulièrement aux quatre points cardinaux. A l'Est, la porte Saint-Michel, formée de deux grosses tours accouplées, entre lesquelles la porte s'élevait avec un pont-levis jeté sur de larges fossés, aujourd'hui comblés. Cette porte est couverte, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, de signes lapidaires taillés en creux. La tour d'Elven (Morbihan) porte également des signes; mais ce ne sont pas les mêmes qu'à Guérande (1). Ces tours sont couronnées de machicoulis et créneaux fermés, surmontés de toits en pointe et couverts d'ardoises; l'entrée est à cintre écrasé. Au-dessus baillent d'étroites ouvertures, traces de la herse, encadrant un large cartouche aux armoiries mutilées. Les armes de Guérande sont des *hermines pleines en losanges, soutenues par des lions casqués*.

« Des fenêtres modernes ont été ouvertes dans ces tours de granit, pour l'usage actuel. Cette partie, qui était sans doute autrefois le château, sert aujourd'hui d'Hôtel-de-Ville.

« De la porte Saint-Michel à celle de Vannes, au Nord, on rencontre deux tours; la muraille s'abaisse, çà et là ont disparu les machicoulis. Le fossé est resté et baigne de ses eaux le pied du mur.

« La porte de Vannes est flanquée de deux tours démantelées, au triste aspect, réunies par un arceau menacé de ruine, qui indique la porte. Un mur moderne et de petites constructions, des pieux enlacés de vignes écrasent la tour de droite.

« En suivant la muraille sur la promenade plantée dans ces dernières années, on arrive, à l'Ouest, à la porte Bizienne. Trois tours

(1) « On a voulu voir dans ces signes des lignes de repère pour l'appareil de construction. Cette opinion est-elle toujours admissible? L'appareil est le même à Guérande pour les quatre portes, et pour les murailles et tours qui ceignent et fortifient la ville. Or la grande porte est seule couverte de ces signes, placés d'ailleurs sans suite, et sans qu'on y puisse découvrir une pensée suivie.

« Cette sorte d'ornementation (du reste assez bizarre) eut-elle pour but d'honorer l'œuvre ou l'ouvrier? Voulait-on, à la suite d'un travail lent et pénible, récompenser chaque travailleur en lui laissant tracer son signe spécial? Rien de fort étonnant à une époque où chacun avait sa marque, ses emblèmes, j'ai presque dit ses armoiries. Je pencherais donc pour cette conjecture, réservant l'idée que les deux motifs ont pu concourir à faire graver ces signes, dont le nombre à Guérande s'élève peut-être à deux mille, quoiqu'ils offrent à peine une quarantaine de variantes. »

s'appuient sur cette partie du mur. Celle de la Gaudinais , la plus remarquable de toutes, a conservé en partie ses créneaux ; le granit entremêlé de lierre , dont elle est revêtue, se reflète dans les eaux verdâtres du fossé. A l'instant où nous y passions, c'était le soir, le jeu de la lumière et de l'ombre donnait à ce vieux débris un aspect pittoresque. Un cygne glissait sur les eaux au milieu des jones et des glaïeuls ; quelques oiseaux de proie vinrent s'abattre sur la vieille tour. Tout cet ensemble reporta notre pensée vers un autre âge, et offrit un effet que nous renonçons à décrire.

« La porte Bizienne n'a pas de tours; elle se détache carrément par un avancement de deux mètres environ sur le mur contigu. L'entrée est basse, à évasement, et surmontée de meurtrières allongées.

« De là à la porte de Saillé, au Sud, plus de tours. Le mur offre quelques angles obtus ; l'appareil dont il est construit se modifie par endroits. Il est presque partout dépouillé de ses machicoulis, dégradé même , grâce à l'incurie des administrateurs , qui ont laissé les habitants s'emparer des pierres, ou abaisser le mur afin de se ménager la vue de la mer. Une porte moderne, celle du *Tricot*, a même été ouverte dans ce vieux pan, et plus loin une laide barraque blanchie s'accoude contre cette porte, sur cette muraille ainsi déshonorée.

« La forme de la porte de Saillé est la même que celle de la porte Bizienne; elle se détache de même, carrément sur la muraille.

« Une seule tour, dite de l'Hôpital, s'appuie sur le mur qui nous ramène à la porte Saint-Michel. Comme toutes les autres, elle est semi-ronde et privée de ses créneaux, par-ci par-là même de ses machicoulis. Un arbre a grandi et vieilli dans son périmètre exposé à la voûte du ciel, et ses bras nouveaux, cherchant à s'élever, couronnent de leurs branches au riche feuillage le sommet de cette ceinture de pierres disjointes par les frimats et par les âges.

« L'enceinte entière de la cité, dans son ensemble, est une sorte de cintre ovoïde, ou plutôt affecte la forme circulaire, sauf quelques pans-coupés à peine indiqués.

« La tradition raconte que la mer venait naguère battre au pied des murs de Guérande et baigner ses tours. On vous montre

même des anneaux de fer enchâssés dans la muraille, auxquels, dit-on, venaient s'amarrer les barques et les navires. Ce récit est sans vraisemblance. Ces anneaux ont de tout temps servi et servent encore à attacher les chevaux et les fourgons qui restent en dehors de la ville.

« Selon les historiens, ces murailles auraient été élevées en 1431 sous le règne du duc Jean V, avec les deniers provenant des fouages et octrois de la cité. D'après Ogée, l'enceinte totale aurait six cent vingt toises (douze cent trente-cinq mètres environ) de périmètre. La population qu'elle enferme, autrefois bien plus nombreuse, est à peine, de nos jours, de 1,700 âmes.

« Nous avons fait le tour de la cité. Du pied de ces arbres qui, sans interruption, entourent les murs, nous découvrons tout le pays; toujours les clochers de Batz et du Croisic, le marais diapré, parsemé de blanches mulons de sel, simulant de loin les tentes d'un camp; puis pour terme une ligne bleue: c'est la mer qui se confond avec l'azur du ciel, la mer sillonnée çà et là de quelques voiles qui fuient à l'horizon.

« Telle qu'elle est encore, avec son enceinte non interrompue de murs trop rarement crénelés, ses tours, ses donjons, sa flèche, cette ville offre un cachet d'antiquité qu'on retrouve rarement ailleurs. Le voyageur s'y arrête et l'admire; l'archéologue y séjourne pour étudier à loisir ce débris d'un autre âge, ce précieux joyau de féodalité.

« L'enceinte de Guérande a subi bien des vicissitudes, ses murs ont vu des sièges nombreux, de puissantes querelles, des combats meurtriers. Ce serait abuser de vos moments que de faire appel à l'histoire et de vous raconter tous les faits d'armes, toutes les prouesses que chevaliers, capitaines et soldats surent y faire, pour l'indépendance et l'honneur, aux diverses époques de la monarchie. Depuis longues années, le silence qui les entoure n'est interrompu que par les pas du promeneur, du curieux qui les étudie, du paisible habitant vivant désormais tranquillement sous leur abri, ou par la voix du laboureur qui passe à leurs pieds en poussant ses bœufs, ignorant des hauts faits dont ces nobles ruines sont, pour l'érudit, les glorieux témoins.

« A la vue de ces débris d'un âge qui n'est plus, de ces murs à l'ombre desquels vécurent nos pères, qui surent défendre contre

tout envahisseur leurs droits et leur nationalité, à une époque de sincère patriotisme, la pensée se console en trouvant de si glorieux souvenirs, de si précieux restes, dans un temps de nivellement et trop souvent d'oubli, et, se reportant en arrière, acquitte sa dette de gratitude pour leurs travaux et leurs faits d'armes, comme pour les exemples qu'ils laissèrent à l'imitation de ceux qui leur survivent. »

M. Aymar de Blois prend la parole, non pour discuter l'exactitude du travail de *M. d'Izarn*, mais pour exposer ses doutes au sujet d'une assertion de l'auteur sur les signes lapidaires. Il pense que ce sont des marques de tâcherons pour la facilité des appareils. Cette opinion qu'il émet est, pense-t-il, généralement admise.

M. d'Izarn accepte cette opinion, qu'il a réservée dans son mémoire.

M. de la Borderie voit dans ces signes des marques ou insignes de corporations entières ou d'ouvriers isolés.

Ce qui peut faire accepter cette explication, répond *M. d'Izarn*, c'est qu'à Guérande en particulier, sur plus de deux mille signes, trente seulement, différents entre eux, sont employés et fréquemment répétés. Il n'est pas étonnant, au reste, qu'à une époque où la noblesse avait des signes et des armoiries distinctives, les maçons eussent aussi leurs marques particulières.

La question 28, qui doit être ensuite traitée, est conçue en ces termes : « Faire l'histoire littéraire du pays nantais en y comprenant l'histoire de l'imprimerie à Nantes, et un essai de bibliographie nantaise. »

M. Ch. L. Livet donne lecture de la première partie d'une notice sur le poète breton *Le Pays* (1).

M. Guéraud (Armand) aborde un autre point de vue de la question : il lit des notes fort intéressantes sur la bibliographie nantaise et l'histoire de l'imprimerie à Nantes, notes destinées à la rédaction d'un ouvrage complet sur la matière.

M. Van Iseghem présente au bureau un coutumier de Bretagne, imprimé à Nantes par Etienne Larcher, au commencement du xvi^e siècle (dixième jour d'avril 1502) ; on y remarque des gra-

(1) Cette notice sera publiée en entier dans le *Bulletin Archéologique*.

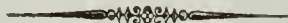
vures sur bois qui contribuent encore à rendre plus précieux ce curieux volume.

L'ordre du jour est épuisé. M. le président rappelle aux membres du Congrès l'excursion archéologique projetée pour demain jeudi, et met à l'ordre du jour pour vendredi matin les questions nos 10, 12, 13 et 14, et pour vendredi à une heure une visite à l'église Saint-Nicolas et au château.

La séance est levée à dix heures.

L'un des secrétaires,

CH. L. LIVET.



CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

SEPTIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. DE KERDREL. — M. L'ABBÉ ROUSTEAU, *secrétaire*.

Vendredi 12 septembre, sept heures et demie du matin.

Sommaire. — Énumération et description des principaux morceaux de sculpture, soit en bois, soit en pierre, existant à Nantes et aux environs. — Anciennes pièces d'orfèvrerie existant en Bretagne, et particulièrement dans la Loire-Inférieure.

Le procès-verbal de la séance du matin précédent est lu et adopté.

La première question inscrite est la dixième du programme. Il s'agit de « signaler et de décrire les principaux morceaux de sculpture soit en bois, soit en pierre, existant dans le département de la Loire-Inférieure, tels que tombeaux, autels, rétables, fonts baptismaux, stalles, bahuts, etc. »

M. Rousteau, appelé pour faire ses communications sur ce sujet, pense qu'il est à propos de suivre, article par article, l'ordre adopté par le programme. — Ainsi, d'abord pour les tombeaux, *M. Rousteau* cite 1^o le tombeau si connu sous le nom de *tombeau des Carmes*, qu'il devient inutile de décrire; 2^o celui du sire de Carné et de sa dame, découvert l'année dernière à Guérande, sur les indications fournies à *M. Sorin*, curé de Guérande, qu'inspire un amour si éclairé des arts, par *M. l'abbé Gersfaud*, curé de Sucé et autrefois vicaire de Guérande, auquel feu *M. Bataille* avait signalé précédemment l'existence de deux statues cachées sous le pavé de la chapelle Saint-François. Ce tombeau est

en pierre de Kersanton, et supporte en effet deux statues d'une parfaite conservation. L'une est celle du sire de Carné et l'autre celle de sa femme, comme le témoigne l'inscription suivante : « *Ci gist tres noble e puissant seigneur Tristan de Carne en son vivant chevalier e hereditaire premie maistre dostel des dvs de Bretagne servant av le dict estat la roine Anne duchesse de Bretagne maistre doste des roys Loys roys François et de monseigneur tr feu...* (ici le coin est brisé).

Ci gist tres noble e vertueuse dame madame Ienne de la Salle en son vivant femme de monsieur Tristan de Carne et dame de Carne de la touche Carne de Cohignac Cremevr heritiere de la Salle et cetera la quelle trepasa a Cremeur en lan 1526 Dieu lvy face misericorde. — Leurs habits sont armoriés.

3° Le beau fragment, possédé par le musée archéologique de Nantes, du tombeau de Jean Raoul, abbé de Prières, où l'on remarque d'admirables dessins gravés en creux, avec ce débris d'inscription « *Abbas de precibus, vermibus ecce cibus, cui benedicendi populo, mitramque gerendi gracia...* » L'épithaphe entière se trouve dans l'*Eglise de Bretagne* de l'abbé Tresvaux. — 4° Celui d'un curé fondateur de l'église de Saint-Julien de Vouvantes, avec figure en très-bas-relief, accompagnée d'accessoires architectoniques assez détaillés dans le goût du x^ve siècle, et sous une arcade sépulcrale du même style; malheureusement l'inscription est effacée. — 5° Dans le même lieu, le tombeau de *Julian Colin*, dont l'inscription, désormais presque entièrement disparue, s'est retrouvée dans Ogée (art. Saint-Julien de Vouv.), et dont les figures, gravées en creux, sont très-frustes. — 6° Un tombeau d'évêque, avec statue en marbre d'une assez belle exécution, dans la chapelle de Saint-Clair de la cathédrale. Ce tombeau, placé sous une arcade, y est complètement voilé par une boiserie et finira par être inconnu.

M. Bizeul ajoute à cette liste les renseignements qui suivent. Il signale 1° les pierres tombales de Constance de Bretagne, d'Alix de Bretagne, de Gui de Thouars, dont il a vu les restes dans les jardins de l'ancienne abbaye de Villeneuve (1); 2° une autre dalle

(1) Une visite faite depuis sur les lieux laisse douteuse la question de l'existence de ces pierres, mais on y a découvert le tombeau assez bien conservé d'Olivier de Machecoul, qui y est représenté.

tumulaire dans la chapelle de Rochefort, près de l'église paroissiale de la Haie-Fouacière : on y voit deux personnages gravés en creux, un homme et une femme, avec une inscription qui les encadre.

3^o Hors du département, *M. Bizeul* a eu occasion de remarquer à Carentoir (Morbihan), un tombeau que la tradition locale nomme *le tombeau du Templier*. On y voit une statue de bois de chêne très-détériorée, mais on peut du moins encore se rendre compte de son costume. Le personnage représenté est revêtu d'une longue robe et ceint d'un baudrier.

M. Armand Guéraud parle d'un tombeau existant à Vieille-vigne, sur lequel se dessinent les armes d'Avaugour parties avec celles de Machecoul.

Après les tombeaux viennent les autels. *M. Rousteau* cite 1^o l'autel, très-peu connu et bien conservé, du x^v^e siècle, qui se voit dans la chapelle du château de la Musse, en Chantenay. La table en est supportée par un massif triangulaire, dont une arrête vient affleurer, au milieu, le devant de l'autel, et par deux colonnettes aux angles. Il a pour accessoire un rétable dont la disposition est parfaitement la même que celle du monument suivant.

2^o Les débris d'autel et le rétable, de même date que l'objet précédent, qui se remarquent à la chapelle en ruine de Saint-Lucien, près Rezé.

3^o L'autel du xiv^e siècle d'une chapelle de l'église de Geneston, signalé pour la première fois par *M. Nau*. On n'a pas toujours su respecter assez ce genre de monuments. C'est ainsi que l'église de Grâce, au rapport de *M. Bizeul*, en a perdu un curieux spécimen, qu'il eût été possible de conserver malgré sa simplicité, un peu trop dénuée et trop rustique peut-être, ne fût-ce qu'en l'enveloppant d'une devanture de bois ou de marbre.

4^o L'autel de Paimbœuf, exécuté en beaux marbres d'Italie, et d'un précieux travail, lequel a son analogue, mais avec réduction dans les dimensions, à Carnac (Morbihan). L'un et l'autre sont évidemment, en effet, le produit des mêmes carrières et d'un même ciseau. — L'autel de Paimbœuf est l'ancien autel de la riche abbaye de Buzay.

Une lettre de *M. Leloup de la Biliais*, communiquée par *M. Delabigne-Villeneuve*, vient donner à cet égard un renseignement peu connu. Voici un extrait de cette lettre :

« Une particularité sur le bel autel de l'abbaye de Buzay, transporté à Paimbœuf, dont la description est dans la petite géographie populaire de la Loire-Inférieure, semble mériter quelque attention.

« Il fut commandé à Rome et exécuté sous les yeux du R. P. D. Leloup (de la famille de la Biliais), qui fut prieur de l'abbaye de Buzay depuis l'année 1740 jusqu'à sa mort, en 1776. — Une pierre tombale lui fut érigée et porte l'inscription qui suit. Elle a été retrouvée par hasard en 1851 et placée dans la chapelle du château de la Biliais, en Saint-Etienne-de-Montluc, par les soins d'un membre de cette famille.

HIC JACET
 DOMNUS GABRIEL LELOUP
 QUI SUMMO STUDIO
 HAS ÆDES SACRAS
 EXTRUI CURAVIT ET ORNARI.
 HÆ LAUDES SUFFICIUNT
 TUMULO.
 PROFESSUS E CLARAVALLE
 DOCTOR SORBONICUS
 VICARIUS GENERALIS IN BREITANIA (*sic*).
 PRIOR HUIUSCE DOMUS
 PER TRIGENTA SEX ANNOS
 OBIIT
 QUARTO IDIBUS JULII
 1776.
 ANIMA EJUS REQUIESCAT
 IN PACE.
 AMEN.

M. Armand Guéraud appelle l'attention sur l'autel de la curieuse chapelle de Bethléem, en Saint-Jean-de-Boizeau ; dans cet autel existe un tronc, dont l'ouverture est dans la table même. Ce fait, assez rare, mérite mention.

Les fonts baptismaux n'offrent pas un grand intérêt dans

ce diocèse. Il en existe cependant de fort anciens. Ainsi, ceux d'Orvault, du ^{xiii}^e siècle, ceux de Saint-Herblon et un certain nombre d'autres, la plupart réduits à une condition fort indigne de leur ancienne destination et de leur premier usage, jetés aux portes des églises, et quelquefois servant à des usages plus que profanes. — Mais sous ce titre viennent habituellement se ranger les bénitiers qui y ont tant de rapport; et à ce propos on signale : 1^o celui de Pornic, d'un joli type du ^{xiii}^e siècle; 2^o les deux grands bénitiers de l'entrée principale de Saint-Aubin-de-Guérande, dont les cuves forment un énorme carré d'une décoration singulière, appartenant au ^{xv}^e siècle; 3^o deux beaux bénitiers renaissance, en pierre de Kersanton, l'un près de l'église de Saint-Nicolas, l'autre à l'entrée de celle de Saint-Clément.

Ici, *M. du Vautenet* fait passer un dessin d'un charmant bénitier du ^{xiii}^e siècle, que possède l'église de Meillac, près Combourg.

M. Armand Guéraud a remarqué ceux de Safré et de Touvois, en granit, qui lui paraissent appartenir les premiers au ^{xiv}^e ou ^{xv}^e siècle, les seconds à une époque romane.

M. Bizeul en connaît un que son époque et son style recommandent. Il sert d'abreuvoir aux chevaux, chez un voiturier de la ville.

Plusieurs voix s'élèvent pour exprimer le vœu qu'on en fasse l'acquisition, pour le placer au Musée Archéologique.

Enfin, *M. Aubinais* en a vu un de forme très-extraordinaire, au Biais en Saint-Père-en-Retz; il est fort grand et présente la figure d'un cœur.

M. Rousteau signale les stalles de Couëron, autrefois à l'abbaye de Buzay, et celles de la chapelle de l'hospice Saint-Jacques, provenant du Sanitat; elles sont du ^{xv}^e siècle, et offrent de l'intérêt dans leurs miséricordes et leurs accoudoirs; 2^o celles plus modernes de Saint-Gildas-des-Bois, ayant une valeur analogue selon l'époque.

A cet article peuvent se rattacher les curieuses charpentes de Rézé, de Saint-Herblain, de Lavau, du Gâvre; une porte extérieure de maison à Châteaubriant, style du ^{xvi}^e siècle; — une porte, ^{xv}^e siècle, rue de la Juiverie, à Nantes; deux portes renaissance, l'une rue Jussieu, l'autre rue Haute-du-Château;

puis des statues de bois à Conquereuil. Ces dernières communications sont dues à *M. Armand Guéraud* et à *M. Bizeul*, qui parle également de deux battants d'un bahut, de la dernière période ogivale, qu'il a vus à l'hôtel de Bretagne, servant de fermeture à un coffre à avoine.

M. Rousteau recommande deux jolis bas-reliefs en albâtre, placés dans la chapelle de Penchâteau, près du Pouliguen, dont les sujets sont le Couronnement de la Vierge et l'Adoration des Mages; ils appartiennent au commencement du *xiii^e* siècle. Deux autres de même matière, avec coloration et dorure, et d'un beau fini, se voient dans l'église de Saint-Nazaire; on y reconnaît la deuxième moitié du même siècle. Ils représentent : l'un le Couronnement de la Vierge, et l'autre l'Ascension. Enfin *M. Rousteau* cite une statuette, haute de trente centimètres, en albâtre comme les objets précédents, et qui se révèle, au costume, pour la figure d'une bourgeoise du *xiv^e* siècle, époque dont le style s'y trouve d'ailleurs parfaitement caractérisé; elle provient de la chapelle du Calvaire de Pontchâteau, où on dit qu'elle avait été récemment apportée de Rennes.

La matière est épuisée sur ce point. On passe à la question suivante, 12^e du programme, ainsi conçue : « Signaler et décrire les anciennes pièces d'orfèvrerie, telles que Châsses, Reliquaires, Calices, Chandeliers, Croix processionnelles, etc., existant en Bretagne et particulièrement dans le département de la Loire-Inférieure. »

M. l'abbé Rousteau a la parole. Il ne connaît rien de plus intéressant, en fait d'orfèvrerie, que certaines pièces du cabinet de *M. le docteur Mauduit*, lesquelles proviennent de Pompéï. — Outre l'intérêt de leur origine romaine, elles ont celui de l'art qui a présidé à leur composition et à leur exécution. Ce sont des anneaux, des agraffes dans lesquelles on remarque d'admirables camées. On doit signaler du même cabinet, comme digne de toute attention, une crosse en cuivre émaillé, du *xiii^e* siècle, qu'on peut affirmer être l'objet d'orfèvrerie chrétienne le plus important du département. — La forme se rapproche de celle de toutes les crosses de cette époque.

M. de Blois parle de la crosse de saint Cado, qu'il a vue lui-même dans le manoir de Rosgron, près Quimperlé, où cette dénomination traditionnelle lui est conservée. Son bâton est octo-

gone, coupé à intervalles égaux par des anneaux ; le tout est de bois de cèdre ; il n'existe qu'un faible débris d'enroulement sur lequel on peut distinguer encore des caractères grecs modernes.

M. Rousteau observe qu'ici reviendrait naturellement la crosse de l'abbaye de Meilleray. Elle est, il est vrai, en ivoire ; mais c'est moins la matière que la forme et la destination des objets qui doit être considérée dans le développement de ce chapitre. L'historique de cette crosse est peu connu. C'est, paraît-il, celle de Raoul de la Guibourgère, évêque de la Rochelle. Elle fut trouvée à l'époque de la révolution, dans son tombeau à Téhier, où il était enterré dans une chapelle de famille. Plus tard, elle fut mise entre les mains de M. Urien, curé d'Ancenis, qui la donna à dom Antoine, abbé de Meilleray. Cette crosse est plus ancienne que celui qui l'a portée ; elle date du ^{xvi}^e siècle, dont on peut retrouver le cachet dans la forme, l'ornementation et le genre du travail, qui sont fort beaux.

M. de la Guibourgère, représentant à l'Assemblée législative, est présent à la séance, et confirme pleinement le récit de *M. l'abbé Rousteau*.

Personne ne connaît dans le diocèse de reliquaire en forme de châsse. *M. Rousteau* en signale un en forme de monstrance, reproduisant le style du ^{xv}^e siècle, époque à laquelle il appartient réellement. Mais ce reliquaire est d'importation récente dans le diocèse. C'est celui que M. Lassus a procuré dernièrement à Saint-Nicolas.

M. Delabigne - Villeneuve cite un reliquaire de Paimpont remontant au ^{xv}^e siècle. C'est une boîte d'argent en forme de main (*sic*), renfermant une relique de saint Méen, probablement un os du bras. Cette main tient un livre à fermoirs et enrichi d'ornements d'argent doré ; sur les côtés de la boîte formant l'avant-bras, on voit gravé l'écusson de Bretagne, flanqué de chaque côté de la devise A MA VIE, en caractères du ^{xv}^e siècle. Un grand M est aussi dessiné au milieu des rinceaux qui décorent le vêtement du bras.

M. Armand Guéraud parle d'un beau reliquaire d'argent qu'on possède à Crozon (Finistère).

Les calices vraiment archéologiques ne sont pas plus nombreux dans le diocèse. On peut citer ceux de Sainte-Marie, trouvés

dans les sépultures des moines de l'abbaye, et qui, de matière très-peu précieuse, n'ont guère que leur forme antique pour les recommander. Tous deux ont une coupe large et courte, un petit pied également court et très-simple, s'élargissant à la base qui est polylobée. — Le ^{xvi}^e siècle en fournit un certain nombre, et même plus qu'on n'en pourrait citer. Les principaux seraient ceux de Guérande, de la Chapelle-sur-Erdre, de Saint-Géréon où il s'en trouve deux, du petit séminaire de Nantes.

M. l'abbé Biré, curé de Saint-Molf, signale celui de Saint-Liphard.

M. Delabigne - Villeneuve donne la description du calice de Saint-Jean-du-Doigt, comme un des plus remarquables de cette époque. « Cette charmante église, dit-il, commencée en 1440 et achevée en 1513, possède dans son trésor un magnifique calice du ^{xvi}^e siècle, d'un travail admirable, dans le goût de la Renaissance. La coupe large et évasée est décorée de ciselures délicieuses, rinceaux, enroulements, dauphins. Le pied repose sur une large base découpée en huit lobes; il supporte huit niches d'un travail délicat, renfermant huit petites statuettes d'apôtres, tous distingués par leurs attributs; ce sont : saint Jehan, saint Jacques, saint Pierre, saint Paul, saint Barthélemi, saint Thomas, saint Philippe et saint André. La patène, également ciselée, offre, au centre de son disque, un émail d'une exécution exquise, représentant la Nativité de N.-S. adoré par les bergers. Sur la bordure est ciselé un médaillon qui est sans doute le portrait du donateur. — Ce beau calice passe pour un don de la duchesse Anne. Je croirais plutôt qu'il est dû à la munificence du Dauphin François, son petit-fils, qui porta le titre de duc de Bretagne. Le médaillon serait son portrait. En effet, à considérer le profil du prince qui y est figuré, on reconnaît le type de François ¹^{er} ou de son fils. Il ne ressemble pas du tout à Louis XII, époux d'Anne de Bretagne; et puis le portrait de cette dernière ne manquerait pas de s'y trouver, si elle était la donatrice. »

On ne connaît point dans la Loire-Inférieure de chandeliers qui puissent être cités comme archéologiques.

Les croix processionnelles s'y trouvent en petit nombre : on peut nommer celle de Saint-Nicolas de Redon, en cuivre repoussé, maintenant au musée archéologique : on croit reconnaître dans certaines de ses parties le ^{xiii}^e siècle; — celle de Saint-Li-

phard, que recommande *M. l'abbé Biré*. Hors du département, *M. Delabigne-Villeneuve* signale la croix processionnelle de Pleyber-Christ, en argent doré, magnifique de détails ; ses dimensions et son poids sont énormes. Sans la hampe, à partir de la boule où s'adapte la croix, jusqu'au sommet de celle-ci, elle a plus de quatre pieds de hauteur ; elle en a bien neuf ou dix en tout. Le Christ est accompagné de deux statuettes, la sainte Vierge et saint Jean, soutenus sur deux appendices qui les relient au fût et aux bras de la croix. Deux clochettes se balancent sous les bras du Christ. Au-dessous du Sauveur, les douze Apôtres, abrités dans des niches cintrées, sont disposés à double étage autour d'une sorte de pyramide formée par le renflement de la base de la croix reposant sur la pomme inférieure. Les trois branches supérieures se terminent par de grosses boules guillochées et cannelées. La statuette de saint Pierre, second patron de l'église, est fixée sur la croix à l'opposite de celle du Sauveur. — Cette belle croix doit être une œuvre de la fin du xvi^e siècle ou du commencement du xvii^e.

M. de Blois en a remarqué dans le diocèse de Quimper d'une forme très-originale. C'est la reproduction du calvaire breton, à ramifications, portant des personnages ; elles sont la plupart du xvi^e siècle.

M. du Vautenet reconnaît que cette forme est particulière au pays, comme les calvaires eux-mêmes.

M. Rousteau fait l'observation que quant aux calvaires, cette forme n'est pas tellement particulière au Finistère, qu'il ne puisse s'en rencontrer ailleurs. Outre les deux croix stationales de Saint-Sébastien, près de Nantes, qui sont complètement dans cette condition, tout le monde connaît la croix de Troyes en Champagne, dont le dessin se trouve dans le *Traité du Symbolisme* publié par l'abbé Bourassé.

Enfin *M. Rousteau* cite un encensoir en cuivre du xvi^e siècle, mais d'une forme encore gothique. Cet objet appartient à l'église de Sainte-Luce.

M. Delabigne-Villeneuve demande si l'on ne connaît pas dans le département d'anciennes bannières, et signale celle de Saint-Jean-du-Doigt : elle est en velours jaune, terni et usé par le temps. Les fleurs de lys de France et les hermines de Bretagne s'y voient partout. Malgré l'effacement des couleurs, les figures

du Christ et de saint Jean-Baptiste sont très-bien brodées. Aux franges du bas pendaient six clochettes : il en reste encore deux. On regarde cette bannière comme un don de la duchesse Anne. *M. Delabigne* a cru y déchiffrer une date : 1538, qui la ferait postérieure. Elle pourrait bien alors avoir été donnée en même temps que le calice.

Aucun membre présent n'a plus de communications à faire sur cette question. La séance est levée à dix heures.

L'un des secrétaires,

ROUSTEAU.



CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

HUITIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDRÉN DE Kerdrel. — M. E. Talbot, *secrétaire*.

Vendredi 12 septembre, sept heures et demie du matin.

Sommaire. — Documents sur des artistes bretons. — Vitraux et peintures murales existant dans le département de la Loire-Inférieure. — Établissement des Bretons insulaires en Armorique.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Talbot donne lecture d'un essai philologique et historique sur le langage à Nantes. Ce travail provoque quelques observations de M. Carissan, relatives à l'étymologie de plusieurs noms propres, que l'auteur a rapportés à Nantes, et qui appartiennent à des familles qui se sont tout récemment établies dans cette ville.

La parole est à M. de la Borderie sur la question 13^e, ainsi conçue : « Faire connaître les documents concernant les artistes bretons, architectes, peintres, sculpteurs, orfèvres, etc., depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'époque moderne. »

Ce membre donne de curieux et intéressants détails sur plusieurs fondeurs, imagiers, vitriers, maîtres-maçons, d'après les archives de Saint-Martin de Vitré, et lit une pièce extrêmement importante, au point de vue de la question proposée. C'est une copie du ^{xvi}e siècle, tirée des archives départementales de la Loire-Inférieure (Fonds des Carmes de Nantes), laquelle relate le nom de quatre artistes nantais employés à la décoration du couvent de Notre-Dame-des-Carmes; en voici le texte :

« Devant nous Christophle Brecel docteur es droictz senneschal de Nantes et Francois de Guermenguy alloué dudict Nantes se sont comparuz plussieurs des religieulx du couvent de Nostre Dame des Carmes audict Nantes lesquelz nous ont présenté les lettres et mandement du Roy à nous adroissans dont la teneur ensuit.

« Francois par la grâce de Dieu Roy de France , pere legitime administrateur et usufruituaire des biens de nostre tres cher et tres amé filz le Daulphin duc et seigneur propriétaire des pays et duché de Bretagne aux senneschal alloué et lieutenant de Nantes salut. Receue avons lhumble suplication de nos bien amez les religieulx prieur et couvent de Nostre Dame des Carmes fondez en la ville contenant que deffuncte nostre tres chere et tres amee compaigne la Royne et nostre tres chere et tres amee dame et belle mere en leur vivant et successivement Roynes de France et duchesses de Bretagne, en l'honneur de Dieu et de sa sainte Eglise et pour contemplacion des feuz duc et duchesse ensepulturez en ladicte eglise, firent tailler une table de marbre sumptueuse pour icelle asseoirs au grant aultier de ladicte eglise au-davant duquel sont les sepultures des feuz duc Francois et duchesse dudict pays et le cueur de la feue Royne Anne, laquelle table combien quelle soit preste destre assise ne la esté et demeurent inutilles les grans fraiz mises et despans qui ja y ont este faictes , nous le requerans lesdicts suplians sur ce faire pourveoir à nostre bon plaisir; pour ce est-il que nous ces choses considerees desirans ensuivre le bon plaisir et vouloir de nosdictz feuz compaigne et belle mere, et que en ladicte eglise soit attribuee singuliere devotion a noz subjectz a lhonneur et reverance de Dieu et pour contemplacion desdictes deffunctes , pour ses causes et aultres à ce nous mouvans, vous mandons et commectons par ces presentes et a chescun de vous sur ce requis, que, appelé nostre procureur, aussi telz aultres personnages de savoir et experience que verrez estre affaire, vous vous informez ou faictes informer bien et deuement que s'est dudict tableau, en quoy il se conste et ou il est de present et de quelle qualité, quelle somme de deniers il peut avoir cousté a mettre jusques au lieu et estat ou il est, quelle somme de deniers il pourroit couster a mettre et asseoirs au lieu auquel il a esté destiné estre mys et assis selon lintencion de nosdictes feuz compaigne et belle mere, et ladicte informacion et advis signez de celluy de vous

qui y vacquera et de ceulx qui à ce seront par vous convocquez et de nostre dict procureur renvoyez feablement clos et scellez par devers nous et nostre conseil pour y pourvoir et ordonner ainsi que de raison. Car ainsi nous plaist-il estre fait. Donné    Chastellerault le vingt ungiesme jour de novembre l'an de grace mil cinq cens trante quatre et de nostre regne le vingtiesme. Ainsi signé : par le Roy pere légitime administrateur et usufruitaire dessusdit. A la relation du conseil , *F. Deslandes* et seell   sur simple queue de cire jaulne.

« Nous requérons que eussions    voirs ladiete table de marbre et y appeller ouvecques nous personnages    ce congnoissans , selon et ensuivant ledit mandement,    laquelle nous suysmes transportez en la salle dudict couvent, missire Guillaume Laurens, procureur du Roy audiet Nantes present et appelez Jacques de Montberon escuyer sr de Mir  , Mathurin Peletier miseur de ladiete ville, Pierre Main contrerolle, Jehan Guyto, Olivier Guyorel, Jehan Lelou, Giles Kervela, maistres Giles Jehan, Charles Le Coutelier et Pierre de Penhouet demeurans en ladiete ville : En laquelle salle nous a esté monstre et avons fait voirs et visiter ladiete table par Jehan Desmarais maistre tailleur de ymaiges, Jehan Morel maistre maczon du chasteau dudict Nantes, Jehan Tuffereau et Jehan Delanoe maistres maczons, gens congnoissans audiet art de massonnerie et ymaigerie sur ce jurez, et en avons fait faire protrait quel est enelos avecques cestez, et nous ont les dessusdictz fait rapport que ilz trouvoient par mesure que il y avoit eu pour faire ladiete table soixante dix neuf piedz et demy marbre creu; et ont pris   et estimé, veu la beault   dudict marbre et excellence dicelluy, chacun pied six escutz souleill, et ont estimé la faizon de l  uvre tant pour la taille, molures antieques, stalles, candelabres et autres menuz ouvraiges bien faitz avecques une cordeliere estante tout autour de ladiete table, laquelle est de marbre tan  , et paternostres faictes dudict marbre tan   et pour toutes peynes et chescun pied de taille sept escutz souleill. Item pour la main de louvrier qui a fait les ymaiges savoir le Crucifix, saine   Francois et saine   Marguerite que ilz ont dit estre l  uvre de feu maistre Michel Columbe lequel fist la magnifique sepulture des princes laquelle est posée et assise aupres du grant aultel dudict convent des Carmes, pour chacune des trois pieces la somme de soixante escutz souleilli.

Item pour deux anges estantes es angles de ladicte table quinze escutz souleill pour la faczon de chacune dicelles. Item pour troys petiz enfans nudz portans targettes sans armoyrie, chacune piece dix escutz souleill, qui est en toute somme unze cens cinq escutz et demy souleill. Et nous ont dit que pour achever ladicte table et la asseoirs à laultel dudict couvent des Carmes il fault avoir une belle table qui sera celle où sera sacré le corps precieux de Jhesus Crist, laquelle sera de pierre de Dolas en Bretagne, bien taillée, à bonnes molures et bien polie, laquelle aura de longueur dix piedz et demy et trois piedz de largeur; et que il est requis que le corps dudict aultel de dessoubz ladicte table et les retours soient de pareille pierre avecques leurs enbassemens, et que audessus de ladicte table est requis faire un pied destrac ayant ung pied deux poulces de hauteur pour porter la contre table, adjoinct et accompagné de deux gros piliers estans des deux coustez de l'aultel plantez sur le marcif des marches qui à present sont plantez et fondez au bas dudict aultel, avecques leur pié destrac et chapiteaulx et corniches, et que les pilliers soient refanduz et à molures, et le dedans desdictz pilliers remply d'antiques selon que l'œuvre le requiert; et que il est requis faire le fons de ladicte contre table de pareille pierre que les pilliers, table et aultier. Et ont dict que ladicte pierre de Dolas est de couleur noire et prant bon poly et aproche bien pres de marbre noir, et que pour faire et fournir dudict ouvrage, tant pour lart de massonnerie et de la pierre cy dessus, que il coustera huict cens trante livres. Oultre ont dit que pour parfaire ladicte table de marbre, il fault trois ymaiges de marbre blanc, savoir Nostre Dame, saint Jehan et une Magdalenne tenant le pié de la croix, et que pour achever une cordeliere laquelle est de marbre tané, montant et regnant tout entour de ladicte contretable, il fault des pièces en beaucoup de lieux qui ne sont pas parfaictz, et que pour polyr ladicte table, la nettoyer et achever, il coustera en marbre et ouvraige dicelluy la somme de (en blanc). Et nous semble que si le bon plaisir du Roy est de faire achever ladicte table sellon le divis cy devant et la faire asseoirs au grand aultier desdictz Carmes, que ce sera laultier le plus precieux et de grant pris qui soit au pays de Bretagne. Et nous cy soubz escriptz en avons signé cestes, et lesdictz Desmarais et Morel maistres ymagers et maczons ont signé leur advis. Et avons le tout baillé clos du seel

de la court de Nantes à (en blanc) le second jour de janvier l'an mil cinq cens trante quatre. »

M. l'abbé Rousteau, d'après un passage de Travers (11 août 1588), fait connaître le nom de *Jean Ferro*, gentilhomme, le premier verrier qui se soit établi à Nantes. Il donne aussi quelques détails sur *Claude Errard*, peintre de la coupole de la cathédrale de Nantes.

M. d'Izarn cite le nom de *Maître Jehan Mathelin*, qui, de 1450 à 1460, conduisit les travaux du même édifice.

M. l'abbé Fournier rappelle que le même architecte dirigea aussi ceux de l'église Saint-Nicolas.

M. Delabigne-Villeneuve signale plusieurs noms d'artistes bretons relevés par lui sur des monuments. — A Montauban (Ille-et-Vilaine), une pierre sculptée provenant des démolitions de l'ancienne église et offrant la représentation de saint Jean, porte l'inscription suivante, qui fait connaître le nom de l'artiste : *Saint Jehan*. — L'an 1547, Jarnigon m'a taillée. — A Beauport (Côtes-du-Nord), on voit dans un petit jardin attenant à l'ancien cloître un petit bas-relief où est figurée une nef voguant sur la mer et contenant deux personnages, dont l'un tient une croix et l'autre une crosse d'abbé; au bas est inscrit le nom de l'artiste : *Y. Jores : fce (fecit)*. — A Saint-Jean-du-Doigt (Finistère), sur une console à droite du chœur, destinée à supporter une statue qui n'existe plus, on lit : *B. Treguer*. — A Notre-Dame-du-Folgoët, ce délicieux chef-d'œuvre d'ornementation, où l'artiste qui a transformé le Kersanton en si merveilleuses broderies, semble avoir voulu cacher son nom, *M. Delabigne-Villeneuve* a lu sur le socle d'une statue en pierre de sainte Catherine le nom de *B. Dronion*. — Dans la même église, au portique des apôtres, sous la retombée de l'arcade intérieure, un ange tient en ses mains une banderolle où sont écrits les deux mots suivants : *Outoier : Veur*. — Dans l'église de Guimilliau, sur la tribune de l'orgue, on lit cette date : 1660, et le nom suivant : *F. I. POVLIGUEN*.

A Saint-Thégonnec (Finistère), *M. Delabigne* a trouvé aussi plusieurs noms d'artistes. — Sous le porche méridional, à l'angle S.-E., sont placées quatre statues de saints; sur le socle de celle de saint Jean, on lit le nom de *IAN. GVILLON*. — A l'angle N.-O., la bordure du manteau de saint Luc, à la suite des mots :

CARNIS. RESVRRECTIONEM , porte : Y RIVOAL. 1632. Ce qui donne et le nom de l'artiste et la date de son œuvre.

A l'extérieur du porche , il y a encore une autre statue de saint Jean l'Évangéliste. Il est représenté assis , avec le costume d'un prêtre du XVII^e siècle. Son aigle, sous la forme d'un petit oiseau, becquète l'enerier que le saint tient à la main. Sur le côté droit de la statue, on lit : R. DORÉ. MA. FAIT. — Sur le côté gauche : FAICT. LAN. 1625.

A ces premières communications , *M. Delabigne-Villeneuve* ajoute une liste de trente-et-un noms d'artistes , de divers genres, extraits de registres capitulaires et comptes du Chapitre de Saint-Pierre de Rennes , depuis 1482 jusqu'en 1680. On y compte neuf architectes, un sculpteur , trois peintres-verriers, un brodeur, sept organistes, deux musiciens haute-contre, deux enlumineurs de manuscrits et calligraphes , cinq orfèvres , un maître-fondeur.

Il cite de plus les noms de « *Pierre Bouchier* et *Jehan Bachelier*, » maîtres-maçons au XIV^e siècle , qui construisirent l'église de Bonne-Nouvelle de Rennes , comme il conste du devis original, daté de 1371, conservé aux archives d'Ille-et-Vilaine.

En terminant , *M. Delabigne-Villeneuve* dit quelques mots des manuscrits existant à la Bibliothèque publique de Nantes, qu'il a examinés avec intérêt. — Au dernier *folio* d'une fort belle Bible in-f^o du XIII^e siècle, on trouve le nom de l'artiste calligraphe qui l'a transcrite , dans une note ainsi conçue : « *Frater Reginaldus Anglicus scripsit hoc bibliothecum, consummatumque fuit ab eodem anno Domini m^o cc^o l. xx^o nono, largiente Domino nostro Jhesu Christo cui est honor et gloria semper.* »

L'ordre du jour appelle la question 9. « Signaler et décrire les vitraux anciens et les anciennes peintures murales existant dans les églises ou autres édifices de la Loire-Inférieure. »

M. Nau pensait que cette question était à l'ordre du jour pour le matin : il n'a pas ses notes ; quand il aura recueilli ses souvenirs, il donnera quelques détails.

M. l'abbé Rousteau signale des débris de vitraux à Guérande. Ils représentent le couronnement de la Vierge, la vie de saint Julien, la vie de saint Pierre. D'autres vitraux se font aussi remarquer à saint Julien de Vouvantes ; à Trans, il y a une Annonciation d'un très-beau dessin, et une résurrection remarquable. Des

peintures murales curieuses se trouvent à Saint-Gildas-des-Bois.

M. de Blois demande à *M. l'abbé Rousteau* quel est le costume de saint Julien, dont il a parlé à propos des vitraux de Guérande. Sa question est motivée par la vue d'une image de saint Julien, dont le costume lui a paru singulier. Il était vêtu d'une chape blanche, avec une cotte bleue, portant d'une main une hampe avec pavillon, puis un bouclier d'azur avec une croix d'or.

M. l'abbé Rousteau répond qu'autant que ses souvenirs le lui rappellent, l'image de saint Julien est revêtue du costume militaire romain avec manteau, et lance à la main droite.

M. l'abbé Fournier donne quelques détails fort intéressants sur les vitraux détruits de Saint-Nicolas et sur ceux de la nouvelle église.

M. Rousteau rappelle qu'à la cure de Saint-Christophe se trouve une figure remarquable de sainte Catherine.

M. d'Izarn, invité à lire une notice sur les vitraux de la cathédrale de Nantes, s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

« Les peintures sur verre, dont vous me demandez la description, n'offrent désormais que quelques débris.

« Tout porte à croire que notre cathédrale a possédé de plus grandes richesses, et qu'à mesure que ses travaux avançaient, dans chaque fenêtre qui s'achevait, on venait placer entre les meneaux, hélas aujourd'hui détruits, des peintures selon le goût du temps et la science des verriers de l'époque. Le temps, les révolutions, et surtout, il faut bien l'avouer, certaines restaurations inspirées par l'ignorance, nous dirons même avec un complet oubli de l'art, n'ont presque rien laissé; et nos regrets s'accroissent en voyant les beaux échantillons, comme dessin et comme coloris, qui ne semblent être là désormais que pour justifier nos reproches, et exciter notre admiration en même temps que nos regrets.

« Ce n'est plus que dans le grand vitrail de la façade, à l'Ouest, au-dessus des admirables portes de l'église, que restent encore quelques rares fragments de peintures sur verre. Il est hors de doute que toute la verrière était peinte du même style et de la même époque. Les débris subsistants semblent restés à leur place primitive, et faire partie d'un tout qu'il est bien difficile de re-

construire aujourd'hui. La science iconographique d'un de nos collègues (1), ses ingénieuses recherches et ses heureux succès pourront peut-être rendre à cette partie mutilée ses formes premières.

« Il est possible et peut-être probable que la vieille cathédrale de Nantes, celle d'Evelmerus, consacrée par saint Félix, recevait le jour à travers des lames de verre. Il est question de vitres dans les écrits de Fortunat, cet évêque de Poitiers qui a chanté cette église avec tant de pompe et en a laissé dans ses vers une si fantastique description. Les vitraux de cette époque, lorsqu'ils étaient colorés, étaient simplement teints et sans ornements. Nul doute que l'église romane des ^x^e et ^{xiii}^e siècles, et dont les commencements semblent remonter à Guerech, n'ait eu, dans son ensemble, des vitraux, et même des vitraux colorés.

« La peinture de ses voûtes, dont le vieux chœur offre encore quelques fragments très-curieux et d'un excellent style, s'harmonisait probablement dans l'ensemble avec les peintures des fenêtres. On sait qu'à cette époque on employait avec succès, comme décoration, des festons, des broderies et des mosaïques transparentes. Les ornements et les figures se voient dès le ^{ix}^e et le ^x^e siècles.

« L'usage des verres de couleur, comme toutes les autres parties de l'architecture chrétienne, semble être né d'un besoin de symbolisme que l'art catholique rechercha dans toutes les compositions auxquelles il donna l'être. Vous savez tous qu'il y eut trois procédés différents employés par la science du verrier, et qui naquirent successivement des découvertes et des recherches laborieuses des hommes distingués qui se livrèrent à cette branche féconde de l'art de peindre.

« Le premier consistait à modifier le verre dans sa substance même, en mêlant les matières colorantes dans sa fusion;

« Le second à appliquer la couleur sur le verre, et à l'y faire pénétrer en tout ou par partie, ce qui s'appelait *émailler*;

« Le troisième à peindre sur le verre lui-même, et à fixer les nuances au moyen de la cuisson et d'un fondant.

« C'est à ce dernier procédé que nous devons les vitraux de

(1) M. l'abbé H. Rousteau : *Projets iconographiques pour la restauration et l'achèvement de la cathédrale de Nantes.*

notre cathédrale. Leur disposition, leur dessin et l'éclat de leurs couleurs semblent en faire remonter la date au ^{xvi}^e siècle. On sait qu'à cette époque la peinture sur verre, comme tous les autres arts qui demandent de l'adresse et de l'habileté de procédé, s'éleva à un haut degré de perfection. Si la pensée était parfois voilée, si l'inspiration était parfois absente ou distraite de sa voie, l'habileté de la main et l'adresse des perfectionnements semblaient arrivés à leur apogée.

« Ici, une heureuse appropriation des sujets, un dessin correct, des formes harmonieuses, des couleurs pleines d'éclat habilement fondues et combinées, une entente intelligente des ombres et de la lumière, méritent les éloges. La religion et l'histoire s'y unissent pour retracer des sujets sagement choisis et former, malgré d'horribles mutilations, une légende pleine d'enseignements et d'intérêt.

« Ce n'est guère que dans l'épanouissement des meneaux, et dans la partie la plus voisine de la muraille, que gisent encore quelques débris. Au sommet, dans le quatre-feuilles à la pointe de l'ogive, on reconnaît N. S. Jésus; sur sa tête est placée une couronne ornée de pierres précieuses. La tête est expressive et la pose pleine de dignité : *Imperat, — regnat*. C'est le couronnement de l'édifice, le centre de la façade comme le sommet de la verrière.

« A droite et à gauche, dans les compartiments vulgairement appelés *vesica piscis*, est placé un ange, le visage tourné vers la figure de N. S.; l'un tient à la main la lance et les clous, l'autre divers attributs de la Passion. Ces anges sont placés d'une manière gracieuse, dans l'attitude de l'adoration, « *et procedentes adorabant*; » leur chevelure ne manque ni d'agencement, ni d'effet.

« Au-dessous, d'un côté une sainte, dont de plus exactes recherches feraient trouver le nom, tient à la main un livre; de l'autre, une autre sainte tenant une cage dans laquelle on distingue un oiseau. Il y a de la noblesse dans les draperies de leurs vêtements et dans l'expression de leurs figures.

« Entre deux meneaux à gauche, on croit reconnaître sainte Barbe à son ensemble et à ses attributs.

« Tout le reste du vitrail est formé de verres blancs, posés à la réouverture de l'édifice, au commencement de ce siècle : sauf le long du cordon de la voussure, dans des compartiments su-

perposés, d'un côté Moïse, que l'on reconnaît aux rayons qui couronnent sa tête; la noblesse de ses traits, terminés par une barbe habilement peinte, fixent le regard, malgré l'état de vétusté et la poussière qui les recouvre. De l'autre côté, on croit reconnaître Elie, le saint prophète, dont la pose est aussi pleine d'élévation et de style.

« Dans la partie la plus basse on reconnaît facilement, au-dessous de sainte Anne, sa sainte patronne, qui semble la protéger, Anne de Bretagne, la bonne duchesse, dans un riche costume, dont les draperies sont habilement agencées. Anne, on le sait, née à Nantes le 26 janvier 1476, et morte à Blois le 9 janvier 1514, fut successivement femme de deux rois de France, auxquels elle apporta la Bretagne en dot. Elle fut toujours très-chère aux Bretons. On ne saurait douter qu'ils n'aient voulu honorer sa mémoire en retraçant ses traits dans la principale église de sa ville natale, dont elle avait été la bienfaitrice et dont elle est une des gloires. C'est une heureuse pensée d'avoir placé près d'elle la mère de Marie, Anne, sa glorieuse patronne, cette sainte, elle aussi, si chère aux Bretons, qui l'honorent d'une manière spéciale dans un autre sanctuaire.

« Vis-à-vis, au-dessous d'une sainte, sans doute aussi sa protectrice, à l'hermine placée sur le manteau et dans la place qu'elle occupe en regard de la duchesse, les uns croient reconnaître Claude de France, cette fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, mariée en 1514 au jeune et brillant François I^{er}, devenu roi de France l'année suivante, et morte dix ans après, en 1524. D'autres y voient la bienheureuse Françoise d'Amboise, femme du duc Pierre II, princesse qui ne fut pas toujours la plus heureuse des épouses, mais qui sut trouver dans les épreuves qu'elle eut à souffrir le calme de la vie et le mérite d'une gloire immortelle. Née en 1427, elle resta veuve assez tôt pour faire naître les désirs du duc de Savoie, qui la recherchait à cause de sa vertu; mais elle préféra l'humilité du cloître, se fit carmélite en 1467, et après avoir fondé les Couets, où elle est inhumée, succomba le 26 février 1485, victime de son dévouement, près du lit d'une des religieuses de son ordre.

« Nous pensons donc que le verrier a voulu, dans la grande composition dont nous cherchons à rejoindre les débris, retracer l'image de ces deux femmes grandes et illustres à divers titres :

l'une charmante par sa grâce et sa bonté, l'autre héroïque par ses souffrances et ses vertus. Toutes deux furent les gloires de la Bretagne ; toutes deux méritaient d'être placées dans une des parties les plus apparentes de la cathédrale d'une ville qui prétendit longtemps au titre de capitale du duché.

« Malgré la dégradation de ces vitraux ensevelis sous la poussière, on y reconnaît un bon style de dessin et une grande fraîcheur de coloris. Lorsque le soleil, en se couchant, vient frapper de ses mourants rayons la façade occidentale de notre basilique, leurs lames colorées jettent encore un vif éclat aux regards de ceux qui cherchent à recomposer leurs trop rares débris.

« Ces restes font d'autant plus sentir la perte que nous avons faite des verrières qui ornaient le *clerestory* de la nef ; perte irréparable, consommée en peu de jours, et que de longues années, de patientes études et de grandes ressources auront peine à réparer. Jetons un voile sur ces malheurs, et vouons à l'oubli le nom de ceux qui par leur ignorance et leur mépris du beau nous ont privé de ces richesses. L'art et la religion gémissent sur ces mutilations officiellement accomplies ; espérons enfin que notre époque, mieux inspirée, y apportera un terme.

« Un essai de verrière a été fait dans ces dernières années dans une chapelle, celle qui est dédiée à saint Clair. Ce travail, estimable sous plusieurs rapports, dû aux travaux réunis de MM. Wurmes et Giniès, de la fabrique de Choisy, et placé par les soins et le zèle de M. l'abbé Audrain, archiprêtre de la cathédrale, ouvre une heureuse voie à la restauration de l'ensemble iconographique des verrières de l'édifice.

« Puisse-t-on dans ces travaux suivre un plan complet, conforme aux exigences de la religion et de l'histoire ! Que l'art et la science s'unissent pour faire de notre cathédrale, dans son ensemble et dans ses détails, une sorte d'épopée catholique où notre histoire et nos légendes soient retracées, où nos saints, nos pontifes et nos grands hommes soient remis en honneur, et où chaque pierre et chaque verrière viennent redire l'histoire de leur croyance et de leur passé aux générations qui se succèdent.

« Nous savons que ce projet est à l'étude, et nous espérons que les vitraux ne seront pas oubliés dans son exécution. Toute

verrière peut et doit être à la fois une légende et un enseignement : reeréons, puisque le vandalisme ne nous a pas même laissé à restaurer. Aujourd'hui, d'habiles artistes se livrent à cette branche de l'art ; d'importantes fabriques s'élèvent de toutes parts sur le sol de notre vieille France, et nos peintres sur verre se rapprochent, par de fortes études et d'heureux essais, des habiles *imaigiers* du *xvi^e* siècle, de ceux qui laissèrent au porche de notre cathédrale ce vitrail dont nous venons d'essayer de vous décrire si imparfaitement les débris. »

M. Nau, invité à prendre la parole, déplore la pauvreté des vitraux dans le département. Il ne connaît aucun vitrail appartenant aux *xii^e*, *xiii^e*, *xiv^e* et *xv^e* siècles. C'est au *xvi^e* qu'il faut attribuer celui de Trans, dont a parlé *M. l'abbé Rousteau* : désolante pénurie ! A Missillac il existe un assez beau vitrail absidal ; mais une partie, restaurée par *M. Luçon*, peintre-verrier, présente de singuliers anachronismes ; et l'architecte a cru devoir se permettre d'inscrire la date de 1600 sur une œuvre de notre époque actuelle.

A l'égard des peintures murales, rien n'est plus curieux que celles de l'église de Férel, qui sont du *xvi^e* siècle. Ogée dit que ces peintures, adhérentes au plafond, sont une représentation de l'histoire de la Bible, écrite sur des carrés. *M. Nau* pense qu'on doit trouver sous le badigeon la légende explicative de chacune de ces peintures, et il espère que *MM. de la Borderie* et *Delabigne-Villeneuve*, qui doivent faire quelque excursion de ce côté, éclaireront facilement ce côté de la question.

L'ordre du jour appelle la question 27, relative au commerce de Nantes.

M. le président regrette que personne ne soit inscrit pour la traiter.

La question 20, ainsi conçue : « Quels ont été le mode et le caractère de l'établissement des Bretons insulaires en Armorique ? Cet établissement résulte-t-il d'une conquête violente, comme on l'a prétendu, ou bien s'est-il, au contraire, opéré pacifiquement ? » amène à la tribune *M. de la Borderie* qui, avant d'exposer son système, s'attache particulièrement, dans une improvisation vive, dégagée, spirituelle, à réfuter le système émis par *M. Lejean*, de Morlaix, dans son livre intitulé :

La Bretagne et ses historiens, et couronné par la Société académique de la Loire-Inférieure.

Vu l'heure avancée, la suite de la discussion est remise à la séance du samedi soir, où se traiteront en outre, si le temps le permet, les questions chiffrées 11, 18, 23, 24, 25 et 27.

M. Livet donnera aussi lecture de son rapport sur l'excursion du Congrès à Clisson et à Tiffauges.

La séance est levée à dix heures et demie.

L'un des secrétaires,

EUG. TALBOT.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.



NEUVIÈME SÉANCE.



PRÉSIDENCE DE M. DE KERDREL. — M. L'ABBÉ ROUSTEAU, *secrétaire*.

Samedi 13 septembre, sept heures et demie du matin.

Sommaire. — Mode et caractère de l'établissement des Bretons insulaires dans l'Armorique.

Le procès-verbal de la séance du matin précédent est lu et adopté.

M. Nau croit devoir faire la communication suivante, qui vient assez naturellement à la suite de ce procès-verbal :

« On sait, dit-il, qu'autrefois les vantaux de la grande porte de la cathédrale étaient revêtus de panneaux de bronze, sur lesquels étaient représentées en relief les figures en pied et de grandeur naturelle de saint Pierre et de saint Paul, ses patrons. On a prétendu que ces objets avaient été brisés sur place. *M. Lecadre* disait, en 1824, que ces débris avaient été recueillis quelque part, et on espéra qu'il serait possible de rendre à la cathédrale ce luxe d'autrefois; mais les recherches furent infructueuses. Elles devaient l'être. Il existe en effet un décret impérial qui restitue à la cathédrale ces bronzes provenant des planches du portail, et de plus un bordereau de livraison qui atteste qu'en effet ils lui ont été rendus. Enfin on sait que ces morceaux de bronze ont passé dans l'ancien bourdon de la cathédrale, fondu à cette époque, et dernièrement refondu. »

M. Bizeul appelle l'attention de l'assemblée sur une singularité, à l'occasion des croix processionnelles et des bannières, dont la forme consacrée est la même partout : par exception, au lieu d'une bannière, à Blain, on porte en procession un dra-

peau. Il paraît, du reste, que dans d'autres endroits de la Bretagne on porte également des drapeaux, mais pas à l'exclusion des bannières.

M. de la Borderie, invité à entrer dans les développements de la question 20^e, donne, sur l'histoire de l'établissement des Bretons insulaires en Armorique, un travail plein de recherches et de critique lumineuse, dont l'étendue et l'importance ne sauraient être bien appréciées dans une sèche analyse. Une des prochaines livraisons du *Bulletin Archéologique* contiendra ce remarquable mémoire *in extenso*.

M. Halléguen demande la parole et s'exprime en ces termes :

« Je demande au Congrès la permission de placer ici quelques considérations historiques qui découlent de mes études sur la géographie ancienne de l'Armorique, et qui se rattachent étroitement à la question à l'ordre du jour.

« Rien de plus pénible pour un homme qui pense que de ne pas connaître et comprendre le pays dans lequel il vit. C'est pour sortir de cette souffrance que je me mis à étudier nos origines, en prenant pour guides MM. de Caumont, de Courson, de la Villemarqué, Bizeul, de la Monneraye, de la Borderie, et tous nos honorables collègues, collaborateurs du *Bulletin Archéologique de l'Association Bretonne*. Les résultats que j'obtenais successivement m'inspiraient confiance, en raison de leur conformité avec les principes et les observations particulières de ces auteurs. C'est ainsi que j'ai été amené, par les études auxquelles le Congrès a montré un intérêt dont il m'est doux de le remercier, à assimiler l'Armorique au reste de la Gaule celtique et romaine.

« L'Armorique a donc suivi le sort de la Gaule avant et depuis la conquête ; elles ont été soumises, colonisées et civilisées par le peuple-roi. Si nos ancêtres ont moins reçu l'influence de ses lois et de ses mœurs, ce n'est qu'en raison de leur éloignement du centre d'impulsion, différence que nous observons encore, et qui existera toujours entre les rayons et le centre d'une sphère de civilisation. Mais, en définitive, nous avons été colonisés et civilisés par les Romains, nous avons été romanisés, nous étions des Gallo-Romains. Notre histoire bretonne ne commence qu'à l'émancipation du ix^e siècle, et à la lutte contre les Barbares du Rhin, que nous avons eu l'honneur de contenir au-

delà de la Loire. Dans cette lutte glorieuse, nous avons été puissamment secondés par les Bretons réfugiés sur notre sol, qui retrouvaient là des Germains, frères des Saxons, envahisseurs de leurs pays, ennemis de leur race. Dans cette noble rivalité de patriotisme s'est formée la nation bretonne, dont le nom, donné par les Francs, fut un hommage au dévouement de nos nouveaux compatriotes.

« En partant de ces faits historiques, qui me paraissent incontestables, comment doit-on comprendre « la part des insulaires « en général, et des saints en particulier dans la colonisation et « la civilisation de l'Armorique? »

« J'en demande pardon au spirituel et savant collègue qui vient de traiter de nouveau cette question, qu'il a rendue sienna par sa manière si attachante, si poétique; mais je crois retrouver ici le vague, la confusion qui obscurcissent nos origines gauloise et romaine. Si quelque lumière a été répandue sur celles-ci, il doit en rejaillir sur nos origines bretonnes, car tout se lie dans l'histoire d'un peuple. Or, précisons la question : de quelle civilisation veut-on parler? Ce ne peut être que de la civilisation romaine. Mais nos ancêtres l'avaient reçue comme les insulaires; ils étaient également Romains; seulement les uns étaient des Britanno, les autres des Gallo-Romains.

« L'Armorique aurait-elle été dépeuplée, serait-elle retombée dans la barbarie à la fin de la période romaine? Pas plus que le reste de la Gaule et que la Bretagne; il paraît même que nous étions mieux traités. Car si l'on ne veut pas admettre que nous fussions exempts d'impôts, parce qu'on ne trouve pas assez sérieux le motif allégué par Procope, et que nous fussions par suite à l'abri de la cruelle fiscalité romaine, fléau des provinces, on reconnaîtra au moins que les peuples de la confédération armoricaine furent les plus fidèles, les derniers alliés de l'empire expirant. On peut donc affirmer que nous n'étions pas trop épuisés, ni retombés dans la barbarie.

« A la fin de la période romaine et au début de la période bretonne nous avons eu les invasions incessantes des pirates du Nord, contre lesquelles cependant nous défendâmes 20,000 hommes des légions maritimes; mais ces pirates n'ont pas épargné non plus les autres rivages de la Gaule, et celle-ci, à l'intérieur, a été en proie à tous les barbares du Rhin dont nous avons su nous pré-

server, ce qui prouve assez que le pays n'était pas dépeuplé. Non, un peuple ne s'anéantit pas sur son sol, il ne se fait pas ainsi de table rase, surtout quand il n'émigre pas. Voyez plutôt la malheureuse Irlande, aujourd'hui comme alors la proie des conquérants, et émigrant plus que jamais!

« Puis les insulaires, qui auraient colonisé et civilisé l'Armorique, eux-mêmes fuyaient leurs îles bien autrement ravagées et dépeuplées que notre presqu'île. Ils nous demandaient asile en suppliants, comme des frères par le sang et par la langue. Sont-ce là des colonisateurs? Non, ce sont des hôtes auxquels on donnait des terres, ou même on les vendait, comme Gradlon à Harthec. Naturellement, les nouveaux venus prenaient les quartiers ravagés par les barbares et les places de leurs victimes. Aussi se fixent-ils surtout sur les côtes, et remplissent-ils forcément l'office de défenseurs de leur patrie adoptive.

« Il y a donc eu simplement émigration insulaire plus ou moins nombreuse, qui s'est fondue dans la masse de la population, à laquelle elle a rendu assez de services pour mériter de donner son nom au pays. C'est de ce point de vue, dans ma conviction, qu'il convient d'étudier cette transformation de l'Armorique en Bretagne.

« La véritable civilisation que les insulaires nous ont apportée, la seule dont nous eussions besoin, c'est la lumière de l'Évangile; car il paraît bien qu'elle n'avait guère éclairé l'extrême Armorique avant la chute de l'empire. Aussi est-ce certainement là la meilleure et la principale source de leur influence, et doit-on répéter avec M. de Courson que « s'il est vrai que « la France est une monarchie fondée par des évêques, appliquée à la Bretagne, ce mot est, s'il est possible, plus vrai « encore. » C'est la gloire des saints bretons d'avoir propagé la civilisation morale, chrétienne, que leur ont dû d'ailleurs, non-seulement les Armoricains, mais encore les Bretons à qui elle était aussi nécessaire qu'à nous, témoins Gradlon-le-Grand et bien d'autres.

« Quant à la civilisation matérielle, leur rôle ne peut avoir été que celui de conservateurs ou de restaurateurs plus ou moins actifs. On comprend que des hommes religieux et éclairés ont dû relever le moral des populations amollies, corrompues par les mœurs romaines, et éprouvées par les invasions des pirates,

qui les ruinaient et les massacraient sans pitié. On comprend qu'ils aient pu mieux garder les méthodes de culture, les procédés d'industrie, le goût des lettres. — En dehors de ce rôle de patron des lettres et des arts rempli par le clergé pendant tout le moyen âge, les légendes doivent être laissées pour ce qu'elles sont, de pieux panégyriques remplis d'imitations, de réminiscences bibliques ou païennes. Il y a quelque vérité, un peu d'histoire dans les légendes les plus louangeuses, mais enfin la légende n'est pas de l'histoire.

Les panégyristes des saints eux-mêmes ont-ils eu l'intention de leur attribuer le mérite de la civilisation matérielle ? Cela me paraît douteux. Leurs vertus et leurs miraeles, voilà ce qu'ils veulent faire ressortir, ceux-ci étant l'effet et donnant la mesure de celles-là. Voilà ce qui les préoccupe. Découvrir des progrès de civilisation sous les miraeles peut être très-ingénieux : on y déploie un esprit et une science auxquels je me plais à rendre hommage ; mais, par là, ne renchérit-on pas sur les légendaires eux-mêmes ?

« D'un autre côté, ceux-ci, plus instruits et plus justes que ne eroient ceux qui ont le tort de ne leur accorder aucune confiance, ceux-ci vous parlent de l'Armorique comme d'un pays civilisé, où il y a des villes, des ports, des routes, des seigneurs, du peuple, des châteaux, de la corruption aussi, inséparable de la civilisation et même de l'humanité. Quand ils disent que leurs héros se retirent *in desertum locum*, ils indiquent plutôt un lieu écarté, loin du tumulte du monde et de la dissipation, qu'un véritable désert. Au fait, où en trouver avec l'admirable réseau des voies romaines ? Mais les ermitages sont, au contraire, à portée des voies, comme les monastères auprès des villes, ou au moins en rapport avec elles. Autour de moi, je vois Saint-Corentin, Saint-Idunet, Saint-Mahouarn, Saint-Théy ; je vois Landévennee, tous très-accessibles dès ce temps, plus accessibles peut-être que de nos jours. — La culture monastique, mais c'est la culture des Romains ; mais le monastère lui-même et ses dépendances sont imités de leurs établissements ruraux. C'est de ces monastères que partaient les solitaires qui aspiraient à une plus grande perfection chrétienne, comme notre Idunet, que saint Guénolé appelle son frère, qu'il visita par eau ou par terre, à son choix, dans son ermitage de *Bannin*.

« Les moines travaillaient de leurs mains, pour vivre; — oui, mais par mortification, par obéissance plutôt que pour civiliser les hommes. D'ailleurs que pouvait l'exemple, que pouvait surtout le travail d'un si petit nombre d'hommes, qui devaient vaquer surtout à la prière, à la méditation, à l'étude, à la prédication, à tous les travaux apostoliques? Le peuple avait pour travailler, alors comme aujourd'hui, une bien meilleure raison, la nécessité, le besoin de vivre. Aussi, les premières donations faites aux moines de Landévennec, par exemple, sont de véritables aumônes. Il n'en pouvait être autrement, c'était le traitement du clergé de ces temps primitifs.

« Le Cartulaire de Landévennec nous a conservé, dans ces donations, des preuves du degré de civilisation et de prospérité matérielles de la Bretagne à cette époque reculée (1). Peut-être ces preuves n'ont-elles pas été encore remarquées. Ainsi, Gradlon donne à saint Guénolé : *Trégarvan* ayant quatorze villages (aujourd'hui il y en a à peine vingt), *Landrévarzec* avec vingt-deux villages (cette trêve de Brieuc n'en avait pas davantage quand elle a été érigée en paroisse); en *Crozon*, la trêve de *Pédran*, trente villages; *Cléguer*, treize villages (ce sont encore à peu près les chiffres actuels). *Argol* est donné en entier, d'une mer à l'autre, comme il est aujourd'hui; et *Telgruc* moins un village *Lambouet*. Ces paroisses, *Landrévarzec* excepté, entourent Landévennec, situé *in deserto loco*. Cela fait assez voir l'état de la civilisation et la part qui peut en revenir aux saints bretons. Ces documents, et plusieurs autres de la même source, appellent des réflexions qui seraient beaucoup trop longues : je ne veux qu'indiquer les choses.

(1) Une découverte toute récente, unique en Basse-Bretagne, je crois, prouve mieux que tout ce qu'on connaît jusqu'ici quelle était la prospérité matérielle de l'époque romaine.

M. Duchâtelier vient de trouver dans les terres de *Kernuz* qu'il habite, près de Pont-l'Abbé, les restes d'une fabrique de poteries romaines. Il y en avait de trois espèces : de la poterie rouge à pâte très-fine, avec des filets et des traits de la plus grande pureté; de la poterie noire, également fine, d'une épaisseur beaucoup moindre; de la poterie beaucoup plus grossière. Avec les pierres calcinées qui ont formé les fours pour la cuisson, il a retrouvé aussi les tours en pierre qui ont servi à fabriquer les poteries.

(Voy. l'intéressante lettre de M. Duchâtelier dans le *Publicateur des Côtes-du-Nord*, de novembre 1852).

« Dois-je prévenir que je suis loin de penser que la civilisation et la population n'aient pas fait de progrès depuis cette époque? Je sais bien que le nombre des villages ne suit pas le chiffre de la population; qu'ils se partagent en plusieurs tenues à mesure que la population s'accroît, en sorte que ce n'est pas le nombre des villages, mais celui des exploitations qui suit le mouvement ascendant de la population.

« Soyons donc justes envers les saints bretons et leurs biographies. N'exagérons pas, ne changeons pas leur rôle civilisateur, mais ne déprécions pas non plus leur valeur historique qui est réelle. Ce sont, après tout, les premiers, les seuls historiens, ou mieux les seuls chroniqueurs de notre première période bretonne; ils valent bien ceux des autres peuples. On est encore heureux de trouver pour ces temps éloignés des chroniques et des légendes, sauf à les soumettre à une critique éclairée.

« En me résumant, il y a dans nos origines historiques quatre éléments principaux à considérer, les éléments gaulois, romain, chrétien et breton. Les deux éléments anciens, le romain surtout, n'obtiennent pas dans l'esprit, dans les études des archéologues bretons la place qui leur est due. Que de choses cette lacune empêche de comprendre, même dans les éléments modernes, qui ont notre prédilection bien naturelle, parce qu'ils nous touchent de plus près! D'un autre côté, il faut en convenir, nos Romains ne sont pas justes envers les Bretons. Je serais heureux de contribuer à amener entre nos honorables et savants collègues une conciliation qui tournerait au profit de la science et de la patrie. »

La séance est levée à dix heures.

L'un des secrétaires,

ROUSTEAU.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

DIXIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENTE DE M. AUDREN DE KERDREL. — M. CH. LIVET, *secrétaire*.

Samedi 13 septembre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Archives départementales de la Loire-Inférieure. — Rapport de M. Livet sur l'excursion archéologique du Congrès à Clisson et à Tiffauges. — Corporations d'arts et métiers en Bretagne. — Dialecte breton du bourg de Batz.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. Saluden (de Landerneau) a déposé sur le bureau du Congrès quelques moulages exécutés par lui sur des statuettes originales : ce sont quatre figurines de musiciens bretons qui ornent les clochetons du portail de l'église de Saint-Houardon, à Landerneau. M. le Président invite MM. les membres du Congrès et les dames qui assistent à la séance à monter au bureau pour examiner ces curieux moulages.

M. de la Borderie fait hommage au Congrès, au nom de M. Alfred Ramé, d'un mémoire de cet honorable confrère intitulé : *L'Art et l'Archéologie au XIX^e siècle. — Achèvement de Saint-Ouen de Rouen*. Cette offrande est accompagnée d'une lettre dans laquelle M. Ramé témoigne ses regrets de n'avoir pu assister aux séances du Congrès.

M. de la Borderie est chargé par M. le Président de remercier M. Ramé, en lui exprimant les regrets du Congrès, qui s'est vu privé de son active coopération.

En réponse à la question 17, ainsi conçue, : « Faire connaître l'importance et la situation actuelle des archives départementales, municipales, paroissiales, etc., existant en Bretagne, et

spécialement dans le département de la Loire-Inférieure, » *M. Ramet*, archiviste du département, lit une notice de laquelle il ressort que le dépôt important confié à sa garde renferme, entre autres, les collections suivantes :

ARCHIVES CIVILES : 1^o Titres du château de Nantes, remontant au XII^e siècle, et dont une bonne partie est encore inédite.

2^o Aveux ou déclarations pour la réformation du domaine en Bretagne, qui, au nombre de 49,000, forment, sans aucun doute, la plus importante série de la Chambre des Comptes.

3^o Anciens rôles rentiers, de 1408 à 1666; registres de la *Chambre*, dits *Mandements*, de 1494 à 1790.

4^o Registres de la Chancellerie, de 1461 à 1586.

5^o Registres des feux et fouages. — Les comptes de finances, du temps de la création des *bureaux de finances* en Bretagne, ont été malheureusement vendus, il y a longtemps, et ceux qui ont été conservés ne remontent qu'à 1692.

6^o Juridictions féodales au nombre de dix, et titres concernant soixante familles, consistant principalement en aveux, afféagements, rôles rentiers, actes de vente, décharges, etc., depuis 1292 à 1789.

ARCHIVES ECCLÉSIASTIQUES : 1^o Titres de l'évêché de Nantes. — Il s'y trouve un volume qui contient les documents les plus curieux sur les droits, les devoirs, les coutumes et les privilèges des évêques, depuis 1240 jusqu'à 1781.

2^o Archidiaconé, églises paroissiales, de 1346 à 1789.

3^o Collégiale de Nantes, 1326 à 1789.

4^o Abbayes. — N. D. de Buzay, — Blanche Couronne. Ces deux fonds sont riches en Chartes du XII^e siècle.

5^o Prieurés : — Ceux de Pirmil, de Béré, de Sainte-Croix de Nantes, mais surtout ceux de Donges, de Nort, de Machecoul, du Pellerin, offrent une curieuse collection de Chartes des XI^e et XII^e siècles.

6^o Couvents : — Carmes, Capucins, Cordeliers, Minimes, Jacobins, ont conservé un grand nombre de titres depuis 1357 à 1774; — outre deux cartulaires.

7^o Communautés religieuses de femmes. — Le couvent

de Couëts, près Rezé, est le seul dont le fonds présente une collection assez complète de titres, 1387 à 1789.

Les prieurés de Bongarant, à Sautron, de Bourg-des-Moutiers, et de Saint-Cyr et Sainte-Julitte à Nantes, qui dépendaient de l'abbaye du Ronceray d'Angers, forment une des belles collections de ce dépôt, comprenant quelques Chartes du ^{xiii}e siècle, et les titres de propriété, droits et privilèges, depuis 1263 à 1777.

M. le Président remercie *M. l'archiviste* de sa communication, et le félicite, au nom du Congrès, sur les soins qu'il apporte à la conservation des précieux documents dont le dépôt a été confié à sa surveillance.

M. Ar. Guéraud complète les renseignements fournis par *M. Ramet* sur les archives de Nantes, à l'aide d'un intéressant mémoire emprunté aux notes recueillies par *M. Etiennez*, archiviste en chef de la préfecture de la Loire-Inférieure.

La communication des travaux préparés par *MM. de la Borderie* et *Delabigne-Villeneuve*, sur les archives de Vitré et de Rennes, est ajournée pour ne pas allonger démesurément la séance.

M. Ch. Livet donne lecture de son rapport sur l'excursion archéologique exécutée par le Congrès, le jeudi 11 septembre, à Clisson et à Tiffauges.

RAPPORT SUR L'EXCURSION

Archéologique faite par les membres du Congrès de l'Association Bretonne, le jeudi 11 septembre 1851, au Pallet, à Clisson et à Tiffauges.

MESSIEURS,

Chargé de rendre compte de l'excursion archéologique faite par le Congrès au Pallet, à Clisson et à Tiffauges, je me vois forcé, non par cette fausse modestie qui cherche un éloge, mais par un juste sentiment de mon incapacité qui veut prévenir vos reproches, de vous prier, — de vous prier en grâce d'être indulgents pour mon insuffisance. S'il s'agissait d'une discussion dont je devrais vous développer la marche, je pourrais espérer, avec une étude sérieuse de la question, aidé d'ailleurs par les mémoires que vous voudriez bien me remettre, de répondre à l'idée que

vous vous faites d'un procès-verbal. Mais, en présence des souvenirs si féconds de notre journée, je crains de ne pouvoir ranimer en vous toutes ces émotions qui ont soutenu votre intérêt et votre courage dans notre longue promenade.

Quel luxe de poésie, Messieurs, dans ces sites variés dont les mobiles panoramas se succédaient sans cesse sous nos yeux ! Quel charme dans ces souvenirs du passé que la pensée évoquait, fécondait, ranimait, comme peut se ranimer une cendre éteinte !

Messieurs, la parole rend mal une émotion passée ; l'écriture est plus impuissante encore : pardonnez-moi si je fais mal, et je ferai mal si, trop inférieur à mon sujet, je n'y mets pas tout le charme qu'il réclame. J'apporte un thème ; à vous, Messieurs, d'en reproduire ou d'en créer les ornements.

Notre journée a été longue, d'abord parce qu'elle a commencé à cinq heures du matin pour finir le soir à six heures, ensuite et surtout parce qu'elle a été consciencieusement employée. Nous avons suivi notre programme : je crois même que nous l'avons dépassé. Que vouliez-vous, Messieurs ? faire de la science. Eh bien ! les savants se sont faits hommes et ont cumulé les jouissances de l'esprit qui s'instruit, avec les impressions intimes du cœur qui s'émeut.

J'aborde mon sujet.

Je ne veux point, Messieurs, vous prendre à votre départ, pour n'avoir pas à vous rappeler vos regrets quand vous avez remarqué l'absence des quelques membres inscrits qui ne se sont pas présentés pour prendre part à notre promenade. Je vous suppose tout arrivés au Pallet. Il vous souvient, Messieurs, de notre petite déconvenue quand, à la porte de la chapelle Saint-Jean, nous fûmes forcés d'attendre successivement la clef, — une clef qui n'allait pas à la serrure ; — puis l'arrivée de M. le général Marion, propriétaire de la chapelle, qui nous y fit voir une très-curieuse pierre tombale de 1323. Dans la partie supérieure, on voit deux écussons dont j'ai relevé le dessin.

Nous avançons. Nos souvenirs, creusant plus avant dans le passé, retrouvent un grand nom et une grande époque : nous sommes sur les ruines du château qu'habitait le père d'Abailard. En vain la pensée voudrait le reconstruire. Que ferait-il, ce témoin d'un siècle de croyance et d'enthousiasme, au milieu d'une époque de stérile égoïsme, où l'on ne croit à rien parce qu'on ne croit qu'à

soi? J'abandonne le château, et mon imagination, entraînée par le charme d'un contraste facile, va chercher au bas des ruines la pelouse où venait s'ébattre, — joyeux enfant, — celui à qui l'avenir réservait une si étrange, une si effrayante destinée. La pelouse est devenue un cimetière.

On voit encore, bordée au Sud par ce cimetière, la chapelle du château détruit, adossée à une petite église du ^{xiii}^e siècle.

En y entrant, on remarque dans un coin de la porte des traces d'ornementation romane. La chapelle, qui sert maintenant de sacristie, a de grosses voûtes de pierre en plein cintre; l'abside en cul-de-four est murée; elle était éclairée par des fenêtres en barbacane.

Mais la route est longue encore à parcourir. Partons, Messieurs! en voiture! à Clisson!

Après un voyage matinal de trois heures, en présence d'un excellent déjeuner déjà servi, qu'aurait fait chacun de nous? — Je n'en sais rien; mais tous ensemble nous ne quittons les voitures que pour courir à l'église de la Trinité, de la fin du ^{xiii}^e siècle.

Au fond de l'abside centrale est un rétable du ^{xvii}^e siècle. A l'entrée sont des colonnes ornées encore, en partie du moins, de figures grotesques; on a remplacé celles que le temps avait détruites, par des consoles modernes du plus mauvais goût. A l'entrée de l'abside encore, du côté de l'épître, est une pierre tombale fort ancienne, avec une croix grossièrement creusée, et deux autres figures. Il y avait en outre deux absidioles secondaires ouvrant sur le transept, et dont l'une est bouchée.

Aux extrémités du transept, deux des trois fenêtres à lancette, qui étaient de chaque côté, sont conservées à droite; à gauche, elles ont été remplacées par une croisée de tous les styles, excepté d'un style connu.

La nef a cinq travées à piliers massifs carrés, sur lesquels vient s'appuyer à chaque face un pilastre plat, dans le genre de Saint-Melaine de Rennes. Les arcs portés par ces piliers affectent la forme ogivale, ainsi que les arcades du carré central.

Le portail occidental à plein-cintre offre une archivolt triple à retraits successifs.

Après cette dette payée à l'archéologie, après ce beau début, — *sic itur ad astra*, — nous allons déjeuner: ainsi le voulait le

programme, et j'ai déjà fait remarquer avec quelle conscience le Congrès s'était fait un devoir de le remplir.

Si nous avions eu le privilège, souvent désiré par les savants en campagne, d'arrêter le soleil, nous aurions visité dans tous ses détails les ruines du château de Clisson. Le Congrès, plus désireux d'explorer des monuments moins connus, n'y a fait qu'une courte visite, — hommage rendu aux souvenirs du château, plutôt qu'étude raisonnée de ses détails. Et parmi ces souvenirs, quelles pensées de deuil ne rappelle pas la cour du puits, de ce puits qui fut un tombeau, où périrent précipitées vivantes, entassées, tant de victimes vendéennes !

Excidat illa dies ævo.....

Sur le chemin qui nous conduisait à nos voitures, déjà rendues à la route de Tiffauges, nous avons visité la chapelle dite de la Madeleine. Elle a été bâtie à deux reprises : une partie est de la fin du ^{xiii}e siècle et une partie du ^{xvii}e siècle. C'était, suivant la tradition, une templerie ; sa situation pittoresque est du meilleur effet. Tous les détails de cette chapelle accusent une époque de transition ; le plein cintre tend à l'ogive. La voûte, en moellons bruts, est partagée par trois travées à arcs doubleaux en ogive de transition : l'arcade triomphale a deux archivoltes à retrait descendant au sol ; la première est sans pilastre, et la seconde, saillante, est reçue sur des pilastres à simple chanfrein, comme à l'arc triomphal ; les trois fenêtres du fond de l'abside ont été remaniées à une époque plus moderne, pour mieux éclairer le chœur.

Dans l'embrasure de la fenêtre, du côté de l'Évangile, on remarque un petit tabernacle ou *conditorium* pratiqué dans le mur. A cette époque, en effet, comme le fait observer M. l'abbé Fournier, le tabernacle n'était pas placé sur l'autel. Dans la première et la seconde travée à partir de la porte, à gauche, sont les bancs de pierre appelés bancs des pauvres. Vient ensuite, entre le troisième et le quatrième pilastre, un tombeau correspondant à une petite baie qui communique à une chapelle en style Louis XIV.

Sur toute la longueur de l'église régnait une fresque à peine trahie par quelques traces rouges à demi-effacées. Dans la petite chapelle annexée à l'église, on voit les débris de l'autel et d'un rétable orné de guirlandes de fleurs purement détachées du fond.

À l'extérieur de l'abside sont placés des modillons à retrait représentant des figures grimaçantes à moitié frustes. La base et la forte saillie des contre-forts et l'amortissement du haut semblent, suivant M. de Kerdrel, accuser la fin du ^{xiii}^e siècle.

Entre cette église et les ruines de la seigneurie du Pin passe le ruisseau séparatif de la Bretagne et du territoire neutre de la Haute-Marche.

Après cette visite, où nous avait accompagnés M. Guchet, instituteur à Clisson, M. l'abbé Fournier émet le vœu que des remerciements soient adressés par le Congrès à M. Lemot, qu'un heureux amour de l'archéologie porte à conserver les monuments de Clisson, et que prière lui soit faite de protéger par une couverture quelconque la voûte de la Madeleine, exposée à toute l'intempérie des saisons.

Ainsi finit notre excursion à Clisson, où nous ne devions plus rentrer que le soir à une heure trop avancée, pour visiter cette pittoresque petite ville italienne qui semble égarée au cœur de la France.

Il était midi quand nous partîmes pour Tiffauges. Vous vous rappelez quelle sensation produisait sur toute la route notre file de voitures : à Cugand, à la Bruffière, on sortait aux portes pour nous voir passer : « Que de voitures ! que de messieurs ! pas une dame ? où vont-ils ? » — Peut-être soupçonnait-on que nous pouvions aller à Tiffauges ; beaucoup de personnes vont y voir une papeterie et le Courbureau, propriété de M^{me} de la Bretesche. Quand j'allai il y a deux ans dans le pays, on ne m'indiqua pas autre chose. Certes, s'il est curieux de voir comment on fait le papier, ou comment le bon goût d'un propriétaire a su profiter des ressources d'une admirable nature et d'un site pittoresque, il n'est pas moins intéressant de remonter les âges, de s'identifier avec le passé, de vivre la vie de ceux qui nous ont précédés, — qui nous valaient peut-être ; — de reconstruire leurs usages, leurs mœurs, leur costume, leur langage : c'est le but de l'Archéologie. Voilà ce que nous cherchions à Tiffauges. Mais nos paysans, Dieu merci, ne sont pas archéologues (s'ils l'étaient, que deviendrait la terre ?), et aucun d'eux ne soupçonnait le but de notre voyage.

J'ai tort de vous arrêter ainsi sur la route. Nous arrivons. Nos voitures s'arrêtent à mi-hauteur d'une côte d'où nous découvrons

devant nous , à l'horizon les massifs du Courbureau ; à gauche , sur un plan plus rapproché , le château ; à droite un peu derrière nous , une petite chapelle , la chapelle Saint-Nicolas , qui fut autrefois une paroisse , et qui est devenue l'atelier d'un menuisier. Un coup-d'œil nous avait fait présumer de l'intérêt que présente eet antique monument ; nous y entrons.

Messieurs , j'ai à vous faire une description complète , je crois , du lieu que nous avons visité. Je dois ici m'effacer pour laisser parler les guides savants , M. de Kerdrel , M. l'abbé Fournier , M. Driollet et M. Faucheur , qui sont venus apporter au bureau de votre secrétaire , — j'entends le tas de planches où il était assis , écrivait sur ses genoux , — le riche tribut de leurs observations. Si eette description a quelque mérite , il leur revient de droit. Si elle pêche par quelque côté , c'est que j'aurai mal coordonné mes notes , ou que mes additions seront mauvaises ; à moi la faute. *Cuique suum.*

Pour procéder par ordre , je commence par l'abside. On y remarque un chevet plat percé de trois fenêtres à lancette , disposées de façon que leur pied est sur la même ligne , mais que celle du milieu dépasse les autres en hauteur.

L'abside est séparée de la nef par un arc doubleau supporté par un pilier remarquable par son agencement caractéristique du XII^e siècle , au moment de la transition.

De chaque côté de l'abside , deux arcades ogivales à nervures , de même hauteur que la base du chevet , encadrent les baies cintrées des deux fenêtres latérales. La voûte de l'abside , en arc de cloître , est partagée par deux nervures à boudin se croisant.

La nef , d'une seule travée , est couronnée d'une voûte en pendentif , traversée diagonalement par des nervures à trois boudins se croisant , et éclairée par deux croisées géminées à lancette.

Les tailloirs des chapiteaux sont caractéristiques par leur ornementation à double dent de scie d'un côté , et à double imbrication de l'autre.

Chacune des nervures à boudin ou triple boudin , et chaque arc doubleau sont supportés par des colonnettes correspondantes , adaptées à des piliers carrés , surmontées de chapiteaux , les uns à figures grimaçantes , les autres à feuilles recourbées. L'un d'eux est orné d'une tête de femme avec le torse complet , les bras levés , les mains tenant une pomme , et levées à hauteur des

épaules. Le chapiteau voisin représente un serpent enroulé ; le chapiteau de l'angle, correspondant en diagonale à celui dont l'ornement rappelle Eve, représente une tête tirant la langue, supportée par deux feuilles entablées.

Comme à la chapelle de la Madeleine, on remarque des fresques trahies par une peinture rouge aux parois, et, dans l'embrasure des fenêtres, par l'indication en lignes rouges de l'appareil.

Le sol est revêtu d'un dallage granitique formant losange et disposé symétriquement.

Les bases des colonnes, dont la plinthe est empatée d'une feuille d'eau, sont appuyées sur un premier soele à large doucine d'un profil très-pur, et sur un soele carré. — Du côté de l'Épître, on ne remarque qu'un soele carré sans soele à doucine.

L'arc doubleau de la nef est carré, tandis que l'arc triomphal de l'abside est orné de deux moulures accolées à une face.

Au-dessus de l'arc doubleau de la nef, on voit en dehors un clocher-arcade très-incomplet.

Toute la partie décrite dénote la transition du roman au gothique.

Les parois latérales de la seconde partie de la nef, en un mot, sont évidemment du XIII^e siècle, quoique la façade soit de la même époque que l'abside : rien n'accuse qu'une voûte ait jamais été supportée par ces parois, dont les deux croisées trilobées trahissent l'époque de la construction.

Des deux côtés de l'arc doubleau de la nef, et à l'intérieur de la nef, sont deux autels en granit, l'un du côté de l'Évangile, parfaitement conservé, l'autre, du côté de l'Épître, en partie détruit, tous deux sans valeur architecturale.

La disposition de la nef longue, du sanctuaire à coupole et de l'abside à chevet plat en troisième plan, prête merveilleusement à la perspective et à l'effet mystérieux du chœur.

A l'extérieur, la façade est flanquée de quatre contreforts avec amortissement par la tête. La porte, légèrement ogivale, est composée d'une double archivolt à retraits, supportée par quatre colonnes basses ; à demi-hauteur, on voit cinq arcatures supportées par des modillons à tête, comme ceux de la corniche extérieure de l'abside.

Enfin, la chapelle entière, dont il faut noter l'orientation par-

faitement calculée, est flanquée de chaque côté de huit contre-forts s'amortissant à demi-hauteur par trois retraites.

Voilà, Messieurs, tout ce que j'avais à vous rappeler sur cette chapelle, type parfaitement conservé et très-complet de son époque.

A quelque distance de la chapelle est un cercueil en pierre qui a plusieurs points de ressemblance, selon M. Van-Iseghem, avec les pierres tombales de Roche-Servière, dont chacune porte les attributs spéciaux d'une profession, et avec certains tombeaux du cimetière du Petit-Limoges, dont M. Lafage a bien voulu me remettre les dessins. La forme est celle d'une châsse. On voit au bas une arcature sur colonnettes. Le dessus porte une croix dont les croisillons sont supportés par deux colonnettes à chapiteaux qui viennent mourir sur le rampant de la châsse. Sur les deux côtés obliques on voit d'une part une large dague, de l'autre une hache et un coutelas. Sur le pignon, à la tête, est une croix à crossette renfermée dans un cercle; il n'a rien existé sur l'autre pignon.

Pendant que nous étudions ces vénérables restes, M. Nau est dans la ville même de Tiffauges, et visite l'église Notre-Dame. Voici le résultat sommaire de ses observations, qu'il a bien voulu remettre à votre rapporteur.

Les arcades de la nef présentent une double archivolté, dont l'origine, à peine indiquée, se resserre à sa base en fer à cheval, et repose sur une simple moulure couronnant les supports.

Outre l'abside centrale décorée à l'extérieur de modillons surmontés d'une corniche cintrée et de contre-forts plaqués, il en existait deux latérales : celle du Midi a été détruite et remplacée par une tour moderne ; celle du Nord a été conservée.

A l'extrémité du mur nord du transept septentrional, on remarque trois contre-forts, entre lesquels deux baies, dont l'une, très-petite, en plein-cintre, l'autre formée par un oculus dont tous les claveaux portent une dent de scie.

Il nous reste à parler du château de Tiffauges. Notre honorable président, M. de Kerdrel, avait prié M. Armand Guéraud de donner communication d'un long travail qu'il a entrepris sur Gilles de Retz, le plus fameux des possesseurs de ce château, pour la biographie bretonne de M. Levot. Nous avons eu entre les mains les nombreuses notes recueillies par M. A. Guéraud, et nous avons

craint de défigurer cette étude en en détachant de simples extraits, qui seraient loin de donner une idée exacte de Gilles de Retz envisagé comme guerrier et comme criminel. Nous nous bornons à rappeler que ce personnage célèbre fût arrêté à Tiffauges même, sur la demande courageuse de l'évêque de Nantes, Jean III de Malestroit, et de Jean V, duc de Bretagne. Convaincu au premier chef d'avoir violé les immunités ecclésiastiques, et d'avoir fait disparaître plus de cent quarante enfants, il fut excommunié et livré à la justice séculière, qui le condamna à être *pendu et ars* (brûlé).

Nous nous voyons forcé de parler aussi sommairement des ruines du château où vivait habituellement le maréchal : ce n'est pas un de ces monuments qu'on peut étudier en quelques heures ; nous nous bornerons à rappeler les détails principaux, en insistant sur les parties les mieux conservées.

Tout le mur d'enceinte semble avoir été fait d'un trait, si l'on en juge par le style de l'appareil, constamment alterné d'assises de grosses pierres séparées entre elles par de petites.

Il serait difficile de juger de la chapelle par ce qui en reste, c'est-à-dire par une simple arcade du carré central à double archivoltée reçue sur colonnes géminées à chapiteaux romans : on constate seulement qu'elle est du même style, style de transition, que nous avons déjà remarqué.

Près de là est une petite pièce voûtée à trois nervures, du ^{xvii}^e siècle, disposées parallèlement et supportées par des corbeaux à écussons ; elle est éclairée par une croisée en granit. On y entre par un couloir pris dans les masses de construction ; il semble que cette pièce, dont la destination est inconnue, était fermée par une porte à coulisse verticale.

A gauche de ce petit réduit est une cour intérieure de défense, exhaussée de cinq mètres environ au-dessus du niveau de l'eau de la douve du Donjon. Sur une des pierres d'une baie quadrangulaire à large ouverture donnant sur la douve, on remarque une inscription surmontée d'une croix verticale et d'une croix horizontale tracées aux angles de l'assise supérieure : les caractères à demi-effacés se liraient peut-être après une longue étude ; nous n'avons pu démêler que quelques chiffres, formant, semble-t-il, la date 1517.

Vous figurez-vous, Messieurs, qui n'étiez pas des nôtres, une réunion de conspirateurs ? Entrez avec nous, si vous êtes minces,

et en rampant par cet étroit soupirail à demi obstrué par des décombres. Vous voilà dans la crypte du château dont l'obscurité est à peine éclairée par la lumière d'une chandelle ; des lueurs vacillantes se reflètent sur nos visages, auxquels il ne manque qu'une physionomie sinistre.

Là règne un sombre silence : une seule voix s'élève. Qu'y fait-on ? Entrez, Messieurs ; ne craignez point de vous compromettre aux yeux de la postérité : l'orateur que vous voyez sur cette pierre portant çà et là ses regards, c'est M. Faucheur qui explique la disposition du souterrain et nous fait la description que vous allez entendre.

La crypte hémicirculaire à l'Orient a une partie parallélogrammatique, divisée par deux rangs de colonnes formant quatre arcades dans la longueur et trois dans la largeur. Chaque colonne est couronnée de chapiteaux variés dont l'un, de forme cubique, est orné de galons entrelacés. Ces colonnes supportent des voûtes d'arrête. Entre chacune de celles qui sont engagées dans les murs est une niche. Des barbacanes pratiquées sur les faces latérales et donnant sur les fossés éclairent seules cette crypte si curieuse, entièrement construite en granit.

Parallèlement au chapiteau déjà décrit est une autre colonne surmontée d'un chapiteau, dont le tailloir carré est orné de quatre feuilles d'angle reliées par une bandelette parallèle à l'astragale : entre chaque feuille est un diamant formant fleuron. — La base des colonnes est quadrangulaire et rachète la forme circulaire par une astragale taillée autour du fût. On entrait dans la crypte par une arcade conduisant par un escalier, maintenant détruit, à la chapelle.

Après cette visite dans la crypte, dont nous ne sortons pas sans peine, nous continuons notre promenade à travers les ruines ; nous remarquons, flanquées à l'extérieur des murs d'enceinte, des tours disparates et qui ont été construites, semble-t-il, selon les besoins du moment. D'une tour à l'autre pendant quelque temps, et ensuite à travers champs, nous arrivons à la plus grande et la plus belle, qui est aussi la plus moderne ; elle ne remonte qu'au ^{xv}^e siècle.

Elle est doublement conique, couronnée de machicoulis à quatre rangs de consoles formées de magnifiques moulures. Sur la partie supérieure de cette tour, derrière les machicoulis, règne une ga-

lerie demi-circulaire, avec un banc de granit sur le pourtour, destiné à servir de siège aux guetteurs. On y remarque un effet d'acoustique bien curieux. Deux personnes placées chacune à l'extrémité du diamètre peuvent soutenir une conversation à voix basse : qu'elles parlent haut, elles ne s'entendent plus.

Cette tour est attenante à un corps de logis à deux étages ; chacun possède une magnifique salle, dont la voûte en plein-cintre est ornée de deux rangs de riches nervures partant du sol et appuyées sur une base à moulures du x^ve siècle.

Ces nervures sont coupées à la voûte par une nervure longitudinale, et à leur intersection sont des écussons armoriés. — Ajoutons que chaque salle est munie d'une belle et vaste cheminée sans ornements.

Pour résumer en quelques mots l'histoire architecturale de cet immense château, il semble que les bâtiments sont de deux époques, les uns du xiii^e siècle, les autres du x^ve ; la chapelle, à en juger par l'unique débris qui en reste, serait du xiii^e siècle.

Ici finit, Messieurs, la relation que j'avais à vous faire de notre excursion archéologique. Je n'ajoute qu'un mot, et ce mot n'a rien de scientifique qui puisse vous effrayer après mon interminable lecture. Je veux seulement, Messieurs, vous rappeler avec quel entrain, quelle cordiale effusion entre nous tous s'est fait notre petit voyage ; aucun nuage ne l'a troublé, aucun déplaisir, aucun désagrément, si petit qu'il soit, grâce sans doute aux bons soins de Messieurs nos commissaires, et aussi à ces relations agréables qui n'ont cessé d'exister entre tous et chacun, qui ont fait de nous en un jour de vieux amis, et qui, avec le désir de nous retrouver tous dans un an, nous laissent un regret, le regret de nous séparer.

M. le président exprime à *M. Livet* la reconnaissance du Congrès pour la fidélité pleine de charmes avec laquelle son rapport reproduit les impressions et les souvenirs d'une journée qui ne s'effacera point de la mémoire de ceux qui y ont pris part.

L'ordre du jour appelle la lecture d'un mémoire de *M. Bizeul* sur la 18^e question, ainsi conçue : « Faire la géographie des pays de Nantes et de Retz, à l'époque romaine. »

Ce mémoire sera publié dans le *Bulletin Archéologique*.

M. de la Borderie donne un renseignement relatif aux documents qu'on pourrait consulter, sur cette question, aux archives départementales.

M. Demangeat entre dans quelques détails pour éclairer, par des données historiques, la description faite par *M. Livet* de Tiffauges et de Clisson, les deux forteresses protectrices de deux provinces; la première pour le Poitou, la seconde pour la Bretagne.

La question 27, relative aux origines et aux développements du commerce de la ville de Nantes, n'a été l'objet d'aucun mémoire présenté au Congrès. *M. le président* exprime le regret qu'un sujet si intéressant n'ait pas été abordé.

M. Levot indique les sources qui se trouveraient à Nantes pour travailler à une histoire du commerce Nantais.

MM. Demangeat et *Ramet* donnent également quelques indications analogues.

M. Lafage a la parole sur la question 26, ainsi conçue :

« A quelle époque remontent les plus anciennes corporations d'arts et métiers dont on trouve trace en Bretagne? — Faire connaître tous les documents et renseignements que l'on pourra découvrir sur l'histoire de ces sortes d'associations dans les différentes villes de notre province. »

M. Lafage entre dans quelques considérations sur les corps d'état qu'il semble confondre avec les associations, suivant l'observation de *M. l'abbé Fournier*. Interpellé par *M. le président*, s'il a des documents à produire, il répond que pour le moment il manque de textes, mais qu'il en pourra réunir et les adresser au Comité de publication.

M. Levot pense qu'il est impossible de trouver des documents précis sur les corporations qui ont existé autrefois à Brest.

M. Demangeat parle d'une corporation d'apothicaires établie à Nantes, au moins depuis le règne de Charles IX. On en conserve encore des registres remontant à 1637.

M. Delabigne-Villeneuve donne quelques détails sur les anciennes corporations industrielles et confréries de métiers existant autrefois à Rennes. — On en comptait seize, en 1634, portant bannières et figurant dans les cérémonies publiques (1), savoir : les tisseurs, les maréchaux-fourbisseurs, les serru-

(1) Voy. le petit volume du *Père Pinsard*, intitulé : *Le triomphe du vœu rendu à N.-D. de Bonne-Nouvelle, au couvent des Frères-Prêcheurs, le 8 septembre 1634, par Messieurs du Clergé, de la Cour, et par les nobles-bourgeois et habitants de Rennes. 1705, — page 38.*

riers, les teinturiers, les tailleurs, les menuisiers, les couteliers, les selliers, les blanconniers, les cordonniers, les chapeliers, les merciers-drapiers, les couvreurs, les bouchers, les pâtisseries et les boulangers. La plupart de ces corps de métiers avaient une existence et une organisation bien antérieures, ainsi que des statuts accordés par les ducs de Bretagne. Ceux de la confrérie des teinturiers avaient été donnés par le duc Arthur III, en 1458; ceux des merciers et épiciers, par le duc Jean V, en 1437. Le registre original de cette dernière corporation est conservé à la Bibliothèque de Rennes. C'est un gros in-f° en papier, relié en cuir sur ais de bois, avec serrure ancienne fermant à deux clefs. Sur la garde en parchemin, au commencement du volume, on lit : « *L'an mil iiiicc xxx vij fut ce papier tretout neuf fayt.* » Il commence par une curieuse ordonnance concernant « les foires et marchez nouvellement alevés. » Les droits des marchands et les obligations du seigneur, sur le territoire duquel sont établies les foires, y sont soigneusement consignés. « Aprez ensuyvent les statuz et ordonnances de la dicte confrarie et constitution d'icelle, » terminés par cette conclusion : « Quelles articles cy-dessus nous ont esté confermées et rattifiées par le bon duc Jehan, notre souverain seigneur lan de grâce *mil iiiicc xxxvij.* »

Le reste du registre est consacré — à l'inscription des noms des Frères et Sœurs, — aux procès-verbaux des réceptions de confrères et des adjudications des *estaulx de la cohue de Rennes*, appartenant aux merciers, lesquels chaque année « étaient baillez à desgrain (c'est-à-dire à l'encan) au chapitre de Nouel, » — enfin aux comptes de la confrérie érigée sous le titre de « Monseigneur saint Jamme et Monseigneur saint Phelipe. »

Outre les seize corps d'état mentionnés ci-dessus, il y en avait d'autres à Rennes, avant 1789. Ainsi, on distinguait encore la corporation des orfèvres, graveurs, ciseleurs et doreurs, celle des maîtres perruquiers, celle des ciriers, celle des maîtres peintiers, plombiers, etc., celle des imprimeurs, libraires, etc., etc. (Archives municipales, art. 112, 113, 115, 116, 118).

M. de la Borderie, pour compléter les renseignements que vient de donner *M. Delabigne-Villeneuve*, ajoute que ce dernier a oublié de mentionner un document du xiv^e siècle, extrait des archives municipales de Rennes. C'est une copie de l'acte de fon-

dation de l'hôpital Sainte-Anne en 1340, découvert et transcrit récemment par *M. Delabigne*. On y voit que cet établissement dut son origine à la pitié et à la charité de plusieurs confréries attachées à des corps de métiers dès lors organisés dans cette capitale de la Bretagne. C'étaient les boulangers, les tisseurs, les baudriers, les foulons et drapiers, les boursiers, les merciers, les selliers et mintiers, les parcheminiers, les cordonniers, les bouchers.

M. de la Borderie indique en outre, comme document intéressant relatif à la question, un recueil de statuts des corps de métiers de Nantes. Il donne ensuite communication d'une lettre de *M. A. Ramé*, qui annonce qu'il s'occupe d'un travail sur les corps de métiers en Bretagne.

M. Levot lit une notice biographique sur *Kervégan* (Christophe-Clair-Daniel *de*), ancien maire de Nantes. Cette lecture, toute d'après propos, dans une salle où l'intègre et courageux administrateur a paru, dans des temps difficiles, comme un des maires les plus distingués de cette ville, est accueillie avec une grande faveur.

L'ordre du jour appelle la question 24 du programme, ainsi conçue : « Duquel des dialectes bretons l'idiome de Batz, près Guérande, se rapproche-t-il le plus ? Quelles traditions se rattachent aux populations qui parlent cet idiome ? »

M. de Kerdrel donne quelques détails sur le breton parlé dans la commune de Batz, qu'il a lui-même visitée, et constate que si, par certains points, il se rattache au dialecte le plus voisin, celui de Vannes, on y trouve cependant des formes et des locutions qui passent pour n'être en usage que dans le dialecte le plus éloigné, c'est-à-dire dans le Léonnais. Il ajoute que l'idiome dont il s'agit contient des expressions qui lui sont exclusivement propres, et termine en exprimant le vœu qu'il en soit fait une sérieuse étude par la Société de la Loire-Inférieure.

M. le Président résume ensuite les travaux du Congrès, et, après avoir payé un juste tribut d'éloges à ceux qui y ont pris part, il ajourne l'assistance tout entière aux prochaines assises de l'Association Bretonne, qui se tiendront à Saint-Brieuc.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire,

CH. LIVET.

FIN DU CONGRÈS DE NANTES.

CHRONIQUE.

— Dans sa dernière séance annuelle, tenue le 12 novembre 1852, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, prononçant sur les ouvrages présentés au concours des Antiquités nationales de la France, a décerné une mention honorable à notre savant confrère M. Bizeul, pour ses deux mémoires manuscrits, intitulés : *Dissertation sur Aleth et les Curiosolites*, et *Dissertation sur les Osismii*. Voici en quels termes le rapporteur de l'Académie, M. Lenormant, apprécie ce double travail de M. Bizeul :

« Il y a de la persévérance et un certain goût de critique neuve et hardie dans les recherches de M. Bizeul sur la cité d'*Aleth* et sur celle des *Osismii* ; non que nous soyons disposés à lui concéder qu'une église importante et ancienne, telle que celle de Quimper, ait pu tout d'un coup, en plein moyen âge, s'attribuer le nom des *Corisopites*, auquel elle n'aurait eu aucun droit : on a tort de vouloir protester, sans raison suffisante, contre ces prescriptions acquises à l'histoire ; mais nous n'en serons pas moins disposés à reconnaître que M. Bizeul possède l'avantage naturel des hommes qui ont exploré les lieux, et, pour ainsi dire, marché les routes antiques. Nous accorderons à l'antiquaire breton le mérite de savoir secouer au besoin les préjugés des historiens de sa province, et nous le féliciterons d'avoir produit quelques documents sur le séjour des Romains dans une contrée où le zèle local les cherche avec d'autant plus de passion qu'ils y ont laissé moins de traces. »

— Dans la même séance et dans le même concours, l'Académie des Inscriptions a aussi accordé une mention honorable à M. Hippolyte Sauvage, ancien membre de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, pour son ouvrage intitulé : *Recherches historiques sur l'arrondissement de Mortain*, un vol. in-8°.

— Le 16 novembre 1852 a eu lieu, à l'Ecole des Chartes, l'épreuve des thèses soutenues par les élèves sortants de troisième année, pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe, qui est, comme on le sait, le couronnement des études suivies dans cette école. Notre ami, M. Arthur de la Borderie, dans les examens qui ont lieu à la fin de chacune des trois années d'études, avait toujours obtenu le premier rang, il l'a encore conservé dans l'épreuve de la thèse, et il sort par conséquent de l'Ecole en tête de sa promotion.

M. de la Borderie avait pris pour sujet de thèse *l'organisation civile de la paroisse rurale en Bretagne au ix^e siècle*, et spécialement l'existence et les attributions du *machtyern* ou prince de paroisse, en latin *princeps plebis*, sorte d'institution tout à fait particulière à la Bretagne. — Il n'est pas d'usage que les thèses de l'Ecole des Chartes soient imprimées avant l'épreuve, et nous ignorons si M. de la Borderie a l'intention de publier plus tard la sienne. Seulement, les propositions soutenues par chacun des candidats, et qui forment en quelque sorte le sommaire de la thèse, les *positions de thèse*, comme on dit en langage technique, sont imprimées et distribuées aux examinateurs. Voici les positions de thèse présentées par M. de la Borderie :

De la paroisse rurale en Bretagne au ix^e siècle. — Du prince de paroisse (machtyern ou princeps plebis).

I. — En Bretagne, au ix^e siècle, le mot *plebes* ou *plebs* désigne, non une église baptismale et son district, comme cela a lieu dans le reste de la Gaule à la même époque, mais simplement une paroisse, dans le sens actuel de ce mot.

II. — Chaque paroisse bretonne, au ix^e siècle, avait à sa tête un officier ou magistrat, que nous appelons ici *prince de paroisse*, et qui est souvent désigné dans les actes du temps sous le nom de *princeps plebis*, ou simplement *princeps* par abréviation, très-souvent encore sous les titres bretons de *machtyern* et de *tyern*.

III. — Le prince de paroisse possédait dans sa paroisse l'autorité judiciaire; il avait en même temps la juridiction *volontaire* et la juridiction *contentieuse*; sa juridiction s'étendait au *criminel* comme au *civil*, et embrassait, à peu d'exceptions près, toutes les causes. — Le prince de paroisse percevait les *tonlieux* levés dans sa paroisse. — Il avait droit d'exiger, au moins de certaines terres, des redevances ou des services, à lui dûs en sa qualité de

prince de paroisse. — En cette même qualité, il avait droit, dans certains cas, à la propriété même de certaines terres, soit par une sorte de droit d'échoite, soit à cause d'une dotation territoriale attachée à sa dignité elle-même. — Les hommes de sa paroisse étaient tenus envers lui à la fidélité, et il était lui-même considéré comme leur seigneur primitif.

IV. — La dignité de prince de paroisse était héréditaire ; et l'on peut constater cette hérédité, au moins dès les dernières années du règne de Charlemagne.

V. — Avant la conquête de la Bretagne par Charlemagne (en 786 et 799), le prince de paroisse dépendait de celui des comtes souverains ou petits rois bretons dans les états duquel sa paroisse était située. — Sous la domination Carolingienne (de 786-99 à 840), il y avait des princes de paroisse soumis à l'autorité du comte franc chargé du gouvernement de la Bretagne, et d'autres qui relevaient immédiatement de l'Empereur, à titre de *vassi dominici*. — Après l'affranchissement de la Bretagne (en 840-845), le prince de paroisse rentra sous la dépendance du comte souverain, dans la principauté duquel se trouvait sa paroisse.

VI. — L'institution des *machtyerns* ou princes de paroisse était particulière aux Bretons, et elle était commune à toute la Bretagne.

— Le *Congrès des délégués des Sociétés savantes des départements* a tenu sa session annuelle, à Paris, du 20 au 30 janvier 1853, sous la présidence de M. de Caumont, directeur de l'Institut des Provinces. A notre connaissance, les sociétés historiques et archéologiques de Bretagne y étaient représentées par *MM. Rioust de l'Argentaye*, membre de l'Association Bretonne et de la Société Archéologique des Côtes-du-Nord ; *du Vautenet*, membre de la même Association et de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine ; *Alfred Ramé*, membre de la même Association et de la même Société, et *Arthur de la Borderie*, secrétaire de la classe d'Archéologie de l'Association Bretonne.

— M. Léopold Delisle, le jeune et éminent auteur des *Études sur la classe agricole et l'agriculture en Normandie au moyen âge*, vient de publier, dans le tome xvi des *Mémoires de la Société*

des Antiquaires de Normandie, le *Cartulaire normand* des rois Philippe-Auguste, Louis VIII, saint Louis et Philippe-le-Hardi, composé de plus de 1200 pièces, recueillies par le laborieux éditeur dans les diverses archives départementales de Normandie, dans les archives générales de France (dites aujourd'hui *Archives de l'Empire*), et dans les mss. de la *Bibliothèque Royale* (dite présentement *Bibliothèque Impériale*). Parmi ces douze cents et tant de pièces, il s'en trouve plusieurs qui concernent les ducs de Bretagne ou divers seigneurs Bretons, entr'autres ceux de Fougères et de Vitré, et qui, par conséquent, intéressent l'histoire de notre province. Voilà pourquoi nous avons cru devoir signaler à nos lecteurs la publication du *Cartulaire normand*, où les recherches leur seront d'ailleurs singulièrement facilitées par une excellente table.

— Pendant treize ans, de 1833 à 1846, M. Cayot-Delalande avait publié un *Annuaire statistique, historique et administratif du département du Morbihan*, où se trouvent plusieurs bons articles d'histoire et d'archéologie locales. Depuis 1846, cette publication est demeurée interrompue, par suite de la maladie et de la mort de M. Cayot. Nous apprenons aujourd'hui avec plaisir qu'elle va recommencer, sous la direction de M. Alfred Lallemand, juge de paix du canton Est de Vannes, membre de la Société Polymathique du Morbihan. M. Lallemand annonce, dans un prospectus-spécimen, que l'*Annuaire* de 1853 paraîtra sous peu. Quand nous en aurons pris connaissance, nous en rendrons compte à nos lecteurs, et nous nous permettrons en même temps d'apprécier, en ce qui touche à l'histoire et à l'archéologie, le programme de la nouvelle série des annuaires du Morbihan, publié par M. Lallemand dans le prospectus-spécimen dont on vient de parler.

BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE DE L'ASSOCIATION BRETONNE.

TOME QUATRIÈME.

TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE. — (PROCÈS-VERBAUX.)

Congrès de Nantes.

	Page.
<i>Séance solennelle d'ouverture commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie. — Discours de M. de Blois, directeur de la Classe d'Archéologie.</i>	7
<i>Classe d'Archéologie. Première séance. — SOMMAIRE. — Formation du Bureau. — Programme des questions posées au Congrès. . . .</i>	11
<i>Deuxième séance. SOMMAIRE. — Antiquités Romaines de Nantes ; le Bouffai ; enceinte de la cité ; divers objets recueillis dans les fouilles exécutées en 1850. — Edifices religieux à date certaine, du XI^e au XVI^e siècle. — Critiques des restaurations inintelligentes et des constructions de mauvais goût.</i>	17
<i>Troisième séance. SOMMAIRE. — Voies romaines dans le département de la Loire-Inférieure. — Discussion sur la véritable position de l'ancienne abbaye de Déas.</i>	34
<i>Quatrième séance. SOMMAIRE. — Modifications à introduire au point de vue de l'art et de l'histoire, dans la forme des vêtements et ornements sacerdotaux, dans l'orfèvrerie et le mobilier des églises. — Polychromie architecturale ; application de la peinture à la statuaire ; discussion sur ce point.</i>	42
<i>Cinquième séance SOMMAIRE. — Géographie romaine du Finistère. — Statistique des monuments celtiques du Finistère et de la Loire-Inférieure.</i>	51

	Pages.
<i>Sixième séance. SOMMAIRE.</i> — Châteaux de Nantes et de Blain. — Fortifications de Guérande.	60
<i>Septième séance. SOMMAIRE.</i> — Énumération et description des principaux morceaux de sculpture, soit en bois, soit en pierre, existant à Nantes et aux environs. — Anciennes pièces d'orfèvrerie existant en Bretagne, et particulièrement dans la Loire-Inférieure.	69
<i>Huitième séance. SOMMAIRE.</i> — Documents sur des artistes bretons. — Vitraux et peintures murales existant dans le département de la Loire-Inférieure. — Etablissement des Bretons insulaires en Armorique.	79
<i>Neuvième séance. SOMMAIRE.</i> — Mode et caractère de l'établissement des Bretons insulaires dans l'Armorique (suite).	92
<i>Dixième séance. SOMMAIRE.</i> — Archives départementales de la Loire-Inférieure. — Rapport de M. Livet sur l'excursion archéologique du Congrès à Clisson et à Tiffauges. — Corporations d'arts et métiers en Bretagne. — Dialecte breton du bourg de Batz.	99
Chronique.	115

FIN DE LA TABLE.

ASSOCIATION BRETONNE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

PROCÈS-VERBAUX

DU CONGRÈS DE SAINT-BRIEUC.

(3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 octobre 1852.)

MESSE DU SAINT-ESPRIT.

Le dimanche 3 octobre, à huit heures du matin, le Congrès tout entier se rend à la Cathédrale, où, après le chant du *Veni Creator*, une messe est célébrée par l'un de MM. les grands-vicaires du diocèse de Saint-Brieuc, afin d'appeler les bénédictions du Ciel sur les travaux de l'Association Bretonne.

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

Commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie.

PRÉSIDENCE DE M. LE COMTE O. DE SESMAISONS, *directeur*.

Dimanche 3 octobre, midi.

Sommaire. — Ouverture du Congrès. — Discours de M. Aymar de Blois, directeur de la Classe d'Archéologie de l'Association Bretonne.

Sont assis au bureau près de M. le directeur de l'Association Bretonne : *M. le Préfet* des Côtes-du-Nord ; *M. le Maire* de Saint-Brieuc ; *M. Aymar de Blois*, directeur de la Classe d'Archéologie ; *M. Louis de Kergorlay*, secrétaire général de l'Association ; *M. de Madec*, trésorier.

Après les discours d'ouverture prononcés, suivant l'usage, par *MM. Olivier de Sesmaisons*, de *Kergorlay* et de *Madec*, discours qui concernent exclusivement la Classe d'Agriculture, *M. Aymar de Blois* prend la parole et s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Et nous aussi nous prétendons, mais dans une sphère différente, rivaliser de zèle avec les dignes collègues qui viennent de vous entretenir des intérêts de l'agriculture dans nos départements.

En poursuivant le cours de ses études monumentales et historiques sur notre pays, la Classe d'Archéologie recueille avec bonheur les témoignages de sympathie qui encouragent ses efforts pour faire connaître et apprécier nos antiquités nationales.

A la vue des énormes volumes où le patient labeur des Bénédictins bretons a accumulé et mis en ordre la longue série de nos annales, bien des personnes pensent que ces savants auteurs ont épuisé leur sujet, et qu'on ne peut plus prétendre qu'à revêtir ce fonds de couleurs plus brillantes. C'est là une erreur assez répandue et qu'il est utile de redresser. Oui, sans doute, nos historiographes ont, à l'aide d'une critique toujours éclairée et souvent très-habile, élucidé les faits. Leurs narrations méthodiquement déduites nous apprennent quelle place chaque guerrier occupait dans la mêlée, quel personnage fut chargé de porter les nouvelles du sort de la bataille. Cet élément de l'histoire, que l'on peut nommer sa partie chronique, y est développé avec une exactitude minutieuse que l'esprit de notre époque ne pourrait pas admettre dans une œuvre contemporaine.

« Mais si nous voulons étudier dans cet immense répertoire les institutions qui étaient la loi du mouvement, les conditions de la vie, le ressort, l'âme de la société, nous sommes réduits à en regretter le laconisme; les préfaces de nos Bénédictins mises en tête de leurs trois volumes de documents pour servir de preuves, offrent les seules pages qu'ils aient consacrées à l'histoire des mœurs, de la législation, du gouvernement et de tout ce qui caractérise, diversifie et explique le rôle particulier de chaque génération dans la marche incessante des sociétés. Toutefois, rendons hommage à l'utilité de leurs efforts, et reconnais-

sons que ces bons et savants religieux ont dignement rempli la tâche qu'ils s'étaient imposée à eux-mêmes. Mais hommes d'une autre époque, plaçons-nous au point de vue plus élevé, du haut duquel, fier d'une civilisation sans exemple dans les annales du monde et étonné lui-même des merveilles qu'elle produit chaque jour, notre siècle, en portant ses regards vers le passé, aime à étudier la marche et le progrès des idées qui y ont marqué leur influence. Quelle immense variété d'aspects éveille notre curiosité, lorsque nous cherchons ainsi à pénétrer l'origine et les progrès des institutions qui nous protègent encore, ou de celles qui ne vivent plus que dans les souvenirs de l'histoire !

Ce sentiment qui, par toute la France, rallie un si grand nombre de disciples à la science, devait surtout trouver accueil dans la Bretagne. N'a-t-elle pas pendant douze siècles formé un Etat indépendant ? N'est-elle pas la dernière des grandes provinces qui ait été réunie à la couronne ? Sa gloire militaire n'a-t-elle pas été des plus brillantes au moyen âge ? N'est-ce pas à l'ombre du gouvernement de ses princes que nos cités ont été bâties, nos champs défrichés, que les mœurs qui distinguent nos populations se sont formées, que se sont élevées ces belles églises, ces flèches élancées, qui portent vers le ciel le témoignage de la foi de nos pères ?

« Chaque pas fait dans l'étude du moyen âge nous ramène donc vers la pensée d'une nationalité qui nous est chère. Soit que nous portions nos regards sur nos communautés municipales humbles et faibles d'abord, puis indépendantes et fières, et abdiquant enfin leur puissance sous le protectorat doux et calme de la Monarchie, soit que nous entreprenions d'envisager l'histoire des milices depuis les temps où, composées des seigneurs de fief, elles ne connaissent d'autre lien que celui de la foi, jusqu'à la formation des armées modernes, nous rencontrons dans la Bretagne des usages qu'il importe de comparer avec ceux des autres pays, avec ceux de la France en particulier.

« Que de faits à constater à l'aide de l'analyse locale pour suivre la marche des institutions que l'on se propose d'étudier ! L'histoire, consultée pour ces investigations, cesse d'être une science abstraite ; elle devient pratique ou se prête à une multitude d'applications qui intéressent non-seulement les savants,

mais aussi toutes les personnes qui, ayant quelque teinture des lettres, font profession d'attachement à leur pays.

« Parlerai-je enfin de ces notions toutes modernes, que l'on a à peine achevé de réunir en corps de doctrine, sur l'art au moyen âge, notions que l'on peut s'approprier facilement, et à l'aide desquelles il est permis de fixer à prime vue et d'une manière très-approximative la date de nos vieux monuments ?

« C'est une science auxiliaire de la monographie historique, dont l'avènement a été la cause la plus puissante et la plus active du mouvement archéologique que nos Sociétés s'efforcent de transmettre à leur tour.

« Si nous avons bien des vérités à constater, nous avons aussi des erreurs à signaler. Combien de personnes, parmi celles qui passent pour instruites, confondent, par exemple, avec le règne de la féodalité, détruit alors depuis plusieurs siècles, les privilèges et les distinctions dont la vaine poussière disparut dans les orages sanglants de la Révolution, qui renversa l'ancienne Monarchie. C'est lorsque l'on creuse sous les fondements de ce dernier édifice, que l'on se reporte aux ^x^e, ^x^e et ^x^e siècles, c'est seulement alors que l'on peut rencontrer ce gouvernement où toute puissance émane de la possession du sol, se confond avec la propriété, et présente, par son contraste même avec nos Constitutions modernes, qui ne reconnaissent que le principe de l'autorité déléguée, une organisation sociale des plus curieuses à observer.

« Rendons grâce aux écrivains de l'histoire de Bretagne d'avoir, par la publication des nombreux documents qu'ils ont mis au jour, ouvert une riche carrière aux aperçus qui devaient préoccuper le siècle que leurs travaux ont précédé. Mais, si féconde qu'elle soit, cette mine n'est pas inépuisable. Nous regrettons qu'ils n'aient imprimé que des extraits de nos anciens cartulaires, nous regrettons qu'ils n'aient pu éditer également d'autres matériaux qui auraient formé le 4^e volume de leurs preuves historiques. Le conseil général du département de la Loire-Inférieure a eu l'heureuse pensée de recommander, par un vote exprimé dans sa dernière session, à la sollicitude éclairée du gouvernement, le soin de combler cette lacune, et il a offert de concourir, par une allocation, à cette noble entreprise. Il serait à désirer que d'autres conseils généraux de la Bretagne, celui qui siège en

cette ville particulièrement, voulussent bien appuyer cette démarche par un semblable vote.

« Il est un autre vœu qui intéresse vivement les quatre Sociétés d'Archéologie régionales fondées dans les autres départements de la Bretagne, et que je ne puis me dispenser de soumettre à Messieurs les membres de la Société d'Archéologie des Côtes-du-Nord, dont un grand nombre se trouve réuni dans cette enceinte.

« La Classe d'Archéologie de l'Association Bretonne publie les procès-verbaux de ses Congrès, les mémoires qui sont lus dans ces réunions, et même les communications importantes qui lui sont faites par les Sociétés départementales avec lesquelles elle se trouve en rapport. La seule Société des Côtes-du-Nord demeure étrangère à cet échange, à cette participation de travaux. Partout où se tiennent nos Congrès annuels, nous sommes interpellés sur les causes d'un isolement qu'on regrette d'autant plus, que l'on se fait une juste idée sur le mérite des publications élaborées dans ce département. L'on n'ignore pas que la Société Archéologique des Côtes-du-Nord était instituée avant que l'Association Bretonne eut pris naissance, mais l'on fait remarquer aussi que l'union dont nous parlons n'a trait qu'aux publications, et qu'elle n'altère en rien ni l'individualité ni l'indépendance des Sociétés qui en ont accepté le principe.

« Nous trouvons pour nous-mêmes, comme pour tous les membres de la Classe d'Archéologie de l'Association Bretonne, de grands avantages dans cette communauté de publication; mais c'est à nos dignes et laborieux confrères de ce département de voir, de leur côté, si cet échange, que nous désirerions, peut être pour eux d'un égal intérêt.

Cinq années se sont écoulées depuis la précédente session du Congrès qui nous avait conduits dans cette cité. Au souvenir des discussions si animées et si intéressantes que nous y avons entendues, se mêlent de vifs regrets. Un homme éminent à plusieurs titres, qui les encourageait par sa présence, les éclairait par son savoir, n'existe plus. Nous sentons le vide que la perte de M. le comte de Kergariou a fait parmi vous; et je puis dire de tous ceux d'entre nous qui avaient eu le bonheur de le connaître particulièrement, que leurs cœurs restent fidèles à sa noble mémoire.

« Mais voilà que la mort vient de nous infliger un de ses plus

terribles coups, en frappant M. de Blois, ancien capitaine de vaisseau, ancien membre de l'Académie de la marine. Non, je ne veux point vous entretenir des sentiments douloureux qui m'oppressent à la pensée de ne plus revoir en ce monde le frère de mon père, le digne chef de ma famille. Je erois même que les liens étroits qui m'unissaient à lui doivent m'interdire de vous parler des vertus qui ont honoré et embelli la plus longue carrière qu'il soit donné à l'homme de parcourir, des travaux utiles qui ont occupé toute sa vie militaire et civile, de cette science inépuisable qui lui rendait également familières toutes les branches de nos antiquités.

« Mais je ne puis oublier que j'ai l'honneur d'être l'organe de l'Association Bretonne, dont, pendant plus d'un demi-siècle, dans ses études solitaires, il avait été le précurseur, qu'il a rempli à l'égard de notre génération, à laquelle il communiquait ses recherches avec un abandon si modeste et si humble, un précieux ministère d'initiation, et qu'à l'âge de 92 ans, conservant le souvenir d'institutions qui ont disparu, il continuait d'être le lien et comme l'anneau intermédiaire de l'ancienne société et de la nouvelle. Je puis donc vous dire, Messieurs : la science que nous cultivons vient de faire une très-grande perte.

« Que M. le Préfet, qui a bien voulu mettre son hôtel à la disposition de l'Association Bretonne; que M. le maire de Saint-Brieuc; que Messieurs les membres de la commission chargée de l'installation du Congrès, et Messieurs de la Société d'Archéologie des Côtes-du-Nord, veuillent bien agréer nos sincères remerciements pour leur aimable et obligeant accueil. »

Ce discours est accueilli par de vifs applaudissements.

Après l'élection du bureau de la Classe d'Agriculture, *M. de Blois* annonce que la même opération pour la Classe d'Archéologie est renvoyée à la séance de lundi matin, qui aura lieu à huit heures précises.

La séance est levée à deux heures.

L'un des Secrétaires de la Classe d'Archéologie,

A. DE LA BORDERIE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

PREMIÈRE SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. A. DE BLOIS, *directeur de la Classe d'Archéologie.*
M. ARTHUR DE LA BORDERIE, *secrétaire.*

Lundi 4 octobre, 8 heures du matin.

Sommaire. — Formation du bureau de la Classe d'Archéologie pour le présent Congrès. — Lecture des questions du programme, et inscription des membres qui se proposent de les traiter.

On procède à l'élection du bureau temporaire qui devra diriger les travaux de la Classe d'Archéologie durant la présente session.
Sont nommés :

<i>Président</i>	— M. Vincent AUDREN DE KERDREL.
<i>Vice-Présidents</i>	MM. SAULLAY DE L'AISTRE, président de la Société Archéologique du département des Côtes-du-Nord. GESLIN DE BOURGOGNE. BIZEUL (de Blain). L'abbé SOUCHET, chanoine de Saint-Brieuc.
<i>Secrétaires</i>	MM. HIPPOLYTE DU CLEUZIQU. A. DE LA NOUE, secrétaire de la Société Archéologique des Côtes-du-Nord. L'abbé KERMOALQUIN, chanoine honoraire. J. LAMARE, professeur d'histoire au Lycée de Saint-Brieuc.

Le bureau ainsi constitué, *M. de Kerdrel*, sur l'invitation de

M. de Blois, prend la présidence de l'Assemblée, à laquelle il adresse les paroles suivantes :

Messieurs,

Chaque fois que vous m'avez fait l'honneur de m'appeler à la présidence de la Classe d'Archéologie dans les Congrès de l'Association Bretonne, j'ai essayé de vous donner une idée de ma reconnaissance, et je n'y ai jamais qu'imparfaitement réussi. Aujourd'hui, sans aucun doute, je ne serais pas plus heureux que par le passé. Permettez donc que je ne renouvelle point d'inutiles tentatives, et que je m'en rapporte à votre sagacité, à la sagacité de vos cœurs, pour mesurer toute la profondeur de sentiments que je ne saurais exprimer. De mon côté, pour vous montrer que ne suis pas complètement indigne de vos suffrages, j'apporterai dans l'exercice des fonctions que vous m'avez confiées le zèle dont j'ai fait preuve quelquefois, j'ose le dire, et cette ponctuelle exactitude, qui, après avoir été longtemps *la politesse des rois*, peut être encore la vertu des Présidents.

Cette allocution est vivement applaudie.

M. de Kerdrel donne ensuite lecture des questions du programme :

Programme des questions proposées pour le Congrès provincial de Bretagne.

PREMIÈRE PARTIE. — ARCHÉOLOGIE.

1. Présenter la statistique des monuments celtiques existant dans le département des Côtes-du-Nord, en ayant soin d'en déterminer exactement le caractère et la forme.

2. Existe-t-il en Bretagne et particulièrement dans le département des Côtes-du-Nord, en dehors du camp de Péran, quelques traces de fortifications vitrifiées analogues à ce camp, ou aux constructions de Sainte-Suzanne, de Château-Gontier et des châteaux de verre d'Ecosse ?

3. Quelle était l'importance de Corseul au temps de la domination romaine ? Déterminer le caractère et la destination de l'édi-

ficc auquel se rapporte le pan de mur en ruine, généralement connu sous le nom de *Temple-de-Mars*?

4. Déterminer, sur le territoire du département des Côtes-du-Nord, les voies romaines secondaires, en les rattachant au réseau général des voies de la péninsule armoricaine.

5. Présenter la statistique des édifices religieux élevés dans le département des Côtes-du-Nord du ^x^e au ^{xv}^e siècle inclusivement ; décrire les plus remarquables d'entre eux qui n'ont pas encore été étudiés d'une manière suffisante ; signaler spécialement les monuments existants auxquels se rapportent des dates certaines, qui peuvent servir à fixer la marche de l'art en Bretagne.

6. Présenter la statistique, la description et l'histoire des monuments de l'architecture militaire du moyen âge (enceintes urbaines, châteaux, maisons-fortes, etc.) élevés du ^x^e au ^{xv}^e siècle sur le territoire actuel du département des Côtes-du-Nord.

— Même question étendue à toute la Bretagne, pour les monuments civils, tels que bâtiments claustraux, beffrois ou horloges, maisons anciennes, porches, etc.

7. Signaler et décrire les vitraux anciens, et en général les anciennes peintures existant dans les églises et autres édifices du département des Côtes-du-Nord.

8. Signaler et décrire : 1^o les principaux morceaux de sculpture soit en bois, soit en pierre, existant dans le même département, tels que tombeaux, autels, retables, fonts baptismaux, jubés, stalles, bahuts, etc. ; — 2^o les anciennes pièces d'orfèvrerie, telles que châsses, reliquaires, calices, ehandeliers, croix processionnelles, etc.

9. Faire connaître les documents concernant les artistes bretons, architectes, peintres, sculpteurs, orfèvres, etc., depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

10. A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux ?

11. Faire connaître les armoiries des chapitres, abbayes, monastères, corps de ville, corps de métiers, et en général de toutes les communautés religieuses et civiles existant en Bretagne avant 1789 ; indiquer les sceaux de cette nature qui nous ont été conservés.

12. Quels renseignements possède-t-on sur les monnaies qui auraient été frappées en différents temps à Guingamp, Lamballe, Dinan et Moneontour?

13. Faire l'histoire de l'imprimerie à Tréguier et à Dinan.

14. Quels sont les caractères distinctifs de la poésie bretonne au diocèse de Tréguier? Recueillir les chants bretons relatifs à l'histoire des pays de Tréguier et de Saint-Brieuc.

15. Quelle est l'importance des collections d'objets d'art, publiques ou particulières, formées dans le département des Côtes-du-Nord? En donner autant que possible des catalogues raisonnés.

DEUXIÈME PARTIE. — HISTOIRE.

16. Quelle pourrait être l'utilité d'un manuel ou *compendium* résumant le plus brièvement possible les faits les plus importants et les notions les plus substantielles de l'archéologie et de l'histoire relatifs à la Bretagne? Quel plan adopter pour un tel livre?

17. Par lequel des deux idiomes, gaélique ou breton, peut-on interpréter plus facilement les mots donnés comme gaulois par les écrivains anciens, et spécialement la citation de Marcellus de Bordeaux?

18. Par quels peuples était occupé, au temps des Gaulois et des Romains, le territoire aujourd'hui compris dans le département des Côtes-du-Nord? Y a-t-il quelque raison sérieuse d'y placer, avec divers auteurs, les *Biducesii*, les *Lexobii*, les *Hyadètes* ou *Cadetes*, les *Ambiliates*, etc?

19. Quels changements les invasions de la mer ont-elles fait subir, depuis les temps historiques, au littoral nord de notre péninsule? Que penser en particulier de la grande inondation de l'an 708, et du système de M. l'abbé Manet sur cette matière?

20. Faire la géographie du territoire actuel du département des Côtes-du-Nord aux diverses époques du moyen âge; indiquer les circonscriptions féodales, judiciaire, administrative, entre lesquelles il a été divisé.

21. Quelle est l'origine des évêchés de Tréguier et de Saint-Brieuc?

Indiquer le nom et l'étendue des archidiaconés et des doyennés

entre lesquels se subdivisaient ces deux diocèses ; donner la nomenclature aussi complète que possible des divers établissements religieux (collégiales, abbayes, prieurés, chapelles, maladreries et hôpitaux, couvents d'hommes et de femmes, maisons de l'ordre du Temple, etc.) qui ont existé sur le territoire actuel du département des Côtes-du-Nord.

22. Etudier les légendes des saints bretons dont l'histoire se rattache à celles des pays de Tréguier et de Saint-Brieuc.

23. Quels renseignements les documents écrits en langue galloise, et spécialement les Bardes, pourraient-ils nous fournir sur la lutte des Bretons insulaires contre les Anglo-Saxons ? Mettre ces indications en rapport avec celles qu'on trouve d'autre part dans les documents saxons et latins.

24. Exposer l'organisation judiciaire de la Bretagne aux diverses époques du moyen âge.

25. Faire l'histoire du droit d'asile en Bretagne au moyen âge. — Signaler les lieux et les territoires qui jouissaient de ce privilège, spécialement ceux qui portent ou qui ont porté jadis le nom de *Minihy*.

26. Retracer les différentes phases du droit coutumier de la Bretagne concernant les avantages attribués aux aînés dans le partage des successions.

27. Indiquer les principaux documents, imprimés ou inédits, qui peuvent servir à l'histoire de l'agriculture et des populations rurales en Bretagne au moyen âge. — Est-il possible de faire sur ce point, pour notre province, un travail aussi complet que celui qui vient d'être récemment publié pour la Normandie ?

28. Quelles villes, dans le territoire actuel des Côtes-du-Nord, jouissaient du droit de députer aux Etats et d'avoir un corps municipal ? — A quelle époque, dans chaque localité, remontaient ces corps municipaux, et quelle en a été l'organisation depuis leur origine jusqu'en 1789 ?

29. A quelle époque remontent les plus anciennes confréries d'arts et métiers dont on trouve trace en Bretagne ? — Faire connaître tous les documents et renseignements que l'on pourra découvrir sur l'histoire de ces sortes d'associations dans les différentes villes de notre province.

30. Faire connaître l'importance et la situation actuelle des archives départementales, municipales, paroissiales, judiciaires,

particulières ou autres existant en Bretagne, et spécialement dans le département des Côtes-du-Nord.

Après la lecture de chacune de ces questions et les explications utiles pour mieux en déterminer la portée, ceux des membres présents qui désirent les traiter, sont priés de se faire inscrire à cet effet par le secrétaire.

Ces opérations préliminaires achevées, *M. de Kerdrel* met à l'ordre du jour de la séance du soir les questions 3, 15, 7 et 8.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Le secrétaire de la Classe d'Archéologie,

A. DE LA BORDERIE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.



DEUXIÈME SÉANCE.



PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE Kerdrel. — M. H. DU Cleuziou,
secrétaire.

Lundi 4 octobre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Mémoire sur la tour gallo-romaine du Haut-Bécherel, et discussion à ce sujet. — Renseignements sur diverses collections d'antiquités et d'objets d'art existant dans le département des Côtes-du-Nord. — Renseignements sur quelques vitraux peints des Côtes-du-Nord. — Monuments de la sculpture sur pierre dans le département des Côtes-du-Nord ; tombeaux ; discussions sur les tombes templières.

L'ordre du jour appelle la discussion de la 3^e question du programme, ainsi conçue :

« Quelle était l'importance de Corseul au temps de la domination romaine ? Déterminer le caractère et la destination de l'édifice auquel se rapporte le pan de mur en ruine, généralement connu sous le nom de Temple-de-Mars.

M. le Président annonce à l'assemblée qu'il a entre les mains un mémoire fort étendu, dans lequel *M. Bizeul* traite à fond ces diverses questions. Il ajoute que la première partie de ce mémoire, paraissant un peu trop technique pour une séance du soir, il en détache un fragment relatif à la tour octogonale dite *Fanum Martis*, située près la métairie du Haut-Bécherel, à une petite distance de Corseul. Il est donné lecture de ce fragment, qui semble intéresser vivement l'assemblée. L'auteur y passe en revue, avec la sagacité qui le distingue, les différentes hypothèses auxquelles ces ruines ont donné lieu de la part des ar-

chéologues, et conclut en disant que l'octogone de Corseul n'est ni un temple, ni le *Fanum Martis* de la carte de Peutinger.

Sur ces conclusions s'engage une discussion assez longue, à laquelle prennent part *MM. Rioust de l'Argentaye, de la Monneraye, Lecourt de la Villethassetz et Thibault de la Guichardière.*

Les honorables membres n'entendent point contester dans leur ensemble les propositions soutenues par *M. Bizeul*; mais ils sont d'accord pour en trouver la conclusion un peu trop absolue, surtout en ce qu'elle nie à la tour du Haut-Bécherel la possibilité d'avoir été un temple. Tout ce qui leur semble établi jusqu'à présent par l'étendue et la nature des découvertes faites à Corseul, c'est que cette localité, sous la domination romaine, a eu une grande importance, qu'elle a conservée d'ailleurs longtemps après, comme cela semble résulter des dépôts de monnaies de Charles-le-Chauve, qu'on y a trouvées en assez grand nombre. Dans l'état actuel des choses, ils croient que l'on n'en peut guère affirmer davantage, et c'est pourquoi de nouvelles fouilles leur semblent très-désirables.

M. Thibault de la Guichardière, admettant, du reste, l'opinion qui vient d'être exprimée, insiste sur l'état matériel de conservation dans lequel la tour octogonale du Haut-Bécherel nous est parvenu. Il lui semble que les échancrures signalées, par *M. Bizeul* lui-même, aux angles du monument, attesteraient l'existence, à cette place, d'ornements aujourd'hui détruits. De plus, il a remarqué des bandes transversales symétriques qui lui paraissent être l'indice d'un ancien revêtement extérieur régulier, lequel eût été probablement fait de marbre, ou peut-être en mosaïque.—Et quant aux trous que *M. Bizeul* présume avoir eu pour destination de recevoir des solives, *M. Thibault* croit plutôt qu'ils devaient supporter les appareils nécessaires pour soutenir le revêtement. — D'ailleurs il conclut, comme les membres nommés plus haut, à la nécessité de nouvelles fouilles tant à Corseul qu'au pied de la tour du Haut-Bécherel.

M. de Wismes, à ce propos, ouvre l'avis que l'Association Bretonne vote, sur les fonds dont elle dispose, une somme pour ces fouilles.

M. le président l'invite à transformer cette idée en une proposition régulière, qui serait soumise à la commission des vœux.

M. de la Villethassetz, tout en s'associant au vœu exprimé par *M. de Wismes*, fait connaître que *M. le préfet* lui a donné l'espoir de voir allouer, sur les fonds départementaux, une somme de 400 fr. pour fouiller au Haut-Bécherel et à Corseul.

Dans le cours de la discussion qui précède, l'un des interlocuteurs ayant insinué qu'il pouvait exister une certaine analogie entre la tour du Haut-Bécherel et les ruines de celle de Montbrand; *M. Rioust de l'Argentaye* réplique que cette dernière tour est, sinon certainement, du moins fort probablement, une construction templière. La tradition du pays est constante sur ce point, et dans le voisinage se trouve une métairie appelée le Temple. Ce lieu a ensuite appartenu à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. Et, d'ailleurs, divers indices portent à croire que ce monument militaire a été construit par Geoffroy de Châteaubriand, qui était chevalier du Temple.

La discussion close sur ce point, l'ordre du jour appelle la question 15^e, ainsi conçue :

« Quelle est l'importance des collections d'antiquités et d'objets d'art, publiques ou particulières, formés dans le département des Côtes-du-Nord. »

M. Saullay de l'Aistre rappelle que l'une des plus importantes collections du département, en ce genre, est sans contredit celle formée par feu *M. le comte de Kergariou*, qui, lui-même, en 1846, présidant l'une des séances du premier Congrès de Saint-Brieuc, fit connaître aux archéologues de l'Association les richesses de son médaillier, en fait de monnaies gauloises-armoricaines, dont il avait su réunir l'une des belles séries qui soient en Bretagne. *M. Saullay* ajoute qu'aujourd'hui, d'ailleurs, grâce à la bienveillance de *M. le comte Emmanuel de Kergariou*, les collections rassemblées par *M. de Kergariou père* restent toujours, comme par le passé, ouvertes à la studieuse curiosité des numismates.

M. Rioust de l'Argentaye donne quelques renseignements sur sa propre collection. Il est en train de la classer; toutefois, dès à présent, parmi les objets qui la compose, il signale au Congrès une série de monnaies romaines, grand et moyen bronze d'une belle conservation, de Jules César à Valens, authentiquement trouvées dans les ruines de Corseul; — une petite balance romaine; — plusieurs médailles gauloises dont une en or; — deux

bagues d'or représentant l'une un colimaçon, l'autre deux guerriers luttant ; — un clou fort bizarre en ce qu'il est sonore comme une cloche ; — et enfin un nombre considérable de monnaies de Charles-le-Chauve trouvées dans le voisinage de Corseul.

M. de Wismes a la parole pour rendre compte des objets antiques ou curieux possédés par MM. Saullay de l'Aistre et de Frémenville. Il note chez M. Saullay un grand bahut, dont les panneaux, largement sculptés dans le style du *xvii^e* siècle, représentent la légende de saint Hubert, et un coffre d'ébène dont voici l'exacte description : — cinq panneaux d'égale grandeur occupent le devant, et sont séparés par des pilastres dont la double face est couverte de jolies arabesques, et que surmontent d'élégants chapiteaux. Sur ces chapiteaux s'élèvent, au milieu de petites niches d'un goût charmant, des statuette d'enfants jouant de divers instruments. Correctes de dessin, variées d'attitude, le ciseau de Jean Goujon ne les eût pas désavouées. Des cintres surhaussés et couverts d'ornements couronnent chacun des panneaux ; sur celui du milieu est représenté le célèbre théologal de Tréguier, saint Yves ; sur les quatre autres se voient les figures de la Force, de la Justice, de la Prudence et de la Tempérance. Le nom de ces figures, faciles d'ailleurs à reconnaître aux attributs que le sculpteur leur a mis entre les mains, est gravé à leurs pieds sur des stylobates cintrés. Enfin, de magnifiques rinceaux de feuillages ornent les panneaux latéraux de ce beau meuble, et encadrent un écusson assez singulier où figurent, comme pièces principales, un couteau et une tête coupée. — Des rapports frappants, ajoute *M. de Wismes*, existent, sous le rapport du style, entre le tombeau de François II et le coffre de M. Saullay. Ce meuble serait-il de Michel Colomb, ou du moins sorti de ses ateliers ? La présence de l'image de saint Yves ferait croire d'ailleurs qu'il a été fabriqué en Bretagne ; cependant, aucun de nos Armoriaux ne contient l'écusson qui s'y trouve, et il a été acheté en Auvergne, près du château d'Usson ; mais il est possible aussi qu'il vînt de ce château longtemps habité par Marguerite de Valois, première femme d'Henri IV, et que ce chef-d'œuvre, présent vraiment princier, ait été envoyé à quelqu'un des anciens châtelains d'Usson par la reine Anne, protectrice de Colomb.

Quoi qu'il en soit, *M. de Wismes* remet à un autre moment

l'examen approfondi de ces questions si intéressantes pour l'histoire de l'art en Bretagne, et signale encore chez M. Saullay de l'Aistre : un tableau à volets ou tryptique peint en Flandres vers le commencement du ^{xvii}^e siècle, sur lequel sont représentés plusieurs ancêtres de M. Saullay, et un grand nombre de livres rares et curieux, entre autres un bréviaire nantais, exemplaire unique peut-être.

Passant à la collection de M. Raoul de Fréminville, *M. de Wismes* en donne l'aperçu suivant :

Cette collection se divise naturellement en deux sections : d'abord les objets d'art et d'antiquités originaux ; en second lieu, les travaux, dessins et manuscrits inédits laissés par feu M. de Fréminville, père du possesseur actuel. Dans la première catégorie on remarque des armes anciennes, et particulièrement une superbe armure complète de guerrier du ^{xiii}^e siècle, comprenant toutes les pièces nécessaires à la défense de l'homme et du cheval. — La deuxième catégorie donne une haute idée de l'importance des travaux entrepris par M. de Fréminville père. Outre une riche collection de planches d'histoire naturelle, où les serpents du Nouveau-Monde, admirablement dessinés, occupent une grande place, elle contient un nombre considérable d'œuvres inédites intéressant l'histoire et l'archéologie, notamment :

Un rapport sur les fouilles faites dans des sépultures découvertes à Locmarc'h, commune de Crozon ;

Un travail étymologique sur les noms de lieux du pays de Galles, dont les analogues se retrouvent en Bretagne ;

Un essai chronologique sur la construction, le gréement et l'installation des vaisseaux de guerre sous la Monarchie ;

Un mémoire sur les monuments du moyen âge du pays Chartrain.

Un recueil de costumes de la Monarchie française, depuis Charlemagne jusqu'au ^{xvii}^e siècle (2 vol. in-folio de dessins coloriés, remarquables par la correction des lignes et la finesse des détails) ;

Sous le titre de *Cours d'Archéologie*, un volume in-folio de planches avec texte, et parmi lesquelles un grand nombre relatives à la Bretagne ;

Enfin, sous le titre d'*Archéologie Bretonne*, un autre volume

in-folio de dessins à la mine de plomb, sans texte. Ce manuscrit, à beaucoup d'égards le plus intéressant des travaux inédits de M. le chevalier de Fréminville, renferme une énorme quantité de monuments celtiques et de manoirs, dont la plupart n'existent plus aujourd'hui.

M. de la Borderie fait observer que, en parlant des collections particulières du département des Côtes-du-Nord, on ne saurait se dispenser de citer, au moins, celle de M. de Penguern, à Lannion. Si le propriétaire n'avait pas été malheureusement empêché de se rendre au Congrès, il eût lui-même signalé aux archéologues ce que son dépôt contient de plus curieux. Inhabile à le suppléer en ce point, *M. de la Borderie* se borne à rappeler qu'outre les nombreux objets d'art (sculptures, peintures, médailles, meubles de toute espèce) réunis laborieusement par M. de Penguern, et provenant pour la plupart du pays même, cet antiquaire distingué possède aussi une série presque complète des vieilles tragédies bretonnes, et enfin (c'est là son premier trésor) une superbe collection de chants populaires bretons inédits, qu'il augmente chaque jour, et qui est déjà, très-probablement, la plus nombreuse qui soit à cette heure en Bretagne, — encore bien que M. de Penguern n'ait guère exploré jusqu'à présent que les pays de Léon et de Tréguier. « Et à cette occasion, ajoute *M. de la Borderie*, je ne puis m'empêcher d'exprimer ici le vœu que le gouvernement, dans le *Recueil des poésies populaires de la France* qu'il va imprimer, comprenne une nouvelle série de chants bretons, qui serait extraite de la collection de M. de Penguern, et qui ne pâlirait point auprès de son frère aîné, le recueil si remarquable cependant, comme tout le monde sait, publié par M. de la Villemarqué. »

L'assemblée accueille avec faveur l'expression de ce vœu, et nul ne demandant plus la parole sur ce sujet, M. le président met en discussion la question 7^e, ainsi conçue :

« Signaler et décrire les vitraux anciens, et en général les anciennes peintures existant dans les églises ou autres édifices du département des Côtes-du-Nord. »

Aucun archéologue des Côtes-du-Nord ne se présentant pour traiter cette question, *M. Delabigne-Villeneuve*, sur l'invitation de M. le président, communique à l'assemblée quelques notes intéressantes recueillies par lui, dans ses tournées, sur les vitraux de

Saint-Hélen (à deux lieues de Dinan), de Tonquedec et de l'église paroissiale de Lehon. Certains archéologues ont rapporté ces derniers vitraux au ^{xiii}e siècle; *M. Delabigne-Villeneuve* les croit seulement du siècle suivant : et quant à ceux de Tonquedec, il pense qu'ils pourraient bien être de la seconde moitié du ^{xv}e siècle. On y voit les armes des Coëtmen, seigneurs de Tonquedec (*de gueules à neuf annelets d'argent*), et un sire de Coëtmen du nom de Jean, portant le costume des seigneurs du ^{xv}e siècle, se trouve représenté dans le bas de cette verrière avec deux dames de la même maison.

Après quelques remarques de *M. Rioust de l'Argentaye* sur les vitraux de la petite chapelle de Craffault, on passe à la question 8^e, ainsi conçue :

« Signaler et décrire : 1^o les principaux morceaux de sculpture soit en bois, soit en pierre, existant dans le département des Côtes-du-Nord, tels que tombeaux, autels, retables, fonts baptismaux, jubés, stalles, bahuts, etc ; — 2^o les anciennes pièces d'orfèvrerie, telles que châsses, reliquaires, calices, chandeliers, croix processionnelles, etc. »

M. le Président invite les membres du Congrès à traiter cette question, en suivant l'ordre indiqué par la rédaction même du programme, et en commençant par signaler les tombeaux anciens qui existent dans le département des Côtes-du-Nord.

Plusieurs communications sont faites sur ce sujet. Divers membres signalent, entr'autres, les tombeaux des Beaumanoir, jadis situés dans une chapelle de l'église priorale de Lehon, aujourd'hui déposés au musée de Dinan ; — le tombeau de Rolland de Dinan, qui est du ^{xiii}e siècle ; — ceux de Rolland Le Voyer et de sa femme Françoise d'Yvignac, à Trégomar ; — les pierres tombales de la chapelle du Créach, près Saint-Brieuc.

Dans ces pierres du Créach, où sont gravées des croix accompagnées de divers symboles et instruments, *M. Raoul de Fréminville* et quelques autres archéologues croient pouvoir reconnaître des tombes templières.

M. de la Monneraye ne partage pas cette opinion ; mais il pense que l'on peut, avec plus de raison, attribuer une origine templière aux dalles tumulaires de Brelevenez, dont il a déjà eu l'occasion d'entretenir l'Association Bretonne, en 1847, au Congrès de Quimper. Ces dalles portent à leur partie supérieure une croix en relief, largement pattée, et montée sur une hampe

qui descend jusqu'au pied de la dalle ; à côté de la croix est une épée. Ces pierres, au nombre de cinq ou six, sont toutes semblables ; l'une d'elles, seulement, se distingue par un ornement en dents de scie, qui donne lieu de la rapporter au ^{xiii}^e siècle. La similitude de ces dalles tumulaires, et la présence de la croix sur toutes ne permettent guère de les rapporter qu'à un ordre religieux ; l'épée auprès de la croix indique un ordre militaire. Enfin, comme on retrouve à Brelevenez la tradition de l'existence en ce lieu d'une maison templière, cet ordre doit être celui du Temple. Telles sont les raisons qui déterminent *M. de la Monneraye*.

MM. de Blois et de Wismes refusent de s'y rendre, et, pour justifier ce refus, ils allèguent l'existence de dalles tumulaires presque entièrement semblables, selon eux, à celles de Brelevenez, et qui se voient aujourd'hui dans l'église de Notre-Dame, à Mayenne, bien que l'on n'ait aucun motif de les croire templières, et que l'église où elles se trouvent n'ait jamais appartenu aux Templiers.

M. de la Monneraye fait alors observer : 1^o qu'il n'entend pas présenter l'origine templière des tombes de Brelevenez comme certaine, mais seulement comme extrêmement probable ; et 2^o que le fait allégué par *MM. de Blois et de Wismes* n'infirmes en rien cette probabilité ; car, en admettant l'exacte similitude des dalles tumulaires de Brelevenez et de celles de Notre-Dame de Mayenne, il est très-possible que ces dernières aient été apportées d'ailleurs, par exemple de quelque église ou cimetière des Templiers détruit à la suppression de leur ordre.

Quelques destructions de tombes anciennes ayant été signalées dans le cours de la discussion qui précède, *M. de Pompery* en prend texte pour protester avec énergie contre ces actes de vandalisme et tous autres semblables, d'où qu'ils viennent. Il veut que l'on conserve religieusement les souvenirs du passé, les monuments de l'histoire et de la gloire de nos pères ; c'est là, à ses yeux, pour la génération présente, un patrimoine sacré et une véritable richesse morale.

— Après quoi, l'heure étant avancée, *M. le président* continue au lendemain matin la discussion de la question 8^e, et lève la séance à dix heures du soir.

Le secrétaire,

II. DU CLEUZIQU.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

TROISIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE Kerdrel. — M. A. DE LA NOUE,
secrétaire.

Mardi 5 octobre, huit heures du matin.

Sommaire. — Autels, retables, jubés, fonts, tombeaux, croix processionnelles, calices, reliquaires, cloches anciennes, ornements sacerdotaux existant dans les Côtes-du-Nord. — Lecture d'un procès-verbal authentique des dons faits par Charles de Blois à différentes églises de Guingamp.

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la seconde partie de la 8^e question du programme.

M. l'abbé Daniel dit que les autels anciens sont assez rares dans le diocèse de Saint-Brieuc. Il en connaît deux cependant : le premier de forme romane, à Saint-Michel-en-Grève ; le second du ^{xiii}^e ou du moins du commencement du ^{xiv}^e siècle, à Saint-Nicolas (commune de Plufur).

M. l'abbé Souchet signale également un autel qu'il croit du ^{xiii}^e siècle, dans la chapelle du Loc (anciennement au diocèse de Cornouaille) ; il se compose, comme la plupart des autels de cette époque, d'une table en pierre, portant sur des colonnes à chapiteaux.

M. de Fréminville cite comme très-remarquables les retables de Confort et de la Roche, et, à cette occasion, il fait observer que dans la maçonnerie de la dernière de ces deux églises se trouvent engagées les figures de Charles de Blois, de Jeanne-la-Boiteuse et du duc de Penthièvre.

M. de Geslin dit que les Côtes-du-Nord possèdent un assez grand nombre de bas-reliefs en albâtre peints et dorés, du *xvi^e* siècle pour la plupart, et qui, sauf leur exécution, généralement grossière, ressemblent beaucoup à ce qui se faisait en Italie au siècle précédent. Presque tous ces bas-reliefs, sinon tous, servaient primitivement de retables à des autels en pierre ; tels ceux de Châtelaudren, Saint-Jacques, Avaugour, etc. — Au *xvii^e* siècle, ajoute *M. de Geslin*, paraissent les autels en bois, avec leurs retables, dont quelques-uns sont de véritables monuments. Le plus beau de tous est celui de Notre-Dame-du-Tertre, près Châtelaudren, lequel vient d'être restauré aux frais du ministère de l'intérieur, et exactement rétabli dans les conditions de sa construction première. Il se compose d'un tabernacle en forme de pavillon saillant à trois étages, de chaque côté duquel sont deux rangs de colonnades ; deux gradins y conduisent, et une galerie à jour les surmonte. Les colonnes torses entourées de vignes chargées de fruits, du travail le plus délicat, sont assemblées deux à deux, et couronnées de chapiteaux et d'un entablement corinthien ; entre chaque couple de colonnettes s'ouvre une niche où est une statuette d'un fort bon travail. Là se déroule toute la hiérarchie des bienheureux : anges, patriarches, apôtres, martyrs..... Les statuettes manquantes ou mutilées ont été restaurées avec bonheur par Oger. Le tout est doré sur fond de vermillon, ce qui répand sur l'or des reflets très-chauds. Il est à regretter que des raisons graves aient empêché de descendre un calvaire d'exécution médiocre, qui a été placé au *xviii^e* siècle sur cette œuvre élégante et qui l'écrase.

Les autres retables curieux, dit encore *M. de Geslin*, qui tous offrent plus ou moins d'analogie avec celui qui vient d'être décrit, sont ceux de Ploufragan, la Roche-Derrien et Saint-Alban. Les noms des sculpteurs que l'honorable membre a pu retrouver sont du pays, ainsi : Guillaume de Lahaye, auteur du retable de Notre-Dame-du-Tertre.

Le *xviii^e* siècle fit aussi des retables en bois, mais en petit nombre, et un seul paraît à *M. de Geslin* digne d'être cité ; c'est celui des Dames de la Croix, exécuté par Corlay de Châtelaudren, et que l'on voit aujourd'hui dans la chapelle du Saint-Sacrement à la Cathédrale de Saint-Brieuc. Il représente l'Annonciation.

Outre les retables déjà signalés, *M. l'abbé Daniel* en a vu un assez grand nombre, relativement modernes il est vrai (1), mais curieux néanmoins, d'abord par leur uniformité qui en fait une espèce à part, et en second lieu par leur origine. Ces retables, où l'on remarque de petits dômes flanqués de clochetons, pour ainsi dire à la manière byzantine, sont en bois, et, chose assez étonnante, ils sont dus à des ouvriers de la ville de Tours, ainsi que des archives paroissiales, et notamment celles de Ploumilliau en font foi. Incidemment, *M. l'abbé Daniel* expose qu'il a constaté des rapports frappants, au double point de vue du style et du faire, entre certains vieux meubles de nos châteaux bretons et des sculptures sur bois, que possèdent les églises voisines de ces châteaux, et il en conclut, sans toutefois donner à son opinion un caractère affirmatif, que les ouvriers se formaient dans les habitations seigneuriales, et qu'ils allaient ensuite orner les églises d'une main plus exercée, et par conséquent plus habile. — Ainsi, dit *M. Daniel* qui ne reconnaîtrait le ciseau du sculpteur de Rosambo dans le jubé de Kerfons (commune de Ploubezre), mais le ciseau plus délicat, plus hardi, plus sûr de lui ?

A propos du jubé de Kerfons, *M. Gauthier du Mottais* dénonce plusieurs actes de vandalisme dont cet admirable monument porte la trace, et il appelle à cet égard l'intervention du Congrès. (*Renvoyé à la commission des vœux.*)

Poursuivant l'examen de la question huitième, *M. de Geslin* indique les stalles de la chapelle de Saint-Quay (paroisse de Plélo), qu'il croit du ^{xv}e siècle, comme les seules, dans les Côtes-du-Nord, dignes de fixer l'attention des archéologues.

M. de Fréminville décrit les fonts baptismaux de Trédereux, près Lannion, et ceux de Plouha et Perros-Guirec, ces deux derniers supportés par des cariatides. *MM. Saullay de l'Aistre et Rioust de Largentaye*, sur une interpellation de *M. de la Borderie*, signalent à Erquy et à Saint-Lormel des couvertures de cuves baptismales en bois sculpté, présentant la forme d'une mitre.

M. de Geslin entretient l'assemblée du tombeau de sainte Pompée en la commune de Langoat, près Tréguier. Ce tombeau est, suivant lui, du ^{xv}e ou du ^{xvi}e siècle; quant à la statue tumulaire

(1) Du commencement du ^{xvii}e siècle.

qui porte tous les caractères du XIII^e siècle, elle est en marbre blanc, et rappelle tellement une autre statue d'un faire italien qui existe dans la chapelle de Westminster, qu'on serait tenté de les attribuer l'une et l'autre au même auteur.

Passant aux objets d'orfèvrerie, et sur l'invitation de *M. le Président*, *M. l'abbé Souchet* décrit la croix processionnelle de Locarn, donnée à cette paroisse par la famille de Quélen.

Cette croix, dit-il, de 1 mètre 14 centimètres de hauteur, est en argent massif. Ses trois extrémités supérieures sont terminées par d'énormes boules; aux bras pendent des clochettes et des statuette reposant sur des consoles qui se rattachent au pied. Outre les personnages qui sont au nombre de sept, on remarque dans la partie supérieure de la croix six médailles et sept médaillons. Plus bas est un immense placard figurant une maison, et très-orné.

M. l'abbé Souchet décrit encore un calice de vermeil qui appartient à la paroisse de Plourach, et qui lui aurait été donné par la duchesse Anne, d'après une tradition d'autant plus admissible, qu'on ne s'expliquerait pas autrement l'existence d'un objet de ce prix dans une localité pauvre et sans maison seigneuriale. Ce calice est haut de 34 centimètres. Sur la patte, qui a 50 centimètres de circonférence, des cercles alternent, avec des angles aigus, et la divisent en douze parties ou sections. Le renflement de la tige présente un prisme hexagonal, dont chaque angle est orné d'une colonne cannelée et détachée avec socle et chapiteau, et dont chaque face contient une niche et une statuette. Les statuette représentent saint Pierre, saint Paul, saint Simon, saint André, saint Jean et saint Jacques, avec leurs attributs respectifs. Sur la base sont figurés une croix avec Christ, la sainte Vierge et saint Jean, le tout détaché; la coupe, d'un diamètre de 6 pouces anciens, contient un litre et quart; la patène, portant 66 centimètres de circonférence, est ciselée sur ses douze faces, on y remarque la Véronique et l'Agneau sans tache. Le tout pèse 2 kilogrammes 125 grammes.

M. De Saisy fils a admiré, à Locarn, la magnifique croix dont vient de parler *M. Souchet*; mais ce n'est pas la seule pièce d'orfèvrerie ancienne que possède cette paroisse. Il y a vu un reliquaire en argent, renfermant une tête de saint, et qui lui a paru offrir les caractères du XV^e siècle. Le même membre si-

gnale à l'attention de la Classe d'Archéologie une cloche carrée, d'une seule pièce, présentant à son sommet la forme d'une barrette, comme celle dite du roi Marc, que l'on montre à la cathédrale de Saint-Pol-de-Léon : de même aussi que cette dernière cloche, on la sonne aux oreilles des personnes affligées de maux de tête.

M. l'abbé Daniel ajoute, à ces précieux renseignements, l'indication d'une autre cloche également semblable à celle du roi Marc, et qui appartient à *M. De Penguern*.

Enfin, *M. de la Borderie* signale à Plougrescant une chasuble dite de saint Gonéri, et *M. l'abbé Souchet* mentionne une chape que l'on montre à Loannec comme ayant appartenu à saint Yves.

Personne ne demandant plus la parole sur la 8^e question, *M. de la Borderie* communique un document inédit qui, sans y répondre d'une manière directe, s'y rattache étroitement. C'est le procès-verbal authentique, dressé en 1371, des dons faits par Charles de Blois aux églises des Cordeliers, de Notre-Dame et de la Trinité de Guingamp, dons qui consistent presque tous en vases et en ornements sacrés. La rareté des documents de ce genre en Bretagne pour le xiv^e siècle, les détails descriptifs dont celui-ci abonde, prêtent à cette pièce un intérêt particulier. On y rencontre aussi des indications d'où il semble résulter que la sacristie ancienne de Notre-Dame de Guingamp, et les parties de cette église où se montre le style du xiv^e siècle, ont dû être construites à l'époque de Charles de Blois (1).

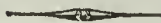
A la suite de cette communication, la séance est levée à dix heures du matin.

Le secrétaire,

A. DE LA NOUE.

(1) Voy. le texte de ce document à la suite des procès-verbaux du présent Congrès.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.



QUATRIÈME SÉANCE.



PRÉSIDENTE DE M. AUDREN DE KERDREL. — M. H. DU CLEUZIQU, *secrétaire.*

Mardi 5 octobre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Monuments de l'architecture militaire dans les Côtes-du-Nord (châteaux et maisons fortes). — Dissertation sur l'origine des évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier, renseignements sur les artistes bretons, peintres-verriers de Rennes, architectes des XI^e et XIII^e siècles.

Le procès-verbal de la séance est lu et adopté.

M^{gr} l'évêque de Saint-Brieuc et de Tréguier, et M. le préfet des Côtes-du-Nord, prennent place au bureau, sur l'invitation de M. le président.

L'ordre du jour appelle l'examen de la question 6^e, ainsi conçue : « Présenter la statistique, la description et l'histoire des monuments de l'architecture militaire du moyen âge, enceintes urbaines, châteaux, maisons fortes, etc., élevés du XI^e au XVI^e siècle sur le territoire actuel des Côtes-du-Nord.

M. de la Bigne-Villeneuve prend la parole. Il avait espéré, dit-il, que ses savants confrères des Côtes-du-Nord fourniraient une étude d'ensemble sur les monuments d'architecture militaire de leur pays; et ce n'est qu'en l'absence, justement regrettée, d'un pareil travail, qu'il s'est décidé à présenter au Congrès le tribut de ses explorations personnelles.

I. TONQUEDEC. — Les ruines imposantes de cette antique demeure féodale sont peut-être ce qui reste en Bretagne de plus remarquable en ce genre. Elles s'élèvent sur une croupe de

coseau, dans un site sauvage et pittoresque, à quatre lieues de Lannion, à une demi-lieue Nord-Ouest du bourg de même nom. Le Leguer (ou rivière de Lannion) coule à gauche, dans une vallée profonde, encadrée de rochers boisés, et poursuit son cours vers le Nord; à droite se creuse une autre vallée latérale, arrosée par un petit ruisseau qui s'écoule d'un étang. C'est donc un cap étroit qui forme l'assiette du château, dont l'entrée est au Midi.

Tonquedec présente la configuration d'un polygone irrégulier, et se divise en deux parties disparates de style et d'époque.

Cinq tours cylindriques, sans compter le donjon et les deux petites tours protégeant la portée d'entrée, flanquent les angles des courtines qui ceignent le bayle (*ballium*) principal. Cette partie du château renfermait l'habitation seigneuriale, dont quelques débris jonchent le sol; elle est la plus ancienne, et semble appartenir au ^{xv}e siècle.

Une enceinte extérieure, formant comme une avant-cour, enveloppe de ses murs, renforcés de trois tours, la courtine méridionale et la porte où étaient placés la herse et le pont-levis, entre deux tourelles : un fossé intérieur séparait les deux parties de la forteresse. La première enceinte, ou bayle extérieur, paraît avoir été ajoutée au corps du château vers la fin du ^{xvi}e siècle.

Le donjon est situé à l'angle le plus avancé vers le Nord-Ouest, à la pointe du promontoire qui domine la vallée; occupant le sommet d'un triangle, il fait face à la courtine qui relie les deux tours angulaires du grand côté. On y accédait uniquement par un pont qui venait reposer sur une culée en maçonnerie haute encore de plus de 5 mètres, lequel pont correspondait à une poterne cintrée percée dans la paroi du donjon, au niveau de la galerie de la courtine. L'étage inférieur de cette grosse tour n'avait pas d'ouvertures : c'est à peu près la seule qui ait conservé, à son sommet, les consoles de ses machicoulis. L'épaisseur de ses murailles est de 3 mètres 60 à sa base; mesurées aux étages supérieurs du donjon, elles présentent encore 3 mètres 25 d'épaisseur.

Quant à l'histoire de ces belles ruines, la voici en peu de mots : Tonquedec doit son origine aux vicomtes de Coëtmen, juvengueurs de Penhièvre; on peut conjecturer que sa construction

primitive n'est guère postérieure à celle de Coëtmen, que certains auteurs rapportent au milieu du ^{xiii}e siècle, époque où la seigneurie de ce nom fut assignée en partage au premier sire de Coëtmen. Ces puissants barons portèrent indifféremment le titre de vicomtes de Coëtmen ou de vicomtes de Tonquedec. L'importance de cette seigneurie nous est révélée par un document curieux qu'ont publié les Bénédictins : c'est l'état dressé à Ploërmel, en 1294, du nombre de chevaliers que devaient à l'ost du duc les barons et seigneurs de Bretagne. On y lit à l'article de la « *baillie de Triguier* » que « le visconte de Tonquedeuc » devait « cinq chevaliers » — autant que les barons de Vitré et de Fougères (D. Morice, Pr., tom. I, colonne 1113).

Au ^{xiii}e siècle, les vicomtes de Tonquedec sont mêlés à tous les événements importants de l'histoire du pays. L'un d'eux accompagne en 1270 le duc Jean-le-Roux à la croisade (D. Morice, tom. I, 1008).

Au ^{xiv}e siècle, on les voit prendre une part active à la guerre de succession et embrasser la cause de Charles de Blois; plus tard celle du connétable de Clisson, dans ses démêlés avec Jean IV.

En 1395, le duc de Bretagne fit raser et démolir le château de Tonquedec, de crainte qu'il ne servit encore de retraite à ses ennemis, ainsi que le constatent ses lettres données à Nantes le 8 juin, par lesquelles il décharge Henry du Juch, son chambellan, de la garde dudit château.

C'est ici le lieu de remarquer que l'inspection des débris qui viennent d'être décrits amène à des conclusions parfaitement concordantes avec le fait historique de la destruction de Tonquedec à la fin du ^{xiv}e siècle. Le donjon, les tours, les murs d'enceinte dans leur état de dégradation, toutes ces ruines, en un mot, portent bien le cachet du ^{xv}e siècle. Il est à croire que la reconstruction de cette forteresse fut l'œuvre de Roland, vicomte de Coëtmen, le même qui, en 1447, fit ériger en collégiale l'église paroissiale de Tonquedec.

Depuis l'érection de la vicomté de Coëtmen en grande baronnie par le duc François II, l'an 1487, en faveur de « son bien aimé cousin et feal Jehan de Coëtmen, vicomte de Coëtmen et de Tonquedec » cette dernière seigneurie, membre intégrant de la nouvelle baronnie, en suivit et en partagea toutes les vicissitudes. C'est dire qu'elle passa successivement à la famille d'A-

cigné, par le mariage de Gislette de Coëtmen avec Jean VI d'Acigné, en 1497 ; — à la famille de Cossé-Brissac, par le mariage de Judith d'Acigné avec le maréchal de Brissac : leurs descendants possédaient encore cette baronnie en 1669 ; elle revint un peu plus tard à une branche cadette des Coëtmen, qui la porta, vers 1760, à la famille de Rougé, dont le chef en était titulaire à l'époque de la révolution.

COETMEN, dont l'histoire, comme on vient de le voir, est intimement liée à celle de Tonquedec, ne présente plus à l'œil que d'informes ruines. Assis sur la crête d'un coteau nud et aride, dont les pentes abruptes dominant de plusieurs centaines de pieds les circuits gracieux décrits par le Leff, au fond d'une fraîche vallée, ce château était remarquable par sa situation qui commandait toute la contrée voisine. Tremeven est à une demi-lieue vers le Nord, Lanvollon à 5 kilomètres au Sud-Ouest.

Ce n'est plus qu'aux traces des douves, encore assez profondes, surtout du côté occidental et autour du donjon, qu'on peut retrouver et reconstruire par la pensée le plan de la forteresse. Elle affectait une forme peu régulière ; à peu près rectangulaire dans la partie orientale, la ligne d'enceinte décrivait une longue courbe en passant par le Nord, et venait se terminer circulairement à l'Ouest. Le terrain, ainsi circonscrit, n'a pas plus d'un hectare de superficie.

L'angle Sud-Ouest est occupé par une motte à peu près elliptique, séparée du reste de l'enceinte par une douve. Le périmètre de cette motte mesurée à sa base, est de 245 pas (environ 200 mètres). Dans tout le pourtour de sa cîme, on reconnaît des débris de fondations de vieux murs ruinés, se reliant à une grosse tour éroulante, dont la masse isolée se dresse encore sur le bord du versant méridional qui pend vers la rivière : voilà tout ce qui reste du donjon de Coëtmen. A l'intérieur, elle figure un pentagone, percé au rez-de-chaussée d'une poterne ouverte à l'Est, et qui, autant qu'on en peut juger vu son état de dégradation, paraît avoir dû être ogivale ; au premier étage, les ouvertures étaient cintrées.

L'extérieur de cette tour offre, non pas des contours régulièrement cylindriques, mais bien une série de facettes inégales en largeur ; on en compte jusqu'à quatorze. Cette multiplicité de pans fait qu'elle se rapproche beaucoup de la forme circulaire.

L'épaisseur des murs de cette tour est de 4 mètres; le diamètre intérieur atteint à peine 6 mètres.

LA HUNAUDAYE.— C'est à la lisière d'un bois, au sud de la forêt du même nom, et près du petit village de Saint-Jean, dans la paroisse de Pledeliac, que se voient les restes de cette ancienne résidence baronnale. Aucun document historique ne parle de son existence antérieurement au ^{xiii}^e siècle; on ne trouve même le nom de la Hunaudaye accolé à celui de Tournemine que dans les actes du ^{xiv}^e siècle. Toutefois, si l'on s'en rapporte au père Dupaz, ce fut dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle que l'un des premiers Tournemine jeta les fondements du château de la Hunaudaye. L'histoire de cette illustre famille est, pendant quatre siècles, celle du château, qui ne sortit de la branche aînée des Tournemine, au ^{xvi}^e siècle, par le mariage de Françoise, fille de Georges Tournemine, avec Claude d'Annebaud, maréchal de France, que pour revenir, en 1572, à une branche puînée de cette antique race. La Hunaudaye passa ensuite, par alliances, en 1609, à la famille de la Motte du Vaclerc, puis à haut et puissant seigneur Sébastien, marquis de Rosmadec, baron de Molac, etc., gouverneur des ville et château de Dinan, dont une descendante porta cette baronnie dans la maison de Rieux.

« Monsour Pierre de Tournemine » devait, en 1294, deux chevaliers « à lost du duc de Bretagne, pour son fié de Penthevre. » (D. Morice, Pr., t. I, 1113.) C'est sans doute de la Hunaudaye qu'il s'agit ici; en effet, cette seigneurie était située dans le comté de Penthièvre et en relevait féodalement. Ce renseignement peut faire apprécier l'importance du fief de la Hunaudaye, en l'assimilant à ceux de Montfort, de Gaël, de la Roche-Moysan, de Rostrenen, etc., qui devaient également deux chevaliers, à la même époque.

Le duc François II érigea la Hunaudaye en grande baronnie, par lettres du 6 septembre 1487, en faveur de « noble et puissant François Tournemine, chevalier, seigneur de la Hunaudaye, de Botloy, de Saffré, de Syon, de Corsept, Hommet, etc., lieutenant général pour le duc, ès eveschés de Saint-Malo et Saint-Brieuc. » C'était, au compte du P. Dupaz, le seizième seigneur de la Hunaudaye.

Le château de la *Hunaudaye* a la forme d'un pentagone assez régulier, flanqué de cinq tours, une à chaque angle. A la diffé-

rence des deux châteaux précédemment décrits, il n'y a ici ni ouvrage extérieur, ni double bayle, ni donjon séparé du reste de la place. La porte d'entrée, à double pont-levis et à deux baies cintrées, l'une spacieuse pour les chevaux, l'autre étroite pour les gens de pied, ouvrait dans la courtine méridionale, près de la tour occupant l'angle S.-O. Les cinq tours sont uniformément construites en bel appareil et parfaitement cylindriques, couronnées encore en partie de leurs machicoulis, dont les galeries sont ornées extérieurement d'une série de dessins en ogives trilobées, sculptés dans la pierre, au-dessus des modillons qui en forment le support. L'écusson des Tournemine (écartelé d'or et d'azur) se remarque en plusieurs endroits, d'abord au-dessus de la porte d'entrée, inscrit sous un tribole, puis au sommet des deux plus hautes tours (celles de l'Est et du Sud-Ouest) ; là, il est incliné à la manière des sceaux des *xiv^e* et *xv^e* siècles (*voy.* les planches de D. Lobineau et de D. Morice), et timbré d'un casque à cimier et à volets flottants. Chaque tour renferme un escalier de granit pour monter aux trois étages, superposés et séparés par des planchers. Les portes sont ou cintrées, ou terminées à leur partie supérieure par un linteau dont les angles s'arrondissent en saillie interne. Les fenêtres à profondes embrasures, et munies de sièges latéraux en pierre, ont leurs baies en cintre surbaissé à l'intérieur des salles, carrées et étroites à l'extérieur ; dans les murs, épais de 3 mètres au moins, s'ouvrent, en outre, des arbalétrières en grand nombre. La forme octogone domine à l'intérieur des tours, sauf celle du S.-O., qui ne présente que sept pans ; on croirait, aux dessins arrondis en trèfle de ses créneaux, que cette tour est un peu plus ancienne que les autres. Aucune, du reste, ne remonte à une date plus reculée que la fin du *xiv^e* siècle, et la plupart ont sans doute été construites au commencement du *xv^e*.

La tour du N.-E., magnifique de conservation et accostée d'une tourelle qui contient l'escalier, offre des proportions un peu plus fortes que les autres, et pourrait bien avoir servi de donjon. On voit à chaque étage une cheminée de granit avec colonnettes assez bien traitées.

Une porte ogivale voûtée donne accès à l'étage inférieur de la tour S.-E. qui servait de chapelle ; un épais manteau de lierre la revêt du haut en bas. Elle se fait remarquer par une voûte en

pierres et par ses ouvertures qui, simples meurtrières au dehors, dessinent au dedans une fenêtre d'église en plein cintre. Une assez curieuse particularité, c'est que les pieds droits de la porte ogivale dont on vient de parler, et la face intérieure des murs de la tour aux environs de cette porte, sont couverts de figurines grossièrement sculptées dans la pierre en faible relief, représentant des sujets pieux. Il serait intéressant d'examiner à loisir ces sculptures et d'en fixer l'époque.

Outre les cinq tours déjà décrites, de grands et vastes corps de logis se reliaient aux murs de l'enceinte, formant de la tour O. à la tour N.-E. un parallélogramme adossé à la courtine qui regardait l'occident. La partie des bâtiments la plus voisine du Nord avait été agrandie et faisait saillie vers la cour ; là étaient les logements du seigneur et de sa famille. Aux débris qui en subsistent, aux moulures et à l'ornementation qui les décorent, on reconnaît le *xvi^e* siècle et le style de la renaissance (1). Vis-à-vis, adossées à la courtine de l'Est, existaient d'autres constructions, probablement les dépendances et les écuries du château. Le bayle tout entier n'est pas d'une immense étendue, puisque le diamètre mesuré d'une tour à l'autre située à l'angle opposé, ne dépasse guère 35 mètres. C'est un motif de plus de penser que la construction de ce château, tel que nous en voyons les ruines, n'est pas antérieure au *xiv^e* siècle.

De larges fossés cernent complètement les murailles, et sont rendus plus profonds par un épaulement en terre décrivant une ellipse tout autour du château, et formant une sorte de seconde enceinte extérieure, mais sans aucun travail de défense. Un étang de peu d'étendue dort à quelques mètres de là vers le couchant : il est probable qu'autrefois, au moyen des eaux de ce réservoir, on pouvait inonder toute la partie basse du terrain vers le Midi et l'Orient.

LEHON. — Assise au sommet d'une éminence naturelle de forme conique, rendue plus abrupte par des travaux de main d'homme, cette antique forteresse n'est séparée de Dinan, vers le Sud, que par la distance d'une demi-lieue à peine. La Rance arrose tout

(1) Le style Louis XIII, a aussi laissé son cachet sur une portion de ces ruines, ce qui semblerait attester qu'il y a eu deux reconstructions des logements servant d'habitation au seigneur, l'une au *xvi^e*, l'autre au *xvii^e* siècle.

près de là, vers l'Est, une délicieuse vallée; un étang creusé du côté du Nord, au pied de la motte qui portait le château, entraînait probablement dans le système de défense de la place, tandis que l'escarpement du terrain au Sud et à l'Ouest en rendait l'attaque très-difficile. Le petit bourg de Lehon s'était groupé à l'abri du vieux et jadis célèbre prieuré de Saint-Magloire, au bas du rocher qui s'incline vers la Rance. Maintenant, si vous gravissez les pentes roides de cette éminence, vous arrivez sur l'aire même du château de Lehon. Vous avez sous les yeux un polygone irrégulier, au pourtour duquel on retrouve encore les débris de l'ancien mur d'enceinte et les bases plus ou moins ruinées de sept tours. Peu de chose reste ici à l'observateur pour l'aider à fixer l'âge de ces débris. Plus de traces de la porte d'entrée, ni des bâtiments d'habitation ! Les tronçons de tours qui subsistent encore n'offrent plus ni escaliers, ni portes, ni fenêtres caractérisées, ni créneaux, ni machicoulis. Quelques ouvertures de meurtrières carrées à l'intérieur, et ne présentant qu'une fente longitudinale à la partie externe, quelques archères longues parfois de 3 mètres, l'appareil de la maçonnerie, l'épaisseur des murailles, voilà à peu près tout ce qui peut servir de matière à observation.

Or, les murs des tours n'ont pas plus de six à sept pieds d'épaisseur, excepté la tour de l'Ouest, qui peut avoir trois mètres. La tour S.-O. est la mieux conservée à l'intérieur : on y remarque une baie cintrée oblongue, surhaussée, de forme presque romane, à contours bien appareillés; une porte cintrée aussi; l'intérieur est taillé en demi-lune, dont le côté droit s'adosse à la muraille du fort.

Les tours N. et N.-E. sont les mieux conservées : l'empattement de leurs bases coniques et solidement assises présente un appareil très-bien lié de petites pierres inégales et fixées par un mortier tenace. Au-dessus de l'évasement règne un cordon en pierres de moyen appareil, lequel se répète à la hauteur des archères. On a pensé que ces tours pouvaient remonter au ^{xii}e siècle.

L'histoire du château de Lehon, comme forteresse, commence au ^{xii}e siècle; bâti par Hamon 1^{er}, vicomte de Dinan, il devint bientôt par sa position une des places d'armes les plus inaccessibles de ces fiers barons. Hamon II, vicomte de Dinan, y soutint un siège contre le duc Alain III, et sous les murs de ce château eut lieu une sanglante bataille entre ce duc et son frère Eudon

accouru au secours du vicomte de Dinan, qui tenait son parti. — A l'époque où le féroce Henri Plantagenet, roi d'Angleterre, guerroyait en Bretagne, Lehon fut aussi menacé par le vainqueur déjà maître de Bécherel, autre château de Rolland de Dinan. « *Lehum vero castrum, in quo Rollandus maximè confidebat, quia erat atura et arte munitissimum, obsedisset (Henricus rex Anglorum) nisi brevis terminus eundi ad colloquium Francorum regis eum urgeret.* » (Chronique de Robert, abbé du Mont-Saint-Michel, *ad annum* 1168.)

Si l'on en croit la Chronique de Saint-Brieuc et les Chroniques annaulx, suivis par Lebaud, une seconde expédition dirigée par le même roi Henri contre Lehon, l'année suivante, 1169, eut plus de succès; le château de Rolland de Dinan fut emporté et détruit par le prince anglais (1). Après l'accommodement qui intervint à la suite de cette guerre entre le baron breton et le roi d'Angleterre, il y a tout lieu de croire que Lehon fut rétabli; et si, dans les ruines actuelles, il se trouve quelques parties anciennes, elles ne peuvent remonter plus haut que cette reconstruction de la fin du ^{xiii}^e siècle. Quoi qu'il en soit, il est certain que Lehon était sorti de ses ruines, et qu'au ^{xiii}^e siècle il excitait puissamment la convoitise du duc Jean-le-Roux, ce prince avide et habile à s'agrandir aux dépens de ses vassaux. Lehon et la vicomté de Dinan appartenaient alors au comte de Goello, Alain d'Avaugour, qui avait recueilli, à cause de sa mère, Marguerite, dame du Mayne et de Dinan, l'héritage des anciens vicomtes de Dinan. Il finit par vendre, en 1264, tous ses droits sur Dinan et Lehon à Jean, duc de Bretagne, avec ce qui lui restait par ailleurs de la succession de sa mère, pour une somme de seize mille livres tournois, dont il fut payé comptant, et six cents livres de rente. A partir de ce moment, Lehon, rentré dans le domaine ducal, n'en sortit plus. Charles de Blois, à son retour de sa captivité en Angleterre, vint à Lehon en 1351 et y séjourna quelque temps.

(1) Tunc etiam temporis Henricus Anglorum rex guerram contra Rollandum de Dinanno habuit, ac fortallitia Becherelli et de Lehonio ad terram prostravit. (*Chronicon Briocense*, D. Morice, *Pr.*, t. I^{er}, col. 37.)

MCLXIX. Castrum Lehonense ruit. Concordia inter Angliæ regem et Rollandum dinannensem facta (*Chronicon Britannicum*, D. Lobineau, t. II, 354).

Au sujet de la garde du château de Lehon, on lit ce qui suit dans le tome II des *Preuves* de Dom Morice, col. 709 : « Joelin de Guité aiant eu la capitainerie de Lehon du tems de la duchesse Jeanne de Navarre, Amaury de Fontenay et Guillaume de Clin, commissaires du duc de Bourgogne, nouveau curateur du duc, receurent ladite forteresse dudit Jocelin, et la confièrent pour le tems du gouvernement du duc de Bourgogne à Raoul, sire de Coëtquen, chevalier, qui jura fidélité sous peine d'être réputé faux et de leal chevalier, le 27 novembre 1402. »

Le nom du château de Lehon cesse, depuis cette date, d'être répété dans les Actes de Bretagne. Après l'union de la province à la France, l'importance de la forteresse diminua graduellement, et ses remparts avec leurs tours cédèrent peu à peu à l'action du temps. Au *xvii^e* siècle, l'enceinte du château fut afféagée au prieur de Lehon pour une rente annuelle de 10 livres tournois. (L'acte est de 1642; voy. la nouvelle édition du Dictionnaire d'Ogée annoté, tom I, p. 483.)

Mire Charles Bruslard, prieur en 1644, donna aux religieux les « matériaux, ruines et démolitions du vieux chastel de Lehon, « consistant en huit tours sur l'enceinte, le donjon étant au mi- « lieu de l'emplacement d'icelui, et quelques restes de murailles « étant encore sur bout.... à charge aux Bénédictins de la Con- « grégation de Saint-Maur d'employer lesdits matériaux provenant « desdites démolitions aux réparations jugées utiles à faire au « prieuré. » Ce passage nous révèle une particularité intéressante, l'existence d'un donjon central dont il ne reste plus la moindre trace. Quel dommage que ce donjon n'ait pas été dessiné ou décrit avant d'être démolé ! il existait encore en 1677 (d'après un aveu cité par l'annotateur d'Ogée).

MONTAFILANT. — Les ruines de ce château, situé à une demi-lieue Nord de Corseul, couronnent d'une façon pittoresque un mamelon de figure ovoïde, entouré de vallons encaissés aux pentes abruptes où serpente un ruisseau qui vient former un étang vers le Nord-Est. Un isthme étroit reliait l'assiette du château aux coteaux voisins, et présente le seul point accessible pour pénétrer dans la forteresse. Rien n'égale la poétique mélancolie, la grâce un peu sauvage de cet agencement de collines onduleuses et de ravins escarpés qui enseignent le promontoire sur lequel se dressent encore les vieilles tours croulantes de Montafilant.

Les vicomtes de Dinan choisirent ce beau site pour y élever, vers la fin du ^{xii}^e siècle, le château, aujourd'hui en ruines, dont suit la description. Il devint le chef-lieu d'une seigneurie, apannage d'une branche puinée de cet illustre maison, qui, par ses alliances, le porta d'abord à la famille des barons de Laval; par suite il fut réuni à la baronnie de la Hunaudaye. (Dupaz, *Généalogie de Dinan et de Châteaubriant*, *passim*).

Le château de Montafilant, qui occupait le sommet du mamelon, affectait la forme triangulaire, dans son plan général, avec un côté brisé vers l'angle Sud, ainsi qu'il va être expliqué plus bas. — La courtine faisant face au Nord présente encore les débris de trois tours cylindriques; l'une à l'angle Nord-Ouest, la mieux conservée; la seconde placée au milieu à peu près de la muraille; c'est dans celle-là qu'il existe encore une petite chambre voûtée en pierres. La voûte en ogive, soutenue par des arcs-doubleaux épannelés et retombant sur des consoles ornées de masques humains, accuse le ^{xiv}^e siècle; la troisième tour occupait l'angle Nord-Est de la courtine: il n'en subsiste plus que des débris informes qui en marquent l'emplacement.

La tour centrale Nord est remarquable par des meurtrières ou *arbalestrières* très-allongées et très-étroites, avec une ouverture circulaire au milieu.

Les anciens bâtiments d'habitation étaient adossés à cette courtine du Nord, à peu près dans l'emplacement qu'occupent aujourd'hui les maisons de la ferme comprise dans l'enceinte du château. Tout près de la courtine Ouest on voit un puits d'une profondeur considérable et d'un appareil de maçonnerie digne d'attention; les parois intérieures sont formées de belles pierres de taille.

M. de la Villebrunne, qui connaît le pays de Corseul et les ruines de Montafilant depuis son enfance, a donné à M. Delabigne-Villeneuve de précieux renseignements sur la topographie de ces débris, qu'il a vus bien plus entiers et plus complets qu'ils ne sont aujourd'hui. Ainsi il assure qu'une porte existait auprès de la tour centrale du Nord; que cette porte était environnée d'ouvrages extérieurs, formant une sorte de demi-lune; qu'en dehors de ces ouvrages, et s'étendant sur cette partie du mamelon qui, par une dépression graduée, va s'abaissant vers l'étang, il existait une seconde enceinte extérieure de fortifications, formant comme

un préau semi-circulaire oblong, environné de murs, dont on retrouve çà et là les traces dans les fossés du domaine qui en occupe la place.

On peut suivre dans toute sa longueur le déploiement de la courtine occidentale, à partir de l'angle qu'occupe la tour Nord-Ouest où d'énormes pans de maçonnerie sont encore debout. Le peu d'épaisseur de ses murs la font regarder comme plus moderne que le reste du château ; chaque année il s'en écroule quelque partie, et bientôt elle se trouvera découronnée au niveau des autres tronçons de tours qui l'avoisinent. Au milieu de cette courtine de l'Ouest se voient les restes d'une autre tour, dont la base conique est assez bien conservée : on suit également très-bien, de ce côté, les traces de la douve.

La tour de l'angle Sud-Ouest est un monceau de décombres, mais son emplacement est visiblement reconnaissable. A partir de cette tour qui défendait l'accès principal de la place, la disposition actuelle est confuse ; elle a besoin des commentaires de M. de la Villebrunne pour être expliquée.

On reconnaît facilement que l'entrée ou porte *Chastelière* devait être dans ce lieu : c'est le seul endroit où les coteaux opposés se rapprochent pour faciliter le passage et permettre l'établissement d'un pont levis. Le pont levis et les tours du portail devaient donc être là : mais il n'en reste plus traces. Le pont mobile a été remplacé par un ponceau à demeure, en maçonnerie, jeté sur le ravin ; quelques vestiges d'ouvrages avancés semblent indiqués par des bases ruinées de constructions qui revêtent la contrescarpe à l'opposite de l'entrée du pont. En dedans, du côté de la forteresse, une tour semble aussi avoir dû s'élever vers l'Est, un peu en arrière de la grosse tour Sud-Ouest, qui aurait ainsi formé la tête d'un ravelin protégeant la porte d'entrée.

Les souvenirs de M. de la Villebrunne viennent, du reste, confirmer ces conjectures fournies par l'aspect du terrain. Il se rappelle avoir vu la grosse tour Sud-Ouest encore presque entière, et le mur d'enceinte suivant à partir de cette tour, une ligne brisée pour aller rejoindre la tour Sud-Est dont on supposait tout à l'heure l'existence. Vis-à-vis cette dernière tour, la muraille, changeant de direction, se brisait en angle presque droit, et c'est dans le front de cette petite courtine qu'était pratiqué le

portail du château. De cette façon, il était protégé et par la tour Sud-Est, et par la grosse tour Sud-Ouest, et par la courtine dont la face bordait le flanc du passage donnant accès à la forteresse ; sans parler des ouvrages extérieurs qui sans doute couvraient le pont levis (1).

Ainsi défendu par les fortifications de main d'homme et par les ravins qui l'entouraient de leurs profondeurs, Montafilant devait offrir, au moyen âge, une position militaire inexpugnable.

M. Delabigne-Villeneuve termine ses intéressantes communications en exprimant le regret de ne pouvoir, faute de notes assez complètes, entretenir la classe d'Archéologie des châteaux du Guildo près Plancouët, et de Jugon, dont la position si importante, et si bien protégée par ses deux vastes étangs, avait donné naissance au vieux dicton national :

Qui a Bretagne sans Jugon

A chappe sans chapperon.

A propos des châteaux des Côtes-du-Nord, *M. de la Villehassetz* fait observer que celui de Dinan sert aujourd'hui de prison, et qu'il est peu convenable de voir l'antique séjour d'une reine de France devenu l'asile du crime et du vice. Cet édifice appartenant au département, il faudrait, dit l'honorable membre, que le conseil général voulût bien voter les fonds nécessaires à la construction d'une prison ; le donjon de Dinan, rendu alors disponible, serait facilement approprié à l'installation du musée.

M. de Fréminville signale ensuite : 1^o sur la côte entre Tréguier et Perros, le manoir de Kerhon, maison-forte très-curieuse, dont la façade principale, entièrement crénelée, est percée d'une porte ogivale, et dont l'ensemble rappelle singulièrement la commanderie du Moustoir, près Quimperlé ; 2^o une autre maison-forte, de petite dimension, située tout près de Saint-Brieuc et appelée le port Falliga, laquelle devait être destinée à la défense du gué situé en ce lieu, et dont l'honorable membre ferait volontiers venir le nom du Léguer.

M. Louis de Saisy décrit aussi le manoir de Castel Laouenan et

(1) La courtine orientale est dans un état complet de dégradation qui ne permet d'en donner aucune description.

le château de Kerzeau en Cornouaille. Ces ruines, dit-il, peu connues des archéologues, sont dignes cependant de leur attention.

La question sixième paraissant épuisée, M. le président remercie les personnes qui ont bien voulu y répondre, particulièrement M. de la Bigne-Villeneuve, dont les précieuses communications ont obtenu les applaudissements qu'elles méritent. Il pose ensuite la question 21^e : « Quelle est l'origine des évêchés de Tréguier et de Saint-Brieuc, » non sans faire remarquer que la présence de Mgr Le Mée lui donne une opportunité toute particulière.

M. de la Borderie a la parole, heureux, dit-il, de traiter la double question, qui vient d'être soumise au congrès, devant le vénérable prélat en faveur duquel le Souverain-Pontife vient de restituer le titre épiscopal de saint Tugdual.

L'opinion de M. de la Borderie peut se résumer ainsi :

Depuis le milieu du vi^e siècle jusqu'aux changements opérés par Nominoë en 846, les territoires des anciens évêchés de Saint-Malo ou Aleth, de Dol, de Saint-Brieuc et de Tréguier formaient une seule circonscription religieuse soumise à l'évêque de Dol, lequel administrait ce grand pays, tant par lui-même que par des évêques régionnaires ou chorévêques dépendants de lui. Sans doute le nombre de ces auxiliaires, leur résidence, les arrondissements confiés aux soins de chacun d'eux furent dans l'origine extrêmement variables; toutefois, l'importance et la renommée des monastères fondés au vi^e siècle par les saints Brieuc, Tugdual et Malo à Aleth, Tréguier et Saint-Brieuc durent déterminer le plus souvent les chorévêques à s'établir dans ces trois localités. On peut croire de même que les arrondissements attribués à chaque chorévêque, variables de leur nature suivant la volonté de l'évêque de Dol, acquirent peu à peu, par la coutume, une fixité qui n'était point de leur essence. En sorte que les modifications introduites par Nominoë auraient été, en fait, moins profondes qu'on ne le dit ordinairement, puisque ce roi se serait borné 1^o à consacrer, à titre de *diocèses* fixes et réguliers, ces arrondissements attribués jusque-là, par l'usage seul, à chacun des auxiliaires de l'évêque de Dol; 2^o à transformer ces auxiliaires ou chorévêques en évêques titulaires.

Dans ce nouvel état de choses, le diocèse de Dol se trouva réduit : 1^o à un certain territoire entourant la ville de Dol, et qui sans doute avait toujours été administré immédiatement par les

évêques de Dol mêmes ; 2^o à un grand nombre d'enclaves comprises presque toutes (il n'y a que six exceptions) dans les nouveaux diocèses d'Aleth, Saint-Brieuc et Tréguier, dont les territoires, avec celui de Dol, formaient, depuis le ^{vi}e siècle, le royaume de Domnonée. (*Voy. la Géographie, hist. de la Bret. avant le ^{xi}e siècle*, part. I, chap. 2.)

On a présenté plusieurs hypothèses pour expliquer l'origine de ces enclaves ; *M. de la Borderie* propose ceci : Dol, depuis le ^{vi}e jusqu'aux ^{ix}e et ^xe siècles, n'était pas seulement le siège d'un évêché, mais aussi d'un grand monastère, dont l'évêque était abbé, et qui se trouvait lié immédiatement à l'établissement épiscopal. Ce monastère, comme toutes les abbayes, avait nécessairement un assez grand nombre d'églises, de domaines, de possessions *détachées*, qui lui appartenaient immédiatement, et formaient ce que l'on appela plus tard des *pricurés* : une vie inédite de saint Sanson prouve même que les princes domnonéens, et entre autre Judwal, avaient donné à saint Samson, dans toute l'étendue de leur royaume, beaucoup de possessions de ce genre. Nul doute donc que, même avant la réforme de Nominoë en 846, l'évêque-abbé de Dol, tout en confiant à des chorévêques diverses parties de son vaste diocèse, ne se soit réservé, en sa qualité d'abbé, la surveillance et l'administration immédiates de ces églises et de ces domaines, annexes et possessions propres de son monastère, quelque part qu'elles fussent situées. Cette administration, cette surveillance immédiate, il la conserva encore après la réforme de 846, et avec d'autant plus de facilité qu'il devint, par la volonté de Nominoë, le métropolitain des nouveaux diocèses (Tréguier, Saint-Brieuc, Aleth), comme aussi de ceux de Léon, Quimper, Vannes, Rennes, et peut-être Nantes, qui, jusque-là, n'avaient relevé de lui à aucun titre. Seulement ces églises et ces possessions détachées du monastère de Dol, entourées de toutes parts par les nouveaux diocèses, et cependant conservées dans la juridiction immédiate de l'évêque-abbé de cette ville, devinrent *les enclaves de Dol*.

Telle est le sentiment de *M. de la Borderie* sur l'origine commune et connexe des diocèses de Tréguier, de Saint-Brieuc, d'Aleth et de Dol. Tout en avouant volontiers que cette explication renferme une partie conjecturale, *M. de la Borderie* la croit néanmoins plus propre qu'aucune autre proposée jusqu'à présent, à

rendre raison des faits qui nous sont connus. Il cite en outre, à l'appui, des faits, des textes, des analogies frappantes, tirées de l'histoire des Bretons du pays de Galles. Cette opinion, d'ailleurs, sera développée avec toutes ses preuves dans un travail destiné à former la quatrième partie de la *Géographie historique de la Bretagne avant le XI^e siècle*, lequel sera inséré au *Bulletin de l'Association*.

M. le Président, se faisant l'écho du Congrès tout entier, paye à *M. de la Borderie* un juste tribut d'éloges. Il pose ensuite la question 9^e, ainsi conçue : « Faire connaître les documents concernant les artistes bretons, architectes, peintres, sculpteurs, orfèvres, etc., depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours (1).

M. P. Delabigne-Villeneuve a la parole sur la question 9^e. Il commence par rappeler les savantes recherches de *M. Anatole Barthélemy*, sur les artistes verriers de la Bretagne, et principalement des contrées comprises aujourd'hui dans la circonscription des Côtes-du-Nord. Il ajoute qu'il a été assez heureux pour faire aussi de son côté quelques découvertes en ce genre, et il s'empresse de les communiquer au Congrès, dans l'espoir que les résultats auxquels il est arrivé, sur les traces de ses devanciers, seront complétés et corroborés par des recherches ultérieures.

M. Delabigne-Villeneuve eût avoir acquis la certitude qu'il existait à Rennes, comme dans le Nord de la Bretagne, une école de peintres-verriers, établie et florissante dès le XIV^e siècle ; elle s'y perpétua pendant les XV^e et XVI^e siècles, et on en trouve encore des traces au XVII^e. Ainsi le prouveront les documents qui vont suivre.

On sait que Charles de Blois fit *appareiller* à ses frais (c'était le terme de l'art) plusieurs verrières dans la cathédrale de Saint-Pierre de Rennes, notamment une magnifique rose qui éclairait le transept méridional, du côté de l'évêché, sans compter tous les vitraux qui garnissaient les fenêtres hautes du chœur. On lit, en effet, dans le procès-verbal d'enquête pour la canonisation de ce prince : « *Ecclesiam Redonensem honestè depingi fecit ac sinistram partem, videlicet in capite crucis ipsius ecclesie vitream de magnis et pulcherrimis vitreis ac pulchris et puris coloribus que*

(1) Voy. à l'Appendice les notes de *M. de Courcy* sur cette question.

constitit usque ad summam MM. librarum... dedit (D. Morice, Pr., t. II, 6).

Malheureusement, le document dans lequel est puisé ce fait précieux pour l'histoire de l'art, n'a pas transmis les noms des artistes employés par l'époux de Jeanne de Penthièvre dans cette circonstance; il fallait donc recourir à d'autres sources pour arriver à découvrir ces inconnus.

Les comptes du Chapitre de Rennes ont paru à *M. Delabigne-Villeneuve* une mine précieuse à exploiter. Ils les a compulsés soigneusement, et ce labeur n'a pas été tout à fait sans fruit. Il a effectivement constaté que, dans la seconde moitié du *xiv^e* siècle (il n'existe pas de comptes dudit Chapitre antérieurs à 1362), une famille du nom de *Béart* était en possession de fournir des artistes verriers à la cathédrale de Saint-Pierre. Ne serait-ce point à quelques-uns de ses membres que le duc Charles aurait confié l'exécution de la grande vitre mentionnée plus haut?

Quoi qu'il en soit, voici ce qu'on lit dans les vieux comptes du Chapitre de Saint-Pierre :

« Ce sont les mises que affait Pierres de la Johanniére prebtre procurour de liglese de Rennes depuys son derraen compte qui fut le lundi après la Saint-Phillippe et Saint-Jame l'an 1375.

« Item le mardi avant la Tout Saenz, à Perrot Beart vitrier qui appareilla un pennel de la grand vitre dever midi..... 2 sols.

« Item compta à Perrot Beart vitrier pour l'appareillement des vitres, pour fourneture de vierre, plon et estaen et paenne et despanse en sus que le dit Beart nert tenu descendre que quarante et quatre panneaux de vierre, à savoir est x panneaux des hautes vitres et xxxiiii panneaux des basses vitres le samedi empres l'Ascension notre Seigneur, present Raoul frère dudit vitrier que a eu tant pour sa main que pour son dit frère..... 30 livres.

« Item pour ce que ledit vitrier a descendu trente et treys panneaux de verre en oultre son convenant a savoir est vii panneaux dou haut et xxvi dou bas et dont devait avoir pour chascun pannel dou haut iv sols, et pour chacun dou bas ii sols vi deniers dont se monta la somme et ot oudit jour le dit vitrier..... 4 liv. 13 s.

« Item audit vitrier et à son frère pour plusieurs parcelles et

« faces, en vin..... 8 s.

Cette famille *Beart* était, paraît-il, douée pour les arts d'une aptitude toute spéciale, car un autre compte du Chapitre de Rennes fait connaître, en 1408, l'existence d'un *Guillaume Beart* imagier et doreur, qui travaillait aussi pour la cathédrale de Saint-Pierre.

Au x^{ve} siècle, il est indubitable qu'une école des peintres verriers subsistait toujours à Rennes. La preuve s'en tire d'abord du Cartulaire des fondations faites dans l'église cathédrale de Saint-Pierre, rédigé en 1619, sous l'épiscopat de Monseigneur François Lachiver. En voici un curieux extrait : « Donation et
« fondation de Reverend père en Dieu Messire Aneel de Chan-
« temelle, evesque de Rennes, etc..... En l'an mil quatre
« cent vingt et deux. »

Parmi les nombreux dons faits à son église par cet évêque
« issu de très-noble et honorable lignée, fondée de grant puis-
sance et noblesse, « dit le rédacteur de l'acte, m^{tre} Jehan de
Beaumont, chanoine de Rennes, on lit l'article suivant : « Ce-
« luy tres reverend seigneur voiant que le chœur de son eglise
« de Rennes était si obscur par les anciennes vitres qui y es-
« toient quil y convenoit avoir veüe de feu comme à chascune
« heure du jour, de sa bonne et sainte devoeion il a fait faire
« mettre et asseoir à ses grans coustz deux grandes vitres au
« hault du chœur l'une à dextre et l'autre a senestre *paintes à*
« *l'image de la Presentation*, par quoy le chœur de son eglise
« en est moult eselarey et honoré, comme lon peut voir. Signé
« Beaumont. »

Le nom des peintres verriers qui travaillèrent d'après les ordres d'Anselme de Chantemerle n'ont pas été conservés. Mais il n'en est pas moins certain qu'il y avait des artistes verriers à Rennes, et même dans les villes voisines, pendant le x^{ve} siècle.

Dans le livre des *Usages de l'église de Rennes fait et compillé l'an 1415*, on lit la note suivante sur le verso du premier feuillet :

« Le 22^e jour du may de may lan 1430, dom Yves Busnel,
« fabricour de l'église (de Saint-Père) de Rennes, fist *reparer* et
« mettre en plon neuf, la grande vitre de vers le menoir mon
« seigr de Rennes, et fut achevée de appareiller le xxix^e jour
« dou may de septembre oudit an et fut appareillée par un
« nommé *Guyon Robinoays de Vittré*. »

Un ancien compte de la fabrique de Saint-Sulpice de Fougères, commençant au : « jour saint Thomas Apostole, mil ⁱⁱⁱⁱ^{es} et saze (1416), » donne le nom d'un peintre-verrier qui y fut appelé, à cette époque, pour établir et « asseoir » la grande vitre du pignon oriental. Ce document est assez curieux pour qu'on en lise les détails avec intérêt :

« Autre mise faite par les desur diz (les trésoriers de Saint-Sulpice), pour et à cause de la faczon de la grande vitre dou pignon dou chancel, de la ferrecure et chauffaux y appartenans.

« A Jehan Dabeville, pour la faczon de la dite vitre par marché qu'en firent lesdits tresoriers en la presence de pluseurs des paroissiens de ladite paroisse, à la some de cent livres, et par ledit marché devait paindre, dyaprer et rappareiller le lambriis fet nouvellement en l'allongement doudit chancel, et auxi coler et repparer les autres peintures dou veil lambriis là ou nécessité en seroit, de ce. C. livres

« A un autre paintre pour avoir paint au pignon, sur ladite vitre, la majesté Nostre Seigneur, ovecques l'Anunciation de Nostre-Dame et pour avoir paint et dyapré ledit pignon de cc. 60 sols.

«... Audit Dabeville et son compaignon, le jeudy absolu, quant ils eurent assis une partie de ladite vitre poierent pour lour digner. 4 s. 6 d.

« La sepmaine avant saint Jehan-Baptiste aporta ledit Dabeville le parsur de ladite vitre et la assit et acheva, et lors en comptant et parfesant ladite somme de C. livres, fut despensé ovecques luy et son compaignon. 3 s. 4 d. etc., etc. »

On pourrait objecter que ces deux peintres-verriers qu'on vient de citer ne sont pas précisément Rennais, puisque le dernier travaillait à Fougères, et le premier est dit originaire « de Vitré. » — A cela on peut répondre que, pour ce qui regarde Guyon Robinoays, il est hors de doute qu'il exerçait son art à Rennes ; quant à Jehan Dabeville, quand même il serait prouvé qu'il n'a exercé qu'à Fougères, — ce qui n'est pas, — on serait encore en droit de le revendiquer comme appartenant à la corporation des peintres-verriers du pays de Rennes, car Fougères était compris dans la circonscription diocésaine de Rennes, et relevait féodalement, comme baronnie, de l'ancien

comté de Rennes. Il est plus que probable que l'artiste verrier de Fougères avait commencé par appartenir à l'école rennaise. Quoi qu'il en soit, *M. Delabigne* espère parvenir à faire sur cet article quelque découverte ultérieure, puis il continue en ces termes :

« J'arrive au *xv^e* siècle : c'est l'époque où l'art du verrier jouit, en tous pays, de la plus grande faveur, se popularise et s'étend, — hélas ! avant de disparaître bientôt. Le nombre des maîtres verriers se multiplie partout pendant cette période. Rennes ne resta point étrangère à ce mouvement de l'art, comme on va le voir par la nomenclature des artistes en ce genre qu'elle peut présenter.

D'abord, je trouve dans les comptes du Chapitre de Rennes le passage suivant, qui nous donne les noms de deux peintres verriers en 1531.

« 22^a Martii in Passione, 1531. — Capitulum fuit celebratum
« more solito presentibus Herveo Mayeuc scolastico et cano-
« nico, Oliverio Baud, Georgio Du Tertre, Petro de la Bende,
« Mathurino Glé, et Guillelmo Agaice qui annuerunt quod do-
« minus d'Espinay faciat *duas vitrinas* in ambitu chori vel unam
« et apponat sua arma.

« *Ibid.* — . . . Prepositus solvit pro confectionne duarum vitri-
« narum 50^{lbr.} 14^{s.} 7^{d.} monete, videlicet illa facta per *Johannem*
« *le Breton*, continens, vi^{xx} pedes et habuit a iiii^{s.} turon. pro pede
« sed domini sibi dederunt usque ad xxv libr. — *Johannes Mauger*
« fecit unam continentem vi^{xx} viii pedes et demy ad v^s turo-
« nenses pro pede xxv^{lb.} xiii^s vi^{d.} monnoye.

« . . . Dominus de Chasteaubriand decrevit facere duas vitras
« pro c. libris turonensibus et scripsit ad capitulum. »

En 1545, on achevait à Rennes de construire et d'orner l'église paroissiale de Saint-Germain : la corporation des merciers de la ville voulut faire don d'une verrière, et voici un extrait de l'acte rédigé à cette occasion, où je trouve encore mentionné le nom d'un peintre-verrier de Rennes.

« En l'assemblée de la confrairie des merciers et espiciers de la ville et forsbourgs de Rennes, etc. ; — étant la maire et plus saine partie des frères de ladite confrairie congregés et assemblés, etc. a comparu Jehan Bodet lun des modernes tresoriers et fabriqueurs de l'église et fabrice de Saint-Germain de Rennes

qui.... a dit et remontré que lui et les precedents tresoriers et fabriqueurs de ladite église, ont des aulmones faites par le bon peuple chrestien leur données et envoyées fait construire partie de ladiete église et entre autres choses le bas dicelle eglise et y eligé la place d'une vitre dont ehaque passée eouste cinquante-cinq livres monnoye par marché fait et conclud avec *Orson Lesec* vitrier peintre, et a ledit Bodet requis aux assistans leur plaisir estre sur les deniers de ladite confrairie donner une ou plusieurs passées de ladite vitre et que en icelle qu'ils donneront seront mises les armes de la confrairie aux despens de la fabrice.... Sur et de ce ensemble consultés.... ont liberallement donné deux desdictes passées à estre assises en la dicte vitre, au plaisir des paroissiens de la dicte église et de telle ystoire qu'il plaira, moyennant que les armes de la confrairie qui sont d'azur à une croix d'or et quatre erozilles d'argent, seront mises et assises haut et bas des dictes passées.... vingtieme jour d'octobre lan mil cinq cens quarante et cinq. »

En 1565, lorsque le roi Charles IX vint à Nantes et à Châteaubriant, il fut question de son entrée à Rennes, et la communauté de ville fit de nombreux et grands préparatifs dans le but de recevoir dignement ce monarque. Les comptes des dépenses faites alors existent aux archives municipales de Rennes, et renferment de curieux détails. J'en extrais ce qui est relatif aux peintres verriers.

« Etat des sommes ordonnées estre par Bonaventure Farcy et
 « Me Guillaume Lodin en l'an presant (1565) recepveurs et mi-
 « seurs des deniers communs de ceste ville, payées et baillées
 « sur les deniers empruntez pour l'entrée que le roy avait déli-
 « bérée faire en ceste ville, aux personnes et pour les causes ey-
 « après, etc. »

« ... A Guillaume Cargusel, aussi peintre et vitrier pour sept
 « jours de sa vacation, salaire et despance. VII ^{lbr.} tournois.

« A Michel Talbot son serviteur et compaignon, aussi peintre
 « et vitrier pour ledit temps..... XXXV ^{s.}

« Davantage à Symon Le Roux aultre peintre et vitrier,
 « etc..... VI ^{lbr.} T.

« Item ont payé.... la somme de seix vingtz livres tournois à
 maistre Olivier Auléon, Guyon de la Lande, Jean le Breton, et
 Jean Lelievre, painctres de ceste ville, tant pour la faczon de cin-

quante escuzons sur toille armoiez des armes du roy que autres choses requises pour ladicte entrée, etc.

« Item de la somme de xxxv ^{l.} ii ^{s.} vi ^{d.} qu'ils ont païée ausditz Auléon, Jean le Breton, Jean Lelièvre, Guyon Lalleman, Olivier Guischer, Jaspert Vaute peintres et vitriers de ceste ville... pour les peintures des theastres et autres peintures requises, etc., etc. »

Ces extraits suffisent pour faire voir qu'au ^{xvi}e siècle la peinture sur verre était cultivée par de nombreux artistes dans la capitale de la Bretagne. Mais ce n'est pas seulement au ^{xvi}e siècle que l'art du verrier fleurit à Rennes. Il existe plus d'une preuve qu'il y persista jusque dans le ^{xvii}e siècle, alors que dans d'autres provinces les traditions de cette noble industrie étaient déjà abandonnées.

Ainsi, en 1602, Pierre et Jean du Liepvre, vitriers, étaient employés pour la réparation et l'entretien des vitraux de la cathédrale de Rennes, et un arrêt du parlement, en date du 10 septembre, leur allouait une somme de 9 écus, que le sieur Merault du Val, receveur du chapitre, refusait de leur payer. (Extr. des titres du chapitre, Arch. dép.).

— En 1631, m^{re} Raoul Hervé, maistre vitrier à Rennes, recevait 36 livres pour reparations et refaction de plusieurs panneaux au vitrail de la chapelle Saint-Etienne, dans l'église de Chantelou, diocèse de Rennes (Compte des trésoriers de ladite église).

— En 1637, Boullay, vitrier, était payé 23 livres par le chapitre pour réparer les vitraux de Saint-Pierre de Rennes (Comptes du chapitre).

— En 1657, M^e Jan Bossart, vitrier à Rennes, et M^e Jan Godon sieur des Longrais, vitrier au même lieu, étaient en concurrence pour faire et fournir, moyennant la somme de 100 livres, une verrière à la chapelle Saint-Etienne ci-devant mentionnée (Comptes des trésoriers de Chantelou).

En voilà assez pour justifier l'assertion que j'émettais tout à l'heure, concernant la persistance dans l'exercice du bel art de peintre-verrier, dans notre contrée. Nouvelle preuve, entre mille, de la fidélité à maintenir les anciennes traditions qui existait autrefois à un degré si éminent, dans notre Bretagne, et qui se révélait dans la culture des arts, dans la pratique des métiers,

comme dans les principes de conduite pour la vie publique et privée. »

M. le président ayant témoigné de nouveau à *M. Delabigne-Vileneuve* la vive reconnaissance du Congrès, *M. de la Borderie* signale l'existence de deux architectes anciens dont il a retrouvé trace dans des documents inédits; l'un appelé dans l'acte « *Radulfus cementarius de Lanmor*, » qui construisit, en 1237, l'église et le couvent des Dominicains de Morlaix, l'autre, nommé Goëdor, travailla à la reconstruction de la Cathédrale de Tréguier après la fin des invasions normandes, dans la seconde moitié du x^e siècle, et il est mentionné dans une vie inédite de saint Tugdual, rédigée avant la moitié du siècle suivant (1).

M. le président met ensuite à l'ordre du jour de mercredi soir les questions 15^e, 23^e, 24^e et, s'il y a lieu, 22^e du programme, et lève la séance à dix heures et demie.

Le secrétaire,

H. DU CLEZIOU.

(1) Le texte des documents où se trouvent mentionnés ces deux architectes sera imprimé plus tard dans le *Bulletin de l'Association*, avec un certain nombre d'autres pièces du même genre.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

CINQUIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE Kerdrel. — M. A. DE LA NOUE,
secrétaire.

Mercredi 6 octobre, huit heures du matin.

Sommaire. — Renseignements sur des monuments celtiques des Côtes-du-Nord, alignements, allées couvertes, dolmens, tumulus, etc. — Les buttes artificielles d'origine celtique recouvrent-elles invariablement un dolmen? Discussion sur ce sujet. — Existe-t-il en Bretagne des fortifications vitrifiées analogues au camp de Pérán? — Nouvelles observations sur ce camp. — Lecture d'un Mémoire sur les différentes phases du droit coutumier de la Bretagne concernant les avantages attribués aux aînés dans le partage des successions.

Le procès-verbal de la séance d'hier matin est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle l'examen de la première question du programme : « Présenter la statistique des monuments celtiques existant dans le département des Côtes-du-Nord, en ayant soin d'en déterminer le caractère et la forme. »

M. de Geslin prend la parole sur cette question, et donne au Congrès de nombreux renseignements. Ainsi, il a vu près de Pleine-Haute un menhir très-élevé sur lequel, contrairement à quelques personnes qui croient y découvrir des caractères inconnus, il n'a vu lui que des marches grossières destinées à monter au sommet. De cette pierre, comme centre, semblent rayonner plusieurs lignes d'autres menhirs, la première dans la direction de Quintin, la seconde de Bocqueho, la troisième de Saint-Brandan, la quatrième, enfin, de Pleerneuf. Les pierres

qui subsistent encore de ces diverses lignes sont généralement espacées de 500 à 600 mètres; sur le dernier alignement entre Pleerneuf et Plouvarn se trouvent une belle allée couverte, et les débris de plusieurs dolmens.

M. de Geslin a encore remarqué à la Poterie une butte artificielle entourée d'un fossé et portant à son sommet un dolmen d'où rayonnent plusieurs allées découvertes ou doubles rangs de pierres alignées. De ce fait et de quelques autres qui précèdent, l'honorable membre conclut qu'on n'a pas assez étudié jusqu'ici la corrélation qui peut exister entre les monuments de pierres brutes placés à de petites distances.

A ce propos, *M. l'abbé Souchet* signale un certain nombre de menhirs situés à une lieue environ l'un de l'autre, et semblant se diriger vers Lanfains et le Vieux-Bourg.

Un membre cite (1) :

A Maël-Pestivien, au lieu de Kerhorou, un dolmen portant des traces de sculpture, et dans un champ dit *Parc-an-Min-Sun* un menhir du même nom ;

A Glomel, un menhir de 8 mètres de hauteur reposant sur un entablement en pierres.

A Carnouet, un menhir d'un granit particulier ;

A Saint-Gildas, un tumulus ;

A Bégard, un autre tumulus ;

A Trebeurden, huit menhirs disposés en cercle, à un kilomètre de distance.

A Saint-Laurent, cinq dolmens, la plupart debout, orientés Est et Ouest sur une étendue de 11 mètres.

Enfin, dans la commune de Saint-Gilles-Pligeaux, une pierre branlante dite *Coz-ar-Veleyen*.

M. de Sevoy donne quelques détails sur une galerie couverte qui existe dans la commune d'Henan-Bihen, et dont *M. l'abbé Marsouin* a déjà fait la description.

M. Rioust de l'Argentaye indique un monument semblable dans la commune de Trégrom.

M. Saullay de l'Aistre signale sur la route de Quintin, à trois lieues de Saint-Brieuc, une sorte de statue qui rappelle pour le style la Vénus de Quinipili, et qui pourrait bien avoir, sans qu'il

(1) La minute du procès-verbal a malheureusement laissé son nom en blanc.

osât l'affirmer toutefois, une origine gauloise. Cet étrange et curieux débris se trouve incrusté dans un fossé et adossé à un chêne.

M. Bizeul ayant demandé s'il existe dans les Côtes-du-Nord des dolmens recouverts d'un tumulus, et semblables à ceux qui ont été observés dans le Morbihan, *M. Galles fils* répond que, suivant lui, tous les dolmens ont été originairement enfouis dans des tumulus.

MM. de Wismes et *Rioust de l'Argentaye* combattent cette opinion, et prétendent l'un et l'autre connaître un grand nombre de tombelles dans lesquelles il n'existe pas de dolmen ; mais *M. Galles* réplique que les *tumulus* pris pour des buttes celtiques par les honorables contradicteurs ne sont probablement que des mottes féodales.

La question 1^{re} paraissant épuisée, *M. le Président* pose la 2^e, ainsi conçue : « Existe-t-il en Bretagne, et particulièrement dans le département des Côtes-du-Nord, en dehors du camp de Péran, quelques traces de fortifications vitrifiées analogues à ce camp ou aux constructions de Sainte-Suzanne, de Château-Gontier et des châteaux de verre d'Écosse ? »

M. de Geslin ayant répondu négativement, *M. de Blois* dépose sur le bureau quelques fragments de pierres calcinées rapportées par lui de Sainte-Suzanne, et qui offrent de frappantes analogies avec les vitrifications du camp de Péran.

M. de la Noue donne ensuite quelques explications sur ce dernier monument. Sans combattre ce qu'en ont dit la plupart des antiquaires, et notamment *M. de Geslin*, il cherche, par le rapprochement de pierres trouvées à une grande distance du camp avec celles de Péran même, à justifier la tradition populaire, suivant laquelle ces traces diverses de l'action du feu seraient le résultat d'un incendie qui n'aurait pas duré moins de sept ans.

La séance se termine par la lecture d'un savant Mémoire de *M. de Blois*, directeur de la Classe d'Archéologie, sur la question 26^e, ainsi conçue : « Retracer les différentes phases du droit coutumier de la Bretagne concernant les avantages attribués aux aînés dans le partage des successions ? »

A. DE LA NOUE, secrétaire.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

SIXIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE KERDREL. — M. J. LAMARE, *secrétaire*.

Mercredi 6 octobre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Renseignements sur la poésie bretonne au diocèse de Tréguier. — Analyse des œuvres du bardisme gallois au point de vue de la lumière qu'elles jettent sur la lutte entre les Bretons et les Saxons. — Lecture d'un Mémoire concernant les monuments celtiques des Côtes-du-Nord. — Note sur la chambre aux archives et reliquaire de la chapelle de Saint-Goneri. — Mémoire sur l'histoire de la ville de Saint-Brieuc pendant la Ligue.

La séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal d'hier soir, qui est adopté sans réclamation.

L'ordre du jour appelle la discussion de la question 14^e, ainsi conçue : « Quels sont les caractères distinctifs de la poésie bretonne au diocèse de Tréguier ? Recueillir les chants bretons relatifs à l'histoire des pays de Tréguier et de Saint-Brieuc. »

M. Louis de Saisy a la parole sur cette question. La poésie bretonne, dit-il, a suivi la destinée de la poésie de la race celtique. Longtemps avant la réunion de notre pays à la France, la fraction dominante avait perdu ces mœurs simples et naïves qui sont l'essence même de la poésie. Elle resta bretonne par le souvenir et par le cœur, il est vrai ; mais la fraction dominée sauvait seule le type national. C'est à cette dernière qu'il faut demander la poésie bretonne libre, simple, naïve, nerveuse au besoin, pleine d'action, pleine de vie ; à cette poésie il faut la parole, le rythme et l'air. Les airs bretons ne sont pas du reste nombreux, et ont tous un fonds de tristesse qui les rend de la même famille.

A l'appui de ces assertions, *M. de Saisy* lit avec chaleur trois morceaux : le premier est un chant guerrier. C'est ce duo du seigneur Les-Breiz et de son page, duo dont *M. Brizeux*, dans sa traduction, a fidèlement rendu l'énergie et la simplicité. Le deuxième présente une singulière opposition de cruauté dans une mère qui veut tuer son enfant, de sensibilité dans un fils qui veut sauver son frère de la mort. Le dernier est un chant d'amour naïf et populaire. Ces trois morceaux appartiennent au dialecte léonais, bien supérieur, suivant *M. de Saisy*, au dialecte trégorrois. Pour établir cette supériorité, il faut remarquer que la différence entre les quatre dialectes principaux de Bretagne porte principalement sur les terminaisons. Pendant que ceux de Vannes et de Cornouaille contractent suivant des règles fixes que celui de Léon ne contracte jamais, le trégorrois suit tantôt le premier exemple, tantôt le deuxième ; il obéit mal à ses règles. — Si l'on cherche les causes de cette infériorité, on trouve que le paysan trégorrois a été de tous les Bretons le plus atteint dans son type national, et que son dialecte est devenu malheureusement, sous un certain rapport, la langue ecclésiastique vulgaire. — On peut encore apercevoir quelques motifs dans la différence de caractère et d'occupations qui se trouve entre le Léonais et le Trégorrois.

Cette communication intéresse vivement l'assemblée. *M. le Président* remercie *M. de Saisy* d'avoir abandonné un instant les études agricoles qu'il poursuit avec tant d'intelligence, et de n'avoir pas hésité à prendre la parole sur ses simples souvenirs. L'ordre du jour appelle la discussion du n° 23 : « Quels renseignements les documents écrits en langue galloise, et spécialement les Bardes, pourraient-ils nous fournir sur la lutte des Bretons insulaires contre les Anglo-Saxons ? Mettre ces indications en rapport avec celles qu'on trouve d'autre part dans les documents saxons et latins. »

M. de la Borderie a la parole pour éclairer la question : il rappelle sommairement quelques notions historiques sur la situation de la Bretagne au ^{ve} siècle de notre ère jusqu'à l'invasion des Anglo-Saxons, et la retraite des Bretons dans la partie Sud-Ouest de l'île. *M. de la Borderie* rend ensuite hommage aux services que *M. de la Villemarqué* a rendus par la publication des poésies bardiques des Bretons insulaires du ^{vi}e siècle, et présente quel-

ques considérations sur le rôle des Bardes à cette époque ; puis il extrait de l'ouvrage de M. de la Villemarqué quelques passages intéressants qu'il classe sous certains chapitres, et il cherche quel profit on peut en tirer pour la connaissance des mœurs bretonnes au ^{vi}^e siècle. Il examine d'abord ce qui se rapporte aux mœurs de guerre, aux armures, aux vêtements. De ce travail intéressant il résulte que les Bretons portaient un casque ou heaume, rompu, à quatre côtés ; sur ce casque flottait un panache. Ils se servaient aussi d'un bouclier haut percé, dit le barde Aneurin, d'une cuirasse qui a du rapport avec la *lorica*, ou cotte de mailles des Romains. La couleur de l'armure était noire le plus souvent, et les harnais de couleur sombre. Comme armes offensives, ils avaient le glaive, le javelot, la lance ; jamais les Bardes ne parlent de dard, de flèches ni de carquois. Les Bretons affectionnaient dans leurs vêtements la couleur rouge. Nous n'avons pas sur leur coiffure de renseignements bien précis. Les rois portaient, comme marque de dignité, un bandeau ou couronne, un collier d'or, qui, du reste, n'était pas réservé uniquement aux princes. Avant le combat, les Bardes entonnaient un chant de guerre, et, sous la conduite de ces nouveaux Tyrtées, les Bretons s'élançaient dans la mêlée et mouraient pour la patrie. *M. de la Borderie* cite quelques-uns de ces bardits, entre autres celui de Taliezin à Urien, à l'occasion d'une fête donnée par ce dernier à la suite d'une victoire.

Après cette intéressante communication, *M. le président* donne la parole à *M. de Fréminville* pour la lecture d'un Mémoire relatif aux monuments celtiques des Côtes-du-Nord, lequel ajoute aux renseignements déjà fournis sur ce point dans la précédente séance.

M. de Fréminville présente d'abord quelques considérations générales sur les dolmens, les menhirs et les cromlechs, et se pose ensuite les questions suivantes : 1^o chercher un point de départ sur lequel on puisse baser l'origine de ces monuments ; 2^o exposer l'intérêt qu'ils peuvent avoir ; 3^o s'ils sont de quelque intérêt, voir par quels moyens on doit chercher à les conserver.

Au sujet de l'origine, *M. de Fréminville* cite les versets 5 et 6 du Deutéronome, le *Voyage autour du monde* de M. Duperré, et ses observations sur les habitants de Rotomonia, les édifices funébres de l'île de Tinian décrits par M. Jacques Arago, ceux de

l'île de Rota dont il est parlé dans Dumont-d'Urville. Il montre que tous ces monuments diffèrent peu de ceux que nous possédons en Bretagne ; ils se rattachent à une même pensée et ont tous un but religieux.

Puisque telle est leur importance, ne serait-il pas possible de les arracher à la destruction qui les menace ? *M. de Fréminville* propose d'abord d'acheter non pas tout le terrain où ils se trouvent, mais la pierre seule et isolée, et d'attirer sur eux la protection de l'Etat ou des Sociétés d'Archéologie. Un autre moyen, ce serait d'en faire une collection en relief à l'instar de celle qui existe à Londres, au British Museum.

Les monuments celtiques que nous possédons dans les Côtes-du-Nord, bien qu'ils ne soient pas des plus remarquables, méritent cependant d'attirer l'attention.

On peut citer : le cromlech de la lande de Lorette, près Merléou. — Une tombelle près la route de Paimpol en Pléhédel. — Une autre tombelle sur la voie romaine près la chapelle de Comfort. — Les menhirs de Saint-Michel-en-Grève, sur la route de Lannion à Morlaix. — Un menhir brisé dans la paroisse de Ploufragan, près Saint-Brieuc. — Un menhir grossièrement équarri à Saint-Samson, près Dinan. — Un beau dolmen sur le Mont-Saint-Michel, près Merléac. — Les restes d'un dolmen dans la commune de Plédran.

M. de Fréminville termine en appelant l'attention sur les pierres branlantes de Ploumanach', près Lannion.

Cette lecture est accueillie avec un vif intérêt.

M. Bizeul communique au Congrès une note d'un savant anglais, M. Perrott, note relative à la *chambre aux archives* et au *reliquaire* de la chapelle Saint-Goneri, en Plougrescant (Côtes-du-Nord).

D'après ce document, la tour de la chapelle remonte au *vi^e* ou au *viii^e* siècle. C'est une construction de 30 à 35 pieds, qui comprend un rez-de-chaussée et un premier étage. Au rez-de-chaussée se trouve un coffre de pierre, dit *lit de saint Goneri*.

C'est un bloc oblong, creusé en auge rectiligne, et présentant tous les caractères d'une haute antiquité. Adossé au mur septentrional est un sarcophage en pierre reposant sur une dalle de granit : c'est la tombe de saint Goneri.

Le premier étage, ou chambre des archives, renferme un re-

liquaire en chêne, couvert des plus délicates eiselures, au sommet duquel se trouve un dais en bois soutenu par de belles colonnettes festonnées de la manière la plus élégante. Ce *reliquaire* devait servir de *sacrarium*. C'est un des plus jolis moreaux de sculpture qu'on puisse rencontrer.

Aucune observation n'étant présentée sur la note de M. Perrott, M. le président donne la parole à *M. de Geslin* pour la lecture d'un Mémoire ou épisode de l'histoire de la ville de Saint-Brieuc au temps de la Ligue. Le rôle que jouait la ville entre les deux partis ressort nettement du compte d'un procureur syndic de l'année 1596, compte rendu au *général des nobles bourgeois et habitants de Saint-Brieuc*. Mais, avant d'entrer dans le détail, *M. de Geslin* résume les différentes phases de notre système municipal antérieurement à la révolution. Nous voyons d'abord se faire, au prône de la grand'messe, et pour un an, l'élection du procureur syndic, des miseurs et notables chargés d'assister aux assemblées de l'Hôtel-de-Ville. En 1681, le procureur syndic devint syndic miseur, élu pour deux ans; il resta le premier magistrat civil, mais il y eut au-dessus de lui un gouverneur militaire. Quelques années plus tard, les besoins du Trésor firent créer plusieurs charges, telles que procureur du roi, avocat du roi, qu'on supprimait pour les faire payer en les créant de nouveau. Enfin, sous Louis XVI, les fonctions municipales redevinrent électives. Le maire fut choisi entre trois candidats présentés par l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville.

Le compte du procureur syndic auquel nous avons fait allusion contient le détail très-exact des dons forcés, en denrées ou en argent, qu'il fallait faire aux deux partis pour garder la neutralité. Ce sont d'abord les fantaisies de Lafontaine, gouverneur de Corlay, le récit des tribulations du procureur, retenu comme ôtage, des droits de circulation qu'il payait aux autres capitaines pendant qu'il recueillait la somme. Après le gouverneur de Corlay, nous voyons figurer tour à tour le commandant de Cesson, le duc de Mercœur, les Anglais, le terrible Fontenelle, les Espagnols sous Don Juan d'Aquila, et quand toutes ces petites grues avaient passé, survenait le roi qui réclamait les *aides*. Tel fut le rôle de Saint-Brieuc, divisé entre son seigneur qui tenait pour la cause catholique, et ses magistrats qui inclinaient pour le roi. La ville fut ruinée, mais elle ne subit pas de plus grands mal-

heurs, grâce à l'habileté des citoyens qui la gouvernaient. L'existence à Saint-Brieuc de plusieurs descendants de ces utiles magistrats ajoute un intérêt de plus au Mémoire de *M. de Geslin*.

M. le Président met à l'ordre du jour de vendredi soir les questions 5, 27, la seconde moitié de la 6^e, et la lecture d'un Mémoire de M. Aurélien de Courson sur la forêt de Brécilien.

La séance est levée à dix heures.

Le secrétaire,

J. LAMARE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

SEPTIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE KERDREL. — M. J. LAMARE, *secrétaire*.

Vendredi 8 octobre, huit heures du matin.

Sommaire. — Incident au sujet de la dénomination de *motte féodale*. — Subdivisions ecclésiastiques des diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier. — Nomenclature des abbayes, collégiales, prieurés, maladreries, couvents qui ont existé sur le territoire des Côtes-du-Nord. — Possessions de l'ordre du Temple, et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, sur ce même territoire ; discussion de la charte de Conan IV, mal à propos désignée jusqu'ici comme concernant les biens des Templiers ; charte de Pierre Mauclerc, pour l'ordre du Temple ; commanderies de Malte en Bretagne. — Mémoire sur une inscription romaine de Corseul.

Le procès-verbal de la séance de mercredi matin est lu et adopté.

M. Bizeul demande une explication au sujet des *mottes féodales* dont il a été question à l'avant-dernière séance. Il ne trouve pas, dit-il, que cette dénomination, appliquée par plusieurs membres du Congrès à certaines buttes artificielles, présente une idée suffisamment claire. — Prétendrait-on que la motte était le lieu destiné à recevoir la rente seigneuriale ? Nulle part il n'en a rencontré la preuve, et jusqu'à plus ample informé il ne voit dans les mottes dites féodales qu'un reste de fortification, que la base de ces châteaux en bois dont *M. de Caumont* a signalé l'existence au *x^e* et au *xi^e* siècles.

M. de Blois fait observer qu'il n'y a pas contradiction entre

l'opinion de *M. Bizeul* et celle qu'il combat. En effet, dit-il, lorsque le service militaire, qui se faisait primitivement par les vassaux à la tour principale du château dont ils dépendaient, eut été converti en une redevance seigneuriale payable en argent ou en nature, n'est-il pas à croire que l'on continua de venir acquitter cette rente au lieu même où se faisait autrefois le service militaire, c'est-à-dire à la tour ou à la motte sur laquelle elle avait jadis reposé?

Après quelques observations sur le même sujet échangées entre *MM. de Blois, Bizeul* et de la *Borderie*, *M. le Président* dit qu'il serait à propos de poser une question relative aux mottes dites féodales pour le prochain Congrès de l'Association.

Cet avis ayant été unanimement adopté, *M. le Président* appelle la discussion sur la deuxième partie de la question 21^e, ainsi conçue : « Indiquer le nom et l'étendue des archidiaconés, doyennés entre lesquels se subdivisaient ces deux diocèses; donner la nomenclature aussi complète que possible des divers établissements religieux (collégiales, abbayes, prieurés, chapelles, maladreries et hôpitaux, couvents d'hommes et de femmes, maisons de l'ordre du Temple, etc.), qui ont existé sur le territoire actuel du département des Côtes-du-Nord. »

Après quelques observations préliminaires sur les deux archidiaconés de Goëlo et de Penthièvre, *M. l'abbé Souchet* ajoute qu'il ne connaît pas de subdivision par doyennés dans l'ancien évêché de Saint-Brieuc.

M. P. Delabigne-Villeneuve a préparé un travail en réponse au deuxième paragraphe de la question 21^e. C'est surtout au point de vue des établissements religieux énumérés dans le programme qu'il a envisagé la question, et qu'il se propose de la traiter; il laissera donc de côté l'article des archidiaconés et doyennés, traité d'ailleurs dans une note de *M. de Courcy* (voy. à l'Appendice).

L'ancien évêché de Saint-Brieuc, dit *M. Delabigne-Villeneuve*, avait des bornes naturelles, presque continues, qui le délimitaient de façon à lui donner une configuration à peu près triangulaire, dont la pointe la plus aiguë s'enfonçait au Midi, dans l'intérieur des terres, tandis que la base s'appuyait à la mer. Ainsi la côte septentrionale, découpant en une vaste courbe la baie de Saint-Brieuc depuis le cap Frehel, à l'Est, jusqu'à l'Archipel de Bréhat vers l'Ouest, formait la limite du Nord. A

l'Occident, le cours du Trieuc et celui du Leff séparaient le diocèse de Saint-Brieuc du territoire trégorrois jusqu'auprès de Quintin. Là, une ligne onduleuse, se dirigeant au Sud-Est, passait au Midi de la forêt de Lorges, et allait au-dessous d'Uzel retrouver le cours de l'Oust, qui servait de bornes du côté de la Cornouaille et du diocèse de Vannes, jusqu'à son point de jonction avec la rivière de Lié. Ici commençait la limite orientale de l'évêché de Saint-Brieuc; elle remontait l'espace de quelques lieues le cours de cet affluent de l'Oust, puis, à la hauteur de La Cheze et de l'abbaye de Lantenac, elle fléchissait vers l'Est en suivant une ligne sinueuse à travers les landes du Menez, et venait rejoindre, à deux lieues au-dessous de Jugon, le cours de l'Arguenon qui, à partir de ce point, formait jusqu'à la mer la limite orientale.

Quant à l'évêché de Tréguier, il avait pour frontière commune avec le diocèse de Saint-Brieuc, sur tout son flanc oriental, la rivière du Leff depuis sa source pour ainsi dire, auprès de Leslay, jusqu'à sa jonction au Trieuc, qui continuait la délimitation vers la mer. Les découpures de la côte, baignée par la Manche, forment, au Nord, une limite naturelle jusqu'à l'embouchure de la rivière de Morlaix. La ligne séparative remontait le cours de cette rivière jusqu'à la ville de Morlaix, dont la moitié appartenait au diocèse de Tréguier, et l'autre au diocèse de Léon. A partir de Morlaix jusqu'aux montagnes d'Arez, la ligne frontière, tracée à travers les landes qui s'étendent entre Pleyber-Christ et Plougonven, se projetait vers le Sud en inclinant faiblement à l'Est. Du pied des montagnes d'Arez et non loin de la vieille abbaye du Relec partait la limite méridionale se dirigeant en ligne irrégulière vers l'Orient, jusqu'aux sources du Leff.

Il s'agit de présenter une liste aussi complète que possible des divers établissements religieux existant autrefois dans la circonscription de ces deux diocèses, en y ajoutant la moitié environ de l'ancien évêché de Saint-Malo, et quelques cantons de l'ancienne Cornouaille, que la circonscription moderne a réunis au département des Côtes-du-Nord.

Voici le résultat des nombreuses recherches que j'ai faites, et des divers renseignements que j'ai pu me procurer. J'adopte l'ordre suivi dans les précédents Congrès pour les communications de cette nature :

ABBAYES D'HOMMES.

ÉVÊCHÉ DE TRÉGUIER. — 1^o *Begard* (ordre de Citeaux), fondé en 1130 par le comte Étienne de Penthièvre et sa femme Haivoise, comtesse de Guingamp.

2^o *Sainte-Croix-de-Guingamp* (O. de Saint-Augustin), fondé par les mêmes vers 1130 ou 1135, fondation confirmée en 1157 par Conan IV.

3^o *Saint-Sauveur-de-Guingamp* (O. de Saint-Benoit), fondée au commencement du XII^e siècle (avant 1120, suivant un titre original des archives d'Ille-et-Vilaine, fonds de Saint-Melaine, I H, 1), par les comtes de Guingamp, devenu en 1152 simple prieuré de Marmoutier (1).

ÉVÊCHÉ DE SAINT-BRIEUC. — 1^o *Beauport* (O. de Prémontré), fondé en 1202 par Alain, comte de Goello, et sa femme Pétronille de Thouars, avec le consentement de ses frères, les comtes Étienne et Conan, pour des chanoines réguliers de l'ordre de Prémontré

2^o *Bosquien* (O. de Citeaux), fondé, près de Jugon, en 1137, par Olivier II de Dinan, et sa femme Agnorie de Penthièvre. Détruite par un incendie, en 1240, cette abbaye dut sa restauration à Denise, dame de Matignon.

3^o *Saint-Aubin-des-Bois* (O. de Citeaux), fondé par les comtes de Lamballe. La première fondation paraît être de Geffroy Boterel, fils du comte Étienne ; augmentée par ses fils Rivallon et Étienne, puis par Geoffroy Boterel, fils de Rivallon, en 1117 (voy. Dupaz, p. 7). D. Morice en place la fondation en 1137.

4^o *Notre-Dame-de-Lantenac* (O. de Saint-Benoit), fondée vers 1152, par Eudon de Porhoet, duc de Bretagne, et sa femme Bertlie, veuve d'Alain-le-Noir, comte de Richemont.

ÉVÊCHÉ DE SAINT-MALO. — 1^o *Beaulieu* et *Notre-Dame-de-Pont-Pilard*. On croit que ces deux abbayes n'en font qu'une seule qui changea de nom ; du moins est-il certain qu'elles ont le même fondateur, Rolland de Dinan ; et à la même époque

(1) Le Pouillié de Tours mentionne, dans l'évêché de Tréguier, une abbaye de *Notre-Dame-de-Grâce-du-Folgoat* (O. de Saint-Benoit), qui aurait existé dans la paroisse de Pommerit-le-Vicomte.

(vers 1170). Beaulieu était situé dans la paroisse de Mégrit, et avait été fondé pour des chanoines de l'ordre de Saint-Augustin.

2^o *Saint-Jacut* (O. de Saint-Benoit), appelé primitivement *Landouar*, du nom de la presqu'île où il était situé, fondé, croit-on, par saint Jacut et saint Guethenoc, frères de saint Guenwaloé, dans le ^{vi}^e siècle. — Saint Jacut était un enclave de l'évêché de Dol.

ÉVÊCHÉ DE QUIMPER. — 1^o *Bon-Repos* (*Notre-Dame-de-*) (O. de Citeaux), fondée l'an 1184 (23 juin), par Alain de Rohan et Constance de Bretagne, sa femme, dans la paroisse du Mur.

2^o *Coetmalouen* (*Notre-Dame-de-*) (O. de Citeaux), fondée en 1142 par Alain-le-Noir, comte de Penthievre et de Richemont.

Il n'y avait point d'abbayes de femmes dans la circonscription du département des Côtes-du-Nord.

COLLÉGIALES.

1. *Notre-Dame-de-la-Cour*, dans la paroisse de Lantic, collégiale antérieure au chapitre de Saint-Guillaume de Saint-Brieuc, suivant la tradition.

2. *Saint-Guillaume-de-Saint-Brieuc*, fondée au ^{xiii}^e siècle, après la mort de saint Guillaume Pinchon, suivant D. Lobineau; Ogée prétend que cette collégiale existait longtemps auparavant sous le nom de *Notre-Dame-de-la-Porte*, et qu'elle changea seulement de vocable.

3. *Quintin*, collégiale fondée le 15 may 1405 par Geoffroy V, comte de Quintin, et Beatrix de Thouars sa femme, dans la chapelle de leur château; la fondation primitive était de cinq prébendes et deux enfants de chœur. En 1431, Messire François de la Rue, doyen de la dite collégiale, l'augmenta d'une prébende. Trois autres y furent ajoutées, en 1438, par Jehan du Perrier, comte de Quintin; enfin deux autres, en 1482, par Tristan du Perrier, son fils.

4. *Lamballe* (*Notre-Dame-de-*), collégiale fondée en 1435 par le duc Jean V, pour six chapelains nommés par lui.

5. *Notre-Dame-de-Matignon*, fondée par les seigneurs de Goyon. Cette collégiale se composait de six chanoines.

6. *Notre-Dame-de-Toute-Aide*, collégiale fondée pour quatre

chapelains par l'évêque *Denis de la Barde*, en 1656, à Quérien, dans la paroisse de la Prenessaye.

Ces six collégiales appartenaient à l'évêché de Saint-Brieuc.

7. *Collégiale du Guildo* ou *Guelidou*, fondée pour huit chanoines avant 1300, puis changée au ^{xvii}e siècle en un convent de Carmes.

8. *Collégiale de Dinan*, fondée par les vicomtes de Dinan, mentionnée par le Pouillé de Tours de 1648.

C'est dans la partie de l'évêché de Saint-Malo réunie au département des Côtes-du-Nord, en 1790, qu'étaient situées ces deux collégiales.

Cette fraction de l'ancien diocèse de Saint-Malo comprenait tout l'archidiaconé de Dinan, le doyenné de Poudore ou Pontdouvre, en presque totalité celui de Plumaudan, et quelque portion de l'archidiaconé de Porhouet.

9. *Collégiale de Tonquédec* (diocèse de Tréguier), composée d'un prévost et de plusieurs chanoines, érigée en 1447 par Roland, vicomte de Coëtmen et de Tonquédec.

10. *Chapitre de Pontrieux*, indiqué par le Pouillé de 1648.

11. *Chapitre du Vieux-Marché*, indiqué par le même Pouillé.

12. *Collégiale de Notre-Dame-du-Mur* à Morlaix, fondée en 1295 par le duc Jean II pour huit chapelains.

PRIEURÈS.

Le nombre en est très-grand. Toutefois, la liste qu'en fournit le Pouillé de Tours est si fautive et si inexacte dans l'orthographe des noms, que je crois convenable de marquer d'un astérisque tous ceux qui me seront connus uniquement par cette source suspecte. Je signalerai tout d'abord dans le diocèse de Saint-Brieuc :

Le prieuré conventuel de Saint-Brieuc ;

Le prieuré de Saint-Barthélemy à Saint-Brieuc ;

Le prieuré de Saint-Michel, près Saint-Brieuc ;

Le prieuré de Saint-Martin de Lamballe ,

Le prieuré de Saint-Yves, près Lamballe ;

Le prieuré de Notre-Dame de Jugon, fondé dans le ^{xii}e siècle par Olivier de Dinan ;

Le prieuré de Plevenon, près du château de la Latte, fondé par les Goyon : c'est peut-être le même que le prieuré de Saint-

Valery, près Matignon, fondé en 1101 ou 1102 par Étienne Goyon ;

Le prieuré de Henansal ;

Le prieuré de Saint-Leau, dans la paroisse de Plumieux ;

Le prieuré du Clos ; *

Le prieuré de Pempol ;

Le prieuré de Saint-Mahoul ; *

Le prieuré de Notre-Dame-de-Misérieorde. *

Tous ces prieurés dépendaient de l'abbaye de Saint-Aubin-des-Bois.

Le prieuré de Saint-Melaine de Lamballe, fondé en 1123 par Étienne, comte de Lamballe ;

Le prieuré de Saint-Michel de Moneontour ;

Les prieurés de Planguenoual et de Maroué étaient membres de l'abbaye de Saint-Melaine de Rennes.

2^o Dans le diocèse de Tréguier :

Le prieuré conventuel de Pontrieux dépendait de l'abbaye Lantenae ;

Le prieuré de Saint-Cadreu (Saint-Carreuc) appartenait à l'abbaye de Saint-Jacut ;

Prieuré de Saint-Sauveur de Guingamp ;

Prieuré de la Trinité de Guingamp, membres de l'abbaye de Saint-Melaine de Rennes ;

Prieuré de Notre-Dame de Lannion (Kermaria-an-Draou), bâti en 1178, membre de l'abbaye de Saint-Jacut, ainsi que le suivant :

Prieuré de Lézardrieuc ;

Prieuré de Sainte-Croix de la Roche-Derrien, fondé en 1154 par Derrien, seigneur de la Roche ;

Prieuré de Hardreux * — peut-être, la ville Hardrieux en Plevenon, où il existait jadis un prieuré ;

Prieuré de Saint-Laurent (près Bégar ?) ;

Prieuré de Tréguier ;

Prieuré de Notre-Dame-du-Tertre, à Châtelaudren ;

Prieuré de Saint-Naganton (Saint-Agathon) ;

Prieuré de Plebin *, conventuel (peut-être Pleven ?) ;

Prieuré de Plagour * (nom évidemment altéré) ;

Prieuré de Saint-Melaine de Morlaix, membre de l'abbaye de Saint-Melaine de Rennes, fondation confirmée en 1150 par Guyo-

march V, comte de Léon (il s'appelait dans l'origine Notre-Dame-en-Ploujean).

Prieuré de Saint-Mahé, probablement Saint-Mathieu de Morlaix, devenu plus tard église paroissiale, où fut fondée, l'an 1110, la confrérie de la Sainte-Trinité;

Prieuré de Saint-Jaeques de Morlaix.

3^o Dans le diocèse de Saint-Malo :

Prieuré de Saint-Sauveur de Dinan, annexé à la cure, dépendant de l'abbaye de Saint-Jaeut;

Prieuré de Saint-Malo de Dinan, fondé au ^x^e siècle par Olivier de Dinan;

Prieuré conventuel de Lehon, fondé dès le ^{ix}^e siècle par Nominéoé, roi des Bretons, tous deux dépendants de l'abbaye de Marmoutier;

Prieuré de la Villedé, à la présentation de l'abbé de Beaulieu (Vildé Guingalan) ;

Prieuré de Plélan (le petit), — *idem*;

Prieuré de Corseul, — *idem*;

Prieuré de Saint-Mandé, — *idem*;

Prieuré de Saint-Maur de Planeoët, — *idem* ;

Prieuré de Mégrit, dépendant de l'abbaye de Beaulieu ;

Prieuré de Saint-Julien annexé à ladite abbaye ;

Prieuré de Pleslin, près Beaulieu, dépendant de Beaulieu ;

Prieuré du Saint-Esprit, en Plédélieae ;

Prieuré de Saint-Georges en Tremeur, dépendant de l'abbaye de Sainte-Croix de Guingamp, fondé en 1346 par Guillaume Le Voyer, Sgr de Trégomar et Jeanne Rouxel, sa femme ;

Prieuré de Sainte-Brigide ou Brigitte, en Merdrignae (appartenant aux chanoines réguliers de Penpont), fondé en 1100 par Guy de Merdrignae ;

Prieuré de la Magdelaine du Pont, près de Dinan, fondé vers 1075 et donné à l'abbaye de Saint-Florent par Geoffroy, vicomte de Dinan ;

Prieuré de Crehen ;

Prieuré de la Magdelaine de Broons ;

Prieuré de la Vieille-Tour, en Plouasne, dépendant de Beaulieu ;

Prieuré de Saint-Suliae (aujourd'hui dans l'évêché de Rennes et dans le département d'Ille-et-Vilaine) : il dépendait de Saint-Florent, de Saumur ;

Prieuré d'Ililfaut, enclave de l'ancien diocèse de Dol : il dépendait de l'abbaye de Saint-Jacques, de Montfort.

MALADRERIES.

Maladrerie de Saint-Brieuc,	Maladrerie de Tonquédec,
— de Lamballe,	— de Launay Madeuc,
— de Maignon,	— de Châtelaudren,
— de Quintin,	— de Lez Tréguier,
— de Moncontour,	— de Morlaix,
— de Château de Latte,	— de Lehon,
— de Plevenon,	— de Plumaudan,
— d'Estables,	— de Dinan,
— d'Erquy,	— de Morieuc, fondé en
— de Vieux-Marché,	1397 par Jean IV,
— de Guingamp,	duc de Bretagne.
— de Plougastel,	

Cette liste est extraite, presque en entier, du Pouillé de Tours.

Je ne donne pas la liste des chapellenies, pour ne pas allonger démesurément ce travail.

COUVENTS D'HOMMES.

CORDELIERS. — A Dinan, fondation de Henry, baron d'Avangour, en 1240 ou 1251. — A Guingamp, fondation de Guy de Bretagne et Jeanne d'Avangour, en 1283. — A Saint-Brieuc, par le duc Pierre II, en 1451. — A l'Isle-Verte (Enes Glas), en 1434, avec l'autorisation de Jean de Bruc, évêque de Tréguier. Ce fut là le commencement de la réforme des Cordeliers dite de la province de Bretagne ou frères de la Petite-Manche. — A Tréguier, en 1483, fondation de Jean sieur de Kerousi et de Jeanne de Barkh. — A Landerneau, fondation de Jean, vicomte de Rohan, en 1488.

RÉCOLLETS. — A Guingamp, en 1633, près la chapelle de Notre-Dame-de-Grâces. — A Landerneau, au xvii^e siècle. — A Châtelaudren, en — A Tréguier, en 1622. — A l'Isle-Verte, au xvii^e siècle.

CAPUCINS. — A Saint-Brieuc, en 1615, fondation de MM. de Brehan. — A Morlaix, en 1611. — A Lannion, en 1624. — A Landerneau, en 1634. — A Guingamp, en 1615, fondation de Messire Guillaume de Coatrieux, sieur de la Rivière. — A Dinan, en 1614.

CARMES (Ancienne Observance). — A Quintin, en 1620. — Au Guildo, fondation de Jean d'Avangour, seigneur du Bois de la Motte, baron du Guildo, en 1620.

DOMINICAINS ou JACOBINS. — A Dinan, en 1224, fondation d'Alain de Lanvallay. — A Morlaix, en 1237; le duc, l'évêque Etienne, les seigneurs et les bourgeois contribuèrent à l'envi à cette fondation. — A Guingamp, en 1284, par Guillaume de Rostrenen. — A Nazareth, près Plancoët, fondation, en 1644, par Dame Pélagie de Rieux, marquise d'Assérac.

AUGUSTINS. — A Lannion, fondation de Geoffroy de Kerimel et d'Adelice de Lauay, sa femme, en 1364. — A Lamballe, fondation, en 1337, par Messire Olivier Tournemine et Ysabeau de Marchecoul, sa femme.

TRINITAIRES. — A Dinan, — aumônerie de Saint-Jacques et Saint-Yves, fondée en 1366 par Olivier Brecel, tenue par des religieux Trinitaires ou Mathurins. — A Dinart, en Saint-Énogat, la ministrerie de Saint-Jacques et Saint-Philippe, fondée en 1324, par Olivier et Geoffroy de Montfort, nommée autrefois l'*Hospital Bechet*.

LAZARISTES. — A Tréguier, maison fondée en 1654.

COUVENTS DE FEMMES.

CARMÉLITES. — Maison fondée, en 1624, par M^{lle} Julienne de Keremar, à Morlaix. — A Guingamp, en 1625.

DOMINICAINES. — A Dinan, en 1630.

CALVAIRIENNES. — A Saint-Brieuc, en 1626. — A Morlaix, en 1627, fondation de M^{me} de Kerven.

URSULINES. — A Saint-Brieuc, maison fondée, en 1624, par M^{gr} André Le Pore, évêque de Saint-Brieuc. — A Dinan, fondation en 1615. — A Morlaix, en 1640, par la famille Thépault de Trefalegan. — A Lannion, vers le milieu du xvi^e siècle. — A Lamballe, maison fondée en 1627. — A Guingamp, fondation en 1623.

HOSPITALIÈRES. — A Tréguier, établissement en 1654. — A Lannion, vers la même époque. — A Guingamp, *id.*

BÉNÉDICTINES. — A Dinan, vers 1621.

CLARISSSES. — A DINAN, fondation en 1480 par le duc François II.

FILLES DU SAINT-ESPRIT (ou *Sœurs-Blanches*). — Fondée au XVIII^e siècle, à Plérin, près Saint-Brieuc.

SOEURS DE LA CROIX, à Saint-Brieuc, maison fondée au XVII^e siècle; — à Tréguier, maison fondée, en 1667, par M^{gr} Balthazar Grangier, évêque de Tréguier.

FILLES DE SAINT-PAUL, à Tréguier, fondation en 1669, par M^e Du Parc de Lczerdo; — à Pontrieux et à Peder nec, en 1703.

DAMES DE SAINT-THOMAS DE VILLENEUVE. — Cet ordre prit naissance à Lamballe, où fut établie la première maison, en 1661, par Melles le Bohu de la Pommeraye et de Volvire du Bois de la Roche, sous la direction du Père Ange le Proust, prieur des Augustins.

RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU REFUGE. — A Guin-gamp, en 1676.

SOEURS DE LA CHARITÉ. — A Saint-Brieuc, maison fondée en 1711.

ORDRES MILITAIRES ET HOSPITALIERS.

TEMPLIERS ET HOSPITALIERS DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM OU CHEVALIERS DE MALTE.

Avant d'entrer dans le détail des possessions qu'avaient ces deux ordres sur le territoire du département des Côtes-du-Nord, il est nécessaire de présenter quelques observations préliminaires destinées à dissiper une certaine confusion qui me semble régner dans la manière dont on a traité le sujet que j'aborde en ce moment. Ce que je vais dire s'applique d'ailleurs à toute la Bretagne.

Comme, après l'extinction violente de l'ordre du Temple, en 1312, les biens des Templiers, en Bretagne, passèrent tous entre les mains des Hospitaliers, connus plus tard sous le nom de Chevaliers de Malte, on a pris l'habitude de ne plus distinguer, entre les mains de ces derniers, la double provenance des dotations de leur ordre : et pourtant, il est essentiel de le remarquer, l'une a pour principe les libéralités faites directement aux Hospitaliers eux-mêmes; l'autre se rapporte à la confiscation lancée en 1308, par le roi Philippe-le-Bel, contre les Templiers. Voilà ce dont, il me semble, on n'a pas assez tenu compte. Pour ce qui regarde l'époque moderne, une erreur sur ce point a peu d'inconvénient;

mais si on remonte à la date de l'existence simultanée des deux religions, à l'origine des biens, rien n'est plus inexact que de considérer, comme anciennes possessions templières, tous les biens des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem. C'est pourtant ce qu'on a fait en voulant trouver, dans la Charte de Conan IV, datée de l'an 1160 et publiée par les Bénédictins (1), une liste des maisons de l'ordre du Temple, en Bretagne, au ^{xiii}^e siècle. On n'a pas fait attention que ce document, fort curieux du reste, ne concerne en aucune façon les chevaliers du Temple; il n'y est pas question d'eux, mais bien de la MAISON DE L'HÔPITAL DE JÉRUSALEM, « *Conanus dux Britanniae, etc., notum sit, etc., me dedisse et concessisse et hac mea carta confirmasse DOMUI HIEROSOLYMITANÆ HOSPITALITATIS omnes elemosinas, etc.* » Or, *Domus Hierosolymitanæ hospitalitatis* n'est pas une dénomination qui ait jamais été appliquée à la milice du Temple. Les Bénédictins nous ont donné bon nombre de Chartes relatives aux Templiers; je défie qu'on m'en montre une seule où la qualification de *Domus hospitalitatis hierosolymitanæ* soit employée pour désigner l'établissement principal des Templiers à Jérusalem. « *Militia Templi, — Fratres militiæ Templi, — milites Sancte domus Templi Ierosolymitani, — Templarii* (2), » tels sont les noms divers sous lesquels ces chevaliers sont connus dans nos chartes bretonnes, — et je ne crains pas d'ajouter qu'il en est de même partout.

L'origine des deux ordres militaires dont il s'agit ici offre une différence sensible. Les Templiers furent, dès leur naissance, une association guerrière, instituée pour la conservation et la défense des Lieux-Saints conquis par les Francs en Palestine. Fondé en 1118 par quelques chevaliers croisés, dont Hugues des Payens était le chef, installé par Baudouin II dans une maison sur l'emplacement du Temple de Salomon, d'où il prit son nom, l'ordre du Temple reçut sa confirmation solennelle au Concile de Troyes, en 1128, et ce ne fut qu'après cette date qu'il commença à s'étendre et à acquérir des domaines dans les États occidentaux. On sait qu'au moment de sa suppression il possédait en Europe neuf mille couvents ou seigneuries.

(1) Voy. D. Morice, Pr., t. I, col. 638.

(2) Cfr. D. Lobineau, t. II, col. 337, 378, 399, 459. — D. Morice, Pr., t. I^{er}, col. 836, 929, etc.

Les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, au contraire, ont une origine plus humble, mais plus ancienne. Ce fut d'abord, au milieu du ^x^e siècle, une société de Frères-Servants, d'Oblats, employés par les Bénédictins de Sainte-Marie de la Latine, à Jérusalem, pour servir les malades et les pèlerins dans un hôpital dédié sous le vocable de Saint-Jean. On les appela : *Fratres Sancti-Joannis in Jerusalem*, — *Fratres Ierosolimitani hospitalis*, — *Hospitalarii*. C'est par une cause accidentelle, pour protéger les pèlerins et les malades, qu'ils devinrent ordre militaire, et firent un corps à part, commandé par un chef indépendant des moines, leurs supérieurs primitifs. En 1113, une bulle de Pascal II, adressée à Gérard, prévôt de l'Hôpital de Saint-Jean-Baptiste de Jérusalem, énumère les possessions déjà nombreuses de la nouvelle *religion* tant en-deçà qu'au-delà de la mer, et organise définitivement la constitution des Frères-Hospitaliers (1). Il est tout naturel de croire que, dès lors, ils reçurent quelques libéralités des princes et des seigneurs bretons qui allaient aux croisades.

La charte de 1160 n'est pas autre chose qu'une confirmation solennellement accordée par Conan IV aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, de tous les biens qu'ils devaient à la largesse aumônieuse des ducs et des barons de Bretagne (2).

Ceci posé et bien compris, il n'y a plus lieu de s'ingénier à trouver, dans la charte de Conan IV, des établissements de l'ordre du Temple qui n'y ont jamais figuré, mais bien des hôpitaux ou aumôneries relevant exclusivement de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, à qui le don en avait été fait antérieurement à 1160.

C'est peut-être ici l'occasion de remarquer que, parmi les possessions des chevaliers de Malte (nom moderne des Hospitaliers), tous les lieux qui portent le nom de *Temple* (et ils sont nombreux) dénotent habituellement que là fut un établissement primitif de Templiers; de même que tous les lieux, villages, cha-

(1) *Art de vérifier les dates*, p. 421, édit. de 1770.

(2) Conanus, dux Britanniae et comes Richemundiae universis ecclesiae filiis per totum ducatum suum salutem. Notum sit omnibus me dedisse et concessisse et hac mea carta confirmasse Domui Hierosolymitanae Hospitalitatis, omnes eleemosinas et terras quae in ducatu meo praedictae Domui datae sunt, liberasset quietas ab omnibus consuetudinibus in omnibus locis et in omnibus partibus, quorum omnium haec sunt nomina, etc. — D. Morice, *Pr.*, t. I, col. 638.

pelles isolées, auxquels est affecté le titre d'*Hôpital*, le vocable de *Saint-Jean*, doivent être rangés au nombre des propriétés originaires des Hospitaliers : je crois que cette règle souffre peu d'exceptions, s'il en existe. (Ce qui ne veut pas dire que les susdits chevaliers n'eussent pas d'autres biens connus sous d'autres dénominations.)

Voici maintenant les trois sources que j'ai pu consulter pour y puiser des renseignements sur les biens appartenant autrefois à ces deux ordres militaires dans les diocèses de Saint-Brieuc, de Tréguier et de Saint-Malo (partie comprise dans les Côtes-du-Nord). C'est : 1^o la charte de Conan IV (1160), en y joignant celle de Pierre de Dreux, donnée en 1217 ; 2^o les registres d'aveux des commanderies de l'ordre de Malte conservés aux archives du département d'Ille-et-Vilaine ; 3^o la tradition locale.

I. La charte de Conan IV a déjà été étudiée et savamment commentée dans nos précédents Congrès (1), au point de vue des possessions de l'ordre de Malte, dans les diocèses de Quimper et de Vannes. Je me propose d'en continuer l'analyse, pour ce qui concerne les anciennes divisions ecclésiastiques correspondant au territoire actuel des Côtes-du-Nord.

Les passages de cette charte dont j'ai à m'occuper, sont ainsi conçus :

« In Treker, eleemosinæ de Louergat, eleemosinæ de Loguar-
 « tot, et de Penguenan, et de Pedriac, et de Pumurut, et de
 « Cognuac, et de Pleguen, et de Mael..... Eleemosinæ de Kes-
 « soë et de Terconan et de Grandi-Fonte et de Pleherel et de
 « Cruce Hahaguis et de Celtu Calvo et de Stablon et de Grandi-
 « Villa et de Gangarre et de Ponte Terræ et de Teudcaël et de
 « Kerfornurith in Conrannac et de Labolli cum appendiciis. »

Ce texte est celui donné par D. Morice ; il a besoin d'être conféré avec d'autres leçons qui le corrigent et le rectifient. Les Mémoires de Molac, d'où il est tiré, ne sont que des copies faites à la fin du xvi^e siècle : ce texte peut donc être fautif, et il l'est en effet.

(1) Voy. le *Bulletin Archéologique de l'Association Bretonne*, Procès-verbaux du Congrès de Quimper, tom. I, p. 50 et suiv. — Procès-verbaux du Congrès de Lorient, tom. II, p. 86 et suiv.

J'ai recueilli aux archives d'Ille-et-Vilaine (1) une ancienne traduction française de la charte de Conan, écrite au commencement du XVII^e siècle; elle donne, pour les noms propres de lieux consignés dans ce document, plusieurs variantes au texte de D. Morice. Ces variantes sont souvent heureuses, et mettent sur la voie pour restituer la véritable leçon du titre original. Nous en ferons souvent usage.

D'autre part, mon ami M. Arthur de la Borderie a trouvé aux archives impériales, à Paris (*Trésor des Chartes*), une copie du XIV^e siècle, d'un *vidimus* du XIII^e, de la susdite charte, qui indique encore de nombreuses et importantes corrections à faire au texte publié par D. Morice (2). Cette curieuse et intéressante découverte sera d'un grand secours dans le travail de restitution que doit subir la copie tirée des archives de Molac.

Je reviens aux noms de lieux énoncés dans la Charte de Conan IV, pour en déterminer, autant que possible, le sens exact :

Eleemosina de Louergat ne présente aucune difficulté : c'est Louergat, dépendance de la Commanderie du Palaeret, dont le titulaire était présentateur de la cure de Louergat.

Eleemosina de Loguartot et de Penguenan. La version française du XVII^e siècle écrit *Louvanoc* au lieu de *Loguartot*. Cette leçon me semble préférable et nous conduit facilement à retrouver dans ce nom, légèrement altéré, Louannee à trois lieues de Tréguier et voisin de Penvenan, qui est le *Penguenan* de la Charte, sur la côte, au Nord de Tréguier.

Pedriac est moins aisé à interpréter, à moins qu'on ne doive y voir Pledeliac, sur le territoire duquel existent encore aujourd'hui les villages de Saint-Jean et de l'Hôpital ?

Pumurut (3) me semble être Peumerit-Quintin, qui renfermait des dépendances de la Commanderie du Palaeret, comme on le verra plus bas.

(1) Fonds de l'ordre de Malte, 3 H., n° 1. Archives du département d'Ille-et-Vilaine.

(2) On trouvera à l'Appendice aux présents procès-verbaux la liste complète de ces corrections fidèlement relevées sur le texte de la copie du XIV^e siècle, par M. de la Borderie.

(3) La traduction française du XVII^e siècle porte *Pumerin* ou *Pumerit*. — La copie des archives impériales donne *Pumerit*.

Cognuac, c'est évidemment Colignac, appartenant à la même Commanderie.

Pleguen n'est pas pour moi Plevin, comme l'a proposé M. de Blois au Congrès de Quimper; mais bien Pleguien, près Lanvollon, où se trouve une chapelle de Saint-Jean qui devait aussi relever de la Commanderie du Palacret.

Maël ne peut être que Maël Pestivien qui, avec sa trève, le Louch ou le Loch, donnait son nom à un des membres de la susdite Commanderie.

Comme on le voit, les indications données jusqu'ici par la Charte de Conan se rapportent toutes au diocèse de Tréguier et à une petite portion de celui de Quimper, où étaient situées les dépendances de la Commanderie du Palacret. Nous allons entrer maintenant sur le territoire de Saint-Brieuc.

Eleemosina de Kessoë : c'est l'hôpital de Quessoy avec ses dépendances, formant, comme on va le voir plus loin, l'un des membres de la Commanderie de Carentoir.

Terconan, inconnu. — La copie du ^{xiv}e siècle lue par M. de la Borderie, au lieu de *Terconan*, porte *Tertre Conaen*. Il y a dans la paroisse de Saint-Quay, limitrophe de Plouha, sur la baie de Saint-Brieuc, un ancien manoir qu'on appelle le Tertre.

Eleemosina de Grandi-Fonte. Plourhan, Binic, Étables, Saint-Quay, nous présentent plusieurs villages connus sous les noms des Fontaines, de Ville-Fontaine, de Claire-Fontaine. Il y a encore auprès de Lantic la Fontaine-aux-Moines; mais il faut descendre jusqu'auprès de Saint-Méen, sur le territoire du Crouais, pour trouver un manoir ou hameau dit « *Grande-Fontaine*. »

Pleherel n'a subi, dans aucun texte, nulle altération : c'est Pleherel, dépendance du membre de la Caillibotière, dans la paroisse de Plurien. Le village des Hôpitaux de Pleherel existe encore sur la côte, à peu de distance de la Bouche-d'Erquy.

Eleemosina de Cruce Hahaguis : c'est l'hôpital de la Croix-Huis, sur le territoire de Pléboulle, membre de la Commanderie de Carentoir, comme on le verra plus bas (1).

Eleemosina de Celtu Calvo. La version française du ^{xvii}e siècle ne traduit point ce nom : il paraît que dès lors on ignorait à quelle localité l'attribuer.

(1) La copie du ^{xiv}e siècle écrit : *De Cruce Haois* (voy. à l'Appendice).

M. de la Borderie fait observer que dans le texte du ^{xiv}^e siècle il y a *Saltu Calvo*. *Calvus* veut dire chauve : ne pourrait-on pas retrouver dans *Saltu Calvo*, le Bois-Chauff, commune de Jugon?

Stablon (1) doit incontestablement se rapporter à Saint-Jean du port Stablehon, sur la rive droite de la Rance, chef-lieu d'un membre de la Commanderie de Carentoir qui avait ses dépendances aux paroisses de Saint-Suliae, Pleudihen, Pleugueneuc, Saint-Judoe et autres de l'évêché de Saint-Malo.

Eleemosina de Grandi-Villa : c'est la Grand-Ville. Mais ici nous avons l'embarras du choix : est-ce la Grand-Ville de Bringolo, ou la Grand-Ville près Lannebert, ou la Grande-Ville auprès de Hillion ? Je pencherais pour cette dernière.

Gangarre a bien l'air d'un nom altéré ; toutefois, on pourrait y retrouver Coargaré, village situé dans la paroisse de Pleguien, près Lanvollon, où nous venons de voir qu'il existait des dépendances de l'ordre de Malte.

Eleemosina de Ponte-Terræ est traduit dans la version française de notre charte par « Pont-de-Terre. » Un village de ce nom existe, m'a-t-on assuré, à la porte de Guingamp. On sait d'ailleurs que c'était dans cette ville que s'exerçait la haute justice de la commanderie du Palaeret ; et puis, dans la banlieue était située la chapelle de la Madelaine, titre d'un des membres de ladite commanderie.

Teudcaël, écrit *Teuchcaël* dans le texte français du ^{xvii}^e siècle, doit être probablement cherché dans la Cornouaille (2).

Kerformurith in Conrannac devient dans la charte française *Kerformurich in Comana* (3). Ce serait, sauf meilleur avis, Kerfornedieh, village situé sur le territoire de Comana, au pied des montagnes d'Arès, qui aurait fait partie des dépendances de la commanderie de la Feuillée, dont le chef-lieu n'est pas éloigné de là.

La Bolli cum appendiciis (4) ne peut être que La Bouillie, entourée par les communes de Plurien, de Henanbihen, Henansal,

(1) *Stablehon* (cop. du ^{xiv}^e siècle, Appendice).

(2) *Teuthcaël* ou *Theuthtaël* (cop. du ^{xiv}^e siècle, Appendice).

(3) *Kaerfornerit* ou *Kaerfounrit in Comanna* (Cop. du ^{xiv}^e siècle, Appendice).

(4) *La Bollie*, *ibid.*

Saint-Alban, Erquy, toutes semées de possessions de l'ordre de Malte (1).

Après avoir terminé la revue des noms de lieux que nous fournit la Charte de Conan IV en faveur des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, il nous reste à dire deux mots d'un autre document qui ne manque pas non plus d'intérêt. Dans celui-ci, pour le coup, c'est bien des Templiers, et même uniquement des Templiers qu'il est question. Je veux parler des lettres confirmatives données, en 1217, par le duc Pierre de Dreux et par la duchesse Alix, sa femme concernant les possessions de l'ordre du Temple en Bretagne. En voici un extrait : « Petrus dux
« Britanniae, comes Richemondiae et Aelidis ducissa Britanniae,
« etc., etc., concessimus et hae carta nostra confirmamus Deo,
« et *Fratribus militiae Templi* omnia bona et eleemosinas et beneficicia quae antecessores nostri duces et ducissae Britanniae, et
« homines nostri pia de causa dictis fratribus in toto ducatu
« nostro Britanniae..... dederunt et cartis suis confirmaverunt
« eum omni immunitate et libertate, quae dictis fratribus ab antecessoribus nostris fuit concessum. » — Pierre Mauelere relate ici les noms des princes ses prédécesseurs, qui avaient successivement enrichi l'ordre du Temple de leurs largesses ; c'est d'abord Conan III, dit le Gros, fils d'Alain Fergent, « comes Conanus pia memoriae ; » ensuite le comte Hoël, fils désavoué du même Conan ; le comte Alain-le-Noir et son fils Conan IV : le comte Geoffroy et la comtesse Constance. Pierre ratifie tous leurs dons, et il ajoute : « Excepta quadam villa de Medeia, et
« exceptis hospitibus quos ipsi fratres querebant in quibusdam
« villarumstrarum, scilicet in Castro lini, et in Castro novo,
« et in Lemnon, et in Montereis, et ad Jugonem, et ad Montem-
« Contoris, quos dictis fratribus volumus concedere (2). »

Ceci mérite quelques lignes de commentaire. Pierre Mauelere

(1) Voy. à l'Appendice une note de M. de Courcy, relative à la question des biens de l'ordre du Temple.

(2) Voy. D. Morice, Pr., t. I, col 836. — Un *Vidimus* du xv^e siècle de la chartre de Pierre de Dreux donne assez clairement la lecture « Lennion » au lieu de « Lemnon » qu'a imprimé D. Morice. On pourrait y trouver Lannion, et peut-être l'explication des traditions templières qui ont cours sur Brélevenez.

(Note du Comité de rédaction).

énumère ici les concessions qui lui sont propres, il prend soin de les distinguer de celles qu'il vient de ratifier en masse, *in globo*. — C'est d'abord un domaine, une *villa de Medeia*, dont la situation semble difficile à préciser. Puis viennent des *hospites*, réclamés par les chevaliers du Temple, et dont le duc Pierre leur octroie la propriété à Châteaulin, à Châteauneuf (du Faou), à Lennon (sur l'Aulne, près de Châteauneuf), à Morlaix, et auprès de ses châteaux de Jugon et de Moncontour.

Qu'étaient-ce que ces *hospites*? C'étaient des vassaux libres, habitants des bourgs et des campagnes, « manans et tenans » c'est-à-dire exploitant une tenure avec manoir, dits aussi estagiers, mansionniers, *mansionarii*, qui, moyennant un cens annuel appelé *hostise*, n'étaient soumis à aucune vile corvée, mais à la résidence continue sur le fief. Ils n'avaient rien de commun avec les serfs. Ils jouissaient de certains privilèges, comme de n'être obligés à marcher dans l'*ost* de leur seigneur, qu'après semonce et avertissement spécialement à eux adressés; d'avoir leurs tribunaux propres et distincts, où leurs causes étaient décidées sans appel (1) Ces *houstes* ou *hostagers* participaient donc en même temps de la condition du colon et de celle de l'homme de guerre, puisqu'ils devaient le service d'ost « *non secus ac milites inferioris gradus*, » dit Ducange. Ils pouvaient être cédés, passer d'un seigneur à l'autre avec la terre qu'ils exploitaient; mais les fiefs tenus par eux étaient considérés, dans la hiérarchie des tenures féodales, comme supérieurs aux simples fiefs ruraux ou tenements de vilain. Voilà pourquoi le don de ces *hospites* avait du prix pour les Frères du Temple, et pourquoi il est intéressant de constater en quels lieux étaient situées les maisons ou hostels, *hostisæ*, de ces espèces de vassaux d'ordre inférieur.

On peut remarquer que ces fiefs étaient tous situés dans le voisinage de seigneuries importantes et de grandes forteresses féodales, comme Châteauneuf, Châteaulin, Morlaix, Jugon, Moncontour. Ces deux dernières places sont les seules qui rentrent dans le cadre de nos recherches actuelles. Il est à regretter que la charte de Pierre de Dreux ne descende pas dans le détail des « *bona, elemosinæ et beneficia*, » octroyés par ses prédécesseurs

(1) Voy. Ducange, édit. de Didot, 1844, t. III, verbo *HOSPES*, p. 701.

aux Templiers. Quelles lumières ne nous eût pas fourni une pareille énumération !

J'ai dit qu'une seconde source de renseignements nous était ouverte dans les registres terriers des possessions de l'ordre de Malte : il est temps de l'aborder.

II. *Registres d'aveux ou terriers des Commanderies de Malte.* — Les archives d'Ille-et-Vilaine possèdent trois de ces registres, et quelques pièces à l'appui, qui jettent un grand jour sur l'objet de nos investigations, puisqu'il est bien admis et bien constaté que l'ordre de Malte en Bretagne, avant la révolution, héritier des dépouilles des Templiers, réunissait dans ses Commanderies les deux natures de biens que j'ai expliquées plus haut. C'est donc là qu'on peut trouver les renseignements les plus précis sur les anciennes possessions de l'ordre célèbre dont le bûcher de Jacques de Molay fut le tombeau.

Tout ce qui formait la dotation de l'ordre de Malte dans notre province relevait, vous le savez, du grand prieuré d'Aquitaine, l'un des plus considérables de la *Langue de France* (1). Il y avait en Bretagne (non compris le comté de Nantes) trois grandes Commanderies, composées chacune de plusieurs membres qui avaient été eux-mêmes jadis bénéfices séparés en titre de Commanderie, puis, avec le temps, réunis pour former des dotations plus importantes (2).

La première de ces Commanderies était celle du Palaeret et de la Feuillée, qui s'étendait dans les diocèses de Tréguier, de Saint-Brieuc, de Quimper, de Vannes et de Saint-Pol-de-Léon ; au nombre des membres qui la composaient, on trouve les anciennes Commanderies de la Feuillée, Quimper, Croisty, Saint-Jean-Balaznan (en Plouvien), Pontmelvez, Maël et Loueh, la Magdelaine, le Palaeret, Plouaret, Plelo, Boqueho. Les quatre premiers membres ne nous occuperont pas ; ils appartiennent au territoire du Finistère. Nous n'avons à tenir compte que des

(1) Les *Langues* étaient les différentes nations dont l'ordre de Malte se composait. Il y en avait huit : Provence, Auvergne, France, Italie, Aragon, Allemagne, Castille et Angleterre (avant le schisme de Henri VIII).

(2) Dans le comté de Nantes était comprise la commanderie de Saint Jean et de Sainte-Catherine de Nantes, à laquelle était annexée celle du Temple Mau-pertuis, entre Nantes et Savenay.

sept derniers, qui composaient proprement la Commanderie du Palacret, dont le chef-lieu était situé dans les paroisses de Pontmelvez et Saint-Laurent, évêché de Tréguier. Les biens, terres, prieurés, chapelles, droits, dîmes formant le revenu de cette Commanderie, étaient épars dans les paroisses de Guingamp et environs, Maël-Pestivien, Peumerit-Quintin, le Loeh, trêve de Maël, Pontmelvez, Saint-Laurent, Boqueho, Plelo, Cohignac, Pleguien (près Lanvollon), Penguennan, Louannee, Louargat, Brelevenez, la Roche-Derrien.

Une circonstance qui peut donner l'idée de la richesse de cette Commanderie du Palacret, unie à celle de la Feuillée, pour former le bénéfice d'un gros commandeur de l'ordre en 1747, c'est que les revenus en étaient affermés, à cette époque, 16,000 livres (bail du 30 décembre 1747).

La Commanderie de Carentoir est la seconde de nos grandes Commanderies bretonnes. Le chef-lieu en était situé au Temple de Carentoir, évêché de Vannes. Elle se divisait en huit membres distribués en plusieurs diocèses, savoir :

1. Le membre de la Coëfferie, dans la paroisse de Messac (évêché de Rennes).

2. Le membre de l'hôpital de Malensac, en ladite paroisse (évêché de Vannes).

3. Le membre de l'hôpital de Saint-Jean-de-Villénard, en la paroisse de Néant (évêché de Saint-Malo).

4. Le membre de l'hôpital de Quessoy, dite paroisse (évêché de Saint-Brieuc).

5. Le membre de la Croix-Huis, en la paroisse de Pleboulle (évêché de Saint-Brieuc).

7. Le membre de Saint-Jean-du-Port-Stablehon, s'étendant aux paroisses de Saint-Suliac, Saint-Judoce et autres (évêché de Saint-Malo).

8. Le membre de Ros-sur-Couesnon, dite paroisse (évêché de Dol).

De ces huit membres, deux seulement rentrent dans la circonscription des Côtes-du-Nord; ce sont ceux de Quessoy et de la Croix-Huis. — Le membre dit *l'Hôpital de Quessoy* avait des dépendances aux territoires de Planguenoual, Saint-Aron, Collinée, Pleinehaute, Hennon Plœuc, Cohignac, Maroué, Pledeliac, Leseouet près Jugon.

Quant au membre de la *Croix-Huis*, dans lequel il est facile de reconnaître la *Croix-Hahaguis* (*eleemosina de Cruce-Hahaguis*) de la charte du ^{xiii}^e siècle, le chef-lieu se retrouve encore dans la paroisse de Pléboulle, près Matignon, sous le nom de la *Croix*; et en outre, dans la même paroisse, on remarque une chapelle et un village du *Temple*, ce qui prouve que les deux ordres y ont eu simultanément des possessions dans l'origine, circonstance, au reste, qui se reproduit fréquemment. Les paroisses d'Erquy, Saint-Germain-de-la-Mer, Matignon, Quintenic, La Bouillie, étaient semées de terres relevant du membre de la *Croix-Huis* : elles en conservent encore, dans les noms de plusieurs villages, les traces évidentes (1).

Un bail de 1754 porte le revenu de la commanderie de Carentoir à 1,700 livres.

Les archives d'Ille-et-Vilaine sont plus riches en documents sur la troisième des grandes commanderies bretonnes que j'ai annoncées, celle de La Guerche, composée de onze membres ou juridictions situées en divers cantons, et dans les diocèses de Rennes, Saint-Malo, Dol et Saint-Brieuc. Voici les noms de ces onze divisions : 1. Juridiction ou membre du Temple de La Guerche et fiefs guerchois; 2. Membre de Vitré; 3. Membre de Venelles ou Chasteaugiron; 4. Membre de Rennes; 5. Membre de l'Hôpital en Plumaugat; 6. Membre de l'Hôpital à Dol; 7. Membre de Romillé; 8. Membre de Hédé; 9. Membre de Lanouée, ou mieux Lanoueix en Yvignac; 10. membre de Plurien ou la Caillibotière; 11. Membre de Creheac, en Plédran.

Sur ces onze subdivisions de la Commanderie de La Guerche, quatre, comme on le voit, appartiennent au département des Côtes-du-Nord : l'Hôpital, en Plumaugat, Lanoueix, Plurien et Creheac. Pour en connaître avec détails les dépendances, nos archives d'Ille-et-Vilaine m'ont offert une précieuse ressource : on y conserve trois gros registres terriers de la Commanderie de La Guerche, l'un de 1648, le second de 1708, et le dernier de 1745. C'est là une mine que j'ai dû exploiter pour en tirer les renseignements qui vont suivre.

(1) Ainsi, les Hôpitaux, à l'Est de la pointe d'Erquy, les villages du haut et bas Saint-Jean, et de l'Hôpital, dans les communes de Saint-Germain-de-la-Mer, de Matignon et de Quintenic,

Je commencerai par le membre de Plurien, dit aussi *de la Cailbotière*, du nom d'un de ses principaux bailliages. Les aveux contenus dans les livres terriers que je viens de citer, en donnant la description de la Templerie, chef-lieu de cette juridiction de Plurien, nous font connaître que les obligations des tenanciers consistaient « dans les devoirs de foy, hommage, cham-
« bellenage, ventes, lods, recette et obéissance à la coutume,
« dixme où elle échoit en manière accoutumée, et banalité de
« moulin. » — « Les anciens privilèges de ladite seigneurie,
« ajoute le même titre, sont que les demeurants sous l'étendue
« desdits fiefs sont exempts de tous guets, coustumes, pasnage,
« impôts et billots, même de garde-côte, si ce n'est contre les
« rebelles à la foi catholique, apostolique et romaine. »

On voit encore, en Plurien, la chapelle de Saint-Jean-de-l'Hôpital, sur le bord de la vieille route de Malignon, et non loin du *chemin chaussé*, indication de voie romaine. En parcourant le terrier ci-dessus, on trouve des fiefs relevant du susdit bailliage dans les paroisses de Pleherel ; de Pleboulle, où existent encore la chapelle Notre-Dame-du-Temple et le village du même nom ; de Henanbihen, de Lamballe, de Pleneuf, où plusieurs villages conservent le nom de Temple ; de Saint-Alban, *idem* ; de Planguenoual et de Henansal.

Vient ensuite le membre de Creheac, dans la paroisse de Plédran. Creheac est un village situé sur le bord d'une ancienne route qu'on appelle dans le pays le *Chemin Ahaix (Ahès)*, -- c'est une voie romaine, — avec une chapelle pavée de dalles tumulaires, que M. le chevalier de Fréminville regarde comme des tombes templières. J'avoue qu'il m'est impossible de partager sa conviction sur ce point (1). Le *Champ-de-l'Église*, nom de la pièce de terre où s'élève la chapelle, était l'ancien cimetière.

(1) Ces pierres sépulcrales, au nombre de vingt-quatre, sont incrustées dans le carrelage de la chapelle : elles portent toutes à leur surface de longues croix gravées au trait, variées de forme et de dimension. Il y en a de patées, de recroisetées, de fleuronées, d'ancrées, etc., presque toutes sont accostées de divers attributs, indiquant l'état ou le métier du défunt, livres à fermoir, ciseaux, hache, équerre ; quelques-unes ont un écu armorié et une épée figurée auprès de la croix, dont la partie inférieure repose constamment sur des degrés. Je ne crois pas aucune de ces pierres antérieure au xvi^e siècle.

Les paroisses de Saint-Casreuc, de Plaintel et de Plem'y renfermaient plusieurs dépendances du bailliage de Creheac. Dans la dernière, au village du Temple, les tenanciers étaient soumis, outre les rentes habituelles, à l'obligation d'entretenir une croix de fer au lieu le plus éminent de leurs maisons, comme marque et intersigne de la seigneurie : ce devoir féodal se retrouve énoncé dans beaucoup d'aveux pour les fiefs relevant des chevaliers de Malte.

Le bailliage de l'Hôpital, dans la paroisse de Plumaugat, était un des plus considérables de la Commanderie de La Guerche : il s'étendait sur les territoires de Lanrelas, d'Ereac, et jusqu'aux faubourgs de Montfort, près de Saint-Nicolas. La chapelle de Saint-Yves de Benaint ou de Quelneuc y était comprise ; le moulin du Temple, en Plumaugat, la chapelle et le village du Temple en Lanrelas, le clos de la Justice, attestent encore l'importance de ce fief entre les mains des moines-chevaliers.

Il nous reste à parler du membre de Lanouée, ou mieux de Lannoueix. C'est dans la paroisse d'Yvignac, à quelques lieues de Dinan, qu'il faut chercher ce village de Lannoueix (transformé en *Lannouée* par l'orthographe moderne), autrefois siège d'une Commanderie ; c'est dire assez qu'il n'avait rien de commun avec La Nouée, près Josselin.

Le terrier de la Commanderie de La Guerche y décrit la chapelle du Temple de Lannoueix, qui avait son cimetière, le clos de la Justice, et droit de lever la moitié des dîmes de la paroisse de Trebedan. Les autres fiefs et bailliages annexes, indiqués par le même document, sont : « le bailliage de Villedé-Goëlle, ayant
« cours tant en la ville de Dinan qu'aux territoires de Quever,
« de Villedé Guingallan, de Corseul ; le bailliage de Saint-Carné ;
« le fief du Temple ayant cours aux paroisses de Plénée-Ju-
« gon et Tramains ; enfin, le bailliage et fief du *Temple-es-Saul-*
« *neufs*, ayant cours aux paroisses de Plorec, Bourseul et en-
« viron. »

J'ai déjà dit plus haut, et je répète encore qu'il n'est pas rare de rencontrer, dans les limites d'un même membre de Commanderie, des villages portant le nom de l'Hôpital ou de Saint-Jean, et d'autres auxquels est restée attachée la dénomination du Temple : souvenir et preuve de la double origine des biens de l'ordre de Malte, que j'ai expliquée en commençant.

Je terminerai ce qui concerne la Commanderie de la Guerche en donnant l'estimation de ses revenus, que je trouve dans un bail de 1744. Le total en fut alors affermé 2,750 livres par le titulaire, qui était, à cette date, le commandeur de la Grostière, receveur et procureur général du grand prieuré d'Aquitaine. — En 1789, le revenu en était porté à 10,000 livres.

III. Il me reste à parcourir brièvement les renseignements que peut fournir la tradition locale sur les anciens établissements de l'ordre du Temple, dont l'existence n'est point indiquée dans les titres que nous avons interrogés. Cette source, moins sûre que les Chartres écrites, mais qu'il ne faut pourtant pas dédaigner, indique, comme anciennes possessions templières, d'abord : Lanleff, avec sa vieille église circulaire du ^{xiii}^e siècle, bâtie en souvenir du Saint-Sépulcre de Jérusalem, comme celle de Cambridge, en Angleterre ; — le prieuré des Fontaines, près Châteaudren, dont les ruines, cachées dans un frais vallon arrosé par le Leff, ont été si bien décrites par notre excellent confrère M. De la Monneraye (1) ; — Brelevenez, au-dessus de Lannion, où le même M. de la Monneraye a trouvé des tombes templières ; — le prieuré de Saint-Meleuc, sur le territoire de Pleudihen ; — la Templierie de Kerhénoret, existant autrefois, dit-on, au village de Kerhars, près de Saint-Gilles-le-Vicomte ; — Notre-Dame-de-Karamanach, en Plounevez ; — Moëdic (évêché de Tréguier) aurait été aussi le chef-lieu d'un établissement de Templiers, si l'on en croit le témoignage traditionnel : il en est de même du Besso, en Saint-André-des-Eaux, près Evran ; de Saint-Nicolas, près Lannion ; du Temple, en Saint-Jouan-de-l'Isle.

Une courte discussion, à laquelle prennent part *MM. de Blois, de la Borderie, Sicamois* et *de Kerdrel*, suit la lecture de ce travail, dont les conclusions, par rapport à la Charte de Conan, paraissent dignes de remarque.

Avant de passer à l'ordre du jour, *M. Bizeul* rappelle que la première partie de la question troisième n'a pas été encore complètement abordée. Cette question est ainsi conçue : « Quelle était l'importance de Corscul au temps de la domination ro-

(1) *Essai sur l'histoire de l'Architecture religieuse en Bretagne, pendant la durée des xi^e et xii^e siècles*, p. 118 et suiv.

maine? — Déterminer le caractère et la destination de l'édifice auquel se rapporte le pan en ruine généralement connu sous le nom de *Temple-de-Mars*. »

Lecture est faite d'un curieux et savant Mémoire de *M. Bizoul* sur l'inscription funéraire dite *Silicia* existant actuellement dans l'église de Corseul, et dont la discussion se rattache aux recherches sur Corseul à l'époque romaine.

Ce Mémoire sera publié dans le *Bulletin* de l'Association.

La séance est levée à dix heures du matin.

Le secrétaire,

J. LAMARE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

HUITIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE Kerdrel. — M. J. LAMARE, *secrétaire*.

Vendredi 8 octobre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Rapport sur divers dessins et lithographies présentés au Congrès. — Communication sur l'origine des institutions municipales en Bretagne. — Notes sur l'histoire de quelques châteaux des environs de Saint-Brieuc. — Mémoire historique sur les anciennes forêts de la Gaule, et en particulier sur la forêt de Brécilien.

La séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal, qui est adopté sans réclamation.

M. le Président annonce à l'assemblée que plusieurs dessins ont été déposés sur le bureau. Les uns sont de M. Pelfresne, architecte de la gracieuse église de Saint-Illan ; les autres accompagnent le texte de la *Statistique monumentale des Côtes-du-Nord*, qui va être publiée par MM. Geslin et Barthélemy : ils méritent des éloges sans restriction ; d'autres enfin sont l'œuvre de M. Hernot, de Tréguier, qui se donne pour un modeste maçon, et qui a tous les talents d'un bon architecte. — M. Hernot, a exposé un plan d'église du *xvii^e* siècle, destiné à Lanvellec, et une croix destinée à Tréguier. — M. de Fréminville, rapporteur de la commission, rend compte de ces ouvrages, qui présentent un mérite réel. — M. le Président par quelques chaleureuses paroles, encourage M. Hernot dans ses efforts, et félicite le pays de posséder en lui un homme disposé à recevoir des conseils et à les mettre heureusement en pratique.

L'ordre du jour appelle la discussion de la question 28^e, ainsi

conçue : « Quelles villes, dans le territoire actuel des Côtes-du-Nord, jouissaient du droit de députer aux états et d'avoir un corps municipal ? A quelle époque, dans chaque localité, remontaient ces corps municipaux, et quelle en a été l'organisation depuis leur origine jusqu'en 1789 ? » (1)

M. De la Borderie a la parole sur cette question. Non qu'il ait à communiquer à l'assemblée des renseignements particuliers sur l'histoire des anciennes communautés de ville, aujourd'hui comprises dans le département des Côtes-du-Nord, mais personne ne s'étant fait inscrire pour traiter directement cette matière, il a pensé pouvoir, sans inconvénient, sous cette 28^e question, soumettre au Congrès le résultat de quelques recherches, d'une nature plus générale, concernant l'origine des institutions municipales en Bretagne, problème jusqu'ici abordé peu sérieusement, puisque la plupart des auteurs modernes (2) se sont bornés à appliquer sommairement à notre province les théories de M. Augustin Thierry, sans vérifier, par l'étude des faits locaux, si ces systèmes, contestables d'ailleurs en plus d'un point, et appuyés d'exemples entièrement étrangers à la Bretagne, sont susceptibles de s'adapter à notre histoire.

Un ou plusieurs magistrats, ou officiers permanents, chargés spécialement de représenter l'universalité, la *communauté* des habitants, et d'agir pour eux dans tous les cas où l'intérêt commun se trouve engagé ; et auprès de ces magistrats un conseil de ville, aussi permanent, appelé à délibérer et à décider sur toutes les matières de quelque importance, se réunissant ou spontanément, ou à époques fixes, ou sur la convocation des magistrats municipaux, mais toujours sans avoir besoin d'attendre, pour intervenir, le bon plaisir d'une autorité étrangère à l'administration de la cité : tels sont les deux éléments essentiels d'une organisation municipale. Là où ils existent, quels qu'en soient le nom et la forme, la cité constitue une personne morale, une *communauté*, une municipalité. Sinon, non.

(1) Voy. à l'Appendice, une note de M. de Courcy sur la première partie de cette question.

(2) Nous ne comprenons pas parmi ces auteurs, M. Aurélien de Courson qui, sur ce point, comme sur bien d'autres, fait exception. Mais avec lui l'on a à regretter que le cadre de son livre (*Essai sur l'Hist. de la Bret. armor.*) l'ait forcé de se restreindre sur ce point à des aperçus trop sommaires.

A quelle époque voyons-nous apparaître des municipalités en Bretagne ? Et d'où viennent-elles ? De la tradition conservée des municipes romains ? de la commune insurrectionnelle ou commune jurée ? ou de quelque autre source ?

Telle est la question ; et voici en résumé, sur cette question, l'opinion développée par *M. de la Borderie* :

I. Deux textes, l'un du ix^e siècle et peu explicite, relatif à Nantes, l'autre des premières années du xi^e siècle, beaucoup plus formel, et relatif à Rennes (1), attestent dans ces deux villes, jusqu'au ix^e et au commencement du xi^e siècles, la persistance des vestiges de la municipalité gallo-romaine. — En dehors de ces deux textes et après le dernier, on ne trouve absolument nul indice de ce genre. Et les qualifications de *civis Nannetensis*, *civis Redonensis*, *civis Macloriensis*, etc., que des chartes des xi^e, xii^e, xiii^e siècles donnent à divers personnages, ne prouvent rien, sinon que ceux qui les portent étaient habitants d'une cité épiscopale, comme le nom de *civitas* joint, à cette époque, au nom d'une ville, indique qu'elle était le siège d'un évêché (2).

Du reste, en Bretagne, nulle trace de commune jurée, à une seule exception près, trop éphémère pour mériter qu'on s'y arrête, indiquée d'ailleurs par un document entièrement ignoré jusqu'ici, et que *M. de la Borderie* se réserve de faire connaître dans une autre occasion.

II. Pas de municipalités, c'est-à-dire pas de magistrats municipaux, ni de conseils de ville permanents, en Bretagne, avant le commencement du xve siècle.

D'après le manuscrit du greffier Languedoc (3) et les anciens comptes des miseurs de Rennes, le premier *procureur des bourgeois* (c'était en Bretagne le nom du magistrat municipal, du représentant immédiat de la communauté des habitants), le premier procureur des bourgeois qui apparaisse dans cette ville est de l'an 1433. Languedoc, et quelques auteurs après lui, supposent que

(1) D. Morice, *Preuves I*, 139, 357.

(2) C'est ce que prouve très-bien les exemples tirés de la Normandie, où, aux mêmes époques, on voit qualifier *cives* les habitants des villes épiscopales dépourvues de communes, tandis que ceux des villes de commune dépourvues d'évêché sont appelés *burgenses*, ou de tout nom autre que *cives*. Cette observation a été communiquée à *M. de la Borderie* par *M. L. Delisle*.

(3) Ce manuscrit est à la Bibliothèque de Rennes.

les miseurs, chargés de percevoir la taxe d'entrée de ville ou droit de clouaison, mis à Rennes en 1382 pour la réparation des murailles, étaient électifs. Mais c'est là (Languedoc le reconnaît de bonne foi) une pure supposition. D'ailleurs ces miseurs, nommés pour une fonction toute spéciale, n'avaient aucune mission de représenter la communauté des habitants dans tous les cas où l'intérêt commun se trouvait engagé, et ne sont point des magistrats municipaux dans le sens ci-dessus indiqué.

L'organisation municipale de Nantes n'a été établie qu'en 1420, en vertu d'une ordonnance du duc Jean V (1). Cette municipalité consistait en un conseil de ville électif, composé de dix ou douze membres, qui pouvaient être renouvelés tous les ans, et éalisaient eux-mêmes dans leur sein un ou plusieurs procureurs des bourgeois.

Il n'y a guère d'apparence qu'aucune ville bretonne, à moins de quelque circonstance spéciale, ait eu une organisation municipale avant Rennes et Nantes (2). Et quant aux principales villes après ces deux-là (comme Quimper, Vannes, Saint-Brieuc, Saint-Malo), rien, dans les documents connus, n'indique qu'elles en aient joui avant 1420; il paraît même qu'elles n'en auraient eu que plus tard.

Quelques événements de la fin du xiv^e siècle, où l'on voit intervenir les bourgeois pour donner, sur certains actes politiques, leur avis ou leur adhésion, prouvent par la forme de cette intervention même qu'il n'y avait point encore en Bretagne de municipalités organisées. S'il y en avait eu, en effet, nul doute que dans cette intervention on ne vît figurer au premier rang, avec leur titre, les chefs municipaux, c'est-à-dire les procureurs des bourgeois; nul doute que les habitants de chaque ville n'eussent agi comme corps, comme communauté, *ut universi*. Il n'en

(1) *Privilèges accordez par les ducs de Bretagne et nos rois très-chrétiens aux maires, échevins, bourgeois et habitants de la ville de Nantes* (Nantes, Verger, 1730, in-8°, p. 9, 11.)

(2) *M. de la Borderie* nous a informés que depuis le Congrès de Saint-Brieuc il a trouvé de nouveaux documents d'où il semble résulter qu'une ville, aujourd'hui comprise dans le département des Côtes-du-Nord, avait une organisation municipale une dizaine d'années, environ, avant 1400. Il pense que ce fait peut s'expliquer précisément par quelques circonstances particulières, et se propose, dans tous les cas, de soumettre ces documents au prochain Congrès.

est rien, et l'on voit seulement, dans les cas auxquels on fait allusion, un certain nombre de bourgeois appelés, *ut singuli*, comme étant individuellement des personnages notables, à donner un consentement dont il semble même qu'on eût pu très-facilement se passer. Mais nulle mention de communautés d'habitants ni de magistrats municipaux. *M. de la Borderie*, à l'appui de cette assertion, cite des exemples pris à Saint-Malo en 1415, 1395, 1384, à Rennes en 1379, dans l'histoire du second traité de Guérande conclu entre le duc de Bretagne et le roi de France, en 1381, etc. (1).

Les villes de Bretagne n'ayant point d'administration municipale avant le x^v^e siècle, étaient nécessairement administrées par leur seigneur, ou plutôt par un officier militaire qui commandait au nom du seigneur, et se nommait ordinairement le capitaine de la ville.

III. — S'il n'y avait pas d'organisation municipale, il en existait du moins quelques germes. Si les bourgeois n'avaient point de chartes de communes ni de droits proprement dits, l'usage et la nécessité leur avaient procuré certaines prérogatives, — fort modestes à coup sûr, mais qu'ils ne semblent pas plus avoir songé à étendre que les seigneurs à les leur contester.

1^o Dans les causes où tous les habitants se trouvaient également et directement intéressés, ils pouvaient ester en justice pour soutenir cet intérêt commun, et nommer, à l'effet de les y représenter, un procureur spécial, qui voyait expirer ses pouvoirs avec l'affaire même dont il était chargé, et n'avait nullement le caractère d'un magistrat municipal. Dans un acte du Cartulaire de Redon, antérieur à la mort du duc Conan II, c'est-à-dire à l'an 1066 (2), nous trouvons déjà le commun des habitants de Redon (*vulgus totius villæ laici*), soutenant devant la cour même du duc un procès contre les moines, au sujet de redevances que ceux-ci réclamaient d'eux. Un acte inédit, de 1289, fait connaître une transaction passée en justice, à la suite de procès, entre le sire de Ricux d'une part, et d'autre l'abbé et les habitants de Redon, sur les obligations de chacune des parties

(1) Voy. D. Morice, *Pr.*, II, 216, 217 et 470 ; — *Trésor des Chartes*, J. 242 et J. 244 ; — *Titres du château de Nantes*, arm. L, cass. B.

(2) D. Morice, *Pr.*, t. I, 405, 406.

dans la réfection ou réparation d'une écluse sur la Vilaine, au-dessous de Redon, et dite *Porte-Redonaise*. Dans cet acte, le procureur, chargé de représenter les intérêts des bourgeois et de stipuler pour eux, est nommément désigné. — Un autre acte inédit, à peu près du même temps (1296), fait de même mention d'un procès concernant la police du four banal de Vitré, mu entre le prieur de l'hôpital de Vitré qui possédait ce four banal, d'une part, et de l'autre « les pannetiers et le *commun des bourgeois* » de la ville de Vitré, etc.

2^o Dans les circonstances importantes, le seigneur, ou son lieutenant le capitaine de la ville, paraît avoir eu pour habitude de convoquer près de lui les notables et de prendre leur avis. Mais il n'était cependant pas plus obligé de le suivre que de le demander ; et sans doute il y avait surtout recours dans certaines circonstances difficiles qui exigeaient, pour être surmontées, le concours dévoué des habitants. Nous trouvons des assemblées de cette espèce à Quimper, en 1345, à propos des différends nés entre l'évêque de cette ville et Charles de Blois, en 1364, pour la reddition de cette même place à Jean-le-Conquérant (1). — Pendant le cours de la guerre de succession, de 1341 à 1364, la ville de Redon fut fermée de murailles, au moyen d'une imposition levée *ad hoc*, et ce « o l'assentiment des habitants » (titre inédit). — En 1363, un grand nombre des bourgeois de Vitré vinrent, après le seigneur de Vitré et les gentilshommes de la baronnie, donner leur consentement à l'établissement des religieux Augustins dans un faubourg de cette ville (titre inédit). — A Saint-Malo, dans les dernières années du xiv^e siècle et les premières du xve, nous voyons de même une certaine quantité d'habitants notables appelés à s'associer, par leur adhésion publique aux divers actes qui firent, à plusieurs reprises, passer la ville des mains du roi de France en celle du duc de Bretagne, et réciproquement (2).

3^o Longtemps avant d'être organisés en communautés, les habitants des villes intervenaient dans le règlement des affaires politiques du pays par l'assistance aux états-généraux du duché,

(1) D. Morice, Pr. I, 1454-56 ; et *Hist. de Bret.*, I, 316.

(2) Notamment en 1384, 1395, 1415, dates rappelées ci-dessus à la fin du § II ; voyez pour l'indication des sources la note mise en ce lieu.

où leurs députés venaient prendre place, après le clergé et la noblesse. Ces députés ou procureurs, nommés uniquement pour cet objet, et dont les fonctions cesseraient sitôt les états finis, devaient être choisis tout comme ceux dont on a parlé plus haut, et qui étaient chargés, dans tel ou tel cas spécial, de représenter en justice l'intérêt commun de tous les habitants d'une même cité. Il y avait probablement des députés des villes de Bretagne aux états du duché, tenus en 1309 et en 1315; il y en avait certainement, en 1352, aux états de Dinan, convoqués par la duchesse Jeanne-la-Boiteuse, pour aviser à la délivrance de Charles de Blois, alors captif des Anglais (1); et l'on en trouve dans presque toutes les grandes assemblées de ce genre, tenues depuis cette dernière date. En 1381, à propos du traité de paix conclu entre le duc et le roi de France, on s'y prit d'une autre sorte : dans chacune des principales villes de Bretagne, le traité fut lu en présence d'un certain nombre d'habitants notables convoqués à cet effet, et qui déclarèrent leur consentement par acte judiciaire passé devant la cour du lieu.

IV. — Tels sont ces modestes germes d'organisation municipale que l'on rencontre en Bretagne avant le xve siècle. Dans le cours de ce siècle, sans lutte, sans secousse, du consentement tacite du seigneur et par la force des choses, ces germes se développèrent, et des municipalités furent fondées dans un assez bon nombre de villes bretonnes. Quant aux causes sous l'influence desquelles ce changement se produisit et se formula, on peut en signaler trois :

1^o Le développement de l'industrie et du commerce, qui fut très-grand en Bretagne au xve siècle, amena l'accroissement des villes et en rendit l'administration plus difficile et plus compliquée : le capitaine des villes, pour se décharger d'un tel ennui, abandonna peu à peu aux bourgeois le soin d'y pourvoir. De là la nécessité d'un conseil de ville régulier, d'un procureur des bourgeois permanent (2).

(1) D. Morice, *Pr.*, I, 1486-87.

(2) C'est ce qu'exprime fort bien l'ordonnance du duc Jean V pour la ville de Nantes, de l'an 1420, qui a été rappelée plus haut : « Nos bien amez et feaulx les
« gens d'Eglise, bourgeois et habitants de nostre ville de Nantes (dit le duc) nous
« ont exposé que à nostre dite ville (il y) a certaines receptes et revenus de fi-
« nance qui sont ordonnez à estre convertis aux reparations de nostre dite ville ,

2^o Dans presque toutes les villes de Bretagne les fortifications furent reconstruites, réparées sur une grande échelle, ou considérablement augmentées durant le x^v^e siècle, par ordre du duc ou des principaux seigneurs. Ces travaux furent en grande partie exécutés au moyen d'impositions assez lourdes, mises sur les denrées entrant et se débitant dans les villes. Pour faire accepter plus facilement ces nouveaux impôts et se décharger de soins fastidieux, on prit le parti d'en confier la perception à des agents choisis par les habitants, lesquels même, jusqu'à un certain point, avaient la gestion de ces deniers et en surveillaient l'emploi. De là, dans nos anciens corps de ville, l'importance du *miseur* ou comptable (1), et la source des revenus municipaux. Car les impositions dont on vient de parler continuèrent presque partout de se lever, même après l'achèvement des travaux qui les avaient fait naître ; mais au lieu d'en mettre le produit aux fortifications, on l'affecta à divers ouvrages d'utilité publique, et aux affaires communes de la ville.

3^o L'organisation civile des paroisses, composée d'un conseil ou assemblée paroissiale, et des deux ou trois administrateurs nommés, selon les temps et les lieux, procureurs, fabriciens ou trésoriers (en latin *procuratores* ou *æconomi*), cette organisation était fort ancienne et très-solidement assise en Bretagne. Le corps paroissial, appelé (au moins depuis le x^v^e siècle) *général de la paroisse*, avait même un certain nombre d'attributions d'une nature véritablement municipale ; et dans le fait, jusqu'à la révolution de 1789, nos paroisses rurales n'ont pas eu d'autre

« mesmes qu'il y a plusieurs choses touchant le bien commun de nostre dite
« ville, et aussi plusieurs causes, pour lesquelles pour y garder et deffendre n'a
« aucuns gens ordonnez, j'aczoit ce que il soit necessaire y avoir aucun pro-
« cureur pour la ville, qui ait pouvoir de sçavoir l'estat et se donner garde des
« recettes et mises qui sont faittes pour l'estat d'icelle, ne (c'est-à-dire et) de
« sçavoir comment les deniers qui en sont reçus sont mis et employez, aussi
« de pouvoir garder et deffendre les causes et affaires touchant le bien de l'uni-
« versité et communauté de la ville, et est chose difficile d'assembler tout le
« commun de ladite ville à constituer procureurs, et sans nostre licence et
« congé lesdits bourgeois et habitants ne pouroient aviser ne ordonner gens de
« ladite ville qui eussent puissance quant aux choses dessus dites et autres qui
« pourroient toucher le profit commun de ladite ville ; et nous ont humblement
« supplié, etc. » *Privileges des habitants de Nantes*, p. 9, 10

(1) Quelques villes, Rennes par exemple, avaient deux miseurs.

administration intérieure que celle-là. On ne serait pas toutefois, par ces motifs, fondé à voir dans cette organisation paroissiale, qui forme un système *sui generis* digne d'être classé à part, un régime municipal proprement dit ; régime qui n'existait en Bretagne que dans les quarante à quarante-cinq villes ou bourgs possédant un corps ou une communauté de ville investie du privilège de députer aux états. Mais il faut reconnaître tout de suite qu'au ^{xv}e siècle, au moment où le régime municipal naît en Bretagne, l'organisation antique des paroisses qu'on vient de rappeler a influé très-notablement sur le développement et la formation de ce régime même, au point que, dans l'origine et pour la plupart des cas, les institutions municipales n'ont été qu'une extension et un complément de l'organisation paroissiale préexistante. Sans insister sur ce point, pour l'éclaircissement duquel de nouvelles recherches sur nos antiquités paroissiales seraient indispensables, *M. de la Borderie* pense que l'on reconnaîtra sans peine, à certains faits, la trace de l'origine qu'il assigne aux municipalités bretonnes. Ainsi dans beaucoup de villes, aux ^{xv}e et ^{xvi}e siècles, le lieu de réunion du conseil des bourgeois était l'église paroissiale ou quelque chapelle en dépendant ; par exemple, à Quimper, la chapelle de Notre-Dame-du-Guéodet ; à Saint-Pol-de-Léon, celle de Notre-Dame-du-Creisker ; à Tréguier, celle de Notre-Dame-de-Coatcolvézou ; à Morlaix, celle de Notre-Dame-du-Mur ; à Guingamp, la chapelle Saint-Jacques en l'église paroissiale de Notre-Dame ; à Hennebon, l'église paroissiale de Saint-Gilles, etc. (1). Dans plusieurs villes aussi, entre autres à Saint-Brieuc, l'assemblée des bourgeois retint longtemps le nom de *général*, qui était, à proprement parler, celui du corps de paroisse, et la communauté de ville continua de choisir les administrateurs ou trésoriers de la paroisse, et de recevoir leurs comptes (2).

V. En somme, point de municipalités en Bretagne avant le commencement du ^{xv}e siècle ; point de communes insurrectionnelles, ou communes jurées ; point de traces du système municipal des Romains passé les premières années du ^{xi}e siècle. Ce

(1) Archives nationales, J. 818.

(2) Renseignements pris dans un très-curieux Mémoire de M. Geslin de Bourgogne, lu au Congrès dans la séance du 6 octobre au soir.

n'est donc ni de l'une, ni de l'autre de ces sources que nos municipalités, nos communautés de ville (car c'est le nom breton) ont pu sortir. Elles sont nées, tout simplement, sous l'influence d'un certain concours de circonstances qui les rendait nécessaires, du consentement tacite des bourgeois et de leurs seigneurs ; elles se sont élevées sans bruit, sans secousse sur ce trône où fleurissaient, depuis un temps immémorial, les antiques institutions de la paroisse bretonne. Leur origine n'est donc ni révolutionnaire ni romaine ; elle est chrétienne.

Tout cela sans doute est bien humble, bien obscur, et, relativement, bien récent, surtout quand on le compare à ces récits dramatiques que nous offre, autre part, l'histoire de la *Grande Révolution communale du XII^e siècle* (comme on dit de nos jours), et dont certaines plumes habiles, moins dévouées peut-être à la science qu'à la politique, ont tiré si bon parti. Mais, en revanche, dans la première assise de nos libertés municipales bretonnes, point de violence, point de sang, point de crime. C'est là un avantage, pour les honnêtes gens du moins, digne d'être compté.

Enfin, ajoute *M. de la Borderie*, je dois le dire en terminant : le nombre des documents relatifs à nos antiquités municipales, et publiés jusqu'à ce jour, est extrêmement petit ; je n'ai eu moi-même encore ni le temps ni l'occasion d'en connaître beaucoup parmi ceux qui sont restés inédits, et qui pour la plupart gisent, à l'heure qu'il est, ignorés, enterrés sous des paperasses insignifiantes dans les bureaux de nos mairies et dans les sacristies de nos églises. Je n'ose donc attribuer à mes résultats une valeur trop absolue ; en ce sens que de nouvelles recherches pourraient fort bien nous faire découvrir un certain nombre de cas exceptionnels ; j'en connais déjà moi-même quelques-uns que je signalerai plus tard. Mais pour ce qui regarde l'ensemble et la généralité des faits, je erois mes conclusions vraies, et je pense qu'elles le resteront.

Personne ne demandant à continuer la discussion de la vingthuitième question, la parole est donnée à *M. Saullay de l'Aistre*, pour une communication relative à la question sixième du programme (histoire et description des monuments de l'architecture militaire du moyen âge élevés du XI^e au XVI^e siècle sur le territoire actuel du département des Côtes-du-Nord).

M. Saullay de l'Aistre donne lecture d'un travail attachant et

curieux, où il raconte plusieurs événements tragiques accomplis dans divers châteaux des environs de Saint-Brieuc, et demeurés inconnus jusqu'à présent. Ce Mémoire, accueilli par des applaudissements, sera inséré au *Bulletin Archéologique de l'Association Bretonne*.

A la suite de cette communication, *M. le Président* annonce que *M. Aurélien de Courson*, qui comptait prendre une part active aux travaux du Congrès, s'étant vu, à son grand regret, inopinément rappelé à Paris par ses fonctions de bibliothécaire, avait bien voulu adresser au secrétaire de la Classe d'Archéologie, pour être lu dans cette classe, un Mémoire historique sur les anciennes forêts de la Gaule et de la France, et en particulier sur la forêt bretonne de Brécilien, si célèbre dans les romans chevaleresques du moyen âge sous le nom de Brocéliande.

M. le Président donne lecture de ce Mémoire, qui provoque de nombreux applaudissements, et sera imprimé dans le *Bulletin* de l'Association.

Après cette lecture, la séance est levée à dix heures du soir.

Le secrétaire,

J. LAMARE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

NEUVIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE Kerdrel. — M. A. DE LA NOUE,
secrétaire.

Samedi 9 octobre, huit heures du matin.

Sommaire. — Armoiries des communautés civiles et religieuses existant en Bretagne avant 1789. — A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux? — Notice sur les archives historiques du département des Côtes-du-Nord.

Le procès-verbal de la séance du vendredi matin est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle la question 11^e, ainsi conçue : « Faire connaître les armoiries des chapitres, abbayes, monastères, corps de ville, corps de métiers, et en général de toutes les communautés religieuses et civiles existant en Bretagne avant 1789 ; indiquer les sceaux de cette nature qui nous ont été conservés. »

Cette question donne lieu à plusieurs communications intéressantes de la part de MM. de Blois, Souchet, Delabigne-Villeneuve, de la Borderie.

Ainsi, M. de Blois signale et décrit le sceau de l'abbaye du Relec, — celui de l'abbaye de Daoulas, — celui de la cour de Quimper, — celui de l'abbaye de Landevennec, dont il produit un dessin.

M. Delabigne-Villeneuve décrit les armoiries du chapitre de Rennes, celles de la ville et communauté de Rennes, *d'argent à trois pals de sable, au chef de Bretagne*, suivant une ancienne empreinte du sceau primitif, fixée à un acte de 1599 ; les armoiries de la corporation et confrérie des merciers de Rennes.

Pour ce qui concerne les sceaux, il indique, comme spécimens remarquables et inédits : 1. Le sceau du chapitre de Rennes, ovale, du ^{xiv}^e siècle, représentant saint Pierre assis dans sa chaire, tenant de la main gauche deux clefs adossées et bénissant de la main droite. Légende : SIGILLVM CAPITVLI B. PETRI REDONENSIS. — 2. Sceau du chapitre de Dol, orbiculaire, ^{xvii}^e siècle : il représente à la face saint Samson debout en costume épiscopal, bénissant de la main droite et tenant de la gauche une croix archiépiscopale, le tout accosté à senestre d'une hermine, à dextre d'une fleur de lis. Contrescel : dextrochère tenant la croix archiépiscopale accostée de la fleur de lis et de l'hermine. — 3. Sceau du chapitre de Saint-Malo, ^{xv}^e siècle (arch. dép. de la Loire-Inférieure), représentant une ville fortifiée et sommée de tours, entourée des flots de la mer ; à senestre, saint Malo debout en costume d'évêque et bénissant. — 4. Sceau de l'officialité de Rennes, ^{xiii}^e siècle : la face de ce sceau, de forme ronde, présente un buste d'évêque tenant de la main gauche sa crosse, et levant la droite pour bénir ; un peu au-dessus de la main qui bénit, sont figurées deux clefs adossées, accostées d'une étoile de chaque côté ; à gauche de la tête du personnage une petite croix : légende : SIGILLVM CVRIE REDONENSIS. Contrescel : le champ, plus petit que la face, est occupé par deux clefs adossées que tient un dextrochère ; à senestre, on voit un croissant et une étoile ; légende : † CONT. S (*contrasigillum*) CVRIE REDON. — 5. Sceau du grand prieuré d'Aquitaine, ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem (chevaliers de Malte), ^{xvi}^e siècle. Il est rond, le champ est rempli par un aigle déployant ses ailes, la tête de l'oiseau symbolique de l'apôtre saint Jean est accostée à dextre d'une croix, à senestre d'une fleur de lis. Légende : S. (*sigillum*) PRIORATVS. HOSPITALIS. IN. AQUITANIA, en lettres minuscules gothiques. Outre ce sceau assez intéressant, *M. Delabigne-Villeneuve* indique encore plusieurs sceaux de grands-maîtres de Malte au ^{xviii}^e siècle, qui sont tous orbiculaires, de la dimension d'un écu de six livres, et portant l'effigie du dignitaire avec son nom en légende. — 6. Collection de sceaux de tous les couvents de Cordeliers de Bretagne recueillie aux archives d'Ille-et-Vilaine. La plupart sont de forme ogivale, variés dans leurs types. La légende porte quelquefois le nom du gardien du couvent. — 7. Le sceau de l'abbaye de Saint-Aubin-des-Bois ; il est rond et représente la sainte Vierge por-

tant l'Enfant Jésus, abritée sous un dais gothique à pinacles et ogives en accolades; des dessins en quatre-feuilles remplissent les vides de chaque côté; aux pieds de la Vierge, deux petits anges encensent à genoux. Légende : s. (*sigillum*) CON (ventus sancti) ALBINI DE FORESTA.

M. l'abbé Souchet indique le sceau du chapitre de Saint-Brieuc, de forme ronde; il contient les bustes de saint Brieuc et de saint Guillaume, au-dessus la lapidation de saint Étienne.

M. de la Borderie signale une variété du sceau du chapitre de Saint-Malo. C'est un grand sceau orbiculaire, représentant une ville entourée des flots; au-dessus des murailles se voit une cathédrale à transsepts et munie de deux tours sans flèches. La date de l'acte où se trouve ce sceau est 1395.

Malheureusement ces communications, tout en faisant connaître divers sceaux et armoiries de communautés, d'abbayes, de chapitres, sont loin de fournir une réponse suffisante à la question, qui est ajournée.

L'ordre du jour appelle la question 10^e, ainsi conçue : « A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux ? »

M. de la Borderie répond à cette question par un Mémoire, où il prouve que tous les rois bretons du ix^e siècle, de Nominoë à Alain-le-Grand, ont usé de sceaux, au moins dans leurs actes les plus solennels; qu'on a eu complètement tort, par conséquent, d'aller incriminer à la légère (1) un diplôme d'Érispoë publié par D. Morice (*Pr. I*, 140-141), sous prétexte qu'il contient l'annonce du sceau. *M. de la Borderie* termine en montrant que les autres reproches allégués contre ce diplôme sont encore plus mal fondés que celui-là.

L'ordre du jour appelle la question 30^e, ainsi conçue : « Faire connaître l'importance et la situation actuelle des archives départementales, municipales, paroissiales, judiciaires, particulières ou autres existant en Bretagne, et spécialement dans le département des Côtes-du-Nord. »

M. Sicamois, archiviste du département des Côtes-du-Nord, a la parole. Il lit, en l'accompagnant de commentaires et d'explications intéressantes, un tableau inventaire ou sommaire indiquant

(1) Dans la *Biographie Bretonne*, à l'article *Érispoë*.

les documents les plus curieux contenus dans le dépôt confié à ses soins. Ce travail consciencieux captive constamment l'attention de l'assemblée. On y voit que les fonds les plus anciens réunis dans les archives des Côtes-du-Nord sont ceux des prieurés de Saint-Martin, de Lamballe et de Saint-Malo, de Dinan, dépendant de l'abbaye de Marmoutier, puis celui de l'abbaye de Beaufort, très-riche en chartes du XIII^e siècle. Le fonds du chapitre de Tréguier, bien que moins ancien, est l'un des plus abondants et des plus curieux; on y remarque, entre beaucoup d'autres pièces, un pouillé de l'ancien diocèse de Tréguier, rédigé dans la première moitié du XV^e siècle par ordre de l'évêque Raoul II, et nommé, pour cette raison, « le Raoulin » (*Raoulinus liber* ou *Raoulinum*), un catalogue de la bibliothèque de l'église de Tréguier, en 1491, etc. Les archives des Côtes-du-Nord sont aussi fort riches en titres de famille, provenant surtout des confiscations opérées, pendant la révolution, sur les émigrés. — D'ailleurs, et c'est pourquoi nous n'insistons pas davantage, le travail de *M. Sicamois* sera imprimé dans le *Bulletin de l'Association*.

A la suite de cette importante communication, la séance est levée à dix heures du matin.

Le secrétaire,

A. DE LA NOUE.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE.

DIXIÈME SÉANCE.

PRÉSIDENCE DE M. AUDREN DE KERDREL. — M. H. DU CLEUZIOU ,
secrétaire.

Samedi 9 octobre, sept heures et demie du soir.

Sommaire. — Rapport sur l'excursion archéologique à Lamballe et Moncontour. — Vœux émis par le Congrès. — Mémoire de M. de Wismes sur l'origine des hermines de Bretagne. — *Bretagne*, poésie. — Discours du président et clôture de la session.

Le procès-verbal de la séance de vendredi soir est lu et adopté.

M. Delabigne-Villeneuve, trésorier de la Classe d'Archéologie, a la parole pour la lecture du rapport sur l'excursion archéologique faite le jeudi 7 du courant, à Lamballe et Moncontour, par les membres du Congrès.

M. Delabigne-Villeneuve s'exprime ainsi :

MESSIEURS ,

Ce n'est pas une des traditions les moins précieuses et les moins utiles à conserver, dans nos réunions annuelles du Congrès Breton, que celle de ces excursions, études pratiques d'histoire et d'archéologie, exécutées en commun, et dont l'inauguration remonte au Congrès de Quimper, en septembre 1847.

Cette année, Messieurs, que nos séances nous rassemblaient à l'ombre, pour ainsi dire, de la cathédrale qu'illustre la glorieuse et vénérable mémoire de saint Briec et de saint Guillaume, — dans une contrée où abondent d'intéressants monuments reli-

gieux, — presque au centre de l'ancien royaume domnonéen; entourés que nous sommes des nobles débris qui rappellent la grande existence féodale des comtés de Penthièvre, de Goëlo et d'Avaugour, et des puissantes seigneuries qui en relevaient, nous n'avions, pour fixer le but d'une excursion, que l'embarras du choix.

La commission nommée par le Congrès pour fixer ses irrésolutions, adopta en définitive l'itinéraire par Lamballe et Moncontour. Visiter tout ce que les campagnes voisines de Saint-Brieuc renferment d'attrayant pour l'archéologue était chose impossible : il fallait s'imposer des bornes. Le parti auquel on s'arrêta était motivé sur de justes considérations. Lamballe, l'ancien chef-lieu du comté de Penthièvre, avec ses curieuses églises, l'antique importance de son château auquel se rattache le nom d'un de vos illustres compatriotes, — La Noüe Bras-de-Fer (1); Lamballe où revivent les souvenirs vénérés de Charles de Blois, de Jean V, et, dans un temps plus près de nous, de celui qu'on nommait le *bon duc* de Penthièvre..... Lamballe méritait à coup sûr la préférence qui lui fut accordée. Moncontour devait, au retour, nous présenter un second lieu d'étape.

Convoqués pour le jeudi, à six heures du matin, les membres du Congrès, fidèles au rendez-vous, furent rapidement emportés vers la ville de Lamballe, où ils commencèrent immédiatement leur visite que les heures fugitives allaient trop vite abrégér.

Nos pas se dirigèrent d'abord tout naturellement vers la merveille de l'endroit; la magnifique et pittoresque situation de Notre-Dame ne pouvait manquer d'exciter notre admiration : tandis que sa tour, découronnée de sa flèche détruite dès le *xv^e* siècle par un incendie, et les aiguilles de ses contre-forts et de ses gables s'élancent au-dessus des masses granitiques qui dominent la partie orientale de la ville groupée sous son abri, les majestueux ombrages de la promenade établie sur l'emplacement du château forment à l'église, du côté Nord-Est, un frais encadrement de verdure. En montant au sommet de la tour, nous pûmes jouir de l'aspect d'un splendide paysage.

Mais, vous le savez, le Congrès avait un autre but que d'ex-

(1) C'est à l'attaque du château de Lamballe, en 1591, que fut tué ce célèbre capitaine.

plorer la beauté des points de vue : il le remplit, en pénétrant sous les voûtes de l'ancienne collégiale.

Le premier sentiment qu'on éprouve en jetant les yeux sur l'intérieur de Notre-Dame, c'est un ravissement plein de charme dont vous saisissez cette élégance de galbe dans les profils, cette variété dans l'ornementation, cette irrégularité symétrique, principaux caractères de ce beau monument.

Notre-Dame dessine, dans son plan, un long rectangle divisé, dans le sens de sa longueur, — de l'Est à l'Ouest, — en trois parties formant un harmonieux ensemble : le chœur, — le carré central, — la nef ; dans le sens de la largeur, — du Nord au Sud, — le vaisseau se partage en trois nefs de dimensions inégales, nef principale et deux collatéraux régnant jusqu'au chevet, qui se termine par un mur droit.

Ce mur est percé d'une gracieuse fenêtre rayonnante du style le plus pur.

Le chœur communique avec ses bas-côtés au moyen d'arcades en ogives équilatérales, et munies d'archivoltes à moulures elliptiques, reposant, à des niveaux divers, sur des faisceaux de colonnettes grêles et légères, tous dissemblables entre eux. Audessus de l'ouverture des arcades règne un triforium surmonté de fenêtres simulées, d'un dessin analogue à la grande baie orientale. Les galeries de ce triforium, composées de quatre-feuilles supportant une arature en ogives ajourées, sont doubles du côté du Nord et simples du côté du Sud.

Toute cette partie de l'église, étudiée avec soin, je pourrais dire *con amore*, par les membres du Congrès, fut reconnue pour une œuvre du xiv^e siècle. Le style ici concorde parfaitement avec les données historiques, qui constatent que la reconstruction du chœur de Notre-Dame de Lamballe fut due à la pieuse munificence de l'époux de Jeanne de Penthièvre, du bienheureux Charles de Blois (1).

Les stalles du chœur ne parurent pas indignes d'attirer l'attention : la forme en est simple ; mais les accoudoirs sont ornés de colonnettes et de figurines bien traitées, dont le *faire* original révèle le xv^e siècle.

(1) Voy. à l'Appendice, un extrait de la déclaration des dons faits par Charles de Blois à Notre-Dame de Lamballe.

C'est dans le chœur de Notre-Dame que furent inhumés, aux ^xⁱ^e et ^{xii}^e siècles, presque tous les princes de la première Maison de Penthièvre. Ce renseignement nous fut confirmé, sur les lieux, par un savant modeste et plein de bienveillance, M. Cornillet, notaire de Lamballe, qui voulut bien mettre à la disposition du Congrès ses connaissances puisées dans l'étude des monuments et de l'histoire de son pays.

Le carré central, qui porte la tour du clocher, est remarquable par l'élancement et la pureté de ses colonnes groupées le long des massifs angulaires, et couronnées de chapiteaux à feuillages bien caractérisés du ^{xiv}^e siècle; l'arcade du côté de la nef a seule conservé sa physionomie primitive; les trois autres ont évidemment subi une reprise à une époque postérieure.

La nef se compose de quatre travées; les piliers monocylindriques, les arcades, les triples tores de ses archivoltas présentent des caractères presque irrécusables de la fin du ^{xiii}^e siècle. Quelques-uns des membres les plus compétents en architecture, présents à l'excursion, firent remarquer que les chapiteaux rappellent d'une manière frappante, dans les détails de leur ornementation, ceux de la cathédrale de Coutances, notamment le chapiteau d'un pilier du côté septentrional, muni d'un cordon de billettes; les œils-de-bœuf, remplaçant les fenêtres, furent jugés plus modernes. En se plaçant au bas de la nef, on peut observer une déviation sensible vers le Nord-Est de l'axe du chœur, application palpable de cette tradition symbolique fidèlement suivie par nos anciens architectes, qui interprétaient ainsi par le langage muet de la pierre du temple consacré au culte divin, une circonstance de la mort de l'Homme-Dieu « *Et inclinato capite tradidit spiritum.* »

Le collatéral Sud, dans toute la partie qui longe la nef, a été reconstruit au ^{xv}^e siècle; ce fait est constaté par deux inscriptions qui se lisent sur la muraille, et dont l'une porte la date de 1414, l'autre celle de 1415. C'était, on le voit, peu de temps avant que l'église de Notre-Dame ne fût érigée en collégiale par le duc Jean V. L'acte est du 9 décembre 1435; une rente de 200 fr. à prendre sur la recette ducale, à Lamballe, y est assignée pour l'entretien des six chapelains chargés de desservir cette fondation. La nomination à ces bénéfices était réservée au duc, comme patron, et à ses successeurs.

Mais continuons le récit de notre visite archéologique. Une grille ou *cancel* flamboyant, en bois sculpté d'un travail remarquable, clot l'entrée du collatéral Sud du chœur, et se relie à une tribune du même style renfermant un buffet d'orgue un peu plus moderne : le tout forme un délicieux moreeau de menuiserie digne d'être apprécié par les artistes.

Ce collatéral renferme trois chapelles curieuses par des groupements très-variés et très-élégants de colonnes, ainsi que par un système de fenestration disposé en meneaux rayonnants qui séparent ces chapelles l'une de l'autre.

En traversant le sanctuaire on passe dans l'autre collatéral, situé au Nord : sa largeur est presque double de celui du Midi ; il contient aussi trois chapelles, dont les voûtes conservent à l'intersection de leurs nervures des écussons armoriés.

Pénétrons dans le transept voisin : là, vis-à-vis la grande ogive du carré central, sont pratiqués dans le mur deux tombeaux arqués du *xv^e* siècle. On y voit deux pierres sépulcrales avec statues couchées et sculptées en plein relief ; c'est un chevalier et sa femme, que M. Cornillet nous dit être un seigneur et une dame de Lescoët.

Nous arrivons à la portion la plus ancienne du monument : aux deux fenêtres en lancettes, à profond évasement intérieur, percées au-dessus d'un double enfeu ouvert dans le mur, et dont les arcades aiguës retombent sur des colonnettes munies de chapiteaux de feuillage, aux détails des colonnes engagées qui reçoivent les arceaux de la voûte, et particulièrement aux pattes ou appendices rattachant le fût au piédestal, il est impossible de ne pas reconnaître qu'ici se révèle le commencement du *xiii^e* siècle. Ce bas-côté serait donc un reste de la construction primitive, que l'on croit remonter à cette époque. L'aspect du portail latéral, ouvert dans cette partie, concorde parfaitement avec ces données. Ses chapiteaux à ornementation végétale, mais encore un peu historiés, sa large voussure cintrée, le cordon de violettes qui règne au-dessus des chapiteaux, l'ensemble, en un mot, du pignon où est percée cette baie, accuse l'époque de transition qui, vous le savez, se prolonge, en Bretagne, jusque dans le *xiii^e* siècle.

Après avoir noté dans la nef quelques dalles tumulaires du *xv^e* et du *xvi^e* siècle, où se trouve plusieurs fois reproduit un

écusson chargé de sept macles, il restait encore à donner un coup d'œil à un tombeau, sous une arcade cintrée, dans l'extrémité occidentale du collatéral Nord; ce tombeau porte l'inscription suivante : « *Sepulcrum magistri Johannis Baillif rectoris hujus ecclesie et de Brehant. 1520.* »

La tour centrale, carrée, dont je n'ai encore rien dit, réunit tous les caractères du ^{xiv}^e siècle dans sa partie inférieure; le dernier étage, recouvert d'un toit surbaissé, a été reconstruit en 1695.

Les membres du Congrès examinèrent avec intérêt les travaux de restauration que l'on exécute en ce moment à Notre-Dame de Lamballe. M. le maire de Lamballe et M. l'architecte chargé des réparations voulurent bien se joindre à eux, et leur donner toutes les explications qu'ils pouvaient désirer.

Les membres du Congrès ont été heureux de n'avoir presque qu'à applaudir aux mesures prises pour restituer la façade occidentale. Toutefois, un goût sévère et fidèle aux saines et pures traditions de l'art pourrait trouver matière à quelques critiques dans les détails de la grande fenêtre rétablie au centre du pignon, puis dans la forme insolite donnée aux hermines sculptées sur l'écusson ducal. — Au contraire, le portail, d'un style de transition bien caractérisé, avec sa voussure en ogive et son archivolté décorée d'un double cordon de chevrons et de roses, a été convenablement restauré, relevé avec soin et dégagé des terres qui l'obstruaient.

En quittant Notre-Dame, tout remplis des impressions qu'ils venaient d'y recueillir, je dois le dire en historien fidèle, il n'y avait qu'une voix parmi les membres du Congrès pour exprimer un vœu, le voici : c'est qu'on fasse disparaître une ignoble construction qui sert de sacristie, je crois. Cette grossière maçonnerie est adossée au chevet du collatéral Sud, et masque complètement les formes sveltes et gracieuses de cette portion du monument; et c'est justement le côté qu'on découvre tout d'abord en arrivant par la route de Rennes, c'est-à-dire l'endroit où l'église apparaît de la manière la plus pittoresque.

Les heures passent vite, Messieurs, à explorer les chefs-d'œuvre de l'art chrétien; cependant un déjeuner, préparé par les soins des commissaires de l'excursion, attendait au bas du coteau MM. les membres du Congrès. Ils y firent honneur; j'en fus l'heu-

reux témoin. M. Urvoy de Closmadeuc, maire de Lamballe, acceptant l'invitation de notre président, se réunit à nous dans le banquet archéologique. Cordialité, gaîté franches et toutes bretonnes, verve spirituelle, ne sont-ce pas là des ingrédients dignes d'assaisonner une pareille réunion, et faits pour laisser d'agréables souvenirs à tous ceux qui y ont pris part ?

Saint-Martin de Lamballe réclamait aussi la visite du Congrès ; et, par ailleurs, le temps pressait pour gagner Moncontour. En courant à la vieille église romane, fondée par Geoffroy Boterel, comte de Penthievre, les membres du Congrès jetèrent, en passant, un regard sur les restes de l'église des Augustins, et y remarquèrent un élégant gable du x^ve siècle.

Une inspection rapide de la nef de Saint-Martin leur fit reconnaître dans les piliers carrés cruciformes, dans les arcades romanes en fer à cheval de quatre travées du bas, un reste de la construction primitive du xi^e siècle. On y observa encore un joli petit porche du xvi^e siècle, avec poutre sculptée, portant cette inscription : « Lan 1519 J. Lene me fist tout neuf. » — Puis un bénitier en faïence vernissée, sur la cuvette duquel on lit : FAIT PAR MOI, SEBASTIEN HAMON. — La tour de Saint-Martin porte la date de 1551 ; elle est peu remarquable.

Suivons maintenant le Congrès voyageur, que les voitures emportent vers Moncontour.

Launay-Gouray, château moderne, appartenant à M. de Foucaud, se trouvait sur la route. Ce fut, pour notre courtois et honorable compagnon de voyage, l'occasion d'exercer envers ses confrères du Congrès une gracieuse hospitalité. On mit pied à terre : une collation improvisée fut offerte aux touristes archéologues. M. de Foucaud nous conduisit ensuite dans sa chapelle, où il conserve avec un soin religieux un tombeau à effigie, du xiv^e siècle. La statue est celle d'un chevalier revêtu de son armure, et portant sur son écu un blason qui semble être celui de l'ancienne Maison de Brangolo (de gueules à une fasce de vair) (1). La bibliothèque de M. de Foucaud renferme aussi plusieurs objets d'antiquité dignes d'intérêt.

(1) Brangolo est une ancienne seigneurie, dans la paroisse de Plem, évêché de Saint-Brieuc. Les mêmes armoiries se voient encore sur un vitrail de l'église de Pleven, écartelées avec les armes de Guémadeuc, dont le nom primitif est *Madeuc*.

Mais le signal du départ est de nouveau donné; déjà le soleil incline à l'horizon... Moncontour ne tarde pas à nous apparaître : les vallons se creusent, les coteaux boisés s'entrelacent et sourient sous leur fraîche couronne, des rochers perçant çà et là le sol, se dressent et semblent de loin lever leur tête moussue. Voici Moncontour, étagant coquettement les uns au-dessus des autres ses jardins, ses débris de murailles, ses vergers, ses maisons, et plus haut son église au clocher fantastique. Le nom de saint Mathurin de Moncontour est célèbre dans toute la Bretagne : on y vient de bien loin pour invoquer la protection du saint contre la folie. Le jour de la fête de ce patron du pays, il y a un pardon fameux, d'où chaque pèlerin s'en retourne parant sa boutonnière d'une petite image de plomb décorée de rubans et de fleurs.

Bienheureux saint Mathurin, salut à vous, et puissions-nous n'avoir jamais besoin de votre intercession ! Les membres du Congrès firent sans doute mentalement cette prière, puis les plus alertes gravirent résolument la rampe de la montagne.

L'église est un monument médiocre sous le rapport architectural, où le ^{xvi}^e et le ^{xviii}^e siècles se mêlent sans élégance et sans distinction; mais, une fois entré, personne n'eut sujet de regretter sa peine.

Les plus splendides verrières du ^{xvi}^e siècle, — un peu mutilées, malheureusement, — attendaient là et commandaient notre admiration : c'est qu'il est, en effet, impossible de la refuser à ces brillantes et vives teintes, à ces contours d'un dessin pur et hardi, à cette délicieuse ornementation accessoire où brille d'un éclat merveilleux l'art du peintre-verrier; soit que vous restiez à détailler sous votre regard la légende de saint Yves, si belle et si naïve; soit que vous soyez attiré par la composition, plus suave peut-être et plus finie d'exécution, de la légende de sainte Barbe. Plus loin, vous trouverez la légende de saint Jean-Baptiste; dans le chœur, derrière le maître-autel, les mystères de la naissance et de la vie du Sauveur s'y déroulaient autrefois dans un vitrail dont il ne subsiste plus que quelques tableaux. Le collatéral Sud conserve encore en grande partie le vitrail consacré à la légende

comme on sait; ce qui indique une alliance entre les deux familles, et pourrait expliquer la présence d'une sépulture aux armes de *Brangolo* dans une chapelle dépendant autrefois de la Maison de Madauc.

de saint Mathurin, puis un arbre généalogique de N.-S. J.-C., sans compter les donateurs représentés avec leurs blasons au bas des verrières.

On raconte que le célèbre père Martin vint un jour à Moncontour pour voir ces vitraux. Il comptait y passer quelques heures ; son voiturier eut ordre de l'attendre au bas de la côte. C'était un matin : le jour tombant le retrouva encore les yeux fixés sur ces chefs-d'œuvre, admirant et étudiant, le crayon à la main. — Messieurs, nous concevons et nous partageons volontiers cet enthousiasme d'artiste et d'archéologue. Toutefois, nous n'imiterons pas aujourd'hui le père Martin.

Ce rapport, déjà trop long, touche à sa fin. Permettez-moi seulement, avant de quitter l'église de Saint-Mathurin, de signaler encore, comme dignes d'attirer l'attention : dans le chœur, trois groupes de statuettes en chêne sculpté, qu'un malencontreux badigeon blanc pourrait faire prendre pour du plâtre. Au milieu, Jésus-Christ mort, descendu de la croix, entouré de sa divine Mère, des saintes femmes et de ses disciples ; à gauche, J.-C. mis au tombeau ; à droite, le Père Éternel recevant l'humanité de son divin Fils, victime expiatoire des péchés du monde. Il y a aussi un crucifix en bois, admirable morceau de sculpture, qui passe pour l'œuvre du sculpteur Corlay. — Puis encore, des peintures sur bois du XVIII^e siècle peut-être (sauf les parties retouchées ou refaites postérieurement) qui ornent les panneaux de la boiserie du chœur, et qui ne sont pas sans mérite. — Enfin, il est juste de noter le maître-autel, d'une forme élégante, en beau marbre de diverses couleurs.

Avant de quitter Moncontour, dans une course rapide à travers les rues où l'on peut remarquer un certain nombre de maisons assez curieuses, qui appellent le crayon de vos habiles dessinateurs, une bonne partie des membres du Congrès fit une ascension jusqu'au sommet de la promenade de Belair, dont l'élévation atteint, dit-on, près de 340 mètres au-dessus du niveau de la mer.

De là, un immense panorama se déploie sous les regards : l'œil quitte le château des Granges, appartenant à M. de Bellisal, dont les bosquets tapissent le revers du coteau, vers le couchant, pour se porter au loin et parcourir à l'horizon les contours onduleux des montagnes du Menez, au Midi. En remontant à l'Est et au

Nord, il découvre les tours de Lamballe, et tout le bassin de l'Arguenon ; plus loin, les côtes de Saint-Malo et le phare de Frehel ; plus loin encore, le Mont Saint-Michel et la côte de Normandie. Tandis que tout près, sous nos pieds pour ainsi dire, se dresse le clocher si originalement découpé de Saint-Mathurin.

Nous le saluâmes une dernière fois, puis, descendant la pente abrupte et les rues en échelles de Moncontour, nous rejoignîmes nos voitures.

Le jour expirait, Messieurs, la route était longue et très-accidentée. Nous reprîmes la direction de Saint-Brieuc, devisant joyeusement des incidents de la journée, et emportant un charmant souvenir de cette excursion dans vos belles campagnes, non moins que de notre double visite à deux des principales villes de l'ancien comté de Penthièvre.

Ce rapport est accueilli par des applaudissements qui attestent la fidélité avec laquelle le rapporteur a su rendre les impressions et les sentiments des membres du Congrès qui ont pris part à l'excursion.

M. Aymar de Blois, directeur de la Classe d'Archéologie, a la parole pour lire à l'assemblée le rapport de la commission des vœux, dont il est président.

M. de Blois donne lecture de ce rapport, et le termine en proposant au Congrès l'adoption des vœux suivants :

I.

« Considérant que, si importants que soient les travaux des Bénédictins Lobineau et Morice sur l'histoire de Bretagne, ces deux savants ont cependant laissé en dehors de leur recueil de Preuves un nombre énorme de documents encore inédits, auxquels la direction actuelle des études historiques attribue un intérêt de plus en plus grand ; considérant en outre que le Conseil général de la Loire-Inférieure, sur la proposition d'un membre de l'Association Bretonne, a déjà rendu un vote favorable au désir qui va être exprimé :

« L'Association Bretonne émet le vœu que le gouvernement prenne le plus tôt possible les mesures nécessaires pour la publication des documents inédits de l'Histoire de Bretagne, et aussi que les Conseils généraux des divers départements bretons

« veuillent bien recommander et encourager cette entreprise,
« en s'associant au vote récemment émis par le Conseil du départe-
« ment de la Loire-Inférieure. »

II.

« Considérant que les archives départementales de la Loire-In-
« férieure renferment, dans leur section historique, les titres
« des ducs de Bretagne, ceux de la Chambre des Comptes de la
« province, de plusieurs établissements religieux d'une haute an-
« tiquité, etc., et qu'elles intéressent par conséquent, non-seule-
« ment le département qui les possède, mais la Bretagne tout en-
« tière; — considérant en outre que le classement et l'explora-
« tion complète de la section historique de ces archives sont
« d'une nécessité indispensable pour le progrès de notre histoire
« provinciale, et que cependant, dans l'état actuel du service,
« cette exploration semble impossible, au moins d'ici longtemps :

« L'Association Bretonne émet le vœu que ce travail d'explo-
« ration et de classement fasse l'objet d'une mission spéciale, qui
« serait confiée par S. Exc. le ministre de l'intérieur à un homme
« compétent, et autant que possible à un Breton. »

III.

« Considérant que la conservation des objets antiques trouvés
« sur notre sol est du plus haut intérêt pour les études histori-
« ques; considérant que la création du musée archéologique de
« Nantes, formé par la Société archéologique de cette ville avec
« le concours de l'autorité municipale, montre combien il est
« facile de créer des dépôts de cette nature, pour peu que les
« particuliers et l'administration se prêtent un mutuel appui :

« L'Association Bretonne émet le vœu que, dans chacun des
« quatre autres chefs-lieux de nos départements bretons, les
« Sociétés archéologiques, suivant cet exemple, s'entendent avec
« les autorités pour la création d'un musée d'antiquités. »

IV.

« Considérant que la restauration des beaux monuments ar-
« chitectoniques du moyen âge intéresse à la fois l'art et l'his-
« toire; — que l'église de Notre-Dame de Lamballe est l'un de

« ces monuments ; — que les travaux de restauration exécutés
« jusqu'ici dans cette église sont de nature, en somme, à satisfaire
« les amis de l'art chrétien :

« L'Association Bretonne émet le vœu que le gouvernement
« veuille bien assurer, par une allocation, les moyens de pour-
« suivre et mener à fin la restauration de Notre-Dame de Lam-
« balle. »

V.

« Considérant que les monuments des époques antérieures au
« moyen âge, surtout quand ils sont aussi originaux que l'en-
« ceinte vitrifiée de Péran, méritent une sollicitude toute spé-
« ciale :

« L'Association Bretonne, s'en remettant avec confiance au
« zèle de la Société Archéologique des Côtes-du-Nord, émet le
« vœu que cette Société avise aux meilleurs moyens de protéger
« le camp de Péran contre les dégradations qui le menacent. »

A la suite de cette lecture, le Congrès de l'Association Bretonne, consulté tour-à-tour sur chacun des vœux ci-dessus formulés, les adopte successivement à l'unanimité, et charge les membres de la direction de sa Classe d'Archéologie d'en poursuivre auprès de qui de droit la réalisation la plus prochaine.

M. le baron de Wismes a ensuite la parole pour lire un nouveau fragment de son Mémoire sur l'origine des hermines de Bretagne, dont il avait déjà fait connaître la première partie, en 1850, au Congrès de Morlaix. Dans cette seconde partie, qui n'est point d'ailleurs la dernière, *M. de Wismes* combat et réfute, avec autant d'esprit que de bon sens, l'opinion qui veut voir dans la moucheture d'hermine une imitation de la fleur de genêt, et en rapporte ainsi l'origine à la dynastie angevine de Plantagenet, dont un membre, qui fut duc de Bretagne (Geoffroi, mari de la duchesse Constance, et fils de Henri II, roi d'Angleterre), l'aurait introduite chez nous vers la fin du ^{xiii}e siècle.

L'auteur passe successivement en revue tous les monuments, sceaux, monnaies, tombeaux, etc., relatifs aux princes et princesses de la Maison de Bretagne, depuis les premiers qui nous soient parvenus jusqu'à ceux relatifs à Jean III dit le Bon, mort en 1341, et s'arrête ainsi à la guerre de succession.

Ce curieux et savant Mémoire, quand son auteur y aura mis la dernière main, sera imprimé au *Bulletin de l'Association*.

M. le président annonce qu'un des membres du Congrès, *M. A. de la Noue*, vient de lui faire remettre, comme hommage à l'Association Bretonne, le morceau de poésie suivant, dont il est donné lecture :

Bretagne ,

Sol classique de la prière,
O terre d'amour et de foi,
O muse, ô ma lyre si chère,
Ma Bretagne, un hymne pour toi !

Pour toi qui me donnas naissance,
Où je vécus mes premiers jours
Et que, dans ma reconnaissance,
Mon cœur aime en tout et toujours.

Ah ! que j'aime ton sol antique,
Que j'aime tes aspects divers,
Tes champs vieilliss, ton toit rustique,
Ta vaste ceinture de mers !

Que j'aime ta terre durcie,
Couverte de sauvages fleurs,
Et la face au soleil noircie
De tes robustes laboureurs.

Au mur rasé de ta tourelle,
J'ai vu gambader le chevreau ;
A ta fenêtre de dentelle,
J'ai vu le nid du passereau.

Sur tes murailles entassées,
J'ai lu les siècles écoulés ;
J'ai lu tes histoires tracées
Sur tes vieux dômes écroulés.

Le fleuve qui roule les âges
Dans son cours a tout emporté,
Peuples, mœurs, coutumes, usages,
Et devant lui rien n'est resté.

On a vu la vague écumante
Se replier pour l'engloutir,
Et puis, dans sa rage expirante,
Rouler à tes pieds et s'enfuir.

Tous les efforts de la tempête
Se sont brisés contre ton seuil,
Ils n'ont fait qu'effleurer ta tête,
Que tu montres avec orgueil.

C'est que sur les restes du monde,
Quand tout courbait autour de toi,
Tu gravais en lettre profonde
Ces mots sacrés : HONNEUR ET FOI ;

C'est qu'au front de ta vieille église,
Au front usé de ton menhir,
Tu montrais ta noble devise :
« PLUTÔT QUE SE SOUILLER, MOURIR ! »

C'est que près de ton sanctuaire,
Au fond de tes sacrés parvis,
On vit l'ange de la prière
Debout sur les vivants débris.

O vierge ! sur la croix assise,
Et que le temps n'a pu changer,
Vierge qui ne l'es point soumise
Aux souillures de l'étranger ;

Terre d'honneur et de croyance,
Toi que j'aime de tant d'amour,
Près de toi, rempli d'espérance,
Puissé-je voir mon dernier jour !

Il est dur, loin de la patrie,
De rendre le dernier soupir ;
Mais loin de toi, terre chérie,
Mourir..... oh ! c'est deux fois mourir !

Ces vers sont accueillis et interrompus à plusieurs reprises par de chaleureux applaudissements, qui montrent combien les sentiments qu'ils expriment trouvent d'écho, de nos jours encore, dans les cœurs bretons.

Après cette lecture, l'heure étant trop avancée pour permettre

de discuter la 22^e question qui est à l'ordre du jour, *M. le Président* se lève et s'adresse à l'assemblée en ces termes :

« MESSIEURS,

« En prenant possession de ce fauteuil, j'ai remercié bien sincèrement les membres de la Classe d'Archéologie de l'honneur qu'ils venaient de me faire une fois encore. Aujourd'hui, ce n'est plus en mon nom, c'est au nom de la Classe d'Archéologie elle-même que j'adresse un témoignage de vive reconnaissance à tous ceux qui, par leur concours et leur zèle, ont donné au Congrès un intérêt et un éclat dont je n'ai été que le témoin. Et d'abord, merci à M. le Préfet des Côtes-du-Nord qui, se créant en quelque sorte un ermitage au sein de son hôtel, nous en a livré les vastes et somptueux salons avec une grâce qui n'a fait qu'ajouter au mérite du sacrifice ! Merci à Messieurs les commissaires du Congrès, qui, après avoir tout prévu, ont tout surveillé, tout dirigé, tout mené à si bonne fin ! Merci à cette nombreuse assistance qui, bravant l'aridité de nos travaux, s'est pressée chaque soir dans cette enceinte ! Merci enfin à ces infatigables travailleurs qui, au lieu de courir après une popularité facile, en traitant à vol d'oiseau des sujets plus littéraires qu'historiques, ont mieux aimé s'attaquer aux questions les plus ardues, et faire faire à la science des pas dont le sol breton gardera la trace !

« Messieurs, à côté de ces sentiments de reconnaissance viennent s'en placer d'autres non moins profonds, mais non moins doux à exprimer : des sentiments de regret. Il nous a manqué à ce Congrès non-seulement plusieurs amis, mais plusieurs de ces ouvriers essentiels qui, par la spécialité de leurs études, étaient seuls capables d'aborder certains points de notre programme. Toutefois, il n'y a là que demi-mal ; ceux auxquels je fais allusion, nous les retrouverons à Vannes, et là ils nous apporteront les lumières dont ils nous ont privés cette année. Mais, Messieurs, il est d'autres absences bien autrement cruelles, absences irréparables... Deux noms se présentent ici à tous les esprits : le nom de M. le comte de Kergariou, mort depuis le dernier Congrès de Saint-Brieuc, et celui de M. le comte de Blois, qui vient de terminer à Morlaix une carrière de 92 années.

« Ce n'est pas le moment de faire une sorte d'oraison funèbre

de ces deux hommes de bien et de science. Aussi est-ce un simple hommage que je veux donner en passant à leur mémoire. Que pourrai-je dire, d'ailleurs, de M. de Kergariou, qui n'ait été déjà dit par l'honorable M. de Saulloy de l'Aistre, dans des pages éloquentement écrites et profondément senties? Que pourrai-je dire que vous ne sachiez vous-mêmes, puisque M. le comte de Kergariou a passé une grande partie de sa vie au milieu de vous? Non, je ne veux rappeler qu'un fait : c'est que cet homme éminent, jeune, jusqu'à son dernier jour, de cœur et d'esprit, fut en quelque sorte l'âme du dernier Congrès de Saint-Brieuc. Pour mon compte, je rangerai toujours parmi mes plus doux souvenirs celui des relations et — pourquoi ne le dirais-je pas? — celui des discussions que j'eus alors avec ce vénérable doyen de la Société Archéologique des Côtes-du-Nord, de même que je mettrai la perte de M. le comte de Kergariou au nombre des plus grands deuils de l'Association Bretonne.

« Que dirai-je aussi de M. le comte de Blois, cet autre doyen, ce patriarche des études archéologiques en Bretagne, qui n'eut qu'un tort, bien rare dans notre siècle, celui d'être trop modeste et de reculer devant la mise en œuvre des immenses matériaux qu'il avait amassés. Du reste, M. de Blois n'enfouissait pas pour cela ses richesses scientifiques; il les prodiguait, au contraire, avec une générosité sans exemple à tous ceux qui allaient puiser à la source si sûre et si féconde de son érudition. Histoire, philologie, numismatique, archéologie monumentale, il avait tout embrassé dans ses recherches. Le premier, peut-être en France, il eut l'idée de demander aux monuments gallois le mot des énigmes de notre Bretagne armoricaine. Sous ce rapport, on peut dire qu'il a sa part de gloire dans les principaux ouvrages récemment publiés sur la Bretagne.

« M. de Blois s'occupait aussi d'agriculture, et le conseil général du Finistère fit publier, en 1824, un Mémoire de lui sur les engrais, qui reste encore aujourd'hui ce qu'il y a de plus clair et de plus pratique dans ce genre.

« Ne dirait-on pas que M. de Blois, comme M. de Kergariou, du reste, a été la personnification de notre chère Association Bretonne, où l'Archéologie et l'histoire coudoient l'agriculture? Ne dirait-on pas que l'un et l'autre avaient voulu ôter toute valeur à cette observation tant de fois dirigée contre nous par des es-

prits peu réfléchis : « Pourquoi donc, dans une même Société, des agriculteurs et des archéologues ? pourquoi dans un même Congrès ceux qui s'occupent des intérêts positifs de l'agriculture, en vue du présent et de l'avenir de leur pays, et ceux qui, faisant un retour sur le passé, se livrent à des travaux tout spéculatifs ? »

« Messieurs, puisque nous rencontrons cette observation, ou cette objection, comme il vous plaira de l'appeler, arrêtons-nous-y un instant. On y a déjà répondu d'une manière ingénieuse et par une sorte de jeu d'esprit ; on a dit : « L'archéologue n'explique-t-il pas les médailles, les statuettes, les vases antiques que l'agriculteur a trouvés dans son champ en y enfonçant le soc de sa charrue ? » Mais ceci n'est qu'ingénieux, et l'on peut parler plus sérieusement.

« Sérieusement donc, il y a entre les études agronomiques et les études historiques plus de points communs qu'on ne le croirait au premier abord.

« L'agriculture est, après la religion, l'élément moralisateur par excellence. Voyez, en effet, comme dans les pays d'industrie le niveau de la moralité est en général moins élevé que dans les contrées purement agricoles ! Certes, je me garderai bien de médire de l'industrie, qui enrichit et illustre mon pays ; mais enfin je puis bien dire que, dans la carrière industrielle, à côté de la gloire il y a de grands périls. Ainsi on y court souvent après un gain immodéré ; et ce but, soit qu'on l'atteigne, soit qu'on le poursuive seulement, exclue cette modestie d'existence, cette simplicité de goûts qui distinguent l'agriculteur et accompagnent presque toujours une grande pureté de mœurs.

« L'industriel vit au milieu de ses machines, c'est-à-dire au milieu d'instruments humains qui ne parlent guère que de l'homme et élèvent bien peu l'âme vers son Créateur. L'agriculteur, au contraire, est toujours en présence de la nature ; il voit les moissons germer, verdir, et plus tard dorer les campagnes ; il voit les arbres se couvrir de feuilles et de fruits, en un mot, il sent dans tout ce qui l'entoure le travail et la présence de Dieu. Ajoutez, pour prouver plus surabondamment encore que rien ne moralise les peuples comme l'agriculture, que le laboureur, à la différence de l'industriel, passe sa vie au milieu de sa

famille, aussi bien dans les champs qu'au foyer domestique, car sa femme et ses enfants sont ses premiers ouvriers.

« Or, je vous le demande, l'histoire n'a-t-elle pas, elle aussi, cette puissance moralisatrice que possède l'agriculture ? Je ne parle pas, bien entendu, de cette histoire qui s'attaque à toutes les gloires, qui dénigre tout le passé, véritable pamphlet contre la patrie. Non, je parle de l'histoire qui inflige une flétrissure à l'acte honteux, qui donne une couronne à la vertu, et mérite ainsi, dans son acception la plus élevée, le nom de *morale en action*.

« Une autre analogie, Messieurs, que je vous signale. L'agriculteur aime son pays plus que qui que ce soit au monde. N'est-ce pas par un amour véritablement filial pour lui qu'il consacre ses sueurs et son intelligence à l'embellir et à l'enrichir ; que, d'une lande, il fait un champ fertile ; d'un marais, un gras pâturage ; d'une espèce dégénérée de bestiaux, une race d'élite ?

« Eh bien ! l'historien, lui aussi, aime son pays jusqu'à l'adoration. Comment expliquer autrement cette complaisance avec laquelle il raconte sa gloire même la plus éloignée ! Et ce n'est pas seulement au point de vue purement spéculatif du passé qu'il en étudie les annales ; non, c'est aussi dans l'intérêt de l'avenir qu'il indique les voies à éviter, les routes à suivre ; qu'il dit aux peuples : respectez l'autorité ; aux souverains : respectez la liberté.

« Il me serait facile d'insister sur ces rapprochements, de multiplier les considérations, pour prouver qu'il n'est pas si étrange de voir réunis dans une même association des agriculteurs et des archéologues ; mais il y a un fait bien autrement éloquent que tout ce que je pourrais dire. Ce fait, c'est l'Association Bretonne elle-même, qui compte déjà près de dix années d'existence et à l'ombre de laquelle vivent, dans la plus étroite intimité, les deux Classes d'Agriculture et d'Archéologie. Vainement des crises épouvantables ont passé sur notre pays et menacé l'ordre social jusque dans sa base ; elles ont pour ainsi dire glissé sur l'Association Bretonne, où notre union les a défilées. Cela prouve une chose, Messieurs, chose consolante, s'il en fut, en présence des incertitudes de l'avenir : c'est que l'amour du bien et le patriotisme n'ont pas d'opinion politique, et qu'au besoin tous les

hommes de bien, tous les amis de leur pays sauraient se serrer les uns contre les autres et le sauver. »

Ces nobles paroles provoquent d'unanimes applaudissements.

Enfin *M. le président* proclame que la dixième session du Congrès Archéologique de l'Association Bretonne est close, et que la session prochaine se tiendra à Vannes.

La séance est levée à dix heures et demie du soir.

Le secrétaire ,

H. DU CLEUZIOW.

APPENDICE.

I.

NOTES DE M. DE COURCY

sur

PLUSIEURS QUESTIONS DU PROGRAMME DU CONGRÈS DE SAINT-BRIEUC.

M. de Courcy, n'ayant pu venir au Congrès de Saint-Brieuc, avait adressé au Bureau des notes sur plusieurs questions du programme. Par suite d'un contre-temps regrettable, ces notes ne sont parvenues à leur destination que longtemps après le Congrès.

Le Comité de publication, désireux de combler, autant que possible, les lacunes occasionnées dans les procès-verbaux des séances par l'absence de ces notes pleines d'intérêt, les ajoute ici en supplément, avec des renvois aux séances où les questions analogues ont été traitées.

9^e et 10^e questions. — Documents sur les artistes bretons, et histoire de l'imprimerie à Tréguier et à Dinan. (4^e séance du Congrès de Saint-Brieuc.)

Guingamp possède dans les registres de la communauté de ville des documents sur le sculpteur Corlay, de Châtelaudren, auteur, en 1717, de la fontaine monumentale de Guingamp, qui remplaça à cette époque une plus ancienne fontaine construite en 1588, à la place d'une première due au duc Pierre II, vers le milieu du x^ve siècle. Peut-être les mêmes registres renferment-ils aussi des documents sur les auteurs de ces deux fontaines antérieures à celle que nous admirons aujourd'hui sur la place de Guingamp. Cette ville est aussi la patrie du peintre Valentin, et l'on peut consulter en outre, sur ces deux artistes, la Biographie bretonne de notre confrère M. Le Vot.

Le même ouvrage nous fait connaître les premiers essais de l'imprimerie à Tréguier; mais nous n'avons rien entendu dire d'une imprimerie ancienne à Dinan.

La première imprimerie établie en Bretagne le fut à Bréhand-Loudéac, où Robin Foucquet et Jean Crez, *maîtres en l'art d'impression*, ont publié plusieurs ouvrages en 1484 et 1485. Dans la suite, Jean Crez, s'étant séparé de son associé, publia un autre livre en 1491, dans l'abbaye de Lanténac, paroisse de la Chèze.

Simon, natif de la paroisse de Colinée, qui avait travaillé chez les précédents, vint s'établir à Paris, où il épousa la veuve du célèbre imprimeur Henry Étienne.

C'est à Simon de Colinée que l'on doit l'invention des caractères italiques.

Jean Calvez a publié à Tréguier, en 1499, un dictionnaire breton-français-latin, réimprimé à Paris, en 1501, par Yves Quillévéré, originaire du Léon, auquel on doit plusieurs autres ouvrages édités dans la première moitié du *xvi^e* siècle.

Dans le même temps, Jean Kerbriand, que l'on croit né à Lan-nion, s'associait à Paris à un autre imprimeur nommé Anglebert de Marnef ; mais, ainsi que nous l'avons dit, les bibliographes se taisent sur l'existence à Dinan, au *xv^e* ou *xvi^e* siècle, d'aucune imprimerie.

20^e et 21^e questions. — Géographie du territoire actuel des Côtes-du-Nord. — Origine des évêchés de Tréguier et de Saint-Brieuc. (7^e Séance du Congrès de Saint-Brieuc.)

Nous croyons la seconde de ces questions résolue par le cartulaire du Mont-Saint-Michel et la chronique de Saint-Brieuc, manuscrits du *xiv^e* siècle, suivant lesquels Nomenoë aurait érigé ces deux évêchés vers l'an 855.

« Monasterio vero sancti Brioei sedem constituit episcopalem; similiter etiam sancti Pabu-Tugduali locum qui sedes fuit episcopatus Trecorensis. » (Ex mss. codice Montis S. Michaelis.)

« Nomenoius itaque..... in monasterio sancti Brioei, ac sancti Tugduali-Pabuth, novos episcopos creavit et instruxit. » (Chronicon Brioeense.)

Voy. aussi D. Morice, t. I, Preuves, col. 23 et 289.

Ces deux évêchés de Tréguier et de Saint-Brieuc furent divisés chacun au spirituel en deux archidiaconés.

Le premier renfermait les archidiaconés de Tréguier proprement dit et de Plougastel, et nous appelons l'attention du Congrès sur leurs délimitations, qui nous sont inconnues.

Nous ignorons même complètement le siège de l'archidiaconé de Plougastel, qu'Ogée appelle improprement Plusquellec, paroisse qui a toujours fait partie de l'évêché de Cornouaille, tandis que, sur des titres du ^{xv}^e siècle, nous trouvons mentionnés deux archidiacres consécutifs à Plougastel, évêché de Tréguier, savoir : Jean de Lantillac et René du Pont-Labbé.

L'évêché de Tréguier se divisait en outre, au temporel, en quatre châtelainies, ainsi qu'on le voit par la montre de 1481, que nous avons publiée dans les Annales de la Société archéologique des Côtes-du-Nord. Ces quatre grandes juridictions, d'où ressortaient toutes les autres, étaient Goëlle, dont une partie dépendait au spirituel de l'évêché de Saint-Brieuc, puis Guingamp, Morlaix et Lannion.

L'évêché de Saint-Brieuc contenait les archidiaconés de Goëlle et de Penthièvre. Les limites du premier sont parfaitement indiquées dans une montre de 1543, que nous avons aussi publiée. Il était borné à l'Ouest par la rivière du Leff, qui le séparait de l'évêché de Tréguier, mais non de la juridiction féodale de Goëlle, qui s'exerçait à Châtelaudren : il s'étendait au Nord jusqu'à la mer, et il était limité au Sud et à l'Est par la rivière de Gouët, qui le séparait de l'archidiaconé de Penthièvre. Celui-ci s'étendait, à son tour, dans l'Est, jusqu'à la rivière de l'Arguenon, qui séparait l'évêché de Saint-Brieuc de celui de Saint-Malo. Là commençait l'archidiaconé de Dinan, formant aujourd'hui l'arrondissement du même nom, compris dans le département des Côtes-du-Nord.

Des montres du ^{xv}^e siècle, que nous n'avons pas vues, mais que nous savons exister aux archives départementales, feraient connaître pour Saint-Brieuc, comme nous l'avons fait pour Tréguier, les circonscriptions féodales ou judiciaires entre lesquelles cet évêché a été divisé au moyen âge. Les annales briochines de Rufflet le partageaient, au dernier siècle, en cinq subdélégations, savoir : Saint-Brieuc, Lamballe, Quintin, Moncontour et Loudéac, et il est probable que ces subdivisions correspondaient aux anciennes châtelainies.

La question 20^e demandant la nomenclature des maisons de l'ordre du Temple qui ont existé sur le territoire actuel des Côtes-du-Nord, nous appellerons l'attention des membres de la Classe d'Archéologie sur la Charte de Conan IV, dans l'espoir de voir restituer, avec l'aide de nos confrères, quelques-uns des noms,

bien altérés, que renferme cette charte donnée en 1160 en faveur des Templiers.

Déjà, au Congrès de Quimper, cette restitution a été commencée pour les aumôneries du Temple situées dans le Finistère (1), et il doit être facile de la continuer pour le reste de la province. Nous ferons connaître pour chaque nom de lieu l'interprétation que nous proposons, en priant nos confrères de rectifier, s'il y a lieu, nos appréciations personnelles, et de remplir les lacunes que nous avons laissé subsister.

« Conanux dux, etc., notum sit omnibus me dedisse et concessisse et hâc meâ cartâ confirmasse domui hierosolimitanæ hospitalitatis omnes eleemosinas et terras..... quorum omnium hæc sunt nomina :

In Treker (Tréguier) eleemosinæ de Louargat (à Cree'heaër).

Loguartot (Lohuec, trêve de Plougras) ?

Penguenan (Penvenan).

Pedriae (Pedernek, à sa trêve de Mousterez):

Eleemosinæ de Pumerut (Pommerit-Quintin, — Jaudy, — le Vicomte, — Cap eaval, ou Pommeret).

Cognuæ (Cohinia, près du moulin aux Moines).

Pleguen (Pleguien ou Pleven, év. de Saint-Brieuc, ou Plevin, proche le Moustoir, ou Pleven-Foueznant, ces deux derniers en Cornouaille).

Maël (Maël-Pestivien).

An Louch (trêve de Maël-Pestivien).

Rodoedgallet (Roudouallec).

An Follet (la Feuillée).

Banadlane (Banalec).

Fou (Le Faou).

Brisia (Brie).

Penbare'h (Penhars).

Ploeneith (Ploneis).

Elre (Ploaré).

Coton (Cuzon).

Machalon (Mahalon).

Bodoc capsithun (Beuzec eap Sizun).

Hospitale inter duas Kimper que M. de Blois place entre Quim-

} en Cornouaille.

(1) *Bulletin archéologique*, t. I, page 47 et suivantes.

per-Odet et Quimper-Ellé, ne pourrait-il pas être plutôt à Pommerit-Jaudy, entre Quimper-Ven et Quimper-Guezenec, au Nord de Saint-Laurent, qui renfermait la Commanderie du Palacret ?

Hospitale super Beloen (chapelle Saint-Jean de Riec, près de la rivière de Belon.)

Eleemosinæ de Moëlan (Moëlan en Cornouaille).

De Coëtgual ?

Dans l'évêché de Vannes :

Et Eleemosinæ de Quasgurq in Kemenet-Guegant (près Guéméné).

Prisiac (à Saint-Jean de Beauvoir).

Hospitale de Loco sancti Maclovii (Locmalo près Guéméné).

Idem de Pontivy.

Eleemosinæ in Kemenet-Hebgoën (Théboë ; dans quelle partie de l'évêché de Vannes est ce territoire) ?

Cleker en Broguérec (Cléguer en Bro-Erech).

Tremmatos en Broguérec ?

Lankintic (Languidic).

Laustanc (Naustanc).

Corvellou ?

Hospitale in Sulumiac (Sulniac).

Kistinic-Blaguelt (Quistinic-Blavet).

Molac (Molac).

Mallechac (Malensac).

Kaistemberth (Questembert, près de Sulniac, à la butte nommée le Bourg-Rouge).

Guernou (trêve de Noyal-Muzillac).

Assérac, in episcopatu Nannetensi (Asserac, au Faugaret).

Guerrann (Guérande).

Raes (Saint-Père en Retz, aux Biais).

Plouearthmel (Ploërmel, à Saint-Jean-de-Villenart, Commanderie que le Dictionnaire d'Ogée met aussi en Plumaugat, où il existe d'ailleurs un moulin dit du Temple.

Brull ?

Kessoë (Quessoy à l'hôpital).

Trecornan (trêve de Glomel, évêché de Cornouaille).

Eleemosinæ de Grandi-Fonte ?

Pléhérel (Pléhérel en Saint-Brieuc).

Et de Cruce Hahaguis (Croix Hanvec ou Croixy en Saint-Tugdual).

Et de Celtu-Calvo (Kergrist-Moëlou, à Saint-Jean, et à Ilis Moëlou (*Calvus*, en latin, est synonyme de Moal, chauve).

Stablon (Etables)?

Grandi-Villa?

Gangarre?

Et de Ponte-Terræ?

Teudcaël (Trescalant, trêve de Guérande)?

Kerfornurith (Kerfourne-Noyal, près Pontivy)?

Conrannac?

La Bolli, cum appenditiis (la Bouillie).

A ces établissements du Temple, la réformation de la noblesse pour 1463 et 1513, ajoute dans l'évêché de Tréguier deux Commanderies de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui avait succédé à celui du Temple :

La Commanderie du Palacret, paroisse de Saint-Laurent, et celle de Pontmelvez dans la paroisse du même nom.

Enfin, la tradition indique dans l'évêché de Tréguier des établissements du Temple à Brélévenez et à Chapel-Inden, et dans l'évêché de Saint-Brieuc, à Lanleff.

Voici maintenant un extrait d'une autre charte de Pierre Mauclerc, qui indique quelques autres hospices de la milice du Temple : « In quibusdam villarum nostrarum, scilicet : in Castrolini (Châteaulin), et in Castronovo (Châteauneuf), et in Montereleis (Morlaix ou Montrelais), et in Lemnon (Lennon), et ad Jugonem (Jugon), et ad Montem-Contoris (Moncontour), quos dictis fratribus volumus concedere (1). » Le contenu de cette charte, datée de 1217, et d'une seconde de 1246, fut confirmé en dernier lieu par une lettre du duc Pierre II, en 1451, rappelant la teneur d'autres chartes de 1141, 1162 et 1201, qui existent peut-être dans les archives des Côtes-du-Nord, et dont le dépouillement serait fort utile pour établir la reconnaissance parfaite des établissements qui nous occupent.

Questions 10, 11 et 28 (8^e et 9^e séance).

10. « A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux ? »

(1) D. Morice, t. I, Preuves, col. 836.

11. « Faire connaître les armoiries des évêchés, chapitres et villes de Bretagne. »

28. « Quelles sont celles de ces villes appartenant aux Côtes-du-Nord qui députaient aux États ? »

L'usage des sceaux est bien antérieur à celui des armoiries, puisque tous les empereurs romains avaient des sceaux, et que, à leur imitation, les Mérovingiens et les Carlovingiens, qui régnèrent sur les Gaules, eurent aussi des sceaux. C'est ce que nous apprennent les *Traité de Diplomatique* de D. Mabillon et de D. de Vaines. Il est donc probable que les premiers rois bretons eurent des sceaux aussi bien que les rois francs. Cependant, dans une lettre du pape Adrien à Salomon III, ce pape se plaint de ce que Salomon n'avait point scellé les lettres qu'il lui avait adressées. D'où il faut conclure que, si l'usage des sceaux subsistait en Bretagne au ix^e siècle, il n'était point général; on n'y connaît aucun sceau de cette époque.

Le plus ancien qui nous ait été conservé est d'Alain Fergent, qui commença à régner en 1084. Il y est représenté à cheval, drapé dans un manteau à la romaine, la tête nue et l'épée à la main, et a pour légende : † ALANVS BRITANNORVM DVX.

On connaît aussi un sceau un peu antérieur de Quiriac, oncle d'Alain Fergent et évêque de Nantes en 1064; mais ce dernier sceau, avec les bustes de saint Pierre et saint Paul rangés face à face, n'est que la copie des *bulles* des papes dès lors en usage.

Le mot *bulle*, formé du latin *bullā*, ornement rond que les patriciens suspendaient au cou de leurs enfants, ne s'entendait d'abord et avec raison que du sceau attaché à des lettres; cependant certaines épîtres pontificales ont tiré et conservé leur dénomination de la bulle de plomb qui y est pendante.

Le sceau (*sigillum*, *annulus*, *bullā*) était souvent accompagné du contre-sceau (*contra-signetum*) ou petit cachet qui servait seul dans les affaires courantes, mais qu'on appliquait en outre au dos du sceau pendu aux chartes importantes.

Les sceaux des successeurs d'Alain Fergent sont équestres, comme ceux de ce prince; mais, à la différence de ce dernier, le cavalier est armé de toutes pièces, a le *pot en tête*, et porte au bras gauche un écu ou bouclier de bois, garni de ce que nous appelons en blason des *rais d'escarboucle*, qui représentent les bandes de fer dont l'écu était soutenu et fortifié. Jusqu'au commencement du xiii^e siècle, tous ces écus sont uniformes; mais

avec l'invention des armoiries et leur transmission héréditaire à partir des croisades, les princes, chevaliers et écuyers adoptèrent des figures héraldiques particulières qu'ils firent peindre sur leurs écus et graver sur leurs sceaux.

Pierre de Dreux est le premier duc de Bretagne qui fit graver des armoiries sur son sceau. Ces armoiries, qui consistaient dans un *échiqueté*, tel que le portait son frère aîné, et dans un *quartier d'hermines* pour brisure, se voient pour la première fois sur un sceau de 1214.

Jean II, petit-fils du précédent, qui régna de 1286 à 1305, abandonna les armes de Dreux pour prendre les hermines pleines : cependant l'échiqueté de Dreux reparut encore sous Artur II, mort en 1312, et ne fut définitivement aboli en Bretagne que sous son successeur Jean III, qui le conserva néanmoins sur les monnaies limousines qu'il frappait comme vicomte de Limoges.

A partir du x^v^e siècle, les sceaux des ducs ne sont plus exclusivement équestres, mais les représentent aussi soit debout sous un dais ou pavillon, soit assis sur un trône, comme la duchesse Anne sur un sceau de 1490 et une monnaie d'or de 1498, où elle tient à la main l'épée nue, symbole du pouvoir.

Les seigneurs ne commencèrent pas aussitôt que les princes à avoir des sceaux différents des anneaux ; mais successivement les comtes, vicomtes, barons et chevaliers bannerets prirent aussi des sceaux équestres. Les sceaux des simples bacheliers ou écuyers consistaient dans un écu incliné, chargé de leurs armes, tenu par des anges ou des sauvages, ou supporté par des animaux, timbré d'un heaume, taré de profil, orné de lambrequins et sommé d'un cimier.

L'usage de mettre des couronnes au-dessus des armoiries sur les sceaux, les monnaies ou tout autre monument, n'a été introduit par les rois qu'à la fin du xiv^e siècle ; les grands seigneurs titrés n'ont pris cet ornement que depuis le xvi^e siècle, et l'abus ne s'est glissé parmi ceux qui n'y ont aucun droit que depuis le xvii^e siècle. En même temps, les villes surmontèrent leurs sceaux et armoiries de couronnes murales.

Dès le xii^e siècle, les cadets ou juveigneurs brisaient les armes pleines de leurs maisons soit d'une *cotice* ou *filet*, soit d'un *lambel*, soit d'une pièce quelconque ajoutée aux figures principales de l'écu. Les dames ne portèrent d'abord que les armes de leur

mari ; ensuite elles mirent sur leurs sceaux leurs propres armes avec celles de leurs époux dans des écus *mi-partis* ou *écartelés*. Les sceaux des juridictions seigneuriales étaient semés d'hermines. Ceux des communautés civiles ou religieuses ont beaucoup varié. Pour les premières, ce sont ou des figures qui font allusion à l'étymologie du nom de la ville, ou à sa situation politique ou commerciale (comme le navire des villes maritimes, les tours des villes fortes, etc.), ou bien encore les armes des princes auxquels elles obéissaient.

Les abbayes ou chapitres adoptèrent généralement l'image de leurs saints patrons. Les évêques et abbés mirent alternativement sur leurs sceaux l'image des patrons de leurs églises ou les leurs propres. Enfin, ces derniers sceaux et ceux des Dames étaient le plus souvent ovales ou en ogives, à la différence de tous les autres, qui étaient ronds.

Dans le *Nobiliaire de Bretagne* que nous avons publié il y a quelques années (1), nous avons donné les armes, et par conséquent les sceaux de toutes les villes de Bretagne qui députaient aux États ; nous croyons donc inutile de les reproduire ici. Nous ajouterons seulement, en réponse à la 28^e question du programme, les noms des villes des Côtes-du-Nord qui députaient aux États, et par complément les noms de leurs députés aux États tenus à Saint-Brieuc en 1768, et à leur dernière tenue à Rennes en 1786.

Noms des députés aux États de Saint-Brieuc, 1768.

SAINT-BRIEUC. — Souvestre de Villemain, maire. — *Agrégé* : De Kerangal de la Hautière, alloué royal, sénéchal des Régaires et juge de police.

TRÉGUIER. — Le Bonniée du Creyou.

MONCANTOUR. — Eudo de la Blossais, alloué et maire.

DINAN. — Bameulle de la Chabossais, lieutenant de maire. — *Agrégé* : Couppé de la Fougerais.

LAMBALLE. — Le Provost de la Roche, maire.

QUINTIN. — Degéry, maire.

(1) 1 vol. in-4°, Saint-Pol-de-Léon, 1846. Consultez aussi l'Armorial général de France, ou État des personnes et communautés, établi en exécution de l'édit de novembre 1696, par Charles d'Hozier, juge d'armes de France. 2 vol. in-folio pour la Bretagne, manuscrit de la Bibliothèque Royale.

LANNION. — Le Bourva de Saint-IIugeon, ancien maire.

GUINGAMP, — Limon du Timeur, procureur fiscal et maire. —
Agrégé : Alexandre, avocat.

Noms des députés aux États de Rennes, 1786.

SAINT-BRIEUC. — Poulain de Corbion, maire électif.

TRÉGUIER. — Launay du Portal.

MONCONTOUR. — Cherdel de la Grandville.

DINAN. — Cerclerc, maire.

LAMBALLE. — Micaut de Mainville.

QUINTIN. — Baron du Taya, maire et Sénéchal.

LANNION. — Le Bricquir du Meshir, avocat et maire.

GUINGAMP. — Le Normand de Kergré.

Un autre manuscrit de la Bibliothèque Royale (Armorial des évêchés de France en 1727, cabinet des estampes, n° 6094) nous a fait connaître les armes de quelques villes, évêques, évêchés et chapitres de Bretagne en 1727; nous les donnerons ici en réponse à la 11^e question du programme, ces armes ne se trouvant groupées dans aucun recueil, et celles de plusieurs évêques ne se rencontrant même nulle part ailleurs, si ce n'est peut-être sur nos monuments.

Armes des villes, évêques, évêchés et chapitres de Bretagne en 1727.

RENNES. — *Ville* : pallé d'argent et de sable de six pièces, au chef d'argent, chargé de cinq hermines de sable.

Evêque : Charles-Louis-Auguste Le Tonnelier de Breteuil : d'azur à l'épervier essorant d'or.

Evêché : manquent.

Chapitre : d'azur à deux clefs d'argent passées en sautoir, les gardes en bas.

NANTES. — *Ville* : de gueules à un navire équipé d'or, aux voiles éployées d'hermines, flottant sur des ondes d'azur, au chef d'hermines.

Evêque : Christophe-Louis Turpin de Crissé de Sanzay : lozangé d'argent et de gueules.

Evêché : manquent.

Chapitre : d'azur à une clef d'or, et une épée d'argent, les garde et poignée d'or, passées en sautoir.

QUIMPER. — *Ville* : d'azur au mouton passant d'argent, accorné et onglé d'or, au chef d'hermines.

Evêque : François-Hyacinthe de Plœue : d'hermines à trois chevrons de gueules.

Evêché : manquent.

Chapitre : de gueules à une tête de saint Corentin de carnation, coiffée d'une aumuce d'argent, et accompagnée en chef d'un soleil et d'un eroissant d'or.

VANNES. — *Ville* : de gueules à une hermine passante au naturel, mouchetée de sable, et accolée de la jarretière flottante de Bretagne.

Evêque : Antoine Fagon (fils du célèbre médecin de Louis XIV) : d'azur au lion rampant d'or, lampassé de même, tourné à senestre et posé devant un mouton passant d'argent; accompagné en chef d'un soleil d'or.

Evêché : manquent.

Chapitre : d'azur au dextrochère habillé d'or, tenant une clef à double panneton d'argent, posée en pal.

LÉON. — *Ville* : d'hermines au sanglier de sable, accolé d'une couronne d'or; le sanglier dressé en pied, soutenant une tour de gueules, posée au canton dextre.

Evêque : Jean-Louis de la Bourdonnaye : de gueules à trois bourdons d'argent posés 2. 1.

Evêché : d'or au lion de sable tenant une crosse de gueules de ses pattes de devant.

Chapitre : d'azur à l'agneau pascal d'argent, tenant une eroix d'or, à la banderole d'argent.

TRÉGUIER. — *Ville* : d'azur au navire d'argent, aux voiles éployées de même.

Evêque : Olivier Jégou de Kervillio : d'argent au huchet de sable, lié de gueules, accompagné de trois bannières d'azur, chargées chacune d'une croisette pommetée d'or.

Evêché : de gueules à la crosse d'or posée en pal, accostée de deux mitres de même.

Chapitre : d'azur à un saint Yves de carnation, coiffé d'une barrette de sable, et habillé d'un camail et d'une soutane de même, chargée d'un surplis d'argent; accompagné en flancs de deux palmes aussi d'argent et en pointe d'un bouc, de même posé sous les pieds du saint.

SAINT-BRIEUC. — *Ville* : d'azur au griffon d'or.

Evêque : Pierre Guillaume de la Vieuville : de gueules au lion rampant d'argent, armé, lampassé et couronné d'or.

Evêché : d'hermines à une mitre d'or, accostée de deux fleurs de lys de même.

Chapitre : d'hermines à trois figures de saints, un en chef à genoux les mains jointes, vêtu d'une aube et dalmatique de diaere, et deux affrontés et naissants de la pointe étendant chacun une main et tenant leurs croses de l'autre, habillés pontificalement, le tout d'or.

Si deux de ces saints peuvent être saint Brieuc et saint Guillaume, quel serait le troisième, qui n'est pas évêque? (1)

SAINT-MALO. — *Ville* : de gueules à une herse d'or, surmontée d'une hermine passante au naturel.

Evêque : Vincent-François des Maretz : d'azur au dextrochère d'argent, tenant trois lys de même.

Evêché : d'argent à la croix d'azur, chargée en cœur d'une mitre d'or.

Chapitre : d'azur à un navire d'or, aux voiles déployées de même.

DOL. — *Ville* : d'argent à trois losanges d'azur, chargé chacun d'une moucheture de sable; au chef de France.

Evêque : Jean-Louis du Bouhet de Sourches : écartelé aux 1 et 4 d'argent, à deux fasces de sable; aux 2 et 3 d'azur, semé de fleurs de lys d'argent et accompagné d'un lion de même, couronné d'or.

Evêché : d'azur à la croix d'hermines, cantonnée de quatre fleurs de lys d'or.

Chapitre : d'azur à une tête de saint Samson mitrée d'or.

Suivant l'Armorial de Guy Le Borgne, le chapitre de Cornouaille aurait porté d'azur à une chèvre d'argent, au chef de Bretagne.

Nous avons aussi trouvé indiquées les armes de la collégiale de

(1) Évidemment, c'est saint Etienne, premier patron de la Cathédrale, et les deux évêques sont bien saint Brieuc et saint Guillaume; voir les renseignements donnés par M. l'abbé Souchet sur le sceau du chapitre de Saint-Brieuc, 9^e séance du Congrès, ci-dessus, page 217.

Guérande : d'azur à un saint Aubin, chapé, crossé et mitré d'or, tenant de sa main dextre un écusson losangé d'argent et de gueules.

Enfin, un sceau ovale de l'abbaye de Daoulas, remontant au x^{ve} siècle, a sous un dais la figure de la Vierge, et le lion de Léon en pointe.

P. DE COURCY.

II. ⁽¹⁾

DÉCLARATION

de

DONS FAITS PAR CHARLES DE BLOIS

AUX ÉGLISES DES CORDELIERS, DE NOTRE-DAME ET DE LA TRINITÉ
DE GUINGAMP ⁽²⁾.

In nomine Domini amen. Tenore præsentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter, quod anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo septuagesimo primo, indictione nona, mense septembris, die vicesima quinta, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris ac domini nostri domini Gregorii, divina providente clementia, Papæ undecimi anno primo, in mei notarii publici, testiumque infra scriptorum præsentia personaliter constituti Gardianus, et conventus Fratrum Minorum de Guengampo, nec non

(1) Voy. ci-dessus le procès-verbal de la troisième séance.

(2) D. Morice, au commencement du t. II de ses *Preuves*, n'a publié qu'un extrait relativement peu considérable de l'enquête pour la canonisation de Charles de Blois. L'original de cette enquête, déposé autrefois aux archives de Saint-Aubin-d'Angers, paraît aujourd'hui perdu. Heureusement, au x^{vii}^e siècle, Baluze en avait fait faire une copie fort belle, qui se trouve maintenant à la Bibliothèque Impériale, section des manuscrits, sous le n° 5381 des manuscrits latins. Cette copie forme deux forts volumes in-folio ; c'est du second de ces volumes que nous avons tiré le présent document, qui va du folio 389 verso au folio 393 verso.

thesaurarii seu yconomi ecclesiarum beatæ Mariæ, et Sanctæ Trinitatis ejusdem villæ monstraverunt, et exhibuerunt non nullos thesauros, et ornamenta ecclesiæ sub multis variisque picturis ac speciebus adornatis et depictis, quos seu quæ recolendæ memoriæ dominus Carolus de Blesis quidam (*sic*) dux Bric-tanniæ dederat, obtulerat, ac cum maxima devotione erogaverat ecclesiis, Fratribusque prædictis, intuitu pietatis.

Primo ecclesiæ Fratrum Minorum dedit unam magnam crucem argenteam cum ymaginibus beatæ Mariæ, et beati Johannis evangelistæ, deauratam et adornatam margaritis et lapidibus præ-tiosis, pensantem marchas undecim. Cujus crucis factura de-constitit seu valet secundum extimationem operariorum in hac parte expertorum centum francos. Item dedit duas tabulas cum reliquiis multorum sanctorum deauratas et subtiliter operatas. Item duo candelabra argentea deaurata, pensantia marchas octo.

Item duo thuribula argentea pensantia marchas septem. Item unam crucem argenteam pro processione pensantem marchas tres. Item..... ad modum..... (1) hodie valentes cen-tum viginti francos. Item unum epistolarium, et unum evange-listarium cum sarraturis argenteis et aliis apparatibus. Item duas touaillias pro magno altari, subtibiter et prætiouse operatas. Item duas alias touaillias pro eodem altari, et unum custodem corpo-ralium prætiouse operatum. Item tria offertoria de serica, bona, prætiosa et honesta. Item dedit unam capellam integram de se-rico albo, videlicet paramenta pro magno altari superius et inferius, indumenta de eodem pro sacerdote, dyacono, et sub-dyacono, et capas quatuor de eodem, et tres albas de eodem serico paratas.

Item duo paramenta de vulveto rubeo, et tres capas de eodem. Item duo paramenta de serico rubeo cum arboribus. Item pro sa-cerdote, dyacono, et subdyacono indumenta de eodem serico, Item pro magno altari duo paramenta de vvulveto (*sic*) nigro, tres capas de eodem, et indumenta pro sacerdote, dyacono, et subdyacono de eodem. Item tres albas cum amictis, paratas de eodem. Item pro altari beati Ludovici (2) unam touailliam paratam. Item paramenta pro dicto altari deaurata, et unam casulam de

(1) Cette lacune et la précédente existent dans la copie de Baluze.

(2) Saint Louis de Marseille, qui était de la famille de Charles de Blois.

eodem. Item dedit courtinas pro magno altari de serico prætiosas. Item unum magnum pannum de vulveto deaurato pro sepultura domini Guedonis (1). Item duos pannos de serico. Item quinque pannos de serico rubei viridisque colorum valde delicatos. Item unam courtinam rubeam de serico. Item quinque coissinos de serico deaurato. Item tres coissinos de vulveto rubeo. Item octo supperpelicia pro cantoribus de lintheo delicato. Item capucia chori pro sacerdote et cantoribus. Item pro constructione magnæ vitræ ecclesiæ, ac chori cantorii, et angelorum circa magnum altare, et pavimenta (2) chori, et aliorum multorum pertinentium ad sustentationem et decorem ecclesiæ dictorum Fratrum usque ad valorem quatuor milia francorum, et multo amplius secundum extimationem operariorum in talibus expertorum. Summa valoris prædictorum paramentorum, vestimentorum, pannorum, coissinorum, courtinarum, capuciorum, chori, sargiarumque, et aliarum rerum superius annotatorum conscendit ad octo milia octo centum quinquaginta francos iuxta et secundum extimationem expertorum operariorum ad hoc specialiter vocatorum, sine computatione reliquiarum, et apparatus earum quæ non cadunt sub commercio seu extimatione hominum.

Item dedit ecclesiæ beatæ Mariæ de Guengampo unam magnam crucem argenteam cum imaginibus Crucifixi, Beatæ Mariæ Virginis, et beati Johannis evangelistæ, cum una stella argentea, omnibus deauratis. Item duo candelabra argentea deaurata. Item duo exorcista argentea, et unum thuribulum argenteum deauratum, pensantes viginti quatuor marchas boni et puri argenti, quarum quælibet valet sex francos, sine factura quam (3) conscendit, mediante legali extimatione, ad quinquaginta francos. Item dedit eidem ecclesiæ novem alnatas de panno serico albo et prætioso pro paramentis majoris altaris dictæ ecclesiæ. Item octo alnatas de satino rubeo pro courtinis circa altare dictæ ecclesiæ faciendis. Item unam casulam prætiosam de serico prætiose operatam. Item de eodem panno serico sex alnatas pro dyacono, [et] subdyacono, cum omnibus necessariis pro serviciis, et dalmaturis (*sic*) faciendis. Item unam capellam integram pro sacerdote, dya-

(1) Gul de Bretagne, comte de Penthlévre, père de Jeanne-la-Boiteuse.

(2) « Pavimenta » *sic*; lisez : « pavimenti. »

(3) « Quam » *sic*; lisez : « Quæ. »

cono, et subdyacono de bono serico cum omnibus necessariis eorundem. Item duas capas delicatas de serico multum prætiosas. Item duas alias capas et unam albam valde prætiosam. Item duo magna paramenta pro magno altari valde prætiosa, superius et inferius facienda. Item quatuor alnatas de panno serico rubeo, pro paramentis dicti altaris superius et inferius faciendis. Item novem alnatas de consimili panno pro casula, tunica et dalmaticis. Item quator alnatas de panno serico multum prætioso, pro paramentis magni altaris superius et inferius faciendis cum opere argenteo multum sumptuoso. Item unam casulam de camocas (1) albo, cum suis necessariis bene et nobiliter operatam.

Item.....
 ejusdem extimationis
 quinquaginta francorum. Item dedit.....
 (2) quatuor
 columpnas coram magno altari depictos (3) auro et azurio, quorum factum constat, per relationem magistri qui ipsos fecit, nonaginta scutos auri. Item fecit majus altare dictæ ecclesiæ disponere, et ordinare pro ymaginibus ibidem ponendis usque ad valorem trium scutorum. Item dedit dictæ ecclesiæ pro ædificio ibidem faciendo (4) sexdecim scuta. Item ipse fundavit sacristiam ejusdem ecclesiæ nomine beati Yvonis, et posuit primum lapidem ibi, nomine quo supra, præsentibus episcopo Macloviensi et abbate de Bona Requie, et operariis illa die dedit tres francos pro vino, et pro dicta sacristia complenda obligavit omnia bona sua. Item dedit eidem ecclesiæ tres sargias albas. Summa autem rerum datarum dictæ ecclesiæ et aliorum superius annotatorum conscendit, secundum legalem extimationem operariorum expertorum circa præmissa, ad octo centum et sexagesima (*sic*) quinque francos, et centum et viginti quinque scuta.

Item ecclesiæ sanctæ Trinitatis de Guengampo dedit duo paramenta pro magno altari cum casula, et mapa (5) altaris pa-

(1) Le camocas était une étoffe de soie mêlée de fils d'or et d'argent.

(2) Cette lacune et la précédente existent dans la copie de Baluze.

(3) « Depictos » *sic* ; lisez : « Depictas. »

(4) C'est de ce passage qu'il semble résulter que les parties de Notre-Dame de Guingamp, où se montre le style du *xiv*^e siècle, ont dû être construites au temps de Charles de Blois.

(5) « Mapa » *sic* ; lisez : « Mapam, » et mieux encore : « Mappam. »

rati extimati ad valorem ducentorum quinquaginta francorum.

De quorum omnium præmissorum monstratione, exhibitione, extimatione ab operariis super hoc factis, et de omnibus præmissis præfati Gardianus et conventus petierunt a me sibi fieri publicum instrumentum, quod concessi eis me facturum. Acta fuerunt hæc apud Guengampum in ecclesiis et locis supra scriptis, successive, sub anno, mense, die, indictione, et Pontificatu prædictis. Præsentibus ad hoc magistro Alano Pictoris, Alano Symonis mercenario, Guillemiro (1) Aurifabri (2), uxore Perroti Brotarii, et pluribus aliis ad præmissa testibus vocatis specialiter et rogatis. Et ego Hamo de Rimmer, clericus Trecorensis diocesis, publicus auctoritate imperiali notarius, præmissorum bonorum exhibitionibus, apparitionibus, et omnibus aliis, prout superius annotantur, dum ita agerentur, præsens una cum præscriptis testibus interfui, eaque manu mea propria scripsi et sub hac forma publica redegî, signoque meo solito signavi requisitus specialiter, et rogatus in testimonium præmissorum.

(1) « Guillemiro » *sic*; il faut probablement lire : « Guillemino. »

(2) L'original portait très-probablement « *Guillemiro* ou *Guillemino Aurifab*, » et plus haut *Alano pictor*, en indiquant simplement par des signes abrégatifs les désinences des deux mots *pictor* et *aufifab*. Le copiste de Baluze, en écrivant *Pictoris* et *Aurifabri*, en a fait des noms propres de famille; je pense qu'il vaudrait mieux lire *pictore* et *aurifabro*, qui alors indiqueraient les professions de maître Alain et de Guillemain; et comme nous voyons que ces deux personnages sont au nombre des témoins appelés et requis spécialement (*vocatis specialiter et rogatis*), il serait naturel de les prendre pour ces *ouvriers experts* dont le notaire apostolique invoque souvent l'opinion (*secundum extimationem operariorum expertorum*) sur la valeur des dons faits par Charles de Blois.

III. ⁽¹⁾

CARTA CONANI DUCIS

DOMUI HIEROSOLIMITANÆ HOSPITALITATIS

DATA ANNO DOMINI M^o C^o LX^o.

Variantes du Vidimus de 1277,
rapporté par une copie authentique de 1311 (v. s.)

(*Archives Impériales*, Trésor des Chartes,
carton coté J. 241. — n^o 26.)

Voici le texte de la Charte de Conan, tel qu'il a été donné par dom Morice, Pr., t. I, col. 638 :

« Conanus dux Britanniae et comes Richemundiae universis Ecclesiae filiis per totum ducatum suum salutem... Notum sit omnibus me dedisse et concessisse et hac mea carta confirmasse Domui Hierosolimitanae hospitalitatis omnes eleemosinas et terras, quae in ducatu meo praedictae domui datae sunt, liberas et quietas ab omnibus consuetudinibus in omnibus locis et in omnibus partibus, quorum omnium haec sunt nomina : In Treker, eleemosinae de Louergat, eleemosinae de Loguartot et de Penguennan et de Pedriac et de Pumurut et de Cognuac et de Pleguen et de Mael et de Rodoed, Gallet en Loue en Follet, Bannadlane ; eleemosinae de Fou et de Brisiae et de Penparch et de Ploeneith et de Elré et de Coton et de Machalon et de Bodoc Capsithun ; hospitale inter duas Kemper et hospitale super Beloen ; eleemosina de Moelan et de Coetgual, et eleemosinae de Quasgurq in Kemenet-guegant, eleemosinae de Prisiae, hospitale de loco Sancti-Maelovii ; hospitale de Pontivi ; eleemosinae Alani vicecomitis, scilicet unus bur-

(1) Voy. ci-dessus le procès-verbal de la septième séance.

gensis in unoque castello suo ; eleemosinæ domini Conani ducis, scilicet unus burgensis in unaquaque civitate sua et in unoquoque castello suo, in Kemenet-hebgoen ; eleemosinæ de Cleker et de Tremmatos in Broguerec ; eleemosinæ de Lankintic et de Laustanc et Corvellou , et hospitale in Sulumiac ; et eleemosinæ de Kistinic-Blaguelt et de Molac et de Mallechac et de Kaistemberth et de Guernou et de Asarac in Episcopatu Nannetensi cum appenditiis suis, et unus homo in unaquaque parrochia apud Raes, et eleemosinæ de Plouearthmael et de Kessoë et de Terconan et de Grandifonte et de Pleherel et de cruce Hahaguis et de Celtu-calvo et de Stablon et de Grandi-Villa et de Gangarre et de Ponte-Terræ et de Teudcael et de Kerfornurith in Conrannac et Labolli cum appenditis. Ego Conanus Britanniae dux et comes Richemundiae, libere et quiete concessi hæc omnia Domui supradictæ pro amore ejusdem domûs et fratris Eguenni familiaris nostri, anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo sexagesimo , regnante Ludovico Francorum rege , et Henrico Anglorum rege , Corisipitensem episcopatum Gaufrido tenente. Testes Hamo Leonensis Episcopus, Rivallonus abbas Kemperlegii, Gradlonus abbas Sancti-Guingaloei, prior de Monte-Sancti-Michaelis, Willelmus Ferron frater de Templo, Robertus cancellarius ducis, Alanus clericus, Margarita ducissa, Martinus ejus Capellanus, Richardus et Alanus Gemelli, Regnaldus Boterel, Henricus Bertran, Henricus filius Hervei, Alanus Rufus, Alanus de Mota et Clerus Corisopitensis Ecclesiæ apud Kemper-Corentin. » (*Mém. de Molac*).

Voici maintenant la copie du xiv^e siècle, retrouvée aux Archives Impériales par M. de la Borderie. Les variantes au texte de D. Morice sont relevées, ligne par ligne, sur l'exemplaire in-f^o des *Preuves*, et indiquées par des lettres italiques :

« Universis presentes litteras inspecturis et audituris Officialis curie Briocencis salutem in Domino. Noveritis nos anno Domini m^o. ccc^o. undecimo, die lune post dominicam qua cantatur *invocavit me*, vidisse et diligenter inspexisse litteras inferius annotatas, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte viciatas, sigillo bone memorie Johannis quondam episcopi Dolensis sigillatas, ut prima facie apparebat, formam que sequitur continentes :

Universis presentes litteras inspecturis vel audituris Johannes Dei gratia Dolensis episcopus salutem in Domino sempiternam. Noveritis nos vidisse et diligenter inspexisse verbo ad verbum has litteras inferius annotatas in hec verba :

Conanus dux Britannie et Comes Richemondie, etc., comme dans D. Morice, Pr. I, 638, sauf les variantes ci-jointes :

*Corrections à la Charte de Conan IV publiée par D. Morice,
Pr. I, 638.*

- L. 3. Notum sit *vobis* omnibus.
- L. 6. Et terras *et teneuras* que in dueatu.
- L. 11. Au lieu de *Loguartot*, lisez « *Loganoc* » et de Pennguenan et de Pederiac.
- L. 12. Et de Pumurît et de Coginiac et de
- L. 13. Pleguen et de Mael, an Rodoued Gallec, en *Luth*, an Folléd, Banazlanc.
- L. 14. Elmosine de Feu, et de Brithiac et
- L. 15. de *Pennhart* et de Ploeneth et de *Arke* et de Coton et de.
- L. 16. *Mathalon* et de Bodoc Kapsithun.
- L. 16. Hospitalis inter duas Kemper et hospitalis super Beloen, elemosina
- L. 17. de Moelan et de Cloetgal et elemosina de
- L. 18. Grusguri in Quemcnet Guegamt, elemosinas (*sic*) de Pri-siac.
- L. 19. Hospitalis de sancto (*sic malè*) loco sancti Maclovii.
- L. 25. Au lieu de Tremmatos, on peut lire « *Treunnatôs* in Broguerec.
- L. 25. « Lannkintic.
- L. 26. Et de Laustenc et Corvellou et hospitalis in
- L. 27. Suluniac et elemosina de Kiristinic^{Kinstinic} Blagueth et de
- L. 28. Mollac et de Malechac et de Kestembert et de
- L. 29. Guernou et de Azarac in episcopatu nannetensi.
- L. 30. Et de Guenrann...
- L. 32. Et elemosina de Ploearthmael et de Brull et de Kessoe et de *Terte conaen* (*sic*), lisez Tertre conaen et de Grandi-Fonte.
- L. 33. Et de Pleherel et de Crucc *Haois* et de

L. 34. Saltu Caluoⁿ et de Stablehouⁿ (en Langrolay) et de Grandi-Villa et de

L. 35. Gangarei et de Ponte-Terræ et de Teuthtael^c et de

L. 38. *Kaerfounric* (Kaerfounric?) (1) in *Comanna* et La Bollie.

L. 42. Au lieu de *Eguenni*, — *Eguen*.

L. 43. M^o. c^o. lx^{mo} (la date est ainsi).

L. 46. Haemo Leonensis episcopus, — Rigallonus.

L. 47. Abb. Kemperlegii.

L. 48. Guingualoei, — prior Sancti Michaelis — *Guillelmus*.

L. 49. Ferron.

L. 51. Martinus ejus cappellanus.

L. 52. Renaldus Boterel. Henricus *Bretram*.

L. 53. Henricus fi. Haervei, etc.

Après les mots « apud Kemper Corentin » suit : « Datum hujus transcripti mense marcii anno Domini m^o. cc^o. lxx^o. septismo (*sic*).

— Datum hujusmodi visionis et inspeccionis die et anno predictis.

« R. Corbin per me et G. Fabri facta est collatio. »

(Joint à l'enquête de 1312 sur les églises de Bretagne.)

(1) Un aveu de la Commanderie de la Feuillée de 1697 (Archives de la Chambre des Comptes de Nantes, *Aveux anciens*, Domaine de Quimper, n^o 794) nomme parmi les possessions de ladite Commanderie le village de *Kanfornieguic*, en *Comanna* ; c'est le *Kaerfounric* ou Kerfornurith de la Charte de 1160.

EXTRAIT

de la

DÉCLARATION DES DONS FAITS PAR CHARLES DE BLOIS

A L'ÉGLISE NOTRE-DAME DE LAMBALLE (2).

.....

 .. Item Dominus Guillermus Rousselli præbyter Rector pro parte
 ecclesiæ beatæ Mariæ de Lambalia, ac Petrus Salomonis, et Jo-
 hannes Bouveti præbyteri capellani deservientes in ecclesia dicta,
 et Alanus Goirelay, Guillermus Giron, et Jametus Larchier The-
 saurarii procuratores fabricæ dictæ ecclesiæ de Lambalia retule-
 runt bona fide, quod dictus dominus Carolus, dum in humanis
 vivebat, cum processionibus, et magno populo congregato, et sibi
 occurentibus de extra villam Lambaliæ usque ad ecclesiam beatæ
 Mariæ ejusdem villæ nudis pedibus super pavimenta et lapides
 veniendo detulit reliquias corporis beati Yvonis, et eas eidem
 ecclesiæ humiliter præsentavit, dixeruntque, et retulerunt bona
 fide quod prædictus dominus Carolus elemosinavit, et dedit, dictæ
 ecclesiæ beatæ Mariæ de Lambalia duas capellas integras de casu-
 lis, dalmatucis (*sic*), tunicis, stolis, manipulis, albis, et toaillis pro
 altari, et tres capas sericas prætiosas et pulchras, et quamdam
 crucem argenteam deauratam cum lapidibus prætiosis ornatam,
 quamdam petiam vivificæ Crucis continentem; quæ sic et plura
 alia per ipsum erogata dictæ Ecclesiæ dicuntur valere mille libras
 et ultra, dixeruntque, et retulerunt, quod dictus dominus Caro-
 lus, eo quod fortalicium fuerat factum in eadem ecclesia in ipsius
 absentia et ipso inconsulto, et quod ob hoc curati ejusdem ecclesiæ

(1) Voy. ci-dessus le procès-verbal de la dixième séance.

(2) Biblioth. Imp., mss. lat. 5381, t. II, fol. 404. D. Morice (Pr. II, 32-33) n'a publié le texte ci-dessous que d'une manière incomplète.

fuerunt dampnificati, et opus fabricæ eiusdem Ecclesiæ fuerat retardatum, etiam impeditum, dabat quolibet anno, et usque ad decessum ipsius, videlicet dictis curatis triginta florenos, et pro constructione et opere dictæ Ecclesiæ nonaginta florenos, et certam ceræ quantitatem pro luminari dictæ Ecclesiæ faciendo. Acta fuerunt hæc sub anno, mense die, loco, Indictione, et pontificatu prædicti (1).

(1) Savoir l'an 1371, le 16 novembre, l'indiction x^e, en la première année du pontificat du pape Grégoire XI.

CHRONIQUE.

Nous extrayons ce qui suit d'une note adressée dans les derniers jours de mai 1853 par M. Duchâtellier, au journal *Le Breton* :

M. A. Duchâtellier, de Quimper, vient d'adresser au *Breton* la note suivante :

« Une découverte archéologique assez curieuse vient d'être faite dans la forêt d'Avaugour, près de Châtaudren (Côtes-du-Nord).

« Presque à fleur de terre se trouvait une large pierre de forme circulaire : levée, elle a laissé voir une cachette de forme cylindrique, dans laquelle étaient rangées, sur deux rangs superposés, vingt-huit *cellæ* en bronze, les coupants tournés au centre.

« Ces sortes de haches ou instruments celtiques, dont la forme peu développée a longtemps laissé du doute sur l'usage auquel ils pouvaient être affectés, ne sont pas très-rares, et se rencontrent quelquefois renfermés dans des vases de terre grossière de l'époque la plus ancienne.

« J'en ai trouvé moi-même dans ces conditions, et ayant eu l'occasion de faire analyser les matières qui entrent dans la composition de ces premiers instruments de l'industrie de nos pères, par M. Ebelman, ancien directeur de la Manufacture Nationale de Sèvres, il a été appris qu'il y entrait 15 à 16 % de plomb, une très-légère quantité d'étain et le reste en cuivre. Cet amalgame, en raison de la forte proportion du plomb, serait encore aujourd'hui fort difficile à faire, disait M. Ebelman dans la note écrite qu'il eut la bonté de me remettre.

« Comme on le sait d'ailleurs, ces instruments et les matières dont ils étaient composés ont précédé de longtemps, dans l'âge celtique, la connaissance et l'usage des instruments en fer : c'est une raison pour continuer à observer de très-près tous les objets qui appartiennent à cette époque, sans négliger aucune des cir-

constances qui peuvent accompagner les découvertes qui pourraient être faites; l'on trouve en effet assez fréquemment dans notre pays des celtæ épars çà et là, et quelquefois renfermés par deux et trois dans des vases où ils paraissent avoir été mis comme objets rares ou précieux. »

— On lit dans le *Journal de Rennes* du 26 avril 1853 :

« Ces jours derniers, un cultivateur de la Noë-Blanche, canton de Bain, a trouvé, en défrichant une lande, un vase contenant environ 60 monnaies de l'époque gauloise.

« Ces monnaies, qui appartiennent toutes à l'Armorique, offrent des types variés et inédits; il y a lieu d'espérer qu'une étude approfondie y fera reconnaître celles qui doivent être attribuées aux *Namnètes*, sur le territoire desquels elles ont été rencontrés.

« Le Drachme le plus abondant dans cette découverte, représente à l'avvers une tête coiffée de trois grosses boucles de cheveux; on voit au revers l'androcéphale galopant à droite, conduit par un être à figure humaine, dont le corps se termine en spirale; il foule aux pieds un homme ou génie renversé; sur quelques-unes, le génie est remplacé par un porc (*sus gallicus*).

« Parmi les hémidrachmes, on distingue sept types différents qui, n'ayant pas encore été publiés, viendront offrir un vaste champ d'études aux amateurs de la numismatique gauloise.

« Toutes ces monnaies sont en potin ou en argent à bas titre. »

— Le 26 avril dernier, des ouvriers, occupés à démolir l'ancienne église des Jacobins, à Dinan, ont trouvé sous les fondations une pierre tombale sur laquelle est figuré le portrait d'un chevalier; sous cette pierre, on a également trouvé un chandelier d'autel en cuivre, un pistolet à silex, une garde d'épée avec un bout de lame, un petit crucifix et d'autres objets de menue valeur.

— Au mois de mai dernier (1853), un paysan de la commune de Cesson, près Rennes, trouva dans la *forière* d'un champ, à en-

viron 33 centimètres de profondeur, un bijou en or, pesant 389 grammes, qu'il vendit à M. Vibert, jouaillier à Rennes, rue d'Estrées. Cet objet, par sa forme et sa grande valeur intrinsèque, excita vivement l'attention de plusieurs membres de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, auxquels M. Vibert le communiqua avec la plus grande obligeance.

C'est le second objet de cette nature découvert en Bretagne : le premier l'avait été en 1845, au village de Kerdrein, à deux kilomètres du bourg de Plouguin, Finistère; il fut signalé par M. de Courcy au Congrès de Nantes, tenu la même année, au mois d'août (procès-verbaux du Congrès de Nantes, 1845, p. 105). La description fort exacte, envoyée au Congrès par M. de Courcy, se rapporte parfaitement à celui dont il s'agit. Qu'on se figure une tige d'or longue d'environ 1 mètre, passée par une filière percée en croix, puis tordue sur elle-même pour obtenir une spirale à quatre cordons, enfin repliée en ressort à boudin, on aura la configuration de cet ornement exécuté avec un certain art. On ne peut en aucune façon l'assimiler aux torques ou colliers celtiques connus jusqu'ici, et décrits par M. de Fréminville et M. de Caumont. Lorsque cet objet fut soumis à l'examen de la Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine, dans sa séance du 8 juin 1853, M. de Kerdrel émit l'opinion que ce bijou pouvait être un cercle à triple tour ou anneau pour orner la jambe, suivant un usage très-répandu chez les tribus celtiques. Il faut remarquer, en effet, que chaque extrémité du ressort à boudin est munie d'un crochet, en forme de cône tronqué, dont la courbure intérieure porte les traces d'un frottement causé par l'agrafe ou fibule qui a dû servir à fermer le triple cercle, et à le fixer autour du membre qu'il embrassait.

Quoi qu'il en soit, il ne peut rester aucun doute sur l'origine celtique de cet objet, car on a trouvé avec lui plusieurs coins de bronze ou hachettes. Du reste, des visites faites à l'endroit où a eu lieu la trouvaille n'ont amené à la connaissance d'aucun renseignement nouveau de quelque importance.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ANNUAIRE STATISTIQUE, HISTORIQUE ET ADMINISTRATIF DU DÉPARTEMENT DU MORBIHAN, par ALFRED LALLEMAND. — Vannes, chez Galles, imprimeur-libraire, 1853.

Cet ouvrage, dont la publication avait été interrompue par la mort de son très-regrettable rédacteur, M. Cayot-Delandre, vient de reparaitre sous la direction de M. Alfred Lallemand, juge de paix à Vannes, secrétaire de la Société Archéologique du Morbihan. Personne n'a oublié les travaux dont plusieurs archéologues, MM. Ch. Gaillard, Le Déan, Amédée de Francheville, enrichirent, concurremment avec M. Cayot, cette utile publication de 1833 à 1846; mais tout le monde voudra lire les articles non moins intéressants que MM. Lallemand et Galles ont inséré dans l'Annuaire de 1853. Le plus important de ces articles, dû à la plume élégante de M. Lallemand, traite des États de 1532 où fut consommée la réunion de la Bretagne à la France. Impossible d'analyser ici ce long travail, où l'auteur fait constamment le plus heureux usage des documents déjà rassemblés par les Bénédictins et des pièces inédites qu'il a lui-même recueillies dans la poussière des archives de Vannes. Nous aimons mieux y renvoyer le lecteur. Il trouvera non-seulement le récit le plus détaillé des États de 1532, mais de précieux renseignements sur la constitution même des *États de Bretagne* au moyen âge, sur la configuration de la ville de Vannes aux XIV^e XV^e et XVI^e siècles, sur son organisation municipale, en un mot une étude historique des plus instructives et des plus attachantes. — Telle est du moins l'impression que nous a laissée le travail de M. Lallemand, et nous n'aurions rien à y redire s'il ne s'écartait parfois de la forme scientifique, et si une mise en scène, dont l'imagination fait en partie les frais, n'y venait altérer (qu'on nous passe cette expression) la pureté de la vérité historique.—Sans doute cette manière, qui rappelle à quelques égards celle de M. Alexis de Monteil, peut plaire à certains lecteurs, mais ce n'est pas dans leurs rangs qu'un érudit distingué comme M. Lallemand doit chercher son public.

M. Galles fils a aussi apporté le tribut de ses patientes recherches à l'Annuaire du Morbihan pour l'année 1853. Voici, en résumé, les conclusions d'un article qu'il a publié : 1^o Les *Dolmens* et les *Allées couvertes* ou *Grottes aux fées*, forment une seule et même espèce de monuments que l'on pourrait

confondre sous l'unique appellation de *Dolmens*; 2° les Dolmens ont tous été primitivement enfouis; 3° les Dolmens étaient des tombeaux et non des autels. — La 2^e question du programme de notre prochain Congrès fournira l'occasion de discuter le travail de M. Galles; mais sans anticiper sur les discussions auxquelles il donnera nécessairement lieu, félicitons dès à présent notre savant confrère de la clarté et de la méthode avec lesquelles il a abordé un sujet par lui-même si obscur et si difficile.

En somme, l'*Annuaire du Morbihan* pour l'année 1853 est, sans compter ses autres mérites dont nous ne sommes pas juges, un très-bon petit livre, au point de vue historique et archéologique. Celui de 1854 et les suivants ne peuvent manquer, sous l'habile direction de M. Lallemand, d'offrir un intérêt au moins égal; faisons donc des vœux pour que cette publication soit accueillie comme elle le mérite, et aussi pour que chacun des départements de la Bretagne en possède bientôt une semblable.

LA PETITE MER APPELÉE MORBIHAN. GUERRE DE CÉSAR CONTRE LES VENÈTES.

LOCMARIAKER, par M. TRANOIS, *proviseur au lycée de Saint-Brieuc*.

— Saint-Brieuc, imprimerie de Prud'homme, 1853.

Tout le monde connaît la controverse qui s'est élevée entre les savants sur le lieu où se serait livré le fameux combat naval des Romains contre les Venètes. Les uns le placent dans la baie de Quiberon, les autres plus au large dans l'Océan, d'autres enfin dans le golfe du *Morbihan*. M. Tranois a réuni dans une brochure de cent pages tous les textes concernant cet épisode de l'histoire de nos ancêtres, résumé toutes les discussions auxquelles il a donné lieu, et finalement exprimé sa propre opinion dans ce grand et long débat. Qu'on lise d'un bout à l'autre cette intéressante publication où l'éloquence de la forme le dispute à la solidité du fonds, et l'on ne songera plus à placer ailleurs que dans le golfe du Morbihan le combat de la flotte de César contre celle des Venètes. Là on trouvera aujourd'hui encore des vestiges des *Oppida* gaulois situés, selon les *Commentaires*, « à l'extrémité des langues de terre et sur les promontoires, » les chaussées bâties par le conquérant des Gaules pour atteindre les *Oppida* de l'ennemi, les hauteurs d'où César assistait au combat, le *mare conclusum* sur lequel on a tant discuté, *Dariorig* enfin, capitale des Venètes. Oui, on trouvera tout cela dans le golfe du Morbihan, mais à la condition, très-douce du reste, d'y prendre pour guide M. Tranois.

HISTOIRE DE BELLE-ISLE-EN-MER, par M. CHASLE DE LA TOUCHE.—Nantes.
Imprimerie de Vincent Forest, 1852.

Un homme studieux et intelligent, M. Chasle de la Touche, avait réuni de nombreux matériaux sur l'histoire de Belle-Isle, dans l'intention de publier un jour le résultat de ses recherches, lorsque la mort est venue inopinément le frapper. Nous ne possédons pas par conséquent l'ouvrage de M. Chasle tel qu'il l'eût livré à l'impression, mais seulement ses notes qu'un éditeur a religieusement recueillies, et c'est déjà beaucoup. La liste exacte et complète des noms de lieux de l'île, le chapitre intitulé Chronologie de son histoire, la description de ses monuments sont autant de pages où le philologue et l'antiquaire trouveront de précieux renseignements.

BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE DE L'ASSOCIATION BRETONNE.

TOME QUATRIÈME.

TABLE DE LA PREMIÈRE PARTIE. — (PROCÈS-VERBAUX.

Congrès de Saint-Brieuc.

	Pages.
<i>Séance solennelle d'ouverture commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie. SOMMAIRE. — Ouverture du Congrès. — Discours de M. Aymar de Blois, directeur de la Classe d'Archéologie de l'Association Bretonne.</i>	121
<i>Classe d'Archéologie. Première séance. SOMMAIRE. — Formation du Bureau de la Classe d'Archéologie pour le présent Congrès. — Lecture des questions du programme, et inscription des membres qui se proposent de les traiter.</i>	127
<i>Deuxième séance. SOMMAIRE. — Mémoire sur la tour gallo-romaine du Haut-Bécherel, et discussion à ce sujet. — Renseignements sur diverses collections d'antiquités et d'objets d'art existant dans le département des Côtes-du-Nord. — Renseignements sur quelques vitraux peints des Côtes-du-Nord. — Monuments de la sculpture sur pierre dans le département des Côtes-du-Nord; tombeaux; discussions sur les tombes templières.</i>	133
<i>Troisième séance. SOMMAIRE. — Autels, retables, jubés, fonts, tombeaux, croix processionnelles, calices, reliquaires, cloches anciennes, ornements sacerdotaux existant dans les Côtes-du-Nord. — Lecture d'un procès-verbal authentique des dons faits par Charles de Blois à différentes églises de Guingamp.</i>	141
<i>Quatrième séance. SOMMAIRE. — Monuments de l'architecture militaire dans les Côtes-du-Nord (châteaux et maisons fortes). — Dissertation sur l'origine des évêchés de Saint-Brieuc et de Tréguier. — Renseignements sur les artistes bretons, peintres-verriers de Rennes, architectes des XI^e et XIII^e siècles.</i>	146
<i>Cinquième séance. SOMMAIRE. — Renseignements sur les monuments celtiques des Côtes-du-Nord, alignements, allées couvertes, dolmens, tumulus, etc. — Les buttes artificielles d'origine celtique recouvrent-elles invariablement un dolmen? Discussion sur ce sujet. — Existe-t-il en Bretagne des fortifications vitrifiées analogues au camp de Périn? — Nouvelles observations sur ce camp. — Lecture d'un Mémoire sur les différentes phases du droit coutumier de la Bre-</i>	

	Pages.
tagne concernant les avantages attribués aux aînés dans le partage des successions.	169
<i>Sixième séance. SOMMAIRE.</i> — Renseignements sur la poésie bretonne au diocèse de Tréguier. — Analyse des œuvres du bardisme gallois au point de vue de la lumière qu'elles jettent sur la lutte entre les Bretons et les Saxons. — Lecture d'un Mémoire concernant les monuments celtiques des Côtes-du-Nord. — Note sur la chambre aux archives et reliquaire de la chapelle de Saint-Goneri. — Mémoire sur l'histoire de la ville de Saint-Brieuc pendant la Ligue.	172
<i>Septième séance. SOMMAIRE.</i> — Incident au sujet de la dénomination de <i>motte féodale</i> . — Subdivisions ecclésiastiques des diocèses de Saint-Brieuc et de Tréguier. — Nomenclature des abbayes, collégiales, prieurés, maladreries, couvents qui ont existé sur le territoire des Côtes-du-Nord. — Possessions de l'ordre du Temple, et de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, sur ce même territoire; discussion de la Charte de Conan IV, mal à propos désignée jusqu'ici comme concernant les biens des Templiers; charte de Pierre Mauclerc, pour l'ordre du Temple; Commanderies de Malte en Bretagne. — Mémoire sur une inscription romaine de Corseul.	178
<i>Huitième séance. SOMMAIRE.</i> — Rapport sur divers dessins et lithographies présentés au Congrès. — Communication sur l'origine des institutions municipales en Bretagne. — Notes sur l'histoire de quelques châteaux des environs de Saint-Brieuc. — Mémoire historique sur les anciennes forêts de la Gaule, et en particulier sur la forêt de Brécilien.	204
<i>Neuvième séance. SOMMAIRE.</i> — Armoiries des communautés civiles et religieuses existant en Bretagne avant 1789. — A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux? — Notice sur les archives historiques du département des Côtes-du-Nord.	215
<i>Dixième séance. SOMMAIRE.</i> — Rapport sur l'excursion archéologique à Lamballe et Moncontour. — Vœux émis par le Congrès. — Mémoire de M. de Wismes sur l'origine des hermines de Bretagne. — <i>Bretagne</i> , poésie. — Discours du président et clôture de la session.	219
APPENDICE. — Notes de M. de Courcy sur plusieurs questions du programme du Congrès de Saint-Brieuc.	238
Déclaration de dons faits par Charles de Blois aux églises des Cordeliers, de Notre-Dame et de la Trinité de Guingamp.	250
Carta Conani ducis domui Hierosolimitanæ Hospitalitatis.	255
Extrait de la déclaration des dons faits par Charles de Blois à l'église Notre-Dame de Lamballe.	259
Chronique.	261
Bulletin bibliographique.	264

FIN DE LA TABLE.

DEUXIÈME PARTIE.

MÉMOIRES.



RENNES. — IMPRIMERIE DE CH. CATEL ET C^{ie},
rue du Champ-Jacquet.



MÉMOIRE

En réponse à cette question : « Quelles modifications pourrait-on désirer, au point de vue de l'art et de l'histoire, dans les vêtements et ornements sacerdotaux, l'orfèvrerie et le mobilier des églises ? »

(CONGRÈS DE NANTES, 1851.)

MESSIEURS.

La quatorzième question du programme de votre Congrès exprime une pensée à laquelle beaucoup de travaux récents ont essayé de répondre. Il est évident que la résurrection du style ogival devait avoir pour conséquence d'apporter des modifications dans l'ornementation mobilière de nos églises, toute empreinte, actuellement même, du goût et du sentiment de la Renaissance. Au point de vue de l'art, comme à celui de l'histoire, le problème attendait une solution sanctionnée par la logique et le bon goût. Il appartenait à une époque de libre examen comme la nôtre de rechercher les véritables motifs et d'apprécier les causes de la déviation imprimée aux formes traditionnelles à l'époque de la renaissance de l'art antique. Alors aussi, on crut au progrès, et la catastrophe de Savonarole, cet indomptable athlète de l'art chrétien, cet infatigable adversaire du paganisme recrudescant dans la littérature et les arts, vint clore cette discussion ardente. Pendant trois siècles, aucune autre voix ne s'éleva ; il était réservé au XIX^e de remuer ses cendres refroidies et de s'éprendre de nouveau pour les arts du moyen âge, de voir même l'achève-

ment de leur chef-d'œuvre, après une interruption qui coïncide avec les siècles d'indifférence, d'oubli et de mépris où ils étaient tombés (1). Cependant, il ne faudrait pas se faire illusion sur ce retour à l'estime de l'art ogival ; le cercle a tourné ; mais si les motifs de sa reproduction ne s'accordaient pas avec la raison puisée dans la satisfaction donnée aux habitudes et aux mœurs tout aussi bien qu'aux nécessités liturgiques actuelles, comme il s'agit particulièrement de constructions religieuses et des arts qui en dépendent, on pourrait craindre une réaction prochaine d'autant plus facile à prévoir, que le préjugé qui a repoussé jusqu'ici le style ogival et l'a traité de fantaisie, en lui déniait l'origine théorique et de principe, n'est pas encore vaincu (2).

Pour nous, Messieurs, cette théorie architectonique ne fait pas l'ombre d'un doute ; nous en avons démontré l'existence dans un mémoire lu à la xvi^e session des Congrès scientifiques de France, et publié à Paris chez Carillon-Gœury (1850), et nous continuerons à poursuivre le but que nous voulons atteindre par l'étude critique des grandes constructions ogivales du xiii^e siècle, le compas à la main, pour en déduire les proportions théoriques. Depuis une vingtaine d'années, nos voisins d'Outre-Manche sont entrés tout à fait dans la voie d'une résurrection de l'art ogival, et le nouveau Palais-National du Parlement démontre qu'au point de vue de l'art comme à celui de l'histoire, la question a pris dans ce pays les proportions les plus larges. Un grand nombre d'églises ogivales y ont été élevées, ou sont projetées tous les jours, et la question accessoire qui nous occupe y reçoit, depuis un certain temps aussi, des solutions qu'il convient d'examiner avant d'apporter la nôtre.

Un architecte anglais d'une réputation européenne, M. Pugin, s'est placé fort résolument à la tête de ce mouvement. Un traité qu'il intitule : *Des vrais principes de l'architecture ogivale ou*

(1) L'excellente direction donnée aux travaux d'achèvement de la cathédrale de Cologne permet d'en espérer le terme en dix années.

(2) La Société libre des beaux-arts de Paris, en prenant cette question de la théorie architectonique du style ogival pour sujet d'une conférence à laquelle sont appelés à concourir tous les correspondants français et étrangers, par l'envoi de mémoires ou d'observations, lui aura fait faire un pas. Cette théorie, basée sur un théorème statique irréfragable, est une vérité mathématique dont on aura bientôt, nous l'espérons, tiré toutes les conséquences.

chrétienne, a été publié à Bruges, remanié et développé par King, traduit en français par le Broequey, 1850, chez King, éditeur à Bruges, rue des Pierres, 15, se trouve à Paris à la librairie de Victor Didron, rue de la Harpe, 19. Nous ne disenterons pas ce que l'auteur appelle les vrais principes du gothique, les théories architectoniques n'y ayant aucune part; ils ne consistent qu'en préceptes relatifs à l'imitation conseillée du style ogival, tel que celui de la convenance et de l'utilité, applicable certainement à tous les styles, et que le goût le plus pur ne désavouera jamais. L'imitation absolue des arts du moyen-âge y est préconisée, surtout quant aux modifications à faire subir à la forme et à l'ornementation des vêtements sacerdotaux, des vases sacrés et de l'orfèvrerie du sanctuaire en général. La critique de ces opinions nous conduira à des conclusions qui seront, nous le pensons, la meilleure solution de la question posée par le Congrès.

L'influence de la forme architecturale sur l'ornementation mobilière est un fait qui se représente à toutes les époques de l'art (1). Par quelles causes cette influence de la forme architecturale, devenue ogivale au XIII^e, n'a-t-elle pas obtenu les mêmes conséquences?... D'une part, la forme des vêtements sacerdotaux, celle des vases sacrés étaient traditionnelles, ainsi que leur ornementation toute byzantine; de l'autre, la liturgie consacrait tous les souvenirs des premiers siècles : ainsi, l'obscurité des cryptes, souvenir des catacombes où se célébraient longtemps les mystères saints, la disposition des *autels de pierre* abrités par des paravents et recouverts d'étoffes précieuses, l'usage de chandeliers destinés particulièrement à éclairer le célébrant en l'absence de toute autre lumière, chandeliers de petite

(1) Ce fait, l'auteur du traité des *Vrais principes du gothique* n'en tient aucun compte; il condamne l'usage que les orfèvres font des mêmes motifs d'ornements sur des objets fort différents, et s'étonne qu'on ait si peu de respect pour les choses saintes que d'orner le pied d'un ostensor, d'un calice ou d'un ciboire avec des détails qui brillent sur un chandelier, une cafetière, une pelle à feu et autres ustensiles de ménage. Ce peut-être en effet du mauvais goût; mais du moment où le style adopté pour l'orfèvrerie des églises est le même que celui de nos ustensiles de ménage, la conséquence est obligatoire. Le symbolisme seul peut ajouter aux vases saints des détails différents et spéciaux à l'orfèvrerie du sanctuaire, à l'exception desquels l'artiste est nécessairement entraîné sous l'influence des styles dominants.

dimension placés près de l'Épître et de l'Évangile, et auxquels on n'avait garde de donner la forme élevée des candélabres, toutes ces données traditionnelles, disons-nous, se perpétuèrent pendant l'époque ogivale, et réagirent sur elle au lieu d'en subir l'influence. Ainsi, on obstrua les grandes ouvertures gothiques par des meneaux et des verres de couleur, afin d'obéir à la tradition des cryptes, de façon que le style architectural le plus propre à inonder de lumière les vastes espaces que l'ogive permettait de couvrir, devint, avec les exigences de la tradition, un spécimen d'obscurité mystérieuse que, dans notre inconséquence actuelle, nous réclamons encore de lui. Les formes et l'ornementation byzantines ne cédèrent qu'à l'influence de l'architecture grecque et romaine de la Renaissance. Si nous voulons donc aussi être conséquents avec la recrudescence du style ogival au XIX^e siècle, il n'est pas raisonnable de reproduire sans discernement les formes et l'ornementation mobilière du XII^e, toutes traditionnelles qu'elles puissent paraître, et sur ce point il nous est impossible d'approuver les doctrines de notre auteur, pas plus que, sous le rapport de l'art, les spécimens d'orfèvrerie préconisés et publiés dans son ouvrage.

L'estime raisonnée que nous professons pour un style d'architecture qui possède, à nos yeux, le double avantage d'une théorie positive et du symbolisme le plus complet avec nos croyances religieuses, nous donne la conviction qu'il n'est pas moins apte que les styles grecs ou romains à se réfléchir et à dominer dans l'ornementation des accessoires, ainsi que sur les formes qu'ils doivent affecter pour être mis en harmonie avec lui.

Ceci posé, nous n'hésitons pas à reconnaître que toutes les tentatives qui ont été faites dans cette voie sont plus rationnelles que l'imitation absolue des formes traditionnelles purement byzantines ; nous mettons sous les yeux du Congrès quelques dessins de fabricants qui ont suivi l'une et l'autre direction, afin d'en faire mieux juger la différence. L'espèce d'école créée sous l'influence d'un artiste industriel, qui possède dans ses ateliers et fabriques diverses tous les moyens de propager son système, n'en doit point paralyser la critique, et nous nous sentons d'autant plus autorisés à la soutenir que les essais malheureux tentés par quelques-uns de nos fabricants seraient plutôt de nature à infirmer la doctrine, qui ne peut pas et ne doit pas surtout exi-

ger le retour à la barbarie de la forme, et à des procédés d'exécution dont la naïveté et l'insuffisance ne peuvent pas lutter contre les progrès et la perfection réelle qu'ont atteints les arts plastiques, en France particulièrement. Recommander, par exemple, la méthode du repoussé au marteau, quand on obtient par la fonte et la ciselure des résultats tout autrement satisfaisants, nous paraît être un non-sens. L'économie dans l'exécution n'est désirable que par son accord avec les véritables règles du goût : la sobriété de l'ornementation en est le précepte fondamental, et jamais la profusion, jointe à la barbarie de l'exécution, ne sera un élément accepté dans un pays aussi éminemment artistique que le nôtre. En critiquant l'abus de la forme traditionnelle préconisée par Pugin, nous sommes loin d'être exclusifs; nous disons même qu'à l'égard des vêtements sacerdotaux, il serait fort désirable d'en voir favoriser le retour, sous le rapport de l'art. Il est certain que leur forme actuelle est une déviation si déraisonnable qu'on a peine à y retrouver l'origine traditionnelle, si peu artistique que toute modification en est désirable. Nul doute que de belles étoffes, brodées en soie pure, avec des dessins en camaïeu ajustés avec ampleur, engendrant des plis souples, dont la forme actuelle n'est plus que la silhouette, seraient bien préférables à tout ce clinquant de lames dorées ou argentées, mêlées de coton et de soie, dont on fabrique les tissus des chapes et des chasubles, des dalmatiques, des étoles et manipules. C'est donc avec raison, selon nous, que l'auteur s'exprime comme il suit : « Au point de vue du bon goût, nous ne pouvons pas supposer qu'il se trouve quelqu'un pour préférer les vêtements modernes aux anciens. L'absence de draperies, la roideur du pan monté sur bougran, la matière vile et anticanonique des tissus modernes suffisent amplement pour les faire condamner. » Après avoir cité Gavanti, auquel renvoie le *Ceremoniale Episcoporum*, et déterminé, sur cette autorité, les dimensions de la chasuble et des autres vêtements en étoffe de soie; après avoir critiqué justement l'élargissement des extrémités des étoles et des manipules, dont l'usage n'a pas pénétré à Rome plus que celui des pièces roides de la dalmatique, en remplacement de ses manches longues et amples, Pugin rappelle la forme primitive de l'aube faite de lin fin, non transparente et descendant jusque sur les pieds, brodée seulement par le bas d'un dessin plus ou moins

riche en fil pourpre, et ornée, seulement les jours de fête, de pièces d'étoffes écarlates brochées or et soie, placées au bas, devant et derrière, sur la poitrine et sur les poignets, en symbolisme des cinq plaies de notre Sauveur. Nous l'approuvons également quand il critique les larges volants de tulles ou de dentelles qui font ressembler actuellement *ce vêtement à une robe de bal*. Ses critiques sur la coupe actuelle du surplis sont aussi parfaitement admissibles. La forme longue et ample en a été conservée sur les planches du *Pontifical romain*. Les ailes plissées, d'invention moderne, remplacent les manches fendues qui flottaient sur les épaules, quand les bras n'en étaient pas couverts. En définitive, les observations de Pugin sur les vêtements sacerdotaux se résument ainsi : « Tout vêtement doit être moelleux
« et pliant ; non-seulement il n'y a ni goût ni sens à rendre
« une chasuble aussi roide qu'un plateau à thé, mais c'est en
« outre contraire aux rubriques de l'Eglise, dont toutes les ex-
« pressions se rapportent à une chasuble ample et pliante.....
« La seule étoffe légitime pour les vêtements est indubitablement
« la soie tissée, comme le satin, le brocart et le velours, ou avec
« des fils d'or ou d'argent. La plus grande partie des étoffes mo-
« dernes est anticanonique et irrégulière...

« N'est-ce pas un affreux système de déception, qui n'est pas
« moins une insulte pour Dieu qu'une violation du bon goût et
« des lois de l'Eglise?... La soie seule peut être admise ; et un
« beau vêtement de soie tout uni qui durerait des années, on
« l'aurait pour le prix que l'on prodigue aujourd'hui à des frip-
« peries qui ne conviennent qu'au théâtre.... Enfin, dit-il, rien
« de plus mauvais que l'ornementation vestiaire moderne. Elle
« est éclatante, mais non pas riche, pleine d'ostentation, mais
« sans aucune valeur, dépourvue de toute beauté et de toute
« signification symbolique, visant à produire de l'effet au lieu
« d'être une œuvre d'art réelle. » Toutes ces réflexions sont
pleines de justesse, et s'appliquent parfaitement à la solution de
la question qui nous occupe relativement aux modifications à ap-
porter dans les vêtements sacerdotaux. Nous ajouterons seule-
ment qu'il serait convenable d'appliquer à l'ornementation des
tissus l'observation générale que nous avons faite sur l'influence
exercée par le style d'architecture dominant, tel que l'emploi du
camaïeu pour la coloration, et des motifs de quatre-feuilles et

d'arcatures tribolées en compartiments. Nous avons cru devoir mettre sous les yeux du Congrès des fac-simile de dessins coloriés donnés par Pugin pour l'intelligence des formes traditionnelles, telles qu'il les a conçues et qu'il les préconise. En observant que la coupe de la chasuble n'est pas tout à fait conforme à celle qui nous a été conservée en nature, telles que celle de Saint-Rambert-sur-Loire, celle de Saint-Thomas de Cantorbéry, conservée à Sens, et aux pierres tombales; celle en bronze, si remarquable de la cathédrale d'Amiens, entre autres, où l'évêque Evrard, fondateur du monument, est représenté couvert de ses vêtements épiscopaux, la chasuble, la dalmatique et l'aube. La chasuble était alors une pièce de tissus ronde, ou à peu près, avec un trou au centre pour passer la tête; un petit collet brodé, rabattu seulement autour de cette ouverture, est fortement accusé dans une pierre tombale de Saint-Ouen de Rouen. Je cite de préférence ces monuments fort connus, parce que M. de Caumont en a donné les dessins dans son Abécédaire, et qu'il est facile de les comparer à ceux composés plutôt qu'imités par Pugin. Sous cette réserve, nous approuvons les modifications apportées par cet habile artiste pour se rapprocher de la forme traditionnelle, disposition dont, au reste, la cérémonie du sacre de M^{gr} l'évêque de Moulins a pu faire apprécier tout le mérite artistique et historique. Dans cette solennité, la plus complète et la plus imposante qui ait été vue depuis longtemps, l'évêque consacré fut revêtu d'ornements entièrement traditionnels; sa crosse et sa mitre, les vases sacrés de sa chapelle, exécutés sous la direction du savant père Martin, avaient le même caractère, et la comparaison avec les ornements des prélats assistants frappa tous les spectateurs charmés et convaincus que ces modifications étaient toutes à l'avantage de l'effet pittoresque, indépendamment du retour à la tradition liturgique. Ainsi donc, désirable au point de vue de l'art et de l'histoire, ce retour aux formes traditionnelles des vêtements et ornements sacerdotaux est appelé par les artistes comme par les archéologues, et le rétablissement des synodes ou conciles provinciaux favorisera, il faut l'espérer, le mouvement imprimé par nos voisins d'Outre-Manche. C'est véritablement à nos évêques qu'il appartient de juger de l'utilité comme de la convenance des modifications que nous appelons de tous nos vœux. Tout en considérant les pu-

blications de l'architecte anglais que nous venons d'examiner comme péremptoires en ce qui touche aux vêtements sacerdotaux, nous n'admettons pas avec lui qu'on puisse faire rétrograder aussi brusquement l'art plastique, au *xix^e* siècle, dans l'orfèvrerie, en conservant des formes et une ornementation sans rapport avec le style ogival, et tout à la fois avec les habitudes et les besoins actuels du sanctuaire. Nous craignons que les efforts faits dans cette direction par des fabricants de Londres, de Bruges et de Paris restent sans résultats utiles pour eux-mêmes et pour la réforme que nous appelons, et qu'en ce point surtout le précepte de l'utilité invoqué au nombre des *vrais principes du style ogival* ne se trouve à l'état de contradiction le plus frappant avec ce système d'orfèvrerie religieuse.

Au nombre des dessins que nous mettons sous les yeux du Congrès se trouve un projet d'ostensoir gothique, composé et dessiné par nous pour un fabricant, dont nous approuvons en principe la direction dans le sentiment ogival, due à la coopération d'habiles architectes. L'ostensoir n'était pas connu au *xiii^e* siècle, la dévotion au Saint-Sacrement n'ayant été régulièrement instituée qu'au *xiv^e*; c'est à ce dernier siècle que remontent les solennités de cette dévotion, devenue générale seulement après le concile de Vienne, tenu en 1311, quoiqu'elle eût été inventée en 1263 (1). Les processions et l'exposition du Saint-Sacrement datent de cette époque, et la forme de l'ostensoir ne nous a été transmise que par des spécimens informes assez rares, ne répondant en aucune façon à la splendeur de cérémonies devenues les plus brillantes de toutes. La forme de l'ostensoir du style gothique était donc à créer. Nous avons pensé qu'en associant l'ornementation byzantine à la forme ogivale, le problème pourrait être résolu plus logiquement, et dans tous les cas notre but principal a été de satisfaire aux exigences liturgiques actuelles, conditions

(1) Le concile de Vienne confirma l'établissement de la fête du Saint-Sacrement, instituée quarante-huit ans auparavant par le pape Urbain IV, mais dont la bulle n'avait pas été exécutée. Clément V la confirme et la rapporte tout entière, sans y rien ajouter, et sans faire non plus aucune mention de procession ni d'exposition du Saint-Sacrement. Un concile provincial, tenu à Paris en 1324, est le premier qui fasse mention de procession du Saint-Sacrement, introduite, dit-il, par inspiration divine. (*Abrégé de l'Histoire ecclésiastique* de Fleury, t. VI, p. 450 et 455, édition de Cologne, 1763.)

rigoureuses à notre avis, de toute reproduction des arts du moyen âge. L'institution tardive de la dévotion au Saint-Sacrement explique encore l'absence de toute forme traditionnelle des tabernacles sur les autels, où ils ne furent annexés probablement pas avant le x^ve siècle. Pugin n'a pas eu d'égard à cette circonstance, en insistant sur la forme traditionnelle de l'autel, qui dans le principe, en effet, ne devait rien porter que ce qui était nécessaire au saint Sacrifice, forme devenue, par conséquent, plus tard, parfaitement insuffisante aux besoins liturgiques ; nécessité absolue même, qui explique, à son tour, l'ornementation des tabernacles, les baldaquins, et tous les accessoires destinés à honorer spécialement le corps, le sang et la divinité toujours présente sur nos autels, par les saintes espèces conservées dans le tabernacle. On ne l'a point assez remarqué : c'est à la dévotion au Saint-Sacrement, établie au xiv^e siècle, qu'est due la disparition des *ciboriums*, dont les traces se retrouvent à peine dans les églises des xiii^e et xiv^e siècles ; ciboriums souvent même détruits, comme à la cathédrale de Cologne, malgré la richesse d'une ornementation qui en faisait une œuvre d'art admirable. On a cité une observation faite dans les catacombes de Rome, celle de Saint-Sébastien, où se voit un autel primitif, soutenant un tabernacle qui porte une inscription dont le sens ne laisse aucun doute sur sa destination mystique. Ce fait, isolé d'ailleurs, ne peut pas impliquer contradiction avec l'usage général reconnu pendant toute la période antérieure au xiv^e siècle des ciboriums, espèce de réduits ménagés ordinairement dans l'épaisseur du mur de clôture du sanctuaire, près de l'autel et du côté de l'Evangile. Souvent ces réduits étaient creusés dans une seule pierre et fermés avec soin.

DU VAUTENET.

RÉPONSE à la question n° 15 du Congrès de Nantes : « Quel rôle doit jouer la peinture dans la décoration des églises ? Serait-il bon de l'appliquer à la statuaire ? »

Le rôle que doit jouer la peinture dans la décoration des églises est une question fort controversée ; toutefois, il est impossible de ne pas reconnaître que l'usage en est traditionnel, primordial même, on peut le dire. La polychromie architecturale est d'origine antique. Les Grecs l'ont pratiquée à l'exemple des Egyptiens, et, suivant toute apparence, c'est par eux que l'usage en a été transmis aux constructeurs du moyen âge. Si les Romains ne paraissent pas en avoir usé aussi habituellement que les Grecs, on doit l'attribuer à des causes tellement secondaires, que Vitruve n'a pas jugé utile d'en parler. Les observations faites sur les plus anciens débris de l'arc grec ; les découvertes récentes de monuments, dont le caractère atteste l'école grecque transplantée avec les colonies de cette nation commerçante qui parcourait encore pendant les trois premiers siècles de notre ère les provinces gallo-romaines, ces débris, disons-nous, montrent encore des traces de polychromie que n'offrent pas ceux d'architecture romaine (1). Les premières basiliques, construites sous l'influence des Grecs de Byzance, furent couvertes de peintures mosaïques ; les parois des catacombes en sont tapissées. Presque toutes nos vieilles cathédrales, et les églises de l'époque ogivale particulièrement, furent couvertes de peintures murales que plusieurs couches d'épais badigeon ont fait disparaître, lorsque la nécessité d'obtenir plus de lumière fit briser ou enlever les verrières colorées pour les remplacer par du verre blanc. De plus, la liturgie catholique attache une expression symbolique à chaque couleur et les prescrit dans ses rites ; il y a donc utilité et convenance en même temps qu'usage traditionnel dans la polychromie architecturale.

(1) Les fragments récemment découverts dans la forêt de Compiègne, du côté de Noyon, et recueillis par M. Thiollet, dessinateur attaché au dépôt d'artillerie et antiquaire distingué, appartiennent à cet ordre de monuments gallo-grecs, et les débris d'une frise élégante présente encore des fonds colorés pour donner de la saillie aux motifs arabesques, enroulements et palmettes.

Les mêmes motifs pourraient s'appliquer à la sculpture colorée; mais il faut convenir qu'on en a fait au moyen âge un emploi tellement barbare, que le bon goût et la raison ne permettent pas de la reproduire sans discernement. Des essais malheureux tentés de nos jours, notamment au portail de Saint-Germain-l'Auxerrois seront, nous l'espérons, une leçon utile en même temps que la démonstration la plus complète de l'abus que nous condamnons. La coloration de la sculpture ne devrait jamais sortir des limites de l'à-peu-près, c'est-à-dire que les teintes plates les plus légères sont celles qui conviennent le mieux, sans jamais approcher de l'intensité réelle : les chairs, en particulier, colorées d'une teinte jaune très-pâle et très-rompue, ne doivent affecter aucune des demi-teintes grises ou rosées de la nature; les draperies, dans la *gamme* la plus affaiblie, conserver seulement l'indication plutôt que l'opposition des teintes différentes; enfin éviter toutes les teintes entières, parce que les reliefs positifs de la sculpture apportent, par la façon dont ils s'éclairent, des modifications importantes sur la couleur locale dont il faut absolument tenir compte pour l'effet général et l'harmonie, sans laquelle les saillies des reliefs perdent ou prennent une valeur qui en altère la correction.

En définitive, la polychromie sur la statuaire est un art difficile à exercer, quelle que soit la haute antiquité de son invention. L'art chrétien du moyen âge, en y appliquant le symbolisme liturgique pour toute science, devait en amener la dégradation jusqu'à la barbarie : sous ce rapport encore, il ne faut pas reproduire sans discernement des monuments qu'il est bon de consulter tout ensemble pour étudier l'application du symbolisme traditionnel et pour en éviter les résultats barbares. On conçoit, en effet, comment l'art polychrome des Grecs transmis jusqu'à nos jours par le symbolisme mystique à travers la dégradation et la barbarie du bas empire, et même du moyen-âge, a dû s'altérer et se perdre. Art dont le sentiment est toute la théorie, il lui fallait pour fleurir le ciel de la Grèce et la haute intelligence du premier peuple artistique de l'univers. Rome antique ne paraît pas l'avoir pratiqué, et l'Italie moderne ne s'y est livrée qu'avec une sobriété qui fait honneur au sentiment épuré des artistes de ce pays.

Un essai important de polychromie sculpturale vient d'être fait

dans l'ornementation du Louvre. Les voussures du grand salon, dit des Sept-Cheminées, ont été traitées dans ce système ; on peut les comparer à celles du salon carré, appelé actuellement la Tribune : dans celles-ci, il faut bien convenir que l'aigreur des teintes blanches de la sculpture est bien criarde, bien inharmonique, surtout avec les toiles anciennes qu'elles écrasent et éteignent. Le ciel si limpide et si lumineux du Paul Veronnèse, sous cette opposition, est presque devenu un clair de lune. Au reste, et pour le dire en passant, la même critique pourrait s'appliquer aux voussures traitées dans le système polychrome, la fraîcheur des teintes et des dorures y produisent les mêmes résultats, que le temps et la poussière modifieront probablement.

Les Grecs employèrent la polychromie sur leur architecture, quelquefois pour masquer la diversité des matériaux et conserver l'unité des lignes, le plus ordinairement pour donner plus de relief à l'ornementation des frises. Quant à la peinture des murailles, les restes d'Herculanum et de Pompéi en ont conservé des specimens précieux ; c'étaient alors des tableaux dans lesquels l'imitation de la nature visait à la perfection, et non plus des camaïeux, comme la peinture des vases peints et de l'ornementation architecturale. Bien avant les Grecs, les Egyptiens avaient fait aussi un grand usage de la polychromie sur leurs monuments. Tous les peuples de l'Orient paraissent en avoir conservé l'usage traditionnel. Parmi les nations antiques, les Romains seuls semblent avoir peu apprécié ce genre d'ornementation ; est-ce à la gravité et à la grandeur du peuple conquérant qu'il faut en faire honneur ? Toujours est-il que, plus ambitieux qu'aucun autre, et plus désireux de perpétuer le souvenir de sa domination par des monuments fastueux élevés partout sur son passage, il semble avoir méprisé l'usage de la polychromie, la considérant comme un enjolivement plutôt que comme une ornementation digne de l'art monumental. Héritier de l'art antique des Romains, bien plus que des Grecs, l'art moderne en a adopté le sentiment, et l'architecture polychrome n'est à notre époque qu'un système plus ou moins spécieux, préconisé par quelques esprits et repoussé par le plus grand nombre.

A l'époque ogivale, ainsi que nous l'avons dit, la tradition byzantine propagea la polychromie : on s'en servit pour donner plus de relief aux découpures, sur des fonds de couleur intense ;

pour absorber la lumière sur les grandes surfaces réfléchissantes ; décorer de guirlandes les colonnettes des piliers, dont les chapiteaux sculptés étaient enrichis de filets dorés sur des fonds teints, de manière à donner plus de relief à l'ornementation végétale. On a retrouvé de riches spécimens de cette polychromie à Saint-Denis et à la Sainte-Chapelle de Paris, et l'on s'en est servi dans la restauration de ces deux monuments. Nous ajouterons que ces essais n'ont pas été à l'abri d'une critique sérieuse, telle même que les peintures architecturales de la Sainte-Chapelle ont dû être refaites. Toutes ces tentatives d'imitation des arts du treizième siècle, en effet, ont démontré la vérité de l'assertion que nous émettions dans notre mémoire sur la stabilité, principe primordial et théorique de l'architecture ogivale (1), que ce n'est point par l'imitation absolue qu'il faut, au XIX^e siècle, faire renaître l'art monumental du XIII^e, sans tenir compte des progrès de la civilisation, des habitudes et des mœurs de notre temps, et surtout, relativement à l'architecture religieuse, sans obéir aux exigences liturgiques et aux nécessités actuelles du sanctuaire. (Mémoire précité, ch. 7).

Ce serait une erreur dangereuse, funeste même, que d'imaginer avec certains archéologues que la forme traditionnelle et les conditions dans lesquelles l'art ogival a pu se mouvoir au XIII^e siècle, semblables à des articles de foi, ne doivent subir aucune des modifications que le temps et la législature de l'Eglise et de la société ont néanmoins consacrées. Ces esprits absolus ne considèrent pas sous son véritable point de vue l'art destiné avant tout à satisfaire aux besoins de l'homme, à se transformer avec eux, en suivant les progrès de la civilisation : ne devraient-ils pas sentir qu'en refusant à l'art ogival cette flexibilité qui distingue l'art antique, transformé pour les besoins de la civilisation de la Rome ancienne, et successivement du Christianisme et des peuples modernes, c'est fournir le plus fort argument à leurs adversaires détracteurs de l'art gothique, traité par eux, avec juste raison alors, de fantaisie et de caprice périssable parce qu'il n'a pas de base théorique ? Ainsi donc, le rôle de la peinture décora-

(1) Ce mémoire, lu à la XVI^e session des congrès scientifiques, est imprimé dans le second volume de son compte rendu et publié chez Carillon-Gœury, libraire à Paris.

tive dans les églises est tout à la fois subordonné au sentiment artistique ou symbolique et à la convenance relative aux habitudes, et à des besoins qui ne sont plus ceux de la population du XIII^e siècle. Très-certainement le badigeon barbare dont nous nous plaignons reviendrait effacer les œuvres du XIX^e siècle, si elles restaient une imitation servile, inintelligente et rétrograde. Combien de verrières modernes exécutées dans cette direction sont exposées au sort de leurs devancières, d'autant plus fatalement que, pour un grand nombre, leur mérite artistique ne les défendra pas à coup sûr ? La fidélité de reproduction n'est pas toujours la méthode la plus logique, même lorsqu'il ne s'agit que de restauration : l'observation des changements, si ce n'est du progrès apporté par le temps dans les mœurs, doit toujours être la haute convenance qui dirige la main de l'artiste. Un exemple très-frappant de la vérité de ces considérations existe à la cathédrale de Strasbourg ; elle a conservé les verrières de la nef et des collatéraux, lesquels, conjointement avec la couleur du grès rose dont elle est construite, obstruent la lumière de façon à ne pas permettre la lecture dans un livre de prières. Eh bien ! il a fallu détruire et remplacer par des verres blancs celles des verrières qui éclairaient les chapelles où se fait un office.

Appliquée à la statuaire, la polychromie devient une question encore plus délicate : ici les préceptes sont entièrement de sentiment ; c'est le degré d'intensité des teintes qui doit être calculé pour produire l'harmonie sur les reliefs, comme nous l'avons fait remarquer plus haut : et le sentiment de l'artiste plus ou moins intelligent est d'autant plus exposé à s'égarer, que les exemples manquent dans les débris du moyen âge, et que les restaurations essayées n'ont pas été heureuses. Cependant je crois devoir citer, à ce propos, un Christ en bois de grandes proportions, œuvre italienne du XV^e siècle peut-être, attribué sans raison à Michel Ange, mais bien certainement de l'école florentine, envoyé par spéculation à Paris, il y a dix ou quinze ans, et acquis pour une maison religieuse. On peut le voir, rue Notre-Dame-des-Champs, aux Orphelines de M^{me} de Saiseval. La coloration de cette statue, exécutée entièrement par à peu près, décèle toute l'intelligence italienne, avec une sûreté de goût et de sentiment très-remarquable. L'harmonie des formes et de la couleur est telle qu'aucun détail, accusé par des teintes suffisam-

ment indicatives, ne prédomine et ne fait tache, ainsi qu'il arrive trop ordinairement. Ce Christ offre même une particularité que je n'ai constatée sur aucune autre image du Rédempteur : ce sont les meurtrissures, causées par le froissement de la voie douloureuse, aux deux rotules, et indiquées par des stigmates d'une vérité réellement poétique.

L'écueil de la coloration sur la statuaire devient évident par l'effet que produisent les figures de cire, d'autant plus repoussantes que la vérité d'imitation est la plus complète; si désagréable même, que les portraits traités de cette façon n'ont obtenu aucun succès, malgré la perfection de la ressemblance portée au dernier degré de fidélité. Si la coloration vraie produit cet effet, que peut-on attendre de l'aigreur et de la crudité de l'espèce de badigeon dont on affuble des statues souvent fort imparfaites, mais rendues encore plus horribles par ce procédé?

DU VAUTENET.

RENÉ LE PAYS.

1634-1690

(CONGRÈS DE NANTES, 1851.)

Dans tous les siècles il a paru de ces génies heureux, dont la puissance a étonné leurs contemporains, les a dominés, dirigés peut-être, ou dont l'élan a dépassé les esprits du vulgaire : — pour ceux-là, le présent fut parfois ingrat ; la postérité les a vengés.

Mais pour un, deux, trois peut-être de ces hommes inspirés qu'a produits une même période, le nombre n'est-il pas infini de ceux qui furent leurs rivaux, et dont les noms, passés au crible du temps, ont maintenant disparu !

Parmi ces auteurs, représentants fidèles d'une époque qui put facilement les mesurer, et qui leur paya comptant toute la somme de gloire qu'ils méritaient, est le poète breton, *René Le Pays*.

Presque tous les auteurs, ses contemporains, étaient Normands ; Le Pays lui-même était d'une famille de Normandie, et voici à ce sujet des renseignements précieux que je dois à l'obligeance d'un petit-neveu de notre poète, M. Le Pays du Teilleul, de Fougères :

Noble homme (1), Denis Le Pays, seigneur de la Brimonière, né à la Maneclière, commune de Buays, diocèse d'Avranches, et

(1) *Noble*. En effet, lors de la réformation de 1669, il put fournir des titres de noblesse qui sont maintenant encore entre les mains de M. Le Pays du Teilleul, notre obligé correspondant. M. Le Pays nous renvoie au nobiliaire du Dauphiné de *Guy Alard*, p. 261 ; Chorier, t. III, p. 424 ; Moréri, édit. de 1707.

y baptisé le 9 novembre 1604, se maria à Fougères le 3 mai 1630, avec demoiselle Marguerite le Fébure, et s'établit définitivement dans cette ville peu de temps après.

« Il eut de M^{lle} le Fébure six enfants, dont l'aîné fut René Le Pays, d'abord sieur de la Hayais, puis du Plessis-Villeneuve, né à Fougères le 28 décembre 1634. »

Ces paroles si décisives, en même temps qu'elles prouvent que Le Pays n'est point né la même année que Boileau, comme l'avancent les biographies, enlèvent à Nantes une de ses gloires, qui lui est justement revendiquée, on le voit, par Fougères.

Comment passa-t-il ses premières années ? Nous n'avons d'autres détails sur ce point que ceux qu'il nous a laissés lui-même. C'est lui qui nous parle de ce précepteur si dur qui le frappait et le forçait à chanter : le pauvre enfant n'avait d'autre consolation, dit-il, que de crier cent fois plus haut, et d'appeler son précepteur bourreau (1). Envoyé plus tard au collège si fameux que dirigeaient les jésuites à La Flèche, il s'y fit un ami qu'il retrouva longues années plus tard, très-haut placé, et auquel il rappelle des souvenirs fort agréables de leur temps de collège :

« Quoique vous soyez dans une belle charge, vous vous souviendrez avec plaisir du temps que l'amour m'avait fait si grand seigneur, que vous vous mettiez à genoux pour me demander les bonnes grâces d'une certaine Tiennette dont j'étais le maître. Vous vous souviendrez que nous étions fort égaux dans l'esprit de M^{me} Urbane, et que, si je n'eusse eu chez Patan plus de crédit que vous, nous aurions souvent fait fort maigre chère ; car, sans vous déplaire, vous étiez aussi mauvais ménager que moy, et dans trois semaines vous aviez le malheureux talent de dépenser l'argent de trois mois. Que M^{me} votre mère die tant qu'il lui plaira que je vous ay débauché : dans l'âme, vous en savez la vérité, et si je n'étais pas le meilleur escolier de La Flèche, avant que vous y fussiez venu me corrompre (2). »

1) Nouv. œuvres de Le Pays, t. II, p. 258.

(2) Un de nos amis, M. Carissan, jeune et savant professeur à l'école militaire de La Flèche, a bien voulu faire, à notre instance, des recherches, que son séjour à La Flèche et sa position lui rendaient faciles. Il n'a pu nous donner aucun nouveau renseignement, parce que tous les registres ont été détruits pendant la révolution.

Après des études faites avec assez de succès, paraît-il, en dépit de ces petites fredaines, Le Pays, jeune encore, se rendit à Paris, et comme il n'était pas fort *accommodé*, ou qu'il était ambitieux d'accroître sa fortune, il entra dans les finances; après avoir voyagé dans plusieurs provinces, il fut nommé intendant des gabelles à Nantes, d'où il passa en Gascogne, puis à Grenoble (2), avec le titre de directeur général.

Ce riche emploi permit à Le Pays de se livrer à la littérature. Il était jeune encore, d'un caractère aimable et enjoué, riche enfin : il lui fut facile d'être aimé, et il chanta ses amours dans ces *vers galants*, ces *lettres dorées* (3) que le succès de Voiture avait mis en vogue.

Quand parut, en 1664, chez de Sercy, le livre des *Amitiez, Amours, Amourettes*, Le Pays, âgé de trente ans, homme inutile, selon lui, sans grand souci de sa gloire, n'avait qu'un but, — il en fait le serment, — c'était de contribuer au divertissement de trois illustres conseillers du roi, les plus considérables de ses amis, qu'il ne nomme point et qu'il ne veut point nommer avant de savoir, par le succès ou l'insuccès de son livre, si le commerce qu'ils entretiennent avec lui n'est point une honte pour eux : il garde le secret sur leurs noms comme sur celui de ses maîtresses; peut-être son amour-propre trouvait-il moins de satisfaction à rappeler leurs noms obscurs qu'à divulguer le sentiment de leur intimité.

De ses contemporains, je ne sache guère que Boileau qui ait parlé de Le Pays, et encore ce fut pour l'accabler. C'est donc dans l'ouvrage lui-même qu'il faut se faire une opinion sur l'auteur. Le critique n'a que le livre pour appuyer ses décisions : c'est le livre qu'il faut examiner.

Les auteurs de ce temps ne daignaient rien publier par eux-mêmes; leurs ouvrages, dérobés par d'indiscrets amis, qu'ils excusent d'ailleurs, se sont imprimés à leur insu; le public leur pardonnera des fautes qu'ils auraient facilement corrigées si l'impression ne les avait surpris. D'autres, comme un obscur marquis de Villennes, craignent même que la foule de leurs lec-

(1) Portrait de M. Le Pays, dans les *Amitiez, Amours, Amourettes*, p. 420, 3^e édit., Sercy, 1665, — in-12,

(2) Épître dédicatoire de Le Pays.

teurs ne pardonne pas à la noblesse de leur condition d'avoir abaissé leur haute capacité jusqu'à l'occupation roturière de faire un ouvrage de cinquante pages (1); un autre permet bien qu'on trouve des fautes dans ses livres; — ce sont les œuvres d'un homme de guerre, plus familier avec l'épée qu'avec la plume. — Mais, modérez vos expressions, critiques, je m'appelle Georges de Seudéry!

Le Pays a évité cet orgueil d'une fausse modestie, et ces rodomontades de fanfaron du Parnasse : l'auteur s'est fait homme, dans une préface animée d'une franchise enjouée, d'une naïveté pleine de grâce. Voici son début; jugez l'homme, il est là.

AU LECTEUR :

« Il ne tient qu'à moy de vous dire icy, comme la pluspart de ceux qui mettent leurs ouvrages au jour, que l'on me fait auteur par force; que mes amis m'ont arraché des mains les lettres et les poésies que je vous donne, et que jamais elles ne seraient sorties de mon cabinet sans la violence que l'on m'a faite. Mais je suis trop sincère pour vous déguiser la vérité. Je veux bien vous dire la chose comme elle est. Il est vray que quelques-uns de mes amis m'ont conseillé de faire part au public de mes divertissements particuliers, et que mesme ils m'ont flatté de l'espérance de quelques succès; mais il est vray aussi, qu'aucun d'eux ne m'a mis le poignard à la gorge, et que si j'eusse voulu, mes *Amitiez*, mes *Amours* et mes *Amourettes* ne seraient point devenues des choses publiques. C'est de mon propre mouvement, mon cher lecteur, que je vous donne mes petits ouvrages, et par la seule demangeaison que j'ay de m'ériger en auteur. Je sçay assez que ce glorieux titre n'est pas trop bien dû à un homme qui n'a fait que des sonnets, des madrigaux et des lettres, et qu'après l'impression de ce volume on pourrait encore me le disputer sans me faire une grande injustice. Mais pourtant....

(1) Les élégies choisies des *Amours d'Ovide*, par M. le marquis de Villennes, gouverneur de Vitry-le-François. Paris, Barbier, 1668, 1 vol. in-12 : « On s'estonnera peut-estre qu'un homme de ma naissance et de ma profession se soit donné le loisir de s'attacher à cet ouvrage. Mais... » — Messire Nicolas Bourdin, chevalier, seigneur de Villennes, est aussi l'auteur d'une trad. de *Claude Ptolémée* : — l'Uranie, Paris, Besogné, 1640, in-18.

j'ay cru que dans un temps où les titres sont à si bon marché, dans un temps où chaque gentilhomme a nom Monsieur le Marquis, et chaque ecclésiastique Monsieur l'Abbé, je pourrais bien m'appeler Monsieur l'Auteur. J'ay cru enfin, que dans un pays où l'on souffre des marquis sans marquisats, et des abbez sans abbayes, on pourrait bien aussi souffrir des auteurs sans autorité. »

Ces derniers traits ne sont pas sans malice, mais ils sont charmants; ce ton dégagé d'ailleurs est certes plus de notre siècle que du xvii^e. Ces éclairs sont curieux à saisir dans une langue où l'emploi habituel des périodes, l'accueil fait aux participes présents et aux conjonctions, sans donner d'obscurité à la langue, lui ôtaient pourtant cet éclat de vive légèreté qui paraît aux époques suivantes.

Je continue ma citation :

« Quel honneur à mes neveux d'avoir un auteur pour parent? Dans cinq ou six siècles ils pourront avoir eu dans leur race d'illustres magistrats et de grands capitaines dont ils ne sauront point de nouvelles : mais mon livre, qui sera demeuré en quelque coin, leur apprendra qu'ils auront eu un parent auteur. Ils me citeront à tous moments..... J'ay mesme déjà quelques parentes qui n'auront garde de s'en taire, et qui seront fières quand elles diront : *Mon frère l'auteur a fait un livre nouveau. Mon neveu l'auteur m'a écrit la plus jolie lettre du monde. Mon cousin l'auteur m'a envoyé des vers tout à fait galants.* Après cela, mon cher lecteur, qui pourroit s'en défendre? Après cela, ne m'excuserez-vous pas si j'ay fait mettre au jour mes poésies et mes lettres? »

L'auteur dit ensuite quels ont été ses modèles : c'est Balzac, dont il envie la force; c'est Voiture, dont il voudrait avoir la douceur : il n'a pour lui que la nouveauté, et la gloire « d'avoir suivy de loin deux guides si illustres. » Ailleurs (II. p. 9), il cite « nos maîtres les Sarasins, les Marignis, les Voitures. »

Cet aveu modeste de son imitation lui a attiré un mot piquant; on a dit qu'il était le singe de Voiture.

On raconte encore que le poète-ivrogne Linières, le même qui chausonnait Chapelain et qui dépensait au cabaret l'argent emprunté à Boileau, n'épargna pas plus un mouvement de vivacité de sa part que ses ennemis n'avaient épargné sa modestie. Li-

nières, lui dit Le Pays, vous êtes un sot, en trois lettres. — Et vous, reprit Linières, dans les mille que vous avez composées.

A en juger par les œuvres de Le Pays, notre auteur n'a pas eu beaucoup de relations avec les littérateurs contemporains. Je trouve dans son recueil très-peu de lettres adressées à des écrivains connus : l'abbé de Marolles, « un de ces froids auteurs dont les vers sont en prose, » comme dit l'abbé de Villiers, et dont le style n'est pas de ce monde ; son cher ami M. Tallemant, celui qui faisait perdre deux séances à l'Académie pour lui prouver que ce n'est pas l'Océan qui entoure les terres, mais les terres qui environnent l'Océan (1) ; l'abbé de Montreuil, un de ses rivaux dans les vers galants et les lettres à l'eau de rose ; enfin l'historiographe du Dauphiné, Chorier, plus connu comme l'auteur infâme, mais élégant et spirituel de l'Aloisia : voilà ses seuls correspondants littéraires, correspondants à la façon de La Harpe, dont les lettres au roi de Prusse n'ont point de réponses connues. Il paraît avoir été fort lié aussi avec une femme d'un incontestable talent, mais d'une vertu fort équivoque, et dont les ouvrages seraient plus goûtés s'ils étaient moins nombreux, M^{lle} Desjardins, connue sous le nom de M^{me} de Villedieu.

Dans une de ses lettres, Le Pays fait allusion à l'amour qu'avait la jeune fille pour ce chevalier de Villedieu qu'elle avait vu dans un bal, accueilli au sortir de cette fête, soigné dans une maladie, admis enfin dans sa plus familière intimité, et dont elle avait été abandonnée. Peut-être Le Pays ne croyait-il pas si navrant pour le cœur de M^{lle} Desjardins ce coup qui l'atteignait, car il la raille sur les craintes qu'elle avait pour son amant, au temps de l'entreprise de Gigery, en 1664 ; et cependant M^{lle} Desjardins, qui se faisait appeler, mariée ou non, M^{me} de Villedieu, empruntait trente pistoles sur la recette présumée de sa comédie de la *Coquette*, donnée à la troupe de Molière, et courait en poste à Avignon pour y voir son infidèle au passage.

Outre ces lettres écrites à des auteurs connus et mille autres à des correspondants anonymes, nous devons rappeler celles qu'il adressait à un chevalier de la Peyrouse, conseiller du duc de Savoie ; à M. du Tiger, ambassadeur au Caire, qui a fait précéder les *Amitiez*, *Amours* et *Amourettes* d'assez mauvais madri-

(1) *Factum* pour messire ant. Furetière.

gaux ; à M. Du Gué, qui n'est autre que Dugué-Bagnols, intendant de Lyon, dont la fille aînée, selon M. Valkenaër, avait épousé M. de Coulanges, le spirituel chansonnier, eousin de M^{me} de Sévigné (1) ; ses lettres encore à une ou plusieurs abbesses qui lui avaient envoyé des confitures (2), des conserves (3) et des pommes de reinette (4), qui le gâtaient enfin comme ces pieuses personnes dont parle le P. Sanlecque dans ses satires, qui ne trouvaient jamais de bouillons assez succulents, de gibier assez délieat pour leurs directeurs. — Ces dernières lettres ne sont pas les moins curieuses ; — enfin, n'oublions pas ses épîtres contre un précieux.

C'est une remarque curieuse à faire que les précieuses, sur le mérite desquelles la critique éclairée de plusieurs de nos contemporains a appelé l'impartialité de nos jugements, ont été tournées en ridicule de leur temps par nombre d'écrivains, dont nous regardons maintenant les œuvres comme le type de la *préciosité* (5). Croirait-on que l'abbé Cotin, que l'abbé de Pure font fi des précieuses, que Le Pays lui-même a écrit une lettre contre un précieux ? — Distinguons les époques. L'hôtel de Rambouillet, comme toutes les choses de ce monde, n'a pu subsister pendant quarante années sans voir se corrompre les mêmes qualités qui avaient fait sa gloire. C'est en 1610 que M^{me} de Rambouillet ouvrit aux hommes les plus distingués par leurs charges, leur rang ou leurs écrits, aux femmes les plus remarquables par leur vertu et leur esprit, ces ruelles où le bon sens et le bon goût luttaient contre la corruption de la cour, où prenait naissance l'esprit de conversation, où s'établissait enfin entre la noblesse de race et la noblesse de talent la vraie égalité, l'égalité dans le mérite. Arrive l'année 1648. Voiture meurt ; il était « l'âme du rond » (du cercle) (6). Quelques années encore, et M. de Montausier se retire dans sa province ; les réunions cessent dans la chambre bleue d'Athénée ; les précieuses se rassemblent encore dans divers salons. On ne sait que trop leur maladresse à remplacer la pudeur par

(1) *Mémoires sur M^{me} de Sévigné*, III, 295.

(2) Page 45.

(3) Page 407.

(4) Page 357.

(5) Ce mot n'est pas de moi, il est de l'abbé Cotin. — *Cuique suum*.

(6) Tallemant de Réaux, art. *Voiture*.

la pruderie, la pureté du langage par l'afféterie, le savoir modeste par l'orgueil d'un pédantisme prétentieux : elles deviennent ridicules, et Molière les traduit à la barre de son théâtre, et l'abbé de Pure les joue sur la scène italienne, et Chapelle et Bachaumont les raillent à Montpellier, et Cotin, qui voit le fétu dans l'œil de son voisin, se moque d'elles, et Le Pays les gourmande de son style le plus sérieux. C'est alors qu'elles éhangent leur nom de *précieuses* pour celui d'*illustres*, sous lequel elles ne furent jamais ni connues ni attaquées.

Ce souvenir, que j'ai cru devoir donner aux précieux et aux précieuses, ne me fait pas oublier la lettre de Le Pays ; écoutez les reproches qu'il leur adresse dans la personne d'un précieux : « Lorsqu'il dit quelque chose, il serait bien marry de la dire selon l'usage commun. Comme il est plus habile que le vulgaire, il affecte de ne le point suivre dans son langage. Il recherche les grands mots et les expressions extraordinaires ; il use toujours de métaphores ; jamais il n'appelle rien par son nom, et jamais on ne l'a entendu parler comme les autres. Cependant il n'est rien qui choque tant l'esprit des honnêtes gens que cette singularité. Un homme qui ne parle pas comme les autres paroist aussy ridicule qu'un homme qui n'est pas vestu à la mode. A la ville on porte présentement des habits tout unis, et l'on ne voit paroître la broderie que sur le théâtre. S'il vouloit aussi parler tout uny parmy nous, s'il vouloit enfin estre un peu moins prétieux, il seroit plus généralement estimé (1). »

On voit quelle sagesse de style professe Le Pays ; cette lettre n'est pas la seule où il ait exposé ses opinions en littérature : je trouve ailleurs ces paroles : « Je ne me pique point de faire des vers, et comme j'estime que dans la poésie la médiocrité même est un vice, je croy qu'un honneste homme n'en doit jamais faire profession, s'il ne se sent d'une force à pouvoir égaler les plus illustres de ce métier. Cela n'empesche pourtant pas que chacun n'en puisse faire pour son usage. Un galant homme qui est amoureux ne doit pas aller solliciter son amy de luy faire un sonnet pour sa Philis. Il est bon d'avoir chez soy une petite muse domestique qui fasse des vers de ménage quand on en a besoin. »

(1) *Amities, Amours, Amourettes*, p. 359.

Ne reconnaissez-vous pas là les idées d'Alceste, quand il permet de faire de mauvais vers à quiconque les voudra cacher ?

« J'en pourrais par malheur faire d'aussi méchants,
Mais je me garderais de les montrer aux gens. »

Plus haut, n'avez-vous pas reconnu l'idée exprimée par ce vers de Boileau :

« Qui ne vole au sommet rampe au plus bas degré. »

C'est que Le Pays était un des amis de Boileau ; il était enchanté de voir le fouet du satirique atteindre le mauvais goût partout où il se trouvait, même dans ses propres œuvres à lui, l'impartial Le Pays.

Vous savez le vers de Boileau .

« Le Pays sans mentir est un bouffon plaisant. »

Voici comment la victime répondit au bourreau (1).

Dans un voyage qu'il fit à Paris il obtint l'honneur, qu'il enviait à M. du Tiger, de voir Boileau ; il se présenta chez lui. Grand fut l'embarras du critique ; il s'excuse : « Je ne vous ai pas fort maltraité ; je vous avais entendu préférer à Voiture : je ne le pouvais souffrir. »

Le Pays accepta ces explications ou ces excuses de si bonne grâce, se montra si enjoué et si spirituel que Boileau lui tendit la main, et que les deux écrivains, l'offenseur et l'offensé, devinrent les meilleurs amis du monde.

Il paraît que la bonhomie de Le Pays fit des adeptes : il l'éprouva lui-même. Un jeune poète avait fait deux sonnets sur le mariage de M. le comte du Bouchage ; Le Pays se déclara juge des deux sonnets ; il les sacrifia sans pitié au bon goût, avec tous les considérants d'une mordante raillerie et un style vraiment d'une jeunesse qu'on aime à retrouver. Si le poète *verse tous les plaisirs d'un amour ravissant*. « Ce grand mot de ravissant, dit le critique, ne ravira personne, si vous ne faites ressusciter Desportes, Ronsard ou du Bartas. C'est une épithète usée et moisie, dont les modernes ne se servent pas. »

(1) Tome II, page 195.

Si l'auteur explique l'hymen de tout à l'heure

Par un coup de l'amour que nul autre n'égale,

Le Pays le renvoie « au nouveau satirique, » à Philis en miracles féconde, etc. : le malencontreux sonnet entrelaçant, paraît-il, les fleurs des grâces et les feux de l'hymen, avait dit :

Et ces fleurs et ces feux formeront leur couronne.

Il faut lire le commentaire de Le Pays : — « Sans mentir, vous êtes un rare faiseur de couronnes ! En lisant les poètes, j'ay vu des couronnes de toutes sortes de matières sans y avoir vu celle que vous avez employée. J'en ay vu de laurier sur la teste des empereurs, de chesne sur celle des citoyens romains, d'olivier sur la teste d'Aristophane, et de pampre sur celle de Bacchus et des Ménades ; j'en ay vu d'or sur la teste d'Apollon, d'argent sur celle de sa sœur, et de pierreries sur celle de beaucoup de princes : mais vous êtes le premier chez qui j'ai vu des couronnes de feu. Croyez-vous, en bonne foy, que vos deux mariez vous sachent bon gré de vostre couronne ? Hé quoy ! du feu sur la perruque de l'amant ! du feu sur le front de l'amante ! Passe encore pour la perruque... — Et encore puis-je vous assurer que le front de M. du Bouchage n'aspire à la gloire de porter des rayons. »

Puis quittant l'œuvre pour l'ouvrier : — « Vous dites que vous estes jeune, — je le croy, et que vous ne faites que commencer ; il y paroist : mais pourquoy ne cachez-vous pas de si méchants commencements ? — Quand on se sent né pour la poésie, on peut laisser évaporer son premier feu, barbouiller du papier et rimer à tort et à travers ; mais il faut que le papier barbouillé et toutes les méchantes rimes demeurent dans le cabinet (1). » C'est ainsi que le bon sens s'exprime encore dans la bouche d'Alceste.

Croirait-on que des duretés semblables, écrites le 14 et le 15 mai 1665, soient suivies d'une lettre du 19 mai, intitulée : « Réconciliation (2) ? » L'auteur des sonnets était fait pour devenir l'ami

(1) Nouvelles œuvres, 1^{re} partie, Paris, Sercy, 1680. — P. 266.

(2) *Ibid*, p. 293.

du censeur : la critique exercée ou par Le Pays ou contre lui semblait lui porter bonheur et lui procurer des amis.

Quand Le Pays écrivit ces remarques, il était sous l'impression de sa visite à Boileau, qui l'avait rendu sévère, et son caractère était aigri peut-être par la perte de mille écus qui lui étaient retranchés par ordre du roi. On sait qu'en 1664 le roi supprima un quartier des rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville. De toutes parts s'élevèrent des plaintes; les sollicitations commencèrent, et Le Pays entreprit le voyage de Paris pour faire ses démarches en personne. En vain attaquait-on de tous côtés l'arbitraire; en vain un anonyme écrivait-il :

Louis ayant vu que Clément
Retranchoit si failement
La morale de l'Evangile,
Pour imiter sa sainteté
A retranché de son côté
Les rentes de l'Hôtel-de-Ville (1).

Cette mesure était trop nécessaire pour que Louis XIV se laissât arrêter par des chansons ou des épigrammes; et quoi qu'en pussent dire les bourgeois pâlisants ou les poètes plus désintéressés, comme de Cailly (2), l'arrêt fut exécuté.

Le Pays descendit à l'hôtel du comte de Lionne, qu'il nomme son « cher ami, » et qui était alors premier écuyer de Sa Majesté. Mais il resta peu de temps à Paris, et suivit la Cour à Fontainebleau, dans l'espoir d'y trouver plus de facilité à faire écouter ses réclamations. Il prenait mal son temps. C'était au mois

(1) Extrait de deux feuilles de pièces Mss de la bibliothèque d'Angers, liasse n° 426. A la suite de l'épigramme que nous citons se trouvent ces vers :

Quand Louis nous réduit à la mendicité,
Par le retranchement des rentes de la ville,
Ah ! de grâce, Clément, laisse-nous l'Evangile,
Pour y prendre du moins l'esprit de pauvreté.

(2) De Cailly, plus connu sous le nom d'Aceilly, son anagramme :

De nos rentes pour nos péchés
Si les quartiers sont retranchés,
Pourquoi s'en émouvoir la bile ?
Nous n'aurons qu'à changer de lieu ;
Nous allons à l'Hôtel-de-Ville :
Et nous irons à l'Hôtel-de-Dieu.

d'août. Le roi, qui recevait alors le cardinal Chisi, légat à latere, neveu du pape, songeait avant tout à lui faire, d'une manière brillante et toute royale, les honneurs de son palais et de la campagne. Molière et sa troupe avaient été appelés pour jouer une comédie-ballet, *la Princesse d'Elide*. Une fête splendide avait été donnée le 2 août, et le lendemain, jeudi, on avait fait représenter par les comédiens de l'hôtel de Bourgogne la tragédie nouvelle de P. Corneille, *Othon*, qui ne parut en public à Paris que vers le 8 novembre (1). Mais, comme il le dit, « le retranchement de mes mille escus empoisonne tous les plaisirs que je veux prendre ; il ternit les yeux et le teint de M^{mes}. de Soubize, de Brissac et de Saint-Géran, de M^{lles} de Lanois, de la Mark et de Rouvroy ; il efface l'éclat des tapisseries, les peintures et les dorures des plus riches appartements ; il trouble l'eau des canaux, des fontaines et des cascades... Voyez, Monsieur, combien ce retranchement nuit à Fontainebleau, et demeurez d'accord que si le roy en estoit averty, il ne voudroit pas pour mille escus laisser détruire de si grandes beautés (2). »

On le voit, le style badin de Le Pays le suit partout. L'enjouement s'est posé chez lui à demeure. Ici je ne lui chercherai pas trop chicane, parce que, après tout, c'est de lui, c'est de ses mille écus qu'il s'agit ; mais quand il parle de la peste (3) et qu'il rit, de la mort de sa grand'mère (4) et qu'il rit encore, on trouve que ce rire fixe, qui doit faire grimacer son visage, fait grimacer son style, et il impatiente. Je vais plus loin ; le dégoût prend quand il s'avance trop lui-même et qu'il remplace la gaieté par la bouffonnerie, la plaisanterie par la grossièreté.

Sans doute de son temps, à part celles des précieuses qui avaient ce ridicule (5), on ne cherchait guère l'idée impure, cachée sous le voile d'un terme plus ou moins indécent. Cependant, nous devons le dire, dussions-nous, pour disculper Le Pays, rejeter la faute sur son siècle, il est des bornes qu'on ne peut franchir en aucun temps ; aucune époque ne pourra souffrir un valet qui *ronfle comme un cochon* ; aucune femme aujourd'hui

(1) Pour les détails, voir la *Muse poétique* de Loret, à l'année 1664.

(2) Nouvelles œuvres, 1^{re} partie, p. 325.

(3) Nouvelles œuvres, I, 148.

(4) Ibid. I, 5.

(5) Voyez le *Chevrœana*.

ne lira sans étonnement le titre des vers qu'il adresse à une jeune religieuse, ou les plaisanteries qu'il se permet en adressant à une dame la relation d'un de ses voyages.

Le Pays, qui savait plusieurs langues, fit plusieurs voyages, même hors de France. Ainsi nous le trouvons en Angleterre, où il est allé par les Pays-Bas. Une autre de ses lettres nous apprend qu'il a passé trois et même quatre fois les Alpes. Quand il descendait ainsi au Sud-Est, c'est en Savoie ou en Piémont qu'il se rendait, à la cour du duc Charles-Emmanuel, où l'attendait le meilleur accueil. Le duc de Savoie, prince de Piémont, roi de Chypre, etc., lui écrivait quelquefois, recevait ses lettres avec plaisir, l'appelait auprès de lui : Le Pays ne pouvait résister à ses offres engageantes, et il se rendit plusieurs fois à Turin. Il était de toutes les fêtes, assistait à tous les bals, ballets, concerts, opéras donnés par la troupe du prince, qui, à l'imitation des ducs de Brunswick et de Lunébourg, et de l'électeur de Bavière, avait une troupe française. On l'invitait aux *cadeaux* ou petits soupers, il avait sa chambre dans le palais, les chevaux du prince à sa disposition (1) ; bref, le marquis de Saint-Damien, grand-prieur de l'ordre de Saint-Maurice de Savoie, signa à notre poète un brevet de chevalier de cet ordre.

Le Pape, plus généreux que le duc de Savoie et plus admirateur encore du talent de Le Pays, lui accorda une distinction d'autant plus flatteuse que, par considération pour son mérite, il l'étendit à d'autres membres de sa famille. M. Le Pays du Teil-leul possède encore dans ses papiers de famille, sous la signature du duc de Duras, référendaire du Saint-Siège et protonotaire apostolique, des lettres-patentes en date du 1^{er} décembre 1672, conférant à :

1^o René Le Pays, seigneur du Plessis-Villeneuve, chevalier des ordres de Saint-Maurice et de Saint-Lazare ;

2^o Gilles Le Pays, seigneur de la Brimonière ;

3^o Julien Le Pays, seigneur du Plessis, frères, du diocèse de Rennes, à eux et à leurs descendants mâles et légitimes, le titre de « *aulæ Lateranensis milites ac comites palatinos.* »

À quoi lui servaient tous ces titres ? S'ils ne gonflaient sa bourse, du moins ils flattaient son amour-propre, et c'est aussi

(1) Nouvelles œuvres, II, 171.

tout le profit qu'il retirait du titre d'agrégé à l'académie d'Arles, dont il fut nommé membre à trente-quatre ans. Dans le remerciement qu'il adresse à ses nouveaux confrères, il avoue, sans fausse modestie, qu'il se croit « quelque idée naturelle de l'éloquence. » Mais il se plaint des affaires qui ne lui « ont pas laissé le temps d'emprunter le secours de l'art pour aider la nature. »

C'était alors la mode des portraits. Dans les sociétés, on se faisait un plaisir de tracer ou de voir tracer d'après nature les images de soi-même ou de ses amis.

Le Pays, homme du monde avant tout, homme aimable, s'exécuta de bonne grâce à la prière de la duchesse de Nemours ; il envoya de Grenoble son portrait à la princesse, le 20 juillet 1664. Ces trente pages forment, après le roman maintenant oublié de *Zélotide*, et la *Muse Amourette*, l'ouvrage le plus important de Le Pays. Il avait à craindre le double danger, soit de laisser aller son amour-propre à se donner les louanges déplacées, soit par un orgueil plus grand encore, mais moins digne, de se dépeindre d'une façon grotesque. Il sut allier, en parlant de lui-même, la dignité à l'enjouement. En dépouillant son portrait des grâces du style dont il l'a revêtu, nous voyons, dans Le Pays, un homme de taille moyenne, gros du ventre, rond du dos, fort en jambes, les mains fines, les cheveux blonds, une barbe rare sur un visage ovale et bien rempli, grand nez, large bouche « bordée de lèvres charnues et suffisamment rouges, et meublée de belles et grandes dents. »

Après avoir donné ce signalement, sous lequel je reconnaîtrais Le Pays entre mille, l'auteur parle de ses inclinations : « J'en ay beaucoup pour les exercices du corps, et, parce que je les aime, je m'imagine y réussir ; mais pour dire le vray, je trouve fort peu de gens de mon avis, et peu s'en faut que je ne sois seul à croire que je danse bien et que je joue passablement de la guitare. Ce n'est pourtant pas me faire plaisir que d'avoir un sentiment contraire ; quand on me raille sur ce chapitre, je ris en apparence, et j'en enrage au fond du cœur. Mais sans mentir, l'on ne m'offense pas lorsqu'on me dit que je chante mal ; j'en demeure d'accord, et n'en disputeray jamais la belle méthode à Lambert ny à ses écoliers. Ma voix est tout-à-fait contraire à

mon esprit ; elle n'a aucune disposition à s'accorder avec les autres.....

« Si ma voix ne s'accorde pas bien avec les autres, mon courage s'accorde encore plus mal avec le péril. Je ne sçay si ma personne vaut la peine d'être conservée ; mais naturellement je crains fort de l'exposer. Je puis dire, sur ce sujet, que je sens dans l'âme des sentiments fort chrétiens, puisque souvent je fais réflexion que je suis un pauvre mortel que la mort peut détruire à tous moments, et j'en suis si persuadé que je fuis avec beaucoup de soin toutes les occasions où il y a quelque légère apparence de hazarder sa vie. Ce n'est pas que je ne sois fort brave en paroles, et que, quand j'y suis engagé, je ne fasse par honneur ce que les autres font par courage ; et j'en use en pareilles rencontres avec tant de fierté, qu'il n'y a guère que moy qui puisse connoître ma foiblesse.

Car dans l'occasion je crie et je fais rage ;
Si l'on me tient à quatre, alors, plein de courage,
Je jure, je menace, et fais le fanfaron ;
Si bien que d'un vaillant faisant le personnage,
Je suis seul à sçavoir combien je suis poltron.

« Voilà la seule chose où je suis dissimulé. En toute autre rencontre j'ay une franchise que l'on peut nommer excessive au siècle où nous sommes. Dans un temps où la bouche n'exprime plus les sentiments du cœur, où chacun se pique de n'estre pas connu même de son frère et d'avoir un visage qui se démonte, j'ay encore l'ingénuité des premiers siècles, mon âme est toute sur mes lèvres, et mon visage le véritable tableau de mes pensées. »

Cette nouvelle citation n'est pas d'un style moins moderne, moins pur, moins correct que les autres passages qui nous ont paru dignes déjà d'être transcrits ; je ne sais si je ne me trompe : — en semblable matière il faut, pour décider, une autorité que je n'ai pas, — mais j'ose croire et dire que toute cette page est du meilleur goût ; elle fait d'ailleurs connaître l'auteur mieux que je ne l'aurais pu faire, et si j'ai un regret, c'est de n'avoir pu la donner en entier.

Je voudrais encore rappeler une étude sur la poésie légère, où la plus sérieuse érudition se cache sous un spirituel enjouement ,

— je me répète, je le sais ; mes termes sont peu variés ; mais que ne varie-t-il lui-même son style ? — Cette pièce, qui n'occupe pas moins de quatre-vingts pages du volume, est adressée à Monseigneur Du Gué, intendant de la justice, police et finances, ès provinces du Dauphiné, Lyonnois, Forez et Beaujolois ? Elle fut composée à l'occasion de la grande réformation de la Noblesse (1669). Le Pays, après avoir prouvé son titre de gentilhomme, veut donner aussi les titres de sa Muse, la Muse Amourette.

Je ne ferai point l'analyse de cette longue lettre ; l'histoire abrégée qu'il y donne de la poésie chez les Romains et les Grecs n'a pour nous ni l'utilité que nous trouverions dans Schœll, ni plus de charme que les œuvres déjà citées de Le Pays. Mais je donnerai en abrégé, pour le moins, tout ce qui a trait aux contemporains de l'auteur.

Après avoir défendu la noblesse, assuré qu'une muse prouve sa filiation par sa ressemblance avec sa mère, que l'une peut naître des cendres de l'autre, fussent-elles refroidies depuis deux mille ans ; que Sapho est mère de M^{lle} de Schurman (1) en Hollande, de M^{me} de la Suze et de M^{lle} de Scudéry en France ; que Chapelain descend d'Homère en droite ligne, et Brébœuf de Lucain. Le Pays affirme qu'une seule Muse peut avoir plusieurs mères, et donne pour exemple « la muse du sublime Corneille, » fille des muses de Sophocle, Sénèque et Lope de Véga ; celle de « notre tendre Quinault, » qui doit sa naissance à Euripide, Térence et Guarini ; celle enfin de « notre facétieux Molière, » qui lui a été transmise par Aristophane en passant par Plaute et Jodelle. Telle est l'exposition de ses principes en matière généalogique ; je ne sais si d'Hozier les eût approuvés : tels sont aussi les trois auteurs qu'il choisit dans le genre dramatique pour descendants de Sophocle, d'Euripide et d'Aristophane. Quinault a usurpé la place que devait occuper l'auteur d'*Andromaque*, de *Britannicus* et de *Phèdre*, et que Le Pays pouvait lui donner puisque son livre est de 1680. — J'arrive, sans discuter da-

(1) On a de cette savante fille, si célèbre au xvii^e siècle, 1 vol. polyglotte, imprimé à Leyde, chez Elzevier, 1650, in-12, sous le titre de : *Nobiliss. Virginis Annæ Mariæ à Schurman opuscula hebræa, græca, latina, gallica : prosaïca et metrica.* (2^e édit.)

avantage , à la généalogie toute pure de la muse Amourette.

Amourette a pour mère la muse de Voiture , laquelle eut pour sœurs celles de Benserade et de Sarasin, et pour père Mainard. Celle-ci eut un grand nombre de parents qui inspirèrent Bois-Robert , Racan, Godeau, Malleville, Chapelain, Gombaud , Saint-Amant , Cerisy , Colletet , Tristan, Rotrou, des Marets, de l'Es-toille, Scudéry et l'incomparable Corneille. « Toute cette nombreuse et docte famille avait pour père le bonhomme Malherbe. Ça été ce père glorieux qui a élevé tant d'illustres enfants. C'est de ce maistre qu'ils ont appris à faire toutes les choses que nous avons admirées, et c'est de sa succession que sont venus tous les trésors dont ils ont enrichy le monde. Il est vray que quand nous voyons dans ses œuvres le fond d'où l'on a tiré tant de richesses , nous sommes estonnés de voir le peu d'espace qu'il occupe; nous sommes surpris que quelques sonnets et quelques odes soient la source de tant de poèmes différents. Mais ce fonds n'est pas d'une nature ordinaire, tout y est or, tout y est pierrieres, et pour contenir de pareils thrésors, bien qu'ils soient immenses, il ne faut pas un grand espace. Avant que ce grand homme eût écrit, notre langue estoit dans un misérable estat; elle estoit stérile, mal cultivée et remplie de quantité d'expressions étrangères, qui estouffoient peu à peu les naturelles. Il entreprit de la défricher , et y travailla si heureusement qu'elle luy est obligée de la pluspart de ses grâces et de ses beautez.

« La Muse de Malherbe eut quatre sœurs dont elle estoit la cadette, trois qui se rendirent célèbres en Italie, Tasso, Guarini et Marino..... Mais en France elle eut une sœur qui ne fut pas moins célèbre, et qui fut beaucoup plus heureuse. Ce fut la Muse de Desportes.

« La muse de Malherbe eut pour mère celle de Joachim du Bellay, qui fut surnommé le peintre de la nature, et que Malherbe a souvent imité; et pour tantes, les Muses du bonhomme Des Yveteaux et du fameux Bertaud. Cette Muse eut pour ayeule celle de l'illustre Ronsard. »

On peut juger, par cet extrait, du bon sens et du bon goût de Le Pays : le reste de l'épître n'est pas moins sage en général. Mais nous sommes obligés de nous arrêter ici, sans nous aller

jeter dans les recherches érudites qui suivent et qui n'ont plus pour nous, comme le précédent extrait, le mérite d'avoir l'actualité.

Et si, somme toute, Le Pays est plus souvent simple et vrai que Voiture, jamais il n'atteint cette hauteur où s'est élevé, par une heureuse exception, l'auteur éloquent de la lettre sur la prise de Corbie (1); jamais non plus son style n'est aussi fourni, aussi riche de pensées, bonnes ou mauvaises, que celui de Voiture. Pinchesne, dans la vie de son oncle, dit que celui-ci « entendait la belle raillerie, et tournoit agréablement en jeu les entretiens les plus sérieux. » C'est son défaut; mais toujours est-il que si l'expression est légère, la pensée peut avoir sa gravité, sa grandeur même.

Le Pays ne s'élève jamais plus haut que le bon sens, et ne descend jamais plus bas que Voiture. Comment lui demander d'ailleurs de faire du style sublime lorsqu'il écrit des nouvelles galantes sur le *Traité des Pyrénées*, qu'il demande du *quina-quina* pour se guérir de la fièvre-quarte, qu'il remercie l'abbé D. S. R. de lui avoir cédé sa maîtresse, et qu'il entretient correspondance avec Margoton? Veut-on qu'il pindarise pour remercier Iris d'une bourse en broderie, pour railler deux pédants, pour se moquer d'un grand parleur? Tout au plus pourrait-on lui demander, dans ce cas, de déployer l'extravagance sérieuse, les emportements bouffons, les franches rodomontades de Bergerac (2) s'adressant aussi à je ne sais quel faux savant; mais ici encore la phrase de Le Pays est flasque et molle, et son style, qui cède toujours, échappe à la critique, qui ne sait par où le saisir.

Peut-être, après ce jugement sévère, se demandera-t-on pourquoi j'ai consacré cette étude à un auteur vraiment médiocre. Je l'avouerai, j'ai tenu à honneur, puisque Le Pays a été oublié, de consacrer au moins la seule notice qu'il obtiendra peut-être à la mémoire d'un des rares écrivains qu'ait produits à cette époque la Bretagne, et qui d'ailleurs, il faut en convenir, a laissé échapper quelques jolies pages qu'on regretterait de voir perdues.

(1) OEuvres de Voiture, nouv. édit., 1681, tome I, p. 175.

(2) Les œuvres diverses de M. de Cyrano de Bergerac, Paris, Sercy, 1663. 1 vol. in-12, 154.

Son plus grand tort, cependant, ce n'est pas d'avoir été un *bouffon plaisant*, c'est d'avoir écrit tant de lettres sans les soutenir par des faits ou par l'expression des sentiments intimes qui cachent l'auteur et montrent l'homme.

On lit M^{me} de Sévigné parce que sa correspondance est l'écho de son cœur, l'image de la société qu'elle fréquentait, et qu'on y voit agir, parler, vivre chez eux et pour eux, ces mille personnages que l'histoire de cette féconde époque montre sur la scène, aux yeux du public, dans leur costume de théâtre et dans les rôles de leur emploi ; parce que sa phrase est vivante, parce que son style est émaillé de fleurs qui se cueillent sans peine, parce qu'elle est elle-même, et qu'elle est femme.

On lit les lettres du bonhomme Malherbe (je parle de lui avec plus de respect quand j'ai à juger ses poésies) malgré ses solécismes, son jargon de province, son langage suranné, et un style que l'excellente prose de plusieurs auteurs de son temps fait trouver détestable, parce qu'il faut les lire, parce qu'elles sont un répertoire précieux pour l'historien qui veut vivre de la vie des contemporains de Henri IV, de Sully, de du Vair, de Richelieu jeune homme, et de Louis XIII enfant.

Mais Le Pays, quel titre a-t-il pour qu'on le lise ? Ces titres sont peu nombreux, et si j'en parle si longuement, c'est pour qu'on puisse au moins, après avoir parcouru cette notice, ne pas le juger seulement sur la parole de Boileau, et savoir pourquoi ses lettres adressées à la postérité, comme on l'a dit, ne sont pas toutes parvenues à leur adresse.

Telles quelles sont, ce sont les souvenirs d'un homme aimable, d'un homme du monde ; il eut assez de génie pour sentir le beau, trop peu pour l'imiter, assez pour comprendre que la muse Amourette n'aime pas les vieillards, qu'elle badinait mal sous les rides, et pour cesser d'écrire avant d'y être forcé par la crainte du ridicule. Le dernier volume de Le Pays (nouvelles œuvres) fut imprimé en 1680, avec privilège, le 6 novembre 1676. Le Pays avait quarante-deux ans.

La vie de Le Pays, qui s'était écoulée si facilement, fut troublée, vers le soir, par un procès déplorable. Il avait pris un associé auquel il avait accordé trop légèrement peut-être une confiance que sa position officielle rendait imprudente : il fut trompé, forcé de payer pour un ami insolvable une assez forte somme, et ex-

posé sans doute à une disgrâce qui l'atteignait dans son crédit et peut-être sa réputation.

Il adressa au roi à ce sujet deux placets où il avait essayé de sauver son amour-propre de solliciteur, et de prendre le sans-façon de Saint-Pavin ; celui-ci, appréciant la valeur des moments du roi à quatre mille écus par heure, lui disait :

Ne pourrais-je obtenir, Sire, avant que je meure,
Un quart-d'heure de votre temps ?

Le Pays, à son tour, écrit à Louis XIV.

.
Mon petit bien n'est pas un fief impérial :
N'attaquez jamais de bicoque
Indigne d'un siège royal ;
Subjuguiez tout le Rhin, la gloire en sera grande,
La justice le veut, votre droit le demande,
Ce sont des coups dignes d'un roi ;
Prenez sur l'Empereur, prenez sur la Hollande,
Mais, Sire, au nom de Dieu, ne prenez rien sur moi !

Après la perte de son procès, il adressa à Louis XIV les vers suivants :

Sire, je l'ai perdu, ce procès si terrible,
Qui peut m'enlever tout mon bien :
Hélas ! ce tout n'est presque rien ;
Mais ce rien m'était tout, et tout perdre est sensible.
Je le perds, et pourquoi ? pour m'être associé
D'un homme qui montrait de sages apparences.
Il a, ce faux prudent, dissipé vos finances :
Pour lui dois-je être châtié ?
D'un innocent ayez pitié ;
Votre âme, à la justice, en tout temps est ouverte :
Vous ou moi nous perdrons, consultez votre cœur :
Qui de nous deux, dans un malheur,
Peut mieux supporter une perte ?

Sous le coup peut-être de ces revers qu'il semble prendre pourtant sans grand désespoir, Le Pays mourut dix ans après la publication de ses *Nouvelles OEuvres*, deux ans seulement après sa dernière œuvre, le *Démêlé de l'Esprit et du Cœur*, qui

parut en 1688. Il mourut le 13 avril 1690, et fut enterré à Saint-Eustache, dans la même église qui, par un singulier hasard, avait reçu déjà le tombeau de Voiture, et devait recevoir bientôt celui de Benserade (1).

CH.-L. LIVET.

(1) La famille de Le Pays compte encore quelques représentants en Bretagne; je citerai entre autres M. Le Pays du Teilleul, de Fougères, et le général Le Pays de Bourjolly.

ALET ET LES CURIOSOLITES.

(CONGRÈS DE SAINT-MALO, 1849.)

QUELLE FUT L'IMPORTANCE DE LA CITÉ D'ALET? — QUELS SONT LES DÉBRIS QUI EN RESTENT? — QUELLES VOIES Y ABOUTISSAIENT?

I. — La Notice des Dignités de l'empire, telle qu'elle nous est parvenue, est postérieure à la division de l'empire romain en empire d'Orient et en empire d'Occident, et doit avoir été rédigée sous le règne d'Honorius, c'est-à-dire de 395 à 425. Un savant critique, M. Emmanuel Gaillard, de Rouen, a même pensé qu'elle ne pouvait être postérieure à l'an 407, et a fondé son opinion sur ce que, dès lors, quelques-unes des circonscriptions indiquées par la notice n'existaient plus. La fixation de cette époque, rappelée et adoptée par M. de Caumont, *Cours d'Antiq. monum.*, t. II. p. 74, est importante dans la question qui nous occupe, puisque la Notice de l'empire est le seul document antique dans lequel il soit fait mention d'Alet.

II. — C'est dans le chapitre ayant pour titre : *Dux Tractus Armoricanæ ejusque insignia*. Ce chapitre nous apprend que l'homme respectable (*vir spectabilis*), duc ou général du pays armoricain et nerrivain, avait sous ses ordres dix commandants, avec leurs cohortes, distribuées de la manière suivante :

1^o *Tribunus cohortis primæ novæ Armoricæ Grannonæ in litore saxonico.*

- 2° Præfectus militum Carronensium, *Blabia*.
- 3° Præfectus militum Maurorum Venetorum, *Vencis*.
- 4° Præfectus militum Maurorum Osismiæcorum, *Osismiis*.
- 5° Præfectus militum Superventorum, *Mannatias*.
- 6° Præfectus militum Martensium, *Aleto*.
- 7° Præfectus militum primæ Flaviæ, *Constantia*.
- 8° Præfectus militum Ursariensium, *Rothomago*.
- 9° Præfectus militum Dalmatarum, *Abrincatis*.
- 10° Præfectus militum Grannonensium, *Grannono*.

III. — Ce chapitre a été interprété de mille manières par les antiquaires des diverses provinces placées sur la côte occidentale de la Gaule. Les noms de *Grannona in littore saxonico*, *Blabia*, *Osismiis*, *Mannatias*, *Aletum*, et *Grannonum*, ont surtout exercé la critique conjecturale. Chacun a plaidé pour son clocher, et les Bretons, entre autres, ont voulu revendiquer *Grannona*, qu'ils ont placée à Guerrande, et *Blabia*, dont ils ont fait Blavet ou Port-Louis. M. de Caumont a adopté ce dernier emplacement, tout en choisissant Gray, à l'embouchure de la *Seûle*, dans le Calvados, pour celui de *Grannona*. Personne, que je sache, n'a fait usage, dans la question, de l'explication donnée, par la Notice, immédiatement après avoir indiqué les lieux de résidence des cohortes. Voici ce passage, qui me paraît expliquer très-clairement l'ordre suivi par le rédacteur de la Notice :

« *Extenditur tamen Tractus armoricani et nervicani limitis per provincias quinque : per Aquitanicam primam et secundam, Senoniam, secundam Lugdunensem et tertiam.* » Traduction : Le pays de la limite armoricaine et nervicaine s'étend dans cinq provinces : la première et seconde Aquitaine; la Sénonie; la seconde et la troisième Lyonnaise.

IV. — Or, la série des garnisons mentionnées ci-dessus me semble aller du Midi au Nord, en suivant la côte, et commencer dans l'Aquitaine, où l'on doit chercher le *Grannona in littore saxonico*, et où l'on trouve Blaye qui, à mon avis, représente *Blabia* mieux qu'aucune autre localité. Dès la fin du iv^e siècle, Blaye était une place militaire, ainsi que nous le prouvent ces deux vers d'Ausone, *Epist. xiiij. Aus. Paulo* :

Aut iteratarum qua glarea trita viarum
Fert militarem ad Blaviam.

Le Port-Louis ou Blavet n'offre, au contraire, ni débris ni souvenir d'antiquité.

V. — Après *Blabia*, nous arrivons ineontestablement dans la Bretagne actuelle, et nous y rencontrons d'abord les Venètes, puis les Osismiens, puis *Mannatias*, puis *Aletum*; après lequel nous nous trouvons en pleine Normandie : *Abrincatis*, *Constantia*, *Rothomagus*, et enfin *Grannonum*, qui dépendait peut-être du territoire Nervicain.

VI. — Je ne veux point dissenter sur toutes ces positions militaires. Ce travail demanderait de fort longs développements qui nous feraient sortir de la question. J'ai voulu faire voir seulement qu'en suivant rigoureusement le texte de la Notice, j'arrive sans effort à distinguer quatre des garnisons qu'elle indique comme étant situées dans la Bretagne : Vennes ou les *Venètes*, les *Osismiens*, *Mannatias* et *Aletum*. En chercher davantage me paraît une complète erreur. Les Venètes et les Osismiens nous sont parfaitement connus. Vennes paraît être la ville capitale des premiers; l'ancien *Dariorigum* de Ptolémée venait de prendre le nom du peuple Venète, qu'il garde encore aujourd'hui, et nous voyons que les soldats Maures-Venètes occupaient Vennes, *Venetis*. La capitale des Osismiens, le *Vorganium* du géographe d'Alexandrie, s'est transformée, dans la Notice, en *Osismiis*: mais les avis sont fort partagés sur son véritable emplacement. De grands établissements romains existaient dans le Finistère; ils sont attestés par de larges surfaces, encore couvertes de leurs débris : Carhaix, Kerilien, Landerneau, Loc-Quirec, Douarnenez peuvent, sous ce rapport, entrer en rivalité. Nous penchons fortement pour Carhaix, mais nous n'avons encore aucune certitude.

VII. — *Mannatias* est tout à fait inconnu. Tout ce qu'il est permis de conjecturer, c'est qu'il devait être placé sur la côte Nord de la presqu'île, dans l'évêché de Saint-Brieuc, entre le pays des Osismiens et *Aletum*.

VIII. — *Aletum* était, dans le chapitre de la Notice que nous analysons, la dernière station militaire posée sur le territoire breton.

IX. — Qu'était-ce que *Aletum*? On l'ignore. Aucun document antérieur à la Notice de l'Empire n'en a fait mention, et ce nom n'apparaît qu'à la fin du iv^e ou au commencement du

ve siècle. On y voit une garnison des soldats de Mars, *militum martensium*. C'était une ville ou un bourg romain.

X. — Voici quelques détails archéologiques et locaux qui nous sont fournis par le plus ancien historien de Saint-Malo, Frotet de la Landelle, au commencement du xvii^e siècle, de l'ouvrage duquel, resté manuscrit, il existe un grand nombre de copies :
 « Et nous voyons encore aujourd'hui quelque reste de muraille
 « de cette ancienne villé.... Le reste de ces murs ne ressemble en
 « rien aux murailles des autres villes de cette province, et est
 « tout semblable à ceulx que j'ay veus en Espagne, tant en sa
 « façon qu'en la situation de ses tours quarrées. « L'auteur croit
 que ces murailles ont été bâties par les Maures. » Il est à
 « croire, ajoute-t-il, que les Estats de Bretagne auront fait des-
 « molir cette mesme place, de peur qu'elle ne retombast entre
 « les mains de ces mesmes estrangers (les Sarrazins).... On a cy
 « devant trouvé beaucoup de charbon en la terre où l'on a fait
 « fouiller, proche des ruines de cette vieille muraille, et que
 « j'ai veu; lequel charbon provenait, je crois, du bois dont on
 « s'était servy pour bruler les étançons qui soustenoient la sape
 « et la desmolition de cette muraille. Davantage, depuis l'an
 « 1580, j'ay veu quelques édifices qu'on bastissoit sur les ruines
 « de cette ville mesme, et, en prenant les fondements, on trouva
 « non-seulement des ruines et vestiges de vieux bastiments en
 « briques rouges, mais aussi des pots de cuivre pleins de vieilles
 « pièces de monnoie d'or, d'argent, de cuivre et diverses figures
 « en relief, avec des inscriptions en lettres non grecques ni
 « latines, mais arabesques ou gothiques. Ce qui me confirme en-
 « core en l'opinion que cette ville estoit, lors de sa destruction,
 « possédée par des étrangers qui enterrèrent leurs thrésors dans
 « l'espérance de les retirer quelque jour.

« Entre plusieurs de ces monnoyes que j'ai veues, il se trouve
 « une médaille de cuivre du poids d'environ trente escus, et
 « très-bien faite, laquelle m'est demeurée. Il y a, à un des
 « costez, une teste d'empereur, bien faite et couronnée, et alen-
 « tour d'icelle, cette inscription latine difficile à lire : ADVENTVI
 « AVGVSTI FOELICISSIMO.

« Ce qui me fait croire que c'estoit une des pièces de monnoye
 « qu'on avait accoustumé de jeter au peuple, aux avènements
 « et couronnements des empereurs, et qu'on appelloit *missilia*.

« Aussi, dans des terres qui sont au-dessus de la fontaine de
« Saint-Servan, dit maintenant bourg, lesquelles sont à présent
« réduites en jardins, proche les ruines de eette ancienne ville,
« on a trouvé plusieurs tombeaux de briques, remplis d'osse-
« ments d'hommes beaucoup plus grands que ceux des hommes
« de ee temps, et sous ehaque teste une brique en forme de
« chevet ; ee qui me fait eroire que les habitants de eette ville
« avaient leur eimetière en cet endroit.

« Enfin, en eette même ville estoit le siège épiseopal d'Aleth,
« comme il appert par les restes de l'église eathédrale qu'on y
« voit encore, et qui consistent en quelques murailles, non-seu-
« lement en la nef de l'église sans couverture, mais aussi du
« chœur dont on a fait une ehapelle couverte et bien entre-
« tenue, sous le titre de Saint-Pierre. »

XI. — L'abbé Derie a fait usage de ces renseignements, mais sans en indiquer la source, et il a ajouté à eette injustice la prétentieuse sottise, habituelle à son époque, de les reproduire en *beau françois* ; il en est résulté qu'il a retranché plusieurs passages importants, et qu'il a fait dire au vieil historien quelques balourdises dont il n'est nullement coupable. C'est encore ici une preuve de plus de la nécessité qu'il y a, dans les recherches historiques, de remonter aux vraies sources, et de donner les textes avec une grande exactitude.

XII. — Aux découvertes, signalées par Frotet de la Landelle, l'abbé Deric ajoute que, lorsqu'en 1759 on bâtit une forteresse sur l'emplacement de l'ancien Alet, on y trouva encore plusieurs médailles de cuivre et quelques-unes d'argent, et qu'elles portaient toutes des légendes romaines.

XIII. — Ces détails archéologiques prouvent qu'un établissement romain existait à Alet, aujourd'hui Saint-Servan ; mais ils sont tellement incomplets qu'ils ne peuvent nous donner aucune idée sur le plus ou le moins d'importance de eet établissement. Quels qu'ils soient, ils ont été reproduits, à peu près textuellement, dans une note de la nouvelle édition de la *Vie des Saints bretons* du P. Albert de Morlaix, par M. de Kerdanet, qui ne nomme ni Frotet de la Landelle, ni l'abbé Derie, et n'ajoute rien à ce qu'ils nous ont appris. C'est qu'en effet il paraît que, depuis une centaine d'années, personne ne s'est occupé d'observer les fouilles qui ont pu être faites à Saint-Servan, et moins

encore d'en donner les résultats au public. C'est un reproche que l'abbé Manet adresse aux habitants de cette ville (Saint-Michel, p. 48.). Après avoir dit lui-même assez vaguement qu'en 1590, et même en 1758, on voyait encore quelques pans de ses murs, partie totalement renversés et partie debout à une médiocre hauteur, et qu'en 1667, quand on prit les fondements de la plupart des édifices qui forment actuellement le quartier de la cité, on trouva dans ces excavations beaucoup de monnaies romaines et d'autres monuments, il ajoute qu'aujourd'hui il ne subsiste plus de la ville antique qu'un petit massif très-incliné de la muraille d'enceinte, dominant la croupe du rocher qui forme le côté occidental de l'*Anse de la Montre* ou des *Bas-Sablons*, et la chapelle dite de Saint-Pierre, que l'auteur croit avoir été, dans son état primitif, l'arrière-chœur de la cathédrale. Tous ces détails se réduisent à peu de chose de certain; de nouvelles recherches sont nécessaires, et c'est une tâche à remplir pour la Société des antiquaires de Bretagne.

XIV. — Alet, garnison romaine au commencement du ^{ve} siècle, devint, dans le siècle suivant, selon l'opinion commune, le siège d'un évêché qui porta le nom d'Alet jusqu'au ^{xiii}e siècle, et celui de Saint-Malo jusqu'à la révolution de 1789. Le père Le Large, auteur d'une Histoire manuscrite des Evêques de Saint-Malo, conservée à la bibliothèque de Sainte-Geneviève, fait remonter l'érection de ce siège jusqu'au commencement du ^{ve} siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où, suivant la Notice de l'empire, Alet était occupé par les troupes romaines, et donne plusieurs prédécesseurs à saint Malo, que les Bénédictins ont considéré comme premier évêque d'Alet. Mais je crois qu'il aurait beaucoup mieux valu avouer tout simplement que l'époque de l'érection de l'évêché d'Alet était complètement inconnue.

XI. — La fixation de cette époque souffre d'autant plus de difficulté, même en commençant la série de ses prélats à saint Malo, qu'on est fort loin d'être d'accord sur le temps de la naissance, de l'épiscopat et de la mort de ce saint évêque. Bili, diacre, suivant Usserius, évêque d'Alet, suivant Du Paz et Sainte-Marthe, et vivant au ^{ix}e siècle, paraît être le premier qui ait recueilli ses actes. On croit que l'extrait du légendaire manuscrit de Marmoustier, donné par D. Morice, au t. I^{er} des *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, sous le titre d'*Actes de saint*

Malo, est un fragment de cette vie écrite par Bili. Dom Mabillon, *Acta SS. Bened.*, t. 1^{er}, a publié une autre Vie de saint Malo, écrite par un anonyme, et un fragment de celle qui se trouve dans la bibliothèque de Fleury, de Jean du Bois. Sigebert de Gemblours, au xii^e siècle, parle du même saint dans sa chronique, et en a écrit la vie, qui se trouve dans Surius. Mais toutes ces légendes ne présentent rien de véritablement historique, ni pour les dates, ni pour les faits qui y sont rapportés; les unes mettent la mort de saint Malo à l'an 565, les autres à 627 et à 630. On n'est pas plus d'accord sur la date de son épiscopat, ni sur la manière dont a été faite cette promotion. On affirme que ce fut l'ermite Aron qui engagea saint Malo à travailler à la conversion des habitants de la ville d'Alet, qui étaient encore païens, et que le saint, après avoir mis à fin cette bonne œuvre, fut choisi pour évêque par acclamation de tout ce peuple nouvellement converti. Les autres nomment, au lieu de l'ermite Aron, un vénérable prêtre nommé Festivus, qui habitait dans l'île Cesembre, que le légendaire de Marmoustier écrit *Septembre*, *in insula quæ vocatur September*. Selon le même document, saint Malo alla de l'île de Cesembre à la cité d'Alet, sur la rive du fleuve de Rance, qui depuis longtemps « avait été abandonnée par ses habitants : » *Deinde ad civitatem quæ vocatur Aleta, super ripam fluminis Rincti, devotus perrexit, quæ longo jam tempore ab habitatoribus erat derelicta*. Il serait difficile de faire concorder toutes ces légendes, et plus encore d'en tirer quelque chose de certain. Comment admettre, par exemple, que, vers la moitié du vi^e siècle suivant les uns, ou vers sa fin suivant les autres, la ville d'Alet n'était peuplée que de païens, lorsque depuis deux cents ans au moins la foi chrétienne était prêchée dans le ressort de la métropole de Tours, lorsque les évêchés de Rennes et de Nantes remontaient déjà à plus d'un siècle, lorsque enfin Grégoire de Tours écrivait son *Histoire ecclésiastique des Francs*? De pareilles assertions n'ont pu sortir que de la plume d'ignorants légendaires, qui, indépendamment des miraculeuses absurdités qu'ils entassaient dans leurs récits, y déduisaient, sans critique, tous les faits qui leur semblaient propres à motiver un événement principal. Ainsi, pour faire ressortir la sainteté de l'évêque Malo, il leur a fallu tout un peuple à convertir, et, pour l'érection du siège, on n'a rien trouvé de mieux qu'une acclamation po-

pulaire. Le légendaire de Marmoustier dit, à la vérité, que ce fut Judel, prince de la ville, qui, du consentement des prêtres et des habitants, éleva saint Malo à l'honneur de l'épiscopat; mais on ignore parfaitement quel était ce Judel; et quand nos commentateurs de l'histoire de Bretagne, et, entre autres, l'indébrouillable abbé Gallet, sont venus nous dire que Judel était un certain Judual, prétendu fils de Jona, prince de Domnonée, et affublé par Gallet, suivi à la lettre par M. le comte Daru, des noms d'Alain 1^{er}, Judual, Indual, Quindual, Duvalchus, Guindovalchus, Vidimacle, Indimacle, Helenus, Caratinalain, Daniel Hunna..... onze en tout (ce qui est fort raisonnable, mais assez difficile à comprendre. — *Voy. Histoire de Bretagne* de Daru, t. I, p. 161); nous n'en avons pas été plus avancés, car toute cette belle érudition est extraite ou déduite des légendes, toutes plus incroyables, toutes plus contradictoires les unes que les autres.

XVI. — La légende de saint Malo est elle-même fort loin d'être à l'abri de la critique, et l'une des principales objections qu'on peut lui faire, non-seulement dans ses détails, mais encore dans son ensemble, c'est le silence gardé par Grégoire de Tours sur l'érection de l'évêché d'Alet, et sur son premier évêque. Comment expliquer ce silence de la part du métropolitain de la province de Bretagne? Comment n'a-t-il rien dit de ce saint, devenu l'un de ses suffragants, de cet évêché à l'érection duquel il devait naturellement donner son approbation?

XVII. — Quoi qu'il en soit, un évêché a été incontestablement établi à Alet, sans qu'on en connaisse l'époque, et on est resté sans détails sérieux sur les vingt-cinq successeurs de saint Malo, dont les Bénédictins ont donné le catalogue. Il faut arriver à Hælocar, abbé de Saint-Méen et évêque d'Alet, pour acquérir une sorte de certitude, puisque ce prélat obtint un diplôme de Charlemagne, qui fut confirmé l'an 817 par Louis-le-Débonnaire, à la requête du même prélat. Nous reviendrons sur cette chartre importante.

XVIII. — L'incertitude sur le temps où fut fondé l'évêché d'Alet n'est pas la seule difficulté à résoudre dans la question. On n'est pas plus d'accord sur l'ancienne peuplade armorique du territoire de laquelle dépendait cet évêché; et ceci nous amène à discuter un document qui nous nomme les cités de la troisième Lyonnaise, sous la métropole de Tours, la Notice des

provinces. « La Notice des provinces et des villes de la Gaule, dit « M. de Caumont, *Cours d'antiq.* II, 84, paraît avoir été faite « sous le règne d'Honorius, lorsque le pape Zozime gouvernait « l'Église romaine : elle nous apprend quelles étaient alors, « dans chaque province, la métropole et les villes capitales... « Les métropoles de chaque province sont devenues des arche- « vèchés, et les villes capitales ont formé des évêchés suffra- « gants. C'est ainsi que la hiérarchie ecclésiastique s'est greffée « sur celle de l'administration romaine. Il est à remarquer que « le rang des évêchés entre eux était encore, au XVIII^e siècle, « celui qu'on voit dans la Notice des Gaules. »

XIX. — J'extrais de la Notice le tableau des cités de la 3^e Lyonnaise, dans lequel nous retrouvons nos cités bretonnes au commencement du V^e siècle.

Provincia Lugdunensis tertia. N^o IX: — metropolis, Civitas Turonorum, — Civitas Cenomannorum, — Civitas Redonum, — Civitas Andicavorum, — Civitas Namnetum, — Civitas Coriosopitum, — Civitas Venetum, — Civitas Ossismorum, — Civitas Diablintum.

Je donne cette liste d'après le P. Sirmond, *Concil.* t. I. De ces neuf cités, devenues le siège de neuf évêchés, six ne présentent au géographe aucune difficulté, et tout le monde s'accorde à reconnaître, dans

Metropolis Civitas Turonorum, — Tours;
Civitas Cenomannorum, — Le Mans;
Civitas Redonum, — Rennes;
Civitas Andicavorum, — Angers;
Civitas Namnetum — Nantes;
Civitas Venetum — Vannès.

Mais il n'en est pas ainsi de *civitas Coriosopitum*, de *civitas Ossismorum*, et de *civitas Diablintum*; les opinions ont été et sont encore très-partagées sur le véritable emplacement de ces cités. Je vais en émettre une qui pourra, au premier coup-d'œil, paraître étrange, en ce qu'elle tend à renverser des idées reçues depuis longtemps, mais à laquelle j'ai été amené par un examen attentif de la question. Un pareil examen, dégagé de toute prévention, pourra lui être favorable.

XX. — Commençons par la *civitas Diablintum*. D'Argentré, chap. 18 du livre 1^{er}, en parlant de l'évêché de Saint-Malo, a placé le premier, je crois, les Diablintes dans la Bretagne. Après

avoir dit que « César Strabo, ny Ptolémée, ny les anciens ne
 « font mention d'*Alethum*, fors le livre intitulé *Notitia Imperii*, »
 il ajoute que « ce lieu faisoit partie du terroir des peuples ap-
 « pellés *Diablintres*, *Diablintos* ou *Diabolitas*..... qui comprenoit
 « tous les pays de Saint-Malo et de Dol, qui estoit anciennement
 « du diocèse de Saint-Malo, jusqu'à la venne de Saint-Samson ;
 « et, de vray, il y a encore quelques terres, près de Dol, qu'ils
 « appellent les *Diablères*, et des familles qu'ils appellent les
 « *Diabls*. En cette contrée, *Notitia imp.* met *præfectum militum*
 « *martensium aletho* ; entre ces *Diablintres*, met Ptolomée, la ville
 « de *Neodunum*, qui est maintenant *Chasteau-Neuf*..... et montre
 « César, évidemment, à la fin du 2^e livre, que ces *Diablintres*
 « estoient situez en ce voisiné *inter armoricas*, sur la mer. »

XXI. — L'opinion de d'Argentré est toute fondée sur cette dernière considération : c'est, en effet, par la raison que César a nommé les Diablintes parmi les *cités armoriques*, que notre vieil historien les place en Bretagne, qui pour lui était la seule et unique Armorique ; et il avait même trouvé, comme on le voit, sur le territoire breton, l'emplacement du *Neodunum* de Ptolémée, qu'il pose, sans la moindre hésitation, à *Châteauneuf*. Depuis d'Argentré, on a reconnu que la dénomination d'*Armorique* s'appliquait non-seulement à une grande partie des côtes de la Gaule, mais encore à diverses peuplades qui ne touchaient pas immédiatement à l'Océan. Aussi le géographe Sanson place les Diablintes dans le Perche, et leur *Neodunum* à Nogent-le-Rotrou. Hadrien de Valois critique vivement cette opinion de Sanson, et veut que les Diablintes aient habité dans la Bretagne armorique, *in Britannia armorica*, sans s'appuyer sur de meilleures raisons que son adversaire. — D. Lobineau, p. 2, du texte de son *Histoire de Bretagne*, adopte le système de Valois, en disant : « La ressemblance des noms de Dol et de Diaulites, et la situation que Ptolémée donne aux Aulereiens
 « *Diaulites* au septentrion de ceux de Vannes, nous portent à
 « croire que ces peuples occupaient le pays de Dol et des environs. Leur ville principale s'appeloit *Noiodun*, qui pouvoit
 « n'estre pas loin du lieu où l'on a basti depuis *Chasteauneuf de la Nouée*, si ce n'estoit *Alet* mesme, qui semble avoir donné le nom
 « aux *Diaulites*. *Alet* est tout auprès de Saint-Malo, et le siège
 « épiscopal y estoit avant que Saint-Malo fust basti. »

XXII. — On voit que jusqu'ici les motifs pour placer les Diablintes dans la Bretagne armorique sont d'une extrême faiblesse, et qu'il est très-permis de regarder comme peu concluants ceux que d'Argentré tire des terres nommées *Diablères*, des familles le *Diable*, qui se trouvaient dans le pays, et même de cet *episcopus dialethensis*, qu'il produit sans indiquer le document d'où il l'a tiré, et qu'il pose comme alternatif d'*episcopus alethensis*, pour établir les Diablintes ou Diaulites dans les environs de Dol ou d'Alet. Les conjectures d'Hadrien de Valois et de D. Lobineau, dénuées de toute autorité, n'ont pas plus de poids.

XXIII. — Ce ne fut point sur de pareilles preuves que l'abbé Lebeuf les plaça dans le Maine. Des chartes nombreuses dans lesquelles se sont retrouvées les appellations les plus précises de *condita Diablentica*, de *parochia Diablentica*, de *Diablentes*, d'*oppidum Diablentis*, d'*ecclesia Diablentica*, de *Diablentas vicus*, de *vicaria Diablentica*, le tout situé dans le Maine, *in pago cenomano*, et parfaitement appliqué à diverses localités des anciens doyennés d'Evron, de Javron, du Passais-Manceau, de Mayenne, d'Ernée, donnent l'incontestable preuve que c'est là qu'il faut chercher l'habitation des anciens Diablintes. Il n'en est pas tout à fait ainsi de leur capitale *Neodunum*, qu'on place dans le bourg de Jublains, canton de Bais, à deux ou trois lieues S.-E. de Mayenne. Cependant des débris romains en grande quantité, et un fort romain à murailles à petit appareil et cordons de brique, s'ils n'annoncent pas précisément l'ancienne capitale de ce peuple, prouvent au moins un établissement romain plus ou moins considérable ; je me sers de cette phrase dubitative, car la véritable superficie couverte de débris antiques, à Jublains, ne nous a pas encore été donnée, et ce ne serait que par ce renseignement que nous pourrions juger de l'importance de cet établissement, et si cette importance convient à une capitale.

XXIV. — L'abbé Lebeuf déclare s'en tenir à l'opinion de ceux qui placent les Diablintes dans le Maine, opinion qu'il a démontrée vraie mieux qu'aucun ; et il écarte, dès le commencement de sa dissertation, le sentiment de ceux qui ont cru les rencontrer dans la Bretagne armorique, dans le Perche et jusque dans le Brabant.

XXV. — Quoi qu'il en soit, quelques écrivains postérieurs, tout en adoptant la position des Diablintes dans le Maine, et même Ju-

blains pour leur capitale *Neodunum*, ont prétendu qu'ils occupaient tout l'évêché de Dol, et s'avançaient même jusqu'à la rivière de Rance, dans toute la partie de l'évêché de Saint-Malo située sur la rive droite de cette rivière, c'est-à-dire le *Clos-Poulet* ou banlieue de l'ancienne ville d'Alet. L'abbé Deric, dans son *Introd. à l'Hist. Eccl. de Bretagne*, t. I, p. 24, 1^{re} édit., 1777, après avoir admis tout le système de l'abbé Lebeuf, ajoute : « Les Diablintes touchaient les *Abrincatui*, l'Avranchin. De là ils revenaient jusqu'à *Fins* des Redones. Ils tenaient dans ce canton, ce qui fait, à proprement parler, l'arrondissement de Dol, et ils confinaient aux *Curiosolites*. Le *Pagus Aletensis*, que l'on nomme à présent *Clos-Poulet* et autrefois *Plou-Alet*, terminait le ressort des Diablintes. » M. Etoc Demazy, dans une savante dissertation sur les Diablintes, insérée au *Bulletin de la Société du Mans*, 1843, p. 266, et accompagnée d'une carte, étend aussi leur territoire sur tout l'évêché de Dol, mais ne dépasse pas la rivière du Bied-Jean, comme l'abbé Deric, pour enclaver le pays d'Alet.

XXVI. — Malheureusement tout cela n'est que conjectures, qui ne sont appuyées sur rien, et si l'on jette les yeux sur la carte des anciens évêchés de la province, on voit que celui de Rennes, confinant au Nord à l'Avranchin, comme les Redones l'ont fait, dans un temps plus reculé, aux *Abrincatui*, il n'est plus possible que les Diablintes du Maine aient pu trouver le moindre passage pour pénétrer en Bretagne. Devant cette impossibilité viennent tomber tous les efforts de ceux qui ont essayé de placer soit à Alet, soit à Dol, la *Civitas Diablintum*, d'en faire un évêché breton, et de placer sur notre territoire les noms d'*Aliud*, d'*Adala* et de *Carifes*, ajoutés pour variantes dans quelques manuscrits de la Notice.

XXVII. — Nous pouvons donc croire que l'évêché de Dol et celui d'Alet, dont nous nous occupons spécialement, n'ont rien de commun avec la *Civitas Diablintum* qu'on doit chercher dans le Maine et non ailleurs, ainsi que le dit formellement le catalogue des évêques de Dol. (D. Mor., *Hist.* 2. LIII.)

XXVIII. — Ceci admis, voyons comment et de quels territoires avait été formé l'évêché d'Alet

XXIX. — Bien qu'on ignore l'époque précise de sa fondation, on le croit fort antérieur à celui de Dol, dont les commence-

ments sont tellement obscurs, et l'histoire de saint Samson et de ses successeurs si chargée de fables, que plusieurs critiques n'ont admis son érection qu'au ix^e siècle, par Nominoé, antérieurement à laquelle époque le territoire de Dol aurait dépendu, dans l'origine, de l'évêché d'Alet. La carte des évêchés favoriserait cette conjecture; car l'évêché de Dol, borné dans toute sa partie méridionale et occidentale par celui de Saint-Malo, paraît évidemment un coin ou cornière détachée d'un tout, dont l'ensemble d'une grande étendue était marqué par des lignes formées de longues courbes, et présentant conséquemment, sinon une rectitude rigoureuse, au moins des limites facilement appréciables à l'œil.

XXX. — Dans cette hypothèse, l'évêché originaire d'Alet aurait touché à l'Est, pendant à peu près deux lieues, le pays d'Avranches; puis, descendant vers le Midi jusqu'à la Vilaine, il eût laissé encore à l'Est l'évêché de Rennes, dont il suivait la limite pendant vingt lieues. Ce point, sur la Vilaine, situé tout près et au Nord du château de Port de Roche, était la jonction de quatre évêchés : Saint-Malo, Vannes, Nantes et Rennes. De ce point, la limite méridionale, dans un parcours d'une douzaine de lieues, allait passer au Nord et presque à la porte de la petite ville de Malestroit; puis, suivant la rivière d'Oust, renfermait dans le territoire de Saint-Malo la ville de Josselin, à partir de laquelle la ligne séparative de l'évêché de Saint-Brieuc se relève au Nord et forme la limite occidentale de Saint-Malo, dans une longueur d'environ vingt lieues : c'est là le débordement du moderne évêché de Saint-Malo. Mais comme nous nous occupons ici de l'ancien évêché d'Alet, nous ne devons pas taire que la limite occidentale de l'évêché de Saint-Brieuc, avant 1789, dirigée au Nord-Ouest, presque en droite ligne depuis Malestroit jusqu'à l'embouchure du Trieuc, dans la Manche, passant près et à l'Ouest de Loudéac, d'Uzel, de Quintin, de Châtel-Audren et de Paimpol, ne nous paraisse applicable à l'ancien évêché d'Alet, avant de devenir celle de l'évêché de Saint-Brieuc, quand Nominoé le fonda, au ix^e siècle. On conviendra, je pense, qu'il est tout aussi raisonnable de supposer que le territoire de ce nouvel évêché a fait partie de l'évêché d'Alet, ainsi que celui de Dol; et si on remarque que la limite que nous venons de signaler;

sépare, jusqu'à Châtel-Audren et quelque peu au-delà, le pays breton du pays gallo, on pourra ne pas rejeter sans examen cette conjecture; car il faut bien admettre que ce territoire, entouré de la *Civitas Ossismorum*, de la *Civitas Venetum*, devenues des évêchés, et confinant pendant seize lieues à l'évêché de Saint-Malo, n'a pu rester, pendant quatre siècles, étranger à la hiérarchie ecclésiastique constituée en Bretagne, et a dû dépendre de l'un de ces évêchés.

XXXI. — Une autre raison favorable à ce sentiment surgira peut-être de la discussion, dans laquelle je vais entrer, d'un point géographique qui ne me paraît pas avoir été jusqu'à présent non-seulement approfondi, mais même abordé. Je réduis la question à ce peu de mots : Quel était le territoire des *Curiosolites* ? Quelles étaient ses limites ?

XXXII. — Ce nom, trouvé dans les Commentaires de César comme appartenant à l'une des cités armoriques, a été, quant à son implantation sur le sol breton, l'objet des opinions les plus étranges. Lorsqu'on s'occupa, dans la première moitié du xvi^e siècle, des premières recherches sur la géographie ancienne, on chercha un nom ayant une analogie quelconque avec *Curiosolites*, et on découvrit dans la petite Notice des provinces, parmi les cités de la métropole de Tours, *Civitas Corisopitum*. C'était fort bien, jusque-là. Mais, où placer ces *Corisopites* ? On trouva *Cornouaille*, qui avait quelque identité, au moins dans la première syllabe, *Cornubia*, en latin, et quand on rencontra dans une charte du cartulaire de l'église de Quimper, que les Bénédictins placent vers l'an 1038, *Orscandus corisopitensis præsul*, on ne douta pas un instant que les *Curiosolites* fussent les *Corisopites*, et que la *Civitas Corisopitum* fût la Cornouaille, *Cornubia*, et qu'elle eût été transformée en l'évêché de Quimper. On alla même jusqu'à nommer cette ville *Corisopitum*, et quelques savants trouvèrent l'interprétation toute naturelle de ce mot en en faisant *Ker-is-Oppidum*, l'*oppidum* de la ville d'*Is* !

XXXIII. — Raymond Marliani, dans sa description des peuples et des lieux nommés dans les *Commentaires de César*, jointe à plusieurs des anciennes éditions, a été le premier, je crois, à placer les *Curiosolites* dans la Cornouaille bretonne. « *Hos*, dit-il, *Corisopitenses esse plerisque placet. Quæ civitas est episcopalis...*

« *Cornouaille, Gallis.* » On trouve de plus, dans l'Index des noms traduits en Français : « *Curiosolitæ pop.* : le pays de *Cornouaille* « en Bretagne. »

XXXIV. — D'Argentré s'explique avec plus d'assurance : « La « ville, dit-il, s'appelle *Quimper*, le terroir se nomme *Cornouaille*, « qui est autre évesché, le siège de laquelle s'appeloit, du temps « d'Antonin, *Corisopitum*, le pays *Curiosolitæ* de César, et de Pline « *Cariosuelites*, car Ptolomée ni Strabon n'en font aucune men- « tion. Depuis, le pays a esté appelé *Cornubia*, et en aucuns vieux « livres et pancartes, *Cornugallia.* »

XXXV. — Le président Fauchet explique *Curiosolites* par *Cornouailles*. (Liv. I, chap. xvi de ses *Antiq. gaul.*)

XXXVI. — Il en est ainsi d'Ortelius.

XXXVII. — Cluvier les place dans la Basse-Bretagne : *Curiosolitæ, Britannia inferior.*

XXXVIII. — Sanson, dans ses cartes, place les *Curiosolites* à Quimper et dit, dans ses remarques sur la carte de l'ancienne Gaule, « que le diocèse de Quimper-Corentin, que nous appelons « *Cornouaille*', répond à l'ancien peuple *Curiosolites* ou *Curio-* « *soliti.* »

XXXIX. — Il a été suivi en cela par Guillaume Delisle dans la carte du *Theatrum historicum*, 1705.

XL. — Le géographe allemand Cellarius (*Geog. antiq.*, lib. II, p. 127) place les *Curiosolites* de César dans la partie Sud-Ouest de la péninsule armorique, et ajoute qu'à une époque postérieure, et par le changement d'une lettre, on les appela *Coriosopites* : *posteriori ævo liquida mutata Coriosopites dixerunt*; dénomination qui se retrouve dans la *Civitas Curiosopitum* de la Notice des provinces, et doit s'appliquer à Quimper.

XLI. — On voit, par ce qu'on vient de rapporter, que les géographes, même les plus savants, tels que Sanson, Delisle et Cellarius, s'en tenaient à ce qui avait été dit avant eux, et cela durait depuis presque deux cents ans.

XLII. — Cependant, vers l'époque où Delisle publiait son *Théâtre historique*, il était fait des recherches sérieuses sur les *Curiosolites*; leur capitale était trouvée au bourg de *Corseul*, entre Dinan et Alet, dans l'évêché de Saint-Malo. Cette découverte fit du bruit parmi les savants; le mémoire où elle était consignée reçut les honneurs de l'insertion parmi ceux de l'Académie des

Inscriptions, et y parut tout entier; et l'on n'y oublia que le nom de son modeste auteur, qui n'est encore aujourd'hui connu que sous celui de l'*ingénieur de Saint-Malo*. Ce travail est tellement bien fait, qu'on n'a rien eu de mieux jusqu'à ce jour sur Corseul.

XLIII. — Malgré les honneurs qu'il avait reçus de la première compagnie savante du royaume, il ne changea rien à la destinée des *Curiosolites*, qui continuèrent d'être placés à *Quimper* comme devant. Et qu'on ne croie point que ce fut par du frétin de la science archéologique, de pauvres diables d'antiquaires de province : c'était d'abord le très-savant jésuite Hardouin, qui, dans ses notes sur Plin, expliquant le nom de *Cariosuelites*, donné par cet auteur, dit que César les nomme *Curiosolites*, et que leur ville était *Corisopitum*, *Kimper*. Il est vrai que l'amour du pays a pu faire adopter cette opinion au P. Hardouin, qui rappelle, à cette occasion, que *Quimper* était sa patrie.

XLIV. — Un autre savant du premier ordre, le bénédictin dom Bouquet, l'illustre collecteur des historiens de France, suit l'opinion du jésuite breton et dans ses cartes et dans ses remarques géographiques.

XLV. — L'un de nos géographes les plus distingués, en reproduisant, en 1742, avec des corrections et des additions, les *Tables méthodiques des divisions de la Gaule*, de son aïeul Nic. Sanson, Robert de Vaugondy, a laissé à *Quimper* les *Curiosolites*, sans faire le moindre état de la découverte accueillie dans les mémoires de l'Académie des Inscriptions.

XLVI. — Enfin, en 1778, Ogée, dans l'introduction et dans les articles *Corseul* et *Quimper* de son *Dictionnaire géographique de Bretagne*, s'obstine à conserver les *Curiosolites* dans la *Cornouaille* bretonne, et essaie de combattre l'opinion de ceux qui reconnaissent la capitale de ce peuple dans le vaste établissement romain, qui a incontestablement existé à *Corseul*, et son territoire, dans une partie des évêchés de Saint-Malo et de Saint-Brieuc.

XLVII. — Voilà, certes, une somme d'autorités qui pourrait épouvanter un contradicteur, si, en remontant aux sources premières de cette opinion, on n'acquiesçait la certitude que ceux qui l'ont émise d'abord ont posé en fait ce qui était en question, et que ceux qui les ont suivis n'ont fait autre chose que se copier les uns les autres, sans examen et sans critique.

XLVIII. — Le savant géographe Danville et un contemporain d'Ogée, l'abbé Deric, se sont trouvés seuls à adopter le placement des *Curiosolites* à Corseul, tout en maintenant les *Corisopites* à Quimper, parce qu'il fallait bien placer quelque part la *Civitas Corisopitum* de la Notice des provinces.

XLIX. — Ceci nous ramène à rechercher l'origine de ce nom de *Corisopites*; et l'examen du texte de la Notice et de ses variantes, en ce qui concerne les cités de la métropole de Tours, nous a paru essentiel et primordial dans la question. Ce texte, adopté par deux très-savants hommes, le P. Sirmond et M. Guérard, de l'Académie des Inscriptions, donne parmi les cités de la troisième Lyonnaise, *Civitas Corisopitum*; mais il en existe des variantes qui sont du plus grand intérêt. Vingt-cinq manuscrits de la bibliothèque du roi, scrutés avec soin par M. Guérard, fournissent les variantes suivantes qu'il a consignées dans son *Essai sur les divis. territor. de la Gaule*, p. 15 :

Corisopitum, — *Consulitum*, — *Chorisoporum*, — *Conisolitum*, — *Corisopotum*, — *Corosopitum*, — *Consolium*, — *Coriosolium* vel *Corisopicensium*.

Deux autres manuscrits de la même bibliothèque, fonds du roi Colb. 1452, — IX^e siècle, — portent :

Corisiosoptum.

Deux très-anciens manuscrits de la bibliothèque de De Thou, cités par D. Bouquet, donnent :

Corisolitum, — *Corisuletum*.

Enfin nous plaçons sur cette liste le texte adopté par Sirmond :

Coriosopitum.

L. — Il est vrai qu'on ne retrouve point ici le nom des Curiosolites exactement écrit comme dans les Commentaires de César; mais on conviendra qu'un certain nombre de ces variantes s'en rapproche d'une manière assez sensible :

Consulitum, — *Conisolitum*, — *Consolium*, — *Corisuletum*, — *Corisolitum*, — *Coriosolium*.

Les trois premières de ces six leçons conservent la finale caractéristique *Solium*. Les trois dernières sont presque identiques, et même semblent reproduire littéralement le nom moderne et actuel de Corseult ou Corseul.

Quelques autres ont gardé les premières syllabes :

Corioso-pitum, — *Coroso-pitum*, — *Corisio-soptum*, — *Choriso-porum*.

LI. — Toutes ces variantes me semblent démontrer qu'il s'est opéré dans les manuscrits de la Notiee des provinces une inexplicable corruption dans le nom des Curiosolites, qui, étant incontestablement l'un des cinq peuples principaux de la péninsule armorique, devaient figurer dans la Notiee, au commencement du ^{ve} siècle, parmi les cités de la métropole de Tours, comme les Osismiens, les Venètes, les Redones et les Nannètes. Ce peuple n'a, pas plus que les quatre autres, disparu pendant l'occupation romaine ; comme eux il aura prospéré sous cette administration ; il aura vu son chef-lieu gaulois se transformer en ville romaine : les ruines qui couvrent, à Corseul, une si grande superficie, l'attestent de la manière la plus évidente par leur caractère exclusivement romain ; et cette ville, cette capitale n'aura été ruinée, comme les autres encore, qu'au déclin de la puissance conquérante, c'est-à-dire dans la seconde moitié du ^{ve} siècle. Comment alors, à la fin du ^{ive}, les Curiosolites n'auraient-ils pas été comptés parmi les cités romaines énumérées dans la Notiee ; comment seraient-ils les *seuls* à ne pas se retrouver parmi les neuf cités de la troisième Lyonnaise ? Ce sont donc eux, et ce ne peut être qu'eux, qui, sous le nom faussé de *Corisopitum*, *Coriosopitum*, mais aussi sous les variantes presque identiques de *Coriosolitum*, *Corisolitum*, figurent sur la liste de ces cités donnée par la Notiee.

LII. — Comment et pourquoi la leçon *Coriosopitum*, *Corisopitum* a-t-elle prévalu ? comment a-t-elle été appliquée à Quimper ? C'est à quoi il n'est pas facile de répondre.

LIII. — En réfléchissant à cette singulière fortune du nom de *Corisopitum* décerné à Quimper, j'ai dû penser qu'au moyen âge le nom des *Curiosolites* était complètement oublié, et que la tradition du territoire qu'ils occupaient sous les Romains était entièrement perdue. En effet, dans l'espace de plus de six cents ans qui s'écoula du ^{ve} au ^{xie} siècle, un seul document historique a rappelé les Curiosolites. Eghinard (*Ann. de Gest. Car. Magni*), sous l'année 786, rapporte qu'après l'invasion des Saxons dans l'île de Bretagne, un grand nombre de ses habitants passant la mer, occupa, aux derniers confins de la Gaule, les régions des Venètes et des Curiosolites. « *Cum ab Anglis et Saxonibus*

« *Britania insula fuisset invasa, magna pars incolarum ejus, mare*
 « *trajiciens, in ultimis Galliæ finibus Venotorum et Coriosolitarum*
 « *regiones occupavit.* » Cette mention, trop vague pour nous servir comme renseignement géographique, ne peut s'appliquer, croyons-nous, qu'au territoire de Corseul, au vrai territoire des anciens Curiosolites ; car ici on ne peut méconnaître une parfaite identité.

LIV. — Mais après ce dernier reflet historique, nous ne trouvons qu'un complet silence : et dans les premières années du XI^e siècle, dans une charte sans date mise par les Bénédictins sous l'année 1038, nous avons vu précédemment Orseand qualifié de *præsul Corisopitensis* ; et ce prélat occupa bien véritablement le siège de Quimper depuis 1022 à 1064. On peut donc faire remonter au X^e ou au XI^e siècle cette application du *Corisopitum* à cet évêché. Les chroniques de Saint-Brieuc, de Nantes et de la Val-Dieu parlent bien de *Felix episcopus Corisopitensis*, révoqué par Nominoë ; mais ces chroniques ne sont pas antérieures au XI^e siècle ; et l'on trouve d'ailleurs, en 851, Anaweten nommé *Episcopus Cornogallensis* ; en 970, Budic qualifié de *Comes* et *Episcopus partium Cornubensium* ; et enfin le même Orseand, que nous venons de nommer, désigné comme *Episcopus Cornu-Galliæ*.

Ce serait à ce dernier évêque, simultanément nommé *Episcopus Cornu-Galliæ* et *Corisopitensis*, qu'aurait commencé cette inexplicable confusion qui s'est prolongée jusqu'à nos jours.

LV. — Il est vrai qu'en prenant l'évêché de Quimper ou de Cornouaille pour la *Civitas Corisopitum*, on avait parfaitement la pensée d'y placer les anciens Curiosolites. Si cette vérité ne ressort pas explicitement des vieilles chartes et du récit des chroniqueurs, elle devient évidente dès les premiers travaux géographiques, et cette opinion n'est peut-être pas encore abandonnée. Nous l'avons vue énoncée par Marliani, d'Argentré, Fauchet, Ortelius, Cluvier, Sanson, Guillaume de l'Isle, Cellarius. Nous avons dit que cette incertitude était pardonnable avant la découverte très-importante de Corseul et de ses ruines romaines, en 1809 ; mais nous avons témoigné notre étonnement de ce que le P. Haroüin, D. Bouquet, Robert de Vaugondy et Ogée persistassent dans une erreur qui nous paraît manifeste, car la découverte de Corseul nous semble, et l'Académie des inscriptions a pensé comme nous, trancher irrévocablement la question.

LVI. — Une autre opinion, qui ne nous a pas moins surpris, est celle de Danville, partagée par l'abbé Deric. Tout en reconnaissant dans Corseul et son territoire la capitale et le territoire des *Curiosolites*, ces savants n'en maintiennent pas moins les *Corisopiti* à Quimper. Or, nous venons de voir que tous leurs devanciers en géographie, et quelques-uns même de leurs contemporains, ont évidemment confondu les *Corisopiti* et les *Curiosolites*. La conséquence naturelle serait que, si les *Corisopiti*, qui sont les mêmes que les *Curiosolites*, sont reportés à Corseul, ils ne doivent plus rester à Quimper. Danville dit bien qu'on a confondu mal à propos les *Corisopiti* avec les *Curiosolites*, mais il n'en prouve aucunement la différence, et n'a tiré aucun parti des chartes et des chroniques bretonnes. Son article des *Corisopiti*, dans la Notice de la Gaule, est dénué de toute critique.

LVII. — La conséquence du maintien des *Corisopiti* à Quimper est aussi le maintien de l'*Episcopatus Corisopitensis* et de la *Civitas Corisopitum* de la Notice dans la même ville. Or, tout ce que nous venons de dire est formellement opposé à cette prétention, et démontre, tout au contraire, que la *Civitas Corisopitum* ou *Coriosolitum* appartient et doit être conservée à Corseul, de même que l'évêché qui a remplacé cette cité romaine ; évêché successivement transporté à Alet, à une époque inconnue, et au ^{xiii}^e siècle à Saint-Malo.

LVIII. — Il nous reste à donner sur cet évêché quelques explications qui confirmeront, ce nous semble, l'opinion que nous venons d'énoncer.

LIX. — A l'exception des évêchés de Tréguier, de Saint-Brieuc et de Dol, érigés par Nominoé vers le milieu du ^{ix}^e siècle, on ignore complètement la date des six autres évêchés bretons. S'il est vrai, comme le pensent tous les savants qui se sont occupés de cette recherche, que les cités romaines ont été transformées en évêchés, on peut croire que les cités des Redones, des Nannètes, des Curiosolites, des Venètes et des Osismiens, mentionnées par la Notice des provinces, et occupant incontestablement, comme nous l'avons vu, toute la péninsule armorique, ont été les premières à subir cette transformation ; et leur ville capitale a dû devenir siège épiscopal avant tout autre point du territoire. Ainsi, Rennes, capitale des Redones ; Nantes, capitale des Nannètes ; Vannes, capitale des Venètes ; Corseul, capitale

des Curiosolites; Carhaix, capitale des Osismiens, — ont dû recevoir, à la place de leur municipe romain, les premiers évêchés établis dans le pays. Mais, nous le répétons, aucun document ne nous en précise l'époque, et l'évêque métropolitain lui-même, Grégoire de Tours, écrivant au ^{vi}^e siècle son Histoire ecclésiastique, garde à cet égard le plus complet silence. On ne peut guère faire remonter cet établissement au temps qui suivit l'apostolat de saint Gatien, c'est-à-dire à la seconde moitié du ⁱⁱⁱ^e siècle; tout au plus peut-on supposer qu'il fut la conséquence du laborieux épiscopat de saint Martin. Les bénédictins bretons ont parlé d'un Eumerus, Emmerus ou Eumerus, qui assista au premier concile de Valence sur le Rhône, en 374, et qu'ils donnent pour le premier évêque de Nantes dont la date soit certaine. Mais la signature de cet évêque, apposée aux actes du concile, ne marque nullement son siège épiscopal, et ce n'est que par conjecture qu'on l'a placé à Nantes. Les noms des sept évêques de la même ville, à la suite d'Eumerus, dans le ^{vi}^e siècle, ne sont guère plus assurés. Cependant ces noms, quoique problématiques, ceux de quatre évêques de Rennes et de saint Paterne, premier évêque de Vannes, en 465, ne permettent pas de douter que, dans tout le cours du ^{vi}^e siècle, il n'ait été imprimé un grand mouvement à la propagation du christianisme dans la péninsule armorique, et l'on peut affirmer sans crainte que dès lors la cité des Redones, celle des Nannètes et celle des Venètes devinrent les évêchés qui ont subsisté jusqu'à nos jours, à de faibles modifications près.

LX. — Il n'en est pas ainsi des évêchés de Quimper ou Cornouaille et de Saint-Pol-de-Léon. Tous deux étaient situés dans la cité des Osismiens, *Civitas Osismorum*, qui, dans l'origine, a dû, comme toutes les autres, former un seul évêché; mais on ignore complètement comment s'est opérée cette division. La date de l'érection de ces deux évêchés est pareillement inconnue. On a voulu les faire remonter au temps de saint Pol-Aurélien et de saint Corentin, regardés comme leurs premiers évêques; mais on ne peut rien établir de certain sur l'obscur légende de saint Pol, pas plus que sur celle de saint Corentin, qui, « telle qu'on la trouve, dit le P. Lobineau (*Vie des Saints de Bretagne*, p. 50), est si pleine de fautes de chronologie, de contradictions si grossières, qu'il serait impossible de dire dans quel temps il a vécu. »

Nous ne voulons qu'indiquer ici, en passant, de quelle obscurité est couverte l'origine de ces deux évêchés. Nous en parlerons plus amplement ailleurs.

LXI. — Quant à celui d'Alet, nous n'en connaissons pas non plus l'époque; mais tout ce que nous en avons dit précédemment nous paraît prouver assez bien qu'il a remplacé, dans l'origine, la *Civitas Coriosolitim*, et qu'il s'est étendu sur tout le territoire de cette ancienne peuplade gauloise, devenue cité romaine.

LXII. — Nous en avons déjà donné les limites. Nous avons dit qu'indépendamment du ressort du moderne évêché de Saint-Malo qui lui est resté, depuis les changements opérés par Nominé au ix^e siècle, il avait dû comprendre les évêchés de Dol et de Saint-Brieuc, fondés par ce restaurateur de la nationalité bretonne. Nous avons ajouté que ce vaste territoire, qui suivait au Sud-Est le cours du Mœu et de la Vilaine jusqu'à un point de jonction commun aux évêchés de Nantes, de Rennes et de Vannes, avait au Sud l'évêché de Vannes, puis relevait sa limite au Nord-Ouest, en paraissant laisser en dehors le pays breton bretonnant, l'ancienne *Civitas Osismorum*, et renfermer au contraire tout le pays gallo ou français de l'évêché actuel de Saint-Brieuc.

LXIII. — Nous sommes loin de donner ces limites comme étant d'une précision mathématique; c'est tout simplement une conjecture qui peut mettre les observateurs sur une voie nouvelle, et que pourront détruire ou confirmer les recherches postérieures. Personne ne nous paraît jusqu'à présent s'être occupé de la fixation des limites des Curiosolites. Danville, à l'article qu'il leur a consacré dans la Notice de la Gaule, se borne à dire que « leur territoire confinait aux *Redones* vers le Levant, aux *Veneti* « vers le Sud, et que, du côté du Nord, la partie maritime s'étendait jusqu'auprès de Saint-Brieuc, où un lieu qui se nomme « *Finiac* donne la même indication des limites d'un ancien territoire que le nom de *Fines* ou *Fins* en d'autres endroits de la « Gaule. Quelle était la cité limitrophe de ce côté là? C'est ce qu'il « est difficile de déterminer, si on a peine à croire que les *Osis-* « *mi*, en occupant le fond de la Bretagne, étendaient aussi loin « leurs dépendances. »

La seule raison déterminante pour Danville de ne pas porter plus à l'Ouest la limite des Curiosolites, est, comme on le voit, ce

prétendu *Fines* qu'il nomme *Finiaë* pour rapprocher l'analogie, mais qui, en définitive, n'est autre que le bourg d'Iffiniac, à une lieue et demie de Saint-Brieuc, sur la route de Lamballe, et dont le nom signifie tout simplement en breton un lieu planté d'ifs.

Je crois qu'une pareille raison n'est pas assez forte pour repousser la probabilité que toute la partie gallo ou française de l'évêché de Saint-Brieuc a fait partie du territoire des Curiosolites, ainsi que nous avons cru devoir le présumer. Au reste, c'est une fort légère différence, car d'Iffiniac à Chastel-Audren sur le Leff, il n'y a pas plus de six lieues; puis, nous pouvons reproduire ici ce que nous avons déjà dit sur la nécessité d'adjoindre à l'une des cités de la Notice l'évêché moderne de Saint-Brieuc, avant son érection au ix^e siècle, et de la très-grande probabilité que la partie gallo de cet évêché appartenait à l'évêché d'Alet, gallo aussi dans son intégralité, plutôt qu'au pays breton bretonnant, dont la rivière du Leff forme la limite depuis un temps immémorial.

LXIV. — Dans le territoire que j'attribue aux Curiosolites, il existe un grand nombre de points où l'on rencontre plus ou moins de débris romains. Les voies de Carhaix et de Vannes à Corseul le parcourent dans une grande longueur. Plusieurs fragments de voie ont été reconnus dans la partie méridionale, mais leur tracé n'a pas encore été suffisamment étudié. Nous pouvons dire seulement que la voie présumée de Vannes à Rennes formait, pendant 6 à 7 lieues, la limite des évêchés de Vannes et de Saint-Malo; des camps nombreux accompagnaient ces voies, mais aucun de tous ces vestiges d'un établissement romain ne peut être comparé à celui qui fut découvert, dans les premières années du xviii^e siècle, au petit bourg de Corseul, à peu près à égale distance de 2 lieues entre Dinan et Plancoët. Nous avons dit comment il en avait été rendu compte à l'Académie des Inscriptions, en 1709, dans un rapport rédigé par un ingénieur de Saint-Malo, et que, depuis lors, l'importance des ruines signalées et le nom très-analogique de Corseul avaient fait penser à quelques savants que là avait existé la ville capitale des Curiosolites. Ce bourg est situé dans un pays fertile, incessamment coupé par de nombreux affluents de l'Arguenon, à une distance moyenne de trois lieues de la rive gauche de la Rance, de 4 à 5 lieues de

la mer, gisant à son nord, et enfin à 5 lieues Sud-Ouest de Saint-Servan ou l'ancien Alet.

LXV. — Nous n'entrerons point ici dans la description des restes si intéressants d'antiquités qu'on rencontre partout à Corseul, dans le bourg comme dans les champs qui l'environnent. Cette abondance de débris romains ne sera contestée, je le pense, par aucun de ceux qui ont fait ce voyage archéologique, et partant de là, je erois ne point dépasser une raisonnable conjecture en supposant que Corseul, capitale gauloise des Curiosolites, ville romaine pendant la conquête, était, à la fin du IV^e siècle, la *Civitas Coriosolitum* de la Notice des provinces, et a dû devenir le premier siège de l'évêché qui remplaça, comme partout ailleurs, la cité romaine (1).

LXVI. — De dire quand et comment cette ville subit la ruine que nous manifestent ses débris, quand et comment cet évêché originaire s'est trouvé transféré dans Alet, autre établissement romain du territoire des Curiosolites, c'est ce qui nous paraît absolument impossible, dans le dénuement complet où nous sommes de tous renseignements historiques à cet égard.

LXVII. — Nous avons cité plus haut le passage où l'annaliste de Charlemagne, Eginhard, sous l'année 786, fait mention des Curiosolites, mais d'une manière tellement vague, que cette mention nous est à peu près inutile pour la solution de la question chronologique et géographique que nous traitons. Depuis lors, dix siècles se sont écoulés, pendant lesquels un complet silence a été gardé sur cette peuplade armorique, que, neuf autres siècles auparavant, le conquérant des Gaules avait signalée parmi celles qui avaient tenté de défendre la liberté du pays contre l'invasion étrangère. Les ruines de sa ville capitale *découvertes* (c'est l'exacte expression) en 1709, ont offert un objet tout nouveau, tout inconnu au milieu de notre Bretagne, comme à peu près les ruines de Palenque au milieu des solitudes mexicaines, et le nom de la bourgade de Corseul a rap-

(1) L'étude approfondie de la question m'avait amené à ce résultat, et mon mémoire était écrit quand j'ai trouvé dans le grand dictionnaire de Bruzen de la Martinière, à l'article *Curiosolites*, ce qui suit : « Corseul... ville des Curiosolites... était le siège d'un évêché, et le nom en a été diversement défiguré dans les notices ecclésiastiques et autres monuments du moyen âge; on l'y trouve écrit *Curiosulitum*, *Corisopitum*, *Coriosopitum Civitas*. »

pellé, par une sorte de hasard, qu'il avait jadis existé des Curiosolites.

LXVIII. — J'ignore si quelque tradition locale restait dans le souvenir de l'habitant de Corseul sur l'ancienne splendeur de la ville dont sa charrue remue depuis si longtemps les vénérables débris. Mais cette tradition existait écrite, et ce n'est pas sans une agréable surprise que je l'ai retrouvée dans le poème de la *Conquête de l'Armorique par Charlemagne sur un roi Maure, nommé Aquin*. Ce poème écrit au XIII^e siècle, et dont je prépare une édition première comme un hommage à mon pays, porte au 2821^e vers .

Droit à Corseul s'estoit l'ost arroté :
Cité fut riche, ville d'antiquité,
Mais gaste estoit long-temps avoit passé.

Et ceci, qu'on le note bien, n'est point une supposition, un nom tronqué et accommodé au besoin d'un système : trois manuscrits sont parfaitement concordants sur ce nom, et les détails du poème dont l'action se passe, ainsi que nous le verrons bientôt, à Alet même et dans ses environs, ne permettent pas de douter un seul instant qu'il soit ici question du bourg de Corseul.

Or, qu'on veuille bien m'expliquer, s'il se peut, et ce silence de tous les historiens sur cette localité, et cette tradition de *richesse et d'antiquité* pour ce pauvre village, ayant cours évidemment au XIII^e siècle, et jugée digne d'entrer dans une composition littéraire de cette même époque. Pour moi, je déclare franchement y renoncer, et rester dans la surprise que cette rencontre inattendue m'a fait éprouver. J'en tire seulement la conséquence que dans les études auxquelles nous nous livrons sur notre histoire provinciale, il est de la plus haute importance de remonter aux sources, de revoir avec soin les textes. C'est le seul moyen de faire d'utiles découvertes, et de nous dégager de l'inextricable labyrinthe où nous ont égaré les légendaires, les vieux chroniqueurs, et des commentateurs tels que l'abbé Gallet, *e tutti quanti*.

LXIX. — On sent bien que je n'apporte point ici les vers du poème de Charlemagne sur Corseul comme une preuve historique; c'est tout simplement une tradition que je rappelle, tout en faisant

remarquer qu'elle est parfaitement confirmée par les immenses débris retrouvés dans ce lieu même.

LXX. — Ce ne sera pas le seul document traditionnel que nous pourrons tirer de ce singulier poème, à peu près ignoré jusqu'à ce jour (1). S'il nous parle de Corseul, il nous parlera aussi, et beaucoup, de la ville d'Alet, et c'est bien quelque chose, car le moyen âge a gardé à son égard un silence presque aussi complet que sur Corseul. On a vu, dans nos premières pages, que nous sommes restés dans une entière ignorance sur l'époque où Alet devint le siège d'un évêché; quant aux détails sur cette localité, ils nous manquent absolument. Eh bien! l'auteur du poème en fait une seconde Troie; le siège d'Alet est l'action principale; tout s'y rapporte, et ce siège dure sept ans. Aquin, ce roi Maure, dont elle était depuis trente années la forteresse, est forcé de l'abandonner; il s'enfuit vers Carhaix, où Charlemagne l'atteint et le tue.

Voici la description d'Alet :

133 En Quidalet est Aquin le felon,
Et y adoure Fervagan et Mahon.

.

197 Lors chevaulehent les messages de prise,

.

Vers Quidalet la eité seignouris;
Cité est bonne, faite dou temps antis.

200 Ains que Dieu fut en la Vierge naquis,
Qui pour son peuple fut en sainete erouez mis;
La fist roy Dayres, qui moult fut potéis;
N'est mie elause de fust ne de paleys,
Ainçois est elose de fort mur chausséys,
Achevestrés à piliers et à vis,
Et à grant salles sour piliers bien assis.
La mer luy bat environ le réys;
Fors d'une part y vient la mer touz dis,

(1) L'abbé Manet en a donné une analyse dans le t. II de son *Histoire de la Petite-Bretagne*, p. 152 et suiv. A son avis, c'est un « *bouquin..... vraie fourmilière d'absurdités, d'anachronismes et de contradictions.* » Ce qui veut dire que le bon abbé, ancien chef de l'institution de Saint-Malo, s'était renfermé dans le plus pur classique, et que, malgré sa grande érudition, il n'avait aucune idée des trésors de la littérature française aux XII^e et XIII^e siècles.

- 210 C'est devers bise le costé ly oreïs :
 Là est la porte et le pont torneïs ,
 Par où l'on entre et vait l'en ou pays ,
 Le portal fut à vouste bien assis ,
 Et la grand porte de couepore geteys ,
 Le pont de fer et trestout le postis ,
 Jouxte le port, vers la terre de medis .
 Illec avoit un fort donjon porsis ,
 Sur une roche, en un petit porprins ,
 A quatre estages bien fort et bien assis ,
- 220 Cinq pieds de lé on li bon mur
 Et de haulteur, en ont einquante et seys ,
 Et est fermée par si fait à devis
 Que je ne voys comment puisse estre prins ,
 Si Dieu n'en pense, le roy de paradis ;
 Car pardessus est le donjon voustis ,
 Les quarreaux sont en bon eiment assis ,
 Tout de fin marbre plus blane que flor de lis .
 Iceul donjon est moult riche et de prix .
 Plus fort ne vit oncq' nul hom qui soit vifs .

 La *tour Aquin* l'appellent sarrazins .
 Là est la chartre où les prinsons sont mis ,

 O bons servanz armez de fer vestis ,
- 240 Qui le port gardent et par net et par dis .
 Les nefz, les barges et les dromons assis ,
 Qui illec viennent de moult lointain pays ,
 Et y apportent le poyvre et le cumin ,
 Les draps de soye, mustablez et samis ,
 Cendeux et porpres et draps de riche prix .
 Autres richesses dont ne soy le devis .

 Emmy la ville est un palais antis
 Dont les eoulombes furent de marbre bis ,
- 250 A or d'arable bien fait et bien polis .

LXXI. — Je pourrais citer beaucoup d'autres passages rappelant des localités voisines d'Alet. Mais ce serait dépasser de beaucoup les bornes prescrites à mon travail. Je dirai seulement que le poète raconte comment la cité de *Quidalet* fut prise, après

la fondation d'une chapelle dédiée à *saint Servan*, et la découverte presque miraculeuse d'un aqueduc antique qui fournissait de l'eau à la ville, et qu'on détourna; qu'il parle de l'isle *Agot*, qui porte le nom de son seigneur, et possédait jadis un fort château; du chastel de *Dinart*, qui fut pris sur les Sarrasins; de *Cezembre*, où se donna une furieuse bataille; de la rivière de *Rance*, et même du Rocher de *Bizeul*.

Près une roche qui est près la cité;
Bizeul estoit ce rocher appelé.

Enfin, l'auteur décrit, avec beaucoup de détails, une autre grande ville qu'il nomme *Gardoyne*, et qui appartenait au Sarrasin Doret, neveu d'Aquin. Malgré l'indication donnée de la situation de cette ville, *sur la rivière de Bidon, à deux lieues de Quidalet*, je n'ai pu en retrouver l'emplacement. Cette rivière elle-même ne paraît plus porter le nom de *Bidon*; mais il est à croire qu'elle est la même que le Bied-Jean, vers la source duquel on trouve le village de *Bidon*, près du manoir de Tremigon en Combourg; puis, sur sa rive droite, vers la moitié de son cours, le bourg de *Vildé-Bidon*, qui, pour le distinguer de deux autres *Vildé* assez voisins, a dû prendre le nom de la rivière qui l'arrose.

LXXII. — On voit que le poète du XIII^e siècle était très au fait de la topographie des environs d'Alet. S'il nomme partout cette ville *Quidalet* ou *Guidalet*, c'est qu'il en reproduit le nom bréton *Gwic-Alet, vicus Aletum*, bourg d'Alet. Dans l'histoire du Mont Saint-Michel, écrite en vers de huit syllabes, par Guillaume de Saint-Pair, moine de cette abbaye au XIII^e siècle, ce nom est par erreur écrit *Ridolet* :

Dunc i peut l'en très-bien aler,
N'i estuet jà crendre la mer,
D'Avrenches dreit à *Poelet*,
A la cité de *Ridolet*.

Le savant abbé de la Rue, en citant ce passage dans son *Ess. histor. sur les Bardes*. II. 302, dit qu'il ignore la position de *Poelet* et de *Ridolet*, anciens lieux, ajoute-t-il, probablement engloutis par la mer. Ceci prouve, comme je l'ai déjà dit ailleurs,

qu'en parlant d'un pays il est bien important d'en avoir étudié les localités et recueilli les anciennes dénominations. La cité de *Ridolet* est évidemment celle de *Quidalet* ou *Guidalet*, qu'il est facile de reconnaître sous cette fausse leçon, qui n'est autre chose qu'une erreur de copiste. Quant à *Poëlet*, c'est le petit pays connu encore aujourd'hui sous le nom de *Clos-Poulet*, borné au Nord par la mer, à l'Est par les lais de la haute-mer, sous les marais de Dol, à l'Ouest par la Rance, au Midi par les marais de Château-Neuf de la Noée, formant la limite de l'ancien évêché de Rennes. C'était, avant la révolution, le doyenné de *Poulet*, dépendant de l'archidiaconé de Dinan, et comprenant les paroisses de : Saint-Malo, Saint-Servan, Saint-Jouan-de-l'Isle, Paramé, Cancale, Saint-Benoit-des-Ondes, La Gouesnière, Saint-Meloir-des-Ondes, Saint-Père-Marc-en-Poulet, Château-Neuf, Saint-Suliac, dans l'évêché de Saint-Malo ; Saint-Ideuc, Saint-Coulomb, dans celui de Dol. C'était en quelque sorte la banlieue de la ville d'Alet, le *Pagus Aletensis*, en breton le *Plou-Alet*, changé en *Plou-Elet*, *Pou-Elet*, *Po-Elet*, *Poulet*, et enfin, dans l'usage vulgaire, *Clos-Poulet*. On y retrouve un vestige du nom d'Alet, aujourd'hui perdu.

LXXIII. C'est en vain, nous le répétons, que nous chercherons de véritables renseignements historiques sur Alet. Il existe pourtant un petit livret assez rare intitulé : *De l'antiquité de la ville et cité d'Aleth ou Quidaleth, ensemble de la ville de Saint-Malo*, par Thomas de Quercy, chanoine de Saint-Malo ; Saint-Malo, Nicolas la Biche, 1628, in-12 de 111 pages. Je ne connais cet ouvrage que par deux extraits qu'en a donné M. de Kerdanet dans les notes de son édition d'*Albert-le-Grand*, pages 26 et 342. On croirait, à l'énoncé du titre, trouver là une mine féconde de matériaux précieux ; mais, si l'on s'en tient aux extraits de notre savant confrère, nous aurons le choix du fondateur d'Alet entre le vieux Troyen Alethès, ce *grandævus Alethes* de Virgile, ou tout autre Grec du nom d'Alethès, qui signifie *un homme étranger, errant et vagabond* ; l'auteur ne sort pas de là : pour lui, Saint-Malo est une colonie grecque, et la preuve, c'est que les Malouins parlent grec sans s'en douter, quand ils disent : « *nyet* pour nuit, *genée* » pour lignée ou engeance, *thalaz* pour un lieu qui semble la » mer, principalement dans les grands flots des deux équinoxes, « *aconi* pour l'intelligence, auquel mot faut annoter qu'entre les

« adages grecs est celui-ci : *akoniri* signifiant *citrà pulverem*, un
 « homme lâche et fainéant, qui n'esmeut aucune poussière et
 « veut vivre sans peine et sans travail ; et ainsi de plusieurs
 « autres vocables, si que l'on peut dire avec saint Hiérosme :
 « *Nonne Græci sermonis indicia demonstrant ?* » On sourit à toutes
 ces naïves absurdités : ce n'est pas là pourtant la millième partie
 de toutes celles qu'ont entassées le plus grand nombre des écri-
 vains qui ont traité des premiers temps de notre histoire.

LXXIV. — D'un autre côté, faudra-t-il croire avec Gallet que
 Corsold, chef des Frisons, commandait dans le pays d'Alet en
 513 (date précise), et que Hoël ou Rioval vint l'attaquer et le
 défaire entièrement avec des troupes qu'Artur, roi des Bretons in-
 sulaires, lui avait données? Dom Morice a consigné dans son texte
 cette fabuleuse histoire, tirée par notre vieux Lebaud des *Briè-
 ves, Chroniques des Rois bretons*, et qu'avait dédaignée Dom
 Lobineau.

LXXV. — Prenons-nous, pour constant et au sérieux, ce que
 nous dit l'abbé Manet, « que la ville d'Aleth s'accrut par degrés,
 « au point qu'elle mérita, vers l'an 260 avant Jésus-Christ, d'être
 « entourée de ces murs à la gauloise, qui n'étaient autre chose
 « qu'une haute terrasse remparée par des rangs alternatifs de
 « poutres et de grosses pierres, liées intérieurement par des
 « pièces d'assemblage, et de devenir le chef-lieu de l'une des
 « principales tribus que Jules César trouva en possession de notre
 « Bretagne actuelle ;

« Que devenue par la conquête ville romaine, Aleth continua
 « de conserver sa supériorité sur toute la contrée environnante, mais
 « qu'elle vit changer la forme de ses remparts, qui furent rebâties
 « tout en pierre, dans le goût des vainqueurs, auxquels elle de-
 « meura assujettie jusque vers l'an 410, que les Bretons de l'isle,
 « chassés dans notre pays par les Saxons, se joignirent aux na-
 « turels pour en expulser ces prétendus maîtres du monde ;

« Que ces Bretons, par leurs migrations successives, ayant ef-
 « facé peu à peu l'ancien peuple armoricain, continuèrent de pro-
 « pager dans Aleth la foi du Sauveur, et qu'en sa qualité de cité,
 « elle persévéra d'être ce qu'elle était déjà, le siège d'un évêque. »

Qu'elle était, depuis environ 248 ans, en possession de cet avan-
 tage, lorsque saint Malo, pontife régional, aussi réfugié d'An-
 gleterre, vint, vers l'an 358, chercher asyle sur ce monticule en-

core au milieu de marais, qui a été connu depuis sous le nom de *rocher d'Aaron*, du nom du dévot cénobite qui y avait établi son séjour *dès l'an 507*, et y avait accueilli l'illustre étranger.

Que l'évêché d'Aleth *étant venu à vaquer « en l'année 544,*
« Hoël I^{er}, roi de la contrée, le donna au pieux Malo, lequel à ce
« moyen devint le premier évêque alethien d'origine bretonne,
« tandis que tous ses prédécesseurs avoient été d'origine armoricaine,
« etc., etc. »

Mais de toutes ces belles choses, de tous ces détails si circonstanciés, de toutes ces dates si précises, pas une seule n'est appuyée sur la moindre preuve, et l'on reste tout ébahi devant l'outrage d'un auteur qui, en plein *xix^e* siècle, vient nous fabriquer (c'est le mot) une prétendue histoire d'Alet, dont les matériaux n'existaient nulle autre part que dans la tête, beaucoup trop chargée d'une fausse érudition, de l'historien de saint Malo. Ce ne sont plus ici des traditions fabuleuses, comme chez le chanoine Quercy : ce sont des faits avancés non-seulement sans critique, mais encore avec une imperturbable assurance, qu'on pourrait nommer *menterie*. J'insiste sur cette singulière façon d'écrire l'histoire et je la signale hautement, parce que je ne sais rien de plus funeste à la véritable science historique, et de plus contraire à la rigoureuse méthode à l'aide de laquelle nous essayons de ramener cette science dans la voie de la vérité et du bon sens.

LXXVI. — Le moyen âge, et par là nous entendons l'espace de temps allant du *vi^e* au *xi^e* siècle inclusivement, loin d'être si fertile en documents sur Alet, est, au contraire, d'une extrême stérilité, comme nous l'avons déjà fait entendre. Une seule charte importante a été recueillie par les Bénédictins, et insérée aux *Preuves* par D. Lobineau, p. 20, et par D. Morice, t. I, p. 225. Elle est de Louis-le-Débonnaire, et nous apprend qu'au temps de la rébellion, *tempore rebellionis*, c'est-à-dire pendant la guerre que les Bretons soutenaient contre Charlemagne pour la défense de leur pays, une maison, appartenant à l'église de Saint-Méen et de Saint-Judicaël, située au lieu nommé *Wadel* ou Gaël, ainsi qu'une autre, qui était dans *l'isle Malo*, avaient été dévastées, brûlées par l'ennemi, et qu'il s'en était suivi la perte du trésor de l'église, des objets destinés aux offices ecclésiastiques et de tous les titres de propriété : *« domus ecclesiæ sancti Mevenni et*

sancti Judicælis, quæ est in loco nuncupato Wadel, nec non in alio loco in insula quæ vocatur Machuti, depopulantibus hostibus ignemque submittentibus, non solum thesaurus ecclesiæ et ministeria ad officia ecclesiastica peragenda perierunt; » qu'à la prière d'Helocar, évêque d'Alet, et, suivant quelques-uns, précédemment abbé de Saint-Méen, Charlemagne confirma la propriété de ces biens soit à l'abbaye de Saint-Méen, soit à l'évêché d'Alet, car la charte est fort obscure à cet égard; que le même évêque Helocar, après la mort de Charlemagne, demanda à son fils, Louis-le-Débonnaire, la confirmation de cette donation, et alla, à cet effet, le trouver dans son palais d'Aix-la-Chapelle. On a diversement interprété cette charte. Dom Lobineau dit qu'elle confirmait au monastère de Saint-Méen la *possession de la paroisse de Gaël*. Dom Morice répète la même chose dans son texte; mais dans le catalogue des évêques de Saint-Malo il affirme que le diplôme obtenu de l'empereur Charlemagne, autorisait Helocar, abbé de Saint-Méen et évêque d'Alet, à *rétablir son église et celle de Saint-Méen*, qui avaient été pillées et brûlées par des ennemis. Au catalogue des abbés de Saint-Méen, on lit encore :

« Son monastère fut détruit sur la fin du *viii^e* siècle. Helocar, « qui en était abbé, fut fait évêque d'Alet. L'empereur Charlemagne lui permit de *rétablir le monastère de Saint-Méen*, et lui « donna des lettres pour assurer les biens qui en dépendaient. » On peut voir dans le texte cité ci-dessus, qu'il n'est question en aucune manière du monastère de Saint-Méen ni de l'église d'Alet, mais d'une maison de l'église de Saint-Méen *qui est au lieu nommé Gaël* et de l'île de Machut ou Malo : *quæ est in loco nuncupato Wadel, nec non in alio loco in insula quæ vocatur Machuti*. Il ne faut voir dans les titres que ce qui y est clairement énoncé. Cette charte, je le répète, renferme beaucoup d'obscurités, mais elle nomme très-explicitement Helocar comme évêque d'Alet, et c'est un renseignement d'autant plus précieux, que ses prédécesseurs, jusqu'à saint Malo, ne sont rien moins que certains.

Quant à l'île d'Aron, nous voyons, dans la même charte, que dès le commencement du *ix^e* siècle elle portait le nom de Saint-Malo, *insula quæ vocatur Machuti*. Dom Lobineau, dans un paragraphe de son histoire qu'il intitule : *Fondation de la ville de Saint-Malo*, nous donne les détails suivants : « L'isle d'Aron où « est présentement la ville de Saint-Malo, estoit une ancienne

« possession de l'église d'Alet. Benedict (ou Benoist), évêque
 « d'Alet, qui vivoit au commencement du ^{xiii}^e siècle, l'avoit
 « donnée aux moines de Mairmontier. *Monachis majoris monasterii*
 « *Ecclesiam sancti Maclovii de insula Aaron prius dederam*, porte
 « un acte de ce prélat de l'an 1108. Jean (de la Grille), successeur
 « de Benedict, entreprit d'en chasser les moines pour y établir
 « son siège. On ne sait pas quelles raisons l'obligèrent de quitter
 « Alet; on ignore de mesme ce qu'il trouvoit à redire dans les titres
 « des moines; quoi qu'il en soit, l'affaire fut poussée avec chaleur et
 « défendue de mesme. Plusieurs papes en prirent connoissance, et
 « les parties firent plus d'une fois le voyage de Rome. L'évesque
 « l'emporta par un jugement rendu en sa faveur par trois eves-
 « ques délégués du saint siège, après qu'il eut produit des té-
 « moins qui jurèrent sur les Evangiles que l'église de *Saint-Malo*
 « *de l'isle d'Aron avoit esté un siège épiscopal*. Il n'y a pas de
 « preuves dans l'histoire, ajoute Dom Lobineau, que la déposition
 « de ces témoins fust véritable, et l'on a quelque sujet de soup-
 « çonner qu'ils entendirent autre chose que ce que signifient na-
 « turellement les termes dont ils se servirent. Jean demeura pos-
 « sesseur de l'isle de Saint-Malo, y bastit le chœur de la grande
 « église, et mourut dans la nouvelle ville dont il estoit comme le
 « fondateur. »

En effet, la bulle du pape Alexandre III, rapportée par D. Morice, Pr. I, 607, porte très-explicitement : « ... *Tres presbyteros diligenter examinatos, religiosorum prudentumque virorum consilio adhibito, susceperunt : qui, tactis sacrosanctis evangeliis, juraverunt se audivisse et vidisse prænominatam ecclesiam sancti Maclovii (de insula) de quâ contentio erat, extitisse sedem episcopalem.* » Existait-il deux églises épiscopales, l'une à Saint-Servan, et l'autre à Saint-Malo? C'est ce qu'on ne saurait bien décider, mais tout cela prouve avec combien de réserve il faut prononcer en pareille matière, et combien, nous le répétons, il est indispensable de recourir aux sources, dût leur parfaite connaissance nous conduire au doute, et même à l'abstention et à l'aveu d'une complète ignorance; car cet aveu vaut cent fois mieux qu'une vaine affirmation sans preuves.

LXXVII. — J'en donnerai l'exemple en terminant. J'ai cherché sans succès l'époque à laquelle Alet a pris le nom de Saint-Servan. Il est à croire pourtant que l'auteur anonyme du poëme de

la conquête de Charlemagne avait, au ^{xii}^e siècle, la connaissance de cette dénomination, puisqu'il fait dédier par ce prince une chapelle *consacrée à Saint-Servan*, dont il sollicitait l'intervention près de Dicu pour parvenir à se rendre maître de la cité de Quidalet.

Résumé.

Je crois avoir réuni dans cette dissertation tout ce qui a été dit sur Alet, et voici les conclusions plus ou moins prouvées que j'en ai tirées :

1. Alet, sa banlieue et l'évêché de Dol faisaient partie du territoire des Curiosolites; ils n'ont jamais dépendu de celui des Diablintes, qu'on ne doit chercher que dans le Maine.

2. Le territoire des Curiosolites comprenait, en outre, le moderne évêché de Saint-Malo, et l'évêché de Saint-Brieuc avant le ^{ix}^e siècle.

3. La *Civitas Coriosoliturum* ou *Coriosopitum* mentionnée dans la Notice des provinces, était la cité des Curiosolites, qui dans l'origine n'a formé qu'un seul évêché jusqu'à la création de ceux de Dol et de Saint-Brieuc, auxquels une partie de son territoire a été attribuée.

4. Ce n'est que par une erreur évidente, appuyée, sans critique, sur le texte plus ou moins corrompu de la Notice des provinces, que la *Civitas Coriosoliturum* ou *Coriosopitum* a été placée à Quimper et prise pour l'évêché de Cornouaille.

5. Le bourg de Corseul a dû être le siège originaire de l'évêché érigé dans la *Civitas Curiosoliturum*.

6. Le siège s'est trouvé, à une époque inconnue, transféré dans la ville d'Alet, et paraît y avoir été conservé jusqu'au milieu du ^{xii}^e siècle, que l'évêque Jean de la Grille l'établit à Saint-Malo, où il est resté jusqu'en 1789.

7. On ne peut déterminer l'époque de l'érection ou de la translation de cet évêché à Alet d'après les actes de saint Malo, qui sont trop peu certains pour qu'on puisse en induire quelque chose de véritablement historique.

8. On ignore l'époque à laquelle la ville d'Alet a pris le nom de Saint-Servan.

BIZEUL.

TABLE.

I. — La Notice de l'empire est le seul document antique qui fasse mention d'Alet.

II. — Citation du passage de la Notice.

III. — Grannona, Blabia, Osismiis, Mannatias, Grannonum, positions controversées. — Tractus armoricanus. — Son étendue.

IV. — Blabia — Blaye et non Blavet — Grannona dans l'Aquitaine et non en Bretagne.

V. — Venetis, Osismiis, Mannatias, Aletum, en Bretagne.

VI. — Vannes, connu. Osismiis; son emplacement à Carhaix probable, mais non certain.

VII. — Mannatias inconnu.

VIII. — Aletum. Alet ou Saint-Servan.

IX. — Aletum, établissement romain.

X. — Ses antiquités observées par Frotet de la Landelle, à la fin du XVI^e siècle.

XI. — L'abbé Deric reproduit inexactement ces détails.

XII. — Renseignements incomplets donnés par l'abbé Deric.

XIII. — Et par l'abbé Manet.

XIV. — Alet, siège d'un évêché érigé à une époque inconnue.

XV. — La vie de Saint-Malo est trop douteuse pour aider à fixer cette époque.

XVI. — Silence de Grégoire de Tours sur Saint-Malo et sur l'évêché d'Alet.

XVII. — Les évêques successeurs de saint Malo, inconnus jusqu'à Hae-locar, en 817.

XVIII. — De quelle peuplade armorique dépendait l'évêché d'Alet.

XIX. — Extrait de la Notice des provinces : Métropole de Tours. Civitas Coriosopitum. — Civitas Ossismorum. — Civitas Diablintum. — Leur emplacement incertain.

XX. — Civitas Diablintum — n'était pas en Bretagne, mais dans le Maine. — Opinion de d'Argentré combattue.

XXI. — Le mot *Armorique* diversement entendu. — Sanson. — Had. de Valois. — Lobineau.

XXII. — Faiblesse de leurs preuves.

XXIII. — Les Diablintes placés dans le Maine, par l'abbé Lebœuf.

XXIV. — Il combat victorieusement ceux qui les placent en Bretagne.

XXV. — Opinion de ceux qui, plaçant les Diablintes dans le Maine, étendent leur territoire sur les évêchés de Dol et d'Alet. — L'abbé Derie. — M. Etoc-Demazy.

XXVI. — Cette dernière opinion n'est pas plus prouvée que celle de d'Argentré.

XXXII. — L'évêché de Dol et l'évêché d'Alet n'ont rien de commun avec la *Civitas Diablintum*.

XXVIII. — De quels territoires était formé l'évêché d'Alet.

XXIX. — Le territoire de l'évêché de Dol en faisait partie en son entier; il n'en a été séparé que lors de l'érection du siège, au ix^e siècle, par Nominoë.

XXX. — Limites de l'évêché originaire d'Alet, comprenant les évêchés de Dol, de Saint-Malo et de Saint-Brieuc.

XXXI. — Quel était le territoire des Curiosolites ?

XXXII. — Les Curiosolites confondus avec la *Civitas Coriosopitum* de la Notice des provinces.

XXXIII. — Par Marliani.

XXXIV. — Par d'Argentré.

XXXV. — Par Fauchet.

XXXVI. — Par Ortelius.

XXXVII. — Par Cluvier.

XXXVIII. — Par Sanson.

XXXIX. — Par Guillaume Delisle.

XL. — Par Cellarius.

XLI. — Tous par absence de critique et d'examen, mais avant la découverte de Corseul et de ses ruines romaines.

XLII. — Découverte de Corseul en 1709.

XLIII. — Le P. Hardouin, malgré cette découverte, continue de mettre les Curiosolites à Quimper.

XLIV. — Il est suivi par D. Bouquet,

XLV. — Par Robert de Vaugondy,

XLVI. — Et enfin, en 1778, par Ogée.

XLVII. — Toutes ces autorités n'empêchent point cette opinion d'être fautive.

XLVIII. — Danville et l'abbé Derie admettent les Curiosolites à Corseul, mais maintiennent les Corisopiti à Quimper.

XLIX. — Que sont les *Corisopiti*? — La *Civitas Coriosopitum* de la Notice des provinces? — Variantes de ce nom dans les manuscrits de la Notice.

I. — La majeure partie de ces variantes se rapportent au nom des *Curiosolites*.

II. — Ces variantes prouvent que le nom des *Curiosolites* a été changé dans les manuscrits en celui de *Coriosopiti*.

III. — Comment la leçon de *Coriosopiti* a-t-elle prévalu?

IIII. — Du ^ve au ^xi^e siècle, le nom des *Curiosolites* n'est rappelé que par Eghinard.

LV. — La leçon d'*episcopus corisopitensis* admise seulement au ^xi^e siècle, car au ^{ix}e c'était *episcopus corno-gallensis, cornubensis, cornu-gallie*.

LV. — Tous les géographes ont cru que la *Civitas Corisopitum* désignait les *Curiosolites*, et ont placé ce peuple à Quimper.

LVI. — Danville et Deric les ont placés à Corseul, laissant à Quimper les *Corisopiti*.

LVII. — Ces *Corisopiti* sont en contradiction formelle avec le placement des *Curiosolites* à Corseul.

LVIII. — Autres explications.

LIX. — Les cités romaines ont été le premier point du territoire à recevoir un siège épiscopal; ainsi les cités des Redones, des Namnètes, des *Curiosolites*, des Venètes et des Osismiens ont dû former les premiers évêchés.

IX. — Époque de la division des Osismiens en deux évêchés, ceux de Cornouaille et de Saint-Pol-de-Léon, inconnue.

LXI. — Époque de la translation de l'évêché des *Curiosolites* à Alet, inconnue.

LXII. — Il renfermait les territoires des modernes évêchés de Dol, de Saint-Malo et de Saint-Brieuc, tels qu'ils étaient avant 1789.

LXIII. — Limites des *Curiosolites*, conformes à celles de ces évêchés réunis.

LXIV. — Débris romains retrouvés sur ce territoire, notamment au bourg de Corseul.

LXV. — Corseul était bien certainement la ville capitale des *Curiosolites*, et très-probablement le siège de l'évêché de leur cité.

LXVI. — Impossible de fixer l'époque de la ruine de Corseul et de la translation de l'évêché à Alet.

LXVII. — Silence des historiens sur Corseul jusqu'en 1709.

LXVIII. — Tradition conservée dans un poème français du ^{xii}e siècle.

LXIX. — Cette tradition parfaitement confirmée par les débris romains existant à Corseul.

LXX. — Le même poème a Alet pour objet principal. Citations.

LXXI. — On y trouve une foule de noms de lieux avoisinant Saint-Malo.

LXXII. — Du nom de *Gui-dalet* donné par le poète à la ville d'Alet. — Du *Poelet* ou *Clos-Poulet*.

LXXIII. — Du livre *De l'antiquité de la ville et cité d'Alet* par le chanoine Th. de Quercy.

LXXIV. — De Corsold cité par Lebaud, Gallet et D. Morice.

LXXV. — Assertions sans preuves de l'abbé Manet.

LXXVI. — Charte de Louis-le-Débonnaire, première pièce authentique sur Alet.

LXXVII. — On ignore quand et comment la ville d'Alet a pris le nom de Saint-Servan.

MÉMOIRE SUR DÉAS

(CONGRÈS DE NANTES, 1851.)

Le but de ce mémoire est de déterminer l'emplacement de Déas.

Tout le monde connaît les affreux ravages causés par les Normands. Les ruines laissées par eux ont été d'autant plus profondes, que les localités qui en ont été victimes étaient plus rapprochées de la mer. Toutes ces localités ont été brûlées ; mais Déas, qui était placé à l'embouchure de la Chenau dans la Loire, a perdu jusqu'à son nom, que plus tard, et par erreur, on a attribué à une autre localité ; tandis que Rezé, placé plus loin de la mer, n'a perdu que son titre de cité et de seconde capitale des Pictons pour devenir un simple bourg qui a conservé l'ancien nom de la cité ; tandis enfin que Vertou, placé encore plus haut, et l'une des abbayes les plus considérables de France, n'a point perdu son nom, et est seulement déchu du rang d'abbaye pour devenir une prévôté.

Avant les Normands, il n'est point fait mention de Déas. Nous connaissons parfaitement son origine, grâce à un Capitulaire de Louis-le-Débonnaire de l'an 819, que plus tard nous donnerons en entier, et grâce aussi à l'œuvre d'Ermentaire sur la translation du corps de saint Philbert.

Voici les termes du Capitulaire :

Propter incursiones barbarorum.... in loco cujus vocabulum est Deas.... novum monasterium ædificasse.

Voici ceux d'Ermentaire :

Æstivo tempore quo navigandi arridet temperies, Deas monasterium quod ob hoc fuerat constructum petentes, hiemis tantummodo tempore Herum insulam repetebant.

Ainsi, les moines de l'abbaye de l'île d'Her, aujourd'hui Noirmoutiers, pour éviter les ravages des Normands, avaient construit un nouveau monastère à Déas. En hiver ils restaient dans leur monastère de l'île d'Her, parce que les Normands ne naviguaient pas dans cette saison; mais en été, saison qui invite à la navigation, comme dit Ermentaire, et où les Normands reprenaient leur métier d'écumeurs de mer, les moines se réfugiaient à Déas.

D'après la date du Capitulaire, Déas doit avoir été fondé vers l'an 816. M. Fillon possède une pièce de monnaie qui porte le nom de Déas, preuve que c'était un endroit d'une certaine importance. Déas servit aux moines d'habitation d'été, depuis sa fondation jusqu'en 836. A cette époque, les moines ne pouvant plus tenir dans l'île d'Her l'abandonnèrent entièrement, et, emportant avec eux le corps de saint Philbert, vinrent se fixer à Déas. Ils y restèrent jusqu'en 847, que Déas ayant été brûlé par les Normands, ils se retirèrent à Cunault en Anjou. Le corps de saint Philbert resta encore dix ans à Déas, *corpore B. Philiberti adhuc in monasterio quod Deas dicitur relicto quamvis à Nortmannis incenso*. Enfin, en 857, les moines ayant perdu l'espoir de retourner à Déas en tirèrent secrètement le corps de saint Philbert, qu'ils transportèrent à Cunault.

Après l'invasion normande, le nom de Déas disparut entièrement, et ce n'est que plus de deux cents ans après, en 1059, que ce nom se trouve dans une charte du roi Henri I^{er}, laquelle a supposé par erreur que Saint-Philbert-de-Grand-Lieu était Déas.

Voici les termes de cette charte : *In episcopatu Namnetico monasterium quod vocatur Deas cum ecclesiis sibi pertinentibus Corcoiaco, Sancto Luminio, Lemovicina et aliis olim a bonis hominibus collatis*. Je vois ici deux choses qui impliquent contradiction.

1^o D'un côté les mots « *a bonis hominibus collatis*, donnés par des hommes pieux, » ne peuvent pas s'appliquer à Déas, que nous verrons plus loin avoir été construit par l'abbé Arnoul de ses deniers, du consentement de l'empereur et des secours fournis par ce dernier;

2^o Mais cependant, d'un autre côté, Corcoué, Saint-Lumine et

la Limouzière étant indiqués comme des appartenances de Déas, il est évident que Déas ne peut être entendu que de Saint-Philbert, qui touche ces trois paroisses. L'erreur et la confusion sont donc patentes, puisque d'une part la charte a entendu par Déas Saint Philbert, et que de l'autre elle a employé des expressions qui ne peuvent convenir à Déas. Voici, en effet, un raisonnement contre lequel il n'y a rien à dire : Saint-Philbert et les trois paroisses voisines ont été donnés par des hommes pieux. Or, Déas a été construit par l'abbé Arnoul, de ses deniers, du consentement de l'empereur et des secours par lui fournis; donc Déas n'est pas Saint-Philbert.

Cette erreur, du reste, n'a pas été générale, ou bien a été reconnue quelque temps après, car nous ne la retrouvons plus dans une bulle du pape Calixte II, de 1119, qui indique, comme la charte, les possessions de l'abbaye dans le but de lui servir de titre. Cette bulle porte simplement : *in Nannetensi monasterium sancti Philiberti*, sans faire mention de Deas, et cependant elle est plus complète quant aux possessions qu'elle désigne.

Remarquons encore que jamais dans le pays les habitants n'ont donné à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu le nom de Déas. Ainsi, ce n'est que par conjecture que l'attribution du nom de Déas a été faite à Saint-Philbert par les rédacteurs de la charte, hommes qui n'étaient pas localistes, qui demeuraient à Tournus ou à Paris, c'est-à-dire à 100 ou 200 lieues de Saint-Philbert, et qui par conséquent ont pu facilement se tromper.

Je prie le lecteur de bien faire attention à ce premier point. Jamais Saint-Philbert-de-Grand-Lieu n'a porté dans le pays le nom de Déas; le peuple ne l'a jamais connu sous ce nom. Pour le peuple, le nom de Déas a complètement péri. Seulement, au ^x^e siècle, c'est-à-dire plus de deux cents ans après la destruction de Déas, sur la sollicitation de l'abbaye de Tournus, une charte est rédigée, qui doit indiquer toutes les possessions de l'abbaye, afin de lui servir de titre. Les rédacteurs de cette charte, gens étrangers au pays de Retz et habitant Tournus ou Paris, trouvent d'un côté que l'abbaye de l'île d'Her, aux droits de laquelle est celle de Tournus, a possédé Déas. Ils savent d'un autre côté que l'abbaye de Tournus possède actuellement le prieuré de Saint-Philbert et les paroisses voisines; ils en tirent la conséquence que Saint-Philbert doit être Déas. Ils ont dû d'autant plus rai-

sonner ainsi, qu'ils savent encore que le corps de saint Philbert est resté déposé à Déas pendant vingt-et-un ans, et qu'une infinité de miracles s'y sont opérés sur son tombeau. Or, puisque Saint-Philbert-de-Grand-Lieu porte le nom du saint déposé à Déas, c'est que probablement le nom de Déas se sera changé contre celui du saint.

Les motifs qui ont guidé les rédacteurs de la charte étaient plausibles, et je ne suis point étonné qu'ils les aient adoptés. Ce que je veux seulement faire remarquer ici, c'est qu'ils ont fort bien pu se tromper; car 1^o il y avait plus de deux cents ans que Déas était ruiné et que le nom en était perdu, car en second lieu ils n'étaient pas localistes, mais habitaient au contraire à une distance considérable.

Ceci posé, j'entre en matière. Disons d'abord quels sont les motifs qui militent en faveur de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Il y a d'abord la charte de Henri 1^{er}. Nous l'avons discutée. Il y a en second lieu la dépendance du prieuré de Saint-Philbert relativement à l'abbaye de Tournus. Cette dépendance ne prouve rien. Déas, dit-on, a été possédé par Tournus, qui est aux droits de l'abbaye d'Her. Or, du XI^e siècle à 1789, Tournus a possédé Saint-Philbert; donc Saint-Philbert est Déas. Je trouve que c'est très-mal raisonné, car 1^o Déas a bien pu être perdu par Tournus, de même que beaucoup d'autres possessions indiquées dans la charte; et en second lieu, pourquoi le nom de Déas ne s'appliquerait-il pas aussi bien aux autres possessions que Tournus avait autrefois? Pour que le raisonnement fût juste, il faudrait que Saint-Philbert eût été en possession réelle du nom de Déas. Mais cela n'est pas: nous sommes obligés de répéter, pour la troisième fois, que le nom de Déas a totalement péri, et que, lorsqu'on a voulu le retrouver, on l'a par erreur attribué à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, qui ne l'a jamais porté chez le peuple. Saint-Philbert n'a donc point de possession; il a seulement pour lui l'opinion des rédacteurs de la charte.

Un troisième moyen en faveur de Saint-Philbert, c'est le nom qu'il porte. Pour que ce moyen eût de la valeur, il faudrait qu'on l'opposât à une localité qui ne fût pas elle-même sous le vocable de saint Philbert. Mais la petite ville de Vue, que nous soutenons être l'ancien Déas, étant elle-même sous ce vocable, on conçoit que ce troisième moyen devient nul pour Saint-Philbert,

C'est ici le lieu de remarquer que Vue et Saint-Philbert étant les seules paroisses du pays nantais au Sud de la Loire qui aient pour patron saint Philbert, il est très-probable que le nom de Déas ne doit s'attribuer qu'à l'une ou à l'autre des deux. Si nous savions sous quels vocables étaient Vue et Saint-Philbert avant l'invasion normande, cette connaissance pourrait nous être utile pour la solution que nous cherchons, car Ermentaire nous dit qu'avant les Normands Déas était sous le vocable des apôtres saint Pierre et saint Paul. Mais il est évident que dans l'ignorance où nous sommes du premier vocable de Vue et de Saint-Philbert, nous ne pouvons tirer argument ni pour l'un ni pour l'autre du vocable de Déas.

Ermentaire indique à Déas deux autres particularités : il y avait des foires, *quia ibidem nundinæ exercentur*; il fallait traverser un pont pour arriver au monastère, *cum ad pontem qui ad monasterium venientibus super fluvium Bedonium transitum præbet pervenisset*. Quant aux foires, elles ne prouvent rien ni en faveur de Vue ni en celle de Saint-Philbert, car il est probable que ces deux lieux possèdent des foires de toute antiquité. Le pont ne prouve rien non plus, car il existe des ponts à Saint-Philbert et à Vue. Quant au nom de la Boulogne, il n'appartient plus aujourd'hui qu'à la rivière de Saint-Philbert. Celle de Vue n'a pas de nom, parce qu'elle est divisée en plusieurs canaux qui portent le nom d'Etiers. Cependant Cassini donne au canal le plus ancien, celui qui passe au Sud de Vue, le nom de Boulogne. D'un autre côté, il est évident, géographiquement parlant, que la rivière de Vue est la même que celle de Saint-Philbert. Aussi ne porte-t-elle point de nom spécial, mais bien les divers noms génériques de Chenau, d'Etiers. Pour ne rien oublier en fait d'objections, je dirai que j'ai entendu soutenir que sans se borner au vocable, qui est le même pour Vue et Saint-Philbert, on devait décider en faveur de ce dernier, parce que non-seulement la paroisse est sous le vocable de Saint-Philbert, mais parce qu'en outre elle en porte le nom, ce qui n'a pas lieu pour Vue. A cela je réponds que Verton, où est certainement l'ancienne abbaye de Saint-Martin, ne porte pas le nom du saint, tandis que ce nom est porté par la paroisse du Pont-Saint-Martin, par le second bourg de Saint-Martin en Châteauthébaud, par le village de Saint-Martin, si célèbre par sa foire en Haute-

Goulaine, etc. Ajoutons, d'un autre côté, que nous avons, à trois lieues de Saint-Philbert, une seconde paroisse qui porte ce nom, celle de Saint-Philbert-de-Bouaine. Faudra-t-il en conclure que cette seconde paroisse a des droits à être Déas ?

Un quatrième motif, que j'ai entendu donner en faveur de Saint-Philbert, est tiré de l'histoire de la translation du corps de saint Philbert et des miracles opérés à cette occasion, par Ermen-taire. On y lit, n° 61 du 1^{er} livre, qu'une dame du Mans, voulant aller au tombeau du saint après avoir navigué sur la Sarthe et la Loire, débarque au port de Rezé, lequel n'est éloigné que de 8 milles de Déas, *portum qui Reciatius dicitur distans a monasterio octo milliaria*. Eh bien ! je soutiens que cette distance convient beaucoup mieux à Vue qu'à Saint-Philbert. En effet, il n'y a que 21 bornes kilométriques de Rezé à Saint-Philbert, tandis qu'il y en a 29 de Rezé à Vue.

Il y avait une cinquième raison alléguée en faveur de Saint-Philbert, c'est celle tirée du nom de la troisième station que firent les moines porteurs du corps de saint Philbert. Chifflet, dans son *Histoire de Tournus*, avait indiqué cette station sous le nom de *Paulus*. On avait traduit ce nom par Paulx, bourg situé à deux lieues de Saint-Philbert, et à peu près sur la route de Noirmoutiers à Saint-Philbert. Il est certain que si la troisième station, qui est indiquée comme très-rapprochée de Déas, était Paulx, Déas ne pourrait être que Saint-Philbert. Mais Juinin, second historien de Tournus, après avoir consulté de nouveau les manuscrits, nous a appris que Chifflet avait mal lu, et qu'au lieu de *Paulus* il fallait lire *Palus*, « le Marais, » ce qui est bien différent. Car Saint-Philbert étant sur la rive gauche de la Boulogne, il n'y a point de marais le joignant, lorsque l'on vient de Noirmoutiers. Au contraire, Vue étant dans une île, on trouve nécessairement un marais avant d'y arriver. Les deux derniers moyens sont donc plutôt en faveur de Vue qu'en celle de Saint-Philbert.

Avant de passer aux raisons qui militent en faveur de Vue, commençons par sa description topographique. Vue, situé dans la partie méridionale du pays nantais, sur la grande route de Nantes à Paimbœuf, à 33 kilom. de la première de ces villes et à 11 kilom. de la seconde, est un de ces lieux que leur admirable situation a dû faire remarquer, et par suite occuper aux époques les plus reculées. Figurez-vous, en effet, l'endroit où la Chenau,

c'est-à-dire le canal émissaire du lac de Grand-Lieu, jusque-là enfermé entre deux coteaux assez rapprochés, s'élargit tout d'un coup en une vaste plaine fermée de trois côtés, à l'Est, au Sud et à l'Ouest, et ouverte du quatrième ou au Nord sur le bassin de la Loire, dont elle fait ainsi partie intégrante.

Au moment où la Chenau quitte les coteaux qui l'enserrent pour entrer dans la plaine, elle rencontre juste en face une île qui la force à se diriger plein Ouest le long du bord Sud de la plaine.

Arrivé à une certaine distance du coteau de Frossay qui forme le bord Ouest de la plaine, le cours d'eau qui continue la Chenau se divise en deux, l'un qui se dirige au Nord pour tourner ensuite à l'Ouest et aller joindre le coteau de Frossay, l'autre qui, au contraire, se continue à l'Ouest jusqu'au pied du coteau de Frossay, où il reçoit les eaux de la Blanchardais, et tourne ensuite au Nord.

Ces deux parties se rejoignent, et, sous le nom d'Etier-des-Minais, se rendent plein Nord à la Loire.

Aujourd'hui il existe deux autres canaux ou étiers, qui portent à la Loire les eaux de la Chenau, l'Etier-de-Vue et celui de Buzai ; mais nous pensons qu'ils sont artificiels, et que primitivement il n'existait que le premier.

Ce canal, primitif ou naturel, perd son nom de la Chenau, qui, remarquons-le bien, est un terme générique, sitôt qu'il entre dans la plaine. Il n'est point étonnant que ce nom de la Chenau se perde, puisque c'est une appellation générique : la Chenau, le chenal, le canal.

Dans le parcours Ouest, le canal primitif n'a point de nom, bien que Cassini l'appelle la Boulogne. Depuis la jonction des deux parties qui s'étaient séparées, il s'appelle l'Etier-des-Minais, ce qui est encore un nom générique, étier, *æstuarium*, canal où le flux *æstus* remonte.

Ce premier canal, le plus à l'Ouest, est l'émissaire naturel des eaux de la Chenau ; les deux autres, au contraire, ont été creusés de main d'homme. Cela n'est pas douteux pour le canal le plus à l'Est ou canal de Buzai, puisque nous savons qu'il a été ouvert dans le roc quant à la partie la plus profonde de sa cuvette, vers 1750, par les religieux de l'abbaye de Buzai, dans le triple but d'améliorer la navigation du lac à la Loire, de dimi-

nuer sa longueur, et de la faire passer au pied du mur de leur abbaye, laquelle se trouve placée juste à la pointe la plus avancée du coteau, au confluent de la Loire et de la rivière, qui sort du lac de Grandlieu. Quant au troisième canal, ou celui du milieu que l'on appelle l'Étier-de-Vue, nous pensons qu'il est aussi artificiel. Mais il est bien plus ancien que le canal de Buzai, puisqu'il a été ouvert sous Louis-le-Débonnaire, l'an 819, ce que nous prouvons par un Capitulaire dont nous donnerons le texte plus bas. Il a été creusé par les religieux du monastère de Déas, dans le but d'avoir un canal navigable au joignant de leur monastère, car l'église paroissiale de Vue, autrefois l'église du monastère, était, il y a environ cent ans, sur le bord même de l'étier. Ce n'est que depuis 1750 qu'elle a été reconstruite et transportée où nous la voyons aujourd'hui.

Nous avons dit que la Chenau rencontrait une île à son entrée dans la plaine. Cette île, ou l'Île-de-Vue, n'est pas la seule. Il en existe cinq autres, deux petites, le grand et le petit Brosseil, dont chacune forme une pile du Grand-Pont-de-Vue ; une troisième, l'Ilette, séparée de l'Île-de-Vue par le Grand-Pont ; une quatrième, Sergogne, n'est qu'à cinquante mètres du coteau de Frossay ; et enfin une cinquième, l'Île-à-Det, n'est pas très-loin du même coteau. Au surplus, nous joignons à notre travail un plan de la plaine, de ses îles et de ses canaux.

Voici quelle est l'étendue superficielle de ces îles :

La route nationale de Nantes à Paimbœuf traverse les quatre premières îles, l'Île-de-Vue, les deux Brosseil et l'Ilette, qui seules sont de la commune ou paroisse de Vue. Cette paroisse est petite, ne comprenant que 1950 hectares et 1255 âmes ; elle est pour ainsi dire étranglée entre les deux grandes paroisses de Rouans et de Frossay,

Après ces préliminaires géographiques, nous abordons l'histoire. L'histoire de Déas, nous l'avons dit, commence au ix^e siècle. Il n'en est point fait mention auparavant. Mais à cette époque on trouve deux actes où le nom de Déas est relaté. L'un est la permission, accordée par Louis-le-Débonnaire à l'abbé Arnoul, de couper la chaussée royale pour y faire passer un canal ; l'autre est l'histoire de la translation du corps de saint Philbert par Ermentaire. Nous allons commenter ces deux actes. Voici la traduction du premier :

« Au nom de Dieu et de N.-S.-J.-C. , Louis, par la Providence divine, Empereur Auguste. Faisons savoir à tous nos fidèles présents et à venir que le vénérable Arnoul, abbé du monastère de Saint-Philbert, situé dans l'île d'Her, forcé par les incursions des barbares qui ravagent souvent ce monastère, etc. , en a construit un nouveau éloigné du premier dans le *pagus Erbadellicus*, à l'endroit nommé Déas, de notre consentement et des secours par nous fournis, et que pour la commodité de ce nouveau monastère et des religieux qui l'habitent, il a l'intention d'y conduire de l'eau prise de la rivière de Boulogne ; suppliant notre clémence de lui accorder le passage de cette prise d'eau à travers la voie royale dite *Strata* ou *Calciata*, de telle sorte que l'eau puisse venir audit monastère sans empêchement de qui que ce soit et durant notre règne et durant les temps à venir. Et qu'en outre il avait l'intention de construire un pont au même lieu, afin que les passants n'en éprouvent aucun empêchement. — Nous avons donné notre consentement à cette supplique parce qu'elle nous a paru juste et utile au monastère, et nous avons accordé la permission d'établir un aqueduc à travers la susdite voie *Strata*, à la condition toutefois de construire par-dessus un pont tel que les passants n'en éprouvent aucun obstacle. »

Il résulte de cet acte que la rivière de Boulogne ne passait pas auprès du monastère de Déas, et qu'il a fallu l'y conduire artificiellement. A Déas, ou au lieu d'un autre nom qui l'a remplacé, on doit donc trouver deux rivières, l'une naturelle à quelque distance du monastère, et l'autre artificielle. C'est cette dernière, dérivée de la naturelle, qui doit passer au pied du monastère ou de l'Eglise. Voyons d'abord si cela convient à Saint-Philbert. Evidemment non. A Saint-Philbert, la rivière de Boulogne coule bien auprès de l'église, mais 1^o c'est évidemment la rivière naturelle, et 2^o l'on n'aperçoit point de seconde rivière. S'il y avait eu une seconde rivière, elle n'aurait pu être qu'au Nord puisque l'église de Saint-Philbert est au Sud de la Boulogne et sur le terrain solide. Eh bien ! non-seulement il n'y a aucune trace de cette seconde rivière ; mais, il y a mieux, l'aspect des lieux et la pente naturelle du terrain sur la rive droite indiquent que la rivière naturelle n'a jamais pu être ailleurs qu'où elle est aujourd'hui. C'est donc la rivière actuelle qui est nécessairement la rivière naturelle. Si donc on faisait aux partisans de

Saint-Philbert la concession qu'il a pu exister au nord de la rivière actuelle une seconde rivière qui s'est comblée par le long laps de temps, ils n'en seraient pas plus avancés, parce que cette seconde rivière, ne se trouvant pas placée dans la partie la plus basse du terrain, ne pourrait être que la rivière artificielle, et alors la seconde condition du problème ne serait pas remplie, celle qui veut que ce soit la rivière artificielle qui passe au pied de l'église.

A Vue, au contraire, rien de plus aisé que de retrouver les deux conditions du programme. La grande route de Nantes à Paimbœuf, depuis le moment où elle entre dans le marais jusqu'à celui où elle en sort, traverse 1^o le marais de Retz, qui a 100 mètres de largeur ; 2^o l'île de Vue ; 3^o le grand pont de Vue ; 4^o l'Ilette, et 5^o le marais de la Tournerie, qui a au moins 300 mètres de largeur.

Nous trouvons donc ici trois issues pour les eaux, le marais de l'Est, celui de l'Ouest et le grand pont de Vue : par conséquent, nous ne sommes point embarrassés pour trouver nos deux rivières, la naturelle et l'artificielle. L'ancienne église de Vue, celle qui a été abandonnée en 1750, était située à une centaine de mètres au-dessous du grand pont. Pour que la seconde condition de notre programme soit remplie, il faut donc que la rivière du grand pont soit la rivière artificielle. Or, l'étier de Vue ou la rivière qui passe sous le grand pont a évidemment tous les caractères d'une rivière artificielle. On va en juger. Le grand pont de Vue se compose de trois voies, par conséquent il a deux piles et deux culées. La culée de l'Est est appuyée sur le roc de l'île de Vue, la pile la plus à l'Est sur le roc d'une île qu'on appelle le Grand-Brosseil, la pile la plus à l'Ouest sur le roc de l'île du Petit-Brosseil, et enfin la culée de l'Ouest sur le roc de l'Ilette.

La forme abrupte du roc de ces quatre îles, qui se trouve à découvert, indique que la main de l'homme a passé par là : ainsi, je ne doute point soit que les quatre îles n'en fissent qu'une, soit au moins que les deux Brosseils ne fussent joints entre eux, et en outre probablement à l'Ilette ou à l'île de Vue. Dans ce dernier cas, il n'y aurait eu que deux îles, l'île de Vue et l'Ilette. Mais, pour faire toutes les concessions possibles, je suppose que les quatre îles existassent naturellement. Est-ce que même, dans

ce cas, les eaux du lac et de la Boulogne, trouvant deux issues considérables, l'une le marais de l'Est, d'au moins 100 mètres, l'autre le marais de l'Ouest, d'au moins 300 mètres, seraient venues choisir trois petites voies, l'une de 8 mètres, et les deux autres chacune de quatre? Non, il n'est pas possible qu'un cours d'eau considérable rencontrant deux belles voies larges de 100 et de 300 mètres, les abandonne pour venir de lui-même passer de préférence dans trois petites voies de 8 mètres et 4 mètres, étranglées dans du roc vif. Il est évident, au contraire, que le peu de largeur des trois petites voies a amené leur comblement naturel, et que ce n'est que conduites par la main de l'homme, et au moyen du creusement d'un lit artificiel, que les eaux du lac sont venues passer sous le grand pont de Vue. Ainsi, tout ce qui est dit de Déas dans le Capitulaire de Louis-le-Débonnaire s'applique parfaitement à Vue. La voie royale était la même que la grande route d'aujourd'hui; elle avait deux ponts, l'un sur le marais de l'Est, l'autre sur celui de l'Ouest. L'abbé Arnoul, dont le monastère était placé sur l'île de Vue, à une soixantaine de mètres au Nord de la voie royale, obtint de l'Empereur de couper cette voie à l'endroit où est aujourd'hui le grand pont de Vue, pour amener au pied de son église les eaux de la Boulogne. Celles-ci passaient auparavant au Sud, je ne sais à quelle distance du monastère, car le marais au Sud de Vue a 1,200 mètres de largeur. Cette nouvelle coupure ou prise d'eau, qui porte le nom d'Etier-de-Vue, absorbant toutes les eaux dans la saison sèche, a probablement été la cause de la perte du nom de la Boulogne.

Enfin, n'oublions pas de mentionner une dernière circonstance toute favorable à Vue, c'est que Saint-Philbert n'a qu'une route départementale, laquelle n'existe que depuis une vingtaine d'années, tandis que Vue a toujours eu une route royale.

Nous abordons maintenant le second acte que nous avons indiqué, la translation du corps de Saint-Philbert.

Les religieux, décidés à quitter l'île d'Her, montent sur un navire qui les débarque au port de la Fourche. Toutes nos recherches pour retrouver ce port ont été inutiles. Du port de la Fourche, et le même jour, le corps est porté à Ampenne, *ad Ampennum suam defertur villam, atque in ecclesia collocatur*. Ainsi, Ampenne était une villa des moines et avait une église. Cette circonstance d'appartenir aux moines et d'avoir une église a fait

penser qu'Ampenne n'était autre que Beauvoir, qui a été jusqu'à la révolution un prieuré dépendant de l'abbaye de Tournus. On passe trois jours à Ampenne, *tertius namque advenerat dies*.

D'Ampenne on se rend à Varinnæ, *tenditur ad locum qui Varinnæ vocitatur.... fixis tentoriis*. Cette circonstance que l'on est obligé d'élever des tentes prouve que Varinnæ n'avait point d'église, ni même de maison. J'en conclus que Varinnæ, qui signifie garenne, n'est pas un lieu habité, mais doit s'appliquer à la plaine connue sous le nom des Chaumes de Machecoul. *A prædicta villa Ampenno longius discessum esset*. Cela prouve qu'il y a loin d'Ampennum à Varinnæ.

Tendimus ire ad locum receptioni præparatum qui Palus nuncupatur..... tentoria fixa. Ces deux circonstances, *receptioni præparatum* et *tentoria fixa*, prouvent qu'il n'y avait ni église ni maison à Palus. J'en tire la conséquence que Palus est un terme générique, le marais probablement, celui que l'on trouve avant d'arriver à Vue lorsque l'on vient du Sud.

Aurora diem porrigente discessum est isthinc et ad Deas monasterium properatum est. Donc il n'y avait pas loin de Palus à Déas, ce qui est encore prouvé 1^o parce qu'on arrive à temps pour dire la messe à Déas, *Missarum denique officiis celebratis*, et 2^o parce qu'il n'y a pas de miracles durant le trajet.

Remarquez que, lorsqu'on vient de Beauvoir à Saint-Philbert, on ne trouve pas de marais, excepté auprès de Beauvoir. Saint-Philbert étant sur la rive gauche de la Boulogne et à l'endroit où le marais de la rive gauche cesse, et où commence le terrain solide, il n'y a pas de marais pour ceux qui viennent du Sud ou du Sud-Ouest. Au contraire, il est impossible d'arriver à Vue par le Sud sans trouver un marais. Les circonstances du récit d'Ermentaire conviennent donc à Vue, et nullement à Saint-Philbert.

Si l'on m'objecte que, le marais touchant immédiatement Vue, il n'est pas probable que les moines se soient arrêtés pour passer la nuit à la porte de Déas sans y entrer, je répondrai que le but des moines était de donner le plus de solennité possible à leur procession, et qu'ils n'ont fait que ce qui se pratique dans toutes les cérémonies religieuses, par exemple à la première entrée des évêques dans leur ville épiscopale. Nous lisons en effet dans toutes les relations des entrées épiscopales que l'évêque, après être venu coucher hors des murs la veille de son entrée,

remet celle-ci au lendemain matin, afin de pouvoir dire, aussitôt son arrivée, la messe, la plus importante des cérémonies du culte catholique.

L'intention des moines de ne faire leur entrée à Déas que le matin est prouvée par cette circonstance, que la procession est partie tard de Varinnæ pour Palus. *Sole jam altius ascendente*. Si on l'avait voulu, on serait arrivé d'une seule traite de Varinnæ à Déas, sans s'arrêter à Palus ; mais alors on n'aurait pas pu célébrer la messe à l'arrivée du corps du saint.

En résumé, dans le voyage d'Ampenne à Déas, la première journée, celle d'Ampenne à Varinnæ, est très-longue, car on est obligé d'y faire deux haltes, à la première desquelles il se fit deux miracles, et un seul à la seconde.

On arrive à Varinnæ avant le coucher du soleil. A ce lieu il se fit trois miracles, et la seconde journée, celle de Varinnæ à Palus, on part tard. Point de halte, et par suite point de miracles durant le trajet. Il paraît qu'on arrive de bonne heure, puisqu'il se fit huit miracles à Palus.

A la troisième journée, *ad Deas monasterium properatum est*. Preuve qu'il y a très-peu loin de Palus à Déas.

Ainsi une bonne journée, puisqu'il y a deux haltes d'Ampenne à Varinnæ ; une petite journée, puisque l'on part tard et qu'il n'y a point de halte de Varinnæ à Palus ; et enfin très-peu loin de Palus à Déas.

Remarquez encore qu'à Ampenne, qui est appelé villa, et où il y a une église, on reste trois jours, tandis qu'à Varinnæ et à Palus, qui sont nommés *locus* et non villa, où l'on est obligé de dresser des tentes, on ne fait que passer la nuit. Ce sont là trois preuves que Varinnæ et Palus ne sont pas des lieux habités. Dans tout ce voyage nous ne pouvons tirer parti que d'une seule circonstance, celle qu'il existe un marais en avant de Déas. Cette circonstance exclut Saint-Philbert et est favorable à Vue.

Au numéro 70 du récit d'Ermentaire, on lit : *in villa Boginno quæ parvo a monasterio separatur spatio*. Peut-on voir dans *Boginum villa* la Genonville qui est le seul village que l'on trouve dans l'île de Vue ? Je me contente de poser la question. Nous arrivons à la circonstance du récit d'Ermentaire, qui nous paraît fournir une preuve décisive en faveur de Vue. Au numéro 77 on

raconte qu'un mendiant du diocèse de Nantes, voulant visiter le tombeau du saint, se traîna jusqu'à la Loire. Il demanda au patron d'un bateau de le passer, mais comme il n'avait pas d'argent, le patron le refusa. Le bateau arrivé au milieu du fleuve, le patron est surpris par le sommeil et perd son gouvernail. Au même instant le bateau, malgré les efforts des rameurs, reste immobile comme s'il était sur une grève. Alors ceux qui étaient sur le bateau, rentrant en eux-mêmes, pensèrent qu'ils subissaient ce châtiment parce qu'ils avaient dédaigné le pauvre mendiant. Ils se décidèrent donc à retourner vers le pauvre, et aussitôt le bateau semble courir de lui-même sans avoir besoin de force étrangère. Arrivés à l'endroit d'où ils étaient partis, ils font embarquer le pauvre et traversent alors le fleuve avec la plus grande rapidité. Je cite maintenant le latin : *Assumens autem pauperculum gubernator ipsius navis ad optatum deduxit locum et quid sibi propter istius pauperis aspernationem accidisset, innotuit. Iste sanitati est redditus, typo quippe laborabat quartano. Ille vero orationibus peractis, quem exhaustum gravi adduxerat morbo sanum reduxit, transque ripam posuit jam dicti fluminis.* « Mais le patron du bateau prenant le pauvre sur ses épaules le conduisit au lieu où ce dernier voulait aller, et il reconnut ce qui lui était arrivé pour avoir méprisé ce pauvre. Le pauvre fut rendu à la santé, car il était malade de la fièvre-quarte. De son côté, le patron, après avoir fini ses prières, reconduisit guéri celui qu'il avait amené épuisé par une grave maladie, et le déposa au-delà de la rive du fleuve. »

Je demande maintenant si le texte que je viens de citer peut s'appliquer à Saint-Philbert. De la rive gauche de la Loire à Saint-Philbert il y a 21 kilomètres. Est-il possible que le patron abandonne son bateau pendant le temps qu'exigent l'aller et le retour à 21 kilomètres ? Est-il possible, en second lieu, que le même patron porte et rapporte le pauvre sur ses épaules, c'est-à-dire faire 42 kilomètres chargé d'un pareil fardeau ? Non ; il est clair comme le jour que le patron de la barque, après avoir traversé la Loire et être entré dans l'Etier-de-Vue, est venu débarquer à peu de distance du monastère. Probablement même que les alluvions du bassin de Vue, étant alors beaucoup moins considérables qu'aujourd'hui, il a pu sans entrer dans l'Etier-de-Vue, et par conséquent sans quitter la Loire, débarquer à

deux ou trois kilomètres du monastère. Quoi qu'il en soit, les expressions d'Ermentaire, qui précèdent immédiatement le passage que j'ai traduit, *cursu citissimo supra dictum transeunt fluvium*, et celles qui terminent le même passage, *transque ripam posuit jam dicti fluminis*, prouvent évidemment que la scène se passe sur les bords du fleuve.

Je croirais faire injure à l'intelligence du lecteur si j'insistais plus longtemps sur ce passage, et je termine ce petit travail par un dernier argument tiré du pèlerinage de Vue. Ce pèlerinage existe encore aujourd'hui, mais en 89 il était beaucoup plus fréquenté. Les habitants du pays de Retz s'y rendaient par paroisses, chaque paroisse bannière en tête. Ce pèlerinage est le plus important du pays nantais, et il est tellement ancien que personne ne connaît son origine. Quant à nous, nous pensons qu'il n'est que la continuation du concours immense qui se fit au IX^e siècle au tombeau de saint Philbert. Il faut lire le récit d'Ermentaire pour se faire une idée de ce concours. Il n'est pas étonnant qu'il y ait eu une fête annuelle pour célébrer la translation du corps de saint Philbert, dans le lieu même où il fut déposé, puisque, suivant les Bollandistes, on célébraît, à quatre époques différentes, la fête de cette translation, savoir : anciennement à Tournus, le 7 juin, c'est la date de la translation réelle ; plus tard à Tournus, le 15 octobre ; dans les Pays-Bas, le 14 février ; et enfin, à Charlieu dans le Lyonnais, qui est sous le vocable de saint Philbert, le 22 mai.

Aucune de ces dates n'est celle de Vue. Pourquoi le pèlerinage de Vue a-t-il lieu le 28 juillet, jour de sainte Anne, à l'exemple de celui d'Auray ? Je l'ignore.

GEORGES DEMANGEAT.

DE L'ORIENTATION DES ÉGLISES.

MÉMOIRE

LU A LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE D'ILLE-ET-VILAINE, DANS LA SÉANCE
DU MOIS D'AVRIL 1853.

MESSIEURS,

Ceux qui, de nos jours, ont créé la science archéologique et en ont répandu le goût avec tant de zèle et aussi tant de succès, n'ont pas dû se proposer uniquement de diriger l'activité des esprits vers une source nouvelle de connaissances, et d'offrir une pâture abondante à notre curiosité toujours avide. Ils ont dû d'abord chercher à remettre en lumière toute une série d'idées qu'on s'était plu à plonger dans l'oubli, à réhabiliter un système d'architecture né sous l'influence de ces idées, et qu'avec un aveuglement et une légèreté inévitables on était convenu de répudier comme le produit de l'ignorance et de la barbarie.

Le clergé surtout qui, tout d'abord, a reconnu dans cette science un complément nécessaire de ses études; ses chefs éclairés qui, non-seulement, ont encouragé l'établissement des sociétés archéologiques en s'inscrivant au nombre de leurs membres et en prenant part à leurs travaux, mais qui, dans beaucoup de diocèses, ont établi des chaires d'archéologie dans leurs séminaires, et s'y sont installés quelquefois comme professeurs, ces hommes, dis-je, ont dû avoir en vue autre chose que suivre un mouvement passager des esprits vers une étude plus ou moins intéressante. Oui, Messieurs, ils ont accueilli cette science nouvelle, au moins en tant qu'étude des monuments religieux; ils l'ont accueillie avec empressement et amour, parce qu'ils y ont vu un moyen de s'expliquer à eux-mêmes tous ces secrets d'un art dont leurs devan-

eiers furent les fondateurs, et qui, après avoir été un mode d'enseignement fécond en résultats utiles, était devenu comme un livre seellé dont ils ne savaient pas déchiffrer les premières pages. Ecoutez plutôt un des membres du clergé, qui me semble avoir mieux compris l'étude du moyen âge chrétien (1).

«... En étudiant nos monuments religieux, dit-il, et en nous
 « pénétrant des pensées de foi qui guidaient nos artistes dans
 « l'ornementation de nos vieilles basiliques, nous eûmes y re-
 « connaître un vaste livre continuellement ouvert sous les yeux
 « des savants et des ignorants. Ce livre présentait à tous des
 « notions claires et précises sur les vérités qu'ils devaient croire,
 « sur les devoirs qu'ils avaient à remplir, et sur les récompenses
 « qui leur étaient promises ; quoique le temps et les révolutions
 « aient déchiré des pages bien précieuses de ce livre, il en reste
 « encore assez pour que nous puissions à notre tour en faire
 « l'objet de nos méditations. Nous y rencontrons tout ce qui peut
 « nous intéresser le plus ; notre origine, la nature de notre âme,
 « notre fin, les moyens de parvenir à cette fin, les sacrifices que
 « l'Homme-Dieu s'est imposés pour nous y conduire, l'établisse-
 « ment de son Église, les nombreux héros qu'elle a enfantés, la
 « lutte du mal contre le bien, les champions des deux armées,
 « les vertus et les vices, enfin le terme de cette lutte quand le
 « souverain juge, qui déjà, comme rédempteur, est venu porter
 « les premiers coups au génie du mal, viendra de nouveau à la
 « fin des siècles pour anéantir son empire.

« Ce ne serait pas assez, dit-il dans un autre endroit, d'être
 « initié aux secrets de l'archéologie proprement dite, et de
 « connaître en détail tout ce qui constitue la structure de nos
 « monuments. Nous ne devons pas ignorer que les animaux, dis-
 « persés dans cet autre paradis terrestre, ont un nom en rap-
 « port avec leurs mœurs et tiré de leur nature même, et que
 « les fleurs variées qui y croissent mêlent leurs suaves parfums
 « à ceux de l'encens qui brûle dans le sanctuaire. Nos ma-
 « gnifiques vitraux, avec leurs myriades d'anges et de saints per-
 « sonnages, ne sont pas seulement des voiles diaphanes qui
 « laissent parvenir dans le lieu de la prière la lumière céleste
 « adoucie par la pourpre et l'azur, nous devons y recon-

(1) L'abbé Crosnier, *Manuel d'iconographie chrétienne*.

« naître les images de nos protecteurs et de nos modèles. Ces
« figurines accolées aux voussures des portails, ces bas-reliefs qui
« ornent les tympan, ces médaillons accrochés aux soubasse-
« ments, ces sentinelles de pierre qui veillent jour et nuit au-
« tour du temple saint, les unes aux portes, les autres sur les
« murailles, ne doivent pas être pour nous autant de sphinx
« dont nous ne saurions expliquer les énigmes. »

On s'est encore proposé, comme terme de ces études, un but plus pratique, l'application des règles traditionnelles et des formes symboliques dans la restauration des anciennes églises, ainsi que dans la construction et l'ornementation des nouvelles.

Je me plais à le reconnaître, Messieurs, ce but a été atteint en partie dans certaines circonstances, et aussi complètement que possible dans certaines contrées. En Angleterre, par exemple, où l'on est peut-être moins dominé par l'activité de l'imagination, où par suite on étudie avec plus de calme, peut-être avec un œil plus observateur, où l'on sent moins le besoin de mêler quelque chose de soi en reproduisant un modèle, et où l'on ne craint pas de faire usage de la règle et du compas pour copier plus fidèlement, je erois qu'on est arrivé à des résultats plus généralement satisfaisants. Mais dans notre pays, et je veux me restreindre particulièrement à notre département, qui m'est mieux connu, on est loin d'avoir encore étudié assez consciencieusement l'art chrétien du moyen âge pour en comprendre les secrets, pour en respecter les formes, pour en défendre les reliques, d'autant plus précieuses qu'elles sont plus rares.

Ce n'est pas que chez nous moins qu'ailleurs l'architecture ogivale soit de mode ; il n'est pas d'église de village qui n'ait aujourd'hui ou une chaire, ou un autel, ou un confessionnal gothique, et l'on pourrait citer telle grande église de ville qui bientôt semblera un atelier ou un magasin de meubles gothiques. Il n'est pas un de nos architectes qui ne se soit exercé quelque part à une construction dans ce style. Et il faut le dire, à la louange de notre époque, les occasions ne leur ont pas manqué, car on n'avait peut-être jamais construit ou restauré un plus grand nombre d'édifices religieux. Mais ce qui manque à plusieurs d'entr'eux, c'est une étude assez complète de l'art qu'ils essaient de reproduire pour conserver le caractère spécial d'une époque, l'unité de style dans l'ensemble du plan et dans les dé-

tails de chacune de ses parties, la physionomie générale que l'on aime à retrouver dans un édifice de ce genre, et qui le fait reconnaître immédiatement comme appartenant à tel ou tel style particulier. De ce défaut d'études patientes et sérieuses résulte encore un embarras évident, un tâtonnement et une hésitation qui sautent aux yeux dans l'agencement des divers membres d'architecture, dans l'emploi des moulures, dans le choix des motifs d'ornementation. Il en résulte même chez quelques-uns une aberration d'idées et une dépravation de goût qu'on s'explique à peine.

Un architecte de notre département, qui ne manque ni de zèle, ni d'occupations, exposait devant moi dernièrement un système qu'il lui tardait d'appliquer à une grande construction, et qu'il développait, je ne dis pas seulement avec un sang-froid déconcertant, mais avec une complaisance et une satisfaction dignes d'une meilleure découverte. Ce système consistait à faire des différents styles de l'architecture du moyen âge l'emploi qu'on fait des divers ordres grecs et romains. Ainsi, au rez-de-chaussée il voulait placer le style roman avec sa sévérité primitive, au-dessus, immédiatement, le style ogival du XIII^e siècle, et enfin aux étages supérieurs et aux points culminants, les styles plus fleuris et plus légers des siècles subséquents.

Je ne crains pas même d'avouer que les ecclésiastiques qui sont appelés, à certains égards du moins, à diriger les travaux de leurs églises, ont trop perdu de vue les traditions vénérables et les règles canoniques que le moyen âge a toujours respectées si religieusement. Et c'est sur un point particulier de ces règles et de ces traditions que je voudrais attirer leur attention plus encore que la vôtre, tout en soumettant à vous et à eux le résultat de mes observations et de mes recherches, avec toute la déférence que je dois aux uns et aux autres.

Cette question, qui appartient autant à la liturgie qu'à l'archéologie, est celle de l'*orientation* des églises, question qui ne manque, selon moi, ni d'actualité, ni d'importance, puisque dans un temps où l'on construit tant d'églises, et où l'on tient à les construire sur le modèle de celles que nous ont léguées les siècles de foi, on doit tenir aussi à leur donner le caractère symbolique et les dispositions mystérieuses qui les distinguent surtout des autres édifices du même genre, et qui, dans la pensée de

nos pères, n'étaient pas moins essentiels que les formes architecturales pour répondre à l'idée qu'ils avaient d'une église.

Eh bien ! c'est une règle qui remonte à la plus haute antiquité, et que l'on a suivie scrupuleusement pendant toute la durée du moyen âge, d'*orienter* les édifices destinés à la prière, c'est-à-dire de diriger le chevet vers le point du ciel où le soleil se lève à l'équinoxe, et l'entrée principale vers le point opposé. Je ne connais pas, en Bretagne au moins, une seule exception à cette règle, si ce n'est à dater du *xvii^e* siècle, époque à laquelle, vous le savez, on sembla s'étudier à rompre avec toutes les traditions des siècles chrétiens pour réhabiliter les traditions païennes. De nos jours surtout on paraît ignorer complètement cette règle et n'en plus comprendre la raison, puisque non-seulement on construit sans scrupule des églises dans quelque direction que ce soit, mais qu'on semble prendre plaisir à d'*és-orienter* les anciennes. Il suffit, pour cela, de la plus légère cause ; une raison d'économie plus ou moins réelle, un peu plus de commodité pour l'entrée ou le placement des fidèles, un peu plus de symétrie ou de régularité dans l'alignement de deux édifices qui n'ont aucun rapport entre eux. Ainsi, à Montfort, où l'on disposait d'un magnifique emplacement, où l'on avait des avantages réels (1) à se conformer à la règle dont je parle, on a tout sacrifié au plaisir de faire de l'église le pendant du tribunal civil, et d'aspeeter l'une comme l'autre. A Ercé, toute l'église vient d'être reconstruite, moins la tour ; et pour conserver cette tour, qui n'est qu'un ignoble travail de goujat et dont on ne voudra plus avant dix ans d'ici, on n'a pas balancé à ehanger l'orientation de l'église. La même chose s'est passée, quelques années plus tôt à Saint-Grégoire, tout auprès de nous et pour le même motif. Je pourrais citer plus de trente églises ou ehapelles eonstruites, dans ces dernières années, contrairement à la règle d'orientation pour des prétextes aussi légers, et souvent par ignorance de la règle même.

Mais un fait qui me tient plus au cœur, et contre lequel j'avais

(1) On pouvait, en effet, ménager un parvis en avant du grand portail ; on supprimait la dépense énorme que nécessitera la construction d'un perron considérable pour monter à l'église, et la fatigue occasionnée par ces nombreux degrés. Enfin, on s'abritait contre le vent du Nord, qui pénètre par toutes les portes, et que n'arrête aucun obstacle.

protesté lorsqu'il n'était encore qu'à l'état de projet ; un fait qui vient condamner tout ce qui a été tenté depuis vingt-cinq ans pour renouer la chaîne des traditions de l'art chrétien, et pour rendre aux œuvres de nos pères la justice qui leur est due, c'est la transformation malheureuse qu'on a fait subir à notre église historique, curieuse et monumentale de l'abbaye de Saint-Méen ; c'est la manière inintelligente, pour ne pas dire barbare, dont elle a été opérée ; car non-seulement on a transporté l'autel à la place de la porte occidentale, et cette porte à la place de l'autel, mais on a démoli deux retables de la Renaissance, dont le style, il est vrai, n'était guère en rapport avec celui de l'édifice, mais qui, dans leur genre, avaient une valeur réelle, et avec les débris on a fait je ne sais quoi qui ne ressemble à rien. De même, le portail occidental a été transporté pièce à pièce à l'Orient, chaque pierre a été repiquée, et le tout est si bien rétabli qu'on n'y reconnaît plus rien, si ce n'est le cachet de l'impéritie et de la maladresse d'un maçon de village.

Je suis loin de condamner les intentions de ceux qui ont cru devoir opérer ce changement ; mais je regrette qu'au moins ils n'aient pas rencontré un homme assez habile pour l'effectuer d'une manière plus tolérable (1).

Il n'est donc pas hors de propos, Messieurs, de rappeler l'usage de l'*orientation*, et de populariser les raisons mystiques qui en ont fait longtemps un principe, et comme un dogme du symbolisme chrétien. Encore une fois, s'il est bien de travailler à la résurrection de l'art religieux d'après les modèles du moyen âge, il faut s'efforcer de les reproduire dans toute leur perfection, et avec tout le mysticisme qui en faisait le principal caractère.

« L'orientation des églises, dit un savant professeur du grand séminaire de Langres (M. l'abbé Godard, *Cours d'archéologie sacrée*), est une des lois les plus belles du symbolisme chrétien. »

(1) Il y avait sans doute quelque chose à faire pour approprier l'église de l'abbaye de Saint-Méen aux besoins de la paroisse. Un bas-côté, parallèle à celui qui existe au Nord de l'ancien cœur, eût pu être construit avec du temps et les secours du gouvernement. Le prolongement de l'abside et la construction d'une sacristie eussent encore amélioré beaucoup l'église, mais il eût fallu patienter encore, et s'ingénier à trouver des ressources ; on a cru plus expéditif et plus commode de détruire que d'édifier.

Nous pourrions ajouter qu'elle est aussi l'une des plus anciennes et des plus vénérables. Les *Constitutions apostoliques* (liv. 2; ch. 7) en font une règle pour la construction des temples : « *Ædes sit oblonga orientem versùs.* » Elle ne pouvait être appliquée alors que l'on transformait en églises les anciennes basiliques civiles. « D'ailleurs, dit M. Batissier (1), les hérétiques « ayant imaginé de voir Jésus-Christ dans le soleil, le respect « pour l'ancienne règle céda au danger de paraître autoriser « la superstition ; c'est à ce point qu'on pourrait regarder l'orientation des églises antiques de l'Italie comme une exception. »

Mais bientôt on revint à cette loi, comme l'attestent les plus anciens auteurs. Ainsi saint Paulin, décrivant la basilique de Saint-Félix, l'une des plus remarquables de leur temps, dit qu'elle n'est pas orientée comme c'était alors la coutume presque générale. « *Prospectus basilicæ, non ut usitatio mos est, orientem spectat.* » Et Valafride Strabon remarque également que le très-grand nombre des édifices sacrés sont aspectés conformément à la règle : « *Pluritatem maximam ecclesiarum eo tenore constitui* (2). »

Le P. Cahier, si connu aujourd'hui pour ses beaux travaux sur l'iconographie chrétienne, tout en admettant de nombreuses exceptions pendant les premiers siècles, reconnaît toutefois que « l'orientation des basiliques, d'après les plus anciennes prescriptions, semblerait avoir été fixée de manière que le grand « axe formât une ligne dirigée de l'Est à l'Ouest, les portes regardant l'Occident, et l'abside présentant sa convexité à l'Orient. Ainsi, continue-t-il, les fidèles ayant à droite le Midi et « à gauche le Nord, tournaient le visage vers l'Orient (3). »

Qu'il nous suffise, au reste, de constater l'antiquité de cette prescription, dont l'observation a pu rencontrer dans les premiers temps de nombreux obstacles, comme on le conçoit aisément ; ce qu'il importe de reconnaître et ce qui n'est contesté par personne, c'est que pendant tout le moyen âge on s'y est conformé avec exactitude, même dans des circonstances où il sem-

(1) Histoire de l'art monumental.

(2) Valafrid. De rebus eccles. c. 4. *In quas plagas cœli orantes vertuntur.*

(3) Annales de philosophie chrétienne, t. XIX, p. 352.

blait très-excusable d'y déroger (1), et que si l'on rencontre quelques exceptions, on peut dire qu'elles servent à confirmer la règle générale.

Un homme dont le nom vous est bien connu, et qui s'est pénétré plus qu'aucun autre peut-être de l'esprit qui présidait à la construction et à la décoration de nos églises pendant la période ogivale surtout, le célèbre Pugin, va nous dire ce que ses études profondes, ses nombreux voyages et ses observations judicieuses lui ont appris à cet égard (2).

« Le temps est venu, dit-il, pour les catholiques, de reprendre
« les traditions architecturales de leurs pères.....
« » Ainsi « l'église
« doit tourner son chevet vers l'Orient. Le moyen âge taxe
« d'hérésie l'infraction à cette loi constante. Il y a bien deux
« siècles que les architectes français ne se préoccupent plus de
« l'orientation. Cependant l'*Histoire du comté d'Evreux*, par
« Lebrasseur, nous apprend que dans les dernières années du
« xviii^e siècle, vers 1696, l'évêque Jean Potier de Novion fit de
« longues difficultés avant de se décider à bénir l'église des Ca-
« pucins de la ville d'Evreux, parce que, contrairement à l'usage
« canonique, les religieux avaient placé leur autel à l'Occi-
« dent. »

Ce fait, rappelé ici par le célèbre architecte anglais, prouve en effet que jusqu'à cette époque, encore assez récente, on conservait une grande vénération pour cet usage, et que les évêques, gardiens naturels des pieuses traditions, voyaient avec peine qu'on s'en écartât.

Il y avait du reste sur ce point toute une doctrine admise par les auteurs ecclésiastiques et les docteurs les plus recommandables. Pugin la résume en peu de mots dans les lignes suivantes :
« L'Orient a toujours été le théâtre privilégié des prodiges. L'é-

(1) Je me contente de citer l'ancienne église de Bazouges-la-Pérouse et la chapelle de l'Hôpital de Vitré. Pour l'une comme pour l'autre, il était tout naturel de placer l'entrée sur la rue, mais on eût enfreint la règle d'orientation ; on aimait mieux se réduire à une entrée latérale, ou à prendre un long détour pour arriver à la grande porte.

(2) Dublin Review, dans un article remarquable sur la cathédrale de Birmingham, analysé par M. J. Gondou dans son livre *Du mouvement religieux en Angleterre*.

« toile qui apparut aux Mages pour les guider à la crèche de
 « Bethléem, commença à briller dans les régions de l'Est. Nous
 « devons reporter avec amour nos regards et nos cœurs vers la
 « Terre-Sainte, où le Verbe s'est fait chair pour habiter parmi
 « nous. Le Sauveur est la lumière du monde ; l'Orient est la
 « figure de cette lumière incréée. Sur la croix, Jésus regardait
 « l'Occident ; la croix, placée sur l'autel du côté de l'Est, fait
 « face au peuple chrétien rangé dans la nef occidentale, et lui
 « rappelle ainsi la mystérieuse disposition du Calvaire. Au jour
 « de la Pentecôte, les flammes de l'Esprit-Saint descendirent de
 « l'Orient sur le cénacle. Les apôtres se tournaient vers l'Est
 « pour prier. En priant de la même manière, le fidèle se distin-
 « gue de l'hérétique et de l'infidèle, qui prient indifféremment
 « tournés vers tous les points du ciel. Enfin, suivant une immé-
 « moriale tradition, c'est de l'Orient que le Christ viendra juger
 « les vivants et les morts. »

Permettez-moi de citer, à l'appui de cet exposé succinct des raisons mystiques de l'*orientation*, quelques textes des auteurs d'où elles sont tirées.

C'est d'abord saint Thomas (1), qui à lui seul donnerait une grande autorité à ces raisons : « *Adoramus versùs orientem, pri-
 « mo quidem propter divinæ majestatis indicium quod nobis mani-
 « festatur in motu cæli qui est ab oriente.* »

Vous remarquerez que ce premier motif, indiqué par le docteur angélique, est à ajouter à ceux que Pugin a mentionnés. Voici les autres :

« *Secundo propter paradisum in oriente constitutum. Tertio prop-
 « ter Christum qui est lux mundi et oriens nominatur. Et qui ascen-
 « dit super cælum cæli ad orientem. Et ab oriente etiam expectatur
 « venturus, secundum illud Matthei : Sicut fulgur exit ab oriente et
 « paret usque ad occidentem ita erit et adventus filii hominis.* »

Honorius (2) d'Autun reconnaît les mêmes raisons et en admet de nouvelles :

« *Una est quia in oriente est patria nostra, scilicet paradisus
 « undè expulsos nos dolemus. Orantes ergò contrà paradisum nos
 « vertimus, quia reditum illius petimus. Alia est quia in oriente*

(1) Saint Thomas, 2. 2. q. 84. art. 3.

(2) Honorius *Gemma animæ*, lib. 1, c. 95.

« *surgit corpus cœli et lux diei, ad orientem itaque nos vertimus,*
 « *quia Christum qui est oriens et lux vera nos adorare significamus,*
 « *ejus debemus esse cœli, ut ejus lux in nobis velit oriri. Tertia est quia*
 « *in oriente sol oritur, per quem Christus sol justitiæ exprimitur. Ab*
 « *hoc promissum habemus, quod in resurrectione ut sol fulgeamus.*
 « *In oratione ergo contrà ortum solis vertimus nos ut solem angelo-*
 « *rum nos adorare intelligamus, et ut ad memoriam gloriam nostræ*
 « *resurrectionis revocemus, eum solem quem in occidente quasi mori*
 « *conspeximus, tanta gloria resurgere in oriente videmus. »*

Cette dernière pensée de notre résurrection future, figurée par le retour du soleil qui semble renaître avec tant d'éclat à son orient, méritait bien de figurer au nombre des raisons de l'orientation, et je m'étonne qu'elle ait échappé à notre docte architecte. Il en est de même de celle du paradis, d'où le péché nous a exclus, et vers lequel nos yeux mouillés de larmes doivent sans cesse se reporter. M. l'abbé Godard, que j'ai déjà cité, n'a pas manqué de les signaler (1).

Saint Jean Damascène exprime encore les mêmes idées dans des termes non moins remarquables (2).

« *Quia Deus est lux intelligibilis et sol justitiæ, et oriens in scrip-*
 « *turis nominatur Christus, dedicandus illi oriens est ad orationem...*
 « *Plantavit Deus paradysum in Eden ad orientem... Antiquam igi-*
 « *tur patriam requirentes, ad ipsam suspirantes Deum adoramus.*
 « *Verum etiam et Christus crucifixus ad occidentem respiciebat; et*
 « *sic adoramus ad ipsum suspirantes. Et assumptus ad orientem*
 « *ferebatur et sic ipsum apostoli adoraverunt. Et sic eveniet... Ipsum*
 « *igitur expectantes ad orientem spectamus. »*

Il me serait facile de multiplier les citations. Durand de Mende, dans son *Rationale divin. offie.*; Innocent III, qui consacre à cette question un chapitre de son traité *De sacro altaris mysterio*; le cardinal Bona, *De div. psalm.*, nous fourniraient au besoin de nombreux témoignages; mais tous les textes que je pourrais ajouter aux précédents reproduisent les mêmes idées, et ne pourraient que confirmer l'autorité déjà suffisante des premiers.

J'ajouterai seulement une observation, pour montrer qu'en s'écartant de ce principe du symbolisme de nos églises on en dé-

(1) Manuel d'archéol. religieuse, p. 442.

(2) Orthodoxæ Fidei, lib. IV, c. 13.

truit un autre, qui n'avait pas moins d'autorité dans la pensée de nos pères. Nous venons de voir les idées qu'ils attachaient à l'Orient et à l'Occident par rapport à la situation de leurs temples; voici maintenant celles que réveillaient en eux les deux autres points cardinaux du ciel, le Septentrion et le Midi.

« Il résulte, dit encore un savant archéologue déjà cité (1), de
 « l'examen des ouvrages d'art et du dépouillement des écrits,
 « qu'au Nord se rapporte en général tout ce qui indique l'infé-
 « riorité : les ténèbres, le malheur, le péché, le démon; au Midi,
 « tout ce qui rappelle la supériorité : la lumière, le bonheur, la
 « vertu, l'Esprit-Saint. Le Midi, c'est la droite qui se prend en
 « bonne part; le Nord, c'est la gauche qui se prend en mau-
 « vaise part. »

A l'extérieur des églises, ces idées se révèlent par le système de décoration, les sujets des sculptures, et nous pourrions développer cette remarque si elle portait sur un point moins accessoire. A l'intérieur, elles se manifestent par certaines cérémonies et prescriptions liturgiques; ainsi la position du diacre chantant l'Évangile, l'ordre des aspersions et des processions, les côtés assignés aux hommes et aux femmes, l'emplacement consacré aux fonts baptismaux, on les retrouve dans les scènes sculptées sur les chapiteaux historiés ou peints dans les verrières.

Mais les témoignages écrits sont encore plus nombreux et plus explicites. Permettez-moi d'en citer quelques-uns :

Hugues de Saint-Victor (2) commente ainsi ces paroles du Cantique des Cantiques : « *Surge aquilo et veni auster,* » « *Aquilo frigidissimus ventus est. Ab aquilone, inquit Hierem Pandetur omne malum. Ibi sedes Satanæ. Inde ruinæ principium. Ventus Aquilo gravis est tentatio. Auster Calidissimus ventus est : Deus inquit ab Austro Veniet, Ibi sedes Altissimi ; ibi dilectionis ardor. Auster Spiritus Sancti gratiam designat..... Ab aquilone diabolus, ab austro Deus. Ille ignorantiae tenebras inhabitat, iste serenitatem caritatis amat.* »

Honorius d'Autum dit à son tour : « *Nunc autem secundum solitum morem diaconus se vertit ad aquilonem, ubi stant feminae quæ*

(1) M. l'abbé Godard.

(2) Hugues. Bestiaire, lib. I, c. 12.

« *carnales significant, quia evangelium carnales ad spiritualia vocat. Per aquilonem quoque diabolus designatur qui per evangelium impugnatur. Per aquilonem enim infidelis populus denotatur, cui evangelicum prædicatur, ut ad Christum convertatur.* »

Le célèbre Alcuin a reproduit à peu près les mêmes idées. Saint Isidore, saint Grégoire, saint Eucher nous fourniraient des textes presque identiques. Ecoutez encore un mot du grand docteur Augustin et un autre de saint Jérôme. Le premier est on ne peut plus positif : « *Austrum.... nunquam in sanctis libris mali aliquid significare, sicut aquilo nunquam in bono : Illum quia ex ea parte flat quæ lux claret, istum quia ex eâ unde lux est remotior.* »

Le second, s'il était possible d'en faire une application directe et rigoureuse à notre thèse, formulerait une terrible condamnation contre ceux qui seraient tentés de la combattre.

« *Aquilo durus ventus : nomine autem dexter vocatur, ab his videlicet qui ejus abriguere frigore et calorem fidei perdiderunt.* »

En effet, Messieurs (et cette réflexion m'amène naturellement au développement de ma pensée), si, au lieu de suivre la règle d'orientation, on place l'autel à l'Ouest et l'entrée de l'église à l'Orient, il s'ensuit que le Nord de l'église devient le côté droit et le Midi le côté gauche. Le symbolisme fondé sur la disposition contraire est donc détruit ; les prescriptions liturgiques et cérémoniales que j'ai indiquées n'ont plus le sens mystérieux qu'on a voulu leur donner ; beaucoup d'expressions consacrées dans le langage ecclésiastique perdent leur application, et une portion importante des traditions chrétiennes est anéantie.

A ces différentes raisons qui appartiennent à un ordre purement spirituel, je pourrais en ajouter d'autres d'un ordre moins relevé, mais qui à elles seules justifieraient l'ancienne orientation de nos églises. Vous avez remarqué, particulièrement dans notre pays, que le chevet droit de nos églises ogivales est ouvert par une grande fenêtre qui est souvent leur principal ornement. Les architectes d'alors ne craignaient pas de donner ainsi un large passage à la lumière, tempérée d'ailleurs par une verrière peinte, parce que, à son lever, le soleil brille ordinairement d'un éclat moins éblouissant qu'à son coucher. Mais supposez le chœur aspecté au Midi ou à l'Ouest, il sera alors nécessaire d'en boucher les fenêtres au moyen d'épaisses tentures.

J'ai fait l'expérience de cet inconvénient dans une de nos églises *désorientées*, celle de Bazouges-la-Pérouse. En y entrant un jour où le soleil à son couchant dardait de toute sa force ses rayons enflammés, il me fut comme impossible de fixer les yeux vers le maître-autel. Les vitraux de couleur dont les fenêtres sont ornées ne faisaient qu'ajouter à l'éblouissement dont j'étais atteint.

Supposez de même toutes les portes ouvrant ou à l'Est ou au Nord, vous aurez dans ce cas à subir toutes les rigueurs du vent glacial qui souffle de ces régions pendant l'hiver. Je pense que la position des nouvelles églises de Bain, de Montauban et de Montfort a dû révéler cet inconvénient déjà plus d'une fois, et faire comprendre d'une manière très-sensible la juste réprobation de nos auteurs mystiques pour ce cruel aquilon.

Mais je m'empresse de me résumer et de conclure, Messieurs, dans la crainte d'abuser de votre attention, que je n'ai déjà que trop mise à l'épreuve.

Sans avoir été jamais une loi rigoureuse de l'Église, la règle d'*orientation* date des premiers temps du christianisme. Pendant tout le moyen âge, elle fut suivie et consacrée comme l'un des plus beaux principes du symbolisme. La suivre aujourd'hui encore, chaque fois que des raisons très-graves ne s'y opposent pas, est une conséquence de l'adoption et de la résurrection de l'art chrétien, en même temps qu'une preuve de respect pour les pieuses traditions de nos pères. La rejeter légèrement et sans motif légitime, c'est faire preuve d'ignorance des plus saintes lois du mysticisme catholique, ou mépriser bien inconsidérément ses plus vénérables enseignements.

Chacun de nous, dans la sphère de ses influences ou de son autorité, prouvera donc son zèle éclairé pour la conservation et la réhabilitation de l'art chrétien dans ce qu'il a de plus précieux et de plus essentiel, lorsque, à l'occasion, il rappellera cette règle et les raisons qui l'appuient, et qu'il en procurera l'observation selon l'étendue de son pouvoir. Car, Messieurs, et cette réflexion vous l'avez faite déjà vous-mêmes, si l'on revient à l'architecture ogivale ou romane avec tant d'enthousiasme, et si nous assistons à une réaction si favorable aux arts du moyen-âge, appliqués surtout aux édifices religieux, ce n'est pas à la forme seule que l'on rend hommage, c'est aux idées, aux senti-

ments, aux croyances qu'elle rappelle et qu'elle semble mieux exprimer. C'est que cet art est le produit du génie chrétien, et la plus belle expression des nobles élans qu'il inspire; c'est que nous comprenons que dans un temple catholique nous ne devons pas chercher seulement un chef-d'œuvre d'architecture, l'harmonie des lignes, la variété et l'élégance des motifs d'ornement, mais quelque chose qui élève notre âme au-dessus des préoccupations de la terre, quelque chose qui nous rappelle les vérités que nous croyons, les mystères que nous adorons, les récompenses que nous attendons, comme les châtements qui nous effrayent et nous rendent meilleurs. Mais une église ne répondra à ces besoins qu'autant qu'elle sera, sous tous ces rapports, dans les conditions que lui ont assignées nos pères, et c'est une de ces conditions que j'ai voulu rappeler et sauver de l'oubli où elle est menacée de s'ensevelir.

BRUNE, *Chan. hon.*

DES OSISMII.

(CONGRÈS DE MORLAIX, 1850.)

La 16^e question du programme du Congrès breton est ainsi conçue : « Quelles étaient les divisions territoriales de la péninsule armoricaine à l'époque gauloise et sous la domination romaine? — Discuter spécialement : 1^o l'opinion de D'Anville sur les limites de la cité des Osismiens ; 2^o celle de M. Walkenaer sur les diverses peuplades gauloises du Finistère ; 3^o les textes de l'Anonyme de Ravenne qui concernent la Bretagne. »

La première partie de cette question ne peut être traitée ici d'une manière complète ; elle demanderait des développements qui formeraient à eux seuls un volume, si j'en juge par les travaux auxquels je me suis déjà livré sur les Nannètes en recherchant quelle était leur ancienne capitale, et sur les Curiosolites en parlant de la cité d'Alet, sur laquelle le Congrès avait, l'an passé, appelé l'attention. Tout ce que j'en puis dire aujourd'hui, c'est qu'il existait dans la Bretagne Armorique, au moment de la conquête des Gaules par les Romains, cinq peuplades : les *Osismii*, les *Venètes*, les *Curiosolites*, les *Redones* et les *Nannètes* ; je n'admets que celles-là, et avec d'autant plus d'assurance que, au commencement du ^{ve} siècle, je les retrouve formant des cités romaines dans la Notice des provinces. Les *Agnotes*, *Anagnotes*, *Ambialites* ou *Ambiliates*, *Ambibarrii*, *Lemovices*, *Lexobii*, *Biducesii*, *Diablintes*, *Cadetes*, et même les *Corisopiti*, me paraissent n'avoir été placés sur le territoire breton armorique que par suite d'erreurs diverses, de conjectures mal fondées, de

fausse analogie dans les noms, et un défaut absolu de critique. Il me semble que nous sommes arrivés au point où il convient de dégager l'histoire de nos origines de tout ce bagage de mauvais aloi, qui jusqu'ici nous a été plus nuisible que profitable, en ce qu'il nous a jetés dans une confusion inextricable, une extrême incertitude, qui n'ont produit et ne pouvaient, en effet, produire aucun résultat sérieux.

L'objet principal de la seconde partie de la question, c'est d'abord le peuple des *Osismii* ou Osismiens, son territoire, ses limites, puis les diverses peuplades que M. le baron Walkenaer et bien d'autres dissertateurs ont voulu placer sur ce territoire. Parmi ces noms excessivement douteux se rencontrera le *Chris* de l'Anonyme de Ravenne, dont nous dirons quelques mots.

Les *Osismii* sont l'un des peuples de la Gaule dont les anciens géographes et les historiens romains ont le plus souvent parlé.

Le Marseillais Pythéas, près de 400 ans avant J.-C., paraît avoir suivi les côtes de l'Espagne, de la Lusitanie, de l'Aquitaine, de l'Armorique et des Iles Britanniques. Il écrivit ce voyage, et Strabon en a recueilli, dans les ouvrages d'Eratosthènes, des noms et des indications qui paraissent s'appliquer au pays des *Osismii*. Voici le texte grec (liv. I, p. 64, C. de Casaubon) :

Δεῖν δὲ ἔτι προσθεῖναι τὸ ἐκτὸς Ἡρακλείων στηλῶν κύρτωμα τῆς Εὐρώπης, ἀντικείμενον μὲν τοῖς Ἰβήρσι, προπεπτωκὸς δὲ πρὸς τὴν ἐσπέραν οὐκ ἔλαττον σταδίων τρισχιλίων, καὶ τὰ ἀκροτήρια τὰ τε ἄλλα καὶ τὸ τῶν Ὠστιδαμνίων ὃ καλεῖται Κάλβιον, καὶ τὰς κατὰ τοῦτο νήσους, ὧν τὴν ἐσχάτην Οὐξισάμην φησὶ Πυθέας ἀπέχειν ἡμερῶν τριῶν πλοῦν. Ταῦτα δ'εἰπὼν τὰ τελευταῖα οὐδέν πρὸς τὸ μῆκος συντείνοντα προσέθηκε τὰ περὶ τῶν ἀκρωτηρίων καὶ τῶν Ὠστιδαμνίων, καὶ τῆς Οὐξισάμης καὶ ὧν φησὶ νήσων.

Traduction latine de Guarinus de Vérone, Basil., 1549. In fol.

« Adjicienda est etiam Europæ curvatura extra columnas Herculeas, Hispaniæ quidem opposita, ad occasum autem vergens non minus stradiorum tribus millibus, et promontoria partim alia, partim vero Ostidamnia, appellatur autem Calbium, et huic adjacentes insulæ ex quibus novissima Uxisama per trium dierum (ut ait Pytheas) navigationem abest. Hæc postremo locutus, nonnulla de promontoriis et de Ostidamniis et de Uxisama et de dictis ab eo insulis ad longitudinem contententia adjungit. »

Traduction française de Coray ; t. I, 161. « A quoi il (Ératos-

thènes) ajoute d'abord ce coude que l'Europe fait au-delà des colonnes, en face des Ibères, lequel tourne à l'Ouest et n'a pas moins de 3,000 stades. Ensuite le prolongement des caps, entr'autres de ce cap des *Ostidamniens* qu'on appelle le *Calbium*, et des îles voisines, dont la dernière, nommée *Uxisama*, est, selon Pythéas, à trois journées de navigation du continent. Mais, dans la récapitulation des distances, ni le prolongement des caps, ni l'espace occupé tant par le pays des *Ostidamniens* que par *Uxisama* et les autres îles, n'augmentent en rien la longueur de la terre habitée. »

Au 4^e livre de Strabon (p. 195, B. de Casaubon), on lit encore ce qui suit, texte grec :

Ἐνθὲνδε οἱ Ὀσίσιμοι δ'εἰσιν οὗς Τιμίους ὀνομάζει Πυθέας, ἐπὶ τινος προπετωκυίας ἱκανῶς ἀκρας, εἰς τὸν ὠκεανὸν οἰκοῦντες, οὐκ ἐπὶ τοσοῦτον δέ, ἢ ὅσον ἐκεῖνος ἔχειν φησὶ καὶ οἱ πιστεύσαντες ἐκείνῳ.

Traduction latine : « Sismii inde sunt, quos Pytheas Timios nominat. Ili procumbens ad modum in Oceanum promontorium habitant, non tantum tamen quantum et ille et illius sceuti tradidere. »

Traduction française : « Après (les Venètes) sont les *Sismii*, que Pythéas appelle *Timii* ; ils occupent un cap qui s'avance assez loin dans l'Océan, moins cependant que ne le disent Pythéas et ceux qui étoient au récit de cet auteur. »

Nous ne discuterons point ici le plus ou le moins de véracité du voyageur marseillais ; il nous suffit que Ératosthènes et Strabon l'aient cité, tout en le traitant de menteur, Ἀνὲρ ψευδοῦς τατος, *mendacissimus homo*, et que les géographes modernes, et entre autres le savant Gossellin, semblent avoir en lui plus de confiance.

Nous devons donc à Pythéas le nom d'un cap (*Calbium*) formant la partie du continent qui s'avance le plus à l'Ouest dans l'Océan ; le nom d'une île (*Uxisama*) située encore plus à l'Ouest que le cap ; et enfin le nom du peuple (*Timii*), qui habitait sur ce cap ; et à l'aide de la désignation, un peu vague à la vérité, donnée par le voyageur, on reconnaît assez facilement l'extrémité de notre presqu'île armoricaine. Ce cap nommé, sans doute depuis bien des siècles, *Pen-ar-Bed*, ou bout du monde, par les indigènes ; puis *Finis-Terræ*, transformé par barbarisme en *Finistère*, et ayant donné le nom au département ; enfin *cap de Saint-Mahé*, d'une abbaye qui y fut fondée, dit-on, au vi^e ou au vii^e

siècle. On reconnaît de même dans l'*Uxisama* l'île d'*Ouessant*, et enfin le nom du peuple *Timii*, fort approchant du *Sismii* de Strabon, qui les donne l'un et l'autre en les appliquant à la même peuplade, vient prouver assez bien que le promontoire *Calbium*, et cette île d'*Uxisama*, faisaient partie du territoire des *Osismii*.

Ce nom d'*Osismii* apparaît pour la première fois, non dans Strabon, qui a écrit Σίσμιοι, *Sismii*, mais dans César, ainsi que nous le verrons ci-après. Mais, dès 1571, dans sa traduction latine et dans le texte grec qui l'accompagne, le savant philologue allemand Xylander avait corrigé Σίσμιοι en Ὀσίμιοι, et cette leçon a été adoptée par M. Coray, l'un des traducteurs français de Strabon, en 1805, et son éditeur en 1818. Il ne paraît pas, en effet, possible de méconnaître dans les *Sismii* de Strabon, « occupant un cap qui s'avance assez loin dans l'Océan, » les *Osismii* de César, de Mela, de Pline et de Ptolémée, placés tout au bout de la presqu'île armoricaine.

Au reste, tous les géographes sont d'accord sur cette identité de nom et de position topographique. Cependant je dois dire, en passant, que le savant Huet, évêque d'Avranches (*Orig. de Caen*, 14), a placé les *Osismii* dans le pays d'Illesmes ou d'Exmes, archidiaconé du diocèse de Séez, en Normandie, et que cette opinion a été partagée par Trigan, auteur d'une *Histoire ecclésiastique de Normandie*. Nous y reviendrons, pour la combattre, en parlant de la *Civitas Osismorum* et du premier évêché des *Osismiens*.

César a été le premier en date, parmi les historiens romains, à faire mention des *Osismii*. Il les a nommés trois fois : la première, en rappelant qu'à l'époque de la guerre contre les Atuatiques, une légion, commandée par Publius-Crassus, avait suffi pour les soumettre, ainsi que les Venètes, les Unelli, les Curiosolites, les Sesuvii, les Aulerci et les Redones, tous peuples maritimes et contigus à l'Océan : « Eodem tempore à P. Crasso
« quem cum legione unâ miserat (Cæsar), ad Venetos, Unel-
« los, Osismios, Curiosolitas, Sesuvios, Aulereos, Rhedones, quæ
« sunt maritimæ civitates, Oceanumque attingunt, certior factus
« est, omnes eas civitates in ditionem potestatemque populi
« Romani esse redactas. » — *Comm. De bell. gall., lib., II, 34.*

Les *Osismii* sont en second lieu nommés parmi les auxiliaires des Venètes, dans la guerre que ceux-ci soutinrent contre César,

leur cruel vainqueur. « Socios sibi ad id bellum Osismios, Lexovios, Nannetes, Ambiliatos, Morinos, Diablintes, Menapios adiscunt. » — *Comm. De bell. gall., lib. III, 9.*

Enfin, les *Osismii* figurent avec les autres nations armoriques dans la grande confédération gauloise, qui, en faisant lever le siège d'Alésia, devait tenter un dernier et magnanime effort pour délivrer la Gaule du joug romain : « Universis civitatibus, quæ Oceani attingunt, quæque eorum consuetudine armoricæ appellantur, quo sunt in numero Curiosolites, Rhedones, Ambibarra, Caletes, *Osismii*, Lemovices, Veneti, Unelli, Sena (Millia). » — *Comm. De bell. gall., lib. VII, 75.*

Il est à croire aussi qu'ils n'étaient pas restés étrangers à l'entreprise de l'Angevin Dumnaeus, et qu'on doit les comprendre parmi ces peuples situés à l'extrémité de la Gaule, près de l'Océan, et qu'on appelait armoriques, qui, entraînés par l'exemple des Carnutes, se soumirent sans retard à l'arrivée de C. Fabius et des légions.

« ... Cæteræque civitates positæ in ultimis Galliæ finibus, Oceano conjunctæ, quæ armoricæ appellantur, auctoritate ad ductæ Carnutum, adventu Fabii legionumque, imperata sine mora faciunt. » — *Comm. De bell. gall., lib. VIII, 31.*

On voit, par ces extraits des Commentaires, que César s'est borné à nommer les *Osismii*, à les compter parmi les cités armoriques, sans préciser leur position topographique, ni mentionner aucun point de leur territoire. Tout ce qu'on peut conclure de son récit, c'est que c'était une peuplade importante.

Pomponius Mela a nommé une seule fois les *Osismii*, en plaçant l'île de Sena vis-à-vis de leur pays. « Sena in Britannico mari *Osismicis* adversa littoribus. » Cette île paraît être évidemment celle qu'on nomme aujourd'hui l'île de Sein, et, par abus, l'île des Saints, et que les Bas-Bretons appellent, dans leur langue, *Enès-Sizun*, *Seizun* ou *Suzun*. D'Anville a prétendu que le nom de *Sizun* « ne tombe point sur l'île de Sein, étant propre à un canton du continent qui forme la pointe vis-à-vis de cette île, » et il blâme le savant Freret d'avoir eru (*Mém. de l'Acad. des Insc., t. XXIV, p. 405*) que le véritable nom breton était *Enès-Sizun*. D'Anville aurait pu cependant s'en convaincre en consultant le Dictionnaire de la langue bretonne de dom Le Peltier, publié en 1752 : il aurait trouvé au mot *Seizun* que ce nom s'applique à l'île et à cette pointe dont il parle, et qui est connue

sous celui de *cap Sizun*, ou Bec-du-Raz. D'un autre côté, la carte de cette sorte de presqu'île lui offrait deux paroisses, *Beuzec* et *Cléden*, au nom desquelles, les mots *Cap-Sizun* sont ajoutés, pour les distinguer d'assez nombreux homonymes répandus dans la Basse-Bretagne. Ce mot de *Sizun* ou *Seizun*, qui signifie mot à mot, dit-on, *sept sommeils*, a donné lieu à beaucoup d'interprétations qui m'ont paru fort obscures, et sur lesquelles je garderai un silence prudent.

La position donnée par Mela à l'île Sena, vis-à-vis de la côte des Osismii, est importante dans la question qui nous occupe, en ce qu'elle prouve que ce peuple habitait la partie méridionale de la péninsule armorique, qui a toujours dépendu de l'évêché de Quimper. Nous en tirerons plus tard la conséquence.

Mela ajoute que l'île de Sena est remarquable par l'oracle d'une divinité gauloise qu'il ne nomme pas, et dont les prêtresses, au nombre de neuf, gardent une perpétuelle virginité, peuvent par leurs chants magiques exciter les tempêtes, prendre la figure de tous les animaux, guérir tous les maux, prédire l'avenir; mais que ces faveurs sont réservées aux navigateurs qui viennent exprès les consulter. L'auteur ajoute que les Gaulois nomment ces prêtresses les *Cènes* « *Galli Cenas vocant.* » Cette dénomination aurait un grand rapport avec le nom de l'île; mais nous devons dire que dans quelques éditions, et particulièrement dans celle qui accompagne la traduction française de Fradin, Poitiers 1805, on lit « *Barrigenas vocant,* » on les appelle Barrigènes. Mais cette leçon me paraît fort erronée. Ce collège de prêtresses a donné lieu aux plus folles élucubrations, qu'il est fort inutile de rappeler ici. Nous indiquerons seulement aux curieux le rôle que M. de Roujoux, dans sa prétendue *Histoire de Bretagne*, a fait jouer à la grande prêtresse de l'île de Sein, et l'article de l'ancien Dictionnaire d'Ogée, au mot *Ile des Saints*, dans lequel il commente le passage de Mela, et y ajoute de la plus étrange manière.

« Plin paraît, dit D'Anville, faire mention de la même île, « lorsqu'il cite à la suite des îles voisines de la grande Bretagne « *infra*, celle de *Siambis* ou *Amnis*, selon plusieurs manuscrits, et « *Axantos*, qui est évidemment *Uxantis* ou Ouessant. »

Elle est plus explicitement indiquée dans l'itinéraire maritime d'Antonin, où on la retrouve dans le mot *uxantissima*. « Il con-
« vient, dit D'Anville, de détacher le nom de *Sena* d'avec celui

« d'*Uxantis*, et de ne point lire *uxantissima* de suite et sans distinction, comme on lit dans plusieurs exemplaires. » Tous les géographes paraissent avoir adopté cette opinion fort plausible.

On a voulu appliquer à l'île de Sein un passage assez connu de Claudien, in *Rufin. I* :

« Est locus, extremum pandit quâ Gallia littus,
 Oceani prætentus aquis, quo fertur Ulysses
 Sanguine libato populum movisse silentem.
 Illic umbrarum tenui stridore volantùm
 Flebilis auditur questus; simulacra coloni
 Pallida defunctasque vident migrare figuras.
 Hinc dea prosiluit, Phœbique egressa serenos
 Infecit radios ululatuque Æthera rupit
 Terrifico : sensit fœrale Britannia murmur,
 Et senonum quatit arva fragor, revolutaque Thetys
 Substitit, et Rhenus projecta torpuit urna. »

On ne peut nier que l'île de *Sein* avec son oracle, ses sibylles magiciennes, sa position dans une mer orageuse, ses effrayants écueils, cette baie des Trépassés qui en est voisine, peut frapper vivement l'imagination, et qu'elle est un lieu parfaitement approprié à la scène décrite par le poète. Mais l'historien critique ne se contente pas de ces poétiques élucidations. Cependant le *Britannia* et les *Arva senonum* du passage cité demanderaient peut-être une explication satisfaisante.

Pline, liv. IV. c. 18, nomme les *Osismii* parmi les peuples qui touchent immédiatement la côte occidentale de la Gaule, et précise leur position en donnant les dimensions de la péninsule armorique :

« Lugdunensis Gallia habet Lexovios, Vello-Casses, Galletos,
 « Venetos, Abrincatuos, *Osismios*, flumen clarum Ligerin; sed
 « peninsulam spectatiorem excurrentem in Oceanum, à fine
 « *Osismiorum*, circuitu DCXXV. M. pass. eervice in latitudinem
 « CXXV. M. Ultra eam Nannetes. » Traduction de M. Ajasson
 de Grandsagne : « Dans la Lyonnaise sont les Lexoviens, les
 « Velioeasses, les Galletes, les Veneti, les Abrincatui, les *Osis-*
 « *mii*. Là, coule le célèbre Liger (la Loire); là, une péninsule
 « remarquable s'avance dans l'Océan depuis les *limites osis-*
 « *miennes*. On lui donne 625 milles de circuit et 125 de lar-

« geur; plus bas sont les Nannètes. » Il est hors de doute, d'après les expressions de Pline, que les *Osismii* occupaient l'extrémité de la péninsule, comme ils en habitaient, ainsi que nous l'a appris Mela, la côte méridionale dans la partie qui a formé depuis le diocèse de Quimper. Nous reviendrons sur cette observation en recherchant l'étendue du territoire de ce peuple.

Ptolémée nomme non-seulement les *Osismii*, mais aussi leur capitale *Vorganium*. Je rapporterai ce passage en son entier, d'après l'excellente traduction de M. Léon Renier publiée dans l'*Annuaire des antiquaires de France* en 1848 :

« § 5. La côte septentrionale, à partir du fleuve *Sequana*, est occupée par les *Caletæ*, dont la ville est *Juliobona*. 20°, 51' 10". Après eux viennent les *Lexubii*, puis les *Veneti*, les *Biducasii*, et enfin les *Osismii*, dont le territoire s'étend jusqu'au promontoire *Gobaëum*, et qui ont pour ville *Vorganium*, 17° 40' — 50° 10'.

« § 6. La côte occidentale, sous les *Osismii*, ὑπὸ τοὺς Ὀσιςμίους, est occupée par les *Veneti*, dont la ville est *Dariorigum*, 17° 20' — 49° 15', et au-dessous, ὑφ' οὗς, sont les *Samnitæ*, qui s'étendent jusqu'au fleuve *Liger*. » Chap. VII.

On voit que Ptolémée a suivi la côte occidentale de la Gaule, depuis la Seine à la Loire, c'est-à-dire qu'il a repris du Nord au Sud la même direction qu'il avait parcourue du Sud au Nord, en en indiquant les points principaux dans les deux premiers paragraphes du même chap. VII. Nous retrouvons ici ce promontoire *Gobaëum* jusqu'où s'étend le territoire des *Osismii*, et autour duquel ils sont groupés comme nous les avons trouvés, au rapport de Pythéas, implantés sur le promontoire *Calbium*, nouvelle preuve que les *Osismii* occupaient toute la pointe occidentale de la péninsule; car personne n'imaginera de resserrer cette nombreuse peuplade sur le promontoire même.

Sous les *Osismii* Ptolémée place les *Veneti*, et sous ceux-ci les *Samnitæ*, ou plutôt les *Nannètes*, ainsi que je crois l'avoir démontré dans une dissertation sur l'ancienne capitale de ce dernier peuple.

Le géographe d'Alexandrie a donc dans ces deux fort courts paragraphes indiqué la véritable position des *Osismii*, des *Veneti* et des *Nannètes*, qui, de son temps, occupaient dans tout son développement la côte Sud-Ouest de la Bretagne armorique, sans laisser à d'autres peuples aucune place à prendre sur cette côte.

Nous n'oublierons pas ces considérations importantes quand nous traiterons des *Corisopiti*.

Nous dirons un mot, en passant, des points du territoire des *Osismii* qui nous sont signalés pour la première fois par Ptolémée, c'est-à-dire le promontoire *Gobaeum*, le port *Saliocanos*, et la ville capitale *Vorganium*.

Nous avons vu que Pythéas désignait sous le nom de *Calbium* la pointe du continent de la Gaule la plus avancée vers le couchant. Ptolémée indique la même position pour le promontoire qu'il nomme *Gobaeum*. Tous deux sont placés chez les *Osismii*, et leur identité ne peut être douteuse. Les géographes modernes se sont tous accordés à reconnaître le promontoire *Gobaeum* dans la pointe ou cap Saint-Mathieu, à 5 lieues à l'Ouest de Brest. Un seul n'a pas partagé cette opinion; c'est M. le baron Walkenaer dans sa *Géographie ancienne des Gaules*, t. I, p. 102, 1839. Ce savant secrétaire de l'Académie des Inscriptions place le *Calbium* de Pythéas et le *Gobaeum* de Ptolémée au Bec-du-Raz; et voici comment il procède pour arriver à cette déduction :

« On ignorait, dit-il, que la péninsule de Bretagne se divisait en
 « trois autres péninsules séparées par des espaces de mer assez
 « considérables, et qu'on ne pouvait reconnaître plusieurs peu-
 « ples à l'entour d'un seul promontoire. Les *Cossini* d'Artémi-
 « dore, au lieu d'être, comme le croyait ce géographe, les
 « mêmes que les *Ostiaeos* ou *Ostiones* de Pythéas, paraissent
 « avoir été une peuplade voisine ou dépendante de ces derniers;
 « ainsi les *Timii* ou *Sismii* me semblent avoir habité la pointe ter-
 « minée par le Bec-du-Raz ou *Calbium Promontorium* ou le cap
 « Gobestan, le *Gobaeum Promontorium* de Ptolémée, près de l'île
 « *Sena* ou de *Sène*. Les *Ostiaeos* occupaient la pointe où sont les
 « îles d'*Ouessant*; les *Cossini* étaient dans la péninsule intermé-
 « diaire aux environs de Crosson ou Crozon, et ils s'étendaient
 « jusqu'auprès de Brest, où l'on trouve un lieu nommé *Coues-*
 « *nou* ou *Goueznou*. »

C'est en effet, on en conviendra, une fort grande découverte due à M. Walkenaer, que celle de la division de notre péninsule en trois autres péninsules, dont chacune renferme un peuple séparé. C'en est une non moins importante que cette position assignée aux *Osismii* dans l'étroite presqu'île du cap *Sizun*; mais cette combinaison était nécessaire pour faire de ce cap le

Calbium de Pythéas, et le *Gobaeum* de Ptolémée, attendu que ces auteurs affirment que les *Osismii* habitaient sur ce promontoire. Et puis, comment résister à une troisième découverte, celle du cap *Gobestan*, qui est en analogie parfaite avec le *Gobaeum*, et qui se trouve identique avec le Bec-du-Raz, avec le cap *Sizum* lui-même? Il n'y a qu'un petit malheur pour une aussi savante élucubration, c'est que sur les meilleures cartes, sur celle de Cassini entre autres, il est impossible de trouver le cap *Gobestan* non-seulement au Bec-du-Raz, mais encore dans toute la pointe de la presqu'île. En cherchant bien, sur la côte de la baie d'Audierne, à une petite lieue de cette ville, mais à près de quatre lieues du Bec-du-Raz, on trouve non le cap, mais la rade de *Gobestan*. Comment l'auteur de la *Géographie ancienne des Gaules* a-t-il pris une rade pour un cap? C'est en vérité ce dont nous sommes justement surpris. Quant à ces *Ostiaeos* et ces *Cossini* pour lesquels M. Walkenaer a relégué les *Osismii* dans la presqu'île du Raz, j'y reviendrai en parlant de tous ces peuples que lui et d'autres savants ont implantés sur le territoire des *Osismii*, sans grande apparence de raison ni de critique.

Nous avons dit que tous les géographes s'accordaient à placer le promontoire *Gobaeum* à la pointe de Saint-Mathieu, en bas-breton *Saint-Mahé*. Nous répèterons aussi que ce cap est fort connu sous le nom de *Finistère*, *finis terræ*, *Pen-ar-Bed* en breton, ce qui signifie *bout du monde* en français. Pour lui donner un autre emplacement, il faudrait des motifs plus graves et plus fondés que ceux mis en avant par M. Walkenaer.

Ptolémée seul, entre les anciens géographes, a nommé le promontoire *Gobaeum*; il est le seul aussi qui ait fait mention du *Portus-Saliocanus*, Σαλιόκανος λιμὴν; cette leçon Σαλιόκανος a été adoptée par M. Léon Renier en publiant, dans l'*Annuaire des antiquaires de France*, 1848, une excellente édition des chapitres de Ptolémée qui concernent la Gaule. Elle est conforme aux manuscrits de la Bibliothèque du roi, nos 1401 et 119, Supplément; l'éditeur donne en note les variantes suivantes : Σαλιοκανος, Bibl. du Roi, nos 1403 et 1404, et manuscrits palatins à la Bibliothèque de Leyde; Σαλιόσκανος, n° 2423 de la Bibliothèque du Roi; Σαλιόγκανος, traduction latine de Jean Philesius, Strasb., 1513; enfin, dans l'édition *Princeps* donnée en 1533 par Erasme, dans la réimpression de cette édition par Wechel, 1546, Paris;

dans l'édition de Montanus, 1605, et celle de Bertius, 1618, Σταλιόχανος. Cette dernière leçon, contraire à tous les manuscrits, adoptée par les anciens éditeurs, l'a été aussi par les géographes modernes, et entre autres par D'Anville, qui écrit dans sa notice *Stoliocanus portus*. Cette diversité de leçon peut déranger en quelque chose les combinaisons étymologiques établies sur ce nom par des Bretons bretonnants, et même par des étrangers à la province, qui déraisonnent tout aussi bien que les nationaux en fait d'étymologies celtiques ; mais nous ne nous y arrêterons pas, croyant sage encore cette fois de passer le tout sous silence.

Il est plus intéressant de chercher quel a été l'emplacement de ce *Salioicanus portus*. Notre vieux d'Argentré dit que « retournant
« de l'angle de cette coste (le cap Saint-Mahé) en Septentrion ou
« Nord, le premier évesché est Léon, distant du rivage de la mer
» de six mille pas, où l'on pose le port de *Soliocan*, ainsi nommé
« par Ptolémée, lequel s'appelle de présent *Roscou*, la ville s'appelle
« *Léon* qui estoit le siège des peuples appelez de César
« *Osismi*, etc. »

Ortelius, contemporain de d'Argentré, plaçait le *Portus Salioicanus* à *Morlaix*, tandis qu'à la même époque à peu près Mercator lui assignait pour emplacement *Saint-Pol-de-Léon* ou *Roscoff*, et cette opinion a été reproduite, quant à *Roscoff*, par dom Bouquet et Robert de Vaugondy, en 1738 et 1742.

Entre ces deux époques, dom Le Pelletier, auteur du *Dictionnaire de la langue bretonne*, et qui habitait l'abbaye de Landevenec, eut l'occasion de parcourir, en 1694, la côte entre le cap Saint-Mahé et le Conquet, et d'y rencontrer une anse ou rade foraine nommée *Pors-Liogan*. « C'était apparemment, dit-il dans son
« dictionnaire au mot *Liogan*, autrefois un port de mer ou l'entrée des navires, de laquelle la mer a mangé les deux pointes
« ou promontoires qui formaient ce port que l'on nomme encore
« aujourd'hui *Pors-Liogan*, qui est écrit partout dans les anciens
« titres *Pors-Leogan* et *Pors-Leocan*. Ce port avait un quai maçonné et cimenté de mastic ou de bitume ; les vieilles gens du
« pays m'assurèrent qu'ils y avaient vu des anneaux où l'on attachait les navires, et j'y vis encore la place d'un. Ce quai était
« au-dessus de la pleine mer, grande marée, élevé d'environ
« 3 toises, et les anneaux 4 ou 5 pieds moins : ce qui, n'étant

« pas ordinaire aux quais modernes, fait juger que les navires « étaient en ces temps-là plus élevés, ou que la mer a baissé. » Après une courte explication des mots *Pors-Liocan*, qui, selon lui, signifient *port de couleur blanche*, et desquels Ptolémée a formé son *Saliocan* ou *Staliocan*, l'auteur pense que le port *Liogan* est le véritable emplacement du *Saliocanus-Portus*, et je crois qu'il a été le premier à émettre cette opinion, qui, inconnue de D. Bouquet et de Robert de Vaugondy, ou dédaignée par eux, a été adoptée par D'Anville dans le court article qu'il a consacré, dans sa notice, au *Portus-Staliocanus*. Il ajoute avoir trouvé sur un plan particulier et manuscrit de l'anse du Conquet, au Nord du cap de Saint-Mahé, qu'un endroit du rivage, dans le fond de la rade de *Loc-Christ*, se nomme *Ports-Liocan*. Ce nom, au reste, est confirmé par la carte de Cassini, sur laquelle on lit au même endroit : *anse de Ports-Liogan*.

Récemment, en 1829, l'un de nos plus savants géographes, le colonel Lapie, a suivi l'opinion de dom Le Pelletier et de D'Anville; mais elle a trouvé, en 1839, un contradicteur, M. le baron Walkenaer, qui décide que « le texte latin, comme le texte grec « de Ptolémée, concourt à placer *Tetus fluvius* à la rivière de « Tréguier et *Staliocanus portus* à Liocan, à l'embouchure de la « rivière de Morlaix. » L'auteur de cette nouvelle opinion aurait bien dû nous démontrer comment le texte latin, et surtout le texte grec du géographe d'Alexandrie, établissent si virtuellement le *Tetus* et le *Staliocanus* dans ces deux localités bretonnes, car enfin un petit bout de preuve ne gâte rien. J'avoue que dans le texte grec, dont voici une très-fidèle traduction, je ne vois ni la rivière de Tréguier, ni l'embouchure de la rivière de Morlaix, et moins encore le lieu de *Liocan*, comme je le dirai tout à l'heure « Ptolémée, chap. VII, § 2. La limite septentrionale formée par « l'Océan britannique se présente ainsi : après le promontoire « Gobœum, port *Saliocanus*, 16° 30' 50'' ; embouchure du fleuve *Titus*, 17° 20' — 50° 20'. »

Ce texte me laisse, je l'avoue, dans la plus complète incertitude, et ce qu'il y a de très-fâcheux, pour moi seul sans doute, c'est qu'en voulant me rattacher au moins à une sorte d'analogie de nom, je cherche le lieu de *Liocan*, et que c'est en vain que, sur les deux bords de la rivière de Morlaix, j'ai scruté attentivement la carte de Cassini : pas un nom approchant de *Liocan* ne

s'est présenté à ma vue. Au moins, en cherchant tout à l'heure le *cap Gobestan*, j'ai trouvé une *rade* ; mais ici, cherchant une *rade*, je n'ai rencontré ni cap, ni rocher, ni îlot portant le nom désiré. J'ai l'espoir que le Congrès rassemblé à Morlaix fournira quelque honnête habitant des bords de sa rivière, qui nous prouvera que M. Walkenaer n'a inventé ni le nom, ni la position topographique du *Liocan* mentionné par lui.

Je n'ai pas eu autant de difficulté à découvrir l'anse de Ports-Liogan. Dans le sens du géographe, elle est véritablement *après*, Μετα, le promontoire *Gobaeun*, et le nom de *Liogan* ou *Liocan* a une grande analogie avec la finale du mot *Saliocan*. Avec tout cela, et quel que soit mon penchant à y plaier le *Saliocanus portus*, j'avoue que, comme le Normand, j'en jurerais bien, mais je ne parierais pas. Ce qui me paraît très-important dans la question, et même en dehors de la question, ce sont ces restes de quais observés, en 1694, par dom Le Pelletier. Ce mastie et ce bitume qui liaient leur maçonnerie, selon le révérend père, sont probablement sujets à discussion ; mais je crois qu'on peut prendre cette cimentation pour du mortier romain ; et comme ce quai a été fait pour un port, et qu'un port est le plus ordinairement accompagné d'une ville, d'une bourgade ou au moins d'un village, on pourrait croire qu'un établissement romain a existé au *Port-Liogan*, et il serait bien intéressant d'explorer de nouveau cette localité. Il est vrai que M. de Fréminville atteste (*Voyag. du Finist. de Cambry*, p. 201, note) qu'il n'a retrouvé aucun vestige des bloes de maçonnerie dont nous venons de parler ; mais ce n'est pas une raison pour croire qu'ils aient entièrement disparu. Le préjugé anti-romain de M. de Fréminville lui fermait tellement les yeux, qu'à la pointe et dans la presqu'île du Raz, après une journée entière employée à chercher, avec la plus grande attention, il n'a pu retrouver la moindre trace de ces murs et de ces chemins antiques que le chanoine Moreau avait fort bien observés à la fin du xvi^e siècle, et que notre savant et honorable collègue, M. Pol de Courey, a retrouvés sans peine, en 1844, que nous avons reconnus tout récemment, M. le baron de Wismes et moi, sans la moindre difficulté, et sur lesquels je reviendrai bientôt en parlant de la ville d'Is.

Nous demanderons donc de nouveaux renseignements sur le *Port-Liogan*, qui pourrait être le lieu d'aboutissement de l'un des

embranchements de la voie romaine arrivant de Carhaix à Lan-derneau, et se portant de là sur divers points de la côte du Bas-Léon : l'importance que cet aboutissement donnerait au Port-Liogon nous a engagés à entrer dans des détails peut-être trop longs, mais qui jusqu'ici n'avaient point encore été présentés avec cet ensemble qui peut amener des résultats nouveaux et un peu plus certains que ceux obtenus jusqu'à ce jour.

Le troisième point du territoire des *Osismii* que Ptolémée nous a fait connaître, c'est la capitale de ce peuple, à laquelle il donne le nom de *Vorganium*, *Ὀβοργάνιον*; un document postérieur d'au moins un siècle au géographe d'Alexandrie, la carte de Peutinger, reproduit à peu près le même nom sur une ligne indiquant le tracé d'une voie romaine qui paraît traverser la péninsule armorique dans toute sa longueur, depuis le *Portus-Nannetum*, Nantes, jusqu'à un point encore inconnu de la côte occidentale de la Bretagne passant par *Duretie*, *Dartoritum*, *Sulis*, *Vorgium* et *Gesoribate*, qui forme probablement la dernière station de cette voie, et qu'on présume devoir être un des établissements maritimes de la même côte, mais sur l'emplacement duquel les avis sont jusqu'ici partagés.

Des six noms que nous fournit la carte de Peutinger, on n'est guère d'accord que sur un seul, le *Portus-Nannetum*, Nantes. *Dartoritum*, qui paraît la variante du *Dariorigum* de Ptolémée, est généralement placé à Vannes, et *Duretie* à Rieux, passage de la Vilaine : mais il y a quelques opinions contraires. *Sulis* et *Gesoribate*, malgré un assez grand nombre de dissertations, sont encore parfaitement inconnus; mais c'est sur le *Vorgium* ou *Vorganium* que les avis se sont surtout partagés, et cela à un tel point que, dans l'explication de ma carte antique de la Bretagne, j'ai dû citer cette extrême diversité d'opinions comme une preuve du peu de certitude de la méthode appliquée depuis trois siècles à l'étude de la géographie ancienne, au moins dans la Gaule armorique. C'est ici le cas de rappeler cette singulière momenclature, en suivant l'ordre des temps.

Ortelius place *Vorganium* à Guingamp ou à Tréguier;
 Marliani, à Lan-Triguier; Charles Estienne, à Lan-Driguier;
 Fauchet, à Lan-Triguier ou à Yesmes, en Normandie;
 Cluvier, à Guingamp;
 Sanson, à Coz-Guéodet;

Le père Briet, à Triguier ou à Coz-Guéodet ;
Hadr. De Valois, à Lan-Triguier ou à Saint-Pol-de-Léon ;
Cellarius, à Lantriguier ou à Saint-Pol-de-Léon ;
Guillaume Delisle, à Tréguier ;
La carte de Dom Morice, à Guingamp ou à Carhaix ;
Don Bouquet, à Tréguier ;
Robert de Vaugondy, à Tréguier ;
Le président de Robien, à Coz-Guéodet ;
D'Anville, à Carhaix ;
L'abbé Ruffelet, à Carhaix ;
L'abbé Deric, à Carhaix ;
M. le colonel Lapie, à Carhaix ;
M. Walkenaer, à Concarneau ;
M. de Caumont, à Carhaix ;
M. Aurélien de Courson, à Morlaix ;
M. Guimar, à Carhaix,

Après avoir établi ce conflit d'opinions, je demanderai aux partisans de l'ancienne méthode s'ils pourraient me dire qui de tous ces savants, dont les noms sont loin d'être obscurs, a définitivement tranché la difficulté, et si depuis Marliani et Ortélius, au ^{xvii}^e siècle, on aperçoit quelque régularisation, quelque critique intelligente dans la manière de traiter la question ? D'abord, Tréguier a eu de grandes chances de succès, on ne sait trop pourquoi, à moins que cela vienne de ce qu'on plaçait, avec Sanson, les *Osismii* dans les trois évêchés de Saint-Pol-de-Léon, de Tréguier et de Saint-Brieuc, c'est-à-dire dans la partie Nord-Ouest de la péninsule, afin de laisser au Midi, dans tout le diocèse de Quimper, une place libre pour les *Curiosolites* transformés en *Coriosopiti*, ainsi que nous le verrons bientôt ; puis Carhaix fut nommé, presque au hasard, dans la note embrouillée que les Bénédictins bretons ont recueillie parmi les papiers de l'abbé Gallet sur les anciens itinéraires appliqués à la Bretagne. Mais D'Anville qui croyait, avec raison, que les *Osismii* occupaient la partie occidentale de la Bretagne dans toute sa largeur, qui connaissait le véritable emplacement des *Curiosolites* à Corseul, et qui ne considérait les *Coriosopiti* que comme une sorte de *pagus* de la grande cité des *Osismiens*, D'Anville arriva naturellement à placer *Vorganium*, leur ville capitale, au centre de la cité, et il choisit Carhaix : « La première, dit-il, en dignité dans la con-

« trée, selon la tradition qui y subsiste, et où D. Lobineau
 « assure qu'on découvre tous les jours des restes de sa pre-
 « mière splendeur. » Il savait en outre que des fragments con-
 sidérables de voies antiques avaient été observés dans le voisi-
 nage de cette ville, et l'analogie du *Vorgium* de la carte de
 Peutinger avec le *Vorganium* de Ptolémée l'amena à diriger par
 Carhaix la grande ligne dont nous avons parlé ; mais comme
 cette ligne n'avait point encore été reconnue sur le terrain,
 D'Anville ne put faire autre chose que s'aider des chiffres dou-
 teux de la Carte. Ce moyen, pour reconnaître l'emplacement de
Vorgium, aurait pu être plausible si on était assuré de bien
 connaître et *Sulis*, station antérieure, et *Gésocribate*, station pos-
 térieure ; mais malheureusement nous sommes loin d'en être là.
 On verra tout à l'heure que j'arriverai, comme D'Anville, à placer
 le *Vorganium* ou *Vorgium* à Carhaix, mais par des moyens diffé-
 rents.

Avant d'en venir là, je crois devoir discuter l'opinion d'un
 homme considérable dans la science géographique, M. le baron
 Walkenacr, qui place *Vorganium* à Concarneau et à *Keverguen*
 tout à la fois. On lit dans la *Géographie ancienne des Gaules*,
 t. I, p. 379 : « Ptolémée donne aux *Osismii Vorganium* pour
 « capitale, qui est le *Vorgium* de la table de Peutinger ; les me-
 « sures données par cette table déterminent la position de cette an-
 « cienne ville à Concarneau moderne. Sanson plaçait *Vorganium*
 « à Tréguier ; d'autres l'ont mis à Carhaix ; ces diverses conjec-
 « tures ne sont appuyées sur aucune preuve. D'Anville, qui a
 « adopté ce dernier sentiment, aurait dû remarquer qu'il est
 « contraire aux mesures anciennes ; il aurait dû observer aussi
 « que, pour arriver à l'extrémité de la Bretagne, les anciens ont
 « dû pratiquer, comme les modernes, une route le long du ri-
 « vage, et non à travers les montagnes escarpées qu'il faut
 « franchir pour arriver à Carhaix. Concarneau est une ville
 « très-ancienne, et dont on ignore l'origine moderne ; les lati-
 « tudes de Ptolémée qui, dans l'intérieur, présentent des erreurs
 « et des discordances énormes, transportent cette ville (quelle
 « ville ?) très-loin de la côte où elle se trouve, et il arrive quel-
 « quefois aussi que Ptolémée indique sur la côte des villes qui
 « se trouvaient dans l'intérieur. »

Ibid : au tome II, p. 383 : « Nous avons vu que la capitale des

« *Osismii, Vorganium*, était située sur la côte méridionale, où est
« actuellement *Concarneau*. »

Enfin au 3^e vol., p. 58, « 100, Itinéraire de la route de *Julio-*
« *magus*, Angers, à *Gésobrivates*, Brest.

« *Juliomaga*, Angers.

« *Portu Nannetu*, Nantes.

« *Duretie*, la Roche-Bernard (ville Drin).

« *Dartoritum*, Vannes.

« *Sulim*, Hennebon (près de Saint-Sulan).

« *Vorgium*, Concarneau.

« *Gesocribate*, Brest. »

Voilà l'opinion de M. Valkenaer sur *Vorganium* ou *Vorgium*, présentée dans tout le développement qu'il a cru devoir lui donner. Vidons d'abord deux tout petits points du prétendu itinéraire qu'il a voulu nous tracer d'après la table de Peutinger, dont il est facile de reconnaître les textes. D'abord, on peut voir sur cette table que la ligne routière prolongeant la Bretagne d'un bout à l'autre arrive à Nantes de *Lemuno*, *Limomum* (Poitiers), et non de *Juliomagus* (Angers) ; qu'à la vérité un embranchement vient de *Juliomagus* tomber sur cette ligne à une station de *Segora*, que par une inconcevable distraction M. Walkenaer a placée à Segré, puis sur la route d'Angers à Nantes, comme si, pour faire cette route, on allait chercher Segré en s'allongeant de plus de 10 lieues.

En second lieu, nous demanderons à M. Walkenaer quel est le point auquel il s'arrête, de *Concarneau* ou de *Keverguen*. Le premier paraît seul dans le texte de la géographie, et l'autre dans une parenthèse de l'itinéraire, à la suite de Concarneau, comme si en écrivant « à Keverguen » l'auteur avait voulu préciser que c'était au lieu même de *Keverguen* que se trouvaient les ruines de *Vorganium* ; et puis, ne voit-on pas une grande analogie dans les terminaisons *vorgan* et *verguen* ? Il est vrai ; mais ces maudits noms bas-bretons sont aussi difficiles à lire qu'à prononcer, et M. Walkenaer a mal lu ! Cassini porte *Ker-Veguen* ; alors, plus d'analogie possible.

M. Walkenaer reproche à ses devanciers en dissertation que leurs diverses conjectures ne sont appuyées sur aucune preuve. Mais lui-même, en plaçant *Vorganium* à *Concarneau*, en disant que les mesures de la table de Peutinger déterminent cette posi-

tion, que D'Anville est contraire à ces mesures en adoptant Carhaix, M. Walkenaer, dis-je, pense-t-il donc en être cru sur parole, sans se donner la peine de nous dire d'où il fait partir ces mesures et où il les fait aboutir? Croit-il que nous allons admettre, comme nous donnant des mesures exactes, ce faux itinéraire qui fait aller de Nantes à la Roche-Bernard une voie qui n'existe pas, et de Hennebont à Concarneau un autre tronçon de voie tout aussi imaginaire? L'observation par laquelle il voudrait faire croire que les montagnes qui entourent Carhaix présentaient un obstacle invincible au tracé des voies dans la direction de Carhaix, tombe d'elle-même devant ces treize ou quatorze routes antiques qui sortent dans tous les sens de cette ville, jonchée de débris romains. M. Walkenaer a dit une seule chose vraie, mais qu'il a rendue fautive dans son application : oui, les Romains ont dirigé une voie sur la côte méridionale depuis Vannes à Quimper. Elle est parfaitement reconnue de Vannes jusqu'à une lieue avant Hennebont ; elle a été étudiée et reconnue en grande partie de Quimperlé à Quimper ; mais, malheureusement pour les mesures de M. Walkenaer, elle ne passe ni à Concarneau qu'elle laisse à plus de 2 lieues au Midi, ni même à *Ker-Veguen*, ce pauvre village qui ne s'attendait pas à l'honneur d'être nommé par le secrétaire de l'Académie des Inscriptions ; d'où il suit que ce savant se trouve avoir disserté sur des lieux vides d'antiquités, et, ce qu'il y a de pis, de voies romaines.

Voyons si en établissant à Carhaix le *Vorgium* ou *Vorganium*, je tomberai dans le même défaut.

Nous avons vu que la carte de Peutinger place *Vorganium* sur la longue ligne qui prolonge la péninsule du Sud-Est au Nord-Ouest depuis le *Portus-Nannetum* jusqu'à *Gesocribate*. Tous les points marqués sur cette ligne ne sont pas également reconnus ; on peut même dire que tous sont douteux, à l'exception du point de départ, le *Portus-Nannetum*, qui est incontestablement Nantes. Mais ce qui ne laisse aucun doute, ce qui a été parfaitement appris depuis une dizaine d'années, ce qui me semble décisif dans la question, c'est que cette ligne n'est plus un être de raison, un objet purement conjectural ; car, par une suite d'observations faites sur le terrain, elle s'est transformée en une voie romaine que j'ai parcourue bien des fois de Nantes à Blain, de Blain à Rieux, de Rieux à Vannes et de Vannes à Coz-Ilis,

c'est-à-dire dans un développement de 32 lieues. Le reste qui se divise en deux parties, savoir : 8 lieues de Coz-Ilis à Castennec sur le Blavet, et 13 lieues de Castennec à Carhaix, a été exploré très-soigneusement, et on pourrait dire pied à pied, les calques du cadastre à la main, par MM. Th. Gaillard, conseiller de préfecture à Vannes, et Croizer, expert du cadastre du Morbihan, observateurs très-compétents, et en qui on peut avoir pleine confiance. Au-delà de Carhaix, et toujours dans la direction du Sud-Est au Nord-Ouest, deux embranchements ont été signalés et reconnus en partie, l'un se dirigeant sur Kerilien, le Fol-Goët et Plouguerneau ; l'autre sur Landerneau, avec prolongement sur Brest, ou tout autre point de la côte du Bas-Léon.

On peut donc croire, sans nullement outre-passer une sage conjecture, que cette ligne, encore empreinte sur notre sol, dans une longueur de 72 ou 73 lieues, et dans la même direction du Sud-Est au Nord-Ouest, doit être la même que celle tracée sur la carte de Peutinger ; que conséquemment les stations *Duretic*, *Dartorikum*, *Sulis*, *Vorganium* et *Gesocribate* doivent nécessairement se rencontrer sur la voie retrouvée par nos récentes explorations et non ailleurs ; que les établissements romains rencontrés sur cette même voie ou dans son voisinage, très-rapprochés et faciles à reconnaître par une grande surface couverte de débris antiques, doivent naturellement appeler une sérieuse attention dans la recherche et la fixation de l'emplacement des stations nommées par la carte.

Parmi ces établissements incontestablement romains, Carhaix se présente en première ligne. Nous ne répéterons point ici ce que nous avons dit ailleurs (*Des voies rom. sortant de Carhaix*, p. 1, 25) des nombreuses antiquités qu'on exhume chaque jour de son sol fouillé ; de la grande étendue de ce sol uniquement formé d'antiques débris, étendue annonçant l'importance de cet établissement, étendue telle que jusqu'ici, dans tout le département du Finistère, c'est-à-dire dans la majeure partie de l'ancien territoire des *Osismii*, elle est restée sans égale.

Ces débris n'annoncent pas seuls l'ancienne importance de Carhaix. Une autre preuve qui a surgi des recherches faites récemment, et qui ne peut plus être mise en question, c'est cet ensemble de voies qui rayonnent autour de la vieille capitale et la mettent en communication avec Quimper, Tro-guer-is, Crozon,

Brest ou la côte du bas Léon, Plou-guer-neau, Saint-Pol-de-Léon, Morlaix, Loc-Quirec, Lannion et Coz-Guéodet, Tréguier, c'est-à-dire avec tout le littoral des *Osismii*. Trois autres voies, et peut-être davantage, débouchaient chez les Curiosolites et les Venètes, et se prolongeaient dans la partie orientale de la presqu'île. Certes, le point où tant de routes venaient aboutir, où se rencontrent tant de débris romains, ce point, placé au centre du pays, peut être considéré, avec la plus grande probabilité, comme l'ancienne capitale des *Osismii*, devenue naturellement, au temps de la conquête, le principal établissement romain de la cité. Si D'Anville avait eu les mêmes éléments de preuves que nous, il s'en serait puissamment servi, et les eût préférés aux chiffres douteux de la table, chiffres que nous ne pouvons encore aujourd'hui ni contester ni admettre, attendu, comme nous l'avons déjà dit, que nous ne connaissons point avec une suffisante certitude la position de *Sulis* et de *Geso-cribate*.

Comme cette dernière station était évidemment dépendante du territoire des *Osismii*, nous aurions dû lui consacrer un article; mais nous manquons de tous documents, et nous attendrons, pour en parler, que l'étude des voies romaines du bas Léon nous ait conduits à quelques points de la côte, parmi lesquels nous pourrions faire un choix raisonnable. La plupart des géographes modernes ont placé à Brest le *Gesocribate*, et beaucoup l'ont confondu, sans la moindre critique, avec le *Brivates-Portus* de Ptolémée. Nous avons signalé cette étrange confusion en traitant de la voie de Carhaix à Plou-guerneau.

Après avoir rappelé les textes des anciens auteurs qui ont parlé des *Osismii*, et disserté sur les points de leur territoire dont ces auteurs nous ont fourni les noms, nous allons rechercher l'étendue et les limites de ce territoire.

Nous avons vu que Pythéas place les *Osismii* sur le *cap Calbium*, nommé *Gobacum* par Ptolémée, et aujourd'hui *cap Saint-Mahé* ou *Mathieu*. Strabon, qui cite le récit de Pythéas, l'admet en le modifiant, et en faisant observer que ce cap s'avance moins dans l'Océan que ne le dit Pythéas. Mais en parlant de ce cap qui s'avance dans l'Océan, Strabon n'a-t-il entendu que la pointe, l'amoncellement de rochers qui forment ce cap? Cela tomberait dans l'absurde, et il me paraît évident qu'en disant que les *Osismii* occupent un cap qui s'avance assez loin dans l'Océan, il a

voulu désigner toute la pointe de la péninsule armorique baignée de trois côtés par la mer.

Pomponius Mela, en plaçant l'île *Sena* vis-à-vis du territoire des *Osismii*, prouve qu'ils s'étendaient sur la côte méridionale de cette pointe, dans cette partie qui forme et a toujours formé le diocèse de Quimper; et dans cette indication, Mela se trouve d'accord avec Strabon et Ptolémée, qui disent très-explicitement que les *Osismii* touchent aux Venètes, c'est à-dire que sur cette côte méridionale ils occupaient tout l'espace compris entre le cap Saint-Mahé et la rivière de Quimperlé, si même ils n'allaient pas jusqu'au Blavet.

Pline, en décrivant la forme et les dimensions de la péninsule, fait parfaitement entendre par ces mots *a fine Osismiorum*, que les *Osismii* en occupaient toute l'extrémité, ce qui concorde merveilleusement avec ce que dit Ptolémée : les *Osismii*, dont le territoire s'étend jusqu'au promontoire *Gobaëum*. D'où l'on peut conclure qu'ils occupaient sur la côte nord une aussi grande longueur que sur la côte méridionale.

César, comme nous l'avons déjà dit, n'a fait que nommer les *Osismii*, sans donner aucun renseignement sur l'étendue de leur pays, ni sur aucune localité de leur dépendance. Ce peuple disparaît de l'histoire pendant les quatre premiers siècles de l'occupation romaine dans les Gaules. Nous les retrouvons, au commencement du ^{ve} siècle, dans la Notice de l'Empire, parmi les résidences des commandants des cohortes échelonnées le long des côtes, et dans la série placée sous les ordres du duc du pays armoricain et nervicain. « *Prefectus militum maurorum osismiæcorum, « Osismiis.* — Le préfet des soldats maures *ossismiens*, à *Osismii*. » Ceci ne nous prouve qu'une chose : c'est qu'à l'époque où a été écrite la Notice, le nom d'*Osismii* existait encore, et que dès lors l'ancien nom de la ville capitale avait été changé de *Vorganium* ou *Vorgium* en *Osismii*, à la suite de cette sorte de révolution qui s'opéra dans le nom des villes, vers la fin du ^{ive} siècle, à l'ancien nom desquelles fut substitué le nom du peuple ou de la cité, ainsi que l'a fait remarquer des premiers le savant Peloutier dans son *Histoire des Celtes*, t. 2, p. 122, et que l'a confirmé par de nombreux exemples M. de Caumont, *Cours d'antiqu. monum. Ère rom.*, t. 1, p. 87. Il ne paraît pas douteux que, dans le paragraphe de la Notice, *Osismiis* ne signifie plus chez les *Osis-*

mi, mais remplace l'ancien nom de *Vorganium* ou *Vorgium*, comme dans le paragraphe précédent *Venetis* remplace le *Dariorigum* ou le *Dartorikum*. Mais ce nom *Osismiis*, pris comme ville capitale des *Osismi*, n'a pas ému moins d'opinions diverses que le *Vorganium*. Nous avons eu, en traitant de la voie de Carhaix à Plouguerneau, l'occasion d'en parler assez longuement à propos du grand établissement romain découvert à Kerilien par notre honorable et savant ami, M. de Kerdanet, qui a cru y rencontrer la ville d'Occismor. Tout en ne partageant pas ses convictions à cet égard, tout en n'osant assigner aucun nom aux ruines incontestablement romaines de Ker-Ilien, nous n'en avons pas moins fait grandement ressortir l'importance de cette découverte, et son rapport si direct avec la voie dont nous avons tenté la description. Nous ne répéterons point ici tous les intéressants détails que M. de Kerdanet nous a fournis sur la localité qu'il a si bien explorée; suivons plutôt ce qui nous reste à dire du territoire des *Osismi*.

Un autre document qui date à peu près de la même époque que la Notice de l'Empire, c'est-à-dire qui, selon M. de Caumont, paraît avoir été fait sous l'empereur Honorius et le pape Zozyrne, la Notice des provinces et des cités de la Gaule a aussi conservé le nom des *Osismi* parmi les cités de la 3^e Lyonnaise, dont je vais reproduire ici les noms d'après le texte adopté par M. Guérard dans son *Essai sur les divisions territoriales de la Gaule*, 1832, p. 14, et qui est la reproduction de celui donné par D. Bouquet, t. I, p. 122-124. Nous allons en faire un grand usage dans la suite de cette dissertation, ainsi que des précieuses variantes recueillies par M. Guérard dans vingt-cinq manuscrits de la Bibliothèque du Roi.

Provincia lugdunensis tertiâ, numero IX.

Metropolis civitas Turonum. — Civitas Cenomannorum. — Civitas Redonum. — Civitas Andicavorum. — Civitas Namnetum. — Civitas Coriosopitum. — Civitas Venetum. — Civitas Osismorum. — Civitas Diablintum.

Cette liste nous représente les divisions de la province de Tours ou 3^e Lyonnaise, telles qu'elles existaient au commencement du v^e siècle. Nous retrouvons ici, comme nous l'a-

vons déjà fait observer, les cinq peuples de la péninsule armorique que César et les géographes grecs et romains nous avaient signalés dès le temps et dans les deux premiers siècles de la conquête, savoir : les *Redones*, les *Namnettes*, les *Curiosolites*, les *Venètes* et les *Osismii*. Après avoir formé des peuplades gauloises, elles sont devenues des cités romaines, et pendant cinq siècles elles ont obstinément conservé leur *nationalité*, pour nous servir d'une expression nouvelle qu'on a quelquefois plus mal appliquée.

Mais nous voici arrivés à l'époque où les municipalités romaines vont, sous l'influence de l'invasion de la Gaule par les hommes du Nord, subir quelque modification, sans toutefois être complètement détruites. Les gouverneurs civils vont être remplacés par les chefs ecclésiastiques. Rome, cette tête de l'Empire, va obéir au Pape, les métropoles à leur évêque, qui prendra le nom d'archevêque comme titre de suprématie, et chaque cité de la province métropolitaine aura pour chef son évêque. La hiérarchie ecclésiastique va commencer, et, chose prodigieuse ! elle subsistera pendant treize siècles, sans autres changements que quelques érections d'évêchés qui ne dérangeront rien à l'économie de la province, et conserveront presque tous la date de leur érection ; de telle sorte qu'on a dit, avec quelque raison, que la carte des évêchés de la France, avant 1790, représentait, à peu de chose près, les cités romaines que la Notice des provinces nous signalait au *ve* siècle. Tous les savants se sont accordés à reconnaître que les recherches à faire sur l'étendue de ces antiques cités n'avaient pas de bases plus certaines que les limites de la plupart des évêchés, telles que les donnaient les cartes antérieures à la première révolution. Ces considérations ont été longuement et parfaitement développées par M. Walkenaer dans le t. I^{er} de la *Géographie ancienne des Gaules*, p. 236-243, et M. Guérard les a résumées dans les passages suivants de son *Essai sur les divisions territoriales de la Gaule* : « Si la division provinciale ne s'est pas conservée dans « l'ordre civil, elle s'est perpétuée dans l'ordre ecclésiastique, « avec peu d'altération presque jusqu'à nos jours. Aucun officier, chez les Francs, ne représente exactement l'officier de « l'Empire placé à la tête de l'administration de la province ; « mais, dans l'Église, la juridiction de l'évêque métropolitain

« ou archevêque s'est étendue sur tout le pays qu'administrait
« le consulaire ou le président romain, de sorte que les provinces
« et les métropoles civiles, sous les Empereurs, restèrent pro-
« vinces ecclésiastiques sous les rois de France... *Chaque cité*
« *dans l'ordre civil forma un diocèse dans l'ordre ecclésiastique...*
« *de sorte que les termes de cité et de diocèse représentent la même*
« *division territoriale.* »

Nous ne croyons pouvoir mieux faire que de nous aider de ces données dans la recherche qui nous occupe. Cependant, dès le premier pas, il semble impossible d'en faire l'application. En effet, si nous croyons avoir démontré que le peuple des *Osismii* occupait toute la pointe de la péninsule armorique, si nous avons fait voir que leur territoire s'avancait sur la côte méridionale jusqu'à la limite des Venètes, c'est-à-dire comprenait tout l'ancien et le nouveau diocèse de Quimper, et que, par une conséquence naturelle, il s'avancait à l'intérieur, dans la même proportion, sur la côte septentrionale, c'est-à-dire renfermait les anciens diocèses de Saint-Pol-de-Léon et de Tréguier ; si enfin nous retrouvons dans la Notice la même cité des *Ossismii*, *civitas Ossismiorum*, ne pourra-t-on pas nous demander quel est cet unique évêché qui, en suivant la règle que nous venons d'adopter, a dû remplacer cette *Civitas Ossismiorum* ?

En effet, dans toute cette pointe de la presque-île bretonne que nous croyons avoir été occupée par les *Ossismii*, nous trouvons trois évêchés au lieu d'un : ceux de Quimper, de Saint-Pol-de-Léon et de Tréguier. Si la date précise de l'érection de ces évêchés était bien connue, nous pourrions apprécier justement l'époque à laquelle la *Civitas Ossismiorum*, devenue diocèse, a perdu son unité. Mais toutes les recherches faites à cet égard par nos savants Bénédictins ont été sans résultat, et tout ce que nous en avons appris, c'est que ce fut Nominoë qui installa un siège épiscopal à la place du monastère de Trecor, vers le milieu du ix^e siècle. Quant aux deux autres, on a timidement proposé de les faire remonter au temps de saint Pol-Aurélien et de saint Corentin, regardés comme leurs premiers évêques ; mais, de bonne foi, peut-on fonder quelque chose approchant de la vérité sur l'obscur légende de saint Pol, sur cette prétendue investiture d'un siège épiscopal en Bretagne, donnée par le petit roi de Paris Childebert, qui, pas plus que son père Clovis, n'a

jamais eu de suzeraineté sur cette province? Le peut-on davantage sur l'histoire de saint Corentin, qui « telle qu'on la « trouve, dit le père Lobineau (*Vie des Saints de Bret.*, p. 50), « est si pleine de fautes de chronologie, de contradictions si « grossières, qu'il serait impossible de dire dans quel temps il « a vécu? » Il vaudrait beaucoup mieux avouer qu'on ignore complètement le temps de la fondation de ces évêchés, surtout quand non-seulement on n'a que de fabuleuses légendes pour en établir le premier titulaire, mais encore quand leurs successeurs ne sont pas mieux connus jusqu'au ix^e siècle, et qu'il faut que de douteuses chroniques, celles de Saint-Brieuc et de Nantes, rédigées, même pour leurs commencements, à des dates bien postérieures, nous apprennent que les évêques de Saint-Pol-de-Léon et de Quimper, déposés par Nominoé, en 848, se nommaient *Liberalis* et *Felix*.

Voici donc quatre siècles et plus, depuis la Notice des provinces sous l'empereur Honorius jusqu'au temps de Nominoé, pendant lesquels tous documents historiques nous font défaut dans la recherche que nous faisons, et nous répéterons encore une fois que toute l'érudition bénédictine y a échoué. On peut s'en convaincre, non-seulement en consultant le texte de leur histoire, mais encore les catalogues des évêques bretons, rédigés avec soin et tirés des meilleures sources qu'ils eussent pu découvrir dans leurs immenses et savantes investigations.

Nous remarquons dans l'un de ces catalogues, celui de Quimper, un évêque du nom de Litharedus, « qui a souscrit, en qualité d'évêque des *Ossismiens*, au premier concile d'Orléans, « tenu l'an 511. L'évêché de Léon, continue le rédacteur de « cet article, n'étant pas encore établi, ou étant nouvellement « établi, Litharedus ne pouvait occuper d'autre siège que celui « de Quimper ou de Séez, qu'on veut aussi avoir été nommé « *Oximum*. » Ce peu de lignes ne résout aucunement la difficulté, et ne motive pas l'inscription de Litharedus parmi les évêques de Quimper.

On lit, en effet, parmi les signataires du premier concile d'Orléans, en 511, suivant l'édition des *Concilia antiqua Galliae* du père Sirmond, 1629 : *Litharedus ep. eccl. Oxomensis subscripsi*. Dans une note, le savant jésuite rappelle deux autres leçons : la première, d'après un manuscrit de Corbie : *Litharedus episco-*

pus de Uxuma; la deuxième, d'après un manuscrit de Reims et quelques autres : *Ex civitate Uxuma Litharedus*. Il ajoute que les éditions antérieures à la sienne donnent *Litharedus* pour un évêque de Lisieux, *episcopum Lexoviensem*, mais que les catalogues de cette église n'en font aucune mention; enfin il rapporte la tradition, *fama*, voulant qu'il y ait eu à *Hiesmes* ou *Exmes*, *Oximi*, un siège épiscopal transféré depuis à Séez, *Saios*, et que ce chef-lieu du pays hiesmois, *Oximensis pagi*, est aujourd'hui dans l'évêché de Séez. On voit que Sirmond, d'après cette tradition qu'il ne repousse pas, semble admettre *Litharedus* parmi les évêques de Séez.

Il a été suivi en cela par les *Sainte-Marthe* qui, dans la première *Gallia-Christiana*, plaacent *Litharedus* entre *Hubertus*, en l'an 500, et *Passivus*, en l'an 533.

« *Locum hic habet*, disent ces savants, *ex testimonio Sirmundi*
« *cum subscripserit concilio 1^o Aurélian. an. 511. Episcopus Oxo-*
« *mensis. Eundem enim esse cum Saiensi ex ipsius assertione præfati*
« *sumus.* »

Leconte en 1665, Maan en 1667, Labbe et Cossart en 1672, Bail en 1672, Hermant en 1704, Longueval en 1750, ont servilement reproduit la très-légère conjecture de Sirmond. Il n'est pas jusqu'au jésuite Hardouin, ce contradicteur par excellence, ce Bas-Breton enfant de Quimper, ce descendant des *Osismii*, qui n'ait écrit à la suite du mot *Oxomensis* ce commentaire peu patriotique; *hodie est Sagiensis* : aujourd'hui, c'est le diocèse de Séez.

Nous avons vu précédemment que le savant évêque d'Avranches, et l'historien ecclésiastique de la Normandie, plaçaient à *Hiesmes*, non-seulement l'évêque *Litharedus*, mais encore toute la nation des *Osismii*, et tout cela n'avait pourtant d'autres fondements que cette tradition mise en avant sans trop d'insistance par le P. Sirmond. Ceci est un exemple du stupéfiant succès de certains thèmes prétendus historiques. La liste en serait longue.

Peu après l'époque où le P. Hardouin publiait ses *Acta Conciliorum* (1725), Bruzen de la Martinière, dans son *Dictionnaire géographique* (1726-1730), émettait enfin, à l'article *Séez*, une opinion contraire à la tradition de Sirmond. « Beaucoup de
« savants, dit-il, ont cru que l'évêché de Séez était à *Hiesmes*,

« chef-lieu d'un de ses archidiaconés, et ils n'ont pour fonde-
 « ment qu'une tradition populaire. Elle a néanmoins suffi au
 « père Sirmond pour mettre au nombre des évêques de Séez un
 « *Litharedus episcopus Oxomensis*, qui se trouva au premier con-
 « cile d'Orléans en 511, et il a été en cela suivi par les autres
 « éditeurs des conciles. Mais cet évêque n'appartient pas plus à
 « cette église qu'à celle de Lisieux, à laquelle on l'a pareillement
 « attribué, et il doit être rendu à l'ancienne église des *Osismiens*,
 « dont le pays comprenait alors, suivant le nouvel historien
 « de Bretagne (D. Lobineau), ceux dont on a depuis formé les
 « diocèses de Léon et de Tréguier, et une partie de celui de
 « Quimper. C'est pour cela que saint Pol, premier évêque de
 « Léon, est encore appelé *Oximorum præsul* dans les *Annales*
 « du père Lecointe sur les années 553 et 555, et que Liberalis,
 « l'un de ses successeurs, qui vivait trois cents ans après, est
 « aussi qualifié *Oximensis episcopus* dans les *Actes des Saints de*
 « *l'ordre de Saint-Benoist*. Ainsi, cette restitution ne souffre pas
 « de difficulté. »

On trouve, en effet, parmi les quatre évêques déposés, vers 848, par Nominoé, un Liberalis qualifié par la *Chronique de Saint-Brieuc*, *episcopus Osismiorum*; par celle de Nantes, *episcopus Oximensis*; et par un fragment de chronique de la Chartreuse de la Val-Dieu, *episcopus Ocismorensis*. A la même époque, dans la lettre des évêques réunis à Tours adressée, en 849, à Nominoé, on voit au nombre des signataires *Saxobodus Saiorum episcopus*; Saxobode, évêque de Séez. Il résulte évidemment, à mon sens, de ce rapprochement, qu'au milieu du ix^e siècle le titre d'*episcopus Osismiorum*, *Oximensis*, *Ocismorensis*, existait encore, comme il existait plus de trois siècles auparavant, dans la personne de Litharedus, au premier concile d'Orléans, tandis qu'on ne trouve nulle part que ce titre topographique ait été appliqué au prétendu évêque d'Hiesmes, et qu'au contraire, Saxobode ne s'intitule pas autrement que *episcopus Saiorum*, évêque de Séez ou Sais.

S'il était besoin d'autres preuves, on pourrait dire encore que Litharedus se trouvait au concile d'Orléans avec son métropolitain Licinius, évêque de Tours; Epiphanius, évêque de Nantes; Modestus, évêque de Vannes, et Melanius, évêque de Rennes, comme l'un de ses prédécesseurs, peut-être, Mansuetus *episcopus*

Britannorum, s'était trouvé au concile de Tours, en 461, avec Athenius, évêque de Rennes, et Euscbius, évêque de Nantes. Quant à ce Mansuetus, on ne peut rien affirmer sans doute; mais en fait de conjectures, on peut croire tout aussi bien, et même mieux, qu'il était venu à Tours de la Basse-Bretagne avec deux collègues bretons près de son métropolitain, que d'avoir traversé la Manche sans aucun motif apparent de confraternité et d'hérarchie ecclésiastique.

Dans le *Liberalis episcopus Ossismiorum* du ix^e siècle, tous les savants se sont accordés à reconnaître un évêque de Saint-Pol-de-Léon. Et en effet, les chroniques que nous avons citées nommant en même temps un *Felix episcopus Corisopitensis*, déposé de son siège comme *Liberalis*, et reconnu pour évêque de Quimper, il en résulte qu'à cette époque, où l'évêché de Tréguier n'était pas encore érigé, tout le territoire de la *Civitas Ossismorum* était occupé par deux évêchés, celui de Quimper et celui de Léon, et que celui-ci avait gardé l'ancien nom de la cité. Mais ici nous retombons dans l'incertitude que nous avons déjà signalée sur l'époque de fondation de ces deux évêchés, et rien ne vient s'opposer à la conjecture que nous avons déjà émise, en lui donnant pour base la Notice des provinces, savoir, qu'au ve siècle, et probablement au vi^e, la *Civitas Ossismiorum* forma un seul et unique évêché partagé depuis en deux autres, Saint-Pol-de-Léon et Quimper, sans qu'on puisse, même approximativement, en fixer l'époque, puisque nous avons à traverser cinq siècles sans documents certains, et que ce n'est qu'au ix^e que les premiers évêques de ces deux sièges, *Liberalis* et *Felix*, commencent à nous être connus.

Corisopiti. — Avant de donner, comme je les conçois, les limites de la cité des Ossismiens, il faut faire disparaître de leur territoire une peuplade qui a pour elle, au moins quant à son nom, une fort longue possession; je veux parler des *Coriosopiti*. Je m'attends à heurter une opinion très-enracinée; mais comme j'ai beaucoup étudié la question, je pense que ce n'est pas trop exiger que de demander à mes honorables contradicteurs un examen tout aussi sérieux.

Le texte de la Notice des provinces adopté par deux très-savants hommes, le père Sirmond et M. Guérard, de l'Académie des Inscriptions, donne, parmi les cités de la 3^e Lyonnaise, *Civitas*

Coriosopitum. Vingt-cinq manuscrits de la Bibliothèque du Roi, scrutés avec soin par M. Guérard, fournissent les variantes suivantes, qu'il a consignées dans son *Essai sur les divis. territor. de la Gaule*, p. 15 :

Corisopitum, — Consulitum, — Chorisoporum, — Conisolitum, — Corisopotum, — Corosopitum, — Consolitum, — Coriosolitum vel Corisopicensium.

Deux autres manuscrits de la même bibliothèque, *Fonds du roi*, *Colb.* 1452, ix^e siècle, portent : Corisiosoptum.

Deux très-anciens manuscrits de la bibliothèque de De Thou, cités par D. Bouquet, donnent : Corisolitum, — Corisuletum.

Enfin, nous mettons sur cette liste le texte de Sirmond : Coriosopitum.

Voici, ce me semble, la question posée avec tout son matériel. Il ne s'agit plus que de tirer les conséquences de ces différentes leçons, pour appliquer à une partie de la péninsule bretonne cette cité si diversement nommée par les manuscrits de la Notice des provinces.

Il faut se ressouvenir, tout d'abord, que parmi les cinq peuples que nous avons reconnus dans cette péninsule dès le temps de la conquête et sous l'occupation romaine, il en existait un nommé *Curiosolites* par César, et *Cariosulites* par Pline. C'était une nation puissante et placée dans un riche territoire. Soumise par P. Crassus en même temps que les *Ossismii*, les *Venètes* et les *Redones*, elle provoqua, de concert avec les *Venètes*, une guerre nouvelle, en retenant prisonnier le tribun légionnaire que Crassus lui avait envoyé pour se procurer chez elle les vivres dont il manquait ; et si elle ne figure pas nominativement avec les *Osismii* et les *Nannètes* parmi les auxiliaires des *Venètes*, c'est que les *Curiosolites*, les *Lexovii* et les *Unelli*, dont les dispositions étaient hostiles, furent maintenus pendant cette expédition par la présence dans leur pays de trois légions commandées par Piturius-Sabinus (*Comm. De bello gall.*, 3, xi).

Enfin, les *Curiosolites* firent partie plus tard de la grande ligue gauloise, avec les *Redones*, les *Osismii* et les *Venètes*, et envoyèrent leur contingent pour la levée du siège d'Alise (*Ibid.*, 7, LXXV). Ce rôle constamment actif, ce concours avec les peuples voisins, et surtout avec les *Venètes* les plus puissants, selon César, de toute la côte armorique, annonce une parité de forces qui doit

donner une grande idée de celles des *Curiosolites*, comme les secours en grains qui leur étaient demandés par le général romain indiquent de grandes ressources dues à une agriculture en pleine prospérité.

Ce peuple, pendant les quatre siècles de l'occupation romaine, n'a pas sans doute disparu du territoire, et comme les *Osismii*, les *Venètes*, les *Redones* et les *Namnètes*, il a dû voir son chef-lieu gaulois se transformer en cité romaine, son territoire s'embellir de nombreuses *villæ*, et se sillonner de voies pour les communications militaires et commerciales; il a dû enfin se retrouver avec les mêmes nations dans cette Notice des provinces qui nous a conservé les noms des cités de la 3^e Lyonnaise, existant encore au commencement du v^e siècle.

Cependant, parmi ces noms, nous ne retrouvons pas précisément le nom des *Curiosolites*. Ce nom a été étrangement corrompu. Les variantes qui s'en rapprochent le plus dans les manuscrits que nous avons cités sont :

Consulitum, — Conisolitum, — Consolitum, — Corisuletum, Corisolitum, — Coriosolitum.

Ces six leçons, et surtout les trois dernières, se rapprochent singulièrement du mot *Curiosolites*.

Quelques autres en ont conservé les premières syllabes :

Corioso-pitum, — Coroso-pitum, — Corisio-soptum.

Enfin la leçon de Coriso-pitum a prévalu, et elle a fait naître le peuple des *Corisopiti*.

Il n'est nullement aisé de dire quand, comment et pourquoi ce nom a été attribué au diocèse de Quimper. Les plus anciens documents dans lesquels il en est question sont les *Chroniques* de Saint-Brieuc, de Nantes et de la Val-Dieu; mais j'ai en vain cherché quelques renseignements sur la véritable date du texte ou de partie du texte de ces *Chroniques*, dont aucune ne me paraît remonter au ix^e siècle. C'est pourtant en racontant la poursuite en simonie faite par Nominoé contre quelques évêques de Bretagne, que ces *Chroniques* ont nommé *Felix episcopum corisopitensem*, et cette qualification a été généralement traduite par évêque de Cornouaille ou de Quimper.

Ce qui me ferait pourtant douter que cette application du *Corisopitensis episcopus* remonte au ix^e siècle, c'est que, dans une charte d'Erispoé, insérée au Cartulaire de Redon, et datée de

l'an 851, Anaweten est nommé *episcopus Cornogallensis*; qu'en 970, on trouve dans une donation faite à Landevenec par Budic, ce prélat qualifié de *comes et episcopus partium Cornubensium*, et que, enfin, dans la Charte de Conan en faveur de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, Orscand, qui y figure comme témoin, est désigné comme *episcopus Cornugalliæ*. Il semblerait donc qu'aux ix^e et x^e siècles, le *Corisopitensis episcopus* n'eût été aucunement en usage. Mais il paraît pour la première fois dans un long extrait du Cartulaire de l'église de Quimper, inséré par Dom Morice, *Pr.* I, 377. « Præterea prædicti testes attestati sunt quod locum » S. Mariæ qui prius erat *Corisopitensis episcopi* extorsit uxor » Alani Caynart ab Orscando episcopo, etc... » Cet extrait est placé sous l'année 1038, et à partir de là, tous les évêques de Quimper ou de Cornouaille se sont qualifiés *episcopus Corisopitensis*.

On n'aperçoit pas bien la cause de ce changement ni de ce rappel un peu prétentieux, un peu trop savant peut-être, au texte de la Notice des provinces. Que l'évêché érigé à Quimper ait été nommé *Corno-Gallensis*, *Cornubiensis*, *Cornu-Galliæ*, il n'y a rien là que de naturel, puisque ce diocèse se trouvait dans la Cornouaille; mais que de *Corno-Gallensis*, *Cornubiensis*, on soit allé jusqu'au *Corisopitensis*, c'est là ce qui doit causer quelque étonnement. Ce trait d'érudition ne serait-il point sorti de ces mêmes cloîtres où se fabriquaient, aux xi^e et xii^e siècles, ces nombreuses légendes dans lesquelles des hommes d'un grand savoir ont cru découvrir un fonds de vérité, mais qui, par l'application des nouvelles méthodes historiques, perdent de jour en jour ce prestige trompeur qui a égaré les meilleurs esprits? Je ne donne ceci que comme une simple conjecture qui pourrait se justifier si un travail bien nécessaire, l'histoire littéraire et critique des légendes de nos saints bretons, était entrepris et mis à fin par l'un de nos plus jeunes et savants confrères, élève très-distingué de l'école des Chartes, et dont le nom arrive sans effort à la pensée de tous.

Quoi qu'il en soit, l'épithète *Corisopitensis* accolée au nom de l'évêque de Cornouaille a fait fortune, et elle est arrivée jusqu'à l'époque où l'on a commencé à s'occuper de l'étude de la géographie ancienne, c'est-à-dire à la première moitié du xvi^e siècle, sans toutefois se trouver ailleurs que dans les actes et épitaphes

concernant les évêques de Quimper. Le nom du peuple, *Corisopiti*, n'est venu que près d'un siècle plus tard, ainsi que nous allons l'expliquer bientôt.

Mais ce qui indique une singulière confusion en cette matière, c'est que le premier en date des géographes modernes qui se sont occupés de la topographie de la Gaule, Raimond Martiani, en parlant des Curiosolites, dit : « *Hos Corisopitenses esse* » *« plerisque placet. »* Puis il ajoute en français : *Cornouaille*. Charles Estienne, dans son Dictionnaire géographique, reproduit les mêmes expressions, ainsi qu'Ortelius, dont la carte ne mentionne même pas les Curiosolites; Fauchet les place dans la Cornouaille; Cluvier dans la Basse-Bretagne : *Britannia inferior*; enfin Sanson, dans ses remarques sur la carte de l'ancienne Gaule, leur a consacré l'article suivant : « *Curiosolitæ* ou Curio-
« solites sont ceulx-là mesme que Pline appelle Curiosuélites, et
« que la Notice des provinces et citez de la Gaule appelle *Cori-*
« *sopiti* au lieu de *Curiosoliti*. La position de ce peuple ne se
« peut reconnoistre que par cette Notice, en conférant les
« citez qu'elle denombre dans la province Lyonnoise troisième
« avec les anciens diocèses qui se sont establis dans l'archeves-
« ché de Tours, qui répond à cette Lyonnoise troisième, et par
« cette conférence le diocèse de Quimper-Corentin que nous ap-
« pelons Cornouaille, respond à l'ancien peuple Curiosolites ou
« *Curiosoliti*. »

J'ai cru devoir donner cet article dans son entier, parce qu'il me paraît expliquer parfaitement comment la confusion dont j'ai parlé a eu lieu dans la recherche qu'on a faite de la partie de la péninsule bretonne occupée par les Curiosolites. On voit d'abord que pour cela on a eu recours à la Notice des provinces, et que parmi les cités de la 3^e Lyonnaise on a choisi celle dont le nom se rapprochait le plus de celui des Curiosolites, et Sanson affirme positivement que les Curiosolites *sont ceulx-là mesme* que la Notice appelle *Corisopiti*.

Si réellement les Curiosolites avaient habité dans la Cornouaille bretonne, cette affirmation aurait pu se soutenir; mais, indépendamment de ce que nous avons prouvé que cette Cornouaille a toujours fait partie du territoire des *Osismii*, il est arrivé que dans les premières années du XVIII^e siècle on a trouvé à Corseul, à 2 lieues de Dinan, dans l'ancien diocèse de Saint-

Malo, un établissement romain tellement considérable, que cette importance réunie au nom si approchant de celui des Curiosolites, a fait croire au plus grand nombre des savants que Corseul ou Corseult était la capitale de ce peuple, et que, le pays qui l'entoure était son véritable territoire.

Après cette découverte qui, dans son temps, fit beaucoup de bruit et fut accueillie par l'Académie des Inscriptions, on aurait pu croire que toute confusion devait cesser, et que puisque les géographes pensaient qu'il y avait identité entre les *Corisopiti* et les Curiosolites, le territoire de ceux-ci étant reconnu, les *Corisopiti* devaient y être naturellement transférés, et conséquemment que la *Civitas Corisopitum*, *Curiosolitum*, etc., de la Notice, devait être placée à cette ville antique portant encore le nom de Corseul ; et qu'enfin il était très-probable que l'évêché d'Alet, devenu celui de Saint-Malo, représentait à la fois le territoire des anciens Curiosolites et celui de la *Civitas Corisopitum*, *Curiosolitum* de la Notice des provinces.

Malgré toutes ces raisons, qui me paraissent assez concluantes, il n'en a point été ainsi. D'abord un assez grand nombre de géographes ont persisté à laisser les Curiosolites dans l'évêché de Quimper ; puis, ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que D'Anville, tout en reconnaissant Corseul pour la ville des Curiosolites, a séparé de ceux-ci les Corisopiti, en a fait un peuple distinct et les a laissés dans la Cornouaille. Sanson, comme nous l'avons vu, croyait à leur identité : D'Anville n'y croit pas, et il a été le premier à émettre cette négative : « Avant qu'on eût découvert les Curiosolites, dit-il, dans un lieu qui se nomme « Corseult, renfermé actuellement dans le diocèse de Saint-Malo, « on s'accordait à leur assigner pour territoire le diocèse de « Kimper. Il est hors de doute que Kimper est le siège épiscopal désigné dans les actes du moyen âge par le nom de *Corisopitensis* ; et puisque les Curiosolites ont un autre emplacement, c'est « mal à propos qu'on n'a point distingué d'avec eux les *Corisopiti*. » Ce raisonnement me paraît dépourvu de toute critique et de toute justesse. Comment ! si on n'avait pas trouvé d'emplacement pour les Curiosolites, ils seraient restés à Quimper confondus, identifiés avec les *Corisopiti* ? Et parce que cet emplacement se trouve, l'identité cesse, et les *Corisopiti* deviennent un

peuple distinct! C'est, en vérité, mettre le bon sens à une trop rude épreuve.

Ce n'est pas la seule contradiction renfermée dans l'article que D'Anville a consacré, dans sa Notice de la Gaule, aux *Corisopiti*. « Il est donc constant, ajoute-t-il, que les *Corisopiti* étaient
« placés dans le diocèse de Kimper, et cependant on trouvera
« d'une manière également évidente, dans les articles *Osismii* et
« *Vorganium*, que le territoire de ce diocèse *faisait partie de la*
« *cité des Osismiens*. Or, que doit-on conclure de là, si ce n'est
« qu'entre les cités de la Gaule, comme on en connoît plusieurs
« qui ont renfermé des peuples de moindre considération dans
« leur dépendance, les *Corisopiti*, dont aucun auteur ne fait mention
« avant la Notice des provinces, n'étoient primitivement qu'une
« portion des *Osismii*, que l'établissement d'un évêché particulier
« en a séparé et fait distinguer. »

En avouant que le diocèse de Quimper faisait partie du territoire des *Osismii*, et en ajoutant que les *Corisopiti* occupaient ce diocèse, la conséquence forcée était que les *Corisopiti* formaient une partie des *Osismii*. Mais encore ici D'Anville passe sous silence les *Curiosolites*, que ses prédécesseurs identifiaient avec les *Corisopiti*; et c'est en convenant qu'aucun auteur n'a parlé de ceux-ci, et sans la plus légère preuve, qu'il finit par en faire une sorte de *pagus* de la *Civitas Ossismorum*. On conviendra, je pense, qu'on était en droit d'attendre mieux d'un géographe aussi distingué que D'Anville.

Quoi qu'il en soit, personne n'a attaqué cette singulière création d'un peuple *Corisopiti*, qui, de l'aveu de Sanson, n'était autre que les *Curiosolites*. M. le colonel Lapie et M. le baron Walkenacr ont adopté sans aucune observation, mais aussi sans addition de preuves, le sentiment de D'Anville.

J'ai soutenu la thèse contraire dans une dissertation sur Alet et son évêché, lue au Congrès breton à Saint-Malo, en 1849; et en cela, comme je le croyais d'abord, je n'ai été ni le seul, ni le premier à restituer à l'antique cité de Corseul et à l'évêché de Saint Malo la *Civitas Coriosopitum*. Un géographe d'un mérite distingué, Bruzen de la Martinière, dans son grand dictionnaire, à l'article *Curiosolites*, a développé ce sentiment avec beaucoup de sagacité et de critique il y a déjà plus d'un siècle, c'est-à-

dire bien antérieurement à D'Anville, qui n'a pas été sans connaître un ouvrage aussi important dans la science qu'il cultivait, et qui aurait dû rappeler l'opinion de la Martinière, qui valait la peine qu'on la discutât

En voilà assez, peut-être trop, sur les *Corisopiti* qui, je le répète, n'ont été autre chose que les *Curiosolites*, sous un nom corrompu dans le texte de la Notice des provinces, qui, par suite de cette corruption de texte, ont été abusivement placés dans la Cornouaille vers le ^x^e siècle au plus tôt, et y ont été maintenus jusqu'à présent par un inexplicable défaut d'examen critique et sérieux de la question ; qui enfin auraient dû être reportés avec les *Curiosolites*, à Corseul et dans l'évêché de Saint-Malo, leur antique cité et leur véritable territoire.

Limites des Osismii. — Passons maintenant à la recherche des limites des *Osismii*. Nous pensons qu'après les considérations que nous avons présentées précédemment, et qui résultent de la conférence des textes anciens et des documents que nous a fournis le moyen âge, nous avons reconnu que le territoire de ce peuple occupait toute la pointe de la péninsule bretonne, et confinait, à l'Orient, aux *Curiosolites*, qui s'étendaient non-seulement sur les anciens diocèses de Dol et de Saint-Malo, mais encore sur le pays qui est devenu, au ^{ix}^e siècle, le diocèse de Saint-Brieuc ; puis aux *Venètes*, qui habitaient tout le reste de la côte méridionale jusqu'à la rivière de Vilaine. De toute autre part il était borné par la Manche et l'Océan.

L'ancien évêché de Saint-Brieuc avait la forme d'un triangle, dont la paroisse de Bréhan-Loudéac occupait, au Midi, le sommet très-aigu et très-resserré entre les évêchés de Vannes et de Saint-Malo. Les deux côtés partant de ce sommet allaient : l'un à l'Est, aboutir sur la côte, entre Saint-Cast et Saint-Jacut ; l'autre à l'Ouest, à l'embouchure du Leff dans la Manche. Aucun document ne nous a appris de quelle cité dépendait cet évêché avant son érection au ^{ix}^e siècle. D'Anville, ayant cru trouver dans le nom de la paroisse d'Iffiniaie une sorte d'analogie avec l'un des *fin*es de l'itinéraire d'Antonin, a poussé jusque-là le territoire des *Curiosolites*. Le président de Robien avait eu la même pensée, peut-être même avant D'Anville, et tous deux, pour rendre plus palpable l'analogie qu'ils croyaient trouver entre *fin*es et *Iffiniac*, avaient changé ce dernier nom en *finiac* : ce qui est d'autant plus

inexact que le nom d'*Iffiniac* n'a, dit-on, en breton, aucune analogie étymologique avec le mot et le sens de *fines*, et qu'on eroit y avoir trouvé plutôt la signification de *lieu planté d'ifs*, *iffiniac* ou *iffiniac*.

Je crois qu'on peut compléter l'idée de D'Anville en ne s'arrêtant pas comme lui à Iffiniac, et en portant le territoire des Curiosolites à 5 lieues au-delà, à la petite ville de Chastel-Audren, sur la rive droite de la rivière du Leff, c'est-à-dire aux limites mêmes de l'ancien évêché de Saint-Brieuc, que cette rivière séparait de l'évêché de Tréguier depuis sa source, vers le bourg de Cohignac, jusqu'à son embouchure. Cette limite se prolonge ensuite au Midi, en allant passer entre la ville de Quintin et le bourg de Saint-Bihy, entre Merléac et Uzel, rasant à l'Est les bourgs de Saint-Caradec et de Hémonstoir. Dans cet trajet, la limite suivait en partie le cours de la rivière d'Oust, et séparait l'évêché de Saint-Brieuc de celui de Quimper. Il en résulte, à mon sens, admettant, comme je le fais, l'évêché de Tréguier pour partie intégrante du territoire des *Osismii*, que la limite détaillée ci-dessus, depuis le bourg d'Hémonstoir jusqu'à l'embouchure du Leff, sur une longueur d'environ dix-huit lieues, séparait les *Osismii* des Curiosolites. Cette limite me paraît d'autant plus assurée qu'elle est naturelle dans sa majeure partie, étant marquée, pendant quinze lieues sur dix-huit, par le cours des deux rivières que nous avons indiquées, le Leff et l'Oust, et que, de plus, la ligne, sans être rigoureusement droite, conserve, pendant tout ce trajet assez long, une même direction, celle du Nord-Nord-Ouest. Une autre considération qui ne sera peut-être pas sans intérêt, c'est que cette limite à laquelle, comme on voit, nous assignons une assez haute antiquité, nous paraît, dans sa majeure partie, séparer le pays *bretonnant* du pays *gallo*. Je crois que cette affirmation ne reçoit de véritable exception que pour la partie resserrée entre le cours du Leff et la côte de la Manche, depuis Lan-Vollon à Pen-Pol. Il serait peut-être intéressant d'étudier la ligne sous ce rapport, et que la limite des deux langues fût bien connue et tracée sur une bonne carte.

La ligne séparative entre les *Osismii* et les Venètes présente peut-être plus de difficultés que la précédente, si l'on s'astreint à suivre rigoureusement la limite qui existait entre les évêchés de

Vannes et de Quimper. Cette limite est bien loin de suivre une ligne droite : du bourg d'Hémonstoir elle descend au Sud-Ouest, jusqu'à raser au Nord la ville de Pontivy; puis se relève au Nord-Ouest en suivant la rivière de Blavet jusqu'à Gouarec; de là, elle redescend au Sud-Ouest pour aller prendre vers sa source la rivière d'Ellé et la suivre jusqu'à son embouchure. Ce tracé formait pour l'évêché de Quimper une configuration très-irrégulière, de telle sorte que le pays de Corlay présentait une espèce de presqu'île resserrée entre les évêchés de Tréguier, de Saint-Brieuc et de Vannes. Il en eût été tout autrement si la limite, au lieu d'aller de Pontivy à Gouarec, puis de Gouarec à Quimperlé, en suivant le cours de l'Ellé, eût, de Pontivy, descendu le Blavet jusqu'au Port-Louis; l'irrégularité de figure se fût entièrement effacée. Le Blavet pouvait tout aussi bien, et mieux que l'Ellé, présenter une limite naturelle, et alors Carhaix ou *Vorganium* se trouvait parfaitement au centre du pays des *Osismii*. Mais pour appuyer cette conjecture, nous n'avons, il faut l'avouer, pas un seul document d'où nous puissions tirer la moindre induction, et les motifs de cette délimitation qui nous paraît bizarre nous restent entièrement inconnus. Ici, nous n'avons même pas à nous aider de la différence du langage: des deux côtés de la limite on parle breton, et il ne peut y exister tout au plus qu'une diversité de dialecte, que par malheur nous ne pouvons pas apprécier. Cependant, nous ne devons pas omettre ici une observation consignée dans le procès-verbal du Congrès Breton tenu à Lorient en 1848, p. 99. Il était question des costumes de la Bretagne, et d'en composer une sorte de carte géographique. MM. de Keridec et Pontois « s'accordèrent à reconnaître que les rivières d'Ellé, de Scorff et de Blavet établissent entre les pays qu'elles séparent des différences très-tranchées quant au costume; de telle sorte néanmoins que la limite du Scorff est la plus importante des trois, en ce sens que la différence du costume est beaucoup plus profonde d'un bord à l'autre de cette rivière que d'un bord à l'autre du Blavet ou de l'Ellé; qu'il en est de même non-seulement pour le costume, mais aussi pour la langue, et en général pour les mœurs et les habitudes des populations agricoles. »

Petits peuples placés sur le territoire des Osismii. — Nous arrivons enfin à la dernière partie de la question, c'est-à-dire à ces divers

petits peuples que M. Walkenaer et beaucoup d'autres semblent avoir voulu entasser sur le territoire des *Osismii*. Nous nous sommes déjà occupés des *Corisopiti*, parce qu'ils avaient un rapport direct avec l'étendue et les limites de ce territoire. Il nous en reste quatre : les *Ostiæens*, les *Cossini*, les *Agnotes* et les *Lemovices*.

Ostiæii. — On lit dans Strabon, t. I, p. 157 de la traduction de Coray : « Tous ses rapports (de Pythéas) sur les Ostiæens et « les pays transrhénans jusqu'aux Seythes, ne présentent que « de fausses localités. »

Nous avons vu précédemment, dans un autre passage de Strabon, que Ératosthènes plaçait près du promontoire *Calbium*, ou cap Saint-Mahé, le pays des *Ostidamniens* (*ibid.*, t. I, p. 161).

Dans une note sur le mot *Ostiæens*, le savant Gosselin s'explique ainsi : « Les *Ostiæens* paraissent être les mêmes peuples « que Strabon, à la page 161 de cette traduction, nommera *Ostidamniens*; ils habitaient la Basse-Bretagne. D'autres géographes les ont appelés *Ostiones*. »

On se rappelle que les *Ostidamniens* ont été pris pour les *Osismii*, et il s'ensuivrait, si l'on adoptait l'opinion de Gosselin sur l'identité des *Ostidamniens* et des *Ostiæens*, que ceux-ci seraient aussi les mêmes que les *Osismii*. Cette conséquence aurait peu de portée : ce ne serait qu'un nom de plus donné à ce dernier peuple. Mais ce qui est bien autre chose, c'est le parti que M. Walkenaer a voulu tirer de ces divers noms. « Ces peuples, dit-il, paraissent être les mêmes que ceux qui sont « nommés *Ostiones* par Étienne de Byzance, qui rapporte à ce « sujet un fragment précieux d'Artémidore, conçu en ces termes : « A la gauche de ceux-ci (quels ceux-ci?) sont les *Cossini* « appelés *Ostiones*, ou, selon Pythéas, *Ostiæos*. » Ainsi, par la « réunion des noms qu'Artémidore et Strabon disent avoir été « donnés par Pythéas au peuple qui habitait l'extrémité occidentale de l'Europe, on a *Ostimii* ou *Ostionestimii* ou *Otsimii*, qui « sont évidemment le même mot que celui d'*Ostidamnii* ou *Ostidamnii* donné par Ératosthènes. L'étymologie de ce nom se conserve « encore dans celui d'Ouessant moderne, et le nom de *Cossini* paraît « se retrouver dans un lieu nommé *Crosson*, situé à l'extrémité de la « Bretagne, près l'anse de Dinan. D'après les deux noms donnés par « Pythéas aux habitants des extrémités occidentales de l'Europe,

« il me paraît avoir voulu *y distinguer deux nations* ou deux peuplades, dont les noms ont été ensuite réunis en un seul, parce qu'on ignorait que la péninsule de Bretagne se divisait en trois autres péninsules séparées par des espaces de mer assez considérables, et qu'on ne pouvait reconnaître plusieurs peuples à l'entour d'un seul promontoire. Les *Cossini* d'Artémidore, au lieu d'être, comme le croyait ce géographe, les mêmes que les *Ostiaeos* ou *Ostiones* de Pythéas, paraissent avoir été une peuplade voisine ou dépendante de ces derniers ; ainsi les *Timii* ou *Tismii* me semblent avoir habité la pointe terminée par le Bec-du-Raz ou *Calbium Promontorium*, ou le cap *Gobestan*, le *Gobæum Promontorium*, près de l'île *Sena* ou de Sène. Les *Ostiaeos* ou *Ostiones* occupaient la pointe où sont les îles d'Ouessant. Les *Cossini* étaient dans la péninsule intermédiaire, aux environs de *Crosson* ou Crozon, et ils s'étendaient jusque auprès de *Brest*, où l'on trouve un lieu nommé *Coesnou* ou *Goueznou*. »

J'ai cru devoir copier tout ce texte, parce que, si je m'étais borné à une simple analyse, on n'aurait jamais pu croire qu'un savant comme M. Walkenaer eût pu entasser en si peu de lignes tant de faux rapprochements, tant d'étymologies forcées, et enfin donner, avec une sorte d'assurance qui ne supporte pas la contradiction, des conclusions géographiques qui ne sont appuyées sur rien, et de quelques-unes desquelles nous avons déjà démontré toute la faiblesse.

Les *Timii* de Pythéas, les *Tismii* de Strabon, les *Ostidamnii* d'Ératosthènes, les *Osismii* de César et de Ptolémée, les *Cossini*, les *Ostiones*, les *Ostiaeos* d'Artémidore sont d'abord un seul et même peuple pour M. Walkenaer, ce peuple qui habitait l'extrémité occidentale de l'Europe ; il réunit tous ces noms et en forme celui d'*Ostimii*, puis *Ostionestimii*, puis *Otsimii*, qui sont évidemment, dit-il, le même mot que celui d'*Ostidaunni*, ou *Ostitamnii*, et il les retrouve tous ensemble dans le nom moderne de l'île d'Ouessant. Mais aussitôt après cette puissante démonstration d'identité, et sur ce que *Pythéas a donné deux noms aux habitants des extrémités occidentales de l'Europe* (imputation dont nous allons le justifier tout à l'heure), et paraît avoir voulu *y distinguer deux nations* ou deux peuplades, M. Walkenaer en implante trois dans les trois presqu'îles du Bec-du-Raz, de *Crosson* et d'Ouessant, presqu'îles que personne n'avait découvertes avant lui dans la péninsule bre-

tonne, et ces peuples sont les *Timii* ou *Tismii*, les *Cossini* et les *Ostiæos* ou *Ostiones*.

Nous répondrons d'abord que Pythéas n'a jamais donné qu'un nom aux Osismii, celui de *Timii*; qu'il n'a jamais nommé les *Ostiones*; que les *Ostiæos*, identifiés par Artémidore avec les *Ostiones*, n'ont été placés dans la Basse-Bretagne et confondus avec les *Ostidamnii* que par le commentateur Gossellin, qui, quoique fort savant, n'est point infallible; et que cette décision géographique me paraît en contradiction formelle avec le texte de Strabon, qui parle des *Ostiæens* en même temps que des *pays trans-rhénaux jusqu'aux Scythes*, ce qui les écarte d'une manière absolue de notre péninsule, et qu'enfin le texte d'Artémidore, qui confond les *Ostiæos* avec les *Cossini* et les *Ostiones*, ne contient rien qui puisse appuyer le système de M. Gossellin, et encore moins celui de M. Walkenaer. Il est fort inutile, je pense, de discuter les rapports étymologiques que ce dernier croit avoir rencontrés entre les *Cossini* et *Crosson* ou Crozon; entre les *Ostiones* ou *Ostiæos*, et *Ouessant* (1), et de faire ressortir cette contradiction résultant de ce que l'auteur transporte les *Cossini* hors de la presqu'île de *Crosson*, et les fait s'étendre jusque dans la presqu'île d'*Ouessant*, près de Brest, parce qu'il s'y trouve un lieu nommé COESNOU, ou Goueznou; d'où il résulte cette très-remarquable solution, que *Cossini*, *Crosson* et *Coesnou* sont absolument la même chose.

Malgré cela, nous n'en persisterons pas moins à soutenir que les *Ostiæos*, les *Ostiones*, les *Cossini* n'ont jamais habité la péninsule bretonne, et que les textes bien entendus et bien compris de Strabon et d'Artémidore leur assignent un tout autre pays.

Agnotes. — Les *Agnotes* sont nommés dans un autre texte d'Artémidore, qui nous a été conservé comme le précédent par Etienne de Byzance : « *Agnotes populi celticæ justà Oceanum ut* » refert Artemidorus. » Ce peuple de la Celtique sur le rivage de l'Océan, D'Anville, le premier, a eue le reconnaître dans le *pagus agnensis* de la légende de Saint-Paul-de-Léon, où il est dit que le roi Childebert I^{er} donna à ce prélat *agnensem leonensemque pagos*; et il appuie cette conjecture sur ce que la partie du pays de Léon qui s'avance dans la mer conserve encore le nom d'*Ack* et forme

(1) Le nom breton de cette île est *Heusauff*, et a encore moins de rapport que *Ouessant* avec les *Ostiones* ou les *Ostiæi*.

l'un des districts ecclésiastiques du diocèse, et qu'un des ports de la côte en tire son nom : *Aber-Ack*. Ce nom ne me paraît pas fort exactement écrit, et je crois que c'est de l'*Aber-Vrac'h* que D'Anville a voulu parler.

Quant à l'analogie étymologique entre les *Agnotes* et le pays d'*Ack*, elle est fort loin de m'être démontrée, et la conjecture tirée de la légende de Saint-Paul-de-Léon peut-être fort ingénieuse, mais ne formera jamais, à mon sens, une preuve historique. Cependant presque tous nos auteurs bretons, flattés dans leur patriotisme par cette décision d'un géographe en grande renommée, n'ont pas hésité à revendiquer les *Agnotes* comme une peuplade armoricaine; et M. le colonel Lapie, en 1829, leur a donné sur sa carte antique de la Gaule la même place que, dès 1760, D'Anville leur avait assignée sur la sienne, et cette place occupe à peu près tout l'ancien évêché de Léon.

Peu d'auteurs ont parlé de ce petit peuple. Le père Hardouin, dans son commentaire, confond les *Agnotes* avec les *Anagnutes*, que Pline avait placés parmi les peuples de la Narbonnaise. Mais le commentateur ne partage pas cette opinion, et croit qu'ils étaient situés entre les *Namnètes* et les *Pictones*, c'est-à-dire entre la Loire et les marches du Poitou, dans le pays de Retz, et qu'ils étaient peut-être les habitants des pays d'Herbauge et de Mauge. Cet avis, quoique suivi par Dom Bouquet et par M. Delafontenelle, *Recherches sur les peuples qui habitaient le nord de l'ancien Poitou*, 1835, ne me paraît pas devoir être adopté plus que celui de D'Anville, parce que, comme celui-ci, il n'est étayé d'aucune preuve. Un savant Poitevin, M. Dufour, n'a pas mieux réussi en plaçant les *Agnotes* en Anjou, dans le territoire de la petite ville de Doué.

Ce qui me paraît certain, c'est qu'il est plus que douteux qu'ils aient habité le pays de Léon.

Lemovices. — On a voulu placer en Bretagne un peuple de *Lemovices*. D'Anville dans sa Notice de la Gaule, après avoir parlé des *Lemovices* qui ont donné leur nom à la province du Limousin, ajoute : « La répétition que l'on trouve du nom de *Lemovices* « dans le septième livre des Commentaires, forme une difficulté « qu'il est plus aisé d'exposer que de résoudre. Les peuples de « la Gaule fournissant leur contingent de troupes pour marcher « au secours d'Alise investie par César, les *Lemovices* sont nom-

« més pour armer, également comme les Bellovaci, dix mille
 « hommes : *Bellovacis (millia) decem, totidem Lemovicibus*. On lit
 « quelques lignes plus bas, et à la suite de plusieurs autres peu-
 « ples : *Universis civitatibus quæ Oceanum attingunt quæque eorum*
 « *consuetudine armoricæ appellantur, quæ sunt in numero Curiosolites,*
 « *Redones, Ambibarii, Cadetes, Osismii, Lemovices, Unelli, sena*. Or
 « il répugne également de voir les *Lemovices* répétés, comme de les
 « voir au nombre des peuples maritimes, s'il faut l'entendre des
 « *Lemovices* qui ont donné le nom au Limousin ; et cela paraît d'au-
 « tant plus étrange que les *Santones* et les *Pictones*, quoiqu'ils
 « soient voisins de la mer, ne sont point compris dans le dénom-
 « brement entre les cités armoriques. C'est ce qui a déterminé
 « plusieurs critiques, Joseph Scaliger, Ciacconius, à rejeter
 « cette seconde mention des *Lemovices*, et Sanson est de même
 « avis. Mais tous les manuscrits s'y opposent, et le métaphraste
 « grec est d'accord avec les manuscrits. M. de Valois est même
 « persuadé que saint Ouen, en écrivant la vie de saint Éloi, et
 « Flodoard, en parlant de saint Basle, ont dû lire dans César,
 « il y a plus de mille ans, ce qu'on y lit aujourd'hui, parce qu'ils
 « confondent les *Lemovices* avec ceux qui sont indiqués entre les
 « peuples armoriques. Car, dans ces auteurs, il est parlé du *ter-*
 « *ritorium Lemovicinum* ou du Limousin, dont saint Éloi et saint
 « Basle étaient sortis, comme d'un pays compris dans l'Armori-
 « que. *In partibus Armoricanis* ; ce qui paraît tirer sa source de
 « la lecture de César. M. de Valois et quelques autres savants ont
 « cru qu'on pouvait remplacer les *Lemovices* nommés en se-
 « cond par le nom de *Leonenses* ; qui désignerait le pays de
 « Léon, dans la basse Bretagne. En ce cas-là, je pense qu'il con-
 « viendrait mieux, pour s'écarter d'autant moins de ce qui est
 « écrit *Lemovices*, de lire *Leonices* ou même *Leonnices*, puisque
 « dans la *Chronique* de Robert du Mont-Saint-Michel, on trouve
 « en quelques endroits *Leunnum* et *Leunnenses*. Quoique dans la
 « vie de saint Gildas, saint Paul, qui a été évêque de Léon, soit
 « appelé *Oxismorum ecclesiæ episcopus* (*Acta SS. ord. S. Bened.*,
 « t. 1.), il ne s'en suit pas, en rigueur, que le territoire de Léon,
 « sur lequel le nom des *Osismii* a pu dominer, ne saurait être
 « désigné sous le nom d'un autre peuple. Nous voyons dans les
 « Commentaires qu'il y avait des peuples subordonnés à un
 « peuple plus considérable et renfermés dans son territoire. Au

« reste, ces considérations ne sont pas suffisantes pour se permettre d'insérer des *Leonices* dans une carte de l'ancienne Gaule ; et il est à propos d'ajouter que, dans le passage de César qui donne lieu à cette discussion, les *Ambibarii*, qu'on y voit dénommés, sont demeurés inconnus. Car c'est deviner avec Sanson, que de les confondre avec les *Abrincatui*. Les *Cadetes* sont dans le même cas, supposé qu'on ne juge pas convenable de lire plutôt *Caleti* ou *Caletes*. »

Ce passage de D'Anville est un de ceux qu'on ne peut que gâter en les analysant, et j'ai cru devoir le copier tout entier, car il expose parfaitement la question et sa difficulté. Nous ne nous arrêterons pas sur le plus ou le moins d'exactitude de la leçon *Lemovices*, sur laquelle s'accordent tous les manuscrits des Commentaires, bien que la répétition du nom d'un peuple déjà nommé dans le même chapitre, et pour le même recensement, doive sembler assez surprenante. Nous nous bornerons à rechercher les motifs qui ont autorisé M. de Valois et quelques autres savants à les placer dans le pays de Léon. Je erois que le premier de ces motifs a été la rencontre des *Lemovices* parmi les cités armoriques désignées comme telles par César, car ce nom d'*Armorique*, qui a fini par rester comme qualificatif à notre presque ile bretonne, tandis que dans son principe, et surtout à l'époque de la conquête, il avait une application bien plus généralisée, ce nom, dis-je, a causé une grande confusion parmi nos plus anciens géographes. L'idée de *Lemovices* bretons ou armoriques une fois admise, il n'était pas facile de leur assigner une place sur le sol de la Bretagne. Ortelius, ainsi qu'on le voit dans sa carte éditée par Blaeu, les pose, au hasard, à peu près dans le pays de Dinan ; mais Hadrien de Valois, que la leçon *Lemovices* tourmentait un peu, eut avoir fait merveille en la changeant en *Leonices*, d'autant plus qu'il s'ensuivait naturellement que ces *Leonices* ne pouvaient être placés ailleurs que dans le pays de Léon. Malheureusement, malgré l'*in partibus armoricanis* de saint Ouen et de Flooard, nous croyons avoir trop bien établi les *Osismii* dans le Léonois, pour que nous puissions y admettre, au temps de César, un peuple de *Leonices*, surtout quand cette opinion est purement conjecturale.

M. Walkenaer n'admet point la leçon *Leonenses* ni leur placement à l'extrémité de la Bretagne. Il veut que les *Lemovices armoricani*

aient eu pour capitale *Ratiatum* donné par Ptolémée pour la seconde ville des Pictaves, et qu'ils aient habité le pays de Retz. Un de ces arguments, c'est que dans ce pays il existe un lieu nommé la *Limouzinière*. (*Géogr. anc. des Gaules*, t. I, p. 369.)

Au surplus, M. Walkenaer n'a fait en cela que reproduire l'opinion d'un savant poitevin Dufour, qui dès 1826 l'avait consignée dans son ouvrage intitulé : *De l'ancien Poitou*, etc., opinion que le savant de Paris aurait pu, aurait même dû rappeler, et sur laquelle il a gardé le silence le plus complet.

Malgré toutes ces conjectures, je erois que nous pouvons laisser les prétendus *Lemovices armoricani* à qui voudra les prendre, et croire fermement que jamais ils n'ont existé ni dans le pays de Léon, ni dans le pays de Retz, ni en aucune partie de la Bretagne.

Anonyme de Ravenne. — Un géographe du VII^e siècle, si peu connu qu'il n'est désigné que sous le nom de l'*Anonyme* de Ravenne, semble dans le chapitre xxxix de son 4^e livre avoir voulu parler de notre Basse-Bretagne et de deux de ses villes. Voici le texte où se trouve cette mention : « Juxta superius dictam Galliam, ponitur patria quæ dicitur Britannia in paludibus.... » in ipsa Britannia aliquantas fuisse civitates legimus, ex quibus « ex parte designare volumus, id est : *Chris, Venetis*... » De ce triste latin, nous hasarderons une traduction à peu près aussi baroque : ... « Près et au joignant de la partie supérieure de la « Gaule est situé un pays (*patria*) qui est appelé Bretagne dans « les marais.... Nous avons lu que dans cette même Bretagne « étoient quelques cités, desquelles nous voulons désigner une « partie, c'est à savoir : *Chris, Venetis*... » Nous croyons devoir faire observer que nous reproduisons le texte adopté par le P. Poreheron, seul éditeur jusqu'ici de l'*Anonyme* de Ravenne.

Nous pensons que par les mots *Britannia in paludibus*, l'auteur a voulu désigner la *Basse-Bretagne*. Nous prenons aussi, sans difficulté, le *Venetis* soit pour la ville de Vannes, soit pour la cité des Venètes, *civitas Venetum*. Mais le mot *Chris* a été le sujet de bon nombre de dissertations et d'opinions diverses, car l'un ne va guère sans l'autre.

L'éditeur le fait suivre de la note suivante, qui est, je crois, ce qu'on peut en dire de plus raisonnable :

« *Quis locus ille sit nemo docet.* » Lobineau, contemporain du P.

Porcheron, a pensé que *Chris* était *Ker-ahès*, sans appuyer cette opinion d'aucune preuve.

Le président de Robien énoncé un tout autre sentiment :
 « Pour ce qui est de Kris ou Kis (Ker-is), on le retrouve dans
 « cette fameuse ville d'Is, à qui Paris se faisoit gloire d'être égale,
 « et dont est venu, suivant la fable, son nom de Par-is. Le mot
 « de Ker (ou *K* barré), en breton, signifie une ville, une habita-
 « tion, et celui d'Is, en ancien langage, signifioit un lieu bas. Une
 « telle situation étoit favorable à la submersion qu'on prétend
 « que la ville d'Is a éprouvée dans la baie de Douar-n-enez ou
 « des *Tograses* (1), aux environs du lieu même où aboutit un de
 « ces anciens grands chemins dont on a déjà parlé. La grande
 « entrée de Brest s'appelle encore *Canol-is*. Tant de restes de tra-
 « dition d'une ville d'Is me feroient croire que c'étoit la même qui
 « étoit connue des anciens sous le nom d'*Occismor*. Ce nom
 « semble même un composé du nom d'Is et de sa situation. C'é-
 « toit une ville des Ossismiens qui s'appelloit Is, située sur le
 « bord de la mer : *Ocismorum civitas ad mare proximum*. *Oci* étant
 « le commencement du nom du peuple, Is celui de la ville,
 « mor celui de la mer, sur le bord de laquelle elle étoit située.
 « Ainsi, de toute façon, je présume qu'Is a pu subsister et être
 « connue des anciens sous le nom d'*Ocismor* et de *Kis*, noms qui
 « ne peuvent convenir à Carhaix, qui est situé sur une hauteur
 « éloignée de la mer. »

Cette opinion du président de Robien nous amène naturellement à parler de cette ville d'Is, à l'existence de laquelle il paraît croire, et qu'il identifie avec la prétendue ville d'*Occismor*, dont j'ai traité précédemment.

Ce n'est même pas dans la légende de saint Guénolé qu'il a, pour la première fois, été question de la ville d'Is. Une tradition vulgaire sur l'engloutissement de cette ville par les eaux de la mer en punition des crimes de ses habitants, punition révélée miraculeusement à saint Guénolé, qui sauva le roi Grallon du désastre ; voilà le seul document sur lequel on peut s'appuyer pour soutenir que la ville d'Is a existé.

(1) Ce mot, inexactement écrit dans le manuscrit de M. de Robien, doit être ou *Trépassés* ou *Troguer-is*, nom du village où aboutit le grand chemin dont parle l'auteur, dans la paroisse de Clédén-cap-Sizun.

On voit de suite que c'est la reproduction de la destruction de Sodome et de Gomorrhe. Des traditions analogues couraient dans l'Orient longtemps avant l'époque où écrivait Ovide, qui les rappelle au liv. XV de ses *Métamorphoses* :

« Si quæras Heliceæ et Burin, achaidas urbes,
Invenies sub aquis, et adhuc ostendere nautæ
Inclinata solent cum mænibus oppida mersis. »

Elles se sont répandues dans tout notre Occident ; les îles Britanniques en ont un grand nombre. Cambden et son traducteur anglais Gibson en ont mentionné une partie. Lilius Giraldis (*Topog. hibern.*, l. XI, c. 9) cite le lac Ern ou *Lough-Ern*, dans l'Ulster, qui, suivant la tradition locale, était une ville engloutie en punition des crimes de ses habitants. Enfin nous avons, dans notre propre pays, le lac du Grand-Lieu qui fut, dit-on, la ville d'Herbauge, sur laquelle saint Martin de Vertou attira la colère céleste, n'en sauvant que deux justes, mari et femme, et encore celle-ci fut-elle changée en pierre, comme la femme de Loth en statue de sel. On a suivi exactement dans cette légende le récit biblique. Il n'en est pas tout à fait ainsi pour ce qui concerne l'engloutissement de la ville d'*Is* ; la tradition est fort simple à son origine : Dieu, irrité des crimes des habitants de cette ville, veut la détruire de fond en comble. Saint Guénolé en obtient la révélation, et à l'instant du danger il sauve le bon roi Grallon.

Cette tradition nomme bien la ville d'*Is*, mais n'en indique pas l'emplacement. Aussi nous allons voir quelle confusion règne à ce sujet parmi ceux qui en ont parlé.

Pierre Lebault me paraît le premier en date. « Peu après
« (l'installation de saint Corentin sur le siège de Quimper par le
« roi Grallon) leur grande cité de Ys, située près la grant mer,
« si comme on dit, fut en celuy temps, pour les pechez des ha-
« bitants, submergée par les eaues issant de celle mer, qui très-
« passèrent leurs termes ; laquelle submersion le roy Grallons,
« qui lors estoit en celle cité, eschappa miraculeusement, c'est
« à sçavoir par le mérite de saint Guingaloëus, duquel il est
« touché cy après. Et dit-l'on que encores en appièrent ses ves-
« tiges sur la rive de celle mer qui de l'ancien nom de la cité
« est, jusques à maintenant appelée Ys. »

D'Argentré, sous le règne du roi Grallon, rappelle la même tradition : « Aueuns ont escript, dit-il, que durant la vie de ce
 « roy, la ville d'Ys, près Kemper, fut abysmée et submergée de
 « la mer; encores aujourd'huy les habitants monstrent les ruynes
 « et le reste des murailles si bien eymentées que la mer n'a peü
 « les emporter, disans que le roy Grallon estoit lors dedans quand
 « elle ruyna, et que miraeuleusement il fut preservé par les
 « prieres de saint Guingaloy. Ce sont les accidens, lesquels par
 « semblables submersions de mer, sont souvent advenuz ailleurs,
 « et Dieu conserva Loth de semblable fortune. Mais de cela il n'y
 « a pas de seürs tesmoignages, n'y aultre qu'un ancien bruit
 « baillé de main en main. » (*Hist.*, l. I, c. 23.)

Un contemporain de d'Argentré, le chanoine Moreau, qui a le premier et très-soigneusement observé les ruines romaines qui existent encore à la pointe du Raz, et la voie qui s'y rend, s'entretenant, en 1585, à Paris, avec le docteur Gourmelen, célèbre professeur, originaire de Douarnenez, et qui s'était occupé des antiquités de son pays, apprit de lui que cet antique chemin
 « aboutissoit à cette très-célèbre et prétendue ville appelée *Is*,
 « en la boueche du vulgaire du pays, qu'ils disent avoir esté située
 « où est présentement la baie de Douarnenez ou à la pointe du
 « Raz, et qui depuis a esté par sueeession de temps, conquise
 « par la mer, il y a environ douze ou treize cents ans, savoir est
 « du temps des saintz personnages Corentin, Guénolé, Tadee,
 « regnant en ce temps là en Bretagne le grand roy Gralon... et
 « le tout arrivé par une juste punition de Dieu pour les pechez
 « du peuple et de la dite ville.... il se trouve encore aujourd'
 « d'hui des personnes anciennes qui osent bien asseurer qu'aux
 « basses marées, estant à la pesche... y avoir souvent veü de
 « vieilles mesures de murailles. » On voit que le docteur Gourmelen croyait assez fermement à l'engloutissement de la ville d'*Is*, mais par sueeession de temps. Quant au chanoine Moreau, il n'y croyait pas du tout : « Je laisse, dit-il, aux leeteurs de décider
 « de ceux qui parlent de cette ville d'*Is*, plus par opinion et par
 « oui-dire que par certaine science.... M.Gourmelen, que nous
 « avons eité cy-devant... *devine* aussy bien que les aultres. »

Le P. Albert-le-Grand, dans la Vie de saint Guénolé, a suppléé à la légende par la tradition, car il dit que le roi Grallon quitta Quimper après avoir donné son palais à saint Corentin, et « trans-

« fera sa cour en une grande ville, située sur le bord de la mer,
 « entre le eap de Fontenay et la pointe de Croazon, où de pré-
 « sent est le golfe ou baye de Douarnenez, et cette ville s'appel-
 « loit *Is*; que saint Guénolé alloit souvent voir le roy Grallon en
 « la superbe cité d'*Is*, et presehoit fort haultement contre les
 « abominations qui se commettoient en eette grande ville toute
 « absorbée en luxe, desbauches et vanitez; mais demeurans obs-
 « tinez dans leurs pechez, Dieu revela à saint Guénolé la juste
 « punition qu'il en vouloit faire. Le saint en avertit le roy, qui
 « fit incontinent troussez bagage, monte à cheval avec ses offi-
 « ciers et domestiques, et à pointe d'esperon, se sauve hors de la
 « ville que la mer submerge aussitôt noyant plusieurs milliers
 « de personnes, dont on attribua la eause principale à la prin-
 « cesse Dahut, fille impudique du bon roy, laquelle périt en cest
 « abysme et cuida eauser la perte du roy en un endroit qui re-
 « tient le nom de *Toul-Dahut* ou *Toul-al-C'huez*, e'est-à-dire le
 « *Pertuis-Dahut* ou le *Pertuis de la clef*, pour ee que l'histoire as-
 « sure qu'elle avoit pris à son père la clef qu'il portoit pendante
 « au eol, comme symbole de la royauté. »

On voit que, sous la plume de l'hagiographe breton, la tradi-
 tion s'est développée. La situation de la ville d'*Is* est fixée dans
 la baie de Douarnenez, qui se trouve ainsi être intégralement un
 envahissement de la mer. Le nom de *Dahut*, fille de Grallon,
 paraît ici pour la première fois, ainsi que le *Toul-Dahut*, auquel
 elle a laissé son nom; on parle pour la première fois aussi de
 eette clef mystérieuse que le roi portait à son eol, et que le P.
 Albert dit avoir été un signe de la royauté.

Lobineau, qui n'admet pas l'existence du roi Grallon, ne dit
 rien de la ville d'*Is*, et même, comme nous l'avons vu, il pense
 que le *Kris* de l'Anonyme est probablement Carhaix.

Son adversaire, l'abbé Gallet, croyait au contraire fermement à
Conan Mériadec et à *Grallon*, et l'on est tout surpris, lui qui his-
 toriquement a admis tant de fables, de le voir rejeter comme apo-
 cryphe tout ee que les historiens modernes rapportent de la ville
 d'*Is*, de sa position entre la pointe de Crauzon et le cap de *Fontenay*,
 de son ensevelissement sous les flots, de la princesse Dahut
 et de la elef, qui ne sont rappelés, dit-il, que pour inventer une
 étymologie des mots *Toul-Dahut* et *Toul-al-C'huez*.

Le bénédictin Le Pelletier, dans son Dictionnaire de la langue

bretonne, au mot *Is*, n'apporte dans cette discussion qu'une opinion dénuée de toute critique. « La fameuse et fabuleuse ville
« d'*Is*, dit-il, qui, selon l'idée du peuple, étoit si grande que
« *Paris* s'est fait une gloire d'être sa pareille, *Par-is*, cette ville
« a pu exister sous ce nom, mais, au sens breton, qui est que
« *Ker* est toute habitation, ville, bourg, village, hameau et une
« maison seule, je crois bien que la mer abyma cette prétendue
« grande ville ; mais je crois aussi que c'étoit un village situé sur
« le bord de la baie de Douarnenez et à fleur d'eau de haute mer,
« dont le nom étoit *Ker-is* ou habitation basse. »

On conviendra que l'idée d'un simple village s'accommode mal avec celle d'une ville engloutie en punition des péchés de ses habitants, qui, dans le sens de la tradition, devaient être fort nombreux. Ceci nous prouve que les meilleurs esprits s'exposent à tomber dans l'erreur quand ils veulent expliquer des faits qui n'ont jamais eu que de fabuleux fondements, et nos origines bretonnes en offrent à chaque pas des exemples.

Une remarque assez singulière dans la recherche qui nous occupe, c'est que l'abbé Derie, auteur de l'*Histoire ecclésiastique de Bretagne*, a gardé le silence le plus complet sur la submersion de la ville d'*Is*, et qu'en parlant de saint Guénolé, il ne le met en aucun rapport avec le comte Grallon, car c'est ainsi qu'il qualifie le personnage nommé roi par les légendaires. On ne pouvait plus dédaigneusement repousser la tradition.

Ogée, qui écrivait à la même époque son Dictionnaire de Bretagne, « trouve inutile d'examiner si la prétendue ville d'*Is* a été
« remplacée par Quimper, ou si l'une et l'autre ont subsisté en-
« semble jusqu'au ^{ve} siècle, époque de la supposée submersion
« de la ville d'*Is*, aux environs du Raz.

« Toutes ces discussions purement curieuses doivent se trouver
« à l'article *Is*, article, ajoute l'auteur en note, qu'on avait d'a-
« bord résolu de supprimer, et qui se trouvera à la fin du der-
« nier volume en supplément. » Cet article n'a pas paru. Si on en juge par ce qu'on vient de citer, il devait être contraire à la tradition.

Cette tradition allait trop bien à la manière superficielle de Cambry, pour qu'il la négligeât dans son *Voyage du Finistère*. Il amplifie les récits antérieurs, et trouve moyen de les fausser en disant qu'on a trouvé sur la pointe de la Chèvre des ruines ancien-

nes, et que c'est-là, suivant la tradition, qu'était la superbe ville d'*Is*, etc.... Confondant ainsi cette pointe avec celle du Raz, où existent les débris fort apparents d'un établissement romain, il parle pour la première fois de Dahut s'enfuyant sur la croupe du cheval de son père, circonstance que nous retrouverons tout à l'heure dans la tradition restée dans la bouche du peuple.

M. de Freminville rapporte la même tradition que Cambry, et regarde comme problématique l'existence de la ville d'*Is*, qui devait être placée vers la pointe du Raz.

L'abbé Manet abrège Cambry, et parle avec lui de la ville d'*Is*, près du cap de la Chèvre.

Enfin, nous arrivons à un observateur consciencieux et érudit tout à la fois, qui, dépourvu de tout esprit de système, décrit admirablement les monuments, et sait aller prendre nos vieux récits à leur véritable source ; c'est notre savant et excellent confrère M. Pol de Courcy. Dans un *Fragment de voyage archéologique en Cornouaille*, qu'il a publié dans la *Revue bretonne* de 1844, et dont on regrette vivement qu'il n'ait pas donné la continuation, nous retrouvons la vraie tradition de la ville d'*Is* : « Un paysan, » dit l'auteur, nous raconta sur les lieux, en breton, la tradition « qui a cours dans le pays, relativement à la destruction de la » ville. Le roi Grallon portait toujours sur lui une clef qui rete-
« nait dans des écluses l'eau nécessaire aux besoins de la ville, » et qui en ouvrait en même temps les portes. Une nuit, Dahut, « son impudique fille, voulut introduire clandestinement un de » ses amants dans le palais. Pour cela, pendant le sommeil du » roi son père, elle lui déroba sa clef ; mais elle se trompa en-
« suite de porte, et au lieu d'ouvrir celle de la ville, elle ouvrit » celle des écluses, et les eaux, n'étant plus retenues, firent sur-
« le-champ irruption. Le roi fut réveillé par saint Guénolé, qui » lui commanda de fuir au plus vite, car les eaux gagnaient » déjà le palais. Grallon monta de suite à cheval, et dit à sa fille » de monter en croupe derrière lui ; la vitesse de sa fuite était » égale à celle de l'invasion des eaux, qui couvraient les pieds » de derrière de sa monture et menaçaient de l'engloutir, lors-
« qu'une voix terrible fit entendre par trois fois ces mots : *Tol* » *an diaoul er mor, divar ta varc'h !* Jette le diable à la mer de » dessus ton cheval. Au troisième avertissement, le roi comprit » qu'il s'agissait de sa fille, qu'il précipita en effet dans les flots,

« au lieu nommé depuis *Poul-Dahut* (l'anse de Dahut), aujourd'hui *Poul-David*; et la mer s'arrêta après avoir formé la baie de Donarnenez. Le roi continua sa route pour aller loger à l'abbaye de Landevenec, en passant par le village de Riz, où l'on montre encore sur un rocher l'empreinte du pied de son cheval. »

Voilà certes la tradition reproduite dans toute sa naïve simplicité; on croit entendre le rustique narrateur. Il est inutile, après cela, de citer ici ce qu'en ont rapporté MM. de Kerdanet et Pitre-Chevalier, qui y ont ajouté des détails assez inutiles, desquels il faut séparer cependant un fort joli chant breton sur la submersion de la ville d'*Is*, découvert par M. de la Villemarqué, et dont M. Chevalier nous a donné la traduction.

Nous venons de réunir dans un même cadre à peu près tout ce qui a été dit sur la ville d'*Is* et sa submersion. Qu'avons-nous raisonnablement à en conclure ?

1^o Cette destruction de la ville d'*Is* n'est, comme nous l'avons déjà dit, qu'une imitation de celle de Sodome, et chaque contrée semble avoir été jalouse d'avoir la sienne. La submersion par les eaux de l'Océan a sans doute donné lieu au nom de la ville engloutie, parce qu'une submersion ne peut guère s'opérer que dans un lieu bas : aussi les mots de *Ker-is* signifient-ils la *ville basse*. M. de Fréminville a soutenu que cette tradition devait exister bien avant le temps du roi Grallon. Mais, sans remonter aussi haut, je crois qu'on a placé ce récit fabuleux sous un roi qui ne l'est pas moins, et cela en l'honneur de saint Guénolé, et que chercher dans tout cela l'ombre de la vérité historique, c'est absolument perdre son temps.

2^o Il existe dans la paroisse de Cléden-Cap-Sizun, entre les villages de Ker-iolet, Tro-guer et la chapelle de Saint-They, placés sur l'une des deux pointes principales de la presqu'île du *Raz*, ou, comme on dit dans le pays, du *Cap*, il existe, dis-je, des restes de murs romains à petit appareil sans cordons de briques. Ces murs formaient une enceinte carrée, dont les traces peuvent se suivre très-facilement. Quelques fragments ont encore 6 à 7 pieds d'élévation, et comme leur épaisseur ne dépasse pas 15 à 18 pouces, et que dans quelques parties le petit appareil est tombé, on ne conçoit pas comment cette sorte de squelette de muraille peut tenir debout depuis si longtemps sous l'effort in-

cessant et si violent des vents du large. Ces murs n'ont jamais été ceux d'une ville ni d'une fortification quelconque ; c'était la clôture d'à peu près un hectare de terrain. A l'intérieur et à l'extérieur, sur une assez grande superficie que M. de la Pilaye porte à 12 journaux, descendant en pente douce vers la chapelle de Saint-They, le sol gras et noir est évidemment formé d'un mélange de détritits et de débris, et couvert de tuiles à rebords, brisées en petits morceaux. M. de Courcy a appris sur le lieu que de nombreuses médailles romaines en bronze y ont été trouvées, mais qu'elles ont été dispersées, et reçues dans les cabarets de Cléden et de Plo-goff en guise de gros sols, ce qui nous en donne à peu près le module.

Une voie antique encore très-marquée, au Midi du moulin de Kernaot et ailleurs, arrive directement aux murailles (1).

Il y a donc eu là, incontestablement, un établissement romain d'une certaine importance, et qui devait être autre chose, puisqu'on y a fait aboutir un grand chemin ferré, qu'une simple *villa*, comme on en trouve un assez grand nombre sur toutes nos côtes de Bretagne. Or, ces ruines romaines sont connues dans le pays sous le nom breton de *Moguer-guer-a-is*, c'est-à-dire vieilles murailles de la ville d'*Is*; et le nom de *Troguer*, donné au village voisin, signifie le *tour de la ville*.

D'autres ruines romaines en assez grand nombre, mais qui n'ont point été suffisamment décrites, existent, ainsi que l'affirme M. de Lapilaye, à Douar-n-enez et dans son voisinage, sur la

(1) Chose singulière ! ni M. de Fréminville, ni M. Chevalier n'ont pu découvrir ces murailles ni la voie antique. Le premier a *employé une journée entière à les chercher avec la plus grande attention*; le second a *minutieusement exploré cette côte*. Il ne nous a pas fallu plus de deux heures, à M. le baron de Wismes et à moi, conduits par le sacristain de Plo-goff, pour trouver et la voie romaine (*Hent-Ahes*), et le *Castel-meur* avec ses trois remparts et fossés parallèlement tracés, et qui est le *Roe'h guen-eap-Sizun* du chanoine Moreau, et les murailles de Troguer, et enfin tout ce que le bon chanoine a décrit avec une parfaite exactitude. M. Pol de Courcy, avant nous, n'avait pas éprouvé non plus la moindre difficulté dans cette recherche. Mais comme le *eap* a deux pointes, celles du Raz et du Croissant, séparées par la baie des Trépassés, nous ne nous étions pas contentés d'aller au phare de la pointe du Raz, et du *Castel-meur* nous avions eu un des plus beaux aspects de mer qu'on puisse imaginer,

côte, à *Tréfontec* ; à *Très-Mallaouen*, dans un camp entouré d'un fort rempart avec fossés ; à *Ris*, à l'entrée du vallon ; à *Plo-març'h* (Promarech de Cassini), où était le palais du roi Grallon ; à la pointe du *Gué* ; au petit port de *Tréboul* ; au *Poul-du* ; à *Saint-Jean* ; à la pointe de la *Jument* ; enfin à *Poul-Davy*, le *Poul-Dahut* de la tradition, où on trouve un camp quadrangulaire : tout cela est encore la ville d'*Is*, *Guer-a-Is*, ou ses débris. Sur tout ce rivage, la tradition de Grallon et de sa fille est encore vivante ; et pourtant que sont toutes ces ruines, sinon les restes évidents, incontestables d'un grand établissement romain ?

Nous avons vu ailleurs, nous nous sommes bien assurés qu'une tradition purement fabuleuse s'était attachée dans le moyen âge aux voies nombreuses par lesquelles les Romains avaient relié leurs établissements en Basse-Bretagne ; nous avons vu que les Bas-Bretons les nommaient *Hent-Ahes*, chemin d'*Ahès*, parce qu'ils en attribuaient la construction à la princesse *Ahès*, personnage féérique du pays ! Pourquoi n'auraient-ils point bâti d'autres fables, établi d'autres traditions sur ces établissements eux-mêmes ; sur ces villes, ces centres de population ravagés et détruits par tous les moyens dévastateurs de guerres successives, incessantes ; sur ces vieux pans de murs à l'indestructible ciment, qui ont bravé les siècles pour être aujourd'hui les repères, les jalons de nos recherches archéologiques ? Je l'ai dit ailleurs : tous ces monuments ont vivement frappé l'imagination du peuple au moyen âge, à une époque où ayant perdu tout souvenir de l'administration romaine, il n'a su à qui en attribuer la construction, et en a cherché les auteurs dans les êtres surnaturels. Chaque pays a bientôt eu sa fée à la puissante baguette, et sans reproduire ici la longue liste de ces mystérieux personnages, nous citerons, en Bretagne, la princesse *Ahès*, la fée *Jouvenec*, *Madame Aleno*, et jusqu'à la duchesse *Anne* ; et chez nos voisins du Poitou, leur fameuse *Mé-lusine*. Tous ces noms sont invariablement, et par toute la province, attachés aux restes des monuments romains. C'est un fait, et un fait incontestable.

Comme en matière de féerie on peut ne pas user de déductions parfaitement logiques et donner quelque chose à la conjecture, je terminerai ce paragraphe par les considérations suivantes : je ne sais où le P. Albert-le-Grand a pris le nom de

Dahut qu'il donne à la fille de Grallon. Quelques-uns des auteurs que j'ai cités ci-dessus l'ont confondue avec *Ahès*. D'un autre côté, le *guer-a-is* de Troguer doit-il bien véritablement se traduire par la ville d'*Is*? Souvenons-nous que *guer* ou *ker-is* veut dire la ville basse, et que le *Moguer-guer-a-is* est à plus de 200 pieds au-dessus du niveau de la mer; souvenons-nous aussi que la voie romaine qui y conduit se nomme, au témoignage du président de Robien et d'Ogée, *Hent-Ahès*; ne devrait-on pas, au lieu de *guer-a-is*, lire *guer-aïs*: et traduire la ville d'*Aïs* ou d'*Ahès*? C'est une question que je pose en toute humilité, en demandant s'il est d'usage commun de dire *guer-a-is* ou *guer-is*.

3^o Pour en revenir, en terminant, à l'Anonyme de Ravenne, je dirai que dans toutes les recherches que je viens de faire, je n'ai pu rien trouver qui puisse justifier l'identité de son *Kris* avec la fabuleuse ville d'*Is*, et que, s'il faut absolument le placer quelque part, je suivrai l'opinion de Dom Lobineau, en le mettant à *Ker-Ahès* ou Carhaix, que je considère, ainsi que je erois l'avoir prouvé, comme la capitale des *Osismii*.

BIZEUL.

DÉFENSE

D'UN

DIPLOME DU ROI ERISPOË,

où l'on montre que les souverains de Bretagne ont fait usage de sceaux dès le IX^e siècle, et où l'on a joint, par occasion, un diplôme inédit de Charles-le-Chauve.

(CONGRÈS DE SAINT-BRIEUC, 1852.)

Après la glorieuse bataille de Ballon, Nominoë, on le sait, voulut faire sacrer par l'Église sa royauté nouvelle. Mais les sièges épiscopaux de Bretagne, nommément Vannes, Quimper, Aleth et Léon, se trouvaient alors occupés par des prélats francs qu'y avaient mis les Carlovingiens; rencontrant de leur part une résistance, d'ailleurs assez naturelle, Nominoë, on le sait encore, les accusa de simonie, les fit juger et condamner d'une manière irrégulière, les chassa de Bretagne, et les remplaça par des hommes de sa nation dévoués à sa politique.

Les évêques de Rennes et de Nantes restèrent complètement en dehors de cette affaire : le premier apparemment se soumit de bonne grâce ; quant à l'autre, c'était Actard, prélat d'un grand cœur et d'un grand mérite, d'une vertu si haute, si à l'abri du soupçon, que Nominoë, tout en connaissant en lui son plus habile adversaire, n'osa même pas l'accuser. Actard reconnut peu ce ménagement ; sujet de l'empire franc, suffragant de l'archevêque de Tours, il refusa d'assister dans la cathédrale de Dol, transformée en métropole, au sacre du roi breton : celui-ci alors irrité, sans même chercher un prétexte, qui vraisemblablement lui eût échappé, chassa l'évêque de Bretagne, et lui substitua sur le siège de Nantes un assez triste personnage nommé Gislard.

Cette violence parut dès lors si exorbitante, que le premier

acte d'Erispoë, quand il succéda en 851 à Nominoë son père, fut d'expulser l'intrus et de rétablir Actard dans ses droits. Gislard, toutefois, retiré à Guérande, continua d'exercer sa juridiction illégitime sur la portion du diocèse de Nantes comprise entre la Loire, l'Erdre, le Samnon et la Vilaine (1). Rien n'accuse Erispoë d'avoir, au moins activement, favorisé cette usurpation; mais elle était soutenue sans doute par la population d'origine bretonne, nombreuse dans cette contrée, et qui ne voyait autre chose dans tout cela qu'une question de nationalité.

Deux ans après le rétablissement d'Actard, en 853, les Normands prirent et saccagèrent pour la seconde fois la cité nantaise; et ce désastre, joint à l'usurpation de Gislard, mit l'église de Nantes dans la détresse. Actard sollicita Erispoë de lui venir en aide, et le prince, touché de cette juste prière, donna, ou plutôt rendit à l'Église la moitié du tonlieu (*teloneum*) de Nantes, c'est-à-dire de tous les droits perçus à l'entrée sur les marchandises amenées dans la ville par terre ou par eau, et sur la vente qui s'en faisait soit aux marchés, soit aux tavernes ou dans les autres lieux publics.

Le diplôme qui renferme cette concession royale, textuellement rapporté dans la *Chronique de Nantes* et dans celle de *Saint-Brieuc*, a été imprimé par Dom Morice au tome I^{er} de ses *Preuves*, col. 140-141, et jamais personne, jusqu'en ces derniers temps, n'en avait mis en doute l'authenticité. Aussi n'est-ce pas sans surprise que nous avons lu dans la *Biographie Bretonne*, à l'article *Erispoë*, le passage suivant :

« Actard fut rappelé par Erispoë.... Plusieurs historiens ont
 « même dit qu'Erispoë poussa la complaisance envers Actard jus-
 « qu'à désavouer l'œuvre de son père dans un acte de donation
 « de la moitié du tonlieu de la ville de Nantes, où Nominoë est
 « très-clairement traité d'homme improbe et de véritable forban.
 « On n'a pas remarqué que la pièce est d'une insigne fausseté, une
 « fabrication des évêques de Nantes d'une date très-postérieure.
 « Erispoë y parle de son sceau et de son très-ami compère
 « Charles de France. » (*Biographie bretonne*, t. I^{er}, p. 680, col. 2).

On voit d'après cela que les reproches du critique portent sur trois points :

(1) D. Morice, *Preuves* I, 140.

1^o Le diplôme contient à l'adresse de Nominoë des expressions injurieuses, comme celles d'homme improbe, de forban, etc., que ne pouvait admettre la piété filiale d'Erispoë ;

2^o Erispoë y appelle Charles-le-Chauve son *très-ami compère*, ou plus exactement (car à peine est-il besoin de dire que la pièce est en latin) *amantissimus compater*, ce qui est un anachronisme ;

3^o Érispoë dit que cette charte a été scellée de son sceau ; autre anachronisme.

Les deux premières objections n'ont rien de sérieux.

J'ai lu et relu ce diplôme avec la plus grande attention, sans pouvoir y découvrir une seule parole ou une seule allusion injurieuse pour la mémoire de Nominoë. Voici en effet le seul passage que le critique ait pu avoir en vue ; on va se convaincre qu'il est tout à fait innocent : « Cum ergo prius (dit la charte) « *ecclesia prædicta (i. e. Namnetensis) multis olim rebus mul-* « *tisque possessionibus ac mercimoniis, teloneis, nundinis, atque* « *apparatibus foret ditata ecclesiasticis...*, *pravorum hominum po-* « *testate nec non etiam piratica ac paganorum vastatione ita desti-* « *tuta habetur propria facultate ; ut, etc. »*

Le prince reconnaît ici que l'église de Nantes a été spoliée de ses biens et de ses droits dont il va lui rendre une partie, et c'est ce qu'il dit, en effet, d'une manière plus explicite encore, quelques lignes plus bas ; mais à qui impute-t-il cette spoliation ? *Piratica ac paganorum vastatione* désigne évidemment les ravages des Normands ; et de fait, la *Chronique de Nantes*, avant de citer ce diplôme, nous dit expressément que ce fut en suite de ces ravages qu'Actard dut faire appel à la libéralité d'Erispoë. Quant aux mots *pravorum hominum potestate*, est-ce donc que cette expression indéterminée désigne nécessairement Nominoë ? Ne s'applique-t-elle pas tout naturellement à l'intrus Gislard ? Or, si Erispoë avait expulsé Gislard du siège de Nantes, c'est apparemment qu'il ne le regardait point comme un homme bien estimable, ni comme un évêque bien légitime. Et s'il le tenait effectivement pour un intrus, quoi d'étonnant qu'il inflige à ce prêtre sacrilège l'épithète de méchant homme (*pravius homo*) ? Notons même ici qu'il use de grands ménagements ; il s'abstient de nommer Gislard, et ce n'est que par induction que nous pouvons arriver à le reconnaître sous l'expression générale, indé-

terminée, dont se contente le prince, laissant à la conscience de chacun le soin de faire l'application (1). Impossible donc de trouver ces épithètes injurieuses, évidemment dirigées, nous dit-on, contre Nominoë, et que la piété filiale d'Erispoë rendrait tout à fait invraisemblables. Il y a ici la mention des ravages commis par les Normands, puis un blâme implicite dirigé, semble-t-il, contre un intrus expulsé par Erispoë. Pour y découvrir autre chose, et surtout ce qu'on prétend y voir *si clairement*, il faut, je l'avoue, une perspicacité très-supérieure à la mienne.

La seconde objection n'est pas plus forte ; et même, si le critique a pu voir un anachronisme dans ce nom d'*amantissimus compater*, donné par Erispoë à Charles-le-Chauve, c'est en vérité qu'il était d'humeur bien difficile le jour où il a écrit son article. Du Cange en effet, au mot *compater*, prouve, par plusieurs citations, que ce terme était usité fort anciennement, et au moins dès le VIII^e siècle. Aux exemples qu'il en donne nous pouvons en joindre un autre, d'autant plus de saison qu'il est pris de nos chartes bretonnes. Au cartulaire de Saint-Sauveur de Redon, dans l'acte de fondation du monastère de Plélan ou Maxent (2), sous la date de 869, Salomon, successeur d'Erispoë, dit en parlant de ce même Charles-le-Chauve : « *Meus compater piissimus rex Karolus.* » A la vérité l'épithète diffère ; mais celle d'*amantissimus* est apparemment de tous les siècles.

Le troisième reproche est plus spécieux ; c'est même le seul qui exige une réponse sérieuse. Je m'y étendrai d'autant plus volontiers qu'il m'offre une occasion naturelle de traiter la question 10^e de notre programme (3).

Inutile de répéter tout ce que les diplomatistes, depuis Mabillon, ont dit sur l'antiquité de l'emploi des sceaux. Rappelons seulement que l'usage en était familier aux Romains, et qu'entre autres le testament prétorien devait être scellé des sceaux des sept té-

(1) On peut croire aussi que cette expression générale de *pravorum hominum* fait encore allusion au comte Lambert, qui eut de grands démêlés avec Actard, au sujet des droits de l'église de Nantes, que ce comte voulait amoindrir et usurper. *Voy. D. Morice, Pr. I, 138-139.*

(2) D. Morice, *Pr. I*, 305-307. *Compater piissimus* est à la col. 306.

(3) Cette question porte : « A quelle époque les souverains de Bretagne ont-ils commencé à se servir de sceaux ? »

moins appelés par le testateur. Aussi trouve-t-on encore, sous les Mérovingiens, quelques exemples de testaments faits en cette forme, et qui furent effectivement scellés par les témoins. Toutefois, depuis l'établissement de la Monarchie française jusqu'au ^x^e siècle, l'emploi d'un sceau par de simples particuliers est une exception extrêmement rare, et que l'on ne doit accepter que sur des preuves très-fortes.

Il en va autrement du clergé et des rois. Sous les Mérovingiens, bon nombre d'actes émanés de la chancellerie royale et même, dans les derniers temps, des maires du palais, ont été scellés. Quant aux Carolingiens, ils eurent pour coutume constante de sceller tous leurs diplômes un peu importants.

L'apposition du sceau était habituellement annoncée vers la fin du diplôme dans une formule que l'on nomme, pour cette raison, l'annonce du sceau; seulement, jusqu'à la fin du ^{ix}^e siècle, le mot servant à désigner le sceau, dans cette formule des chartes royales, n'est point *sigillum*, mais *annulus*. « *De annulo nostro subtersigillare,* » ou « *annuli nostri impressione roborare jussimus,* » ou « *fecimus,* » ou « *decrevimus,* » et autres expressions analogues, tel est le style habituel. Remarquons au reste que *annulus* a ici un sens tout aussi étendu que *sigillum*, qui lui fut plus tard substitué : car « si dans l'origine, dit M. Natalis de Wailly, le mot *annulus* a signifié un anneau proprement dit, une bague à laquelle tenait un type d'une petite dimension, dans la suite on a mal à propos appliqué la même dénomination à des sceaux qui avaient deux pouces de diamètre et au-delà (1) » C'est en 884, dans un acte donné par Charles-le-Gros, que l'on trouve le premier exemple incontestable du mot *sigillum* employé par un prince franc dans l'annonce du sceau. Charles-le-Simple et ses successeurs emploient tantôt *sigillum*, tantôt *annulus*; mais passé Louis-le-Jeune, ce dernier terme disparaît complètement de la chancellerie royale.

Voilà ce qui regarde les rois de France.

Quant à l'emploi des sceaux dans les actes des principaux seigneurs, des grands vassaux, les diplomates nous citent, comme le plus ancien exemple connu, un sceau d'Arnoul comte de Flan-

(1) Voy. *Annuaire historique de la Société de l'histoire de France*, année 1840, p. 167, 168; et M. de Wailly, *Éléments de paléographie*, II, 42.

dre mis sur une charte de 941. Et si nous les consultons à l'article des ducs de Bretagne, tous, les Bénédictins comme M. de Wailly, dom de Vaines comme M. Quantin, tous nous disent qu'ils n'ont rien découvert de plus vieux en ce genre qu'un sceau du duc Alain Fergent, qui commença de régner, comme on sait, l'an 1084.

Voici maintenant la formule que nous rencontrons à la fin du diplôme incriminé par l'auteur de l'article *Erispoë* de la *Biographie Bretonne* :

« Et ut hæc nostræ redditionis et confirmationis autoritas certius credatur et diligentius conservetur, manu propria eam subter firmavimus atque *sigillo nostro jussimus insigniri*, ut, pulso calumniatore, omni tempore valeat inviolabilis perdurare. »

Ce diplôme, qui n'est point daté, se place nécessairement entre 853 et 857, puisqu'il est postérieur à la seconde prise de Nantes par les Normands (853), et antérieur à la mort d'Erispoë (857).

On peut donc tirer de la formule ci-dessus une double objection :

1^o Tous les diplomatistes s'accordent à dire qu'ils ne connaissent point d'exemple de l'emploi des sceaux en Bretagne antérieurement au règne d'Alain Fergent ; et cependant ici, plus de deux siècles avant cette époque, on nous parle du sceau d'Erispoë.

2^o Le mot *sigillum*, dans l'annonce du sceau, a été employé en France pour la première fois par Charles-le-Simple, tout au plus Charles-le-Gros ; et cependant nous le trouvons ici dans un acte qui serait, s'il est authentique, antérieur de trente ans à ce dernier prince.

Nous allons donc prouver, contrairement à l'opinion des diplomatistes, que les rois de Bretagne, au ix^e siècle, scellaient leurs diplômes les plus importants ; et ensuite, que l'emploi de *sigillum* au lieu d'*annulus*, dans la formule, ne peut donner lieu à aucune difficulté sérieuse.

Le premier point est facile à démontrer. Mettant de côté le diplôme d'Erispoë pour l'église de Nantes, dont il a été question jusqu'ici, voici les faits que je trouve à l'appui de mon opinion.

Après la mort de Nominoë, qui eut lieu en 851, les moines de Redon vinrent demander à Erispoë la confirmation du droit

d'élire eux-mêmes leur abbé en dehors de toute contrainte extérieure, droit qui avait été accordé dès l'origine à leur monastère par Nominoë lui-même ; Erispoë agréa favorablement leur prière, et leur donna à ce sujet un diplôme solennel qui se termine ainsi :

« Quod nos, scientes auctoritatem et rationem esse quod ipsi
 « (monachi Rotonenses) petebant, consensimus... id est, con-
 « cessimus eis, cum consilio supradictorum virorum nobilium
 « quod et genitor meus bonæ memoriæ Nominoe *cum suo sigillo*
 « jam antea concesserat, ut numquam habeant abbatem nisi
 « quem ipsi ex semetipsis eligent secundum regulam S. Benedi-
 « dicti. Et ut hoc firmitus stabilisque tam in presenti quam in
 « futura generatione permaneret, manu nostra firmavimus,
 « omnesque supradicti nobiles firmaverunt, *ac nos postea sigillo*
 « *nostro sigillari jussimus.* »

Cette pièce, qui doit être de fort peu postérieure à la mort de Nominoë, c'est-à-dire de 851 ou 852, témoigne que non-seulement Erispoë, mais aussi son père Nominoë avait un sceau. Elle est tirée du cartulaire de Saint-Sauveur de Redon, et a été publiée par Dom Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, t. I, col. 293-294.

En 860 Salomon, roi de Bretagne, successeur d'Erispoë, confirme à l'abbaye de Prüm tous les biens qu'elle avait en Bretagne, et les met sous sa royale protection par un diplôme du caractère le plus solennel, où se trouve cette formule :

« Et ut hæc auctoritatis nostræ procerumque nostrorum præ-
 « ceptio firma et inviolabilis per futura maneat tempora, manu
 « propria procerumque manibus firmavimus, *et anuli nostri im-*
 « *pressionem subterfirmare fecimus.* »

Cette pièce, tirée du cartulaire de l'abbaye de Prüm, a été de même publiée par Dom Morice, *Preuves*, t. I, col. 314-316.

Dans un autre diplôme, daté du iv des calendes de septembre (29 août) 868, où le même roi Salomon confirme de nouveau aux moines de Redon le droit d'élire leur abbé, on rencontre aussi l'annonce du sceau en ces termes :

« Et ut hoc firmitus stabilisque tam in futura quam in presenti
 « generatione permaneat, manu nostra firmavimus *ac sigillo*
 « *nostro sigillari jussimus*, omnesque nobiles qui presentes ade-
 « rant firmare fecimus. »

Cette pièce est encore tirée du cartulaire de l'abbaye de Redon (1).

Le roi Salomon avait donc aussi un sceau. Il fut tué, on le sait, en 874; et sa mort fut suivie de plusieurs années d'anarchie et de désastres, après lesquelles Alain-le-Grand, comte de Browerech, parvint à rétablir (en 879) l'unité de la Monarchie bretonne dont il tint le sceptre jusqu'en 907, et dont il sut maintenir la frontière au point où l'avaient portée Nominoë, Erispoë, Salomon, sur la Maine et sur la Vire. On nous a conservé de lui deux diplômes renfermant l'annonce du sceau.

L'un d'eux, daté de 889, est la donation à l'église de Nantes du domaine de *Canabiacus* dans le Cotentin, avec cette formule :

« Præsens vero testamentum hoc subter firmavimus et annulo
« nostro insigniri jussimus, atque nobilium virorum manibus
« Britanricæ regionis adstipulandum commisimus. »

Cette pièce tirée des archives de l'église de Nantes, rapportée par la *Chronique de Nantes* et par celle de *Saint-Brieuc*, a été imprimée par Dom Morice, *Preuves*, I, col. 142-143.

Dans l'autre diplôme, qui contient la donation de l'abbaye de Saint-Serge à l'église d'Angers par le roi Alain-le-Grand, l'annonce du sceau est ainsi conçue :

« Ut autem hoc largitionis præceptum firmum permaneat et
« inconvulsum, annulo nostro insigniri jussimus et a filiis ac fide-
« libus nostris roborari decrevimus. »

Cette charte, extraite du cartulaire de l'église d'Angers, a été de même publiée par Dom Morice, *Preuves*, t. I, col. 332-333.

Ainsi, les cinq actes qu'on vient de citer témoignent que Nominoë, Erispoë, Salomon et Alain-le-Grand, c'est-à-dire tous les rois de Bretagne du ix^e siècle, se sont servis de sceaux, au moins dans leurs diplômes les plus solennels.

Il y a mieux, et nous avons encore un document à citer pour couronner cette démonstration. En 865, le roi Salomon avait écrit au pape Nicolas I^{er} pour le prier d'envoyer le pallium à Festien, archevêque de Dol; voici comment débute la réponse du Souverain Pontife :

(1) D. Morice (*Pr.* I, 304) a imprimé un extrait de ce diplôme; mais il a omis la formule que nous citons, et que l'on trouve en cette forme dans le manuscrit original du Cartulaire, fol. 118 r^o.

« Salomoni Britannorum regi ejusque conjugi Gyembret. Pro-
 « posuerat quidem Apostolatus Noster per singula Gloriæ Ves-
 « træ suggestionibus respondere. Sed utrum fuerint suggestiones,
 « quas quidam præbyter et alii Britannicæ gentis homines in
 « scripto nobis detulerunt, apertio ipsius scripti et *impressio*
 « *sigilli quæ paginæ deerat*, nos ambiguos reddit. Unde Vestra
 « Prudentia curet necesse est jam post hæc sua scripta proprio
 « signo nobis impressa *atque sigillo munita* mittere, ut nihil
 « addi, nihil minui, nihil immutari, præter quod a vobis in his
 « inseri jussum fuerit, subdole queat. »

Cette lettre, qui fut écrite le 25 mai 865, est tirée des archives de l'église de Tours, où elle avait été transportée à la suite du procès pour la métropole, et Dom Morice l'a imprimée dans ses *Preuves*, t. I, col. 328-329.

Les rois bretons, depuis Nominoë, avaient eu avec la cour de Rome des correspondances fréquentes, soit au sujet de l'érection de Dol en métropole, soit pour l'affaire des évêques simoniaques. Les pontifes romains devaient donc très-bien connaître les usages suivis par la chancellerie royale de Bretagne; et si le pape Nicolas I^{er} s'étonne de ce que les lettres à lui adressées par Salomon ne sont point scellées, si l'absence du sceau royal va jusqu'à lui inspirer de très-fortes défiances contre l'authenticité même de ces lettres, c'est évidemment que les rois bretons avaient coutume de sceller leurs actes les plus importants, et entre autres leur correspondance avec la cour de Rome.

On ne prétendra point apparemment que les pièces citées ci-dessus sont falsifiées; une telle prétention serait insoutenable : 1^o parce que les formules et les caractères des documents en question sont précisément ceux du ix^e siècle, ainsi qu'on peut s'en convaincre en parcourant les recueils de pièces de cette époque qui ont été publiés; 2^o parce que ces documents provenant de cinq sources diverses, — savoir, les cartulaires de Redon, d'Angers, de Prüm, les archives des églises de Nantes et de Tours, — il faudrait, si l'on soutient la fraude, supposer entre ces faussaires, notablement éloignés les uns des autres, outre une habileté rare, un concert impossible ou une rencontre véritablement miraculeuse.

Ainsi donc, il est aussi bien démontré que possible que les rois bretons du ix^e siècle usaient de sceaux, au moins pour leurs

actes les plus solennels. Ce fait d'ailleurs n'a rien d'étonnant. Car si, jusqu'au milieu du x^e siècle, l'emploi des sceaux semble avoir été presque exclusivement réservé aux personnes souveraines, les rois francs ne sont point les seuls qui l'aient adopté ; on en trouve des exemples, dès le viii^e siècle, dans des diplômes donnés par les rois anglo-saxons (1). Et certes les rois de Bretagne, au ix^e siècle, n'étaient pas, en fait, moins souverains que ces derniers.

Quant à l'emploi du mot *sigillum* au lieu d'*annulus*, et dans le diplôme d'Erispoë pour l'église de Nantes, et dans plusieurs des diplômes cités plus haut, je ne puis y voir une difficulté sérieuse. Jusqu'à la fin du ix^e siècle, la chancellerie des rois francs n'a guère employé que le mot *annulus*, cela est vrai : mais les Bretons étaient-ils donc obligés de calquer identiquement leurs formules sur celles des Carlovingiens ? Et si les mots *annulus* et *sigillum* étaient au ix^e siècle effectivement synonymes (comme on n'en peut douter, entre autres exemples, après la lettre du pape Nicolas I^{er}, citée plus haut), n'était-il pas très-loisible aux Bretons d'employer indifféremment l'un ou l'autre, comme ils l'ont fait ? Ce qui lève d'ailleurs toute difficulté, c'est qu'en France même, à une époque toute contemporaine de Salomon et d'Erispoë, les évêques qui, comme je l'ai dit plus haut, usaient aussi de sceaux, se servaient sans difficulté du mot *sigillum* au sens d'*annulus*. Il nous reste, entre autres, une lettre synodique, écrite en 862 par les pères du concile de Troyes au pape Nicolas I^{er}, et où l'annonce du sceau est formulée en ces termes : « Et eorum metropolitanorum episcoporum *sigillis* hoc volumen » Præstantiæ Vestræ directum supersigillari nobis visum est (2). »

Il serait fort inutile d'insister. La question 10^e de notre programme me semble suffisamment éclaircie, et le diplôme d'Erispoë pour l'église de Nantes justifié passablement.

Mais comment l'adversaire de ce diplôme justifiera-t-il lui-même sa critique, et surtout le ton tranchant dont il la formule ?

P. S. — Depuis que ce petit travail a été lu au Congrès de Saint-Brieuc, j'ai retrouvé, en épluchant les débris des archives

(1) M. de Wailly, *Éléments de paléogr.*, II, 108.

(2) *Voy. Mabillon, De Re Diplomatica*, lib. II, cap. xv, édit. de 1709, p. 132, et Sirmond, *Concilia Galliarum*, t. III, p. 358.

capitulaires de l'église de Nantes, une pièce qui fortifie encore l'authenticité de la charte d'Erispoë dont on a parlé ci-dessus. C'est un diplôme inédit de Charles-le-Chauve, qui confirme précisément celui du prince breton. L'original, malheureusement, n'existe plus : j'ai pris le texte sur une copie en forme, de 1682, faite d'après un vidimus authentique, exécuté en 1493 par ordre du roi Charles VIII. Le style de ce diplôme est entièrement conforme à celui des actes de l'époque carlovingienne, ce qui écarte tout soupçon de falsification. Outre l'intérêt que présentent, à cause de leur rareté, les pièces inédites de ce genre et de ce temps, on trouvera, je crois, dans celle-ci, un renseignement curieux sur les relations des rois francs avec les souverains bretons du ix^e siècle :

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis Carolus Dei gratia Rex. Si petitionibus sacerdotum Christi utilitati maxime ecclesiarum sibi commissarum pertinentibus benignum assensum præbemus, regiam consuetudinen exeremus, ac per hoc æternitatis gratiam facilius nos adepturos omnino confidimus. Itaque notum esse volumus omnibus sanctæ Dei Ecclesiæ fidelibus et nostris præsentibus atque futuris quia dilecti nobis compatris et fidelis nostri Herispogii, cui si quidem marcam sive comitatum Nanneticum beneficiario jure habendum et secundum nostram fidelitatem tenendum largiti fuimus, precibus instantibus, juxta commonitionem et supplicem petitionem venerandi sanctæ sedis ecclesiæ Nanneticæ pontificis Attardi, eo quod eadem ecclesia, sæculi innumerabilibus cladibus urgentibus, facultatibus sui juris destituta habeatur, concessimus eidem præsuli Attardo et, Deo auctore, successoribus ejus habendam medietatem omnis mercimonni undecumque ad prædictæ civitatis portum sive navigio sive alio quolibet modulo mereatus... (1) earrigine atque tabernis omnibus ministerialium offici. . . . decurrentis vel advenientis vel undecumque aliquid teloneum exigi potest. Quapropter Altitudinis Nostræ præceptum hoc fieri jussimus, per quod in eleemosina Domini a . . . genitoris nostri Augusti Ludovici et nostra simul etiam. . . . pro æterna retributione animarum præmemorati [fidelis] nostri Herispogii et uxoris suæ Marmohec (*sic*), quia cor. . . . ad hoc idem negotium peragendum, veluti præmissum (*est suppl.*), deprecatio intercessit, medietatem omnis telonei de quibuscumque rebus, sicut super insertum est, in prædictæ civitatis loco, mereatu, suburbio, vel portu rationabiliter vel legaliter exigitur, utilitatibus præfatæ ecclesiæ sanctæ sedis Nanneticæ sub honore beati

(1) Ici et plus bas j'ai indiqué par des points les endroits de la copie manuscrite où l'écriture est détruite et le papier rongé ; le mot « fidelis, » placé ci-dessous entre crochets, n'est plus lisible, j'en propose la restitution.

Petri apostolorum principis fundatæ pariterque necessitatibus servorum Dei ibidem Deo famulantium secundum proprii pastoris et futurorum canonicam administrationem recipiendam per suos proprios ministeriales et habendam nostris et futuris temporibus concedimus et confirmamus. Videlicet et quidquid ex eadem medietate supradicti omnis telonei acquiri potest, utilitatibus memoratæ ecclesiæ, præsulis et canonicorum ibi morantium sine cujuspiam contradictione aut subtractione perpetuo jure habeatur, in futuram nostram et eorum quorum supra fidelium nostrorum fecimus mentionem divinæ retributionis misericordiæ salutem. Ut autem hoc Magnitudinis Nostræ præceptum ab omnibus Dei nostrisque fidelibus et certius credatur et diligentius conservetur, de annulo nostro subter jussimus insigniri.

Par copie collationnée par M^e Jan Gaultier, prebste, notaire apostolique receu, immatriculé et résidant à Nantes, scribe ordinaire du chapitre de l'eglize cathedrale dudit Nantes, sur un compulsoire en veslin de plusieurs actes, chartes et lettres anciennes, des escrits et archives dudit chapitre, fait et escrit par M^e Jan Le Clerc et Jan Chevalier, notaires de la cour royale de Nantes par ordre du Roy, l'an mil quatre cents quatre vingts treize, signé J. Le Clerc et J. Chevalier, estant auxdites archives, et ladite copie délivrée sous le sceau du chapitre et signée de moy, scribe susdit et soussigné, à Nantes le 16^e jour de septembr. l'an 1682. Par ordonnance du chapitre. (Signé) J. GAULTIER, scribe.

Un pcu au-dessous à gauche le sceau du chapitre de Nantes.

A. DE LA BORDERIE,
ancien élève pensionnaire de l'École des Chartes.

ÉTUDE HISTORIQUE

SUR LES

DROITS DE SUCCESSION EN BRETAGNE,

EN RÉPONSE

A LA QUESTION 26 DU PROGRAMME :

« Retracer les différentes phases du droit coutumier de la Bretagne, concernant les avantages attribués aux aînés dans le partage des successions. »

(CONGRÈS DE SAINT-BRIEUC, 1852.)

On est généralement d'accord pour reconnaître que les coutumes qui réglaient le droit des provinces dans la France septentrionale prirent naissance vers l'époque où les fiefs devinrent héréditaires. Cette révolution, qui changeait tout le système du droit public, ne pouvait manquer de modifier le droit privé. La possession du sol établit dès lors tout l'ordre de la hiérarchie sociale; il fallut ainsi admettre un nouveau mode de succession pour les terres privilégiées.

Ce n'est pas qu'avant ce temps les mêmes contrées ne fussent régies par des coutumes. Le droit romain n'avait pénétré que dans les mœurs de nos populations méridionales; les lois barbares, considérées comme règles du droit privé, ne s'appliquaient guère qu'aux familles de race germanique. Quant aux Capitulaires, on chercherait vainement dans leurs prescriptions relatives surtout au maintien du bon ordre dans la société, les éléments d'un corps

de droit civil. Ce corps de droit, c'était la coutume, mélange de principes, de traditions empruntés aux Gaulois, aux Romains et aux Franks. D'ailleurs, comme l'ignorance était très-grande, on avait perdu de vue les textes et l'on ne procédait que par routine, par usage ; on pratiquait ce qu'on avait vu pratiquer précédemment dans les cas analogues. Marculphe, dressant à la fin du ^{viii} siècle ses formules d'actes pour les environs de Paris, écrit dans sa préface qu'il n'a pris conseil pour son ouvrage que de ce qu'il avait vu faire, qu'il a suivi la coutume locale : *Ego vero hæc quæ apud majores meos juxta consuetudinem loci quo degimus, didici. . . . ; in unum coacervare curavi*. Charlemagne, dans un de ses Capitulaires, parle encore de la coutume ; il distingue même les pays de coutume des pays de droit écrit : en prescrivant la stricte observation de son mandement, il ajoute que ce mandement devra être suivi par tous les peuples soumis à sa puissance : *Licet quocumque videantur legis vinculo constricti, vel consuetudinario more connexi*.

Un savant du dernier siècle, Grosley, dans ses *Recherches pour servir à l'histoire du Droit français*, a essayé de découvrir la source des règles fondamentales de ce droit. Il en attribue une grande part aux Gaulois, notamment les principes de la communauté conjugale, les mains-mortes coutumières et les successions. Et l'on peut voir que notre judicieux et docte compatriote Duparc-Poullain, qui cite cet auteur, tendrait à étendre encore la part faite au régime des Gaulois (*Principes de Droit*, t. I, p. 10).

Ces questions n'intéressent les habitants de la Bretagne, sous le rapport de leur ancienne loi coutumière, que parce qu'elle est empruntée presque tout entière aux usages de la France ; car avant les innovations qu'amenait partout le développement du régime féodal, les Bretons vivaient sous les lois qu'ils avaient apportées au ^{vi} siècle dans leur émigration de l'île britannique. L'Histoire et tous les vieux monuments s'accordent pour établir cette vérité. Mais comment Hevin, qui avait si profondément pénétré dans les antiquités du droit breton, comment les laborieux et habiles auteurs de l'Histoire de Bretagne n'ont-ils pas mis en relief ce point si important pour l'histoire de notre droit ? C'est que les lois galloises, rédigées au ^x siècle par le roi Hoelle-Bon, où nous pouvons prendre connaissance de la primitive législation des Bretons, étaient inédites de leur temps ; c'est

qu'elles n'ont même été publiées *in extenso* que depuis quelques années.

Toutefois, à mesure qu'elles ont été connues dans notre pays, elles ont éveillé l'attention ; on a fait quelques rapprochements entre leurs dispositions et celles de plusieurs de nos vieux usages convenanciers. Un de nos savants compatriotes, l'auteur de l'*Histoire des peuples bretons*, a exploré cette mine précieuse, qui n'est point encore épuisée. Il a établi solidement que jusqu'au ix^e siècle les institutions politiques de la Bretagne avaient été les mêmes que celles de la Cambrie. Ces rapports n'avaient pas pu échapper à nos Bénédictins, mais ils sont devenus l'objet d'études plus complètes.

Les Bretons ne formaient qu'un même peuple avec celui de la Cambrie, dont ils continuent de parler la langue, avant que l'invasion saxonne les eût dispersés les uns sur le continent, les autres dans les contrées occidentales de l'île britannique. Ces deux branches de la nation opprimée vivaient sous le gouvernement de petits chefs souverains qui, jaloux de leur indépendance, ne consentaient à s'unir sous l'autorité d'un seul que lorsque les nécessités de la défense contre l'ennemi commun les obligeaient à confondre leurs forces. L'histoire, les légendes, la poésie de ces peuples nous montrent pendant longtemps entre la Cambrie et la Bretagne ces relations étroites, ces rapports de fraternité qui subsistent communément entre les colonies et la mère-patrie ; leur législation devait donc être la même. L'uniformité des institutions politiques ne permettait pas qu'on y rencontrât même les différences qui distinguent le droit privé des Etats-Unis de celui que ce peuple apporta de l'Angleterre. Et en effet, l'examen comparatif des lois galloises et des institutions bretonnes constate qu'au point de vue de la féodalité la marche avait été à peu près parallèle. Du ix^e au x^e siècle, on trouve dans ces pays des fiefs héréditaires dont les possesseurs sont également appelés *Mactiern*, des fiefs dont l'origine n'a presque rien de commun avec la féodalité française. La Cambrie était divisée en circonscriptions territoriales nommées *cantref*, c'est-à-dire centaine de villages. Le cantref formait deux autres circonscriptions nommées *commotes*. Ces mêmes noms se rencontrent dans le cartulaire de l'abbaye de Redou, qui fut écrit au ix^e siècle. On peut voir par ce document que le servage était alors la condi-

tion des laboureurs bretons, comme il l'était pour les laboureurs cambriens.

Quant aux vestiges du droit privé, importé par les insulaires, qui se rencontrent dans la Bretagne, c'est dans ses usements ruraux qu'on les a signalés. D'après la loi galloise, le plus jeune des fils recueillait, avec une part égale à celle de ses frères dans les terres de la succession paternelle, tous les édifices du logis de famille. Cette règle, usitée dans le partage entre hommes libres, existait aussi dans les successions des laboureurs gallois. Nous la retrouvons pareillement dans notre pays. On sait qu'elle est écrite et qu'elle se pratiquait dans les usements de Rohan et de Quevaise. Dans les lois galloises, à défaut de successibles, l'héritage allait au seigneur. Cette loi existait aussi dans l'usement de Rohan et dans celui de Mote ; à défaut de la ligne directe du colon, le seigneur y recueillait les édifices.

Nous croyons donc pouvoir conclure de ces faits que l'ordre des successions bretonnes aux ^{vi}^e, ^{vii}^e et ^{viii}^e siècles, avait les plus grands rapports avec celui que nous rencontrons au pays de Galles au ^x^e siècle. Or tout cet ordre était fondé sur ce qu'on appelle le clan, que les Gallois nommaient *cededl*. Qu'on ne se figure pas ici de vastes cantons dont tous les habitants obéissent à la voix d'un seul homme, des clans comme celui du comte d'Argyle en Écosse, ou d'autres seigneurs qu'un admirable romancier a mis en scène dans ses pittoresques et vivants tableaux. Le clan écossais qu'a peint Walter-Scott, c'est le régime féodal à l'ombre duquel se conservent les mœurs du clan, plutôt que le clan lui-même. Le clan chez les Gallois, c'est la famille, c'est la cognation dans les limites restreintes où cette ancienne forme d'organisation nous apparaît chez les Hébreux ; on la retrouve à peu près telle qu'elle est représentée au premier chapitre du livre des *Nombres*, lorsqu'avant de se mettre en marche pour la terre promise le chef de la nation fait le recensement des enfants d'Israël ; telle qu'elle était chez les Germains et chez d'autres peuples anciens.

Il faudrait, pour bien faire comprendre ce système d'organisation, entrer dans des détails qui nous éloigneraient de notre objet principal, qui est l'étude des droits de succession. Bornons-nous donc à quelques éclaircissements.

Le clan se composait de tous les descendants d'un bisaïeul

commun ; il avait pour chef le plus âgé des membres de la famille circonscrite dans ces limites de parenté. Nul ne pouvait hériter en dehors de ce cercle. Les hommes seuls pouvaient recueillir l'héritage en terres ; les femmes n'y pouvaient succéder qu'à défaut des mâles dans ce lignage, mais elles étaient habiles à recueillir les valeurs mobilières. Les fonds de terre en déshérence étaient dévolus au roi de la contrée.

Avant de parler des partages, il faut donner une idée de l'état des propriétés. Chez les Gallois, il n'y avait point de centre de population, point de villes ; l'industrie et le commerce n'occupaient aucune ou presque aucune place chez ce peuple au ^xe siècle. La population, disséminée dans la campagne, se composait des hommes libres et des laboureurs qui généralement étaient serfs, ainsi que l'étaient les laboureurs bretons à la même époque.

Dans leurs circonscriptions de terre, qui paraissent avoir dû être plus grandes que celles de nos grands villages ou hameaux, habitaient, tantôt groupés, tantôt isolés, les divers ménages qui formaient la famille ou le clan. Il arrivait aussi quelquefois qu'ils demeuraient dans des villages ou *maenol* différents ; cette diversité de domicile n'empêchait pas de subsister le lien du clan. Les hommes libres avaient leur *maenol* à part de ceux des laboureurs, qui étaient beaucoup plus nombreux. Chaque *maenol* d'hommes libres avait en effet dans sa dépendance quatre, et souvent un plus grand nombre de ces villages de laboureurs. Mais ces terres, exploitées en communautés par les paysans, n'étaient la propriété individuelle d'aucune personne de la famille au profit de laquelle ceux-ci payaient leur redevance, ou acquittaient les services ou corvées ; elles étaient la propriété de la famille entière. Bien plus, les issues, vergers, moulins et terres vaines et vagues des villages d'hommes libres étaient placés sous le même régime ; les logements et les terres cultivées étaient seuls susceptibles d'être partagés.

Nous autres Français, nous avons voulu que l'égalité régnât dans nos partages. Les Gallois le voulaient aussi ; mais ils entendaient de plus qu'elle régnât dans les fortunes. C'était, en effet, une condition essentielle des mœurs du clan. Il fallait que tout intérêt individuel fût comme effacé et absorbé par celui de la communauté de famille. La loi avait donc pris ses mesures pour

qu'il n'y en eût pas d'autre ; il fallait que chaque membre de la petite société, qu'il fût père ou fils de famille, fût toujours prêt à obéir au chef de la parenté. Il ne devait donc point avoir ses affaires, son négoce, sa fortune à administrer ; il fallait que tous fussent placés dans les mêmes conditions. Elles étaient fort modestes, ces conditions. L'homme libre n'avait en moyenne que huit *erws* de terre. Ce mot qui, en gallois comme en breton, veut dire un sillon, était le nom d'une mesure de terre ayant au plus 300 pieds de long sur 36 de large, ce qui représenterait quelque chose comme une dizaine d'ares. Environ 80 ares ou 2 journaux de terre labourable, voilà quelle était la valeur d'un patrimoine, plus la part contingente dans la jouissance des biens communs.

Pour être bien assuré que l'inégalité qui s'introduit nécessairement à la suite de plusieurs générations dans des patrimoines qui avaient été dans le principe partagés également, inégalité qui résulte de ce qu'un des enfants a une postérité plus ou moins nombreuse qu'un autre de ses cohéritiers, la loi galloise voulait que chaque succession fût soumise à trois partages. Elle avait pensé que les inégalités se compenseraient dans cette triple épreuve.

Supposons que le bizaïeul vint à décéder, sa succession se partageait entre chacun de ses enfants par tête. Cela se nommait le *partage des frères*. Un de ces frères venait-il à décéder laissant des enfants, ce qu'il avait reçu de son père était mis en réserve et ne devait être partagé qu'après la mort de tous ses frères survivants. Il était alors formé une masse unique de tout ce qui était venu de l'auteur commun, et elle se repartageait par tête entre les petits-enfants ; cela se nommait le *partage des cousins*. Après la mort de tous les cousins on formait pour la dernière fois une masse de tous les biens du bizaïeul, qui se répartissait par tête entre tous les arrière-petits-enfants ; cela se nommait le *partage des arrière-cousins*, et les cousins à la mode de Bretagne y prenaient part suivant leur nombre total. Qu'on se figure ce mode d'hérédité continué d'âge en âge et appliqué à chaque génération, on aura l'idée exacte du régime des successions chez les Gallois.

Il faut convenir que les plus anciens documents qui nous soient parvenus sur l'histoire des Bretons de l'Armorique ne nous font connaître aucune succession réglée par les lois d'un

mode de transmission si bizarre. Nous ne faisons aussi nulle difficulté d'avouer qu'il y a bien loin du privilège attribué, dans l'usage de Rohan ou autre, au plus jeune des enfants, qu'il y a bien loin, disons-nous, de ce privilège de recueillir les édifices de la tenue à tout le système de législation sur les hérédités dont nous venons de dérouler le plan. Mais ce que l'on n'a pu se dispenser de remarquer avec nous, c'est que ce système est intimement lié au régime du clan, sur lequel nous ne voulons pas nous étendre davantage. Or, s'il était vrai que l'on trouvât dans nos anciennes lois des vestiges très-reconnaissables de ce même régime, ne serait-il pas nécessaire de conclure que nos pères, avec les mêmes institutions politiques, avec le même idiome que les Gallois, avaient apporté de la Grande-Bretagne le même droit privé, les mêmes lois de succession ! Ces vestiges, nous les rencontrons dans un code aujourd'hui très-peu feuilleté, mais qui n'est pas si rare qu'on ne puisse facilement le consulter : nous voulons parler de la très-ancienne Coutume de Bretagne. Elle est du *xiv^e* siècle. Les mœurs importées par nos pères s'effaçaient depuis longtemps, ce travail de transformation s'opérait alors depuis trois cents ans et plus ; il en restait néanmoins assez pour bien dessiner quelques-unes des antiques traditions du clan.

Les individus, disions-nous, n'étaient pas propriétaires, il n'y avait que des propriétés de famille. Chacun n'était qu'usufruitier, puisque les biens d'une génération étaient trois fois partagés par tête entre les membres de l'universalité des générations suivantes. La conséquence qui résultait de cet état de choses par rapport aux actions judiciaires relatives à la propriété, c'est que personne en particulier ne pouvait les exercer, car ils étaient grevés d'une espèce de substitution légale au profit des descendants de l'auteur commun. « *Si quis calumniaverit terram*, porte une ancienne traduction des lois d'Hoel, *veniat cum omni parentela sua. Si hoc non fecerit, responsum ei non detur.* »

Si l'on prend la peine de rechercher dans la très-ancienne coutume de Bretagne les diverses dispositions qui concernent le *fin port* en matière d'héritage, on y retrouvera le même droit. En toute contestation qui avait pour principe une cause d'héritage, ne fût-il question que d'un champ, marque l'Anonyme dans une de ses notes, le défendeur était autorisé à ne point répondre sur le

fond de l'affaire, à ne point donner de *chief répons*, jusqu'à ce qu'on eût dénoncé l'action, reporté les fins du procès à tous les parents qui pouvaient avoir un intérêt quelconque non pas seulement dans la chose contestée, mais même dans la succession. « L'effet du fin port, dit Hevin (p. xxxiii, Dissertation sur le droit romain. — Annotations sur Frain), était qu'un défendeur « pouvait se dispenser de répondre jusqu'à ce que le demandeur « eût fait venir tous les parents qu'il lui nommait successivement « pour déclarer s'ils prétendaient quelque chose en l'affaire. »

Voilà le fin port en matière civile. En matière criminelle, ses rapports sont encore plus directs avec l'organisation et le régime du clan. Sous ce régime de communauté où la terre était à la famille, le soin de la vengeance lui appartenait aussi. Dès qu'un attentat avait été commis, la corne retentissait de vallées en vallées, elle appelait tous les membres de la parenté à se concerter avec le chef et les anciens pour décider ce qu'il y avait à faire. Ni la veuve, ni le fils n'étaient les vengeurs du mari ou du père; c'était la famille entière, la famille constituée en clan; aussi recevait-elle la composition dont la loi punissait les crimes commis par les hommes libres, composition qui devait être acquittée par tous les parents du criminel.

Le même droit pour l'exercice de l'action criminelle est inscrit dans la très-ancienne coutume de Bretagne. Un homme est poursuivi d'office ou dénoncé pour un crime; il a également le droit d'exiger que l'on suspende la poursuite jusqu'à ce qu'on ait interpellé les parents de la victime, jusqu'à ce que, par le *fin port*, on leur ait dénoncé l'action, et bien mieux encore, jusqu'à ce qu'ils aient répondu s'ils consentent qu'un étranger exerce par la poursuite des droits que la loi reconnaît appartenir à eux seuls (1).

Si la parenté avait le privilège, le monopole de la poursuite

(1) Les établissements de saint Louis, qui sont plus anciens que notre coutume, portent bien qu'en poursuite criminelle on appellera les personnes du lignage de la victime; mais on ne reconnaît point leur droit d'exercer l'action. C'est une disposition isolée. Le fin port, au contraire, tient à tout un système de droit inconnu dans les autres coutumes de France. Le fin port cessa d'être un obstacle à l'instruction de l'affaire; il ne fut plus que suspensif du jugement depuis le xve siècle. Il fut aboli tout à fait en 1539.

criminelle quand un de ses membres avait été victime, la parenté de l'accusé, qui devait contribuer au paiement de la composition, avait aussi le droit d'intervenir pour sa défense. Ce droit est pareillement réservé dans notre vieille loi coutumière, et tout membre de la famille, jusqu'au degré de cousin-germain, avait qualité pour agir et prendre fait et cause pour l'accusé, même les femmes (1).

Nous avons été obligé à ces digressions pour établir ce que nous avons avancé d'abord, que le droit des successions galloises avait régné en Bretagne. Et comme ce point n'est pas le moins intéressant de notre sujet, nous n'avons pas dû craindre de nous arrêter pour en fournir la preuve. Il y aurait encore d'autres conséquences à tirer de cette démonstration. Qu'on nous permette d'en indiquer une.

Nous avons été frappé plus d'une fois, en parcourant notre pays et en observant la configuration des fiefs bretons, de leur extrême irrégularité. Leurs enclaves, la dissémination des villages, des tenues qui les composent sont telles, que nous nous sommes dit souvent qu'on s'était peu préoccupé de leur assemblage, que les émigrants bretons étaient arrivés avec leurs hommes qui s'étaient établis, comme ils avaient pu, dans la contrée, et que tout ce qui était exploité par ces vassaux avait formé la seigneurie. D'Argentré a aussi fait la remarque que les fiefs en Bretagne étaient fort morcelés. Il dit, en parlant de ces domaines : « *Sed et oportet continentes esse; quod raro accidit in Britannia* » (art. 273). Notre supposition sur l'agencement si anormal des membres de nos vieilles seigneuries nous a presque paru justifiée quand nous avons rencontré les mœurs du clan dans notre ancienne coutume. Il est probable, en effet, que le clan a été l'élément de la seigneurie. Le chef de la parenté dont le titre se transmettait par rang d'âge, dont l'office appartenait au doyen de la famille, n'a eu besoin pour cela que de le faire passer à l'aîné de ses fils, et ainsi successivement, pour que la subordination féodale remplaçât le régime du gouvernement de famille.

Mais il est temps d'aborder la seconde période du droit coutumier de la Bretagne, de voir comment il a amené un nouvel ordre dans les *successions*. On s'est si peu occupé du droit primitif

(1) Voy. *ad calcem*, notes et éclaircissements. — Note 1^{re}.

des Bretons, que l'on n'avait pas à prendre la peine d'examiner comment s'était opérée la transition au droit français. M. de Courson a bien présenté quelques idées qui touchent à ce point, mais nous sommes obligés d'y revenir et d'entrer dans quelques développements historiques. Avant de suivre les changements progressifs du droit de succession, il faut indiquer les causes générales qui firent prévaloir une législation fondée sur des principes différents, il faut voir comment les traditions du droit français finirent par s'implanter dans la Bretagne.

Pendant le cours de l'époque que nous venons d'envisager, les Bretons, maîtres des pays de Vannes, de Cornouaille, de Léon, de Tréguier, de Saint-Brieuc, de Saint-Malo et de Dol, formaient un peuple complètement séparé des Francs, avec lesquels ils étaient fréquemment aux prises. Louis-le-Débonnaire entreprit de soumettre cette nation indomptée, et la contraignit à reconnaître son autorité. Nominoë, prince breton, qui s'était attaché aux Francs, reçut avec la mission de gouverner le pays de Vannes celle de maintenir ses compatriotes dans la fidélité promise à l'empereur. Il occupait ce poste de confiance lorsqu'à la mort de Louis-le-Débonnaire éclatèrent les sanglantes divisions qui furent la suite du partage de l'Empire entre ses fils. Ces déchirements devinrent le signal de la révolution féodale : c'est alors que les possesseurs des bénéfices militaires, que les comtes et vicomtes, qui ne tenaient plus au pouvoir central que par de faibles liens, se déclarèrent indépendants, et que la France se trouva morcelée en une quantité de petits États.

Nominoë pensa que sa patrie devait profiter du cours des événements pour secouer le joug récent que la force des armes lui avait imposé. Les princes bretons entrèrent dans ses vues. La Bretagne, agrandie par l'adjonction de deux cités importantes, Nantes et Rennes, embrassa dès lors le territoire entier de la péninsule armoricaine, et n'eut plus pour limite orientale que l'Anjou, le Maine et la Normandie, affranchis également de la soumission aux chefs de la nation française. L'histoire ne nous a pas initié aux conseils de la politique qui prévalut alors chez les princes bretons. Il leur parut sans doute plus avantageux d'entrer dans la fédération des nouveaux états qui venaient de se constituer, de s'appuyer sur l'alliance de tous les grands feudataires, que de vivre dans l'isolement et comme un peuple

étranger, cantonné à l'extrémité du royaume français. Le titre de comte remplaça alors chez eux celui de *brenin* ou de roi, et cette dernière qualification, celle de roi, fut réservée exclusivement à un chef suprême dont ils consentirent à reconnaître la suzeraineté. Ces changements dans la Constitution du pays étaient nécessaires pour y établir l'unité de gouvernement, pour soumettre les contrées de Nantes et de Rennes à la même loi politique que le reste du pays, et pour entrer en participation du droit qui assimilait tous les grands fiefs de la France les uns aux autres.

Ce changement, qui tend à inaugurer en Bretagne les usages de la France coutumière, se révèle par l'abolition des titres de dignité, qui jusqu'alors avaient été particulièrement employés par les Bretons. Ceux de *mactiern* et de *tiern* ne se rencontrent plus désormais dans les actes. Ainsi, le roi Salomon s'adresse dans sa charte de 860, relative à une donation en faveur de l'abbaye de Prum : « *Comitibus, centenariis ac vicariis omnibus qui sub* »
« *nostra dominatione judiciaria consistunt potestate.* » Neuf ans plus tard ce second successeur de Nominoë, dans une autre donation au profit de l'abbaye de Plélan, s'adresse encore : « *Comitibus,* »
« *nobilissimis ducibus, fortissimis militibus, omnibusque ditioni* »
« *nostræ subditis.* » En signalant cette adoption des qualifications empruntées à la France, les Bénédictins, auteurs de notre histoire, n'ont pu s'empêcher de remarquer qu'elles étaient peu appropriées aux traditions de la Bretagne : « Il n'en était pas des »
« comtes de Bretagne comme des comtes de France ; ceux-ci »
« étaient des officiers amovibles et ceux-là étaient des princes du »
« sang. » (Dom Morice, *Preuves*, t. II, préf., p. vi.)

Les titres de comte, de *mactiern* et de *tiern* étaient héréditaires ; les femmes mêmes n'étaient pas incapables de posséder ces deux dernières dignités. Elles conféraient le droit de rendre la justice, et il est vraisemblable que les autres devoirs attachés à ces offices patrimoniaux avaient beaucoup de rapport avec ceux qui en France étaient l'attribut des seigneurs de fiefs. Quelques modifications à l'ancien droit suffisaient pour établir en Bretagne les coutumes qui régnaient en France ; quant à la transmission des petites principautés, les lois d'Iloel nous apprennent que le prince régnant pouvait élire son successeur parmi ses fils, ses frères ou ses neveux. Cette loi était-elle suivie en Bretagne ?

C'est un point sur lequel, à défaut de documents historiques, nous ne pouvons former que des conjectures. Mais depuis le ^{xii}^e siècle nous voyons dominer partout les droits de la primogéniture, et l'on pouvait dire de ce pays ce qu'Othon de Frisingen écrivait au siècle précédent en parlant de la France : « *Mos* » « *in illâ qui pene in omnibus Galliæ provinciis, quod semper seniori* » « *fratri ejusque liberis seu feminis paterna cedat autoritas, ceteris* » « *ad illum tanquam ad dominum respicientibus.* »

Cependant, la part d'héritage à faire aux enfants puînés n'était pas déterminée d'une manière précise, et les fluctuations du droit laissaient une trop grande latitude à l'affection paternelle pour que les démembrements de fiefs ne pussent porter atteinte aux principes de l'institution. L'économie du gouvernement féodal exigeait qu'il y eût des rangs intermédiaires entre le comte et les derniers vassaux. L'opinion généralement admise est que les inféodations n'ont eu presque aucune part à la formation des seigneuries de Bretagne, et qu'à l'exception du comté nantais, tous nos fiefs sont des démembrements par partage. Tel est le sentiment des Bénédictins. La même opinion ressort aussi de plusieurs passages de Hevin, qui était bien au courant de nos plus anciens monuments historiques.

La féodalité s'était organisée par les partages ; mais les partages allaient l'anéantir. Ce n'était pas tout de penser à la famille ; les morcellements ne pouvaient se continuer indéfiniment. La fin du ^{xiii}^e siècle en offre un exemple considérable dans la succession de Guyomar VI, comte de Léon. Il laissait plusieurs fils : l'aîné recueillit le comté ; mais Hervé, l'un des puînés, qui a formé la tige des vicomtes de Léon, reçut, avec plusieurs seigneuries situées hors du comté, des terres considérables dans ce riche et vaste domaine. Ceci se passait en 1179. Il paraît que d'autres faits du même genre éveillèrent l'attention du duc et de ses barons ; ils donnèrent lieu à cette loi si connue que l'on nomme l'*Assise du comte Geoffroi*.

Cet acte important mérite de nous occuper à plus d'un titre. C'est la plus ancienne loi écrite que nous ayons en Bretagne ; c'est aussi la plus ancienne des lois rédigées en France qui ait réglé l'ordre des successions féodales, et nous pouvons apprécier par ce document l'esprit d'imitation qui avait porté les seigneurs de notre pays à prendre pour règle les usages français. L'assise du comte Geoffroi, en rappelant à l'observation de ce vieil usage

inscrit plus tard dans les établissements de saint Louis, que *baronie ne se départ mie entre frères*, constate que les institutions féodales de la Bretagne s'étaient développées sur le même plan que celles de la France. Elle a eu le privilège unique d'échapper aux vicissitudes du temps, qui permettent rarement qu'une loi conserve son autorité pendant plusieurs siècles. Ce règlement, édicté en l'année 1185, était encore en vigueur en 1790, plus de six cents ans après sa promulgation. Le régime du gouvernement baronnal auquel il se rattachait avait disparu, le régime monarchique de nos ducs avait eu le même sort : la royauté française, minée de toutes parts, allait s'écrouler dans l'abîme des révolutions, et cette ancienne loi demeurerait encore debout. Peu d'années avant cette grande catastrophe elle occupait les membres du parlement de Paris, qui avaient à en faire l'application à la baronnie de Quintin en Basse-Bretagne, dépendante de la succession du duc de Lorge. Ce seigneur étant décédé à Paris, il appartenait aux magistrats de ce ressort d'en régler les droits.

Dans cette cause importante, l'éloquent Gerbier plaidait pour le fils aîné du duc de Lorge, et Target, le futur rédacteur de la Constitution de 1791, élevait la voix en faveur de la vicomtesse de Choiseuil.

Plus on s'éloigne de l'époque dans laquelle les lois ont pris naissance, plus les mœurs auxquelles ces lois étaient appropriées s'effacent des souvenirs, plus aussi leur interprétation devient difficile. L'assise du comte Geffroi, qui eut le sort de survivre à tant de révolutions, a été ainsi l'un des points les plus confus, les plus obscurs de notre ancienne législation ; et il faut reconnaître que les savantes dissertations de nos juriseonsultes n'ont pas jeté une grande lumière sur ces obscurités. D'Argentré, qui le premier aborda ce sujet dans son *Avis sur le partage des nobles*, est celui de nos auteurs bretons qui s'est le moins éloigné de la vérité. Quant à Hevin, si dans ses 106^e et 107^e consultations, si dans l'espèce de traité sur l'assise qu'il a inséré dans ses annotations sur Frain, il a développé la richesse d'une profonde érudition et les ressources d'un esprit supérieur, il n'a pu parvenir à établir les opinions qu'il a soutenues, et lorsqu'il entre en lutte avec d'Argentré sur la question de savoir si les partages des puînés, en fief d'assise, doivent être à *héritage* ou à *viage*, ce qui est tout leur différend, lorsqu'il discute une à une toutes les assertions de son

émule, il ne constate qu'une seule chose, c'est qu'il était bien plus versé que lui dans la connaissance des vieux monuments du droit.

Nous n'avons pas la prétention d'être l'arbitre des débats qui se sont élevés entre ces grands hommes; mais il s'est trouvé un homme digne d'être leur juge. Le chancelier d'Aguesseau fut appelé par ses relations d'amitié avec la maison du prince de la Trémouille, baron de Vitré, à prononcer sur un différend relatif au sens de l'assise (1). Il étudia ce sujet, il l'envisagea avec cette élévation de vue et ce coup d'œil assuré qu'il portait dans l'investigation de toutes les affaires. Ses observations, consignées dans un mémoire qui fait partie de ses œuvres, offrent la discussion la plus complète, la plus lucide, à laquelle ces difficultés aient jamais été soumises. Vers le même temps, le docteur Eusèbe de Laurière entreprenait d'expliquer dans ses notes sur le Glossaire de Ragueau les principes de notre ancien droit sur les successions féodales; et ses sentiments, conformes à ceux de l'illustre magistrat sont venus ajouter une nouvelle force à cette imposante autorité.

Nous croyons devoir mettre sous les yeux du lecteur le texte de l'assise, dont nous empruntons la traduction à Hevin : nous y ajouterons des remarques sur l'ancien usage des fiefs en Bretagne, et nous indiquerons sommairement plus loin les principales difficultés qu'a présentées son application. Voici ce texte :

« D'autant qu'en Bretagne, par le partage des seigneuries entre
« frères et sœurs, le pays recevait un grand dommage, je Geof-
« froy, fils de Henry, duc de Bretagne, comte de Richemond,
« désirant pourvoir à l'utilité du pays et inclinant à la requête
« des prélats et de tous les barons de la Bretagne, j'ai par leur
« commun avis fait cette ordonnance et disposé (article 1) qu'à
« l'avenir il ne se ferait aucun partage des baronies et fiefs de
« chevalier; mais que l'aîné aura toute la seigneurie, et les aînés
« feront provision à leurs puînés, et leur fourniront honorable-
« ment à leur pouvoir ce qui leur est nécessaire. »

On pense, et c'est en particulier l'opinion de Hevin, que Geoffroi, en édictant cette loi sur l'impartibilité des grands fiefs, ne

(1) Le jurisconsulte Auzanet, dont d'Aguesseau a parlé avec éloge, fut précédemment arbitre dans une semblable contestation.

faisait qu'introduire en Bretagne les usages de la Normandie, du Maine, de l'Anjou et de la Touraine, que possédait Henri II, roi d'Angleterre, son père. Mais quels étaient les barons dont l'assise allait régler les partages, qu'était-ce que les fiefs de chevalier ?

Le titre de baron n'indique qu'une position élevée dans la société féodale. De même que le duc avait ses barons, c'est-à-dire ses pairs, les assesseurs de sa cour, chacun de ces grands seigneurs, comme étaient le comte de Léon, le comte de Penthièvre, avait aussi les siens. Ici, il s'agit des barons dont l'assise formait la cour ducale ; les autres, en général, sont ceux désignés comme possédant des fiefs de chevalerie. Ces fiefs, appelés aussi fiefs de haubert, *feuda loricae*, *feuda militiae*, étaient ceux dont la tenure obligeait à fournir un ou plusieurs chevaliers à l'armée du duc ; ils ne relevaient pas tous immédiatement de ce prince, mais tous avaient le privilège de la haute justice. Ils n'étaient pas très-nombreux : nous en avons une liste dressée en 1294, plus d'un siècle après la date de l'assise, et quoiqu'ils eussent dû se multiplier par des partages ou des afféagements dans cet intervalle, ils ne présentent qu'un effectif de 166 chevaliers et 17 écuyers. Ce ne pouvait être là toute la force militaire du pays. Il est vraisemblable, comme le croit Hevin, que l'obligation du service des fiefs tendait à s'anéantir, et se changeait insensiblement en celle imposée à tous les nobles de servir suivant leurs facultés (1).

Il est bien entendu aussi que les chevaliers dont il est question sont ceux qui l'étaient comme possesseurs de fiefs (2), et non pas ceux qui avaient obtenu ce titre comme une distinction personnelle décernée à leur courage.

« (Art. 2.) Que des biens que les puînés se trouveraient posséder alors soit en fonds, soit en rentes, ils en jouiraient pendant leur vie, et que les héritiers de ceux qui possédaient en fonds d'héritage et propriété y succéderaient en propriété ; mais que les héritiers de ceux qui n'avaient reçu qu'en rente n'y pourraient succéder, ni les tenir après la mort de leurs pères. »

(1) Consultations, p. 516.

(2) Hevin a confondu ces fiefs avec les bacheleries ; Laurière semble avoir très-bien établi la différence qui existait entre ces deux sortes de fiefs. (Voy. au Glossaire, V^o Bachelerie).

Cette disposition transitoire qui constate la diversité des usages suivis dans chaque famille avant ce règlement, et la pratique de partager tantôt en rentes, tantôt en fonds de terre, valide toutes les attributions qui avaient été faites en propriété. Mais à l'égard des charges ou rentes imposées sur la seigneurie et qui en diminuaient la valeur, elle décide que ces charges s'éteindront par le décès du puîné.

« (Art. 3.) De plus, si la seigneurie de l'aîné tombe en bail par le bas-âge de ses enfants, le plus âgé de ses frères en aura la garde ou le bail; et s'il n'a point de frères, celui de ses amis en aura la garde auquel le défunt, du consentement de son seigneur, l'aura confiée. »

Il s'agit, comme on le voit, de la tutelle ou bail des enfants de l'aîné. Ce droit de tutelle, qui conférait la jouissance du fief jusqu'à la majorité de l'héritier, à la charge d'en faire le service et d'élever les enfants, ce droit appartenait légalement à l'oncle; à défaut de l'oncle, le père mourant pouvait le confier à un ami; ce n'était que hors de ces deux cas qu'il appartenait au seigneur supérieur. Pierre Mauclerc, qui avait épousé Alix de Bretagne, ne voulut point admettre ces distinctions; il prétendit disposer toujours du bail des fiefs de sa mouvance, et ce fut un des griefs portés par les seigneurs bretons contre ce duc devant la cour de saint Louis. Mauclerc fut condamné, ce qui n'empêcha pas Jean-le-Roux, son fils, de suivre son exemple. Mais voyant que cette immixtion dans leurs affaires de famille contrariait vivement ses barons, il y renonça à la condition qu'on lui paierait une année du revenu du fief tombé en bail; c'est ce prélèvement qu'on a appelé le *droit de rachat*. Il fut étendu par la suite à la plupart des arrière-fiefs; il n'y eut pas de si petit domaine où la mort du propriétaire n'y donnât ouverture dans les cas marqués par l'usage du fief.

On peut s'étonner que cette charge des successions, dont il est question ici, n'ait pas été plus anciennement connue des Bretons, car elle existait chez les Gallois même avant que le régime féodal eût prévalu dans leurs lois. Ce droit, qui dans la langue du pays était appelé *ebediw*, lorsqu'il cessa d'être perçu par les officiers du prince le fut par les seigneurs, et devint un droit féodal.

« (Art. 4.) — S'il n'y a que des filles, celui qui épousera l'aînée

« aura la seigneurie et mariera les puînées de la seigneurie même
 « (*maritabit de terra ipsa*) sur l'avis des proches parents de la
 « famille. »

On voit ici une exception, en faveur des filles puînées, à la règle de l'indivisibilité des fiefs de baronnie et de chevalerie. Les fils pouvaient par leur mérite, joint aux avantages de leur naissance, se faire une position dans le monde. Mais il fallait aider par une dot à l'établissement des filles pour qu'elles pussent s'apparager (*nubere pari*), ce qui importait à la dignité du nom. Les considérations politiques en faveur de l'impartibilité des fiefs devaient céder devant l'intérêt des familles. La loi ne parle ici que du beau-frère; il va sans dire que le frère devait avoir la même sollicitude pour le mariage de ses sœurs. Nous verrons d'ailleurs cette omission réparée par une Constitution postérieure; Jean II rappelle que l'ainé doit les filles marier.

« (Art. 5.) Si dans l'étendue de la seigneurie de l'ainé il se
 « rencontre quelque parti avantageux que le puîné désire avoir
 « en mariage, il l'aura, et l'ainé n'en pourra disposer en faveur
 « d'un autre tant que le puîné le souhaitera; et s'il n'y avait
 « pas d'inclination et qu'il trouvât un parti plus sortable, son
 « frère aîné, par le conseil de ses proches parents, le lui pro-
 « curera à son pouvoir, lui baillant de ses deniers et de ses
 « meubles. »

Dans une loi qui accorde une si grande confiance à la sollicitude paternelle de l'ainé et qui suppose que l'union et l'esprit de famille occupaient une si grande place dans les mœurs, l'on est surpris de rencontrer une disposition qui révèle si peu d'égards pour les jeunes héritières des fiefs relevant de la seigneurie. Le suzerain semble pouvoir disposer de leur main au gré de ses convenances, sans consulter leurs penchants. Une semblable loi suppose toujours que les parents ou le seigneur supérieur seraient intervenus au besoin pour écarter les graves abus qu'elle aurait pu entraîner.

D'Argentré n'a pu se figurer que le législateur eût consenti à sanctionner ce droit. Il a cru que le texte était altéré en cet endroit; il oubliait que la raison d'État, qui ne régit plus guère aujourd'hui que les mariages des princesses, était aussi l'une des conditions qui pesaient sur les grandeurs féodales. « Femme est
 « en garde, porte l'art. 33 de l'ancien coutumier de Normandie ;

« elle doit être mariée par le conseil et licence de son seigneur,
« et par le conseil et assentiment de ses parents.

Il est impossible de ne pas remarquer ici en passant que Constance de Bretagne, qui souscrivait l'assise avec le duc Geoffroy, son époux, fut plus tard l'une des plus tristes victimes des abus du droit qu'elle consacre. Cette princesse, devenue veuve, fut contrainte par Henri II, son beau-père, dont relevait alors la Bretagne, d'accepter la main du favori, par l'entremise duquel il prétendait continuer à dominer le pays. Elle eut beaucoup à souffrir des procédés du comte de Chester; mais aussitôt après la mort du redoutable protecteur, ses sujets la vengèrent en expulsant cet indigne époux.

(Art. 6.) « Plus si l'ainé a baillé une terre à son puîné pour
« la tenir de lui a homme de foi (c'est-à-dire par afféagement
« et à charge d'hommage) et que le puîné decède sans hoirs
« de son corps, il aura la faculté de disposer en faveur de
« celui de ses amis qu'il voudra, en sorte qu'il n'en pourra
« être empêché par le seigneur principal ou de ligenée; mais
« si l'ainé ne le reçoit pas a homme de foi, sa propriété retour-
« nera à l'ainé. »

Il ne s'agit pas d'un démembrement du fief; nous avons vu dans l'article 1^{er} que ces morcellements étaient interdits dans les partages entre frères; mais bien d'une succession composée de fiefs de baronnie ou chevalerie, et en outre d'autres fiefs, de fiefs isolés, de terres qui ne faisaient pas corps avec la seigneurie principale, qu'on pouvait alors attribuer en pleine propriété aux puînés pour les remplir de leurs droits successifs, droits qui, pour être indéterminés, n'en étaient pas moins reconnus, et se réglaient d'après l'importance de la fortune et le nombre des enfants. Hevin fait observer à ce sujet que les familles illustres avaient été constamment dans l'usage d'asseoir ainsi la part des puînés; quoi qu'il en soit de cette opinion, il y avait en ce cas deux manières de faire au puîné la délivrance de son lot.

Si l'ainé le lui remettait sans recevoir son hommage, le puîné tenait par *parage* et *juveigneurie* : nous expliquerons plus loin le sens de ces termes; alors tous les droits du sang étaient conservés, et à défaut de postérité le fief faisait retour à l'ainé ou à ses descendants. Que si au contraire il avait l'hommage de son puîné, ce qu'il ne pouvait pas exiger et que le jeune frère n'ac-

cordait sans doute qu'en vue des avantages qu'il trouvait dans les arrangements de famille qui le soumettaient à cette condition, le puîné lui devenait comme étranger, ou pour mieux dire rentrait dans la classe ordinaire des autres vassaux, avec cette différence toutefois qu'en sa qualité de seigneur il aurait succédé à ses vassaux morts sans laisser d'enfants, et qu'il n'eût pas été l'héritier de son frère. Le puîné sans hoirs avait la liberté de disposer de son fief; s'il n'en avait pas usé, l'échûte appartenait au seigneur supérieur. On voit qu'alors les fiefs n'étaient pas régis par des règles qui les assimilassent en général aux autres héritages, et que l'investiture n'en était accordée qu'en faveur de la ligne directe; c'était un trait de ressemblance qu'ils conservaient avec les bénéfices et offices, dont l'hérédité avait donné naissance au régime féodal.

(Art. 7.) « Nous Geoffroi, duc de Bretagne, et Constance, ma femme, avons juré et promis d'observer cette assise, et jugé nécessaire que les aînés et puînés la jurassent et en promissent l'observance. Et si les puînés refusent de s'y soumettre, qu'ils soient privés de toute portion soit en fonds et propriété, soit en rente. »

La première remarque à faire sur cet article est relative au mot *assise*. Dans son sens propre, il ne désigne pas un règlement; mais la cour d'un seigneur jugeant ou arrêtant des mesures d'administration avec ses pairs ou barons, car à cette époque ils réunissaient la puissance législative avec les attributs de l'autorité judiciaire. On vit plus tard les ducs convoquer à leurs sessions d'assises toutes les notabilités féodales et ecclésiastiques avec les députés des villes, et se réserver le droit de promulguer les lois dans ces parlements généraux. Mais le règne de Geoffroi correspond à la période du gouvernement baronal. Le duc, avec les barons qui composaient la cour ducale, différente de celle qui siégeait pour les affaires de son domaine propre, y décidait des droits de ces principaux feudataires, qui, avec leurs barons, en usaient de même dans leurs fiefs. Voilà ce qu'étaient les assises; mais ce mot fut appliqué par extension aux règlements décrétés dans ces réunions. Nous aurons, par exemple, occasion de parler d'une autre loi de succession particulière au pays de Léon, qu'on appelait l'*assise de Léon*.

Quelques barons seulement étaient présents à l'assise du comte

Geoffroi ; un exemplaire en fut adressé aux autres pour leur adhésion.

La première modification qui ait été apportée à l'assise ne touche pas à son objet principal. Jean-le-Roux, dans ses lettres pour la conversion du bail en rachat, qui est de l'année 1275, effaça la distinction que l'assise avait établie entre le cas où le puîné, en recevant un fief de la succession paternelle, en aurait fait l'hommage à l'aîné, et celui où il ne lui aurait pas fait l'hommage. Il ordonna que dans ces deux hypothèses le fief retournerait à l'aîné, ou à ses enfants à défaut d'héritiers de la ligne.

Jean II adoucit aussi la rigueur de l'article 1^{er}, qui défendait d'une manière absolue le démembrement des fiefs de chevaliers et baronnies pour faire une part aux frères. Le père de famille reçut le pouvoir de faire une part d'héritage aux puînés, en prenant sur son domaine principal lorsque les droits de succession seraient réglés de son vivant. Telle est la disposition de l'art. 7 de l'ordonnance de ce prince, qui est, comme la plupart des autres articles qui la composent, empruntée aux établissements de saint Louis ; il est conçu en ces termes : « Baronie ne se départ mie
« entre frères *si le père ne leur en a fait partie* ; mais l'aîné doit
« faire avenant bienfait a ses puînés et doit les filles marier. » Ce qu'on appelait *avenant* ou *bienfait* était la provision viagère que, dans les maisons de haut parage, l'aîné devait faire à ses puînés ; elle était modique et se réglait en famille, d'après le nombre des enfants et l'opulence de la succession. Cet article contient ainsi à lui seul presque toute la substance du règlement mis en vigueur par le comte Geoffroi.

Plus bas, la même ordonnance contient une disposition sur l'ordre des successions qui, étant inconciliable avec le principe de l'indivisibilité des baronnies, ne pouvait que se référer aux fiefs immédiatement inférieurs ; c'est l'art. 17 qui porte :

« Gentilhomme ne peut donner à ses enfants puînés de son
« héritage que le tiers..... Et si les enfants puînés deman-
« deraient leur partie de leur aîné, il leur fera le tiers de la
« terre par droit si ce n'étaient fiefs enterins ; l'aîné fera la foi
« et égallera les autres en parage, etc. » (1)

Nous verrons plus tard les effets qu'a eu cette loi. Il semblait,

(1) Voy. *ad calcem*, notes et éclaircissements. — Note 2^e

dirons-nous, qu'elle dût s'appliquer aux fiefs de chevalerie; mais la coutume vint déclarer le contraire.

Si nous recherchons les autres dispositions de notre droit qui se rapportent à l'assise, le texte de la très-ancienne coutume de Bretagne se présente d'abord. On tient pour constant, comme Hevin l'a fort bien établi, qu'elle fut rédigée sous le règne de Jean III, vers l'an 1330; elle n'est donc postérieure que de peu d'années à l'ordonnance rendue par son prédécesseur que nous venons de citer. Au chapitre 209 de la très-ancienne coutume, nous lisons : « Et est assavoir que toute la seigneurie doit aller
« à l'ainé des enfants es barons et es chevaliers et des enfants
« qui en sont issus et qui noblement se sont gouvernés eux et leurs
« prédécesseurs es-temps passés. Et il est entendu que les ju-
« veigneurs n'auront en plus que les mots de l'assise, si n'est
« tant comme le duc Jehan, père du duc Arthur, la corrigea,
« lesquelles choses doivent être gardées accomplies et enteri-
« nées, etc.

Quoique nous soyons à un siècle et demi de l'époque où fut rédigée l'assise, elle continue d'être comprise, d'être observée, et ces traditions se maintiendront encore pendant un laps de temps aussi long. Nous en avons pour preuve les lettres de Jean V, par lesquelles ce prince, en 1420 et 1422, fait la part de succession paternelle à ses frères Richard et Arthur. S'il eût, par un sentiment de tendresse fraternelle, devoir les partager en héritages au lieu de leur donner un simple *avenant* ou *bienfait*, il prend soin au moins de rappeler les principes du droit auquel il déroge.
« Combien, portent ses lettres en faveur d'Arthur, que selon la
« coutume, ordonnance et établissement de notre pays entre les
« nobles, les fils puînés ne doivent prendre en la succession de
« leur père et mère nuls et aucuns héritages, et en jouir héritau-
« ment fors seulement y avoir provision par manière de bien-
« fait. » Tels sont les considérants de l'acte par lequel il donne à ses frères la pleine propriété des seigneuries qui devront faire leur héritage. S'il se rencontre d'autres exceptions à la fidèle observation du droit (1), il ne laisse pas que de garder son empire et d'être la règle générale gardée pour les vieux fiefs d'as-

(1) Nous renvoyons pour ces exceptions à la préface du tome II des *Preuves de l'hist. de Bretagne* de D. Morice.

sise restés dans leur intégrité. Nous voyons que la maison de Malestroit revendiquait comme une gloire, comme un témoignage de son ancicuneté, le privilège de ne faire à ses cadets que des assignations viagères en deniers. C'est ee que rappelle sa devise, qui est un jeu de mots sur le nom et cet usage de la famille. *Quæ numerat nummos non male stricta domus*. Cette manière de partage avenant, de partages viagers ou à bienfait, commune à plusieurs autres coutumes, formait d'ailleurs à cette époque la règle des familles les plus considérables des diverses régions de la France.

Mais nous approchons d'une nouvelle période où toutes les traditions seront confondues, et il se formera sur ee point une sorte de nouveau droit coutumier qui ne laissera plus subsister l'assise que par une étroite exécution aux usages du droit féodal. Ce changement était dans l'ordre marqué par celui des mœurs. Si cette déviation des principes anciens ne s'était pas produite par une fausse interprétation des textes, elle se fût produite par autorité législative. Nous n'entendons pas en faire la critique; nous ne prétendons que l'apprécier dans ses rapports avec le statut que l'on reconnaissait pour la règle du droit.

Que l'assise eût ordonné l'indivisibilité des baronnies et fiefs de chevalerie, qu'elle n'eût accordé qu'en viage aux puînés et aux filles leur mariage, c'est un point hors de contestation. Hevin ne le niait pas, mais il présentait un mode d'interprétation qui anéantissait la loi; il citait d'anciens partages où, prétendait-il, on en avait usé dans le sens qu'il proposait. D'Aguesseau l'a combattu sur ce terrain; mais après tout, deux ou trois partages faits en contravention à la loi bien claire et bien précise ne pouvaient prévaloir sur son texte. Il n'y a donc nulle difficulté sérieuse sur le droit de succession des baronnies et fiefs de chevalerie pour la période antérieure à l'ordonnance de 1301.

Il n'y en a pas non plus, à notre avis, sur le sens de l'ordonnance de 1301. Jean II voulut évidemment que les baronnies continuassent à être régies pour l'assise, mais que dans les fiefs de chevalerie on partageât par tiers et par héritage. Il semblerait que cette partie de l'ordonnance ne fut pas observée, qu'elle tomba presque aussitôt en désuétude, que les familles de chevalerie tenaient à garder leur manière de partage à bienfait; car la très-ancienne coutume écrite sous le successeur de Jean II,

environ trente ans après cette ordonnance, porte que toute la seigneurie doit aller à l'ainé *es barons et es chevaliers* qui se sont gouvernés suivant l'assise : les barons et chevaliers y sont mis sur la même ligne.

D'après l'assise, les puînés n'auraient eu qu'un bienfait ; d'après l'ordonnance, au contraire, ils auraient eu le tiers à héritage. Les praticiens formaient de tout cela un usage mixte qui n'était conforme à aucune de ces lois, qui fut de donner aux puînés des successions féodales un tiers, mais simplement à viage. Cette manière de procéder n'avait aucun fondement dans les textes, et lorsqu'on a voulu justifier cet usage, en établir la légalité, il s'est trouvé des difficultés insurmontables. Hevin voulait donc que l'on donnât le tiers par héritage. D'Argentré voulait que ce fût à viage. Laurière voulait que l'assise continuât d'être la règle des baronnies et fiefs de chevalerie. D'Aguesseau disait qu'au moins pour les baronnies on devait suivre l'assise. Il était évidemment dans le vrai. Mais quant aux fiefs de chevalerie, on peut dire qu'il y a contradiction entre l'ordonnance de 1301 et l'art. 209 de la très-ancienne coutume. Ce qui compliquait encore la matière, c'est que parmi les maisons qui continuaient de posséder les anciens fiefs de chevalerie aux ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles, les unes partageaient suivant l'assise, donnaient des partages à bienfait à la discrétion de l'ainé, les autres faisaient aux puînés le tiers à viage.

Les idées des juriseonsultes étaient au plus fort de cette confusion, née de l'incohérence des textes, de la diversité des usages et de la persévérance avec laquelle chaque famille observait les siens, lorsque l'on s'occupa de la réformation de la très-ancienne coutume aux États de Nantes, en l'an 1529. Il fut question de savoir si dans le nouveau texte l'on parlerait encore de l'assise du comte Geoffroy. Les notions qu'elle laissait dans les esprits étaient d'autant plus embrouillées qu'on n'en avait perdu le texte. Ce fut d'Argentré qui le retrouva une trentaine d'années plus tard, et il n'en possédait même qu'une leçon fort défectueuse. Ceci est curieux pour observer comment l'on pratiquait autrefois la législation ; l'on faisait ce que l'on avait vu faire, et l'on ne songeait pas à remonter aux sources. C'était l'empire de la coutume. Il fut donc décidé qu'on ne parlerait pas de l'assise : « Pour ce que les gens des dits États, porte le procès-ver-

« bal dressé par les commissaires du roi pour la réformation,
 « ont remontré que lesdits mots : es fiefs nobles qui se gouver-
 « nent suivant l'assise au eonte Geffroy, n'étaient bien entendus
 « audit pays, et engendraient plusieurs proeès... furent rayés
 « lesdits mots.

L'art. 546 fut donc rédigé ainsi : « Il est à savoir que toute sei-
 « gneurie doit aller à l'aîné des enfants des barons et des cheva-
 « liers qui se sont gouvernés noblement en leurs partages et
 « leurs prédécesseurs es tems passés. »

Parler des barons et des chevaliers et de leur privilège, c'était évidemment rappeler le droit de l'assise ; mais on faisait de l'assise comme M. Jourdain faisait de la prose. Et, à l'art. 547, en réglant les droits des puînés au tiers des biens par viage, on répéta l'exception faite par l'article précédent pour les barons et chevaliers, qu'on appelle cette fois les *comtes et les barons*. D'Argentré s'est moqué avec raison de cet amalgame de qualifications qui jurent avec les traditions historiques (1).

Mais il y avait, disions-nous, des familles possédant encore des fiefs de chevalerie qui n'avaient jamais voulu démordre des usages de l'assise. Telle était celle du sire de Maure. Il vint protester :
 « Paree que , porte le proeès-verbal, lui et les autres bannerets
 « du pays avaient aceoutumé de toute ancienneté de partager par
 « les aînés leurs juveigneurs tant fils que filles, compétemment,
 « à leur volonté et disercétion, sans tenir ni garder ladite forme
 « de partage, » c'est-à-dire la division des deux tiers au tiers à viage. On lui donna acte de sa protestation qu'Hevin a critiquée, en niant le fait de l'usage de famille qu'il alléguait, critique qui porte évidemment à faux ; ce fut tout ce qu'obtint le sire de Maure.

Dans la seconde réformation qui eut lieu en 1580, un demi-siècle après, le tiers des fils puînés qui était à viage fut mis à hé-

(1) On trouvera au t. II des *Preuves de l'histoire de Bretagne* une dissertation sur les baronnies. On y verra qu'il y avait eu en Bretagne trois catégories de barons : 1^o les pairs du duc ; 2^o les principaux officiers de sa cour, qui prenaient ce titre et signaient ainsi aux parlements ; 3^o les barons des seigneurs.

On a déjà dit que les barons de l'assise étaient ceux de la première catégorie.

ritage. Les rédacteurs évitèrent l'incohérence de termes de leur devanciers qui parlaient à la fois des barons et des chevaliers, puis des barons et des comtes. Ces deux dernières qualifications furent seules employées quand il fut question de maintenir les antiques privilèges du mode de partage introduit par le comte Geoffroi.

Ce fut par ces péripéties que l'assise traversa le cours des siècles pour durer jusqu'à la révolution de 1790; elle échappa ainsi à la faux du temps, mais elle ne put se garantir de toutes ses injures; bien heureuse elle fut de gagner encore deux siècles de vie. Elle ne triompha effectivement qu'avec peine devant les États, dans cette assemblée tenue à Ploërmel. Voici l'apostille que d'Argentré a mise dans son aitiologie sur l'art. 542, qui consacre l'exception en faveur des barons : « Hic articulas concordie ordinum datum est, ne reformationis actus intercessionem importuna potentium turbarentur. Nam cetera nobilitas facile concessit ut secundo genitis triens hereditatis perpetuo jure tribueretur. »

Les descendants du sire de Maure, dont la maison n'était pas encore éteinte, ne reparurent pas pour protester une seconde fois au nom de cette maison; mais le seigneur de Guémadeuc et de Québriac, le seigneur de la Moussaie et de Plouer, et Lancelot le Chevoir, Chatelain de Coëdelan et Coëtcongar, vinrent protester d'attentat, si l'on persistait à méconnaître leurs droits de partager les puînés suivant l'assise. A en juger par celui des opposants, le nombre des familles restées fidèles dépositaires des traditions du vieux droit n'était que fort minime. L'on conservait le privilège à la plus grande partie d'entre elles en le restreignant aux anciennes baronnies qui étaient : la vicomté de Léon, Vitré, Châteaubriant, Fougères, Ancenis, la baronnie de Retz, Pontchâteau, Quintin et Malestroît. C'est dans ce cercle, rétréci depuis 1580 par l'extinction ou réunion de plusieurs de ces titres, que se renferment les procès dont l'interprétation de l'assise avait été rendue une source intarissable en grande partie par les doctrines de d'Argentré et d'Hevin, qui furent attaquées et battues en brèche par la suite, et qui n'étaient que la conséquence assez naturelle des inextricables difficultés amenées par la pratique d'usages discordants et en opposition avec les textes. Cependant Hevin, dont le système d'interprétation sapait la loi de

l'assise, a une plus large part dans cette responsabilité. Il n'y eut plus de succession de baronnie où les puînés ne prétendissent avoir le tiers par héritage. Cette prétention, ordinairement repoussée, n'empêchait pas la même difficulté de se reproduire dans les cas analogues : dans la succession de la baronnie de Lorge en 1787, les puînés invoquaient encore l'autorité d'Hevin.

Laissons maintenant les fiefs de l'assise dont on connaît suffisamment l'historique, et venons aux successions des nobles moins relevés en dignité.

Les anciens nobles mactierns et tierns étaient de petits souverains dans leurs fiefs. Lorsque le régime féodal se développa, lorsque les arrière-fiefs s'étendirent et qu'il n'y eut plus de terre sans seigneur, les hommes libres, que l'uniformité de la condition tenait dans un même rang, qui formaient la classe moyenne, entrèrent peu à peu dans le plan d'organisation qui substituait à l'ordre ancien une société bâtie par étages. Un système de partage plus ou moins avantageux à l'aîné était la conséquence naturelle de ce changement. Quelles en furent les premières lois ? C'est ce qu'il est fort difficile de connaître : si nous ne possédons que bien peu d'actes privés relatifs aux maisons considérables, on comprend que les transactions qui concernent des familles d'un rang inférieur soient encore plus rares.

Nous avons sous les yeux un titre de l'année 1210, dont nous devons la communication à notre savant ami M. de la Borderie, qui en a pris copie parmi les pièces recueillies par les Bénédictins pour composer l'histoire de la Bretagne. Celle-ci est inédite, c'est ce qui nous engage à l'insérer ici (1). Elle a été extraite des titres de l'abbaye du Mont Saint-Michel.

(1) « Seiant omnes tam presentes quam futuri quod ego Gaufridus Spina
 « testificor quod abbatia de Caneaune est de jure B. Michaelis de perieulo
 « maris ex donatione predecessorum meorum, testificor autem quod Hamo
 « Spina pater meus jus illud monachis de monte abstulit violenter. Postea vero
 « quando prefatus Hamo pater meus Jerosolimam perrexit pro salute anime
 « sue et antecessorum suorum, memoratis monachis de monte jus suum de
 « Caneaune integre reddidit. Cum autem supradicti monachi jus supradie-
 « tum possiderent, Ruellonus Goion eis terram illam per vim abstulit et injuste.
 « Hoc siquidem facto W. Spina frater meus et ego terram sepe fatam de
 « manu supradicti Ruellonis per judicium retraximus. *Cujus terre partem*

L'acte de restitution auquel Geoffroi l'Epine, alors absent, vient ici adhérer pour sa part, a été publié par les Bénédictins (t. II, *Pr.*, col. 694). On y voit que la restitution est faite par Hamon, accompagné de Guillaume l'Epine, son fils, et d'autre Geoffroi l'Epine, son neveu, qui était le fils du frère aîné d'Hamon. Ce que le titre précèdent a d'intéressant pour l'étude des lois de succession, c'est qu'il y est question d'un partage par moitié entre les deux frères ; *partem meam medietatem scilicet*.

Les Bénédictins en ont donné un autre de l'année 1269, qui concerne une succession ouverte au pays de Léon (col. 1018, t. I); c'est un accord passé devant le sénéchal de ce comté, par lequel sont réglés les droits provisionnels des cohéritiers en attendant l'époque convenue pour le partage définitif. Hervé Rouaud, écuyer (*armiger*) était mort laissant six fils; il n'est pas question de filles. C'était Rivalon, fils aîné, d'une part, et Guyomar, Alain, Hervé, Guillaume et Geoffroi (1), fils puînés. L'aîné, Rivalon, ayant eu la saisine de tous les biens, ses cadets lui demandent partage devant la cour du comte, sur quoi les parties en viennent à l'accord suivant : que ledit Rivalon conservera en ses mains la succession (*hereditatem seu patrimonium disparatum*) pendant trois années, au bout desquelles il remettra à chaque puîné la part qui lui revient aux termes de la loi du pays, qui résulte des anciennes assises ou coutumes de Léon (*secundum veteres assisias seu consuetudines leonenses*). Cette part leur sera faite après que Ri-

« *meam, medietatem videlicet, postea Roberto Goion tradidi et donavi. Ve-*
 « *rum cum ego essem in itinere peregrinationis mee super inimicos Christi et*
 « *monachi memorati me requisissent ut jus suum terre sepedicte eis redde-*
 « *rem, pro Dei amore jus suum illius terre reddidi, donationem quam ego*
 « *Roberto Goion super ea terra feceram irritam esse testificans et jus supra*
 « *dictum ad abbatiam de monte integre pertinere. Quod ut ratum et incon-*
 « *cussum futuris temporibus teneretur presenti carta feci adnotari et sigilli*
 « *mei munimine roboravi. Actum est hoc autem appud abbatiam Veteris ville*
 « *anno domini m^o cc^o x^o testes sunt hi, abbas et prior Veteris ville G. de*
 « *Cobar, G. Spina, filius Eudonis, W. de Machua, Rab. Tortus, Nicolaus de*
 « *Langan, G. Cortep, Hamo Spina et plures alii tam clerici quam laici.*
 « *Valete. »*

(1) L'acte parle d'un autre frère nommé Auffroi, lorsqu'il fait l'énumération des cohéritiers. Mais la suite montre que cet Auffroi est la même personne que Geoffroi.

valon aurait prélevé son droit d'aînesse dont le règlement serait apprécié par la cour (*salvo dicto Rivalono habere avantagium seu primogenituram suam secundum quod curia nostra inspiceret*). Rivalon promet de plus qu'il recevra à hommage ceux desdits frères dont la cour reconnaîtrait la part d'héritage suffisante pour former un fief. En attendant le terme de trois ans convenu pour le partage définitif, Rivalon délaisse à son frère Hervé le logis ou tenue de Brilivet et dépendances, à Guillaume la moitié du village d'Avalloît, à Alain le logis Rion et ses dépendances au même village, et en plus cinq arpents de terre. Quant à Guyomar et Gcoffroi, ils recevront à titre provisionnel, l'un 15, l'autre 13 sols de rente annuelle. Sans prétendre fixer la valeur du sol de ce temps, il semble qu'on ne s'éloignerait pas beaucoup de la vérité en le portant à celle qui serait représentée par six francs environ de notre monnaie (1). En supposant les parts provisionnelles à peu près égales aux parts définitives, chacun des puînés aurait dû recueillir comme environ cent francs de rente dans l'héritage paternel. De plus, il est convenu que les cohéritiers auront le droit de prendre leur chauffage dans les bois dépendant des terres qui restent à Rivalon et de celles qui sont restées dans la provision de Hervé, et que si dans l'intervalle de trois ans Rivalon vient à vendre une forêt qui dépend de la succession, il en comptera avec ses frères, suivant le dire d'un arbitre qui est désigné.

Ce titre n'a aucun rapport avec l'histoire proprement dite ; si les Bénédictins nous l'ont fait connaître, c'est qu'ils avaient apprécié son importance pour l'étude de nos institutions, c'est qu'ils prenaient intérêt aux traditions du droit ancien, et que s'ils ne jugeaient pas à propos d'aborder ce sujet, ils voulaient au moins que les matériaux tombés sous leurs mains pussent être quelques jours utilisés. Il est regrettable que parmi tant d'hommes savants qui ont paru au barreau depuis ce temps, aucun ne se soit occupé de cette œuvre, que la pratique familière du droit coutumier leur rendait bien plus facile qu'elle ne peut être aux légistes modernes.

(1) Voy. l'Essai sur l'appréciation d'une fortune privée au moyen âge, par M. Leber. Paris, 1847, au tableau, page 64. Un sol en 1307 est estimé équivalent à 5 fr. 70.

Nous apprenons par ce titre : 1^o qu'il y avait une coutume spéciale pour le pays de Léon, fondée sur les vieilles assises tenues par les barons de ce comté. Et comme l'on sait qu'il y avait en France alors autant de coutumes que de grandes seigneuries, et que les quatre cents coutumes environ qui nous sont parvenues ne sont qu'une partie de ce qui en avait existé plus anciennement, l'on peut conclure que chaque comté en Bretagne en avait une et parfois plusieurs, et que nos usements de Léon, Cornouaille, Tréguier, Broûerec, Poher, de Mote, de Quevaize, de Porhoet et autres n'en sont que des débris.

2^o Qu'en Léon, et sans doute dans la plupart des autres coutumes locales, il y avait un droit d'aînesse et de saisine au profit de l'héritier principal. Mais était-ce un simple préciput comme celui qui en toute succession noble attribuait à l'aîné hors part le manoir, le pourpris et certains bois ? Si le droit de l'aîné est appelé *avantagium*, il est nommé aussi *primogenituram* ; puis il est dit de la succession qu'elle formera un héritage inégal, *patrimonium disparatum* ; cela est répété pour les bois : *debent fratres ligonisare in saltibus disparibus*. Il s'agit donc d'un partage avantageux suivant toute la valeur du mot ; mais est-ce des deux tiers au tiers ? Le titre ne le marque pas, et nous n'avons aucun indice certain sur la proportion. Cependant, nous ne pouvons pas douter que la part de Rivalon ne dût être incomparablement plus grande que celle de chacun des puînés. Il est reconnu qu'elle ne peut pas manquer de former un fief, qu'elle formera même un fief dominant dont releveront les frères, si le seigneur comte de Léon estime que leur part puisse former un arrière-fief de son comté ; car au cas contraire, ils passeront sous la mouvance directe du comte. Ce que l'on remarquera également, c'est qu'il n'est aucunement question des services de fief dus au seigneur supérieur. Hervé Rouaud était écuyer (armiger) ; il est vraisemblable que son fief était un fief d'écuyer. Mais ces fiefs, qui n'étaient pas placés sous la loi d'impartibilité de l'assise, disparaissaient par les démembrements faits en partage, à ce point qu'en 1294, alors qu'on trouve en Bretagne cent soixante-six fiefs de chevalerie, on n'en comptait plus que dix-sept d'écuyer, quoique ceux-ci dussent avoir été bien plus nombreux, et, dans ce chiffre de dix-sept, il ne s'en trouve plus aucun appartenant au comté de Léon. On voit que les rigueurs de l'assise n'étaient pas sans

objet (1); sans elles, les fiefs de chevalerie auraient eu le même sort.

3^o Sous le rapport des conditions de tenure féodale établies à l'égard des puînés copartageants, ce même acte doit fixer notre attention. Suivant le droit établi par la très-ancienne coutume de Bretagne qui a dû, ainsi que l'ordonnance de Jean III de 1315, tracer comme règle ce qui était consacré par l'usage le plus général, suivant ce droit, disons-nous, le puîné partagé par héritage tenait par *parage*. L'effet de cette tenure était que l'aîné rendait seul hommage au seigneur suzerain et demeurait seul chargé des devoirs du fief, sauf son recours contre le puîné, et que le puîné lui-même ne rendait pas d'hommage à son aîné; l'hommage ne commençait à être dû à l'aîné par les descendants du juveigneur que lorsque le fief était parvenu aux mains des arrière-petits-enfants. On voit que les assises de Léon, qu'on nomme les vieilles assises, étaient antérieures à la pratique du parage; car il est admis dans le partage de Rivalon et de ses cadets que ceux dont la terre pourra former un fief lui rendront hommage.

Le duc Jean II, comme nous l'avons remarqué, commençait l'œuvre plus ou moins heureusement accomplie de remplacer tous ces usages locaux par des règles générales, révolution achevée sous son successeur par la publication des *Coutumes générales du duché*. Les lois de succession sont toujours les lois les plus importantes; ce fut donc celles dont on s'occupa surtout. Mais quand on entre en lutte avec les mœurs, on rencontre parfois une résistance invincible. C'est ainsi que l'art. 17 de l'ordonnance de 1301 ne fut pas exécuté, ou ne le fut qu'en quelques endroits. Le partage des deux tiers au tiers présupposait d'ailleurs un état de fortune, une condition d'aisance qui n'était pas celle d'une noblesse généralement pauvre; les richesses étaient concentrées dans quelques maisons puissantes. Comment donc partageait-on communément aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles les fortunes

(1) Nous nous permettons de douter que les membres du barreau breton, consultés dans l'affaire du duc de Lorge, aient eu raison d'affirmer que l'assise n'avait pas pour objet ce service, et que ses dispositions ne tendaient qu'à assurer la splendeur et la fortune des grandes familles. On oubliait que le régime des fiefs formait tout le gouvernement aux ^{xii}^e, ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles.

médiocres pour lesquelles on peut dire que la loi n'avait pas tracé de règles applicables? Laissons parler Hevin, que sa science reconnue dans nos vieux usages avait appelé, dans le cours de sa longue carrière au barreau, à être le conseil ou l'arbitre d'une grande partie des contestations relatives aux droits nobiliaires. « La réformation qui se fit en 1666 contre les usurpateurs de la noblesse, écrit-il, fit mettre au jour tant de partages d'une es-
« pèce moyenne entre les nobles dans lesquels, pour symbole
« de leur qualité, on donnait à l'aîné un préciput contenant la
« maison principale et le pourpris, et quelquefois le *quatrième*,
« *cinquième* ou *sixième* des biens nobles hors part que l'on ne peut
« douter que l'usage fut constamment tel. »

La pratique avait ainsi suppléé à la confusion, aux lacunes, à l'insuffisance des lois, et le partage par héritage était, nonobstant le texte de la coutume qui ne parlait que de viage, devenu la règle commune des attributions d'hérédité. Le viage était l'exception ; il n'était pratiqué que par les riches, par les possesseurs de fiefs, qui étaient la classe vraiment distinguée de la société.

On marchait dans cette voie depuis des siècles, sans regarder derrière soi, sans consulter les textes qui ne pouvaient être que manuscrits et conséquemment rares.

Mais les choses avaient changé au *xvii^e* siècle. Les grandes innovations entreprises sous François I^{er} et ses successeurs, et la découverte de l'imprimerie, qui avait multiplié les livres, ramenaient vers les textes, et aux traditions coutumières se substituait graduellement l'esprit que nous nommerons l'esprit de légalité. On commençait à tout exprimer, à tout définir, à soumettre le droit à des règles absolues, comme l'autorité du monarque. La réformation de la coutume en 1539 vint donc établir trois catégories dans les successions nobiliaires.

1^o Celle des comtes et des barons, qui durent se gouverner en leurs partages comme au temps passé (546 et 543).

2^o Celle des familles qui s'étaient partagé noblement au temps passé. Ici l'on fit une innovation immense, effrayante. Les puînés mâles, le plus ordinairement partagés par héritage, ne durent plus avoir qu'un tiers par viage (543).

3^o Celle où l'insuffisance du patrimoine ne permettait de donner que la maison et le pourpris pour préciput (536).

L'usage admettait encore une quatrième catégorie, celle où ce

préciput aurait dû être sujet à réduction, selon le *regard des gens sages et de la justice*.

L'innovation introduite qui changeait la condition, la perspective des puînés compris dans la seconde catégorie, fut une cause de dissidences déplorables dans les familles. « Cette loi
« des partages des deux tiers au tiers (et viage), lorsqu'elle fut
« pour la première fois établie indistinctement entre les nobles,
« écrivait d'Argentré dans ses Commentaires sur l'art. 541, a
« été une source de discordes, la cause d'une infinité de haines
« dont le souvenir affecte péniblement, *piget meminisse*.

D'Argentré n'avait pas toujours envisagé cette loi odieuse aux puînés avec une appréciation aussi sage. Quand il écrivait son *Advis sur le partage des nobles*, il était jeune, il était imbu des prérogatives de son droit d'aînesse ; il trouvait cette législation très-bonne. Ses yeux se dessillèrent plus tard, et lorsqu'il écrivait son Commentaire, il était bien revenu de ses préjugés. « Si
« j'ai acquis quelque connaissance des affaires, disait-il en traitant de l'art. 456, si j'ai pu tirer quelque profit d'une expérience de tant d'années, ce doit être pour proclamer qu'il est
« nécessaire de tempérer les rigueurs d'une coutume qui est l'occasion de tant de débats dont nous sommes les témoins, et de
« tant de querelles de famille ; c'est pour reconnaître qu'il y faut
« un changement par lequel on donnera aux puînés le tiers par
« héritage sans aucune distinction entre nobles ; qu'on abolisse
« ainsi toutes les traditions de l'assise et toutes ces lois de catégorie funestes ; c'est mon opinion, bien que je sois un aîné. »

Ces vœux du vieux sénéchal de Rennes étaient aussi ceux que formaient tous les hommes sages préoccupés du bien de leur pays, de la paix et de l'union dans les familles : les États réclamaient avec instance une nouvelle réformation de la coutume.

Mais il fallait que ces changements dans les successions ne trouvassent pas d'opposition dans les États, et la chose n'était pas certaine. C'est seulement depuis la Ligue, qui ne troublait pas encore la Bretagne, que les cadets comme les aînés ont eu place sur les bancs de la noblesse dans ces assemblées de la province. Les seigneurs de fiefs seuls y représentaient le corps entier jusqu'aux États réunis par le duc de Mercœur. C'étaient donc les aînés qui étaient appelés à voter la loi. On craignait beaucoup que les délibérations des trois ordres ne fussent fort agitées ; ceux

de l'Église et du tiers-état, qui penchaient pour les puînés, se seraient trouvés en lutte avec l'ordre de la noblesse. Mais les résolutions furent plus sages et plus calmes qu'on n'avait osé le prévoir, et les aînés ne réclamèrent pas contre le système de partage proposé par les commissaires.

L'art. 541 de la nouvelle coutume régla l'ordre des successions pour l'avenir, en accordant à l'aîné, outre le manoir et le pourpris, les deux tiers de l'héritage en biens nobles, et aux puînés le tiers restant en pleine propriété, c'est l'état de législation qui a subsisté jusqu'en 1790. Nous ne parlons pas des successions collatérales exclusivement attribuées à l'aîné, c'est une partie du droit qui n'a jamais varié, au moins dans les grandes maisons ; il était la conséquence du principe qui ne reconnaissait qu'un seul héritier, le fils aîné, et qui n'accordait qu'une simple provision aux frères et le mariage aux sœurs.

Tous les biens ainsi attribués aux puînés devaient être tenus en juveigneurie. Nous arrivons à l'explication de ce terme, en rappelant d'abord que le mot juveigneur, dans son acception primitive, est un mot synonyme de puîné.

Dans le premier état du régime des fiefs, tous les puînés, qui furent souvent et longtemps partagés en héritage, devenaient les vassaux de leur aînés, comme l'écrivait au ^{xiii}^e siècle Othon de Frisingen : *Cæteris ad illum (primogenitum) tanquam ad dominum respicientibus*. Mais cet usage portait le plus grand préjudice au seigneur supérieur de l'aîné ; car ce qu'il tenait en mouvance directe et qui allait au puîné ne relevait plus de lui qu'en arrière-fief après le partage. Pour éviter cet inconvénient, il fut admis en général que l'attribution d'héritage faite au puîné ne changerait rien aux rapports de service et d'hommage que la loi des fiefs établissait entre l'aîné et le seigneur suzerain. L'aîné faisait la foi, faisait le service, comme s'il n'y avait eu aucun partage ; il avait simplement un recours contre le puîné pour qu'il contribuât à l'acquit des charges. Le partage n'avait d'effet, quant au service féodal, que lorsque les descendants du puîné avaient continué de posséder l'héritage donné à leur auteur pendant trois générations. Alors ils commençaient à former un fief complètement séparé ; c'est ce que l'on nommait la tenure par parage : le fils aîné portait seul l'hommage au suzerain, au regard duquel le partage était *res inter alios acta*. Les barons trouvaient encore que le parage,

qui ne faisait effectivement que retarder les effets du partage relativement au service des fiefs, leur était trop nuisible pour être conservé; il fut supprimé par une ordonnance de Philippe-Auguste. Mais cette loi ne pouvait avoir de force que dans les pays d'*obéissance le roi*. Le parage se conserva donc dans une très-grande partie des coutumes, notamment en Bretagne. Le parage perdit toute importance réelle quand le service militaire du fief tomba en désuétude. Mais on voit maintenant ce que c'est que la juveigneurie par parage, dont l'art. 541 de la nouvelle coutume rappelle le souvenir lorsqu'elle déclare que les puînés recevront leur tiers d'héritage *comme juveigneurs d'aîné en parage et ramage du dit aîné*. Quant à la juveigneurie simple, qui est un droit moins bien défini, pour ne point abuser par de nouvelles dissertations d'une patience que nous n'avons que trop mise à l'épreuve, nous dirons seulement que c'était une prérogative d'honneur établie au profit des aînés sur toutes les branches de leur lignage.

A. DE BLOIS.

APPENDICE.

NOTE 1^{re}.

*Éclaircissements historiques sur le sens et l'interprétation de l'assise
du comte Geoffroi et de l'ordonnance du duc Jean II.*

Voici le texte tout entier de l'art. 17 de l'ordonnance de 1301, dont nous n'avons pas voulu charger notre travail : « Gentil-
« homme ne peut donner à ses enfants puînés de son héritage
« que le tiers ; mais il peut donner ses achats auquel il lui
« plaira de ses enfants, et ses conquests, si feroit-il a un étran-
« ger, s'il voulait ;

« Mais s'il avait fait achats qui fussent de son fié, et il les
« donnoit à un autre qu'à son aîné, l'aîné les anrait o le mi-
« denier, payant ce que son père aurait payé (*c'est-à-dire que*
« *l'aîné serait en droit d'exercer le retrait.*)

« Et si les puînés demanderoient leur partie de leur aîné, il
« leur fera le tiers de la terre par droit, si ce n'étaient fés enterins.

« L'aîné fera la foi et égaillera les autres en parage ; et si ainsi
« était qu'il ne leur baillat fés enterins, il leur garantirait en pa-
« rage (*c'est-à-dire, si le parage s'opère par démembrement du fief*
« *principal, les puînés tiendront en parage, et que l'aîné fera la foi et*
« *les garantira ou couvrira près du seigneur supérieur, en faisant*
« *l'hommage pour le tout, tant que durera le privilège du parage).*

« Et s'il était ainsi, que le frère aîné ne fut entier (*c'est-à-*
« *dire intègre*), et il leur fit la tierse portion trop petite, les
« puînés ne la prendraient pas s'ils ne le veulent, ains revien-
« draient à l'aîné et les puînés lui partiront la terre en deux
« parties, et l'aîné prendrait celle qu'il voudrait, et aussi à l'aîné
« l'hébergement (le manoir principal) en avantage. »

C'est cet article, effectivement en opposition avec l'art. 7,

Baronie ne se départ mie entre père, si le père ne leur en a fait partie, qui a porté Laurière à écrire : que c'était une faute qui ne peut être excusée dans Hevin, d'avoir soutenu que cette disposition s'applique à tous les fiefs d'assise, baronnie et fiefs de chevalerie. Il aurait pu faire le même reproche à d'Argentré ; et de plus celui de s'être demandé si cette façon de partage était à *viage* ; car il est bien clairement expliqué qu'il ne peut être ici qu'en pleine propriété.

Mais comme nous l'avons fait observer, cette ordonnance ne regarde que des fiefs considérables, ainsi que l'atteste la signification de *gentilhomme*, laquelle, selon la remarque d'Hevin, ne se prodiguait pas alors ; ce n'était pas même, suivant cet auteur, une qualification personnelle : elle ne se donnait, dit-il, en Bretagne, que relativement à la possession des terres et seigneuries d'assise. (*Voy. Notes sur Frain, 1^o 556.*)

Que le dessein du duc Jean II fût de réglementer par cette disposition le partage de tous les fiefs de chevalerie, c'est ce qui ne nous paraît pas plus douteux que l'exception formelle qu'il établissait en faveur des baronnies. Comment d'Argentré et Hevin n'ont-ils pas été frappés de cette distinction ? C'est qu'ils étaient chacun préoccupés de leur système. Mais revenons à cet art. 17 ; il ne fut pas exécuté. Il était emprunté à divers chapitres des établissements de saint Louis dont la législation était en honneur dans toute la France, surtout dans l'Ouest, puisque ces mêmes établissements forment l'ancien texte des coutumes du Maine, de l'Anjou et de la Touraine. Comment se fait-il que le duc de Bretagne, heureux d'ailleurs dans ses entreprises pour la réformation du droit, ait essuyé un échec complet quand il voulut innover dans l'ordre des successions féodales ? Cette question touche à l'histoire des mœurs et des privilèges de ce pays : qu'on nous permette quelques réflexions sur ce point.

Tout porte à penser que les barons et seigneurs du pays n'avaient pas été consultés sur cette loi et qu'ils goûtaient peu cette manière de gouverner. Les chevaliers étaient donc autorisés à en repousser les innovations contraires aux anciens usages ; c'est ce qu'ils firent. Quand on lit l'art. 200 de la très-ancienne coutume, écrite trente ans environ après cet art. 17, on voit qu'il n'était plus suivi, qu'il était même inconnu au praticien rédacteur de ce vieux code de la Bretagne ; car si cet article avait été présent

à son esprit, il se fût expliqué autrement. Il aurait dit, en parlant de l'ordonnance de Jean II en général, qu'elle était observée dans sa prescription relative à l'art. 7, et qu'elle était hors d'usage pour celles contenues en l'art. 17. Il ne faut pas nous faire une trop haute idée de la science du légiste qui a mis par écrit notre très-ancienne coutume. Lorsqu'on la compare aux établissements de saint Louis, aux ordonnances antérieures et postérieures de nos princes bretons, on ne peut se défendre de remarquer l'infériorité de cet auteur inconnu. On n'y trouve ni principes de droit, ni méthode, ni précision ; il n'y a dans cet ouvrage rien du juriconsulte ; c'est l'école du praticien. Il marque ce qui se fait en tel et tel cas, et ces cas il les énumère de son mieux, inhabile qu'il est à remonter jusqu'à l'idée générale qui les régit. C'était probablement un homme du barreau qui n'avait jamais songé à puiser ses lumières aux sources élevées du droit romain et du droit canonique, où De Fontaines, Beaumanoir et tous les hommes éminents dans la connaissance du droit qui brillèrent au temps de saint Louis avaient pris leurs renseignements.

Mais pourquoi les *gentilshommes de l'assise* ne voulurent-ils pas de cette loi ? C'est qu'elle était destinée à amener la ruine des fiefs, c'est que des partages en propriété des deux tiers au tiers les menaçaient du même sort que les fiefs des écuyers qui n'existaient déjà plus. Tous les seigneurs de fiefs hauts justiciers résistèrent donc. Ceux dont les maisons étaient en possession de ces domaines au temps de Geoffroy tinrent à honneur de conserver aussi les traditions du partage suivant l'assise : beaucoup de ces familles avaient dû s'éteindre de 1185 à 1301 ; elles avaient été remplacées dans la possession de ces seigneuries par des familles de simple noblesse, qui ne voulaient pas non plus que, d'éclipse en éclipse, leur fief fût réduit à rien. On sortait du régime baronnal : les princes n'aimaient pas à avoir affaire à des sujets trop puissants, ils voulaient à eux seuls faire la loi. Les possesseurs de fiefs de chevalerie sentaient fort bien où l'on en voulait venir ; ils se mirent donc à la traverse et continuèrent à pratiquer leurs partages comme par le passé. C'est à cette persévérance que la Bretagne doit peut-être d'avoir conservé son ancienne constitution. Dans le cours de ce siècle et du siècle suivant, il ne se fit plus d'établissements nouveaux dans le pays

sans que le duc prit l'avis des États. Si les fiefs de la Bretagne eussent perdu de leur importance, comme ceux d'une grande partie de la France, si l'on n'avait pas eu besoin du consentement des seigneurs pour lever des subsides, les États de Bretagne auraient eu le sort des États-Généraux en France. Le duc se fût passé de leur concours ; il eût exercé un empire sans contrôle légal.

Pour revenir aux règles suivies dans les partages, beaucoup de maisons de chevalerie conservèrent purement et simplement la loi de l'assise, donnant un viage discrétionnaire à leurs puînés. D'autres maisons, probablement celles de la noblesse qu'une plus récente possession de ces fiefs avait élevé aux rangs des gentilshommes, se relâchèrent et consentirent à donner à leurs cadets un tiers à viage. L'abrogation de l'art. 17 s'opéra donc complètement par le non usage de cette disposition.

Tous ces faits remontaient déjà fort loin, lorsque parut le Commentaire sur la très-ancienne coutume, qui est appelé les *Notes de l'Anonyme*. Hevin remarque que ces notes ont été écrites vers 1590 ; il a cru qu'elles étaient l'œuvre de plusieurs jurisconsultes. Quoi qu'il en soit, elles portent le caractère de l'habileté et du savoir. Ce ou ces jurisconsultes, qui possédaient les textes de l'ordonnance de 1301, furent bien en peine de le concilier avec le chapitre 209 de la très-ancienne coutume ; de là une des notes qu'on lit à la suite de cet article.

D'Argentré eut encore bien plus d'embarras lorsqu'il voulut expliquer *ex professo*, concilier avec les textes les usages de son temps, et sortir du labyrinthe que traçaient autour de lui les errements passés et la rédaction incohérente et embrouillée des réformateurs de 1539. Il prit le parti assez sage de conclure au maintien des usages qui s'observaient dans les successions des seigneurs hauts justiciers ; c'était souvent un partage viager du tiers qui était donné aux cadets. Il voulut démontrer que telle était la loi ; il s'égara en essayant de faire cette preuve.

Hevin prit le parti de trancher dans le vif ; il voulut que ce partage des deux tiers au tiers fût en propriété. Il lui fallut pour cela torturer les textes, et il se mit en désaccord aussi bien avec la loi écrite qu'avec celle des vieux usages. Sa discussion est fort animée, et atteste que c'était la question agitée de son temps qui le préoccupait le plus. On en jugera par le peu de ménagement

dont il use envers d'Argentré, si l'on prend la peine de lire sa dissertation sur l'assise. Il est vrai qu'il était supérieur à son rival dans la science des antiquités par laquelle d'Argentré n'a pas brillé dans ce débat; mais il va jusqu'à attaquer sa bonne foi. En parlant de l'assertion de d'Argentré sur la manière plus ou moins générale de partager ces successions, en ne donnant qu'un tiers en viage, Hevin écrit de lui : « Il faisait cette proposition
 « contre l'usage qui se pratiquait constamment de son temps,
 « comme il le reconnaît, et le dessein de persuader son par-
 « doxe l'obligea de composer et de mettre au jour ce traité des
 « partages (*l'Advis sur le partage des nobles*). Lorsque feu Pierre
 « Hevin, mon père, vint au barreau du parlement, il y trouva
 « des personnes qui avaient connu M. d'Argentré, et lorsque j'y
 « vins en 1640, il y avait encore d'illustres postulants qui ap-
 « prochaient fort de son temps. J'ai appris d'eux que la tradition
 « était qu'il avait par là voulu prévenir les esprits en faveur
 « d'un noble son ami, dans la famille duquel il ne se trouvait que
 « des partages de cette sorte, sans avantage ni préciput pour les
 « aînés. » Hevin n'aurait-il pas pu se contenter d'avoir raison contre d'Argentré, comme il le croyait, sans faire part au public de cette malicieuse conjecture?

Il a porté la peine de cet entraînement, non pas de son vivant, mais dans la suite. De Laurière l'a condamné sur un point en particulier. D'Aguesseau aussi n'a pas cru pouvoir toucher ce sujet, sans prendre à l'égard d'Hevin le ton de la censure : « Contre
 « les termes clairs, précis, décisifs de l'assise; contre l'auto-
 « rité de M. d'Argentré et des anciens consultants de Bretagne;
 « contre l'argument qui se tire de la disposition des lois sem-
 « blables à l'assise et de ceux qui les ont interprétées, on n'op-
 « pose que le seul nom de M. Hevin, trop prévenu en faveur
 « des puînés contre les chefs des grandes maisons de sa pro-
 « vince, et jaloux avec excès du faux honneur qu'il s'était
 « flatté d'acquérir, en combattant les opinions de d'Argentré,
 « pour élever sa réputation sur celle de cet auteur. »

Si nous voulons savoir ce que pensait en dernier lieu le barreau breton de ces questions débattues au Parlement de Bretagne, au Parlement de Paris et dans le cabinet des hommes les plus versés dans la science du droit, il faut jeter les yeux sur la consultation que les juriscultes de Rennes furent appelés à délibérer en

1780, à l'occasion du proeès du duc de Lorge et du vieomté de Choiseul. Nous trouvons parmi ees trente signataires les noms de plusieurs hommes eonnus à différents titres, tels que eeux de Duparc-Poulain, Leehapelier père et fils, Malherbe, Potier de la Germondaie, Gandon, Gohier, Chaillou, Lanjuinais, Le Graverend, Aubrée et Aumont.

Eh bien ! la doctrine d'Hevin sur le partage des puînés en pleine propriété y est abandonnée. Les doctes eonsulteurs reconnaissant qu'en sueeessions aux baronnies, les seules pour lesquelles la nouvelle eoutume eût laissé subsister le privilège de l'assise, les frères n'ont droit qu'à une provision. Mais quant au partage entre sœurs, ee qui était le cas partieulier du proeès où M^{me} la duchesse de Lorge réclamait eontre les prétentions de la vicomtesse de Choiseul sa sœur, le barreau breton décide que la sœur eadette est fondée à exiger un tiers en propriété : e'était appliquer plutôt, suivant les mœurs du xviii^e siècle que suivant celle du xiii^e, la disposition *maritabit de terra ipsa* ; mais e'était s'éloigner le moins possible du vieux droit.

Ces détails, intéressants pour quelques personnes qui s'oeeuvent du droit, le seront fort peu pour le commun des lecteurs ; nous avons dû les reléguer dans une note.

NOTE II.

Textes et observations à l'appui des rapprochements entre les lois galloises d'Hoël-Da et la très-ancienne coutume de Bretagne.

Nous croyons devoir indiquer ici les autorités que l'on pourra consulter soit sur les prinieipes du *fin port*, soit sur ceux des lois galloises que l'on vient de résumer.

Il est question du fin port en matière civile ou eause d'héritage aux chapitres 185, 186 et 187 de la très-ancienne coutume (Nantes, 1710, Jacques Marechal). Voici quelques citations de ees chapitres. « Quand aucun fait un autre adjourner pour autrui fait
« dont la descence fut a lui venue, dont pût aueune chose appar-

« tenir a autres, il est tenu a en faire fin porter de tous ceux
 « qui sont en la duché et de ceux de dehors; si ce n'est tant
 « que la descence (*succession*) fut venue a eux communellement
 « et que l'auteur se detraignit a sa testée; et s'il est neveu ou
 « niece, ou enfant du frère ou du cousin ou de cousine, si ne
 « pourrait il se destraindre a testée : » c'est-à-dire, il y a lieu à
 fin porter en toute cause d'héritage, à moins que le litige ne soit
 entre frères et sœurs partageant la succession du père commun;
 dans ce cas, il n'y aurait pas lieu de dénoncer l'action aux pa-
 rents plus éloignés; *se detraindre à sa testée*, c'est circonscrire le
 débat dans son estoc. C'est sur les mots *descence* que l'Anonyme
 a mis cette note : « Il y a fin porter en l'action de partage d'une
 « piece de terre de la succession de l'aïeul. »

Ce qui regarde le fin port en matière de crime est aux cha-
 pitres 100, 101, 106, 107, 108, 109, 203 et *passim*. « Quand au-
 « cun est accusé des meffaits dessusdits (*meurtre, incendie, trahison,*
 « *vols, de faire partie de bande de malfaiteurs ou autres crimes*
 « *capitaux*) il doit requerre que fin lui soit porté et doit le fin
 « porter être jugé et suffit a requerre ceux ou celles a qui les
 « meffaits ont été faits... Mais au cas qu'ils auraient homme ou
 « femme meurtris, il conviendrait requerre les cousins ger-
 « mains et les cousins et cousines et dedans (*c'est-à-dire les pa-*
 « *rents plus rapprochés en degré*)... ou le mari pour sa femme...
 « Et seront adjournés a la cour, a savoir s'ils ne voudraient rien
 « demander de la mort de leur parent, pour qui l'accusé est
 « pris et tenu, puisqu'ils viennent pour lui en demander de la
 « mort de leur parent, ou la cour procédera comme elle devra. »
 Le même chapitre détaille ensuite les formes du *fin port*, com-
 ment on s'adressera successivement aux parents, et comment
 après trois bannies, s'ils ne comparaissent pas pour exercer la
 poursuite, on donnera défaut contre eux; et, suivant l'expression
 du chapitre 107, le soin de la poursuite pourra être *alloué sur la*
cour ou sur l'appelleur, c'est-à dire le dénonciateur.

Le chapitre 110 excepte de l'obligation de livrer les malfai-
 teurs, ses parents, jusque et y compris les cousins germains;
 l'art. 204 ajoute : que toute personne a qualité pour défendre en
 action civile ou criminelle qui crimerait son *cousin germain* ou
 parent plus proche. Tout chef de famille, par le chapitre 203, est
 également déclaré recevable à remplir le ministère de défendre

tous les habitants de sa maison, et il aurait action pour poursuivre la punition des crimes commis contre eux. Ceci rappelle beaucoup les droits du *pencenedl* ou chef de la parenté galloise. L'art. 131 suppose même le cas où les proches parents d'un accusé ou accusateur prendraient fait et cause pour lui et combattraient dans sa querelle, lorsque l'affaire doit être jugée par gage de bataille. « Et si chacun voulait avoir la bataille, le plus prou-
« chain du lignage l'aurait. » Il est à remarquer qu'en toutes ces affaires il y avait peine d'amende. D'ailleurs l'usage des compositions s'est conservé longtemps en Bretagne, suivant les Bénédictins. « L'homicide n'était pas toujours puni de mort, les parents du défunt se contentaient quelquefois d'une somme d'argent, D. Morice, t. I, *Preuves*, préf., p. vii. »

Pour ce qui regarde la constitution de la famille chez les Gallois, c'est-à-dire le clan, on pourra consulter l'*Histoire des Peuples bretons* par M. de Courson, t. II, savoir : le § du chapitre I, des *Institutions Bretonnes* et les chapitres suivants. C'est un ouvrage où il y a beaucoup de recherches, de rapprochements historiques, de déductions qui rendront les travaux de notre digne et savant ami toujours utiles à consulter. Sur quelques points nous ne serions pas tout à fait d'accord avec lui. Si nous ne nous faisons pas illusion, une étude plus complète de la succession chez les Gallois nous a permis d'en préciser ici, mieux qu'il ne l'a fait, le caractère et les traits les plus distinctifs. Nous pensons qu'il reviendra sur ce sujet dans les prolégomènes du cartulaire de Redon, curieux monument du dernier état de la législation bretonne, avant l'époque où elle a subi la transformation que nous n'avons fait qu'indiquer, et a commencé à s'altérer par le mélange du droit français. La publication de ce cartulaire lui a été confiée par le gouvernement. Nous attendons qu'il ait paru, pour examiner plus à fond d'autres rapports entre nos coutumes et l'état de la propriété en Bretagne au ix^e siècle, en les rapprochant des renseignements qui nous sont fournis des lois d'Hoël-Da.

Nous avons eu occasion de faire observer que le chef du clan était le parent le plus âgé dans les neuf degrés qui formaient, d'après ces lois, la famille légalement constituée. Comme le texte qui établit ce point n'a été cité ni par M. de Courson, ni par M. de la Borderie, qui a donné, dans ce recueil, une notice sur l'édition des lois d'Hoël publiée par M. Owen (Congrès de Saint-

Malo, t. II, p. 204), nous le traduirons ici : c'est un ancien commentaire en forme de sentence ternaire ou triade, qui était la manière d'enseignement ordinaire chez les Gallois. (*Voy.* t. II, Owen, p. 537).

« Il y a trois choses indispensables au chef de la parenté :
 « d'être un homme réunissant la capacité naturelle et légale
 « (nous rendons ainsi les mots anglais *efficient man*, dont l'ex-
 « plication est donnée en d'autres textes), d'être le plus âgé
 « des hommes de cette condition dans les neuf degrés du lignage,
 « d'être chef de ménage ou d'avoir femme et enfants issus de
 « légitime mariage ; et chaque membre de la parenté est sous
 « son gouvernement, sous son affinité, et sa voix est au-dessus
 « de la voix de tous les membres de la parenté. » Au même
 chapitre, triades 162 et 163, sont marqués les devoirs du chef
 de la parenté, le mode d'élection du substitut que la loi lui per-
 met de s'adjoindre, et sont désignés les sept assesseurs qui for-
 ment le conseil de la petite société.

Les Gallois avaient la division ecclésiastique que nous nommons la paroisse ; mais elle ne formait pas des circonscriptions civiles par elle-même. On ne connaissait que la *commote* et le *cantref*, au chef-lieu desquels résidait souvent le pasteur. La paroisse n'a aussi commencé que fort tard à devenir, en Bretagne, un centre administratif. L'organisation syndicale de la famille simplifiait les relations avec l'autorité et permettait d'avoir des arrondissements plus étendus.

Nous avons noté enfin que les droits de la parenté subsistaient et s'exerçaient même sur les membres qui vivaient séparés du groupe de la famille. Voici le texte qui servira de complément à ce que nous avons dit sur le *fin port* en matière d'héritage, et sur la formation des seigneuries en Bretagne. *Voy.* t. II, p. 431.

« La raison pour laquelle l'action de parenté et héritage dans
 « les trois degrés de la ligne descendante ne peut être décidée à
 « la cour du cantref, ou de la commote, est qu'elle ne peut être
 « suivie que contre l'estoc des parents de celui qui réclame ou
 « détient l'héritage, comme issu du même ancêtre, titre auquel
 « il intente l'action en partage.... Or, comme il peut arriver
 « que l'héritage en question soit situé sous diverses chancel-
 « leries (ce mot est ici synonyme de cantref) après le partage
 « qui en a été fait en famille.... il a été établi que les procès

« de cette nature seraient suivis à la cour du prince ; de telle
« manière que chaque famille puisse être contrainte, par l'effet
« de la demande collective des parents demandeurs, de se présenter aussi collectivement pour défendre à l'action intentée. »

On peut consulter sur le *fin port*, outre les chapitres de la très-ancienne coutume cités plus haut et ce qu'en écrit Hevin, l'art. 13 de l'ordonnance de Jean V, de l'année 1420, qui ordonne qu'à l'avenir, en matière civile, cette exception ne suspendra pas l'instruction du procès. D'Argentré en a aussi parlé sur l'art 153 de l'ancienne coutume, et les Bénédictins, dans la préface de l'un des volumes des *Preuves* de notre histoire. Ils ont publié la procédure de *fin port* qui eut lieu dans l'affaire des sires de Beaumanoir et de Tournemine.

Nous avons supposé que ce mot venait d'un ancien terme de pratique, *fins* pour action, fins civiles, fins criminelles. Nous trouvons le mot latin *finis* employé au même sens dans l'intitulé de la loi 4, livre 2, titre XII, au code Théodosien : *Maritum quoque procuratorem mandati fines servare oportere*.

TABLE GÉNÉRALE DU VOLUME.

PREMIÈRE PARTIE. — PROCÈS-VERBAUX.

(Voir la table détaillée aux pages 119, 120, 266 et 267 de la 1^{re} partie.)

	Pages.
Procès-verbaux du Congrès de Nantes.	7
Séance solennelle d'ouverture commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie.	<i>Id.</i>

Classe d'Archéologie.

Première séance.	11
Deuxième séance.	17
Troisième séance.	34
Quatrième séance.	42
Cinquième séance.	51
Sixième séance.	60
Septième séance.	69
Huitième séance.	79
Neuvième séance.	92
Dixième séance.	99
Chronique.	115
Table.	119

Procès-verbaux du Congrès de Saint-Brieuc.	121
Séance solennelle d'ouverture commune à la Classe d'Agriculture et à la Classe d'Archéologie.	<i>Id.</i>

Classe d'Archéologie.

Première séance.	127
Deuxième séance.	133

	Pages.
Troisième séance.	141
Quatrième séance.	146
Cinquième séance.	169
Sixième séance.	172
Septième séance.	178
Huitième séance.	204
Neuvième séance.	215
Dixième séance.	219
Appendice aux procès-verbaux du Congrès de Sainl-Brieuc.	238
Chronique.	261
Bulletin bibliographique.	264
Table.	266

DEUXIÈME PARTIE. — MÉMOIRES.

DU VAUTENET. — Mémoire sur les modifications à introduire au point de vue de l'art et de l'histoire dans les vêtements sacerdotaux, l'orfèvrerie et le mobilier des églises.	3
— Mémoire sur la polychromie appliquée à l'architecture et à la statuaire.	12
CH. L. LIVET. — René Le Pays (1634-1690).	18
BIZEUL. — Alet et les Curiosolites.	39
G. DEMANGEAT. — Mémoire sur Déas.	77
Abbé BRUNE. — De l'Orientalion des églises.	93
BIZEUL. — Des Osismii.	107
A. DE LA BORDERIE. — Défense d'un Diplôme du roi Erispoë.	161
A. DE BLOIS. — Etude historique sur les droits de succession en Bretagne.	173
Appendice, Note I.	207
Note II.	212
Table générale du volume.	217

FIN DE LA TABLE.



GETTY RESEARCH INSTITUTE



3 3125 01182 1812

